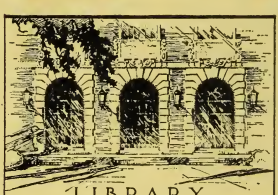


LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

940.913
J68t

The person charging this material is responsible for its return on or before the **Latest Date** stamped below.

Theft, mutilation, and underlining of books are reasons for disciplinary action and may result in dismissal from the University.

University of Illinois Library

OCT - 8 1970

L161—O-1096

TROIS MOIS
DE GUERRE

AOÛT · SEPTEMBRE · OCTOBRE 1915

DU MÊME AUTEUR

EN VENTE

Six mois de Guerre

1er Août 1914-31 Janvier 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

Trois mois de Guerre

Février, Mars, Avril 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

Trois mois de Guerre

Mai, Juin, Juillet 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

Trois mois de Guerre

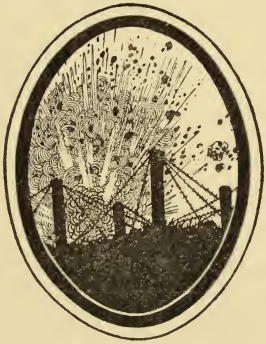
Août, Septembre, Octobre 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

GASTON JOLLIVET

TROIS MOIS DE GUERRE

AOÛT · SEPTEMBRE · OCTOBRE 1915

* * * *



HACHETTE & Cie

1916

Imprimerie Lahure
9, rue de Fleurus, Paris.

940.913
J68t

TROIS MOIS DE GUERRE

— AOUT, SEPTEMBRE, OCTOBRE 1915 —

PREMIÈRE PARTIE

FAITS DE GUERRE

CHAPITRE I

FRONT OCCIDENTAL

Août 1915.

Faits saillants.

De la mer du Nord à Reims.

Du 1er au 10 Août Le 1er, en Artois, élément de tranchée pris par nous dans le chemin creux Ablain-Angres.

Du 11 au 20 Août Le 18, une attaque nous rend maîtres du carrefour de la route Béthune-Arras et du chemin de fer d'Ablain-Angres.

Le 20, à la suite de trois violentes contre-attaques qui ont causé à l'ennemi des pertes sensibles, ce dernier a repris pied dans une de nos tranchées.

Du 21 au 31 Août Le 25, l'ennemi a tiré à longue distance sur la ville de Compiègne sept obus qui ont causé quelques dégâts matériels. Une ambulancière a été tuée et une autre grièvement blessée.

De Reims à Nancy.

Du 1er au 10 Août

En Argonne, dans la nuit du 1er au 2 août, vifs engagements autour de la cote 213. Nous perdons une tranchée que nous reprenons partiellement par une contre-attaque.

L'ennemi prend pied également, après usage de liquides enflammés, dans une tranchée de la région Marie-Thérèse, mais une contre-attaque nous restitue la plus grande partie du terrain perdu

Le 2, nuit mouvementée en Argonne. Deux attaques allemandes sur la cote 213, région Marie-Thérèse, sont repoussées par nos feux d'infanterie et d'artillerie.

Le 7, en Argonne, les Allemands ont réussi à pénétrer dans un de nos ouvrages en saillant, dans la partie occidentale de la forêt au nord de Fontaine-Houyette. Ils en ont été chassés par une contre-attaque de notre part, et n'ont pu se maintenir que dans un poste d'écoute en avant de notre première ligne.

Dans la nuit, l'ennemi a attaqué nos positions dans le secteur de la Fille-Morte. Il a pris pied dans une de nos tranchées, mais en a été aussitôt rejeté, sauf sur un front de trente mètres.

Le 8, l'ennemi est rejeté sur ses lignes près de la route Vienne-le-Château-Dinarville.

Le 9, au bois Le Prêtre, l'ennemi, après un violent bombardement, a attaqué, hier vers 20 heures, nos tranchées dans la région de la Croix-des-Carmes : il a été arrêté par nos tirs de barrage. Dans la nuit une nouvelle attaque, accompagnée d'un bombardement par obus asphyxiants, a été également enrayée par notre artillerie.

Du 11 au 20 Août

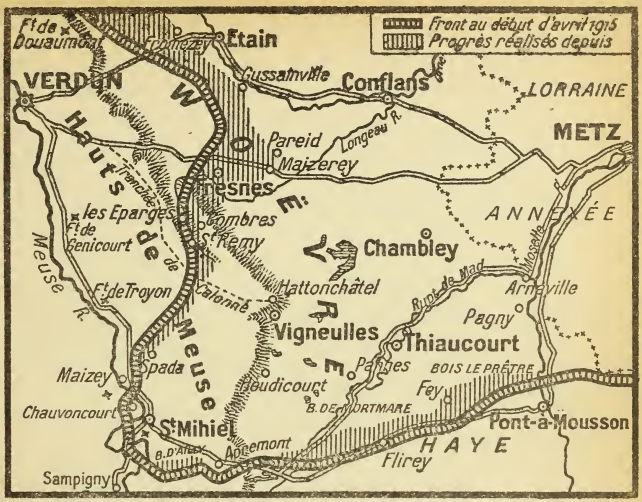
Le 12, attaque de l'ennemi sur le secteur Marie-Thérèse. Il est repoussé avec des pertes sensibles.

De Nancy aux Vosges et à l'Alsace.

Du 1er au 10 Août

Pont-à-Mousson bombardé avec des obus incendiaires.

Dans les Vosges, une série de combats nous donne, devant nos positions conquises sur les hauteurs du Linge, du Schratzmaennele et du Barenkopf, la pos-



LA SITUATION DES ARMÉES FRANÇAISES EN WOEVRE, EN AVRIL 1915.

session de plusieurs tranchées. Lourdes pertes infligées à l'ennemi.

Dans la soirée du 4, les Allemands prononcent une attaque très violente malgré laquelle nous avons conservé toutes nos positions à l'exception de quelques éléments de tranchées sur la crête du Linge. Le même jour, combat très acharné an col de Schratzmaennele. L'ennemi, après s'être emparé d'un de nos blockhaus, en a été chassé par une contre-attaque immédiate. Nos tirs de barrage lui ont infligé de très lourdes pertes.

Le 5, l'ennemi a bombardé à plusieurs reprises nos positions du Linge et du Schratzmaennele. Vers 14 heures, il a prononcé au col du Schratzmaennele, sur la route du Honnack, une attaque qui a été arrêtée par nos tirs de barrage. A la fin de l'après-midi, une nouvelle attaque allemande a été rejetée à la baïonnette et à coups de grenades

Le 6, l'attaque prononcée par les Allemands à la fin de l'après-midi a eu un caractère d'extrême violence. Elle était dirigée contre nos positions du Lingekopf, du Sehratzmaennele et du col qui sépare ces deux hauteurs. Les assaillants

ont été complètement repoussés et ont subi de lourdes pertes.

Devant le front d'une seule de nos compagnies, plus de cent cadavres allemands sont restés dans les réseaux de fils de fer.

Le 7, les Allemands ont attaqué dans la soirée nos positions du Linge et en ont été complètement repoussés. L'Hilsenfirst a été fortement bombardé par l'ennemi.

Le 8, échec d'une attaque allemande sur nos positions du Linge.

Du 11 au 20 Août

Le 17, lutte violente et continue sur le sommet du Linge. Nous prenons une nouvelle tranchée sur la crête du Schratzmaennele. Pertes allemandes importantes. Notre bombardement détruit deux batteries lourdes.

Le 18, la crête conquise le 17 subit un assaut qui est complètement repoussé.

Du 21 au 31 Août

Le 22, sur les crêtes du Linge, après un vif combat suivant un tir de préparation particulièrement efficace, nous nous sommes emparés de quelques tranchées.

Dans les Vosges, au sud de Sondernach, nous avons rectifié notre front. Nous activons notre installation sur la crête entre Sondernach et Landersbach, en nous emparant de plusieurs tranchées allemandes. Une contre-attaque ennemie a été complètement rejetée.

A l'assaut du Lingekopf et du Schratzmaennele.

Depuis plus d'un mois une série d'actions énergiques et brillantes, une véritable bataille s'est poursuivie dans les Vosges pour la possession des positions dominantes du massif du Linge dont nous nous sommes rendus maîtres en majeure partie malgré une résistance acharnée et de nombreux retours offensifs de l'ennemi.

Les communiqués journaliers ont brièvement indiqué les fluctuations de ces combats.

A maintes reprises, ils ont signalé nos progrès sur les pentes, puis sur les crêtes des sommets principaux, Lingekopf, Schratzmaennele, Barrenkopf.

Mais ce qu'ils n'ont pu dire et ce qui mérite d'être maintenant signalé, c'est l'enchaînement de toutes ces actions, leur portée

d'ensemble et la tâche accomplie par les troupes d'élite qui ont été appelées à y prendre part.

On sait que des Vosges moyennes descendent vers l'Alsace deux vallées principales, celle de la Weiss au nord et celle de la Fecht au sud, qui convergent aux environs de Colmar. L'une et l'autre sont parcourues par les deux seules grandes routes qui franchissent dans cette région l'ancienne frontière, la route de la Weiss, au col du Bonhomme et la route de la Fecht au col de la Schlucht. Entre ces deux routes, qui se rejoignent elles aussi à Colmar, s'étend un vaste triangle montagneux dont la base est formée par le massif dominant des Hautes-Chaudes qui jalonne la frontière. De là s'étagent vers l'Est une première série de hauteurs formant barrière du Nord au Sud puis d'autres qui s'abaissent en promontoires vers les vallées et la plaine d'Alsace. De l'une à l'autre de ces vallées serpentent deux routes transversales qui partent d'un tronc commun en avant de la Poutroye, sur la Weiss, se séparent à Orbey et rejoignent la Fecht l'une à Stosswir, à quelques kilomètres à l'ouest de Munster, l'autre connue sous le nom de route des Trois-Epis, près du débouché même de la vallée à Turckem.

Entre ces deux routes s'élève un groupe de hauteurs boisées : le Rain des Chênes, le Linge, le Hohrothberg, le Frauenkopf.

C'est la possession de ces hauteurs, ou tout au moins des plus importantes, celles du Linge, qui était l'enjeu de nos dernières opérations. Les possédant, l'ennemi avait sous son regard et sous son feu, la route d'Orbey à Stosswir, formant transversale de communication en arrière de notre front. En y prenant pied c'est nous qui allions surveiller à notre tour et empêcher les mouvements allemands sur la route des Trois-Epis.

La tâche était particulièrement ardue. Nous avions pu pousser nos lignes jusque sur les contreforts de la position principale et nous tenions face au Linge les hauteurs du Hornlesskopf ou Hurlin, du Gombekopf, du Glasborn.

Mais les communications vers l'arrière étaient précaires. De rares sentiers muletiers, traversant les Hautes Chaumes, étaient insuffisants pour permettre des concentrations et ravitaillements de quelque importance. Aucun village n'offrait de ressources de cantonnement.

Pour réunir les troupes d'attaque et le matériel, pour assurer le courant régulier des approvisionnements et des évacuations, il fallut d'abord construire une grande route de montagne de plus de douze kilomètres de longueur, prolongée par de larges boyaux défiles, installer des camps, des baraquements pour les hommes et les mulets, des dépôts de munitions et d'outillage, des relais d'ambulance.

Ce fut une œuvre préparatoire de longue haleine à laquelle toutes les compétences d'une organisation d'armée ont utilement collaboré. Le résultat leur fait grand honneur.

Pendant tout le cours des opérations, cette longue ligne de communications, franchissant des sommets élevés, utilisant tous les couverts, parcourue par des convois de toute nature, automobiles, chariots, convois muletiers, transportant plus de cent tonnes par jour, a été le pourvoyeur ponctuel des troupes de combat et la condition première du succès.

Le terrain d'attaque présentait lui-même des difficultés exceptionnelles qui ont grandement facilité la résistance de l'ennemi et rendu la tâche de nos troupes plus ardue et plus méritoire.

Le massif du Linge barre l'horizon d'une haute muraille de trois kilomètres dont la crête se profile du Nord au Sud d'abord en pente régulière jusqu'au sommet du Linge proprement dit ou Lingekopf. Elle s'infléchit faiblement jusqu'à une échancrure dite le « Collet du Linge » et remonte ensuite suivant une pente rapide jusqu'au Schratzmaennele, dont le nom ne figure pas sur la carte au 1/80 000e, mais dont le sommet domine en réalité tout le massif.

De ce sommet la ligne de crête redescend à travers des carrières et des éboulis dessinant une vaste échancrure en dépression sensible pour rebondir au Sud sur les groupes du Barrenkopf et de son prolongement le Kleinkopf.

Le versant qui nous faisait face était d'autant plus difficile à aborder, que nos boyaux d'approche devaient d'abord franchir une vallée dénudée et marécageuse, où de nombreux affaissements sous l'action des eaux obligeaient à consolider sans cesse et à reprendre les travaux bouleversés.

Toute cette zone était d'autre part exposée à des feux d'enfilade, venant du Nord et du Sud, qui rendaient la circulation à peu près impossible pendant le jour.

Les pentes elles-mêmes du Linge, du Schratzmaennele et du Barren, couvertes de bois très denses se prêtaient à une organisation défensive échappant aux vues, dont il était particulièrement difficile de connaître à l'avance le dispositif et d'apprécier l'état de destruction lors des bombardements préparatoires à l'attaque.

Vers les sommets, on apercevait, à travers certaines rares éclaircies, des pentes abruptes, un terrain très rocheux. Les blocs accumulés formaient par endroits des éboulis, des cahots où la marche devait être extrêmement pénible.

Entre le Schratzmaennele et le Barrenkopf, la pente était plus douce, mais le terrain était par contre entièrement dénudé sur une vaste étendue, et les Allemands avaient profité de tous les abris environnants, de tous les flanquements couverts pour rendre cette clairière à peu près inabordable. Un blockhaus important en occupait l'angle sud-ouest. On en connut, en l'occupant, la formidable organisation : murs de trois mètres d'épaisseur en béton de ciment, toits en rails et rondins, réseaux et chevaux de frise de tous côtés. La porte du réduit — ce détail en dit long — se fermait de l'extérieur.

La première attaque eut lieu le 20 juillet. La préparation par l'artillerie fut particulièrement intense et prolongée parce qu'en beaucoup d'endroits il était impossible d'en vérifier la complète efficacité.

Elle n'avait pas duré moins de dix heures. lorsque nos bataillons de chasseurs partirent à l'assaut avec ce même élan et cet indomptable courage auxquels les Allemands eux-mêmes ont déjà si souvent rendu hommage.

Ils abordèrent résolument le mystère encore menaçant des sous-bois et, progressant pied à pied contre un ennemi que le bombardement avait ébranlé. franchissant les réseaux et les tranchées, ils parvenaient à la fois jusqu'au sommet du Linge à gauche et au sommet du Barren à droite.

L'attaque de gauche affirmait bientôt son complet succès et s'emparait de vive force d'une pièce de 77.

Malheureusement, au centre, la progression n'avait pu être aussi rapide, et l'ennemi conservait sur le Schratzmaennele des positions formant flanquement. Elles permirent à ses mitrailleuses d'appuyer une série de contre-attaques qui obligèrent nos troupes à abandonner les crêtes conquises pour se reformer légèrement en arriere en s'accrochant au sol, gardant toutefois une partie du terrain gagné pour faciliter un nouvel assaut.

Celui-ci fut donné le 22 et marqua dans les mêmes conditions un nouveau progrès.

L'artillerie de tout calibre, très heureusement répartie sur tout le front, reliée au poste de commandement par un réseau téléphonique minutieusement préparé et entretenu, fit cette fois d'utile besogne

On sut par la suite que la ligne à voie étroite desservant l'arrière-front ennemi fut détruite ce jour-là en plusieurs endroits. Les réserves allemandes éprouvèrent des pertes si sérieuses qu'un peloton entier de la 4e compagnie du 14e bataillon de chasseurs allemands disparut comme groupement distinct et ses débris furent répartis entre les deux autres. Trois soldats d'une unité de première ligne se rendirent : c'étaient les seuls survivants d'une section de 47 hommes.

A l'heure prévue, notre assaut se déclencha avec un ensemble impressionnant. Le jour des relèves avait mis en avant des bataillons formés pour la majeure partie de jeunes soldats prenant part pour la première fois à un véritable combat. Le général commandant l'attaque les vit s'élancer sous le feu ennemi avec une telle furie qu'il en eut, dit-il, un frisson d'orgueil.

D'un bond, ils franchirent les tranchées ennemies, marchant littéralement sur les Allemands qui les occupaient, atteignirent les crêtes et, dans leur élan, les dépassèrent, au lieu de procéder à un « nettoyage » méthodique des premières lignes et à une mise hors d'état de nuire des défenseurs qu'elles abritaient encore. Cet excès de témérité ne laissa pas à d'autres vagues

d'assaut le temps de rejoindre nos troupes d'attaque et de les appuyer.

L'ennemi profita de cette circonstance pour prononcer une contre-attaque et réoccupa partiellement le sommet même du Linge et du Barren. Néanmoins, deux mitrailleuses et une grande quantité de matériel restaient entre nos mains.

Un nouvel effort était aussitôt préparé. Le 26 juillet, nous reprenions pied sur la crête et le « Collet du Linge » et, le 27, un combat violent s'engageait sur toute la ligne. Il nous permettait de réaliser encore de nouveaux progrès et même d'occuper un instant le sommet du Schratzmaennele.

Au Linge, une compagnie ennemie est entièrement anéantie ; le commandant de compagnie est fait prisonnier. Sur les pentes du Barren, nos colonnes, bien orientées, progressent derrière les obus, avancent dans les bois, éclaircis maintenant par la canonnade, gagnent la crête et s'y établissent.

La lutte continue pied à pied les jours suivants.

Le 29, l'attaque vise plus spécialement la position du Linge, où l'ennemi reste solidement retranché.

Une de nos compagnies atteint le réseau de fil de fer, que la proximité des deux lignes ne permet plus de détruire par le canon. Elle s'y maintient sous un feu violent, à quelques mètres de la tranchée allemande. Le capitaine fait passer à son camarade d'une unité voisine ce simple billet : « Suis sur les fils de fer ; suis blessé par balle. Nous retranchons sur place. Les Boches ne nous délogeront pas. Vive la France ! » Et en effet, la compagnie, chantant *la Marseillaise*, résiste à une violente contre-attaque. On la somme vainement de se rendre. Elle tient là pendant trente-six heures et permet aux unités voisines de continuer leur progression.

C'est une lutte désormais sans répit. De jour et de nuit, les attaques et les contre-attaques se succèdent. Le 29, nous sommes à proximité de la crête de Schratzmaennele. Le 1er août, un de nos bataillons saute dans les tranchées allemandes, qu'il occupe sur une longueur de 250 mètres, et s'empare de quatre blockhaus.

L'ennemi sent que peu à peu l'ensemble de la position lui échappe et va tenter un effort désespéré pour la ressaisir. Les 4 et 5 août, il dirige sur toutes nos lignes un bombardement méthodique d'une violence encore inconnue, 40000 obus de tous calibres s'abattent sur nos tranchées, nos abris, nos boyaux de communication et les bouleversent presque complètement.

Les pertes sont sensibles et atteignent aussi bien les porteurs, les brancardiers, les téléphonistes que les unités combattantes. Des troupes moins bien aguerries eussent pu être démoralisées et perdre le bénéfice de tant d'efforts. Nos chasseurs et les effectifs d'infanterie qui leur ont été adjoints tiennent sans défaillance, sous ce déluge de fer. Des contre-attaques violentes sont repoussées. L'ennemi ne réussit à progresser que sur la ligne de crête,

où il réoccupe le 4, un blockhaus du Linge et, le 5, quelques tranchées au Collet et sur les pentes du Schratzmaennele. Il échoue complètement dans ses nouvelles tentatives des 7 et 8 août. Le 9, son effort peut être considéré comme définitivement maîtrisé.

A notre tour, nous reprenons, le 17 août, la progression interrompue et, cette fois, l'avance est rapide et décisive.

Une première attaque nous rend maîtres d'une partie du Schratzmaennele, dont nous occupons enfin le sommet le 22 août. Le lendemain, le succès se complète par de nouveaux progrès au Barrenkopf et au Collet du Linge, qui consolident la position et nous permettent de nous installer sur la position conquise.

Après un mois de durs combats, l'objectif visé était enfin atteint.

Nous avions brisé la résistance allemande sur les positions où elle s'était concentrée. L'ennemi, qui ne nous avait pas opposé moins de sept brigades engagées successivement, devait renoncer pour le moment à nous disputer le terrain conquis et reconnaissait sa défaite en ne réagissant plus que faiblement par des bombardements intermittents et peu efficaces.

Du sommet du Schratzmaennele, nos chasseurs aperçoivent maintenant tout proches la vallée de Munster, la plaine d'Alsace, Turckheim et Colmar.

RÉSUMÉ DE LA SITUATION MILITAIRE DU MOIS D'AOUT

Les attaques allemandes sur notre front ont échoué. Leurs médiocres progrès réalisés dans l'Argonne, immédiatement arrêtés par notre seconde ligne de défense, ont été chèrement payés.

Dans les Vosges, non seulement les tentatives des Allemands leur ont valu de nouveaux échecs et de lourdes pertes, mais elles nous ont donné l'occasion d'étendre encore nos positions sur les crêtes autour de Munster.

La supériorité de notre artillerie et de nos avions, manifestée depuis le début des hostilités s'affirme de plus en plus. Nos soldats se sont facilement entraînés à la guerre à coups de grenades. Si nos tranchées n'offrent pas toutes les commodités de l'organisation allemande, elles s'améliorent tous les jours. A noter aussi le travail intelligent et résolu de la sape et de la mine.

Front italien.

Le 17, heureux combat dans la zone de Tolmino. 17 officiers, 547 soldats, 4 mitrailleuses et une grande quantité de munitions restent dans les mains des Italiens.

Communiqué italien du 12 août :

Dans la zone rude et élevée de la tête du val Furva (Trentin occidental), l'ennemi, qui, déjà le 4 août, avait reconnu le col de Vioz (3 337 mètres) avec des patrouilles immédiatement repoussées, a attaqué, dans la nuit du 9 août, à travers le glacier du Forno, les nôtres, qui avaient pris position près de l'hôtel du même nom, tandis qu'un détachement se portait par le col de Cedevale (3 627 mètres) jusque contre celles de nos troupes qui occupent Capanna-Cedec.

La surveillance de nos alpins, active et incessante malgré les glaciers et les cimes très hautes, a réussi à déjouer cette double tentative audacieuse, et l'ennemi a été repoussé; puis il a été contre-attaqué et obligé de fuir.

Communiqué du 28 août :

Des nouvelles détaillées au sujet d'un récent succès dans la vallée de Strino (Noce) rapportent que l'ennemi a essuyé de graves pertes et a laissé entre nos mains une grande quantité de munitions pour mitrailleuses et seize caisses de bombes. Il en résulte aussi qu'une force importante d'ennemis à Saccarana et Pozzi-Alta a beaucoup souffert. Quelques pièces ont été détruites et celles qui sont restées ont été transportées sur d'autres emplacements, hors des ouvrages, d'où elles répondent encore au feu de nos batteries.

Sur Mer.

Londres, 10 août. — D'après une dépêche de Berlin le cuirassé turc *Barbarossa-Keydreddin* a été coulé dans la mer de Marmara par un sous-marin. Une partie de l'équipage a été sauvée. La dépêche ajoute que la perte est sérieuse pour la marine ottomane. Acheté à l'Allemagne en 1910, le *Barbarossa* était l'ancien cuirassé *Kurfurst-Friedrich-Wilhelm*. Il jaugeait 10 000 tonnes.

11 août. — Le *Ramsay*, petit navire de patrouille armé, a été coulé par le vapeur armé de la flotte auxiliaire allemande *Meteor*, dimanche, dans la mer du Nord. Quatre officiers et trente-neuf hommes ont été sauvés. Le *Meteor* aperçut ensuite une escadre de croiseurs anglais, et son commandant se rendant compte qu'il était impossible de lui échapper donna l'ordre à l'équipage d'abandonner le navire et le fit alors sauter.

Londres, 11 août. — Communiqué de l'Amirauté britannique. — Le contre-torpilleur *Lynx* a touché une mine dans la mer du Nord et a coulé.

Deux torpilleurs d'escadre français de la deuxième escadre

légère ont rencontré, au large d'Ostende, un destroyer allemand qu'ils ont combattu et coulé.

Nos torpilleurs n'ont subi aucune perte de personnel et n'ont que des avaries de coque insignifiantes.

Rome, 14 août. — Le 12 août, dans la matinée, un de nos croiseurs auxiliaires, qui faisait une croisière dans l'Adriatique inférieure, a été attaqué par l'*U*-3; le croiseur a réussi, moyennant une manœuvre opportune, à éviter deux torpilles lancées contre lui par le sous-marin et à entrer en collision avec lui, sans cependant arriver à le couler.

Une de nos escadrilles de contre-torpilleurs, dont faisait partie le contre-torpilleur français *Bisson*, a été envoyée pour donner la chasse au sous-marin. Dans la matinée du 13, le *Bisson* réussissait à retrouver l'*U*-3, qui avait des avaries, le canonnait et le coulait. Le *Bisson* a sauvé et fait prisonniers le commandant en second et onze hommes de l'équipage.

Londres, 13 août. — Un sous-marin allemand a coulé dans la mer du Nord le croiseur auxiliaire *India*. 22 officiers et 119 marins ont été sauvés.

De Londres, à la date du 17 août :

Le 16, entre 4 h. 30 et 5 heures du matin, un sous-marin allemand a lancé plusieurs obus contre Parton, Harrington et Whitehaven, sans causer de dégâts appréciables. Quelques obus ont touché le remblai du chemin de fer au nord de Parton. La circulation des trains n'a subi qu'un léger retard. Quelques incendies qui avaient éclaté à Whitehaven et Harrington ont été promptement éteints.

On ne signale aucune victime.

Torpillage de l'*Arabic*, bâtiment anglais, par un sous-marin allemand :

Le capitaine Finch était sur le pont au moment où le navire fut torpillé. Il était environ 9 h. 30 du matin; le capitaine déclare qu'il ne vit point le sous-marin et autant qu'il peut le savoir, personne ne le vit. Tout à coup il aperçut une torpille venant sur le navire à environ cent mètres. Il était tout à fait impossible de l'éviter, et un moment plus tard l'*Arabic* était touché à tribord, à environ 30 mètres de l'arrière. Il y eut une terrible explosion.

Pendant quelques secondes la consternation régna à bord parmi les passagers, qui pour la plupart venaient de finir de déjeuner et vinrent en courant sur le pont. Il n'y eut point de panique et l'équipage et les officiers se mirent au travail avec un tel sang-froid que dans la courte période de dix minutes que l'*Arabic* resta à flot, onze canots de sauvetage avec des radeaux

purent être mis à la mer. Quelques passagers tombèrent à la mer, mais purent être recueillis.

Seize personnes avaient été blessées par l'explosion de la torpille.

La principale excuse trouvée était que le navire portait des munitions en Angleterre, et que ce fut l'explosion de ces munitions, et non la torpille allemande qui le fit couler avant que les femmes pussent descendre dans les canots de sauvetage. On ne peut pas prétendre que l'*Arabic* transportait des munitions au cours d'un voyage de Liverpool à New-York. Seule la soif de sang et rien d'autre, peut expliquer ce dernier exploit de la nation qui a la prétention de marcher à la tête de la civilisation chrétienne.

Communiqué anglais du 21 août :

Aux premières heures du jour, le 19 août, le sous-marin britannique *E*-13 s'est échoué sur l'île danoise de Saltholm.

A 5 heures du matin, un torpilleur danois est survenu, et a averti le sous-marin qu'il aurait vingt-quatre heures pour essayer de se dégager et partir.

Au même moment, un contre-torpilleur allemand s'est présenté et est venu se ranger dans le voisinage du sous-marin; il ne s'est retiré qu'à l'arrivée de deux autres torpilleurs danois.

Malgré tous ses efforts, le sous-marin n'a pu se dégager.

A 9 heures du matin, alors que les trois torpilleurs danois étaient à l'ancre dans son voisinage, sont arrivés du Sud deux contre-torpilleurs allemands dont l'un, lorsqu'il fut à environ un demi-mille, a arboré comme signal un drapeau commercial et, avant que le capitaine anglais eût eu le temps de lire, il s'est approché, et à près de 300 yards, a lancé une torpille qui a éclaté en touchant le fond près du sous-marin; en même temps, ce contre-torpilleur faisait feu de toutes ses pièces.

Le sous-marin, embrasé à l'avant et l'arrière, et se trouvant dans l'impossibilité de se défendre, puisqu'il était échoué, le capitaine a donné l'ordre à l'équipage de quitter le navire. Pendant que les marins étaient dans l'eau, les Allemands ont tiré sur eux des shrapnells et des coups de mitrailleuses. Aussitôt un des torpilleurs danois a mis des chaloupes à la mer et est venu lui-même se placer entre le sous-marin et les contre-torpilleurs allemands, lesquels ont dû cesser leur feu et partir.

Copenhague, 19 août.

La moitié de l'équipage du sous-marin *E*-13, quinze hommes et un blessé, sont sauvés. En ce qui concerne les autres hommes de l'équipage, quatorze cadavres ont été transportés à terre; un homme a disparu.

Le ministre de Danemark à Berlin a reçu l'ordre de protester énergiquement auprès du gouvernement allemand en raison de la violation de la neutralité.

Dans l'Air.

Le 6 août, deux avions allemands ont jeté sur Fraise, dans la vallée de la Meurthe, une dizaine de bombes qui ont tué deux femmes et un soldat.

Le 9 août, les zeppelins ont effectué un raid sur la côte anglaise.

Berlin, 10 *août*. — (*Officiel.*) Dans la nuit du 9 au 10 août, nos dirigeables de marine ont dirigé une attaque contre les localités et les ports fortifiés de la côte anglaise de l'est. Malgré leur défense côtière et la coopération des navires de guerre britanniques à l'embouchure de la Tamise, l'ennemi n'a pu empêcher notre attaque. Les docks de Londres, le port de base des torpilleurs de Harwich et les importants établissements de la Humber ont été bombardés. On a pu observer les heureux résultats du bombardement. Tous les dirigeables sont rentrés indemnes de leur expédition couronnée de succès.

Communiqué anglais concernant ce raid :

Londres, 10 *août*. — (*Officiel.*) Un raid de dirigeables a eu lieu la nuit dernière entre 8 h. 30 et minuit et demi. L'escadrille de dirigeables ennemis visita le littoral oriental de la Grande-Bretagne. Les bombes incendiaires causèrent quelques incendies qui furent promptement éteints, les dégâts sont insignifiants. Quatre enfants, neuf hommes et une femme ont été tués et deux enfants, sept femmes et cinq hommes sont blessés.

Les batteries de terre endommagèrent sérieusement un zeppelin, qui dans la matinée disait-on, était remorqué dans la direction d'Ostende. Soumis à des attaques incessantes de la part des aviateurs de Dunkerque, sous un feu violent, le zeppelin aurait eu son armature brisée; ses compartiments arrière endommagés, et finalement il aurait été détruit par une explosion. La nuit était extrêmement sombre, et le brouillard, épais par endroits, rendait très difficile la tâche des aviateurs, de sorte que le sous-lieutenant qui pilotait l'aéroplane envoyé pour attaquer l'ennemi se tua en atterrissant dans les ténèbres.

13 août. — Communiqué allemand concernant une nouvelle attaque de zeppelins sur la côte anglaise :

Berlin. — Dans la nuit du 12 au 13 août, nos dirigeables de marine ont renouvelé leurs attaques des côtes orientales anglaises et ont bombardé avec succès les installations militaires d'Harwich. Malgré un violent bombardement par les canons des forts, ils sont rentrés indemnes.

Le remplaçant du chef de l'état-major de la marine :

Behnke.

Communiqué anglais :

Deux zeppelins ont visité la côte orientale hier soir. Ils ont jeté des bombes tuant 4 hommes et 2 femmes et blessant 3 hommes, 11 femmes et 9 enfants, tous des civils. Un des zeppelins a probablement été endommagé.

Le 15, un groupe de 19 avions a bombardé les parcs et dépôts allemands de la vallée de Spada. 108 obus ont été lancés sur les objectifs. Tous nos avions sont rentrés sans incident.

Le 25 août, une escadre de quatre groupes comprenant 62 avions a survolé les Hauts Fourneaux de Fillingen, fabrique d'obus et de plaques de blindage, au nord de Sarrelouis, sur lesquelles ils jetèrent avec précision plus de 150 obus dont une trentaine de gros calibre. Dans la même journée, une opération faite de concert entre les avions des armées française, britannique et belge et des marines française et britannique (au total soixante avions) a été dirigée contre la forêt d'Houthulst, où ont été allumés plusieurs foyers d'incendie. Tous les appareils sont rentrés.

Londres, 26 août. — (*Officiel*). Ce matin, un officier de marine, Arthur W. Bigsworth, aviateur naval, étant sur un aéroplane, a jeté des bombes sur un sous-marin allemand, qui, entièrement désemparé, a coulé au large d'Ostende. Cette destruction ayant eu lieu dans le voisinage immédiat du littoral occupé par l'ennemi et la position du sous-marin englouti ayant été repérée par un contre-torpilleur allemand, l'Amirauté déroge, dans le cas de ce brillant fait d'armes de l'aviateur Bigsworth, à sa règle qui est de ne rien publier au sujet des pertes de sous-marins allemands, si importantes qu'elles aient été, dans le cas où l'ennemi ne possède pas les moyens de savoir où et quand les pertes se sont produites.

Pendant la nuit du 26 au 27, un de nos avions a lancé une dizaine d'obus sur l'usine à gaz de Dornach.

Dans la matinée du 27, une escadrille a bombardé la gare et le transformateur de Mulheim, dans le grand-duché de Bade; tous les avions sont rentrés indemnes. Deux civils, annonce le communiqué allemand, ont été tués. (Il n'est pas interdit de noter à ce propos que les communiqués allemands de l'ennemi déclarent uniformément les bombes de nos aviateurs inoffensives pour ses soldats).

Gilbert, le vaillant et habile aviateur, retenu prisonnier en Suisse à la suite d'une panne de moteur, s'est évadé. Rentré à Paris le 22 août, il s'est mis à la disposition du Ministre,

mais ce dernier lui a donné l'ordre de revenir se constituer prisonnier ayant engagé sa parole ; Gilbert a dû obéir. Il est établi qu'il s'etait cru, de bonne foi, libéré par une lettre à l'autorité suisse dans laquelle il annonçait son dessein de fuir.

Septembre 1915.

Sur tout le front.

Du 1er au 8 Septembre

Le 7, le général Joffre revient d'Italie.

Le 8, en Argonne, dans la région de la Fontaine-aux-Charmes, de très violents combats sont livrés pendant toute la nuit. Les Allemands ont renouvelé leurs attaques avec un grand acharnement. Notre ligne, à l'exception d'un élément de tranchée à l'est du layon de Binarville, a été partout maintenue.

Dans les Vosges, l'ennemi a attaqué nos positions depuis le Lingekopf jusqu'au Barrenkopf en faisant usage d'obus suffocants.

Au Schratzmaennele, une tranchée de première ligne a dû être évacuée à la suite du jet de liquides enflammés. Une contre-attaque nous a permis de regagner la plus grande partie du terrain perdu et de nous maintenir à une dizaine de mètres de l'élément de tranchée qui n'a pu être réoccupé.

Sur le reste du front, nos positions ont été intégralement maintenues.

A la fin de la journée, les Allemands ont lancé contre nos tranchées du sommet de l'Hartmannswillerkopf une attaque qui leur a permis d'y prendre pied ; pendant la nuit, nous avons contre-attaqué, repris les tranchées perdues et refoulé l'ennemi dans ses lignes.

Du 10 au 20 Septembre

Le 18, nous avons pu repérer des travaux préparés pour l'installation, près d'Hampont, de pièces lourdes à longue portée susceptibles d'atteindre les régions de Nancy et de Lunéville. Des tirs de destruction efficaces ont permis de prévenir cette tentative.

Champagne et Artois.

Le général en chef adresse aux troupes cet ordre du jour qui fut lu aux soldats assemblés, par les colonels et les chefs de bataillon :

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL.

Ordre général n° 43.

23 *septembre* 1915.

SOLDATS DE LA RÉPUBLIQUE,

Après des mois d'attente qui nous ont permis d'augmenter nos forces et nos ressources, tandis que l'adversaire usait les siennes, l'heure est venue d'attaquer pour vaincre et pour ajouter de nouvelles pages de gloire à celles de la Marne et des Flandres, des Vosges et d'Arras.

Derrière l'ouragan de fer et de feu déchaîné grâce au labeur des usines de France, où vos frères ont nuit et jour travaillé pour nous, vous irez à l'assaut tous ensemble, sur tout le front, en étroite union avec les armées de nos alliés.

Votre élan sera irrésistible.

Il vous portera d'un premier effort jusqu'aux batteries de l'adversaire, au delà des lignes fortifiées qu'il vous oppose.

Vous ne lui laisserez ni trêve ni repos jusqu'à l'achèvement de la victoire.

Allez-y de plein cœur, pour la délivrance du sol de la Patrie, pour le triomphe du Droit et de la Liberté.

J. JOFFRE.

ORDRE DU JOUR

SOLDATS DE LA RÉPUBLIQUE,

L'offensive générale est commencée. — L'artillerie donne ; suivra l'infanterie ; viendra ensuite la cavalerie.

L'offensive continuera jour et nuit.

Souvenez-vous de la Marne : VAINCRE OU MOURIR.

OFFICIERS,

Tout est prêt en armes et en munitions. L'offensive générale est décrétée.

Prévenez vos hommes, car celui qui meurt pour la patrie a le droit de savoir où on le conduit.

JOFFRE.
25 *septembre* 1915.

Note pour les généraux commandant les C. A.

L'élan des troupes et leur esprit de sacrifice constituent l'élément principal des succès des attaques et le soldat français se bat d'autant plus bravement qu'il comprend mieux l'avantage des actions où il est engagé et qu'il a davantage confiance dans les dispositions prises par le commandement. Il est donc essentiel que les officiers de tous grades éclairent dès maintenant leurs inférieurs sur les conditions favorables dans lesquelles se produira la prochaine offensive des forces françaises.

Les points ci-dessous devront être connus par tous :

1° Prendre l'offensive sur le théâtre de l'opération française est pour nous une nécessité afin de chasser les Allemands hors de France. Nous délivrerons ainsi nos compatriotes asservis depuis onze mois et nous arracherons à l'ennemi le gage précieux de nos territoires envahis. En outre, une brillante victoire remportée sur les Allemands déterminera les neutres à se déclarer en notre faveur et contraindra l'ennemi à ralentir ses opérations contre l'armée russe pour faire face à nos attaques.

2° Tout a été fait pour que cette offensive pût être exécutée avec des forces considérables et des moyens matériels puissants. La valeur sans cesse accrue des organisations défensives de première ligne, l'utilisation de plus en plus grande des troupes territoriales sur le front, l'augmentation des effectifs britanniques débarqués en France ont permis au Commandant en chef de retirer du front et de préparer pour les attaques un grand nombre de divisions constituées d'un effectif égal à celui de plusieurs armées. Ces forces comme celles maintenues sur le front disposent d'un matériel complet et moderne. Le nombre des mitrailleuses a été plus que doublé, les canons de campagne remplacés au fur et à mesure par des canons neufs, disposent d'un stock considérable de munitions. Les convois automobiles ont été multipliés, tant pour le ravitaillement que pour le déplacement des troupes. L'artillerie lourde, outil principal des attaques, a été l'objet d'un effort immense. Une masse considérable de batteries a été réunie et organisée en vue des prochaines opérations. La dotation journalière en munitions prévue pour chaque pièce dépasse les plus grandes consommations prévues dans le passé.

3° L'époque actuelle est particulièrement favorable à l'offensive générale. D'une part, en effet, les armées Kitchener terminent leur débarquement, et d'autre part, les Allemands ont fait, le mois dernier encore sur notre front, des prélèvements de forces à destination du front russe. Les Allemands n'ont que de bien maigres réserves en arrière de leurs lignes de retranchement.

4° L'offensive sera générale : elle comprendra plusieurs grosses attaques simultanées exécutées sur de très grands fronts. Les troupes britanniques y participeront également avec des effectifs

considérables. Les troupes belges prendront aussi part à l'attaque. Aussitôt que l'ennemi aura été ébranlé, les troupes, maintenues sur les parties jusque-là passives du front, l'attaqueront à leur tour pour achever sa désorganisation, et le mettre en déroute. Il s'agira, pour toutes les troupes qui attaqueront, non pas seulement d'enlever les premières tranchées ennemies, mais de pousser sans trêve, de jour comme de nuit, au delà des positions de deuxième et de troisième ligne, jusqu'au terrain libre. Toute la cavalerie participera à ces attaques pour en exploiter le succès à grande distance.

La simultanéité des attaques, leur puissance, leur étendue empêcheront l'ennemi d'accumuler des réserves d'infanterie et d'artillerie sur un point, comme il a pu le faire au nord d'Arras. Elles sont un gage de succès.

La communication de ces renseignements aux troupes ne manquera pas d'élever leur moral à la hauteur des sacrifices qui leur sont demandés. Il est donc indispensable qu'elle soit faite avec intelligence et conviction.

JOFFRE.

21 *septembre* 1916.

Communiqué du 25 septembre :

En Champagne, des combats opiniâtres se sont poursuivis sur tout le front.

Nos troupes ont pénétré dans les lignes allemandes sur un front de vingt-cinq kilomètres et sur une profondeur variant de un à quatre kilomètres ; elles ont, au cours de la nuit, maintenu toutes les positions conquises.

Le nombre des prisonniers actuellement dénombrés dépasse 12 000 hommes.

Communiqué du 26 :

En Champagne, nos troupes ont continué à gagner du terrain.

Après avoir franchi sur presque tout le front compris entre Auberive et Ville-sur-Tourbe les puissants réseaux de tranchées, boyaux et fortins établis et perfectionnés par l'ennemi depuis de longs mois, elles ont progressé vers le Nord, contraignant les troupes allemandes à se replier sur les tranchées de seconde position, à trois ou quatre kilomètres en arrière.

La lutte continue sur tout le front.

Nous avons atteint l'Epine de Vedegrange, dépassé la Cabane sur la route de Souain à Somme-Py et la Baraque sur la route de Souain à Tahure. Plus à l'Est, nous tenons la ferme de Maisons de Champagne.

L'ennemi a subi par notre feu et dans le corps à corps des pertes très importantes.

Il a laissé dans les ouvrages qu'il a abandonnés un matériel considérable qui n'a pu être encore recensé. Dès maintenant, on signale la prise de vingt-quatre canons de campagne.

Le nombre des prisonniers s'accroît progressivement et dépasse actuellement 16 000 hommes non blessés, dont au moins 200 officiers.

Au total et sur l'ensemble du front, les troupes alliées ont fait en deux jours plus de 20 000 prisonniers valides.

Communiqué du 28 :

En Champagne, les Allemands résistent sur leurs positions de repli, protégées par des réseaux de fils de fer étendus et dissimulés.

Nous avons réalisé quelques nouveaux progrès vers la cote 135 à l'ouest de la ferme de La Baraque et vers la Justice au nord de Massiges.

Communiqué du 29 :

En Champagne, les combats se sont poursuivis avec ténacité sur tout le front. Nous avons occupé en plusieurs points, notamment au Trou Bricot, au nord de la ferme des Wacques, quelques positions déjà dépassées, où des éléments ennemis avaient pu se maintenir.

Ce n'est pas deux cents, mais trois cents officiers que nous avons faits prisonniers en Champagne.

Le nombre des prisonniers non blessés faits au cours des dernières opérations est de 23 000.

Communiqué du 30 :

Les comptes rendus qui parviennent permettent de mesurer plus complètement chaque jour l'importance du succès obtenu par notre offensive en Champagne, combinée avec celle des troupes alliées en Artois.

Les Allemands n'ont pas été seulement contraints d'abandonner, sur un front étendu, des positions puissamment retranchées sur lesquelles ils avaient ordre de résister jusqu'au bout, ils ont subi des pertes dont le total en tués, blessés et prisonniers dépasse l'effectif de trois corps d'armée. Le nombre total des prisonniers est maintenant de plus de 23 000. Le nombre des canons ramenés à l'arrière est de 79.

17 055 prisonniers et 316 officiers ont traversé Châlons pour s'embarquer vers leurs destinations d'internement.

Il est procédé progressivement au déblaiement du champ de bataille et au recensement des armes de toute nature et du matériel de parc et de tranchée que l'ennemi a dû nous abandonner.

L'Offensive en Champagne.

Cette bataille a montré que les éléments de nos ennemis, si puissamment organisés qu'ils puissent être, ne sont pas à l'abri de nos coups et que la rupture stratégique redoutée par les Allemands pourrait se produire un jour ou l'autre.

La profonde atteinte matérielle et morale qu'ils ont reçue ne sera pas sans produire son effet sur leur armée, contrainte de vive force d'abandonner, sur un front de vingt-cinq kilomètres, une zone de près de quatre kilomètres qu'elle jugeait imprenable.

Le nombre des prisonniers capturés, les pièces d'artillerie légère et les pièces d'artillerie lourde prises en pleine action par la force et la rapidité de nos assauts : les 140000 hommes mis hors de combat, constituent des faits qui doivent certainement avoir une influence sur les suites de la campagne.

L'ennemi a été surpris par l'étendue et la violence de nos attaques qui, quoiqu'il s'attendît à une offensive que ses généraux annonçaient par leurs ordres du jour dès le 15 août, c'est à la promptitude de nos assauts qu'est dû le désarroi que l'on a pu constater chez l'ennemi, depuis le commandement jusqu'aux échelons subordonnés.

On en trouve la preuve dans la façon dont furent engagées les réserves. Des unités furent envoyées au combat complètement dissociées; le ravitaillement en vivres et en munitions se ressentit de l'affolement général, ainsi qu'en témoigne la lettre suivante, trouvee sur un soldat du 118e d'infanterie :

« Chargés en auto, dans une course folle, nous allâmes par Vouziers jusqu'à Tahure, deux heures de repos sous la pluie, en plein air et dans une marche de six heures, nous allâmes dans nos positions ; en y allant, nous fûmes accueillis par le feu des obus ennemis, de sorte que, par exemple, à la 2e compagnie, sur 280 hommes, 224 seulement arrivèrent sains et saufs dans les tranchées : celles-ci, nouvellement creusées, avaient à peine 35 à 50 centimètres de profondeur. Continuellement entourés de mines et d'obus, qui éclataient, nous avons dû les garder et les aménager pendant 118 heures, sans pouvoir manger quelque chose de chaud.

« Dans l'Enfer, ce ne peut être plus terrible.

« Aujourd'hui, vers midi, 600 hommes de troupes nouvelles sont arrivés pour le régiment : en cinq jours, nous en avons perdu autant et plus. »

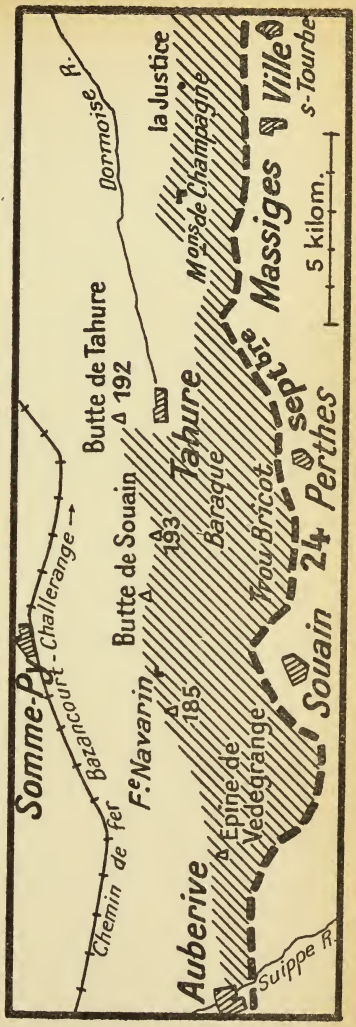
Les mesures qui furent arrêtées par notre état-major en prévision des opérations projetées avaient été exécutées d'une manière si heureuse que le grand état-major allemand crut, pendant longtemps, que notre gros effort se produirait en Alsace ; il avait, en conséquence, massé dans cette région des forces importantes. Pendant ce temps, de notre côté, nous organisions en silence la nouvelle offensive sur le front de Champagne, où les travaux de préparation étaient poussés avec la plus grande activité, tandis

que le maréchal French tenait en haleine les forces qui lui étaient opposées. »

La ligne choisie pour l'offensive s'étendait, comme on le sait, sur une longueur de vingt-cinq kilomètres environ, allant d'Auberive à Ville-sur-Tourbe. Cette ligne avait été fortement retranchée par les Allemands, qui y avaient élevé des ouvrages redoutables. Une première zone de défense était composée de trois, et même de cinq lignes de tranchées parallèles séparées par des réseaux de fil de fer : la deuxième zone ne comprenait généralement qu'une seule tranchée, doublée sur quelques points d'une tranchée de soutien, construite, ainsi que les réseaux de fil de fer, à contre-pente.

A la lisière de cette deuxième ligne étaient installés des postes d'écoute et des abris pour mitrailleuses reliés les uns et les autres à la tranchée par des boyaux : entre ces deux positions, le terrain était occupé par des tranchées transversales ou diagonales. L'artillerie et les dépôts d'approvisionnement avaient été installés en arrière de la ligne de défense. Toute cette organisation formidable avait été repérée minutieusement par notre service d'aviation, chaque ouvrage, chaque bois avait été repéré sur les cartes avec une précision remarquable, ne permettant aucune erreur.

Nuit et jour, la prépara-



L'OFFENSIVE EN CHAMPAGNE, 25 SEPTEMBRE 1915.

tion d'artillerie se poursuivit, suivant un plan arrêté : il s'agissait de détruire les réseaux de fil de fer, d'ensevelir les défenseurs dans les abris-cavernes, de démolir les créneaux, d'arroser les tranchées et, enfin, de clore ou de combler les boyaux de communication.

Malgré de grandes difficultés d'observation, le tir s'ouvrait jusqu'à la seconde position, pendant que les grosses pièces bombardaient les quartiers généraux, les cantonnements, les gares, coupaient les voies ferrées et interrompaient le ravitaillement. Le tir fut tellement efficace que le ravitaillement des tranchées allemandes ne put être effectué : le service postal fut arrêté et nul être humain ne put rester dans les localités bombardées.

Des lettres trouvées sur les morts allemands, il résulte que les hommes tombaient comme des mouches, en réclamant : « La paix ! la paix ! »

Un capitaine du 135e régiment de réserve, dans son rapport, réclame immédiatement des vivres, des cartouches éclairantes, des grenades et une colonne sanitaire pour chercher les blessés : « Ses hommes, écrit-il, meurent de fatigue et de privation de sommeil. »

A l'heure fixée, 9 h. 15, tous les hommes sortirent des tranchées ; la distance de 200 mètres environ qui les séparaient des Allemands fut parcourue sans perte ; les progrès furent ensuite plus ou moins lents, suivant la résistance offerte par les mitrailleuses ; il y eut des centres qui tinrent plusieurs heures et même plusieurs jours. Le plan conçu devait amener l'encerclement de la première position allemande ; les unités d'attaque devant se reformer en une ligne devant la deuxième position.

La ligne allemande dessinait entre Auberive et Souain un vaste triangle constituant un des ensembles défensifs les plus complets du front de Champagne ; une nombreuse artillerie était dissimulée dans les bois. Les attaques, dirigées par nos troupes sur ce front, d'une largeur de 3 kilom. 500, n'eurent pas, dès le 23 septembre, un résultat égal. Sur la droite, malgré quatre tranchées successives et des réseaux de fil de fer nombreux, nos troupes gagnèrent près de 3 kilomètres, faisant 700 prisonniers, dont 17 officiers, s'emparant de 2 canons de 77 et de 5 de 105.

A gauche, notre attaque fut arrêtée par les mitrailleuses ; mais le 27, nos troupes s'emparèrent des bois jusqu'à l'Epine de Vedegrange, pénétrant dans cette position, s'emparant d'une tranchée d'un kilomètre, dite « Parallèle de l'Epine », et d'une autre dite « Parallèle du Bois Chevron ».

Plus à l'Est, nos soldats s'emparaient de 400 mètres de tranchées, ce qui nous donnait, comme gain, 15 kilomètres carrés de terrain organisés défensivement et 4 canons de 105, 6 de 150, et plus de 3000 prisonniers.

Il fallut pousser des sapes et exécuter des bonds de nuit, et à découvert, pour se rapprocher des lignes ennemies qui formaient, autour de Souain, une large courbe s'approchant de quelques

mètres de nos tranchées, ou s'en éloignant de près d'un kilomètre.

L'assaut fut donné dans trois directions : A l'Ouest, vers les bois des cotes 167 et 171; au centre parallèlement à la route de Somme-Py, vers la ferme Navarin et, à l'Est, vers le bois que traverse la route de Tahure, vers la butte de Souain.

A 10 heures, nous étions à la hauteur de la ferme Navarin : mais, à l'Est, l'avance fut plus lente, on dut procéder par encerclement; le 27, le travail était terminé, nous nous emparions de quelques batteries et d'un matériel considérable.

Les Allemands avaient conservé, malgré notre avance de février, un système puissant de tranchées formant un saillant presque triangulaire, dénommé « La Poche », défendu, au Nord, par les lisières organisées, et du « Trou Bricot ». Pendant toute l'année, cette région avait été le théâtre d'une guerre de mine, de tranchées et de boyaux; l'effort principal se porta sur un couloir composé d'un terrain libre de trois kilomètres environ, allant jusqu'à la deuxième position allemande.

En une demi-heure, les colonnes qui attaquaient les extrémités du saillant de la Poche se rejoignaient, s'emparant de ce qui restait d'Allemands; pendant ce temps, dans le terrain libre du Nord de Perthes, nos troupes franchissaient les trois tranchées de première ligne et marchaient sur la tranchée d'York, qu'elles occupaient.

A l'Est, l'avance française éprouva plus de résistance; mais, grâce à l'audace de nos hommes, la résistance ennemie fut brisée; ils pénétrèrent dans les camps situés au nord de Perthes et surprirent même quelques officiers au lit. L'après-midi, en raison du mauvais temps, la progression fut moins rapide. Dès l'aube, le lendemain, nos troupes, qui s'étaient retranchées sur place, firent un nouveau bond, qui les mit en contact avec la deuxième position allemande.

C'est dans le secteur de Mesnil que nous rencontrâmes la plus grande résistance; les Allemands occupaient un ravin dénommé « Ravin des Cuisines »; nous nous en emparâmes sans pouvoir aller plus loin sur les pentes nord de la cote 196, leurs tranchées ne pouvaient être battues par notre artillerie.

A l'Est, le 25, nous pénétrâmes dans quelques éléments; mais, à la suite d'une contre-attaque, nous dûmes nous replier à l'Ouest. Dans la nuit du 1er au 2 octobre, nous nous emparâmes de la Mamelle Nord, encerclant ainsi l'ouvrage du Trapèze, qui couronne la Mamelle Sud.

Les résultats dans le secteur de Beauséjour furent plus rapides et plus brillants; toutes les organisations ennemies furent enlevées rapidement par la vague d'assaut, dont certains éléments s'élancèrent jusqu'à la crête de Maisons-de-Champagne, traversant des batteries, dont les servants furent tués à leurs pièces.

Sur la route de liaison de Champagne, nos troupes trouvèrent,

dans la région des entonnoirs de Beauséjour, des artilleurs déménageant leurs pièces; ils tuèrent conducteurs et chevaux.

A l'Ouest, de petits fortins et des ouvrages fermés, brisèrent un peu l'élan, mais la cavalerie vint prêter aux fantassins un concours inattendu : deux escadrons de hussards s'apprêtaient à galoper vers les batteries; celles-ci dirigèrent leurs feux sur eux, les hussards mirent pied à terre et s'avancèrent, sabre haut, vers les tranchées; cette diversion permit aux fantassins de reprendre leur élan et la résistance ennemie fut brisée.

C'est par la prise des hauteurs de Massiges que notre progression, jusqu'au bois et la Maison-de-Champagne, fut assurée. Ce plateau escarpé constituait une forteresse que les Allemands jugeaient imprenable dès le début de l'attaque.

A 9 h. 30, sans se presser, sans que l'ennemi eût pu s'y opposer, nos hommes parvenaient au sommet du plateau, en butte alors à des feux de mitrailleuses et de mousqueterie : la colonne n'avança plus que lentement, suivant la chaîne de grenadiers qui faisait merveille; le combat dura ainsi du 26 septembre au 3 octobre, avec une ténacité farouche.

Malgré les renforts envoyés par les Allemands et les attaques et contre-attaques qu'ils tentèrent, la possession des hauteurs de Massiges nous permit d'étendre nos gains vers Ville-sur-Tourbe.

L'offensive en Artois.

Le 25 septembre, notre infanterie, en liaison avec l'infanterie anglaise, prend l'offensive sur toute la ligne dans la région située au nord d'Arras.

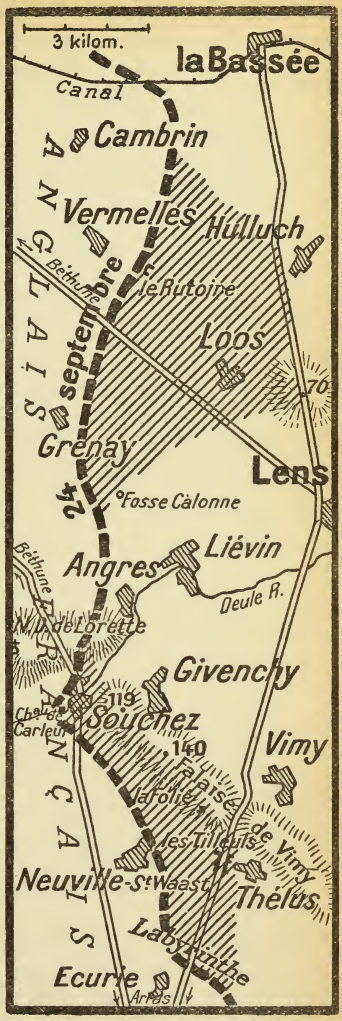
A midi et demi, nos hommes bondissent hors des tranchées et des boyaux et se ruent sur l'ennemi. Nos troupes situées à la hauteur de Notre-Dame-de-Lorette atteignent la lisière du bois en Hache, s'emparent de la ligne de défense allemande établie à l'ouest de ce bois dans lequel elles pénètrent. Les Boches fuient de tous côtés, à travers la futaie, suivis par nos soldats qui prennent leur deuxième ligne de tranchées et atteignent la lisière est du bois. Mais les Allemands tentent de les tourner, en exécutant une forte contre-attaque. Nos hommes alors se replient et se retranchent dans la première ligne allemande, bouleversée par nos obus

Pendant ce temps, sur la droite, des chasseurs bousculent les Boches, s'emparent de leurs premières lignes. Ils passent même, à leur poursuite, la rivière Souchez et commencent à mordre le bois 11. Mais le repliement du régiment qui est à leur gauche les oblige à regagner la dernière tranchée ennemie, située sur la rive ouest de la Souchez, tandis que les Allemands s'abritent dans une tranchée, sur l'autre rive, à 80 mètres d'eux. Toutes ces unités ont fortement progressé, malgré les rafales d'obus que leur

envoie l'artillerie allemande : les canons teutons tirent d'Angres en prenant le fond de Souchez en enfilade; ils tonnent aussi dans la direction de Liévin et de Givenchy. Le seul résultat qu'ils obtiennent est de ralentir légèrement nos attaques, mais il est impossible de nous arrêter.

Dans le creux de Souchez, notre offensive est rendue plus pénible en raison des fortifications puissantes établies par nos ennemis dans le cimetière et Souchez, dans le parc et le château de Carleul. Bien qu'une pluie fine ait détrempé le sol, notre infanterie prend pied dans le domaine de Carleul et le cimetière. Le régiment, qui est face au centre du village, se contente de tenir bon aux créneaux, pendant que nos pièces de canon bombardent furieusement le village, où nos ennemis se sont barricadés.

Au sud de Souchez, d'autres régiments français progressent aussi sérieusement. Un d'entre eux s'approche des premières pentes de la fameuse cote 119. Un autre, constitué par d'héroïques Normands, passe dans un élan furieux à travers le réseau de fils de fer de nos ennemis, quelquefois encore résistant, et s'empare successivement de trois tranchées allemandes. Il continue même sa progression, et quelques éléments pénètrent dans le bois de la Fo-



LA VICTOIRE D'ARTOIS.
25 SEPTEMBRE — 8 OCTOBRE 1915.

lie, mais ce bois est si fortifié, si plein de mitrailleuses, que les chefs décident de ramener le régiment dans la troisième ligne allemande, ce qui constitue pour lui encore une jolie avance.

Enfin, à l'est de Neuville-Saint-Vaast, un régiment attaque dans la direction de Thélus et chasse les Allemands de leurs deux premières lignes de tranchées.

Lorsque la nuit vient, vers 6 heures, notre ligne a sérieusement gagné vers l'Est, tandis que nos fantassins, couverts de boue, faisaient éprouver à l'ennemi des pertes considérables.

Le lendemain dimanche, après un nouveau tir intensif de notre artillerie, vers 1 heure, notre infanterie, infatigable, repart à l'assaut des positions allemandes. Nos soldats, après un combat terrible, au milieu des vestiges du bois en Hache, s'emparent des tranchées ennemies situées au milieu et à la lisière est de ce bois. A leur droite, les chasseurs, dans une attaque irrésistible, passent la rivière Souchez et atteignent le bois 11. Leur avance audacieuse constitue une sorte de mouvement enveloppant autour de Souchez. Le commandement allemand, qui voit le danger, donne immédiatement l'ordre à ses troupes d'évacuer le village.

A ce moment, le régiment qui se trouvait dans ses tranchées, à l'ouest de Souchez, reçoit l'ordre de notre état-major de s'emparer de Souchez. Les hommes, soutenus à droite et à gauche par d'autres unités, bondissent par-dessus la ligne de défense ennemie qui barre la route du village et pénètrent dans les rues, sur les talons des Allemands qu'on aperçoit fuyant de tous côtés. La plus grosse partie de ces troupes poursuit l'ennemi en retraite par ses boyaux ou même à découvert et commence à gravir les pentes vers Givenchy, malgré l'artillerie boche qui, d'Angres, cherche à ralentir leur avance en la prenant d'enfilade.

Pendant ce temps, plus au Sud, un de nos régiments se porte résolument vers les Tilleuls, situés à proximité de Thélus. Bien qu'à cet endroit il existe, au milieu des lignes allemandes, un fortin puissant appelé par nous « ouvrage en losange », nos hommes parviennent à le contourner et à l'encercler complètement, malgré un tir intense des mitrailleuses ennemies postées dans cet ouvrage. Nos soldats, toujours au pas de course, gagnent la lisière des Tilleuls, où ils sont obligés de se retrancher dans les trous d'obus dont le terrain est raviné. En effet, ils sont à ce moment pris de flanc par les mitrailleuses ennemies et obligés d'attendre que les unités avec lesquelles ils sont en liaison progressent à leur tour.

Pendant la journée de lundi, nos troupes, qui sont maintenant massées au pied même de la crête de Vimy, améliorent leurs positions, aménagent hâtivement leurs tranchées provisoires avant de tenter l'assaut des côtes d'où les Allemands les dominent. Si notre artillerie ne chôme pas, l'artillerie ennemie se livre de son côté à un tir ininterrompu. Mais la plupart de ses projectiles vont surtout au village de Souchez, dont les maisons s'écrasent défini-

tivement, pulvérisées en un nuage rougeâtre qui couvre le fond de la vallée.

Dans la nuit du lundi 27 au mardi 28, vers minuit, nos troupes, placées au pied de la cote 119, se lancent à l'assaut de la crête, et, dans l'obscurité, bousculent les Allemands, les sortent à coups de baïonnette et de grenades des boyaux où ils sont retranchés, les forçant à déménager hâtivement leurs mitrailleuses.

Lentement, nos fantassins, les jours suivants, envahissent la fameuse crête de Vimy, progressant dans les tranchées au sud des bois de Givenchy et dans les vergers du bois de la Folie, en prenant pied sur la cote 140. Notre offensive avait atteint le but cherché de ce côté. Malgré toutes leurs contre-attaques, les Allemands n'ont pu nous déloger, Anglais ou Français, des positions conquises grâce à l'héroïsme de nos soldats.

Le total des prisonniers rassemblés est de 2 600. Nous avons pris aussi 9 canons et une quantité considérable de mitrailleuses.

En somme, la capture de Souchez, la poussée sur Givenchy et les progrès réalisés jusqu'aux vergers de la Folie par les Français placent, les défenseurs alleman s du plateau de Vimy dans une position dangereuse. Ils sont maintenant étroitement cernés et on peut espérer qu'ils ne tarderont pas à être écrasés. La prise de Lens par les Anglais hâterait leur retraite, mais tout le terrain autour de Lens est très facilement défendable, et, tant que nous ne serons pas arrivés à installer solidement notre artillerie au sud de Loos, nous ne pouvons pas nous attendre à une avance aussi rapide que celle de samedi.

L'enlèvement des hauteurs de Vimy constituera un important pas en avant, car, de leur sommet, on commande toute la région située à l'Est, et il y a de grandes chances pour que les Allemands, dès qu'ils auront été chassés de ces éminences, se replient sur Douai et sur la ligne du canal Lille-Douai.

La *Gazette de Lausanne* publie le document suivant, qui lui est communiqué par l'ambassade de France à Berne :

Nos adversaires ont essayé de répandre l'opinion que nos récents succès en Artois et en Champagne ne constituaient que des succès locaux dus uniquement à la surprise. D'après eux, ces succès n'auraient d'ailleurs pas modifié les dispositions et les desseins du haut commandement allemand.

Or, l'offensive franco-anglaise du 25 septembre avait bien été prévue par le commandement allemand, qui avait pris toutes ses dispositions pour y faire face. Ceci ressort clairement de deux documents trouvés sur des officiers faits prisonniers, à savoir un ordre de la division Dittfurt du 15 août et un ordre du détachement d'armée Fleck du 22 septembre. Ces ordres prescrivaient les mesures à prendre en vue d'une « grande offensive » prochaine des alliés. L'un était secret et destiné aux officiers seuls, l'autre

devait être lu aux troupes dans toutes les positions de réserves et d'attente.

Si, malgré ces prévisions l'attaque française a été une surprise pour les armées allemandes, cela tient exclusivement à sa puissance. La preuve en est fournie par le désarroi qui ressort des dispositions prises sous le coup des circonstances par le commandement allemand. Nous connaissons, en effet, par plusieurs documents, certaines mesures auxquelles le commandement allemand a dû recourir pour parer à notre offensive.

Par exemple, les réserves locales gardées en arrière du front des armées voisines ont été amenées en toute hâte sur la ligne, bataillon par bataillon et même compagnie par compagnie. On a vu apparaître, en Artois, des unités retirées du front opposé à l'armée anglaise à l'ouest de Lille et du front avoisinant la Somme. En Artois, les prisonniers ramenés en arrière appartenaient à 36 régiments différents. En Champagne, des unités ont été empruntées à toute la partie du front qui s'étend jusqu'à la Moselle. Là, les prisonniers appartenaient à 56 régiments d'infanterie différents. Le départ d'une division pour le front oriental a été suspendu. Des unités très éprouvées ramenées de Russie et à peine débarquées du train, comme la Garde et le 10e corps, ont été jetées précipitamment dans la bataille, etc.

Il est vraiment difficile d'admettre que ces contre-ordres et ces mouvements aient été au préalable délibérés et conformes aux dispositions générales du commandement. Donc, s'il y a eu surprise, ainsi que nos ennemis s'efforcent de le faire croire, cette surprise consiste uniquement dans le fait que les lignes allemandes n'ont pas opposé la résistance que le commandement attendait d'elles.

Cela ressort encore nettement du butin considérable fait tant en Champagne qu'en Artois. Les chiffres précédemment indiqués en prisonniers et en canons sont actuellement depassés. Tous les jours, on découvre de nouveau matériel et des approvisionnements abandonnés. C'est ainsi que, notamment sur le terrain gagné par une seule armée, on a trouvé dans un dépôt trente tonnes de westphalite.

De l'imprimerie (*printing section*) de la première armée anglaise, ces extraits de carnets allemands pendant les combats de Loos et de Vimy :

26 *septembre*. — Impossible de décrire la réalité; personne n'y croirait. C'est l'absolu de l'horreur. Ma compagnie a perdu en quelques heures 35 hommes. Rien à manger et a boire dans la tranchée de première ligne d'où j'écris. En arrière de nous, le feu est encore plus violent. Si c'était la fin du monde, ce ne pourrait être pire. Les gros obus tombent comme des gouttes d'eau. (Le soldat a été tué.)

27 *septembre* (d'un officier d'artillerie). — Rappelé hier de Douai où j'étais en permission Les routes encombrées d'une double ligne de convois, de voitures de poste, des fourgons de la trésorerie, en direction de Dorignies. Terrible tableau de la retraite.... A mon arrivée à Vimy trouvé mes tranchées pleines de morts. Deux hommes, de l'*ersatz reserv*, étaient devenus fous dans l'ouragan de feu.... Nous avons été cruellement affaiblis; nos pertes en officiers sont effroyables. C'est un miracle que notre 6e corps ait empêché nos lignes d'être percées. Il a fallu faire appel à toutes les réserves. Pour dissimuler notre faiblesse, on fait circuler continuellement des trains sur la ligne de Douai-Méricourt-Rouvroy; cela fait croire à l'arrivée de renforts.

La coopération anglaise. — Les Anglais de leur côté prenaient une offensive énergique.

Londres, 25 *septembre*. — (*Officiel*.) A Grency et Vermelles, nous avons capturé des tranchées sur un front de cinq milles et pénétré dans les lignes ennemies, en quelques endroits, jusqu'à une distance de 4000 yards. Nous nous sommes emparés de la lisière ouest d'Hulluch, du village de Loos, des travaux miniers qui l'entourent et de la cote 70.

D'autres attaques, faites au nord du canal, ont attiré de fortes réserves ennemies vers ces points de la ligne, où un violent combat a été livré toute la journée avec des succès variables. A la tombée de la nuit, nos troupes au nord du canal occupaient leurs positions du matin.

Nous avons livré une autre attaque près d'Hooge, sur l'autre côté de la chaussée de Ménin. L'attaque au nord de la chaussée a réussi. Nous avons occupé la hauteur et la ferme de Bellewarde, mais celle-ci a été ensuite reprise par l'ennemi. L'attaque au sud de la chaussée nous a fait gagner 600 yards de tranchées ennemies et nous avons consolidé le terrain conquis.

Le butin signalé jusqu'à présent comprend 1700 prisonniers, huit canons et plusieurs mitrailleuses.

Contrairement à l'assertion du communiqué allemand, nous n'avons livré, jeudi, aucune attaque au sud du canal de la Bassée.

Communiqué anglais du 26 :

Un violent combat a eu lieu aujourd'hui au nord de Loos et de ses environs : nous tenons maintenant le terrain autour de la colline 70 que l'ennemi avait repris le 26 septembre.

Notre progression continue au sud de Loos, où nous avons pris un canon, ce qui porte le total actuellement à 21 pièces. Plusieurs autres canons ont été abandonnés par l'ennemi entre nos mains. Le nombre des prisonniers est supérieur à 3 000 hommes ; nous avons capturé 40 mitrailleuses et en avons détruit beaucoup d'autres.

Les lignes ennemies, dont nous nous sommes emparés étaient exceptionnellement fortes et consistaient en doubles lignes avancées, avec deux grandes redoutes nommées « Hohenzollern » et « Kaiser Wilhelm »; elles étaient formées d'un filet de tranchées et d'abris contre les bombes, de plusieurs centaines de mètres de longueur. La seconde ligne passait à l'ouest de Loos.

Nous sommes actuellement engagés sur la troisième ligne ennemie.

Communiqué du 27 :

Une lutte sévère s'est livrée aujourd'hui sur le terrain gagné par nous hier, l'ennemi faisant des contre-attaques déterminées à l'est et au nord-est de Loos. Le résultat de cette lutte est que, excepté juste au nord de Loos, nous conservons tout le terrain conquis par nous hier, y compris Loos même tout entier.

Ce soir, nous avons repris les carrières au nord-ouest de Helluch, qui, hier, avaient été gagnées et perdues.

Communiqué du 28 :

Le 27 septembre, à 10 heures du soir, au nord-ouest de Hulluch, nous avons repoussé plusieurs contre-attaques et infligé à l'ennemi de lourdes pertes.

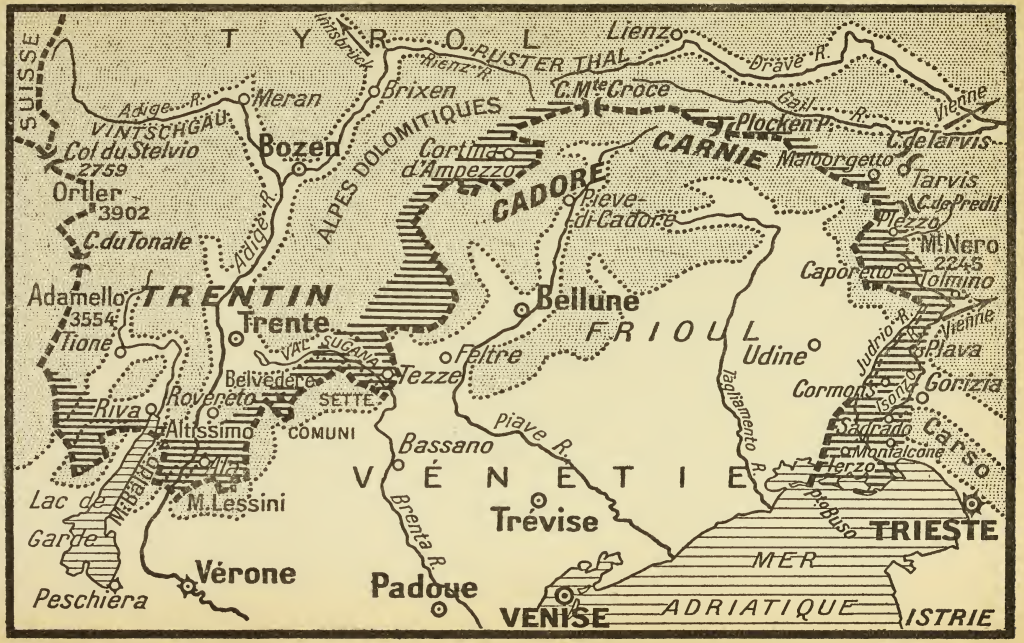
A l'est de Loos, notre offensive progresse. Nos prises s'élèvent à 53 officiers, 2800 soldats, 18 canons et 32 mitrailleuses. L'ennemi a abandonné une quantité considérable de matériel qui n'a pas encore été classé.

RÉSUMÉ DES DEUX OFFENSIVES

Du colonel Repington :

Parlant de la Champagne, les Allemands déclarent d'un ton plaintif que leurs positions ont été détruites par un bombardement qui s'est prolongé pendant soixante-dix heures et qu'en conséquence l'*unique division* qui les occupait — il n'y en a jamais qu'une dans ce cas-là — dut les évacuer et se replier sur la seconde ligne de défense. C'est évidemment ce qui s'est passé, mais, comme ils ont laissé entre les mains des Français un nombre de prisonniers qui dépasse les effectifs d'une division, il y a eu sans doute de leur part une méprise sur le chiffre des troupes engagées de leur côté.

Toutes ces positions qui sont tombées aux mains de nos alliés avaient été, pendant des mois, préparées pour la défensive avec tout l'art, tous les artifices dont sont capables les ingénieurs allemands. Nos ennemis déclaraient qu'elles constituaient une muraille



CARTE DU FRONT ITALIEN A FIN SEPTEMBRE 1915.

d'acier. Elles offraient, en effet, le maximum de résistance qu'on peut attendre de défenses de campagne semi-permanentes du type le plus moderne. Elles n'en sont pas moins tombées devant des attaques suffisamment préparées et disposant d'armes suffisantes.

Front italien.

Communiqué italien du 1er septembre :

Dans tout le cours du mois, le général Cadorna résiste victorieusement à toutes les attaques prononcées avec énergie par l'armée autrichienne.

Sur Mer.

Le 6 septembre, le cargo-boat *Bordeaux*, de la Compagnie Générale Transatlantique, a été coulé à 12 milles de l'embouchure de la Gironde ; l'équipage a été sauvé par un bateau pilote, et ramené à Royan. Un autre bateau de la même Compagnie, le *Guatemala*, a été coulé non loin de Belle-Isle, le 5. L'un et l'autre ont été détruits par la torpille d'un sous-marin, et les équipages ont été sauvés.

*Le torpillage de l'*Hesperian. — Quand l'*Hesperian* partit, il avait à bord un canon monté placé uniquement pour sa défense. La nuit tombait quand il fut torpillé, à 8 h. 31. Aucun sous-marin n'avait été aperçu par quiconque avant que le navire ne fût frappé et aucune sorte d'avertissement ne fut donné. La puissance du choc fut si grande que le navire s'arrêta subitement, la machine cessant de fonctionner. Les navires de la marine royale portèrent promptement secours. Les passagers étaient restés deux ou trois heures dans les canots quand ils montèrent sur ces navires et furent convoyés à Queenstown. Ils ont exprimé leur complète satisfaction des soins reçus. Le capitaine de l'*Hesperian*, avec douze matelots, resta à bord après le torpillage, et l'*Hesperian* fut remorqué aussitôt que possible sur un parcours de trente-huit milles. Mais en raison d'une grosse houle et d'un vent violent, il fut impossible de continuer, car le navire commençait à couler.

*La presse allemande au sujet du torpillage de l'*Hesperian. — La *Gazette de Francfort* dénie que l'*Hesperian* ait été torpillé, parce que, dit-elle, la dernière déclaration du comte Bernstorff ne laisse aucun doute quant à l'attitude que l'Allemagne entend adopter dorénavant vis-à-vis des bâtiments transportant des passagers. Le journal ajoute :

Notons avec satisfaction que l'accident du bâtiment anglais ne causera pas de complications, puisqu'il n'y a aucune perte de vies à regretter. Si une question pouvait être posée, ce serait celle de savoir si l'accident n'a pas été causé par une mine, et jusqu'à preuve du contraire, nous affirmerons que l'Allemagne ne peut pas en être rendue responsable.

Les *Dernières Nouvelles de Hambourg* expriment leur joie sincère : « Le peuple allemand tout entier, partagera cette satisfaction. »

Le journal s'abstient de donner son opinion sur les raisons de la destruction du paquebot, mais il exprime ses regrets de la perte du sous-marin 27, lequel fut, dit-il, victime d'un « crime anglais ».

L'Angleterre se tait au sujet du sous-marin 27. Où est le 27? Il y a là un crime anglais, un crime de la flotte anglaise, maîtresse de la mer. Est-ce que le sous-marin 27 n'aurait pas été coulé par l'*Arabic*?

Le démenti donné par la *Gazette de Francfort* est mis à néant par le télégramme suivant de Washington :

Une déclaration sous serment des officiers de l'*Hesperian* a été envoyée au département d'État. Les officiers déclarent que les fragments d'acier qui tombèrent sur le pont démontrent sans aucun doute que le vaisseau a été frappé par une torpille. Ils ont senti également une forte odeur d'explosif.

M. Lansing a eu, au sujet de l'*Hesperian*, un entretien avec M. Wilson.

Le blocus naval allemand. — M. Augagneur signale la faillite du blocus naval allemand en ce qui concerne nos navires de commerce. Une trentaine de navires perdus sur cinq mille. Les neutres ont souffert bien plus que nous.

Le Ministre conclut que l'escadre allemande est aussi annihilée que si elle avait été coulée : elle est impuissante et inutile. Et par conséquent, notre pays est payé au centuple des sacrifices matériels qu'il s'est imposés pour entretenir et augmenter, ces dernières années, la puissante marine qui lui donne sans combat la maîtrise de la mer.

Mesures contre les sous-marins allemands. — D'autre part, le Ministère de la Marine communique cette note :

L'opération des sous-marins allemands sur les côtes de l'Océan, au large des embouchures de la Loire et de la Gironde, ne doit pas alarmer les populations maritimes.

Le Ministère de la Marine a pris, depuis longtemps, les précautions nécessaires contre les agressions des sous-marins allemands; les unités navales existant déjà ont été et seraient encore renforcées s'il paraissait nécessaire. De même que dans la Manche où la défense a été si efficace, les pratiques allemandes contraires au droit des gens et aux principes les plus élémentaires de l'humanité, ne pourront aboutir qu'à des actes peu nombreux et isolés.

Marines marchandes. — L'inefficacité du blocus sous-marin sur lequel les Allemands fondaient tant d'espoir n'est jamais aussi évidente que lorsqu'on se rappelle la situation respective des flottes marchandes les plus importantes. Voici quel était en 1912 ou en 1913 leur effectif :

	Années	Voiliers.		Vapeurs.		Totaux.	
		Nombre	Tonnage en 1.000 t.	Nombre	Tonnage en 1.000 t.	Nombre	Tonnage en 1.000 t.
Allemagne .	1912	2.752	498.2	2.038	2.655.5	4 850	3.153.7
Angleterre .	1912	8.399	893.6	12.338	10.985.2	20.737	11.878.8
États-Unis .	1913	10.652	2.167.6	11.010	2.632.9	21.662	4.800.4
France. . .	1911	15.949	624.5	1.780	838.1	17.729	1.462.6

On voit à quel point la supériorité de la flotte anglaise, tant au point de vue du nombre que du tonnage, est écrasante. Il est douteux que l'Allemagne réussisse à entamer un pareil bloc. Y arriverait-elle, elle serait obligée, pour atteindre ce résultat, de concentrer toutes ses forces et toutes ses ressources sur la préparation de la guerre sous-marine et dans de telles proportions que l'axe de sa défense militaire en serait déplacé et tout l'avenir de la guerre compromis.

Dans l'Air.

Au cours du mois de septembre, notre aérostation militaire a coopéré avec l'aviation navale britannique au bombardement des hangars d'aviation d'Ostende.

Un de nos dirigeables, la nuit du 6 au 7, a lancé des obus sur la voie ferrée autour de Péronne.

Une escadre de soixante-cinq avions a bombardé la gare de Vouziers, le terrain d'aviation près de la ville, et la gare de Challerange. Plus de trois cents obus ont été lancés sur les objectifs, qui ont été atteints. Un autre bombardement a

coupé en deux un train en marche, près de la gare de Laon.

Nos escadrilles ont lancé un très grand nombre de projectiles sur les gares et voies ferrées en arrière du front ennemi, notamment sur la bifurcation de Guignicourt à Amifontaine.

Ce mois aérien a été, en outre, signalé par trois exploits de marque.

Le 1er septembre, par mesure de représailles d'un bombardement de Lunéville, quarante de nos avions ont tiré le 6 septembre, sur la gare, les usines et les établissements militaires de Sarrebrück; les aviateurs ont pu apprécier que les résultats produits étaient considérables.

Puis, en réponse au bombardement des villes ouvertes de Saint-Dié et de Gérardmer par des avions allemands, une escadrille française a lancé des bombes sur la gare et les établissements militaires de Fribourg-en-Brisgau; un foyer d'incendie a été constaté. Tous les appareils sont rentrés indemnes.

Enfin, en représailles des bombardements dirigés par les Allemands sur les villes ouvertes et les populations civiles de France et d'Angleterre, un groupe d'avions est allé bombarder Stuttgart, capitale du Wurtemberg; une trentaine d'obus ont été lancés sur le palais royal et sur la gare.

Nos avions, canonnés en différents points de leur long parcours, sont rentrés indemnes à leur port d'attache.

Ce raid a causé en Allemagne une impression de stupeur. Il apparut comme un défi de plus de « l'insolente nation ». Il paraît établi que le palais du roi et la gare, deux monuments assez voisins l'un de l'autre, ont été sérieusement endommagés.

Parmi les grands raids accomplis par les escadrilles françaises, le bombardement de Stuttgart est le neuvième. Les autres furent :

12 février, côte belge	34 avions.
16 février, côte belge	48 —
3 juin, quartier général du Kronprinz	29 —
15 juin, Carlsruhe	23 —
9 août, Sarrebrück	36 —
25 août, Forêt d'Houthulst	60 —
26 août, Dillingen	62 —
6 septembre, Sarrebrück	40 —

Communication officielle en réponse à un communiqué Wolff où il est dit, qu'en septembre, les Allemands ont perdu seulement 7 aérostats contre les Français 22 :

1° Ce dernier chiffre est exagéré de plus d'un tiers;

2° Dans ce mois, nous avons vu plus de 7 avions allemands tomber dans leurs lignes ou dans les nôtres visiblement atteints très gravement;

3° Une comparaison de pertes n'est intéressante que si on tient compte du travail accompli, des résultats obtenus. Nos escadres sont toujours en mouvement, celles des Allemands observent de la discrétion en mainte occasion, obéissant à des injonctions analogues à celle-ci (Quartier général du 8e Corps de réserve, n° 19635, 28 août.) :

« Ces aéroplanes de bataille ne doivent prendre leur vol que « pour combattre ceux qui ont traversé les lignes françaises. Ils « ne doivent traverser les lignes françaises sous aucun prétexte ».

Cet ordre tend peut-être à montrer : 1° que dans le passé les aéroplanes allemands ont subi des pertes substantielles; 2° que le haut commandement ne se soucie pas de les exposer à des pertes encore plus importantes. Mais il est difficile d'y voir que la maîtrise de l'air appartient aux Allemands.

Notre aviation maritime. — Le Ministre de la Marine communique la note suivante :

Depuis l'ouverture des hostilités, l'aviation maritime française n'a cessé de progresser et continue à se développer de jour en jour. Elle opère non seulement en France, mais encore en Égypte, où elle participe à la défense du canal de Suez; sur les côtes de Syrie, où elle prête un concours efficace aux opérations du blocus, et enfin dans l'Adriatique, où elle prend part aux actions qui se développent dans le golfe de Trieste.

Dans le nord de la France, nos escadrilles de la marine surveillent le littoral et la haute mer, leur objectif étant surtout la recherche et la destruction des sous-marins ennemis, le bombardement de leurs bases de ravitaillement (Bruges, Zeebrugge, Ostende), et la chasse des Zeppelins allemands. A l'occasion, elles se joignent aux escadrilles de la guerre pour des opérations terrestres.

La semaine dernière, en dépit de violentes canonnades, et malgré les fusées éclairantes, nos marins aviateurs ont lancé de nuit plus de trois cents obus de 90 sur les installations des bases navales allemandes de la côte belge et ont en outre pris part au bombardement de la forêt d'Houthulst exécuté le 25 août par une escadre de soixante avions. Tous sont revenus indemnes, bien que plusieurs appareils aient reçu de nombreux éclats.

En Égypte, en Syrie, à Venise, nos hydravions montrent également la plus grande activité. Ces jours derniers, ils ont donné la chasse à plusieurs hydravions autrichiens et es ont contraints à prendre la fuite. Un de ces derniers a été poursuivi jusqu'à Pola par un hydravion français.

M. Besnard, sous-secrétaire d'Etat à l'aviation, termine ainsi un exposé de ses vues :

Les besoins militaires sont sans cesse croissants. Ils exigent des appareils puissants qui, chaque jour, doivent augmenter en vitesse et en rayon d'action.

Vitesse et rayon d'action sont les deux pierres de touche de l'aviation militaire. Qu'a-t-on fait pour les augmenter ? On a renouvelé l'avion, abandonnant le monoplan pour le biplan, utilisant mieux les surfaces portantes, courbant les ailes. On a augmenté la puissance des moteurs. Là, l'essor a été prodigieux, grâce à notre industrie nationale.

Ce résultat est d'autant plus important, que, si la formule de l'avion en temps de paix était « une cellule sur laquelle on a mis un moteur », elle est devenue, en temps de guerre, « un moteur auquel on a adapté une cellule.

Grâce à ce double facteur : augmentation de la puissance et meilleure utilisation de l'avion, nous avons pu réaliser un double progrès : augmenter le rayon d'action et la vitesse de nos appareils.

Communiqué anglais :

Depuis le 9 septembre, nos canons ont abattu deux aéroplanes, qui sont tombés dans les lignes allemandes ; un autre a été descendu dans nos lignes par un de nos aviateurs.

21 combats aériens ont été livrés au cours de la semaine écoulée. Dans onze cas, l'aéroplane a été descendu.

Le 10 septembre, notre artillerie a détruit deux ballons d'observation à l'est d'Ypres.

Communiqué anglais du 9 septembre :

Trois Zeppelins ont visité les départements de l'Est laissant tomber des bombes dans la soirée du 7. Ils ont été attaqués par nos batteries antiaériennes ; nos avions se sont élevés, mais il leur a été impossible de distinguer les dirigeables. Quinze maisons ont été démolies ; un grand nombre de portes et de fenêtres ont été brisées ; plusieurs incendies ont éclaté, mais ils ont été vite éteints. Il n'y a pas eu d'autres dégâts matériels sérieux. Deux hommes, trois femmes et cinq enfants ont été tués ; treize hommes, seize femmes et quatorze enfants ont été blessés ; trois autres personnes manquent. Les victimes appartenaient toutes à la population civile, à l'exception d'un soldat qui a été grièvement blessé.

Comment j'ai bombardé Londres. — La censure anglaise a autorisé la publication du récit suivant sous réserve que certaines allégations sont inexactes, et notamment qu'un canon spécial contre aéronefs ait été placé à l'abri de l'église

Saint-Paul. C'est une invention des Allemands, sans doute comme excuse de ce qu'ils tentaient de faire. Le commandant Mauthy a été interviewé par Karl von Wiegand, le correspondant du *New-York World :*

C'était une nuit froide, claire et étoilée. Il n'y avait pas de lune. Dans le lointain nous pouvions apercevoir la Tamise qui pointe en avant jusqu'à Londres. C'est le guide infaillible et la route sûre jusqu'à la grande ville.

C'est sur les points sombres que je me dirigeai parce qu'ils marquaient la Cité. Londres vu la nuit d'une grande hauteur est un tableau féerique. Nous étions trop élevés pour apercevoir des gens dans les rues. Il n'y avait aucun signe d'existence, excepté dans le lointain les lumières mobiles des trains probablement. Tout paraissait tranquille et calme.

En un clin d'œil tout cela change. Une étroite bande de lumière jaillit soudain et commence à fouiller le ciel. Une seconde, une troisième, une quatrième, une cinquième apparaissent bientôt s'entre-croisant comme des rubans lumineux. Aperçue du haut d'un zeppelin, il semble que la Cité s'étant soudain éveillée lève ses bras au ciel et lance des tentacules contre le danger qui la menace. Mais notre impression est que c'est mieux que des tentacules et qu'elles cherchent à nous attirer vers la destruction, Londres exerce une bonne surveillance du ciel.

Nos hélices révélaient bientôt notre présence et d'abord un, puis un autre de ces rubans nous repère. Maintenant du dessous vient le son menaçant qui surpasse le bruit des moteurs et des hélices. Il y a de petits éclairs rouges et de courts éclats de flammes qui jaillissent près du sol noir.

Du Nord au Sud, à droite et à gauche ils apparaissent et, à la suite des éclairs, on entend le grondement des canons. C'est beau et impressionnant, mais nous n'avons pas le temps; nos yeux et notre esprit doivent être concentrés sur notre travail, car à tout moment nous pouvons être précipités en dessous comme une masse informe de débris et de corps humains écrasés jusqu'à être méconnaissables.

Je repérai Saint-Paul et de ce point me dirigeai vers la Banque. Il y avait là un puissant projecteur dans le voisinage de Saint-Paul. Bien qu'on tirât sur nous de tous côtés, nous n'avions pas encore lancé une bombe. Au-dessus de la Banque je criai, par le mégaphone, à mon lieutenant : « Tirez lentement. »

Maintenant se confondaient, avec le bruit sourd et les flammes rapides des canons qui se trouvaient au-dessous, les explosions et les jets de flammes causés par nos bombes. J'observai bientôt des flammes qui jaillissaient de plusieurs endroits. Au-dessus d'Holborn Viaduc et dans le voisinage de la gare d'Holborn nous lançâmes plusieurs bombes.

De la Banque jusqu'à la Tour il n'y a qu'une faible distance.

J'essayai d'atteindre le pont de la Tour (Tower Bridge) et je crois que j'y réussis, mais je ne puis déterminer l'étendue du dommage. Les flammes qui sortaient de la Tour montraient que des canons étaient placés là, ce que j'avais déjà remarqué durant une précédente attaque ; ils nous bombardaient terriblement.

Sitôt arrivé à la station de Liverpool Street, je commandai téléphoniquement : « Feu en rafale ! » et les obus se mirent à pleuvoir, Les explosions se succédèrent. Je pouvais me rendre compte assez aisément de leur effet destructeur, que me confirmèrent ensuite les rapports.

Des incendies éclatèrent près de nous. Toutes mes bombes avaient été lancées, je dus revenir, avec la satisfaction d'avoir exécuté mes ordres. Bien que très nourri, le tir de l'ennemi ne m'avait pas atteint. Je me penchai plusieurs fois hors de mon zeppelin, et j'inspectai du regard les flancs de son énorme masse : aucune déchirure ne rayait sa grise enveloppe.

Ce fut en somme le plus heureux et le plus efficace de mes raids au-dessus de Londres et des environs. Les dégâts avaient été sérieux, et les points visés atteints comme il fallait. Nous prîmes de la hauteur jusqu'à ce que nous eussions trouvé un vent favorable, et notre retour s'effectua rapidement.

Octobre 1915.

Ordre du jour du généralissime :

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL.

3 octobre 1915

Le commandant en chef adresse aux troupes sous ses ordres l'expression de sa satisfaction profonde pour les résultats obtenus jusqu'à ce jour dans les attaques.

Vingt-cinq mille prisonniers, 350 officiers, 150 canons, un matériel qu'on n'a pu encore dénombrer, sont les trophées d'une victoire dont le retentissement en Europe a donné la mesure.

Aucun des sacrifices consentis n'a été vain. Tous ont su concourir à la tâche commune. Le présent nous est un sûr garant de l'avenir.

Le commandant en chef est fier de commander aux troupes les plus belles que la France ait jamais connues. J. JOFFRE.

Flandre et Artois.

Le 5, si l'ennemi a pu reprendre pied au carrefour des

Cinq-Chemins (bois de Givenchy), il a été repoussé partout ailleurs malgré ses contre-attaques répétées.

Le 7, l'ennemi a violemment bombardé, au cours de la nuit, tout notre front au nord de la Scarpe. Il a tenté quatre contre-attaques successives contre les positions récemment conquises par nous dans les bois à l'est du chemin de Souchez à Angres. Il a été complètement repoussé.

Le 8, violentes attaques ennemies contre Loos. Les Allemands sont repoussés avec de lourdes pertes. L'assaut a été donné par trois vagues successives très denses, suivies d'éléments en colonnes : le tout a été fauché par les feux combinés de notre infanterie, de nos mitrailleuses et de notre artillerie. Quelques éléments seulement ont pu prendre pied dans une tranchée récemment conquise, entre Loos et la route de Béthune. D'autres attaques locales, mais également violentes et répétées, contre nos positions, au sud-est de Neuville-Saint-Vaast ont été complètement refoulées.

Tous nos progrès de ces derniers jours ont été maintenus.

L'état-major allemand reconnaît qu'au nord-ouest de Souchez et à l'est de Neuville, les Français ont pénétré à deux endroits dans les lignes allemandes.

Du major Moraht, dans le *Berliner Tageblatt* :

La deuxième offensive française, qui a commencé le 6 octobre, n'est pas encore terminée. Les correspondants de guerre allemands écrivent que l'énergie française pendant cette deuxième offensive paraissait un peu abattue; cependant, il est encore trop tôt pour parler de fatigue stratégique française; nous devons nous dire que l'envoi de nouvelles troupes fraîches prend du temps et que, d'autre part, celles qui, depuis des semaines, sont sur le front, doivent naturellement ressentir la lassitude physique qui est due aux terribles luttes de ces derniers temps.

Plus loin :

Nous devons à la vérité de reconnaître que les Français conservent toujours encore quelques points de nos première et deuxième ilgnes.

Au cours du mois, dans les autres parties du secteur, bombardements de tranchées et de cantonnements entre l'Aire et l'Oise. Canonnade intense et réciproque au sud de la Seine et sur le front de l'Aisne. L'ennemi ayant encore lancé sur Soissons un certain nombre d'obus, nous avons

effectué un tir de répression efficace sur ses tranchées et ses batteries.

De la mer du Nord à Reims.

Du 1er au 10 Octobre. — Communiqué belge du 1er octobre :

Nuit calme. Ce matin, l'ennemi a fait une démonstration devant Dixmude, caractérisée par un bombardement et un jet de bombes très violent. Une partie de nos tranchées devant Dixmude a reçu plus de quatre cents bombes. L'ennemi parvenu à prendre pied dans un élément de sape en a été chassé aussitôt après.

Nous avons contrebattu énergiquement les batteries allemandes et exécuté des tirs de représailles nourris et efficaces.

Rapport du maréchal French, le 7 octobre :

Depuis mon communiqué du 4 octobre, l'ennemi a constamment bombardé nos nouvelles tranchées au sud du canal de la Bassée et a fait de nombreuses attaques à l'aide de bombes contre la partie sud de la redoute Hohenzollern, qui est encore en notre possession. Toutes ces attaques ont été repoussées.

Malgré le feu de l'artillerie ennemie, nous avons avancé progressivement nos tranchées au nord-est de Loos, entre la colline 70 et Hulluch, et nous avons gagné du terrain sur une profondeur variant entre 500 et 1000 yards.

Hier après-midi, l'ennemi a bombardé toute la région récemment conquise par nous. Ce bombardement a été suivi d'une attaque en vagues successives d'infanterie sur tout le front, du sud de Loos à la redoute Hohenzollern.

Cette attaque a été repoussée partout avec de grandes pertes pour l'ennemi.

Le 8, les Allemands exécutent, avec des forces importantes une attaque sur le front anglais au canal de la Bassée.

L'effort principal, communique le maréchal French, a été dirigé contre les carrières de craie au nord de la cote 70 et contre les tranchées entre Hulluch et la redoute « Hohenzollern ».

Pour l'attaque des carrières de craie, l'infanterie ennemie s'est rassemblée derrière des boqueteaux situés entre 300 et 400 mètres de nos tranchées. Quand elle a débouché, elle a été fauchée par les feux de la mousqueterie, des mitrailleuses et de l'artillerie et pas un homme n'a pu s'approcher à moins de quarante mètres de nos lignes.

Plus au nord, entre Hulluch et les Carrières, l'attaque a été arrêtée dans des conditions analogues avec de lourdes pertes

pour l'ennemi, et là nos troupes profitant du désarroi de l'adversaire, se sont emparées d'une tranchée allemande à l'ouest de la cité Saint-Elie.

En un seul point, dans la partie sud de la redoute « Hohenzollern » que nous tenons encore, l'ennemi a pu prendre pied dans une de nos tranchées, mais nos grenadiers l'ont chassé aussitôt.

En aucun point du front il n'a été nécessaire de faire appel aux réserves.

Il est certain que nous avons infligé à l'ennemi un gros échec. Nos pertes sont encore plus faibles que nous ne pensions.

Le récit fait dans le communiqué allemand du 9 au sujet d'une prétendue attaque de forces anglaises au nord-est de Vermelles qui aurait échoué avec de grosses pertes, est complètement faux.

Du 11 au 20 Octobre

De nouveaux renseignements confirment que les violentes contre-attaques lancées par les Allemands au cours des derniers jours, contre les fronts anglais et français devant Loos et au nord n'ont abouti qu'à un grave et coûteux échec. L'assaut principal a été donné par un effectif de trois à quatre divisions, qui ont été complètement repoussées et dispersées. Le nombre des morts laissés par l'ennemi sur le terrain devant les lignes alliées est évalué à un total de sept à huit mille hommes.

Le 19, nous avons très sensiblement progressé dans le bois, à l'ouest du chemin de Souchez à Angres dans la vallée de Souchez et à l'est du fortin du bois de Givenchy.

Le 12, l'ennemi a très violemment bombardé, au cours de l'après-midi, les tranchées que nous lui avions enlevées la veille par notre action au nord-est de Souchez. Le nombre des prisonniers que nous avons faits au cours de cette action est exactement de 164, dont trois officiers. Les Allemands ont subi des pertes élevées.

L'ennemi ayant encore lancé sur Soissons un certain nombre d'obus, nous avons effectué un tir de répression efficace sur ses tranchées et ses batteries.

Le 13, l'ennemi a renouvelé avec des forces importantes, ses attaques au nord-est de Souchez, contre le bois dit « bois en Hache », à l'est du chemin de Souchez à Angres, contre nos positions, aux abords des Cinq-Chemins, sur la crête de Vimy, contre le fortin précédemment conquis par nous dans le bois de Givenchy et quelques tranchées avoisinantes. Malgré l'extrême violence du bombardement qui a précédé ces attaques, malgré l'acharnement des assauts renouvelés,

l'ennemi n'a pu pénétrer que dans quelques éléments de tranchées du bois de Givenchy, complètement bouleversés par les obus de gros calibre. Partout ailleurs, nous avons conservé toutes nos positions et repoussé l'assaut des Allemands, qui ont subi des pertes très élevées.

Le 14, en Artois, les combats d'artillerie se sont poursuivis de part et d'autre, au cours de la nuit, particulièrement violents au nord-ouest de la cote 140, entre Souchez et Givenchy.

Le 15, en Artois, violent bombardement réciproque au cours de la nuit devant Loos, au nord-est de Souchez. On signale aussi des combats à la grenade dans les tranchées, au sud du Bois en Hache.

Au sud-ouest de Saint-Elie, nous nous sommes emparés d'une tranchée allemande que nous avons occupée, derrière la route de Vermelles à Hulluch, ainsi que sur le rebord sud-ouest des carrières.

Nous nous sommes également emparés d'une tranchée à la cote nord-ouest, ainsi que de la tranchée principale de la redoute Hohenzollern, mais les Allemands occupent toujours les deux tranchées de communication qui relient la redoute aux carrières.

Le 17, au cours de la nuit, les Allemands ont prononcé trois sérieuses attaques à la grenade dans le bois en Hache, au nord-ouest de Souchez. Notre infanterie, solidement installée sur les positions récemment conquises a, chaque fois, complètement repoussé les assaillants avec l'appui de nos batteries.

Les combats de tranchée à tranchée, accompagnés de canonnade de part et d'autre, ont continué au sud de la Somme, dans la région de Lihons et du Quesnoy-en-Santerre.

Communiqué anglais du 15 :

La seule modification signalée dans la situation au sud du canal de la Bassée est une nouvelle amélioration de notre position de la redoute Hohenzollern. Nous tenons tout le terrain conquis le 13 octobre.

Communiqué du 20 :

L'attaque des Allemands, hier après-midi, a porté contre notre front entre les Carrières et Hulluch.

Après un violent bombardement de nos tranchées, l'infanterie

ennemie a tenté d'attaquer en traversant un terrain découvert, mais elle a été entièrement arrêtée par le feu combiné de nos fusils, de nos mitrailleuses et de nos canons.

Un certain nombre d'attaques à l'aide de bombes dans le voisinage de la redoute Hohenzollern et de la fosse n° 8 ont suivi cet engagement et ont été également repoussées.

Les pertes allemandes ont été très importantes.

Communiqué belge du 15 :

Artillerie ennemie très active sur tout le front. Bombardement de Furnes, Pervyse, Rousdamme, Caeskerke, Roninghe, Noordschoote et Cost-Vieteren.

Nos batteries ont exécuté des tirs de représailles sur les cantonnements de Leke, Saint-Pierre-Cappelle et Bultchoek. Elles ont dispersé des groupes de fantassins ennemis sur divers points du front.

Une petite attaque d'infanterie a été facilement repoussée par le feu.

Du 21 au 30 Octobre. — Communiqué belge du 30 :

Calme pendant la nuit du 29 au 30. L'artillerie ennemie a déployé aujourd'hui une assez grande activité. Bombardement de nos postes avancés de Ramscappelle, de la région de Pervyse, Roode-Poort, Oudecappelle, Roninghe et Noordschoote.

De Reims à Nancy.

En Champagne.

Du 1er au 10 Octobre

Le 1er, en Champagne, nous avons pris pied, en plusieurs points, dans les tranchées de la seconde position de défense des Allemands à l'ouest de la butte de Tahure et à l'ouest de la ferme de Navarin. En ce dernier point, certains éléments de nos troupes ont franchi la ligne allemande et se sont résolument portés au delà, mais leur progression n'a pu être maintenue en raison de barrages d'artillerie et de feux de flanquement très violents. Nos hommes tiennent fermement les points conquis de la seconde ligne ennemie.

Au sud de Ripont, nous avons élargi et complété la conquête de la première position allemande en enlevant une fraction de l'important organe de soutien dit « l'ouvrage de la défaite ».

Le même jour, nous nous emparons de plusieurs tranchées

au nord de Mesnil et nous les maintenons en dépit d'une contre-attaque le lendemain.

Le 7, les Allemands ont prononcé en fin de journée des retours offensifs opiniâtres, par lignes successives, contre les positions qu'ils venaient de perdre au nord de Tahure. Ils ont partout échoué, subissant de très lourdes pertes.

La journée du 7 octobre.

Un assaut rapidement mené par nos troupes après une solide préparation d'artillerie, une violente réaction de l'ennemi, heureusement et promptement enrayée, telles ont été, sur le front de Champagne, les caractéristiques de la journée du 7 octobre.

Nous nous trouvions en présence d'une deuxième position allemande à peu près intacte, nous étions accrochés au terrain dans des conditions difficiles. L'adversaire tenait en face de nous et sur notre flanc des hauteurs qui bastionnaient puissamment sa ligne. Nos troupes étaient obligées de se maintenir sur des pentes dénudées, dans des tranchées de fortune, sous les feux de flanquement de points d'appui solidement organisés.

Les attaques du 7 octobre nous ont permis de modifier heureusement cette situation en poussant notre ligne en divers points sur les hauteurs et en retirant ainsi à l'adversaire, l'avantage d'une situation partout dominante.

L'assaut ne pouvait, comme celui du 25 septembre, s'étendre à tout le front. Nous n'avions pas les moyens de masser de grosses réserves en des places d'armes abritées. Nous n'avions plus la disposition de nombreux boyaux pour les ravitaillements et les évacuations. Notre artillerie ne travaillait plus sur un terrain qu'une étude de plusieurs mois avait pu lui permettre de repérer avec une minutieuse précision.

En dépit de toutes ces difficultés, les attaques ont été brillamment exécutées et, malgré une brutale contre-offensive allemande, le bénéfice de ce nouvel effort a pu être conservé, notamment autour de la ferme de Navarin et autour de Tahure.

Des deux côtés de la route nationale de Souain à Somme-Py, au nord de la ferme Navarin, les tranchées allemandes s'étendaient perpendiculairement à la route, tranchées des Vandales à l'Ouest, tranchées de la Kultur à l'Est, coupant dans leur largeur des boqueteaux de pins.

Quand, au matin du 7 octobre, nos soldats, troupes d'Afrique d'une part, troupes de l'Est de l'autre, s'élancèrent sur ces tranchées, elles purent y constater l'efficacité du bombardement exécuté le 6 et pendant la nuit du 6 au 7. Les bataillons allemands qui les occupaient et qui appartiennent à des troupes du 10e corps, retour de Russie, avaient durement souffert du feu de notre artillerie. Les blessés n'avaient pu être évacués en raison de nos tirs de barrage dans la vallée de la Py, et ces troupes jetées brusque-

ment dans une position inconnue, coupées de l'arrière, soumises à la violence, nouvelle pour elles, de nos rafales d'obus, n'opposèrent pas à la vague d'assaut une longue résistance. Ce qui restait du régiment, 482 hommes et 10 officiers, se rendirent. Ils avaient dès la veille achevé leurs vivres de réserve. Depuis quatre jours, ils n'avaient rien eu à boire.

Les Marocains poussèrent aussitôt de l'avant et surprirent dans un camp des troupes dont le colonel fut tué.

Mais bientôt ils se trouvèrent en butte au feu de mitrailleuses dissimulées dans les bois. Une contre-attaque allemande déboucha. Les Marocains ramenèrent quelques prisonniers et s'organisèrent dans la tranchée des Vandales.

La prise de la butte de Tahure fut une opération menée avec la même méthode et le même succès ; forte préparation d'artillerie, assauts bravement et rapidement donnés par une division de Picardie.

Avant l'attaque, nous étions sur les pentes de la Butte. Un régiment normand, dès le 28 septembre, était venu y creuser des tranchées sous le feu de l'ennemi. Son colonel, l'un des deux chefs de bataillon et le porte-drapeau étaient tombés, frappés par le même obus. Le drapeau, brisé, gisait à terre. Le chef de bataillon survivant prenait le commandement, entraînant le régiment en avant ; le drapeau fut relevé et les Normands organisèrent devant la ligne allemande une tranchée qui fut pour l'assaut notre parallèle de départ.

Au sud de Tahure, le succès ne fut pas moins prompt. L'objectif de notre attaque dans cette région était le bois de la Brosse-à-Dents. La tranchée que les Allemands avaient organisée à contrepente dans ce bois était orientée face au Sud, comme toutes les défenses de cette région. Les Allemands y avaient fait preuve d'une remarquable activité, car depuis la première ligne jusqu'à Tahure, on ne compte pas moins de sept tranchées s'échelonnant sur une profondeur de 3 kilomètres.

Toute cette organisation défensive s'est trouvée compromise par notre avance sur son flanc ouest, jusqu'à la butte de Tahure. Nos canons ont fauché les arbres de la Brosse-à-Dents et quand, le 7 octobre, à l'aube, Bretons et Vendéens sautèrent dans les lignes allemandes, ils y virent les longs sillons tracés par nos 75. Les tranchées étaient jonchées de cadavres. Là aussi, on fit des prisonniers affamés et assoiffés.

Tahure est dans une cuvette étroitement resserrée entre la Butte et la crête que borde le bois de la Brosse-à-Dents. La prise de ces deux hauteurs rendait la situation des Allemands dans le village précaire. Ils n'y firent pas longue résistance, nos troupes le traversèrent rapidement et se portèrent aussitôt à 500 mètres environ à l'est des lisières. Les caves étaient organisées en abris de bombardement, mais on n'y trouva pas grand monde. L'un des prisonniers avoua que la violence du feu français avait pro-

voqué une panique et qu'une partie des défenseurs du village l'avait déserté.

Les Allemands firent un gros effort pour reprendre le village et la Butte. Vers 17 heures, ils déclenchèrent un tir d'artillerie lourde d'une extrême violence; pendant une vingtaine de minutes, ils exécutèrent un « trommel-feuer » (feu en roulement de tambour ininterrompu) de 210 et 150, avec gaz suffocants. Tout disparut dans un nuage panaché de noir et de blanc.

Cette dépense de munitions fut vaine ; nos troupiers ne cédèrent rien de leur gain et la journée du 7 octobre se termina pour l'ennemi par un nouvel et coûteux échec.

Le 8, nouveaux progrès au sud-est de Tahure. Nous prenons pied dans l'ouvrage dit du Trapèze, enlevons plusieurs tranchées et deux fortins compris dans le saillant conservé par l'ennemi en avant de sa seconde ligne de résistance.

Les Allemands ont prononcé, au cours de la journée du 8, deux contre-attaques contre nos positions à l'ouest de la ferme Navarin. Elles ont été toutes deux repoussées. L'ennemi a subi des pertes sérieuses.

Le correspondant de guerre du *Berliner Tageblatt*, sur le front de Champagne, donne, à la date du 10, ces détails sur la récente offensive française du côté de Tahure :

La bataille de Champagne se déroule sans interruption, avec une extraordinaire intensité. Hier soir, le feu de notre artillerie lourde s'est développé en véritables salves d'explosions. Le 6 et le 7, une nouvelle série d'assauts français se déclenchèrent. Ils avaient commencé par un véritable feu d'enfer, qui a dépassé en violence tout ce qu'il est possible d'imaginer. On compte que depuis le 20 septembre, les Français ont lancé plusieurs millions de grenades. Le village de Tahure, sur la route de Souain à Ripont, que les Français ont pris, était exposé à un véritable volcan de feu. Les pertes sont extrêmement importantes.

Du 11 au 20 Octobre

Le 15, nous avons fait de nouveaux progrès au nord-est de Tahure et enlevé, par une vigoureuse attaque, la totalité d'un ouvrage allemand au sud-est du village, sur le flanc du ravin de la Goutte.

A la faveur du bombardement, à l'est d'Auberive, l'ennemi a pu reprendre pied sur un point de ses anciennes tranchées, formant saillant devant l'extrême aile gauche des positions enlevées par nos récentes attaques.

Le 17, à l'est de Reims, l'ennemi a tenté, dans la matinée, sur un front de dix kilomètres,entre la Pompelle et Prosnes,

une attaque avec des effectifs importants, qui n'a abouti qu'à un échec complet. Cette attaque avait été minutieusement préparée par un bombardement d'artillerie prolongé, avec emploi d'obus suffocants et de nappes de gaz chlorés. L'infanterie ennemie parvint tout d'abord à pénétrer dans quelques éléments de notre tranchée de première ligne, mais des contre-attaques immédiates l'en chassèrent aussitôt presque complètement.

Dans l'après-midi, une contre-offensive énergique a expulsé les dernières troupes ennemies qui ont été ainsi entièrement rejetées dans leurs tranchées de départ. L'infanterie allemande a éprouvé, au cours de cette tentative infructueuse, des pertes importantes.

Du 21 au 31 Octobre

Le 23, de fortes reconnaissances ennemies, appuyées par des tirs d'obus lacrymogènes et suffocants, ont essayé d'aborder nos positions vers la butte de Tahure. Nous les avons partout refoulées et à peu près détruites par nos feux d'infanterie et nos mitrailleuses.

Le 24, en Champagne, nos troupes ont remporté un important succès. L'ennemi conservait, en avant de sa deuxième position, un saillant très fortement organisé qui avait résisté à nos précédentes attaques. Ce saillant comportait dans sa partie sud-ouest, sur les pentes nord de la cote 196, à deux kilomètres au nord de Mesnil-les-Hurlus, un très important ouvrage appelé « la Courtine », que nous venons d'enlever de haute lutte. Cet ouvrage comprenait, sur une étendue d'environ douze cents mètres et une profondeur moyenne de deux cent cinquante mètres, trois ou quatre lignes de tranchées réunies par des tunnels souterrains et par des boyaux organisés défensivement. Malgré la valeur du système fortifié et l'acharnement montré par les défenseurs, nos troupes ont réussi, après une vigoureuse préparation par l'artillerie et à la suite de violents combats, à l'occuper entièrement en fin de journée.

L'ennemi, dont les pertes sont sérieuses, a laissé entre nos mains 200 prisonniers appartenant à trois régiments différents.

Le 25, l'ennemi a très violemment contre-attaqué sur tout le front de l'ouvrage de la Courtine. Nous sommes restés en possession des positions conquises à l'est et à l'ouest, les Allemands n'ayant réussi qu'à réoccuper au centre quelques portions de tranchées.

La prise de la Courtine.

Sur le front de Champagne, dans ce saillant au nord du Mesnil où les Allemands avaient réussi, au milieu de leur défaite générale du 25 septembre, à maintenir leur première ligne, les Français ont enlevé, le 24 octobre, l'angle sud-ouest du saillant, nommé l'ouvrage de la Courtine.

Pour comprendre ce fait, il faut se reporter aux événements qui se sont passés il y a un mois. Des Français avaient pénétré du Sud au Nord par la trouée qui s'étend à l'ouest de Tahure. Les Allemands établis au sud de ce village et débordés sur leur flanc droit avaient dû organiser ce flanc en crochet défensif, pour empêcher les Français d'y pénétrer. On sait qu'une disposition particulière de leurs ouvrages leur permet d'exécuter rapidement ce changement de front. Ils ont l'habitude, en effet, de garnir de fils de fer toute la longueur de leurs boyaux de communications; à l'abri de ces défenses accessoires, ils peuvent rapidement les garnir de feux et changer ces voies d'accès en tranchées de front. C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont constitué une défense latérale, face à l'Ouest, en s'appuyant au Nord sur la Brosse-à-Dents, au Sud sur le Trapèze.

Les Français, qui attaquaient au Nord, ont donc dû faire un à droite et commencer une nouvelle série d'attaques face à l'Est. Ce sont ces attaques qui ont formé la bataille du 6 octobre. Les deux points d'appui allemands, le Trapèze au Sud, la Brosse-à-Dents au Nord, ont été enlevés; plus au Nord, la butte et le village de Tahure ont été pris. Toute la ligne allemande a dû se replier vers l'Est, rétrécissant d'un kilomètre environ la largeur du saillant. Il est venu désormais border à l'Ouest le ravin de la Goutte, tandis qu'à l'Est il s'arrêtait à ce qu'on appelle la tranchée Wagner. Entre ces points extrêmes, il n'avait plus en moyenne que deux kilomètres de largeur.

Le 11 octobre, ce reste du saillant était lui-même entamé à l'angle sud-ouest, où nous entrions dans l'ouvrage de la Courtine. On attaque toujours un polygone fortifié par un de ses angles saillants, où il ne peut pas croiser de feux. Le 24, enfin, la totalité de l'ouvrage a été pris de haute lutte. Il avait une longueur de douze cents mètres et ses trois ou quatre lignes de tranchées, distantes de soixante à quatre-vingts mètres, étaient reliées par des tunnels dans la craie.

Il reste au nord de la Courtine des ouvrages défensifs, qui sont, du Sud au Nord, le Poignard, la Galoche, le Trident; mais ils sont sous le feu des Français dont les batteries forment autour d'eux, du Nord par Tahure, de l'Ouest par le ravin de la Goutte, du Sud par la Courtine, de l'Est par la tranchée Wagner et Maisons-de-Champagne, plus des trois quarts d'une circonférence.

Colonel X. (*Journal*).

Le 30, en Champagne, les Allemands, après une nouvelle préparation d'artillerie avec emploi intensif d'obus suffocants de gros calibres, ont renouvelé leurs attaques dans la région au nord du Mesnil; ils ont tenté, au cours de la journée, quatre assauts successifs : un à 6 heures, sur l'extrémité est de la Courtine; le second, à midi, contre Tahure; le troisième, à 14 heures, au sud du village, et le quatrième contre les crêtes nord-est. Partout, nos barrages d'artillerie et nos feux d'infanterie les ont arrêtés et obligés à refluer en désordre vers leurs tranchées de départ. Leurs pertes ont été encore très importantes. Trois cent cinquante-six prisonniers valides, dont trois officiers, sont restés entre nos mains.

Le 31, le bombardement ennemi en Champagne s'est développé avec la plus grande violence sur un front d'environ huit kilomètres, jalonné par l'arbre de la cote 195, la butte de Tahure, le village et les tranchées au sud jusques et y compris l'ouvrage de la Courtine. Cette préparation a été suivie sur tout le même front d'une attaque à fond menée par d'importantes masses d'infanterie formée en majeure partie des troupes ramenées récemment du front russe. Malgré la vigueur de l'attaque et l'acharnement extrême des assaillants, l'ennemi a encore subi un sérieux échec. Les vagues d'assaut décimées par nos feux sur tout le front d'attaque n'ont réussi qu'à atteindre le sommet même de la butte de Tahure. Partout ailleurs et notamment devant le village où les combats ont été particulièrement opiniâtres, les Allemands ont été complètement repoussés et rejetés dans leurs tranchées de départ. Ils ont laissé sur tout le terrain de la lutte un très grand nombre de cadavres.

De Nancy à l'Alsace.

Du 1er au 10 Octobre

Du 1er au 10, notre artillerie se manifeste dans presque tout le secteur, notamment au nord de Verdun, dans les environs d'Ornes, où elle atteint un train allemand et provoque une très violente explosion.

Des obus ont été lancés à longue portée sur Verdun et Nomény par des batteries ennemies que notre artillerie a contrebattues. Nous avons, de notre côté, canonné à longue distance des trains en gare de Vigneulles-les-Hattonchâtel et provoqué ainsi deux très violentes explosions.

Du 11 au 20 Octobre

Le 12, une tentative d'offensive en Lorraine contre un de nos postes avancés, près du pont de Manhoue, a complètement échoué devant nos feux et tirs de barrage. Après un bombardement intense d'obus de tous calibres, une violente attaque d'infanterie a abordé nos positions du Linge et du Schratzmaennele; elle a été complètement repoussée. Quelques éléments qui avaient pris pied dans une de nos tranchées en ont été rejetés par une contre-attaque immédiate.

Le 13, l'ennemi, après l'échec complet de son attaque sur le front du Linge et du Schratzmaennele, a renouvelé sa tentative en fin de journée. Une seconde préparation d'artillerie, reprise sur tout le front d'attaque, a été suivie d'un nouvel assaut qui a, dans son ensemble, également échoué. Les Allemands n'ont pu que sur un seul point, au sud du collet du Linge, prendre pied dans notre tranchée de première ligne sur un front de soixante à quatre-vingts mètres. Nos contre-attaques nous ont permis d'en réoccuper aussitôt une partie.

Les Allemands ont prononcé ce même jour une très forte attaque sur un front de cinq kilomètres, entre le Rehfelsen, au sud de l'Hartmannswillerkopf, et le Sudelkopf. L'assaut avait été précédé de rafales violentes d'obus de tous calibres et grosses bombes avec projections de pétrole enflammé. Il a été repoussé sur la presque totalité du front d'attaque, l'ennemi n'ayant réussi qu'à réoccuper les tranchées situées au sommet même de l'Hartmannswillerkopf, et à pénétrer dans deux postes d'écoute entre le sommet et la route de Wuenheim. Nos tirs d'artillerie ont bouleversé les tranchées allemandes et démoli deux blockhaus au Violu, entre le col de Sainte-Marie et le col du Bonhomme.

Une vigoureuse contre-attaque nous a permis de reprendre toutes nos positions au sommet de l'Hartmannswillerkopf et de nous emparer, en outre, d'un fortin précédemment occupé par l'ennemi; nous avons fait une cinquantaine de prisonniers.

Du 21 au 31 Octobre

Sur le front de Lorraine, un bombardement allemand particulièrement violent est signalé entre la forêt de Parroy et la Vezouse. Notre artillerie y a répondu par des tirs efficaces sur les batteries et ouvrages ennemis. Elle a atteint un train militaire en gare de Burthécourt.

LIBRARY
UNIVERSITY OF ILLINOIS
URBANA

RÉSUMÉ DE LA SITUATION MILITAIRE DES MOIS DE SEPTEMBRE ET D'OCTOBRE

Si les formidables offensives de la fin de septembre et du commencement d'octobre en Champagne et en Artois n'ont pas comblé toutes les espérances, ce serait se montrer injustement pessimiste que de les regretter en dépit des pertes douloureuses, mais, ainsi que le dira plus tard le généralissime, inférieures à celles de l'ennemi.

Il ne faut pas perdre de vue que nous avons pris des positions jugées imprenables, que le chiffre des prisonniers faits par nous dans les tranchées et en rase campagne atteint vingt-cinq mille, dont 350 officiers, que notre effort a péniblement surpris un ennemi qui nous en croyait incapables, et enfin que l'envoi des renforts amenés en toute hâte par les Allemands sur le front français constitue un bienfait inappréciable pour nos amis de Russie.

Front italien.

Avec des alternatives d'avances et de reculs — ceux-ci moins nombreux que celles-là — la guerre sur le front du Trentin poursuit son cours.

Aux dernières nouvelles, l'Italie espère soulager l'armée serbe par une heureuse offensive dans la vallée de Lagarnia, dans la zone de Plava, dans le secteur de Zagora et sur le Carso.

Sur Mer.

En prenant le commandement en chef de l'armée navale, le vice-amiral Dartige du Fournet a adressé aux escadres l'ordre du jour suivant :

15 octobre 1915.

Amiraux, commandants, états-majors, équipages.

En me désignant pour vous commander, le Gouvernement de la République m'a fait un honneur dont je sens toute la grandeur, mais aussi le poids redoutable. Si j'ose assumer une telle responsabilité, c'est que je sais tout ce qu'on peut attendre de vous.

En Syrie, j'ai vu une escadre remplie d'ardeur montant fièrement la garde devant une terre remplie du nom français. Aux Dardanelles, j'ai eu le privilège inoubliable de commander quelques semaines, de voir de près ces bâtiments qui ont porté si haut nos trois couleurs à travers tant de dangers.

Ici, je trouve une force magnifique dont je connais le beau passé fait de croisières périlleuses, de longues fatigues, d'abnégation, de dévouement au devoir.

Depuis plus d'un an, je vous suivais de tout mon esprit, de tout mon cœur. Maintenant que je suis parmi vous, ma première pensée est de vous dire ma confiance en vous.

Vous perdez dans M. le vice-amiral de Lapeyrère le chef le plus éminent de la marine. Il laisse derrière lui un vide impossible à combler; nos regrets, nos vœux l'accompagneront toujours. J'ai l'honneur insigne de continuer son œuvre ; aidez-moi de toutes vos forces. A travers tant d'événements formidables, nous irons à la bataille d'où la France sortira victorieuse et grandie, et cette victoire, chacun en aura sa part, je vous le promets. Il y aura place pour tous et je saurai la réclamer pour tous, soyez-en sûrs.

Amiraux, officiers, marins de France, attachons-nous passionnément à notre tâche, quelle qu'elle soit. Il n'en est pas de petite quand il s'agit de travailler pour la Patrie, d'assurer le triomphe de ses armes.

Mes amis, mes camarades, mes enfants, unissons-nous dans l'amour le plus beau, le plus pur qui existe, celui de la France. Tournons nos yeux vers le pavillon tricolore qui flotte sur nos têtes. Songeons aux grands noms qui résument parmi nous la plus noble des histoires : Charlemagne, saint Louis, Jeanne d'Arc, Jean Bart, Suffren, Courbet et tant d'autres! Soyons jaloux d'enrichir à notre tour un pareil héritage de gloire, et jetons ensemble le cri qui résume notre espérance invincible : « Vive la France! »

Signé : L. Dartige du Fournet.

D'autre part, en quittant, la veille, le haut commandement qu'il exerçait depuis la constitution de l'armée navale, c'est-à-dire pendant plus de quatre années, le vice-amiral Boué de Lapeyrère avait lancé l'ordre du jour ci-après :

14 octobre 1915.

Officiers généraux, officiers,
officiers-mariniers, quartiers-maîtres et marins.

Au moment de vous quitter, après vous avoir vus à l'œuvre dans la préparation du temps de paix et dans les devoirs plus rudes de la guerre, je tiens à exprimer mon entière reconnaissance à vous tous, qui, dans l'élan de vos cœurs, m'avez toujours réservé le concours le plus dévoué et le plus loyal.

Ma pensée vous suivra fidèlement dans l'accomplissement de votre noble mission pour le succès de laquelle je vous adresse mes vœux les plus ardents.

Signé : de Lapeyrère.

Le 3 octobre, cinq monitors anglais ont fait leur apparition devant Zeebrugge et ont bombardé la côte.

Le Département de la Marine des États-Unis a établi que le fragment de métal trouvé dans l'épave du paquebot anglais *Hesperian*, coulé le 4 septembre dans les eaux de l'Irlande, provenait d'une torpille, contrairement aux allégations de l'Allemagne, qui déclarait n'avoir aucune responsabilité parce qu'aucun sous-marin allemand ne se trouvait dans ces parages.

Les 11, 12 et 13 octobre, cinq vapeurs de Hambourg chargés de minerais ont été coulés. Le 19, cinq autres subissent le même sort.

Dans la nuit du 15, un torpilleur allemand a été coulé.

Le 20 octobre, les opérations des sous-marins dans la Baltique ont paralysé l'exportation en Allemagne des minerais suédois destinés à la fabrication des projectiles.

Londres, 20 octobre. — La nouvelle flotte dans la Méditerranée est composée de monitors de toutes formes et de toutes grandeurs, les plus grands étant armés de deux canons de 350, qui jettent trois quarts de tonne de métal à une distance de 15 milles et sont invulnérables contre les torpilles, grâce à une cuirasse qui descend sous la surface de l'eau à dix pieds de chaque côté.

Les monitors ont joué un rôle important dans le débarquement à Suvla et dans les opérations qui ont suivi, commandant toutes les positions avantageuses de la côte et arrêtant les contre-attaques turques.

Le 21 octobre, dans une note, l'Allemagne proteste contre l'emploi par l'Angleterre d'un système de réseaux avec lequel elle capture les sous-marins en les coulant au fond de la mer. L'Allemagne proteste aussi contre le système anglais d'envoyer de gros navires pour couler les sous-marins allemands.

L'Allemagne avoue que 27 de ses sous-marins ont fini dans les réseaux anglais; 16 autres furent détruits avant l'adoption de ces réseaux à l'aide d'autres systèmes. L'Allemagne a donc perdu, de son propre aveu, depuis le commencement de la guerre, 43 sous-marins.

Dans l'Air.

Notre dirigeable *Alsace* a bombardé, dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre, la bifurcation d'Amagne-Lucquy,

la gare d'Attigny et la gare de Vouziers. Il a été canonné sur tout son parcours et particulièrement à Vouziers, où il s'est trouvé entouré de nombreuses grappes de fusées incendiaires. L'aéronef est rentré normalement à son port d'attache, après mission remplie, n'ayant reçu que quelques éclats sans effets dommageables.

Pendant la semaine finissant le 2 octobre, nos avions ont été très actifs. Dix-sept combats ont été livrés; dans quinze d'entre eux, les appareils britanniques ont eu le dessus. Le 1er octobre, un appareil allemand a été descendu dans nos lignes.

Le 4, en Champagne, un avion ennemi est abattu dans nos lignes; les deux officiers qui le montaient sont faits prisonniers. Nos avions bombardent la gare des Sablons, à Metz.

Le 10, onze combats aériens ont eu lieu et neuf fois se sont terminés à l'avantage de nos aviateurs. Un avion ennemi a été abattu dans les lignes allemandes et presque certainement détruit. Un autre avion ennemi est tombé dans nos lignes. Nous avons perdu un appareil.

Les Allemands ayant encore récemment effectué des bombardements aériens sur des villes anglaises et un de leurs aéroplanes ayant lancé deux bombes sur Nancy, un groupe des nôtres a bombardé la ville de Trèves, sur laquelle 30 obus ont été lancés.

Le 22, quatre de nos aviateurs ont livré des engagements aériens. Ils ont chaque fois contraint les appareils ennemis à la fuite et à l'atterrissage.

L'un des aéroplanes allemands est tombé à pic d'une hauteur de deux mille mètres dans un bois situé un peu en arrière des lignes ennemies.

Un groupe de nos avions a bombardé le parc d'aviation allemand de Funel, entre Argonne et Meuse, et les établissements militaires du Luxembourg, de la gare de Bezancourt.

Le Ministre de la Guerre anglais annonce qu'une escadrille de dirigeables ennemis a survolé le 13 octobre au soir, les comtés du littoral oriental britannique et une partie de l'agglomération de Londres sur lesquels elle a jeté des bombes. Les canons de la défense ont ouvert le feu. On a vu un dirigeable se coucher sur le flanc et descendre à une altitude moins grande. Cinq aéroplanes de la défense ont pris l'air, mais, en raison de l'état de l'atmosphère, un seul

réussit à apercevoir un dirigeable sans pouvoir l'atteindre, avant qu'il ait disparu dans le brouillard.

Quelques maisons ont été endommagées, plusieurs incendies se sont déclarés, mais le matériel militaire n'a subi aucun dommage grave. Tous les incendies n'ont pas tardé à être maîtrisés.

Il y a eu du côté militaire, 15 tués et 13 blessés; du côté civil, 5 enfants tués et 7 blessés, 9 femmes tuées et 30 blessées, 27 hommes tués et 64 blessés. L'agglomération de Londres entre dans ces chiffres pour 32 tués et 95 blessés.

Ce raid de zeppelins est le dix-neuvième qui ait été dirigé sur l'Angleterre depuis le 19 janvier. En voici l'énumération avec le nombre de victimes faites par chacun :

	Tués.	Blessés.
19 janvier. Yarmouth et district	4	9
14 avril. Tyneside	—	2
16 avril. Lowestoft et côte orientale	—	—
10 mai. Southend	1	—
17 mai. Ramsgate	2	8
27 mai. Southend	3	—
31 mai. Environs de Londres	6	—
4 juin. Côtes est-sud-est	—	—
6 juin. Côte est	24	40
15 juin. Côte nord-est	16	14
9 août. Côte est	15	14
12 août. Côte est	6	23
17 août. Comtés de l'est	10	36
7 septembre. Comtés de l'est	17	39
8 septembre. Comtés de l'est et Londres	38	124
11 septembre. Côte est	—	—
11 septembre. Côte est	—	—
13 septembre. Côte est	—	—
13 octobre. Londres	56	114

Au total, les bombes lancées par les dirigeables allemands sur l'Angleterre ont, du 19 janvier au 13 octobre, tué 197 personnes et en ont blessé 421. Il est à remarquer qu'au cours de cinq de leurs incursions, les zeppelins n'ont réussi à faire aucune victime.

Le *Times* du 13 octobre annonçait qu'en vue de se conformer aux nouveaux règlements concernant l'assombrissement des rues de Londres, on a décidé de cesser jusqu'à nouvel avis le service du soir du dimanche (à 7 heures) à la

cathédrale Saint-Paul. Dans un précédent raid de zeppelins, cette cathédrale et le pont de Londres avaient été particulièrement visés.

Le 15 octobre, les avions italiens ont accompli des raids sur les plateaux de Bainsizza et sur le Carso, bombardant sur plusieurs points le chemin de fer de Valle-Laca (Idria), le chemin de fer de Goritz à Trieste et atteignant des campements et des colonnes ennemies en marche. Malgré le feu très vif de nombreuses pièces d'artillerie antiaérienne, ces avions sont rentrés indemnes.

Genève, 18 octobre. — Huit bombes ont été lancées hier près de la gare de l'Est de la Chaux-de-Fonds et le long de la ligne du chemin de fer de la Chaux-de-Fonds à Saignelégier. Quatre personnes furent blessées et des dommages matériels considérables ont en outre été causés.

Simultanément, un autre biplan allemand a survolé la région de Porrentruy, de Bonfol à Bure, sans toutefois jeter de bombes.

Berne, 20 octobre. — Un communiqué du département politique fédéral sur l'enquête concernant l'attaque entreprise dimanche dernier, 17 octobre, par un aviateur sur la Chaux-de-Fonds établit, avec une certitude suffisante, que l'avion qui jeta des bombes était de nationalité allemande.

Si involontaire qu'elle soit, dit le *Journal de Genève*, l'offense n'en est pas moins d'une extrême gravité. Les aviateurs ne se sont pas seulement égarés au-dessus de notre territore, ils ont voulu détruire et frapper à mort. Ils ont fait couler du sang. Et si les bombes n'ont pas causé plus de mal ce n'est pas la faute de ceux qui les ont lancées.

Le 25, l'Allemagne a exprimé des regrets et promet une indemnité.

Notre Armée aérienne. — *L'Associated Press* de New-York, communique le 12 octobre la note suivante :

Une armée aérienne constituée par des formations en divisions et en escadrilles d'aéroplanes de bataille, de croiseurs, d'éclaireurs et de torpilleurs, tous fortement blindés, et portant des canons de trois pouces et des mitrailleuses à tir rapide, n'est plus un rêve. Elle est devenue une réalité, par suite du remarquable développement donné par la France à l'aviation militaire.

Le gouvernement français vient d'autoriser un certain nombre de journalistes américains et anglais à passer une inspection de

sa nouvelle flotte d'aéroplanes blindés et armés de canons. Ils ont eu l'occasion de voir des types, grands et petits, de nouveaux aéroplanes de guerre manœuvrant à une grande hauteur, et tirant salves sur salves, pendant que les appareils glissaient, bouclaient la boucle et planaient sans secousses en dépit de volées assourdissantes.

Le Ministre de la Guerre avait désigné deux experts pour conduire les visiteurs, d'abord à Issy-les-Moulineaux, où étaient réunis des aéroplanes de bataille, puis à Buc, où des centaines d'aviateurs militaires se préparent à voler avec les nouvelles machines.

L'aéroplane de bataille géant a principalement attiré l'attention. L'ingénieur qui l'a construit en expliqua les détails.

Des officiers ont déclaré qu'il constituait la première réalisation pratique de l'appareil de bataille; les autres dreadnoughts aériens ayant été reconnus impropres à l'usage.

Mais ce monstre s'est enlevé avec un équipage de douze hommes et deux canons lançant des projectiles en acier de trois pouces. Trois vols d'essai ont démontré la stabilité de l'immense machine actuellement prête pour la ligne de bataille, et dont l'équipage ordinaire se compose de quatre hommes commandés par un officier.

Des croiseurs armés se sont ensuite élevés à une grande hauteur. Ce sont de petits biplans, portant chacun un canon, et susceptibles de s'élever presque verticalement depuis le sol. Leur vitesse est de 90 milles à l'heure.

Un manifeste de la Ligue aérienne française. — La Ligue aérienne française, qui vient de se constituer à Paris, publie, dans son premier manifeste, les lignes suivantes :

La France doit créer, sans délai, une nombreuse armée aérienne. Elle doit enfanter, à l'écart de ses chantiers actuels absorbés par les besoins directs des armées, une flotte autonome d'avions, entraînée, armée, perfectionnée, en vue d'opérations directes contre les centres usiniers allemands.

Puisqu'on nous fait une guerre d'usines, frappons les usines! Décupler notre production en munitions et en canons, c'est très bien. C'est une face du problème. Détruire les fabriques ennemies de canons et de munitions, voilà l'autre face du problème.

Une flotte supplémentaire indépendante de 5 000 avions ferait sans doute de nos aviateurs les maîtres du ciel. Une telle suprématie déterminerait des conséquences incalculables, visibles aux yeux de tous.

Elle aiderait à frapper, non seulement la puissance ennemie à sa source, en détruisant ses fabriques et ses entrepôts, mais elle permettrait d'abord d'annihiler les taubes et les aviatiks. Elle assurerait donc le secret de nos manœuvres et la sécurité de nos

arrières. Par contre, elle nous vaudrait de lire le jeu de l'ennemi, en mettant en péril constant ses moyens de communication, ses parcs, ses corps d'armées. Elle ferait planer sur les places fortes, les magasins, les troupes allemandes, une menace permanente et terrible.

En conséquence, la Ligue demande la mise à l'étude immédiate, puis la constitution de cette force nouvelle.

Ont signé : Louis Barthou, Maurice Barrès, Pierre Baudin, Henry Béranger, Alfred Capus, Georges Clemenceau, Étienne Clémentel, comte R. de Clermont-Tonnerre, Arthur-David Menuet, Paul Doumer, Henri-Robert, Edouard Herriot, Charles Humbert, Ernest Lavisse, Gaston Menier, Paul Painlevé, Stephen Pichon, duc de Rohan, baron H. de Rothschild, Henri Sabarthez, Eugène Touron.

CHAPITRE II

FRONT ORIENTAL

Août 1915.

Front russe.

Le 1er août, la poursuite allemande continue facilitée par la pénurie d'armes et de munitions de nos alliés. Le 2, ceux-ci doivent abandonner Mitau, et se replient sur la rivière Ekau. Mitau tombe entre les mains des Allemands, qui, le 3, atteignent la Narew. A l'est d'Ivangorod, les Autrichiens resserrent le demi-cercle d'investissement. Le 4, le communiqué russe annonce que les Allemands progressent au delà d'une grande forêt occupée par eux au nord de Maciejovice. Le 5, la situation semble améliorée sur la Narew par d'énergiques contre-attaques, mais Varsovie a été évacuée pour lui éviter le bombardement. Le 5, Ivangorod est occupé.

Le 8, les Allemands annoncent la prise des fortifications devant Novo-Georgiewsk, le recul des Russes vers l'Est et des combats de l'aile gauche Mackensen entre la Vistule et le Bug. Les Autrichiens, le 10, ont franchi la ligne de la Vieprz en plusieurs endroits. Le 12, on communique de Pétrograd : « L'ennemi a subi des pertes importantes, surtout à l'est d'Ostrow où les cadavres allemands forment d'énormes tas devant les positions russes. » Le même jour, l'ennemi occupe Lukow. Le communiqué russe du 15 dit :

Sur le front, entre la Narew et le Bug, nous avons repoussé avec succès les attaques opiniâtres des Allemands.

Sur la rive droite du Bug, aucun changement ; l'ennemi a prononcé une offensive acharnée contre nos positions, le long de la voie ferrée de Siedlce à Loukow ; nous avons arrêté ce mouvement et nous avons fait prisonniers, le 14 août, 800 Austro-Allemands, et nous nous sommes emparés de quelques mitrailleuses.

A Novo-Georgiewsk, l'ennemi a bombardé les fortifications avec des canons de gros calibre et a fait une série d'attaques partielles contre les divers secteurs de la forteresse.

Ces attaques ont été en général repoussées.

Le 12, après avoir annoncé la prise de Lomza, le communiqué autrichien ajoute :

La chute de Lomza ne laisse plus aux mains des Russes, en arrière des lignes allemandes, que les forteresses de Novo-Georgiewsk, au confluent Narew - Vistule et Ivangorod, au confluent Wieprz-Vistule. Du Niemen au Dniester, le front des armées allemandes et austro-hongroises est jalonnée par Kovno, la rive gauche du Niemen, les abords d'Ossowiecz, Bojany sur le Boug polonais, Novo-Minsk, Zelechow, Lubartow, le Boug polonais à mi-distance entre Cholm et Vlodava, Zloczow en Galicie, Koropiec sur le Dniester et Zaleszczyki.

Du 15 au 31, l'avance des

LA LIGNE DE RETRAITE RUSSE.

Allemands est enrayée sur de nombreux points, entre la Narew et le Bug, sur la Zlota-Lipa, sur le Dniester.

Le bombardement de Kovno continue.

Le 16, l'armée Mackensen et celle de l'archiduc Joseph-Ferdinand gagnent du terrain au sud de Biala (38 kilomètres au sud de Brest-Litovsk).

Le 17, les Allemands s'emparent des forts protégeant Kovno.

Le groupe d'armée du prince Léopold de Bavière force le passage du Bug. Un fort est pris au nord-est de Novo-Georgiewsk. Le 18, Kovno succombe après une héroïque résistance. Une nombreuse artillerie tombe aux mains des Allemands d'après les communiqués de Berlin.

Le 20, la résistance des défenseurs de Novo-Georgiewsk, d'autant plus glorieuse que les munitions ne sont pas encore arrivées, est brisée complètement. C'était le dernier point d'appui de la Russie en Pologne.

Le 21, les Allemands s'emparent de Bielsk. Mackensen fait des progrès devant Brest-Litovsk qui est investie le 22. Le même jour, la forteresse d'Ossowiec est évacuée par les Russes. L'avance du prince de Bavière se poursuit.

Le 26 août, la forteresse de Brest-Litovsk tombe dans les mains de l'ennemi.

L'état-major dit à ce propos :

Depuis quelque temps déjà, il fut décidé qu'enfermer une garnison de cent mille hommes dans cette place n'était pas conforme au but à atteindre. En conséquence, le matériel le plus précieux fut emmené en temps utile et les ouvrages de la gauche du Bug résistèrent seulement pour permettre à l'armée opérant dans cette région de se retirer vers l'Est. Quand le mouvement fut exécuté, les fortifications et les ponts furent détruits et la garnison de ces fortifications rejoignit l'armée de campagne.

Le 26 et le 27, les Austro-Allemands poursuivent la retraite russe dans les directions de la forêt de Bieloviej et de Minsk. La forêt de Bieloviej est franchie le 28. Les Allemands avancent à travers la région marécageuse jusque près de Kobrin; les Austro-Allemands jusqu'à la Strypa. Le général Boehm-Ermolli prend possession de la ville de Zloczow.

Grodno est menacé d'investissement par le Nord.

Sur la rive droite de la Vilia et entre cette rivière et le Niemen, les combats opiniâtres ont continué, le 27 et le 28 août sur le front de Podberesié, vers le nord de Vilna, à

Novo-Troki, Causzuki, et plus loin jusqu'au Niemen.

A la suite des tentatives de l'ennemi qui a massé des forces importantes au sud de Wladimir-Wolyneki pour développer son offensive dans les directions de Luck, Starwe et Rozyszeze dans le but de tourner le flanc droit de notre disposition en Galicie, nous avons pris des mesures pour le déplacement nécessaire de nos troupes : ce déplacement a été exécuté les 27 et 28 août, sous la protection de combats au nord-ouest de Luck.

9, Lipsk est pris d'assaut.

RÉSUMÉ DE LA SITUATION MILITAIRE SUR LE FRONT RUSSE

Le grand état-major du généralissime publie le communiqué suivant, dans lequel il explique la situation créée par l'occupation de Varsovie :

L'opinion publique a été préparée depuis plusieurs semaines à la perte de Varsovie et d'Ivangorod. L'évacuation de Riga est attendue avec calme, mais la tentative répétée des Allemands pour envelopper une grande partie des forces russes était suivie avec l'intérêt le plus profond et le plus anxieux.

Un effort de ce genre a échoué définitivement et même les rédacteurs militaires suédois, qui prennent avec humilité leurs opinions de la presse allemande, l'admettent et parlent avec admiration de l'adresse dont les Russes ont fait preuve et pu échapper à l'étreinte de fer qui cherchait à les encercler.

Malgré des succès locaux, remportés avec une endurance et un courage magnifiques, les Russes ont été obligés de céder et de retraverser le Bug. L'ennemi fait donc, par conséquent, une poussée sur Kovel, qui se trouve en arrière de la ligne Brest-Litovsk.

Ce nouveau mouvement de stratégie de l'état-major général allemand prouve l'anxiété des ennemis de remporter une victoire sur les Russes et les sacrifices qu'ils sont prêts à faire pour obtenir une telle victoire. Leurs pertes continuent à être très lourdes, mais ils calculent évidemment que, quel que soit le coût de leur victoire, elle les récompensera amplement, car elle aurait pour résultat de rendre possible un nouvel effort dans l'Ouest contre les armées alliées.

Il y a toute raison d'espérer que les armées russes réussiront encore à échapper aux « pinces » d'Hindenburg. Dans tous les cas, la Russie ne peut pas être écrasée, ainsi que se l'imagine les Allemands. L'ennemi n'est pas assez stupide pour supposer qu'il peut épuiser la Russie jusqu'à l'abattre. Il sait que ses réserves d'hommes sont énormes et que ses approvisionnements de munitions augmentent continuellement.

Ce sur quoi les Allemands comptent, c'est un affaiblissement progressif des esprits suffisant pour imposer une paix séparée à la Russie. C'est là une des plus grotesques illusions de l'Allemagne. La Russie est aujourd'hui résolue avec plus d'obstination que jamais à continuer de combattre jusqu'à l'écrasement du militarisme allemand et de l'avidité allemande. Elle ne peut pas être conquise et n'abandonnera pas la lutte.

Front du Caucase.

Communiqué de l'armée du Caucase en date du 30 août :

Le 28 août, rien d'essentiel ne s'est produit sur tout le front, où n'ont eu lieu que de petits engagements d'avant-postes.

Selon les renseignements recueillis au cours des derniers combats, nous avons fait prisonniers, jusqu'au 22 août, 34 officiers et 5 129 askers. En outre, au cours de la poursuite des Turcs, sur les routes de Doutakh et de Kop, notre cavalerie a sabré plus de 2 000 askers.

Nous avons enlevé 12 canons, 6 mitrailleuses, 90 caissons d'armes et de cartouches, 2 convois de vivres, 200 chariots dont deux chargés d'outils de pionniers et un chargé d'explosifs, plus de cent bêtes de somme, chameaux et mulets, plus de mille têtes de bétail, deux camps avec des tentes, la chancellerie d'un régiment et de nombreux documents.

Front serbe et monténégrin.

Le 12 août Belgrade a été bombardé sans provocation. Le commandant de la place a fait ouvrir le feu sur Semlin.

Le 14 août, les travaux ennemis ont été interrompus sur le front du Danube, entre Pancsova et Starcsova.

Sur le front de la Save, tous les détachements ennemis qui cherchaient à fortifier Prtzowatch ont été dispersés.

Le 25 août, des travaux de défense ennemis sur le front du Danube, sur la grande île vers Mala-Stratcheva ont été détruits.

Sur le front de la Save et à Dovitchina-Bara, en face de Skali, le même jour, les travaux ennemis sur l'île de Moldava, sur le Danube, et sur la rive gauche de la Save, en aval de l'île Micharsba-Ada ont été interrompus.

Communiqué monténégrin du 19 août :

Les Autrichiens ont exécuté des attaques d'artillerie et d'infanterie sur les positions monténégrines de Duésnik, Bilech et Gatzko. Les forts de Cattaro ont renouvelé leurs attaques violentes à l'est

de Niegosh. Depuis trois jours, les navires de guerre autrichiens et les forts de Cattaro ont violemment bombardé, mais sans succès, les positions des Monténégrins autour du Mont Lovcen. L'artillerie monténégrine répond avec efficacité à la canonnade ennemie.

Communiqué du 30 :

Le 26, les Autrichiens ont dirigé un violent feu d'artillerie et plusieurs attaques d'infanterie dans la direction de Savino-Bruno, près de Grahowo. Ils furent repoussés avec des pertes sensibles.

Dardanelles.

Les dernières semaines d'août, peu mouvementées dans l'ensemble, ont été marquées par des duels d'artillerie et une guerre de sape et de mine.

Rapport du général Ian Hamilton sur les dernières opérations dans la péninsule de Gallipoli :

Les dernières opérations ont consisté en attaques contre les positions ennemies le long des lignes méridionales et de l'emplacement des troupes néo-zélandaises et australiennes ; elles ont également compris un nouveau débarquement en grande force dans la baie de Suvla.

Des déclarations de prisonniers témoignent que les Turcs avaient été renforcés considérablement, dans le but de se livrer à de fortes attaques contre nous, et que nos attaques ont devancé celles de l'ennemi d'environ 24 heures. Le combat, par suite, a été très sérieux et des deux côtés, les pertes ont été grandes.

Le débarquement dans la baie de Suvla a été bien combiné et exécuté par la flotte, quoique les Turcs eussent développé leur plus grande force dans la région occupée par les troupes néo-zélandaises et australiennes. Nos troupes de Suvla n'ont pu faire des progrès très satisfaisants tant que l'ennemi put réussir à faire avancer des forces importantes.

A la fin du mois, Sir Ian Hamilton mande que de nouveaux combats ont eu lieu les 27 et 28 août dans le secteur nord de la ligne; ils ont abouti à la prise d'une position tactique importante, dominant la vallée de Biyuk-Anafarta, vers l'est et le nord, et à un gain sensible de terrain par le corps d'armée australien et néo-zélandais. Ces combats ont consisté presque entièrement en corps à corps et ont revêtu un caractère très acharné. De très grosses pertes ont été infligées aux Turcs, qui ont laissé entre nos mains 3 mitrailleuses, 3 lance-bombes, 300 fusils, 500 bombes et une assez grande quantité de munitions pour fusils.

Sur Mer.

Communiqué de la Marine du 5 août 1915 :

Constantinople, 5 août. — Le croiseur français *Châteaurenault* a bombardé le 3 août le port fortifié d'Adalia (sur la Méditerranée). Des obus sont tombés en dehors de la ville.

Londres, 13 août. — Un sous-marin britannique a torpillé dans les Dardanelles la canonnière turque *Berk y Satvett* et un transport vide.

Communiqué de la Marine du 14 août :

Dans la journée du 12 août, après avis préalable donné au kaimakan et un délai convenable accordé pour l'évacuation des environs immédiats, un croiseur français a détruit à coups de canon le bâtiment principal des ateliers allemands Wagner, de Jaffa. fabrique d'armes, de munitions et de bateaux destinés à l'attaque du canal de Suez. Les maisons voisines n'ont subi aucun dégât.

Moscou, 18 août. — Dans les milieux maritimes on apprécie hautement le rôle de la flotte de guerre russe dans la mer Noire pendant l'année qui vient de s'écouler. Elle a complètement paralysé la marine ennemie, anéanti le commerce turc, démoli les deux centres principaux d'approvisionnement en vivres et en charbon : Eregli et Soungouldak, elle a enrayé toutes les tentatives turques de procéder au transport de troupes par voie de mer dans la zone des Dardanelles et dans celle du Caucase.

En même temps, plus de cent grands transports et plusieurs centaines de barques et de chalands ont été coulés, ce qui a coûté aux Turcs des pertes importantes en troupes, en matériel de guerre, en denrées et en combustibles.

Pétrograd, 20 août. — Communiqué du grand état-major le 19 à 21 heures :

Le 18 août, nos vaisseaux qui protégeaient l'entrée du golfe de Riga se sont repliés dans une position plus proche à cause de la supériorité considérable de la flotte ennemie.

Communiqué du Ministère de la Marine russe :

Le 19 et le 20 l'ennemi a exécuté des reconnaissances dans différentes directions, engageant en même temps des actions avec nos vaisseaux. Il en est résulté des pertes sensibles parmi les torpilleurs ennemis.

De notre côté, nous avons perdu la canonnière *Sivoutch*, qui a péri glorieusement dans un combat inégal avec un croiseur ennemi. Ce croiseur, qu'accompagnaient des torpilleurs, l'a rejointe et l'a canonnée à une distance d'environ 600 mètres. Le *Sivoutch*, environné de flammes et bien que son pont fût en feu, a continué de riposter par des coups de canons jusqu'à ce qu'il coulât, non sans avoir auparavant coulé lui-même un torpilleur ennemi.

Le 21, l'ennemi, tenant compte des pertes qu'il avait subies et considérant la stérilité de ses efforts, a évacué, semble-t-il, le golfe de Riga.

Depuis le 16, jusqu'au 21, deux de ses croiseurs et pas moins de huit de ses torpilleurs ont été les uns mis hors de combat, les autres coulés.

Le 23, la flotte allemande quitte le golfe de Riga.

Septembre 1915.

Front russe.

Communiqué russe du 1er septembre :

Sur la rive de la Wilja, nous avons enlevé aux Allemands quatre canons et des mitrailleuses.

Entre la Wilja et le Niémen, l'ennemi, développant son offensive, a occupé le bourg d'Orany, sur la rive droite de la Mereszanka. Les combats ont conservé le même caractère acharné. Un de nos régiments entouré par l'ennemi s'est dégagé, anéantissant un bataillon allemand et faisant des prisonniers dont un officier.

Dans la région à l'ouest de Grodno, nous avons repoussé le 31 août une série d'attaques énergiques et réitérées des Allemands.

Dans la région de Luck et en Galicie, nous maintenons l'ennemi en nous retirant sur un front rétréci et en infligeant des grandes pertes aux troupes par des contre-attaques. Le total des Austro-Allemands faits prisonniers dépasse 100 officiers et 7000 soldats dont un tiers d'Allemands, avec quelques dizaines d'officiers subalternes et supérieurs.

L'ennemi a prononcé des attaques les plus opiniâtres au cours des 30 et 31 août dans les régions de Radzeszow, Zloczow, Zborow, Burchanow, sur la Strypa, à Buczacz. Partout l'ennemi a été repoussé, essuyant des pertes énormes.

Dans la région de Zborow, l'ennemi a prononcé une série d'attaques réitérées dont la dernière a été repoussée, nos troupes ayant prononcé une contre-offensive.

Les combats dans la région de Burchanow et de Buczacz se sont distingués également par un extrême acharnement; nous y avons repoussé par le feu et grâce à la baïonnette de nombreuses attaques.

En quelques endroits l'ennemi, incapable de soutenir un corps à corps prolongé, a reculé dans ses tranchées, nous abandonnant des prisonniers.

Le 3, les Allemands passent la Narew, franchissant la Strypa sur un point.

Le 4, ils prennent la tête de pont de Friedrichstadt.

Le Tsar prend le commandement des armées russes. — L'Empereur de Russie a adressé au Président de la République la dépêche suivante :

Zarskoé-Stawki, 6 septembre.

Monsieur le Président de la République, Paris.

Me mettant aujourd'hui à la tête de mes vaillantes armées, j'ai particulièrement à cœur de vous adresser, monsieur le Président, les vœux les plus sincères que je forme pour la grandeur de la France et la victoire de sa glorieuse armée. NICOLAS.

Le Président de la République a répondu en ces termes au Tsar :

Paris, 7 septembre.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, Zarskoé-Stawki.

Je sais qu'en prenant elle-même le commandement de ses héroïques armées, Votre Majesté entend poursuivre énergiquement, jusqu'à la victoire finale, la guerre qui a été imposée aux nations alliées. Je lui adresse, au nom de la France, mes souhaits les plus chaleureux. RAYMOND POINCARÉ.

Communiqué russe du 8 septembre :

En Galicie, près de Tarnopol, nous avons remporté, le 7 septembre, sur les Allemands un grand succès. La troisième division de la Garde et la 48e division de réserve allemandes, renforcées d'une brigade autrichienne et d'une nombreuse artillerie lourde et légère, disent les renseignements des prisonniers, s'étaient préparées depuis plusieurs jours intensément à une attaque décisive.

Cette attaque était fixée à la nuit du 7 au 8.

Prévenant l'ennemi, nos troupes ont pris l'offensive et, après un combat opiniâtre sur la rivière Dolzonka, les Allemands, vers le soir du 7, ont été complètement battus. A la fin du combat,

l'ennemi a développé, déclarent les troupes, un feu d'artillerie d'une violence extraordinaire; l'impossibilité de lui opposer le même feu nous a seule empêchés de développer le succès obtenu. Outre des pertes énormes en tués et blessés, les Allemands ont laissé entre nos mains plus de 200 officiers et 8 000 soldats. Nous nous sommes emparés de trente canons, dont quatorze de gros calibre, de nombreuses mitrailleuses, de caissons et d'autre butin de guerre.

Après une courte poursuite, nos troupes ont occupé leurs positions primitives sur la rivière Sereth.

L'Empereur, ayant reçu le rapport de la défaite infligée à l'ennemi, a ordonné d'exprimer à nos valeureuses troupes sa joie et sa reconnaissance, pour le succès remporté sur l'ennemi, et pour les lourdes pertes qui lui ont été infligées.

Plus au Sud, dans la région de Trembowla, le 7 septembre, nous avons délogé l'ennemi d'une série de villages; nous avons fait prisonniers plus de 40 officiers et 2 500 soldats; nous avons pris trois canons et une dizaine de mitrailleuses.

Entre le Dniester et la rive gauche du Sereth inférieur, les Autrichiens, dans la journée du 7, ont passé à l'offensive, dans la région du village de Womatynce. Par des attaques de flanc d'un de nos bataillons, l'offensive ennemie a été arrêtée; nous avons fait prisonniers 11 officiers et plus de 1 000 Autrichiens, avec des mitrailleuses.

L'heureuse sortie de nos armées d'une position difficile sur le théâtre avancé de la Vistule, entouré par l'ennemi, commence à faire sentir ses résultats, se traduisant pour le moment par des succès partiels.

Communiqué du 10 septembre :

Sur le Sereth, et dans la région plus au sud-ouest de Trembowla notre passage à l'offensive, se développant toujours le 7, a eu pour résultat un succès aussi important que celui que nous avions réalisé sous Tarnopol.

Au cours des journées du 7 et du 8 septembre, nous avons fait prisonniers 150 officiers et 7000 soldats, et nous avons capturé 3 canons et 36 mitrailleuses. Nos pertes ont été sans importance.

Dans la soirée du 8, l'ennemi s'est replié en toute hâte, poursuivi par nos troupes vers la rivière Strypa.

Si l'on totalise notre succès, à partir du 3 septembre, sur tout le front de la rivière Sereth, cela nous donne, comme trophées, 383 officiers, plus de 17 000 soldats prisonniers, 14 grosses pièces et 19 légères, ainsi que 66 mitrailleuses et 15 caissons d'artillerie. En somme, nos armées réalisent fermement et résolument le but proposé et envisagent l'avenir avec assurance.

Notre fidèle alliée, l'armée française, bombarde terriblement, depuis quinze jours le front allemand.

Communiqué du 11 septembre :

Dans la région de Tarnopol, nous nous sommes avancés, au cours de la matinée du 10, forçant la résistance opiniâtre de l'adversaire. D'après les témoignages des prisonniers, le 6e bataillon de chasseurs de l'ennemi, qui venait d'être formé, a été entièrement détruit. Incapable de résister, l'ennemi a pris la fuite, laissant entre nos mains, pour la journée du 10 septembre, 39 officiers prisonniers et 2500 soldats; il a également abandonné 16 mitrailleuses.

Note. — Le communiqué officiel de Vienne du 12 septembre indique que nous avons été repoussés vers la tête de pont de Tarnopol et que nous avons subi des pertes excessives près de Tarnopol; or, l'ennemi n'a pas de données pour juger l'étendue de ces pertes pour cette raison que, dans les combats du 10 et du 11 septembre, nous avons gardé tout le temps le champ de bataille et que les jours suivants, l'ennemi, malgré les renforts qui lui sont arrivés, a été culbuté encore plus à l'est de Tarnopol vers les villages de Gliadki et de Zebroff et en partie même au delà de la ligne de la rivière de la Strypa.

Le 21, prise à la baïonnette du village de Berezovska et de Rostold.

Le 22, occupation du village de Loziszyn, de la position fortifiée de Noselhi.

Communiqué du 25 septembre :

Dans la région de Riga, la canonnade devient par endroits beaucoup plus intense; sur ce point aussi les Allemands font usage de projectiles à gaz asphyxiants.

Un combat acharné se livre sur tout le front des positions de Dwinsk, entre la Dwina et le lac Drisdiaty, où les Allemands, appuyés par un feu d'ouragan de leur artillerie, ont prononcé des attaques réitérées acharnées qui, toutes, ont été repoussées. Certaines tranchées ont passé à maintes reprise de mains en mains.

Pendant son offensive, le long de la chaussée de Dwinsk, dans la région du lac de Lavkez, près de Novo-Alexandrowsk, l'ennemi a d'abord réussi à envahir nos tranchées, mais il a été ensuite délogé par un retour contre-offensif de nos troupes. Après s'être recueillis, les Allemands se sont rués de nouveau en colonnes compactes sur nos tranchées. Mais, accueillis par le feu de notre artillerie, de nos mitrailleuses et de notre infanterie, dirigé à très courte distance, ils ont reflué en désordre. Après s'être remis de nouveau, les Allemands ont attaqué deux fois encore dans la même direction. Le feu de l'artillerie a été sur ce point d'une intensité extrême. Mais toutes les attaques ont encore été repoussées et les Allemands, pris par endroits de confusion, ont pris la fuite.

Les pertes de l'ennemi sont énormes. Les nôtres sont considérables, elles sont dues à l'acharnement des combats et sont la meilleure preuve de la vaillance de nos troupes.

Communiqué du 27 septembre :

Les succès les plus marqués de nos armes ces jours-ci ont été : 1° une attaque près du bourg de Deliatitchi, sur le Niémen ; 2° l'action par laquelle une attaque ennemie dans la région au sud-est de la gare de Baranovitchi a été repoussée ; 3e une attaque soudaine faite contre un bataillon autrichien, près du village de Labusy, sur la Szczara, dans la région de Giachowice, attaque au cours de laquelle une partie des Autrichiens ont été passés au fil de la baïonnette et 364 autres, avec deux officiers, faits prisonniers; en même temps, une mitrailleuse a été enlevée. Le résultat de cette attaque a contraint l'ennemi à reculer au delà de la rivière; 4° la prise du village de Slesnice, dans la région de la Stochod inférieure. Sur ce point, l'opiniâtreté du combat a atteint la limite extrême; on s'est disputé les maisons en flammes avec un acharnement inouï. Le village est resté entre nos mains et l'ennemi a été anéanti. Deux hommes seulement ont été faits prisonniers et quatre mitrailleuses ont été prises.

Le résumé des opérations est établi par l'état-major russe lui-même dans ces communications successives :

Pendant la première décade de septembre, au cours de combats acharnés et de manœuvres, il a été démontré avec une force particulière à quel point nos troupes sont capables de lutter avec succès contre un ennemi opiniâtre.

Dans le domaine du courage, du dévouement et du devoir, nos troupes continuent à accomplir des actes qui touchent à l'extrême limite des possibilités humaines. Le même brillant exemple de courage est également donné par nos alliés.

L'ennemi, qui est ébranlé, cherche à consolider par des contre-attaques la position, mais dans ces efforts les tentatives de l'ennemi même dans les situations les plus favorables, ne sont suivies que de petits succès locaux et nos troupes continuent à remplir leur tâche avec succès.

Ce succès s'est maintenu. Il est avoué le 17 septembre par le correspondant du *Berliner Tageblatt* sur le front oriental :

Devant des forces supérieures, toute l'armée Bothmer a dû battre en retraite de 15 kilomètres, sur la rivière Strypa. La retraite du centre a contraint l'aile gauche à se retirer également, sur une profondeur de 12 kilomètres.

Dans l'ensemble, l'importance de la victoire se manifeste également par le grand nombre de prisonniers faits à l'ennemi. A la presse autrichienne qui le conteste, le grand état-major répond que « *le nombre des prisonniers enregistrés et faits au cours des opérations du front sud dans la région sylvestre de la Russie occidentale, au cours de la période des derniers jours d'août et du début de septembre s'élève à* 70 000 *hommes.* Ce chiffre se trouvera considérablement accru quand seront amenés les petits détachements de prisonniers faits dans des rencontres et combats nombreux, et souvent pendant une retraite désordonnée de l'ennemi, détachements de prisonniers exténués à tel point qu'ils sont hors d'état d'aller à pied. »

Enfin, le jugement suivant, extrait du *Vorwärts*, sous la plume du colonel Gaedke, ne saurait être négligé :

C'est à l'aile droite, dans la région si importante de Courlande et sur le Niémen que les Russes ont continuellement fait preuve d'une très active résistance accompagnée de succès partiels. La main du général Roussky, le nouveau commandant du front nord, s'est apparemment fait sentir visiblement dans ces dix derniers jours. Ni Vilna, ni Riga n'avaient été occupés par nous le 6 septembre, et nous étions à 60 kilomètres de Dvinsk.

Par conséquent, ceux qui désirent ne pas se leurrer ne doivent pas considérer la campagne de Russie comme une affaire terminée. L'armée russe a sans doute souffert des pertes hors de toute comparaison, mais sa force de résistance n'est en aucune façon définitivement brisée, pas plus que celle du gouvernement et des classes dirigeantes. Nous ne devons pas nous complaire dans l'illusion que, militairement parlant, la Russie est à bout de ressources.

En fait, ainsi que l'écrit un neutre, la manœuvre dite de l'encerclement sur la Vistule avait échoué.

Cette manœuvre n'avait pas procuré les prises espérées, et dont la statistique était destinée à frapper les peuples de stupeur. En fait, les chiffres ont dû être échelonnés sur une longue période, ce qui a sensiblement amoindri l'impression produite, et leur total semble n'avoir satisfait le vainqueur qu'à moitié. Il a, du reste, relevé lui-même, dans un de ses communiqués, les circonstances spéciales auxquelles il s'est heurté. Faute de munitions, l'artillerie russe s'est éloignée des champs de bataille ; elle a évacué le terrain, loin en arrière, et a laissé l'infanterie et la cavalerie constituer seules les arrière-gardes.

Situation extraordinaire. Quel règlement tactique oserait parler d'une retraite sans canons ? L'artillerie est essentiellement l'arme

de la retraite ; elle seule est en mesure de tenir le poursuivant à distance, de le canonner pendant que l'infanterie se dégage pour gagner une position de repli ; puis, quand celle-ci reprend le feu de mousqueterie, d'exécuter à son tour un bond plus en arrière et occuper une position nouvelle où elle recommencera son jeu.

Des ruptures de combat sans artillerie, supposent un sang-froid, une constance, un courage, un héroïsme qui couvrent de gloire et d'honneur les troupes assez sûres pour les exécuter.

Front serbe.

Communiqué du 9 septembre :

Le 7 septembre, nous avons empêché l'ennemi de se fortifier en face de l'embouchure du Pěk, sur le front du Danube, ainsi que sur plusieurs points de la rive gauche de la Drina supérieure, sur le front de la Drina.

Le 8 septembre, sur le front du Danube, à 3 heures de l'après-midi, le tir de notre infanterie a repoussé une barque ennemie qui s'approchait du notre rive, en face et à la hauteur de l'île de Kissiljevo ; le même jour, sur le front de la Save, nous avons entravé les fortifications de l'ennemi sur la rive gauche de la Save en face de l'île Drenovatz, ainsi que sur la rive gauche de la haute Drina, sur le front de la Drina.

Communiqué du 15 septembre :

Dans la nuit du 12 au 13, un petit détachement ennemi a tenté de franchir la Drina au nord de Vichegrade, en face de Gouine et Glave, mais il a été rejeté.

Le 13, sur le front du Danube, nous avons entravé les travaux de fortifications ennemis.

Sur la rive gauche du Danube, en face d'Adcale, et sur le front de la Save, en face de Belgrade, combat de notre artillerie et de celle de l'ennemi, postée sur la hauteur de Bejania et vers Marienfemi ; l'artillerie ennemie a été bientôt réduite au silence.

Dans la nuit du 13 au 14, l'ennemi a tenté de franchir la Save vers Parchnitza et vers la douane de Deratcha, à l'aide de deux barques pleines de soldats, mais les nôtres ont enrayé cette tentative de l'ennemi.

Le 14, sur le front du Danube, nous avons entravé les travaux de fortification vers Bajscia.

Dans la nuit du 14 au 15, sur le front de la Save, l'ennemi a tenté de franchir la Save avec deux canons dans le voisinage d'Urtame-Ada ; mais il a été rejeté (*Havas*).

Sur tout leur front, les Serbes organisent résolument leur défense.

Dardanelles.

Communiqué français :

Du 12 au 17 septembre aucun mouvement important. Les Turcs ont attaqué plusieurs points du front à la mine, procédé non encore employé par eux jusqu'ici. Le 17 au matin, une galerie ennemie a été détruite malgré une avance de plusieurs jours sur nos contre-mines. L'opération a parfaitement réussi sans nous coûter aucune perte.

SUR MER.

Communiqué français, en date du 2 septembre :

L'île Ruad, située entre Latakieh et Tripoli, a été occupée par un détachement de l'escadre française qui tient le blocus du littoral de la Syrie.

Le pavillon français a été arboré sur l'île le 1er septembre à 9 heures.

Il n'y a pas eu de résistance et la population a fait à nos marins le meilleur accueil.

Octobre 1915.

Front russe.

Le mois s'ouvre sur cette communication :

Actuellement, l'état-major juge opportun de communiquer que, par suite d'une série d'engagements qui s'est terminée avec succès et se déroulant sur le front de nos armées, les événements suivent un cours favorable pour nous. L'esprit de nos troupes, qui a vivement manifesté son élévation dans d'innombrables combats d'arrière-garde, a trouvé une nouvelle impulsion dans les succès remportés par nous sur les Allemands ces derniers temps, au cours de corps à corps acharnés, et dans d'heureux passages à l'offensive particulièrement fréquents sur le front à l'est de la ligne Sventsiany-Ochmiany.

Le découragement remarqué dans les rangs allemands n'est pas non plus sans influer sur l'esprit de nos troupes. Ce découragement se manifeste par des cas, devenus plus fréquents, d'abandon par les Allemands sur le champ de bataille, de soldats légèrement blessés, de chariots au cours de leur retraite, d'armes et de projectiles, dans le désordre et la nervosité du feu.

L'offensive bien réglée, méthodiquement combinée et exécutée

de nos alliés sur le front occidental des Allemands, et les constatations qui précèdent donnent un nouvel élan à la foi des alliés dans leur force et dans leurs qualités guerrières réciproques.

Du 1er au 10 octobre, l'ennemi est contenu dans cette région de Dvinsk, si âprement convoitée par lui. Sous Sankowski, les Russes, dans un combat victorieux, prennent huit obusiers allemands et six pièces légères. L'ennemi qui avait passé le Niémen près de Zoubicher, est rejeté sur la rive gauche du fleuve.

L'état-major du généralissime annonce, dans son communiqué du 6, que les opérations de nos troupes dans la région de Wileika, qui s'accomplissent avec énergie depuis plus de vingt jours et qui ne sont pas encore achevées, ont abouti à une reprise de l'initiative par les troupes russes sur l'ennemi.

Le coup que portaient les Allemands dans la direction de Wileika est décidément repoussé et leur plan est renversé.

Communiqué du 7 octobre :

Dans la région au nord-ouest de Tchartorysk, un vif engagement à la baïonnette s'est produit près du village de Gouta-Lissovskaia. Le village a passé de mains en mains. Les attaques de l'ennemi contre Lissovo ont été repoussées.

Par une attaque énergique, dans la région au sud de Tchartorysk, nos troupes, malgré une violente rafale de mitrailleuses et des contre-attaques réitérées de l'ennemi, ont occupé ses positions à l'est de Mlachef, de Bolchoy, de Stavygorosh et ont pris d'assaut le village de Tchernysch.

Avec l'aide d'un train blindé, nous avons pareillement réussi une attaque contre les positions ennemies à l'ouest de Mochanitz et de Stavok, au nord-est de Klevan.

Dans ces combats, nous avons fait dix-huit cents prisonniers avec un nombre d'officiers qui n'est pas encore connu, et nous avons pris des mitrailleuses.

Dans les combats, où nous avons eu l'avantage dans la région à mi-chemin entre Douvno et Luck, nous avons également fait prisonniers 1 500 soldats et 19 officiers, et nous avons enlevé cinq mitrailleuses et un projecteur.

Sur la rive gauche de la rivière Ikwa, nous avons pris, hier soir. après un corps à corps, le village de Sopanof, au nord-est de Kremenetz. Sur ce point, nous avons fait prisonniers 3 officiers et 256 soldats, et nous nous sommes emparés de 3 lance-bombes. Une contre-attaque ennemie qui a suivi a été repoussée.

Nous avons également pris d'assaut le village de Semikovtz, sur la Strypa, au nord-ouest de Tarnopol.

Lors de l'attaque d'une hauteur à l'est de Soutchatch, nous avons fait prisonniers 10 officiers et plus de 300 soldats.

Dans la région de Riga, sur le Niémen, sur le Pripet, à la frontière de Bessarabie, les Russes passent à l'offensive avec succès.

Au cours des combats livrés sur le front Rostoki-Gontovo, ils ont fait prisonniers 1 175 soldats, pris deux lance-bombes et huit mitrailleuses.

L'état-major donne ces indications sur la façon dont les Allemands font également la guerre en Russie :

Les atrocités de nos adversaires, qui perdent possession d'eux-mêmes, continuent.

Dernièrement, à une verste au sud du village de Kulekowieze, sur le Styr, en aval de Kolki, on a trouvé les cadavres d'un officier et de deux soldats d'un de nos régiments de cavalerie, qui avaient été blessés et faits prisonniers dans un combat le 28 septembre; ils avaient les yeux crevés, les dents cassées et portaient d'autres blessures qui attestent le massacre des blessés. Cette preuve est d'autant plus concluante que les cadavres n'ont pas été trouvés sur le champ de bataille.

Front serbe.

De source serbe officielle, à la date du 8 octobre :

Belgrade a dû être évacué pour le préserver du bombardement ennemi.

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS MILITAIRES SUR LE FRONT SERBE

Rapport d'ensemble du quartier général serbe, sur les opérations de l'armée serbe du 6 au 24 octobre. En voici la partie essentielle.

Après un bombardement systématique de la population civile par les aéroplanes ennemis dans les villes frontières, durant quinze jours, l'ennemi ouvrit le 6 octobre un feu intense avec des pièces de gros calibre de 305 et même de 380, contre nos positions le long de la Save et du Danube, s'efforçant de faire passer une partie de ses troupes d'avant-garde sur notre rive, sous la protection de cet ouragan de feu. Toutes ces attaques furent balayées par la résistance de nos troupes de couverture.

L'ennemi, ayant tiré plusieurs dizaines de milliers de grenades, réussit à faire passer, à l'aube du 7, quelques détachements de ses troupes près de Ram, Belgrade, Zabrez et au nord de Chabaz. Le passage près de Belgrade fut le mieux préparé, car l'ennemi

tira ici plus de 50 000 grenades. Malgré tout cela, nos troupes sont restées sur leurs positions.

Dans la journée du 7, le combat a continué, très acharné, sur toutes les positions.

Nos troupes ont fait des attaques très énergiques, mais, étant donné le front très large sur lequel les combats se sont déroulés, l'ennemi a réussi à passer la Save, près de Belgrade, à l'île des Tziganes, et il a pu s'emparer, le 8 octobre, de nos positions à l'ouest de la ville. Du côté est de la ville même, les combats ont continué, en partant de la rive du Danube jusque dans les rues et dans les maisons ; et l'ennemi n'a pas pu obtenir une décision jusqu'au 9, date à laquelle il a réussi à s'emparer de Voliki-Vraciar.

Pendant ce temps, grâce à son artillerie, l'ennemi a pu se retrancher sur la rive même de la Save, près de Zabrez, et dans un autre coin, près de Ram, en avançant très peu à l'intérieur et en s'emparant en outre de la crête septentrionale des hauteurs entre la Morava et la Mlava, ainsi que de la rive droite du Danube, en face du village de Fetka, au nord de Pesarevatz. Sur la Save, au nord de Chabaz, auprès du village de Drenovatz, l'ennemi n'a pas pu faire un seul pas de sur rive droite de la rivière.

Étant donné les localités où l'ennemi avait effectué son passage, étant donné le nombre de ses effectifs et le fait même que de ce côté-là il n'y avait que des troupes allemandes exclusivement, on voyait bien que l'ennemi aurait dirigé ses opérations principales par la vallée de la Morava.

Les combats qui se sont déroulés entre le 9 et le 12 octobre l'ont démontré de la façon la plus évidente. Pendant six jours, des combats très acharnés ont eu lieu au sud de Ram, près de Kostolaz, dans les alentours de Lipe et au nord de la ville de Semendria.

La presse allemande elle-même a reconnu la résistance acharnée de nos troupes. La prise de quelques villages et de quelques points stratégiques a été annoncée par les communiqués ennemis comme s'il s'était agi de l'occupation de régions entières.

Dans la direction de Belgrade, des combats très acharnés ont été ainsi engagés et l'ennemi n'a pas obtenu des résultats effectifs. Les opérations de nos troupes dans cette direction ont été dirigées en conformité de ce qui se passait sur le front de la Morava.

Près de Zabrez, l'ennemi a attaqué à trois et à quatre reprises dans un seul jour. Les attaques étaient toujours précédées par un feu intense d'artillerie, et elles étaient aussi accompagnées par l'usage de gaz asphyxiants. Tout cela a été inutile. L'ennemi n'a pu réussir à avancer d'un seul pas.

Toutes ces attaques n'eurent d'autre résultat que de grandes pertes subies par l'ennemi, qui laissa dans nos mains mille soldats environ, parmi lesquels plusieurs douzaines d'officiers.

A Drenovatz et sur la Drina inférieure, l'ennemi n'a eu aucun

succès. Devant notre résistance, il a été obligé de transporter des troupes fraîches sur le front de la Morava, ce qui a provoqué les combats les plus sanglants.

L'ennemi ayant fait participer au combat quinze divisions, on peut affirmer, par conséquent, que son infanterie était trois fois supérieure à la nôtre. En outre, l'ennemi avait la même supériorité pour l'artillerie : chaque division disposait d'un nombre de pièces deux ou trois fois supérieur au nôtre. Malgré tout cela, l'ennemi avançait très lentement et il était obligé d'engager des combats pour chaque colline et pour chaque village rencontré dans sa marche.

Les combats autour de Vusciak, Semendria, Lipe et autour des positions d'Anatemas et Dusonik ralentirent tellement l'avance de l'ennemi que nos troupes, dans la journée du 15 octobre, se trouvaient sur la ligne Petrjievo-Vusciak-Pozarevaz, ligne qui s'étend à 6 kilomètres seulement du passage principal de l'ennemi sur le Danube.

Jusqu'à la journée du 15 octobre, l'ennemi n'avait obtenu le moindre succès dans la direction de Belgrade. A Zabrez et à Chabaz, se trouvaient seulement des troupes austro-hongroises, inférieures en tout aux troupes allemandes.

Dans la direction de la Morava et dans les autres directions, les combats ont continué avec un grand acharnement, de telle façon que le 24 octobre, après dix-sept jours de lutte, nos troupes occupaient la ligne Svilasinaz-Lazarevafi-Valjevo-Liuboviza, à savoir à 40 kilomètres de la Save et du Danube.

L'agression bulgare. — Le 11 octobre, les Bulgares nous ont attaqués sur toute la ligne de frontière, en commençant leurs attaques par la prise de Kadibogaz, dans la direction de Knjazevaz. La déclaration de guerre du gouvernement bulgare fut communiquée au gouvernement serbe seulement le 12 octobre. Ainsi, nous avons dû combattre sur le front de la Bosnie, sur une étendue de 160 kilomètres; sur le front de la Save et du Danube, sur une étendue de 250 kilomètres, et du côté de la Bulgarie, sur un front de 450 kilomètres, c'est-à-dire sur un front total de 900 kilomètres environ.

Avec l'entrée en scène de la Bulgarie, les forces ennemies complexivement dirigées contre la Serbie montent à onze divisions allemandes, quatre autrichiennes et huit bulgares. L'effectif des divisions bulgares est double de celui des divisions allemandes. Malgré tout, nos troupes se battent sur tout les fronts avec une fierté sublime et un grand enthousiasme. Les Bulgares ont dirigé la moitié de leurs forces sur les frontières de la Vieille-Serbie, mais, malgré cela, ils n'ont pu avancer au delà de la ligne de frontière, sauf dans la région montagneuse dans la direction de Saint-Nicolas, où ils ont avancé sur une ligne d'une dizaine de kilomètres sur notre territoire, et dans la direction de la Morava méridionale, où ils se sont emparés de Vranja.

Dans la nouvelle Serbie, les Bulgares ont eu des succès plus appréciables. De ce côté-ci, les opérations de nos troupes réalisent leur liaison avec les opérations des troupes alliées selon un plan commun.

Les communiqués austro-allemands et bulgares annoncent le 19 l'occupation de la vallée de Bregalnitza, la chute de Velès ; le 21, celle de Yolassa ; le 22, celle de Zaitcha, des sommets de Kitka, et parlent de nombreux soldats et canons pris.

Front monténégrin.

Communiqué monténégrin du 21 octobre :

Des bandes albanaises, ayant franchi la frontière, près de Ziave, ont été dispersées par les troupes monténégrines. Les Albanais ont laissé de nombreux morts et blessés sur le terrain.

Communiqué du 29 octobre :

Les Autrichiens ont augmenté considérablement leurs forces, après l'échec de leur tentative de traverser la Drina méridionale dans le district de Vichegrad. Le 25 octobre, ayant reçu des renforts, ils attaquèrent à nouveau tout notre front et réussirent à passer la rivière près de Vichegrad. Sur tous les autres points, ils ont été repoussés avec de lourdes pertes. Le 27 octobre, leur mouvement a été arrêté par notre occupation du mont Gora. Le combat continue.

Communiqué du 30 octobre :

Les Autrichiens ont pris le mont Gora. Les Monténégrins se sont retirés sur une autre hauteur, maintenant le contact avec l'ennemi. Duel d'artillerie sur la Drina.

Les Français à Salonique. — Le 6 octobre, nos troupes débarquent à Salonique et prennent un contact presque immédiat avec des détachements serbes.

Communiqué de l'armée d'Orient :

Dans la journée du 22 octobre, les Bulgares ont attaqué sur tout le front les forces françaises occupant la région de Stroumitza; ils ont été complètement battus.

Les informations d'après lesquelles les Français auraient été rejetés sur la rive droite du Vardar sont fausses.

Le 23, les troupes françaises attaquent les trois divisions bulgares du général Tenief sur le front Gradec-Valandovo-Rabrovo, au sud-ouest de Stroumitza, et les mettent en déroute vers la frontière serbo-bulgare.

RÉSUMÉ DE LA SITUATION MILITAIRE DANS LES BALKANS

La jonction des Austro-Allemands et des Bulgares s'est accomplie le 26 octobre, au moins théoriquement, dans l'angle nord-est de la Serbie. Le point de jonction qui représente seul une réalité est à Nisch.

Les Austro-Allemands marquent aujourd'hui dans cette direction une avance assez sensible.

Dans l'ouest, l'armée Kœwess est pareillement arrêtée au sud d'Arandielovatz, devant une haute barrière très difficile à forcer de front.

Quant aux Bulgares, ils sont sur la Morava et le Vardar. L'aile gauche du général Sarrail contient leurs trois divisons échelonnées de Gradetz à Rubrovo.

Sur Mer.

Communiqué du Ministre de la Marine. — Dans l'après-midi du 21 octobre, les navires des marines alliées ont bombardé les établissements, magasins et appontements du port de Dedeagatch, sans tirer sur le quartier habité de la ville. Ils ont, en outre, détruit un certain nombre d'ouvrages et de postes militaires d'observation sur la côte bulgare.

Salonique, 23 *octobre.* — Le paquebot postal *Scilla*, de nationalité italienne, a été torpillé sans avertissement dans la mer Egée par un sous-marin allemand.

Notre devoir. — Sous la plume du vice-amiral Besson (*le Gaulois*) :

On ne peut vaincre quand on n'a pas la mer! Cette proposition prouvée par l'histoire et dont la France, entre autres, a subi les effets sous Louis XIV et sous Napoléon, cette proposition, dis-je, n'est vraie que si celui qui possède la mer en tire *tout ce qu'elle peut donner :* transport de forces au loin, continuation des relations commerciales avec les pays étrangers, *blocus rigoureux* de l'ennemi. Nous ne l'avons pas fait jusqu'ici, puisque l'Allemagne a pu se ravitailler et gêner, par ses sous-marins, notre commerce extérieur. Nous ne devons plus le lui permettre désormais. Nous devons donc augmenter le nombre de nos croiseurs, surveiller les mers de beaucoup plus près, arrêter tous les bâtiments de commerce que nous y rencontrerons, et les conduire dans nos ports s'ils contiennent de la contrebande de guerre. D'un autre côté, pour assurer nos relations extérieures militaires ou commerciales, nous devons couvrir la mer de chasseurs de sous-marins, et la purger de cette engeance maudite. Par là, seulement, nous

profiterons de notre maîtrise de la mer et nous aurons ce qu'elle peut nous donner : pour l'ennemi, l'épuisement ; pour nous, la victoire!

Dans l'Air.

Pétrograd, 13 octobre. — Des hydroplanes allemands volant sur le golfe de Riga ont été dispersés par nos torpilleurs.

Dans la région de Tukkum-Ilya-Mourometz, nos avions ont jeté quelques dizaines de bombes sur un convoi et des attelages d'artillerie ennemis.

Une nouvelle base de Zeppelins. — On mande de Kolding (Jutlaug) que les autorités militaires allemandes ont commencé de construire à Toender (Slesvig septentrional) un immense garage pour Zeppelins. Le garage est entouré de canons qui sont disposés pour répondre à un bombardement aérien éventuel.

CHAPITRE III

HORS D'EUROPE

Août 1915.

Turquie d'Asie. — A la Chambre des Communes, M. Chamberlain a fait la déclaration suivante au sujet des opérations dans la vallée de l'Euphrate, entre Souk-ech-Cheiouck et Nasriyeh :

Le 24 juillet, les forces anglaises ont attaqué et occupé successivement les positions avancées et la position principale de l'ennemi. Le même soir, une canonnière a bombardé Nasriyeh, obligeant les Turcs à battre en retraite durant la nuit, vers le Nord. Nos troupes ont occupé la ville dans la matinée du 25.

Dès le commencement du combat du 24, nous avons pris 11 canons, 2 mitrailleuses et fait plusieurs centaines de prisonniers; nous avons trouvé 500 cadavres de soldats turcs dans la position principale.

Nos pertes sont évaluées à 300 ou 400 hommes.

Cameroun. — Les troupes ont pris successivement Garua et Ngaundéré dans le nord du Cameroun et remporté un nouveau succès le 18 juillet en occupant le poste important de Tingere, qui se trouve à l'ouest de la colonie, sur un plateau, à 1 130 mètres d'altitude, à peu près à mi-distance entre Ngaundéré et Kontscha.

L'ennemi, qui s'était enfui, est revenu le 23 juillet, renforcé par une compagnie qui venait de Banjo. Il a vivement attaqué la garnison alliée qui, après un très brillant engagement, l'a repoussé et mis en fuite dans la direction de Tibati. Les pertes des alliés ont été légères : celles des ennemis importantes. Ils ont abandonné sur le terrain les cadavres des tirailleurs tués.

Après de violents combats et une poursuite qui a duré du 23 au 24 juillet, notre colonne de droite venant du Nord a

occupé le poste sérieusement fortifié de Dume-Station. Cette attaque venant du Nord alors qu'ils l'attendaient du Sud, avait si complètement désorienté les Allemands que, le 24 au matin, ils abandonnaient la formidable position de N'Djani, ainsi qu'une suite de postes très solidement fortifiés entre Nombi-Dume et Ngilabo-Dume. Dans leur retraite et de peur d'être coupés, ils jetaient la majorité de leur convoi dans la rivière et se laissaient piller par les indigènes. Les troupes en retraite de N'Djani ayant été grossies par le groupe des fuyards de Bertua tentèrent, dans la nuit du 23 au 24 un retour offensif à Sokal. Elles furent repoussées. La résistance allemande dans cette région a été très vive. En quittant Dume-Station, l'ennemi y a mis le feu. Mais il avait établi sur un mamelon dominant la ville abandonnée et incendiée par lui une forte arrière-garde avec canon et mitrailleuse. Nos troupes l'en ont délogé après un combat opiniâtre et l'officier européen qui la commandait a été fait prisonnier le lendemain.

A la suite de la prise de Dume-Station, une colonne légère française, ayant canons et mitrailleuses, s'est portée sur Abong-Mbang, qu'elle a enlevé le 29 juillet, après un vif combat contre l'arrière-garde ennemie.

Il semble que l'ennemi, au lieu de se replier sur Jaunde, ait une tendance à gagner plus au Nord et à vouloir organiser la résistance entre Ngila et Joko. Ce n'est, au dire des déserteurs, qu'en promettant à leurs troupes d'aller vers Joko qu'il a pu éviter leur débandade.

Afrique australe. — Le calme régnait à la frontière rhodésienne de l'Est africain allemand au 24 août, mais après la victoire du général Botha dans le Sud-Ouest, les Allemands ont renouvelé leur activité dans l'Est africain, ayant évidemment en vue une attaque contre le territoire britannique, car on a appris que deux contingents importants de troupes européennes allemandes se mettaient en mouvement, l'une de Bismarckbourg, au sud du lac Tanganyika, l'autre de Neu-Langenbourg, au bord du lac Nyassa, avançant à la fois vers les territoires britannique et belge.

Des mesures ont été immédiatement prises pour renforcer les troupes de la frontière rhodésienne, tandis que les renforts belges accouraient hâtivement.

Le gouvernement de l'Union du Sud-Afrique a envoyé également des troupes pour la protection du Nyassaland.

Ces diverses mesures semblent avoir arrêté la marche de l'ennemi.

Septembre 1915.

Mésopotamie. — La bataille de Kut-al-Amara. — Les opérations de la 6e division le long du Tigre ont été entièrement couronnées de succès. La position ennemie qui se trouvait à sept milles à l'est de Kut, s'étendait le long des deux rives du Tigre, couvrant environ six milles sur la rive gauche.

L'objectif de l'attaque était très bien conçu : une colonne volante, composée de deux brigades, après avoir fait une démonstration le 27 septembre, est passée de la rive droite sur la rive gauche et, à l'aide d'une marche forcée, a atteint la gauche ennemie, dont une partie a été emportée après un vaillant assaut, vers 10 heures du matin. Après une violente opposition, le reste de cette position a été pris vers 14 heures.

A la nuit tombante, ce contingent s'était avancé à l'ouest de la position ennemie, fortement retranchée, dans laquelle les ennemis avaient été tenus bloqués toute la journée par une autre brigade. Les troupes ont bivouaqué sur leurs positions.

Pendant tout le jour, des automobiles blindées et la cavalerie qui gardait le flanc gauche avaient été engagées contre la cavalerie turque.

Les pertes turques en tués sont très importantes; leurs tranchées, qu'ils avaient défendues avec la plus grande ténacité, étaient remplies de cadavres.

De nombreux canons, des fusils, plusieurs centaines de prisonniers et une grande quantité de munitions ont été pris. Les pertes anglaises sont inférieures à 500 hommes.

Un télégramme ajoute qu'une position ennemie devant Kut-al-Amara a été prise avec de nombreux prisonniers et des canons : « L'ennemi est en pleine retraite vers Bagdad; nos forces le poursuivent ».

Rhodésie africaine. — Depuis trois mois, les troupes noires du Congo belge ont livré d'importants combats à côté des Anglais en Rhodésie.

Le Ministre belge des Colonies donne sur les opérations le communiqué suivant :

Le vice-gouverneur général du Katanga annonce que les troupes belges opérant avec les forces britanniques en Rhodésie ont livré un premier combat le 28 juin, à Saisi, à 35 kilomètres à l'est d'Abecorn. Les Allemands renouvelèrent leurs attaques contre la position de Saisi le 26 juillet. Le combat se prolongea jusqu'au 3 août. L'ennemi fut repoussé après avoir éprouvé des pertes sensibles, dont 60 Européens tués. Nos troupes coloniales ont combattu avec une grande vaillance. Les forces allemandes engagées à Saisi s'élevaient à 2000 hommes, avec 18 canons et mitrailleuses.

Octobre 1915.

Est africain. — A la frontière du Congo belge et de l'Est africain allemand, les troupes belges ont mis en déroute un détachement allemand fort d'un millier d'hommes, dont cent cinquante blancs. Voici le communiqué officiel du Ministère belge des Colonies.

Dans le courant du mois de septembre, les Allemands ont poussé des reconnaissances offensives sur le front de la rivière Ruzzi, au bord du lac Tanganyika. Une de ces opérations a donné lieu à un engagement, le 11 septembre, non loin du delta de la Ruzzi. L'ennemi fut repoussé avec pertes et ramené jusqu'à la frontière. Mais, le 29 septembre, un engagement particulièrement violent s'est produit près de la station frontière de Luvungi, que les Allemands attaquèrent avec des forces importantes pourvues d'artillerie et de mitrailleuses.

L'action dura quatorze heures. Elle fut vivement disputée. Nos troupes restèrent maîtresses du champ de bataille et l'ennemi ne put se retirer qu'à la faveur de la nuit, en emportant plusieurs blancs tués et de nombreux blessés blancs et noirs. Il a laissé sur le terrain deux officiers européens et soixante-six soldats noirs tués. Nos troupes se sont emparées d'une mitrailleuse, de fusils, de munitions et d'un nombreux matériel.

DEUXIÈME PARTIE

DIPLOMATIE ET POLITIQUE

CHAPITRE I

NÉGOCIATIONS ET ACTES DIPLOMATIQUES

Août 1915.

Dans les Balkans. — Les négociations de l'Entente avec la Bulgarie se poursuivent. — En voici l'historique jusqu'à cette date :

Le 29 août 1914, les puissances de la Triple-Entente proposèrent à la Serbie d'abandonner certains territoires à la Bulgarie et d'accepter des compensations aux dépens de l'Autriche-Hongrie. Ces propositions furent agréées en principe trois jours plus tard.

Dans le milieu d'octobre, des offres concrètes furent faites à la Bulgarie en échange de son appui contre la Turquie. Elle répondit qu'elle préférait conserver une stricte neutralité.

Vers le commencement de décembre, la Bulgarie fut prévenue par les puissances de l'Entente qu'elles garantiraient la Serbie et la Grèce contre toute attaque de sa part. En même temps, elle était informée que, pour prix de sa neutralité effective, elle recevrait à la fin de la guerre des agrandissements territoriaux en Macédoine et en Thrace jusqu'à la ligne Enos-Midia.

En janvier dernier, l'Entente discuta une proposition russe ayant pour objet de garantir à la Bulgarie, comme prix de son adhésion, ce qu'on appelait la zone contestée en Macédoine, et de promettre à la Serbie une compensation aux dépens de l'Autriche et un large accès à l'Adriatique. Cette proposition fut cependant retirée plus tard, en raison de la froideur avec laquelle elle avait été accueillie à Nich et de l'insistance de la Bulgarie sur son désir de conserver une attitude expectante.

Le 29 mai, après l'intervention de l'Italie, les quatre alliées firent les propositions suivantes à la Bulgarie, sous condition de l'active coopération de toutes ses forces :

1° Annexion immédiate à la Bulgarie de la Thrace jusqu'à la ligne Enos-Midia;

2° Garantie à la Bulgarie, pour la fin de la guerre, de la partie de la Macédoine limitée par la ligne Egri-Palanka-Sopot-Ochrida et comprenant les villes d'Egri-Palanka, Kepriylia, Ochrida et Monastir;

3° Assistance financière.

Le 15 juin, la Bulgarie demanda, sur quelques points de la note, des éclaircissements qui lui furent donnés le 4 août. En même temps, les alliés lui garantissaient la zone incontestée conformément au traité de 1912 et s'engageaient à ce que la Serbie ne reçût d'agrandissements après la guerre que dans le cas où elle consentirait à cette concession.

Etats-Unis. — Les États-Unis et la France. — La saisie du *Dacia* et la déclaration de la cour des prises française soulève peu de commentaires. On reconnaît que la France a toujours déclaré que la transformation d'un bateau de commerce belligérant en bateau neutre devait précéder la guerre de trente jours pour être valable. Washington prévoit un échange de notes sans complication.

Les Etats-Unis et l'Angleterre. — Une question de droit maritime. — Le vapeur américain *Neches*, allant de Rotterdam, port neutre, aux États-Unis, pays neutre, transportait dans sa cargaison des marchandises provenant d'un pays ennemi. La Grande-Bretagne a arrêté le *Neches* en se conformant à la procédure du droit des gens en pareil cas, et elle a déféré le *Neches* au tribunal des prises.

Les États-Unis ont avancé cette thèse que la cargaison était bien de la contrebande de guerre, mais que le *Neches*, ne contrevenait pas au blocus puisque Rotterdam, port neutre, n'était pas en état de blocus et que la saisie du navire avait été faite en conformité des décisions particulières du gouvernement britannique, qui modifient et restreignent les droits garantis aux citoyens américains par les principes et les règles du droit des gens, lesquels régissaient jusqu'ici le commerce neutre.

De là un litige terminé par une note de Sir Edward Grey, qui donne satisfaction au cabinet de Washington.

D'autre part, M. Gérard, ambassadeur des États-Unis à Berlin, a reçu le 8 août pour instruction de protester contre la décision du tribunal des prises allemand, qui a approuvé le torpillage du vapeur britannique *Indian Prince*.

Ce vapeur avait une cargaison de café appartenant à des

Américains, il fut coulé par le croiseur allemand *Prince-Eitel-Friedrich*, dans la partie sud de l'Atlantique, l'hiver dernier.

Le département d'Etat estime que la destruction du vapeur et de la cargaison constitue une violation flagrante du traité américano-prussien de 1828 et des principes de la loi internationale.

Le 19 août, torpillage du paquebot l'*Arabic* par un sous-marin allemand. L'*Arabic* portait des passagers américains. Le 20, M. Wilson déclare vouloir étudier cette affaire à loisir. On affirme dans les milieux gouvernementaux qu'il désire avoir le témoignage des sujets américains se trouvant à bord. L'indignation est vive aux États-Unis, on observe que le Gouvernement allemand n'a pas encore répondu à la note américaine du 21 juillet relative à la *Lusitania*; un mois après cette note, c'est par la torpille qui a coulé l'*Arabic*, que sa réponse est arrivée. Le sentiment général est de plus en plus qu'un pareil défi ne saurait passer sans être relevé.

Le 23, devant deux cents leaders du parti démocrate, M. Tumulty, secrétaire du Président, parlant de la situation, a dit qu'elle était extrêmement grave. Il ajouta :

A cette heure solennelle, notre Président apparaît comme le défenseur, le conservateur et le porte-parole des droits inaliénables des Américains sur terre et sur mer. Devant le monde entier, il représente la majesté, l'intégrité, la souveraineté d'un grand peuple, qui ne s'est jamais attaché à une besogne injuste, mais qui s'est passionné pour affirmer et maintenir à tout prix les principes vitaux des règlements internationaux et des lois d'humanité.

A cette heure de grande crise internationale, nos espérances sont avec notre bien-aimé Président; si la nécessité le commande, nous donnerons nos vies.

Le 25, sur instructions venues de Berlin, le comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis, a fait une démarche de dernière heure auprès du secrétariat d'État. La communication qu'il a présentée dit que jusqu'à présent à Berlin on n'a aucune information officielle concernant le coulage de l'*Arabic*. Le Gouvernement allemand espère que le gouvernement américain ne prendra pas de décision définitive à la suite d'affirmations unilatérales qui, estime le Gouvernement impérial, ne peuvent être conformes aux faits, mais qu'il donnera à l'Allemagne l'occasion de plaider sa cause.

Le même jour, la note allemande arrive enfin au sujet de la *Lusitania*. Elle se résume ainsi :

L'Allemagne offrira de verser une juste indemnité pour les pertes qu'elle a causées en coulant la *Lusitania*; l'incident s'arrangera en outre par d'autres moyens que l'Allemagne espère devoir être satisfaisants pour les États-Unis. L'Allemagne continuera à donner aux commandants des sous-marins l'ordre de ne pas attaquer sans avis préalable les vaisseaux portant des passagers. Peut-être se conformera-t-elle aux règlements qui imposent la visite des navires marchands. D'une manière générale, elle exprimera sa satisfaction de la déclaration des États-Unis, que ceux-ci luttent pour la liberté des mers et elle attendra du cabinet de Washington des démarches pour mettre en pratique son offre de rendre cette liberté praticable entre les belligérants eux-mêmes.

L'opinion moyenne aux États-Unis précise le plan allemand :

1° Gagner du temps en révoquant en doute les informations anglaises; 2° faire sentir aux États-Unis que l'Allemagne ne clôturera la guerre sous-marine actuelle que si le Gouvernement américain met l'embargo sur l'exportation d'armes aux alliés; 3° proclamer hautement que l'Allemagne, innocente et pacifique, offre son amitié aux États-Unis qui, eux, veulent la guerre.

De plus, à la date du 31 août, dans le but de bien faire ressortir le désir qu'a l'Angleterre de montrer envers les neutres tous les égards possibles dans l'application du blocus, sir Cecil Spring-Rice, ambassadeur de Grande-Bretagne, a informé le département d'État que son Gouvernement permet la livraison en Amérique des marchandises qui furent commandées en Autriche et en Allemagne avant la guerre.

Il y met comme condition qu'il sera démontré que lesdites marchandises ont été payées et que la preuve de l'achat sera fournie.

Les importateurs américains se sont plaints que l'absence des marchandises en question allait ruiner leurs affaires de Noël.

Les États-Unis et l'Autriche. — L'Autriche ayant cru devoir, à l'exemple de son alliée, se plaindre officiellement le 12 août des fournitures de guerre faites par les États-Unis à la Triple Entente, M. Lansing, secrétaire d'État, réplique en substance à la communication de Vienne :

Le Gouvernement des États-Unis ne juge pas nécessaire à l'heure actuelle d'accorder à la communication du Gouvernement

austro-hongrois une considération plus large. Les principes du droit des gens, la pratique des nations, la sécurité nationale des États-Unis et d'autres nations sans grands établissements militaires ou navals, l'adoption des méthodes pacifiques pour le règlement des différends internationaux et enfin la neutralité elle-même s'opposent à l'interdiction par une nation neutre de l'exportation des armes aux puissances belligérantes au cours de la guerre.

La note relève ensuite qu'en dehors de la question de principe les États-Unis ont le devoir de maintenir le droit des neutres de fournir des munitions pendant la guerre, parce que, n'étant pas eux-mêmes en état de préparation contre une attaque possible de la part d'un ennemi puissant, il leur faudrait, s'ils étaient attaqués, se procurer les armes et les munitions dont ils auraient besoin dans les pays neutres; ainsi, ils ne pourraient pas dénier aux autres ce qu'ils réclament pour eux-mêmes.

L'Autriche ayant cru devoir maintenir sa protestation, l'ambassadeur des États-Unis à Vienne remet le 27 août à la Chancellerie de Vienne une note où le président Wilson dit qu'il a examiné avec soin l'exposé du Gouvernement impérial et royal concernant l'exportation des armes et des munitions des États-Unis dans les pays se trouvant en guerre avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Il ajoute que le Gouvernement des États-Unis est étonné que le Gouvernement impérial et royal laisse entendre que le Gouvernement des États-Unis devra outrepasser les règles admises depuis longtemps au sujet du commerce des neutres et prendre des mesures afin d'observer une attitude strictement égale vis-à-vis des deux partis en guerre, puis il poursuit :

Le Gouvernement des États-Unis ne peut souscrire à cette affirmation tendant à l'obliger à modifier les usages internationaux. En reconnaissant de telles obligations, d'ailleurs reconnues dans la pratique internationale, chaque Etat neutre aurait le devoir de se faire juge de la tournure prise par la guerre et de borner ses relations commerciales à celui des belligérants dont les succès navals empêchent les relations des neutres avec l'ennemi.

Le point de vue du Gouvernement impérial et royal paraît être que les avantages dévolus à un des belligérants, grâce à sa supériorité sur mer, doivent être compensés par les puissances neutres, au moins dans l'institution d'un système de non-échange avec le vainqueur.

Le belligérant qui possède la maîtrise des mers, peut avoir une

abondante provision d'armes et de munitions, mais manquer de denrées alimentaires et d'effets d'habillements; selon le nouveau principe qu'une balance égale est le devoir de la neutralité, les nations neutres seraient obligées d'interdire de tels articles parce que l'un des belligérants ne pourrait les obtenir par la voie commerciale.

Mais si le principe affirmé si hautement par le gouvernement impérial et royal devait être admis, en ce qui concerne la supériorité d'un des belligérants supérieur sur terre, si l'on appliquait cette théorie de l'équilibre, il devrait être permis aux belligérants qui manquent des munitions nécessaires pour combattre avec succès sur mer, d'acheter celles-ci aux autres, tandis que le belligérant possédant un excédent de matériel de guerre ou en état de le produire, devrait être exclu par le Gouvernement impérial et royal; cela entraînerait les nations neutres dans de folles complications.

Le Gouvernement des États-Unis attire l'attention du Gouvernement impérial et royal sur le fait que l'Autriche-Hongrie et particulièrement l'Allemagne ont produit, au cours des années qui ont précédé la guerre actuelle, un excédent important d'armes et de munitions qui ont été vendues dans le monde entier et spécialement à des belligérants.

Ici le Président cite la fourniture de munitions et canons faite aux Anglais par les Austro-Allemands au cours de la guerre contre les Boërs.

Si, à cette époque, l'Autriche-Hongrie et son alliée actuelle, l'Allemagne, s'étaient refusées à vendre des armes et des munitions à l'Angleterre parce que ce procédé était contraire à l'esprit de la neutralité absolue, le Gouvernement impérial et royal pourrait soutenir le point de vue actuel avec plus de logique et plus de force.

Puis le Président Wilson dit le précédent des armes et munitions fournies à la Russie par les fabricants prussiens lors de la guerre de Crimée et les fournitures d'armes et de munitions faites par l'Allemagne à la Turquie lors de la guerre italo-turque.

La note conclut :

D'ailleurs, le Gouvernement des États-Unis considère comme inutile pour le moment de prolonger la discussion des revendications du Gouvernement austro-hongrois.

Les principes du droit des gens, la pratique des nations, la sécurité nationale des États-Unis et des autres nations sans grande préparation militaire et maritime, le danger d'augmentation des armées et des flottes, le désir de voir employer des méthodes amicales dans le règlement des difficultés internatio-

nales et enfin la neutralité elle-même s'opposent à ce que l'on interdise l'exportation des armes et des munitions et autres approvisionnements de guerre par une nation neutre aux puissances belligérantes pendant la durée de la guerre.

Les manœuvres pro-germaines. — Depuis la chute de Varsovie la campagne des pro-germains se manifeste très active, elle dénonce la politique présidentielle et gouvernementale, fait appel « à tous ceux dont les sources d'inspiration ne sont pas exclusivement à Londres », met la nation en garde contre la guerre, prend position pour les prochaines élections politiques, attaque le Président et les membres du Gouvernement, les sénateurs, les députés et M. Roosevelt, prêche enfin la paix à tout prix et affirme que les États-Unis ne peuvent pas faire la guerre à une grande nation sans se faire la guerre à eux-mêmes.

Elle s'est assuré des points d'appui sinon chez les cotonniers que l'arrangement proposé par l'Angleterre désarme au moins provisoirement, du moins chez les détenteurs de mines de cuivre et les marchands de conserves de viandes.

Septembre 1915.

Dans les Balkans. — Dans les premiers jours du mois, Guillaume II envoie auprès du tsar de Bulgarie, le prince de Hohenlohe et le prince Jean-Albert de Mecklembourg, avec mission de préparer un accord avec la Turquie. Le 14, la Quadruple-Entente fait remettre la déclaration suivante à M. Radoslavof :

« *Les quatre États sont prêts à garantir à la Bulgarie* « *que la Serbie lui cédera, immédiatement après la conclu-* « *sion de la guerre, une partie de la Macédoine, jusqu'aux* « *limites fixées par l'accord de 1912. Cette garantie est* « *donnée sous la condition de la promesse de la Bulgarie* « *qu'elle est prête à conclure prochainement, avec les alliés,* « *une convention militaire au sujet de son action contre la* « *Turquie.*

« *Si une déclaration dans ce sens n'est pas reçue bientôt,* « *les propositions faites par la présente note seront consi-* « *dérées comme n'ayant pas été faites.* »

Le 17, les cinq chefs de l'opposition bulgare reçus par le Roi protestent contre la politique de M. Radoslavof, qui, à leurs yeux, penchait trop visiblement vers les Austro-Turco-Allemands, et ils réclamaient la réunion de la Chambre et la constitution d'un cabinet d'entente nationale.

Cette visite au Roi a revêtu un caractère dramatique.

L'audience eut lieu au palais, huit sièges ayant été disposés autour de la table où vinrent s'asseoir le Roi, le Prince héritier, le Secrétaire politique du Roi, et MM. Guéchof, Danef, Malinof, Zanof et Stambuloski. On sait aussi que les leaders de l'opposition, quelques-uns en termes empreints d'une grande franchise et d'une grande vivacité, exposèrent au souverain la déplorable répercussion que les décisions de M. Radoslavof auraient sur la tranquillité du pays et la nécessité de convoquer le Sobranié, si l'on voulait éviter une catastrophe dont, cette fois, le Roi seul serait rendu responsable.

Le Roi ayant simplement enregistré les doléances des divers orateurs et promis de les transmettre au président du conseil, se promena un instant dans la salle, nerveux et pensif.

S'adressant enfin à M. Zanof, qui s'était montré particulièrement sévère, le Roi lui demanda des nouvelles des récoltes:

Majesté, répliqua M. Zanof, nous ne sommes pas venus ici pour parler des récoltes, mais de quelque chose de plus intéressant, de plus grave, je veux dire de la politique du gouvernement, qui est en train de perdre le pays. A aucun prix, nous ne supporterons une politique non approuvée par la Russie. Si la Couronne et M. Radoslavof continuent une telle politique, nous ne répondrons plus des conséquences.

Nous n'avons pas voulu rechercher les coupables de la catastrophe de 1913, parce que d'autres événements graves se sont produits. Mais ce fut un acte désastreux, dû à une folie criminelle. Il ne doit pas se répéter. Une attaque de la Bulgarie contre la Serbie, comme celle que médite M. Radoslavof avec l'approbation de Votre Majesté, serait un crime prémédité.

Après un instant d'hésitation le roi Ferdinand serra la main de M. Zanof, puis posa sa même question relative aux récoltes à M. Stambuloski. Celui-ci commença par répondre, mais bientôt il s'arrêta, disant :

Et, pourtant, ce n'est pas le moment de parler de récoltes. Je le répète à Votre Majesté, le pays ne veut pas d'une politique

d'aventure, qui lui a coûté si cher en 1913. Vous avez profité de toutes les ficelles de la Constitution pour diriger le pays à votre guise; vos ministres ne sont rien, seul vous êtes l'auteur de cette politique, et seul vous en avez la responsabilité.

Le Roi répliqua froidement :

La politique que je me suis décidé à suivre est celle que j'estime le plus profitable aux intérêts du pays.

— C'est une politique qui n'apportera que des malheurs, répéta le leader agrarien, une politique qui conduira à une nouvelle catastrophe et qui compromettra non seulement l'avenir du pays, *mais votre dynastie, et qui pourra vous coûter votre tête.*

Dévisageant celui qui parlait ainsi, le Roi lui dit: « Ne vous occupez pas de ma tête, qui est déjà vieille. *Pensez plutôt à la vôtre.* »

Et M. Stambuloski de faire remarquer: « Peu m'importe ma tête, Sire, je ne pense qu'à celle de mon pays ! »

Après ces paroles, le roi Ferdinand prit à part MM. Danef et Guéchof pendant quelques instants: les deux leaders insistèrent auprès de lui pour la convocation du Sobriané, expliquant que la situation parlementaire actuelle indiquait que M. Radoslavof n'avait pas la majorité. Tous deux montrèrent de nouveau l'agitation que les récentes déclarations de M. Radoslavof avaient provoquée dans le pays.

Le Roi eut un geste énigmatique et dit : « Je le savais. »

Il se retira alors, accompagné du Prince héritier, dans ses appartements.

Déclarations de M. Radoslavof. — Télégramme adressé de Sofia, le 18 septembre, au représentant roumain de l'*Associated Press* de New-York, où se trouvent consignées les déclarations suivantes de M. Radoslavof :

Les garanties que nous désirons sont réelles et concrètes; nous ne nous contentons pas de promesses sur le papier. S'il ne nous est pas possible de reprendre tous les territoires qui devraient nous appartenir de droit, il faut que les compensations pour l'intervention de notre armée, dont on connaît la valeur, soient proportionnées à nos sacrifices.

La Quadruple-Entente nous demande d'entrer en scène; l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ne désirent que notre neutralité. Nous pouvons la maintenir pendant un temps plus ou moins long.

Notre but suprême est de faire l'union de toute la nation bul-

gare. Pour réaliser une telle union, il faut qu'on nous donne la Macédoine.

La Turquie est forte, plus forte qu'on ne le croit en Europe; mais nous sommes prêts à toute éventualité. Nous ne sommes pas contraires à une nouvelle alliance balkanique, pourvu qu'on nous accorde la Macédoine qui se trouve aujourd'hui entre les mains de la Serbie et de la Grèce. A cette condition seule, la Bulgarie pourra entrer en action; autrement non.

Le même jour, le consulat de Bulgarie à Budapest publie l'avis suivant:

Tous les Bulgares de Macédoine, âgés de dix-sept à quarante-cinq ans, qui séjournent en Hongrie et qui ont servi volontairement dans la landwehr de Macédoine, doivent immédiatement rejoindre leurs régiments pour accomplir trois semaines d'exercices.

Les Bulgares macédoniens, âgés de dix-huit à quarante-cinq ans, qui n'ont pas encore été soldats, doivent accomplir une période d'instruction de quarante-quatre jours, à partir du 17 septembre. Tous les Bulgares macédoniens doivent se présenter au consulat général pour obtenir leurs passeports.

La mobilisation. — La mobilisation générale se poursuit avec hâte dans toute la Bulgarie; elle porte sur 28 classes et sera entièrement terminée le 25 septembre.

Tous les Bulgares sont astreints au service dans l'armée active et dans les diverses catégories de la réserve, de leur vingtième à leur quarante-sixième année. La mobilisation de 28 classes signifierait donc que toutes les réserves, ainsi que les recrues de cette année et de l'année prochaine, ont été appelées. Le contingent 1913 était de 38000 hommes.

Tous les bâtiments de guerre bulgares se sont réfugiés dans le petit golfe qui se trouve près de Varna et dont l'entrée a été protégée par des lignes de mines.

Toutes les succursales de la Banque nationale bulgare, notamment celles de Bourgas, Varna, Philippopoli, ont expédié leurs caisses et documents à Sofia.

La mise en état de défense des ports de la mer Noire et de la mer Egée s'effectue rapidement.

La *Gazette de Francfort* publie une dépêche de Budapest suivant laquelle M. Radoslavof, président du conseil bulgare, a exprimé ses regrets aux représentants de la Quadruple-Entente. Il aurait déclaré que la mobilisation n'est pas dirigée contre la Quadruple-Entente, mais qu'elle a été

nécessitée par la remise à Nich, par le Gouvernement serbe, au Ministre de Bulgarie, d'une note déclarant zone de guerre le territoire serbe à proximité de la frontière bulgare. M. Radoslavof affirme que la mobilisation signifie la neutralité armée.

États-Unis. — Les États-Unis et l'Allemagne. — Trois violations du droit des gens commises par la marine allemande préoccupent vivement l'opinion aux États-Unis, les torpillages de l'*Hesperian*, de l'*Arabic* et de la *Lusitania*.

Au sujet de l'*Hesperian*, coulé le 4 septembre, le bureau de la presse de Londres a communiqué la note suivante, le 15 septembre :

Des journaux ont publié dernièrement une déclaration officieuse de Berlin démentant que le vapeur *Hesperian* ait été coulé par un sous-marin allemand, parce que le 4 septembre, aucun d'eux ne se trouvait à l'endroit où l'accident s'est produit et qu'en outre une information de source anglaise tendait à prouver que le naufrage était dû à une mine.

Des preuves irréfutables existent que le sous-marin allemand se trouvait réellement à l'endroit où l'*Hesperian* fut attaqué et que des bâtiments ont été coulés, à la fois au nord et au sud de cet endroit, les 4 et 5 septembre.

L'explosion a été absolument identique à celles causées par les torpilles, ce qui, de plus, est prouvé par un gros fragment de torpille, maintenant entre les mains de l'Amirauté, fragment qui a été ramassé sur le pont du bâtiment avant le naufrage.

Au sujet de l'*Arabic*, M. de Jagow, secrétaire d'État à l'Office des affaires étrangères d'Allemagne, fait cette déclaration :

Les navires transportant des passagers ennemis ne seront pas attaqués sans avertissement, pourvu qu'ils respectent le Code maritime; ils ne seraient coulés que lorsque toutes les mesures auront été prises pour la sécurité des passagers et de l'équipage.

Des instructions très précises ont été données à ce sujet aux commandants des sous-marins allemands. Les navires marchands neutres, y compris les américains, n'auront pas à craindre une intervention des sous-marins, s'ils ne transportent pas de contrebande. Dans le cas contraire, ils seront détruits.

M. de Jagow exprime en outre l'espoir que les États-Unis ne s'opposeront pas à ce que la question de l'*Arabic* soit portée devant le tribunal de La Haye.

Sur le point de fait, la note déclare que le commandant du sous-marin a torpillé l'*Arabic* parce qu'il s'estimait en état de défense. Il n'y a pas lieu pour l'Allemagne de payer une indemnité même dans le cas où le commandant se serait trompé sur l'intention qu'il prêta à l'*Arabic* de l'attaquer.

En réalité, l'Allemagne s'efforce de réduire le débat aux proportions d'un cas particulier, alors que c'est le problème du droit des gens et des règles généralement admises dans la guerre sur mer qui se pose dans toute son ampleur, comme le président Wilson n'a cessé de l'affirmer.

Cette note est considérée comme inacceptable par toute la presse américaine non pro-germaine.

Après les conférences du 12 septembre, entre le président Wilson et M. Lansing d'une part, et entre M. Lansing et le comte Bernstorff d'autre part, la situation se présente comme suit :

1° M. Lansing a communiqué au comte Bernstorff les témoignages unanimes des officiers survivants de l'*Arabic*, lesquels déclarent tous que le paquebot poursuivait sa route paisiblement, lorsqu'il fut torpillé sans avertissement. M. Lansing a informé le comte Bernstorff que les États-Unis désiraient que l'Allemagne désavouât l'attaque de l'*Arabic* et accordât des réparations pour les pertes de vies américaines;

2° Le comte Bernstorff s'est engagé à envoyer copie de ces témoignages au Ministère des Affaires étrangères de Berlin qui n'en a pas eu connaissance jusqu'ici;

3° Les États-Unis, qui possèdent tous les renseignements relatifs à cette affaire, sont prêts à prendre une décision, mais leur action sera peut-être retardée pour attendre que le comte Bernstorff ait eu le temps de communiquer avec Berlin;

4° Les États-Unis, bien que ne consentant pas à accepter le principe de l'arbitrage pour ce qui concerne la sécurité des nationaux américains, acceptent l'assurance de l'Allemagne que les paquebots ne seront pas torpillés sans avertissement, et ils acceptent aussi, si l'Allemagne le désire, l'arbitrage pour ce qui concerne le montant de l'indemnité. Les États-Unis accepteraient peut-être aussi de soumettre à l'arbitrage la question d'établir si l'*Arabic* tenta en effet d'attaquer le sous-marin ou si son action justifia la croyance du commandant allemand qu'il allait être attaqué.

Les États-Unis et l'Autriche-Hongrie. — L'ambassadeur Dumba a maintenu son droit d'avertir les sujets autrichiens et hongrois des peines qu'ils encourraient dans leur pays s'ils aidaient à la fabrication des munitions pour les alliés. Il

assura qu'il n'avait jamais eu l'intention de commettre une violation de la loi américaine ou d'attenter à la neutralité. Le secrétaire d'État Lansing l'écouta dans un complet silence et s'abstint de tout commentaire. Le Président, qui a tous les documents en main et qui connaît tous les précédents diplomatiques en l'espèce, décidera, mais on ne prévoit pas une solution immédiate.

En réalité l'opinion générale aux États-Unis est que l'ambassade d'Autriche s'est prêtée à la propagation de mouvements grévistes. Elle s'est livrée à un assaut contre la dignité des États-Unis et a incité à la guerre civile. Elle a abusé de l'hospitalité américaine en prenant pour base la trahison à un point sans précédent dans les annales de la diplomatie. Le docteur Dumba peut trouver des raisons, officielles ou autres, pour prolonger son séjour à Washington, mais il est impossible qu'à l'avenir un Américain quelconque puisse le considérer comme ambassadeur acceptable près d'une puissance qui professe des sentiments amicaux. Pourquoi, dès lors, ne recevrait-il pas ses passeports et ne serait-il pas renvoyé chez lui?

Ce dernier a avoué avoir donné à Archibald, correspondant de guerre américain qui fut détenu dernièrement à Falmouth, où il était arrivé à bord du paquebot *Rotterdam*, une lettre adressée au baron Burian, dans laquelle il suggérait certaines mesures pour entraver la fabrication des munitions en Amérique pour les puissances de l'Entente.

M. Dumba déclare qu'il possédait le droit de proclamer la grève des ouvriers austro-hongrois travaillant l'acier dans les usines; il y a, en effet, quelques milliers d'Austro-Hongrois travaillant l'acier dont le travail actuel constitue un crime contre leur patrie. Son devoir est donc de faire son possible pour les empêcher de commettre ce crime, et le seul moyen de faire son devoir c'est de provoquer des grèves dans les usines où travaillent de tels ouvriers.

L'ensemble de la presse réclame qu'on remette ses passeports à l'ambassadeur, considérant que la protection de ses nationaux ne peut aller jusqu'à une ingérence dans la vie publique, économique ou politique du pays où il réside.

D'après les dernières informations, le Gouvernement de Washington a demandé le rappel du docteur Dumba.

Nouvelle note de l'Autriche. — Une nouvelle note de l'Autriche au Gouvernement des États-Unis en date du 26 sep-

tembre répète que l'exportation excessive des munitions pour les alliés constitue une violation de la neutralité.

Cette note dit que le fait de l'Allemagne et de l'Autriche d'avoir transporté des munitions durant la guerre du Transvaal ne peut pas être comparé au cas présent, car la Grande-Bretagne n'avait pas décrété le blocus commercial du Sud-Afrique.

Octobre 1915.

Dans les Balkans: Grèce. — Les premières manifestations de l'hostilité bulgare ont leur contrecoup immédiat en Grèce.

Les troupes franco-anglaises débarquent à Salonique. — Le ministre de France adresse à M. Venizelos la lettre suivante :

Par ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'annoncer à V. E. le débarquement à Salonique d'un premier détachement de troupes françaises et de déclarer en même temps que la France et l'Angleterre alliées de la Serbie envoient leurs troupes au secours de cette dernière pour maintenir leurs communications avec elle. Les deux puissances comptent sur la Grèce, qui n'a donné jusqu'à présent que des preuves d'amitiés, pour qu'elle ne s'oppose pas à la mesure prise dans l'intérêt de la Serbie à laquelle la Grèce est aussi alliée.

M. Venizelos a répondu :

En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de déclarer à V. E. que le Gouvernement royal, étant neutre dans la guerre européenne, ne peut autoriser l'action entreprise parce qu'elle porte à la neutralité de la Grèce un coup d'autant plus sérieux qu'elle a été entreprise par deux grandes nations belligérantes. Le Gouvernement hellénique éprouve le besoin de protester contre le passage de troupes étrangères à travers le territoire grec.

La raison que les troupes sont destinées uniquement à venir en aide aux Serbes alliés des Grecs ne change rien à la situation juridique du Gouvernement, car au point de vue balkanique également il ne saurait être porté un préjudice à la neutralité hellénique avant la réalisation du *casus fœderis* par le danger que court actuellement la Serbie et qui provoque l'envoi des troupes internationales de secours.

A la Chambre grecque. — La séance de la Chambre, le

4 octobre, commencée à 5 heures du soir, a duré toute la nuit et a pris fin à 5 heures du matin.

Interpellé sur la politique extérieure, M. Venizelos a exposé les vues du Gouvernement :

Je considère les obligations de l'alliance envers la Serbie comme toujours valables et je les respecterai tant que j'aurai l'honneur et la charge de gouverner le pays.

Pour la représentation nationale et pour le pays, il est impossible de juger exactement la situation sans connaitre les clauses du traité d'alliance.

Je viens de demander au Gouvernement de Serbie l'autorisation de publier le texte du traité. J'espère pouvoir en donner communication à la Chambre dans la prochaine séance.

Cependant, je puis informer la Chambre que, suivant le traité, les deux nations doivent se défendre mutuellement contre toute attaque d'un tiers.

Je considérerais la violation du traité d'alliance comme un acte déshonorant.

D'ailleurs, pour sa propre sauvegarde, la Grèce est tenue de respecter le traité gréco-serbe.

Je ne dis pas que nous devons nous battre contre l'Allemagne et l'Autriche, mais si la fatalité nous amène en face d'autres nations que la Bulgarie, nous ferons à nouveau ce que l'honneur commande.

Telle est la politique du Gouvernement, politique approuvée par la nation aux dernières élections.

Le président du Conseil affirme ensuite que l'écrasement de la Serbie signifierait l'écrasement de la Grèce. Il donne lecture des lettres échangées entre le ministre de France et le Gouvernement au sujet du débarquement de troupes alliées à Salonique, et conclut :

Il est inutile d'ajouter que le Gouvernement, outre la protestation qu'il a formulée, ne compte pas prendre de mesures matérielles pour s'opposer au passage de l'armée anglo-française qui accourt à l'aide de nos alliés serbes menacés par les Bulgares.

De telles mesures, dans les conjonctures que crée actuellement la guerre européenne dépasseraient celles que nous imposent les obligations de la neutralité appréciée avec bonne foi.

Indépendamment du point de vue de la neutralité, il est nécessaire d'examiner si le passage des troupes anglo-françaises par le territoire hellénique ne pourrait pas porter finalement préjudice aux intérêts de la Grèce. Cette crainte disparaît à la suite des déclarations officielles qui nous ont été faites et disant que les propositions de l'Entente à la Bulgarie relatives à des cessions

territoriales sont devenues caduques depuis la mobilisation bulgare.

Le scrutin est ensuite ouvert sur un ordre du jour de confiance; celui-ci est voté par 182 voix contre 102 et 13 abstentions. Parmi les abstentionnistes se trouvent les membres du cabinet.

La démission de M. Venizelos. — Athènes, 5 octobre, 23 h. 20. — Le cabinet Venizelos ne pouvant pas compter sur une majorité stable donne sa démission.

M. Zaïmis est nommé président du Conseil. Il s'explique, le 11, sur la situation internationale, et déclare que son Gouvernement pratiquera la neutralité armée.

M. Venizelos monte à la tribune :

L'évolution suivie par nos affaires politiques depuis sept mois, dit-il, montre que nous nous trouvons hors des bases de notre régime parlementaire. En effet, si on reconnaît encore à la souveraineté nationale le droit de gérer les questions intérieures de l'État, en ce qui concerne ses relations extérieures et l'orientation de sa politique nationale, nous nous trouvons devant une méconnaissance du vote et de la représentation nationale et du verdict prononcé par le peuple grec lors des élections (*applaudissements*); mais je ne m'arrêterai pas sur ce sujet.

La situation, comme j'ai eu l'honneur de la développer il y a huit jours à la Chambre, est la plus critique peut-être de toutes celles que la nation a dû envisager depuis la renaissance de la Grèce; l'apparition du nouveau cabinet devant la Chambre, après le vote que celle-ci a émis huit jours avant, fait que ce corps a cessé en réalité d'exister en tant que représentation de la souveraineté nationale.

Il n'est plus aujourd'hui qu'une simple réunion, un groupe, pourrai-je dire, de notables du peuple grec; néanmoins, messieurs, je crois remplir un devoir suprême envers la nation en développant toutes les hésitations et les craintes que je ressens pour le cas où la politique du Gouvernement s'éloignerait essentiellement des bases sur lesquelles repose mon point de vue politique.

Dans ses déclarations, le Gouvernement n'a pas parlé du traité d'alliance avec la Serbie. Je suis obligé, à mon tour, de ne pas toucher à cette question. Peut-on douter, même un instant, que la base de notre politique étrangère doit être le maintien à tout prix de l'équilibre établi par le traité de Bucarest? Pouvons-nous permettre l'écrasement de la Serbie par la Bulgarie, qui prendra ainsi une place prépondérante dans les Balkans? Nous savons que la Bulgarie dirige surtout ses revendications vers nos frontières,

parce que nos contrées de Macédoine sont plus riches que celles des autres peuples des Balkans.

Je demande donc, quand nous avons un pareil voisin, pouvons-nous croire que la guerre avec lui peut être évitée ? Poser la question est la résoudre ; par conséquent, devons-nous attendre que la Serbie soit écrasée pour que notre principal rival puisse nous écraser à notre tour, lorsque nous nous trouverons sans alliés, sans amis ?

Ce qui arrête ceux qui ne partagent pas mon opinion, c'est que la Bulgarie coopère actuellement avec les Austro-Allemands.

M. Venizelos reconnaît que dans certains cercles militaires grecs parmi les plus compétents, il est vrai, mais qui ont fait leurs études en Allemagne, on est pénétré de l'idée que l'issue de la guerre sera en faveur de ce pays :

Cependant, il n'est pas nécessaire d'être militaire pour juger la question dans ses grandes lignes et j'estime que, puisque malgré l'admirable organisation allemande, des résultats décisifs n'ont pu être obtenus dès le début, l'issue finale de la guerre est tout à fait incertaine pour le groupe auquel appartient le colosse allemand.

En effet, l'autre groupe européen puise ses forces en hommes et ses forces économiques à un réservoir doublement plus grand que celui où puise le groupe allemand. Plus le temps passe et plus le premier groupe a l'occasion de compléter sa préparation insuffisante du début.

M. Venizelos fait ressortir le concours que la Grèce pourrait donner aux puissances de l'Entente sur le théâtre oriental de la guerre, et les avantages qu'elle pourrait retirer, en participant au congrès de la paix, appuyée par les quatre grandes puissances :

Il est incontestable, dit-il, que les intérêts de la Grèce se trouvent aux côtés de l'Entente. La défaite du groupement dans lequel est la Bulgarie signifierait l'enterrement définitif des vues et des prétentions de la Bulgarie à l'hégémonie balkanique. Elle signifierait aussi l'extension de la Grèce dans la péninsule balkanique et en Asie Mineure.

On assure que l'Allemagne nous garantit notre intégrité et une petite extension dans l'Albanie méridionale. Une personne irresponsable me dit que l'on nous promettait aussi Monastir, le Dodécanèse et Chypre. Mais laissons les naïfs croire qu'un changement dans le *statu quo* insulaire serait possible contre la volonté des puissances qui possèdent la maitrise des mers.

Je serais fort heureux si, en suivant une autre politique que celle que je préconise, nous arrivions, non à prendre de nouvelles

îles, mais à préserver de tout danger celles qui nous appartiennent aujourd'hui.

Quand la Serbie aura disparu, quand la Bulgarie sera démesurément agrandie, quelle sera la situation de la Grèce? Nous aurons alors la guerre que nous voulons éviter et nous serons privés de nos alliés. Nous ne posséderons pas un seul ami!

M. Venizelos explique que, si le Gouvernement persistait à vouloir maintenir jusqu'à la fin une neutralité armée, même en déclarant cette neutralité bienveillante pour l'Entente, elle serait seulement profitable au groupe adverse. Par conséquent, il serait juste que ce service soit récompensé par des compensations analogues.

Une proclamation du roi Ferdinand. — Après avoir affirmé que la défaite de la Quadruple-Entente et la victoire austro-allemande sont certaines, le roi Ferdinand et ses ministres disent en substance :

Les puissances de l'Europe centrale nous ont promis une partie de la Serbie qui nous assurera une frontière commune avec la Hongrie, ce qui nous est absolument nécessaire pour être indépendants des Serbes que la folie a atteints. N'attachez pas foi aux promesses de la Quadruple-Entente, car l'Italie fait partie de cette coalition, l'Italie qui a rompu traîtreusement un traité qui la liait depuis trente-trois ans. Nous avons foi dans l'Allemagne, qui lutte contre le monde entier pour remplir les obligations du traité qui la lie à l'Autriche-Hongrie. La Bulgarie doit combattre aux côtés du vainqueur. Les Allemands et les Austro-Hongrois sont victorieux sur tous les fronts. Bientôt, la Russie sera entièrement à terre. Puis viendra le tour de la France, de l'Italie et de la Serbie. La Bulgarie commettrait un suicide si elle ne combattait pas aux côtés des puissances de l'Europe centrale, qui lui offrent la seule possibilité de réaliser l'union de toute la nation bulgare.

Le 15, le Tsar a adressé au peuple russe la proclamation suivante :

Nous faisons savoir à tous nos fidèles sujets la trahison de la Bulgarie à la cause slave.

Préparée avec perfidie, elle s'est accomplie, bien que paraissant impossible. Les troupes bulgares ont attaqué notre fidèle alliée la Serbie, ensanglantée par la lutte contre un ennemi plus fort.

La Russie et les grandes puissances, nos alliées, ont cherché à détourner le gouvernement de Ferdinand de Cobourg de ce pas fatal.

La réalisation des anciennes aspirations du peuple bulgare, l'annexion de la Macédoine était assurée à la Bulgarie par une

autre voie conforme aux intérêts du slavisme. Mais les calculs secrets inspirés par les Allemands et la haine fratricide des Serbes ont triomphé.

La Bulgarie, notre coreligionnaire, depuis peu affranchie de l'esclavage turc par le fraternel amour et le sang du peuple russe, s'est rangée ouvertement du côté des ennemis de la foi chrétienne, du slavisme et de la Russie.

Le peuple russe voit avec douleur la trahison de la Bulgarie, si rapprochée de lui jusqu'en ces derniers jours, et, le cœur saignant, tire son épée contre elle en remettant le sort des traîtres à la cause slave en la juste punition de Dieu.

Déclaration de Sir Edward Grey aux Communes. — Sir Edward Grey fait, le 14 octobre, cette déclaration sur les Balkans à la Chambre des Communes :

Au commencement, nous désirions que la guerre ne s'étendît pas, et, en commun avec nos alliés, nous avons assuré à la Turquie que, si elle restait neutre, elle et ses territoires, ne souffriraient pas. La situation a été modifiée par l'entrée de la Turquie dans la guerre, et toutes les obligations de la part des alliés ont alors cessé.

Nous avons concerté nos efforts pour obtenir une entente parmi les États balkaniques. Malheureusement, le sentiment des Balkans n'était pas l'union, mais la division. Il était clair que, seule, une victoire décisive des alliés nous aurait permis d'arriver à une politique d'union. On nous a fait entendre que, sauf en ce qui concerne la Thrace, les puissances centrales ont offert à la Bulgarie, pour obtenir sa neutralité, plus que les alliés ne pouvaient donner avec justice. Nous sommes restés en relations amicales avec la Roumanie, qui a favorisé la politique d'union balkanique.

Sir Edward Grey fait l'éloge de l'habileté et du courage avec lesquels la Serbie a fait face à ses ennemis et les a chassés de son territoire. Cette habileté et ce courage, dit-il, constituent une page saillante de l'histoire de la guerre. La Serbie subit aujourd'hui une nouvelle crise. L'entrée en ligne de la Bulgarie modifie considérablement la situation.

Sir Edward Grey ajoute qu'il est maintenant clair que les intérêts de la Serbie et de la Grèce ne font qu'un. A la longue, la Grèce et la Serbie doivent rester debout ou tomber ensemble.

Ce n'est qu'en passant sur le territoire grec que l'on peut faire parvenir des secours à la Serbie, et la réception faite aux troupes alliées prouve suffisamment que ces secours sont les bienvenus. Etant donné le traité gréco-serbe, la Grèce ne pouvait pas avoir une autre attitude à l'égard des secours

envoyés à la Serbie. En passant par son territoire pour toutes les mesures prises, nous avons agi en coopération la plus étroite avec la France, et la coopération des troupes russes nous est promise, aussitôt que ces troupes seront disponibles.

Les mesures militaires appropriées aux besoins de la nouvelle situation font, de façon continue, l'objet de l'attention des autorités militaires des alliés. Elles seront prises en étroit accord entre eux.

Sir Ed. Grey termine ainsi :

Il ne m'appartient pas de faire connaître au public les projets militaires. Je peux seulement dire qu'ils me paraissent reposer sur les principes d'une stratégie bien comprise. La Serbie combat pour son existence nationale, et la lutte est pour elle aujourd'hui intense et aiguë, mais sur quelque front que des combats aient lieu, la lutte et son issue sont indivisibles.

La Grèce entre ses intérêts et son roi. — Enfin, le 20 octobre, le Gouvernement britannique a offert officiellement au roi de Grèce l'île de Chypre, laquelle serait remise immédiatement au Gouvernement hellène, si les Grecs consentent à entrer en campagne aux côtés des puissances de l'Entente.

La compensation offerte par l'Angleterre donnerait satisfaction à l'une des principales revendications helléniques. L'île de Chypre est colonie anglaise depuis 1878. Elle compte près de 300 000 habitants, presque tous Grecs, et elle constituerait la première étape vers la domination de ses territoires hellènes de l'Asie Mineure que la Grèce espère s'assurer un jour. Sa possession a été désirée par le peuple grec presque aussi ardemment que celle de la Crète.

Les intrigues bulgaro-turques. — Les ministres de Bulgarie et de Turquie ont eu, le 26 octobre, des conversations avec M. Zaïmis. Ils lui ont fait entendre que la présence des troupes étrangères en Macédoine portait atteinte à la neutralité de la Grèce et mettait dans une situation difficile les troupes bulgares opérant en Macédoine.

M. Zaïmis a rappelé la protestation que la Grèce a adressée aux puissances dès le premier débarquement des alliés.

Après cette réponse du Gouvernement grec, la question n'a plus été débattue. Il est cependant probable que les Gouvernements bulgare et turc reviendront sur ce sujet aussitôt que les troupes auront évacué la Macédoine.

CHAPITRE II

EN FRANCE

Août 1915.

Échange de télégrammes entre George V et M. Poincaré. — Le Président de la République a reçu de S. M. le roi d'Angleterre le télégramme suivant :

Monsieur le président de la République Française,

Londres, 4 août 1915.

A l'occasion de l'anniversaire du jour où mon pays a été forcé de prendre les armes contre la puissance qui a préféré la guerre à la Conférence et qui a violé de la façon la plus flagrante les traités qu'elle avait signés, Je désire vous exprimer ma ferme conviction que nos efforts unis conduiront au succès, et vous assurer de ma coopération indéfectible et de ma détermination, ainsi que de celle de mon pays, de poursuivre la guerre avec vos vaillantes armées, jusqu'à ce qu'elle puisse se terminer à notre satisfaction et que la paix puisse être garantie.

GEORGE R. I.

Le Président de la République a répondu en ces termes :

Sa Majesté le roi George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes. — Londres.

Paris, 4 août 1915.

Je remercie Votre Majesté des assurances qu'Elle veut bien me donner. La France aborde la seconde année de guerre avec la même résolution et la même confiance que l'Angleterre. Elle est déterminée à ne pas déposer les armes avant que la victoire ait couronné ses drapeaux et ceux de ses vaillants alliés et avant que nos ennemis abattus aient cessé d'être une menace pour la paix du monde.

Au Sénat. — L'Émission des Bons du Trésor et des Obligations de la Défense. La question du change. — Le 5 août, le rapporteur général de la Commission du budget ayant demandé au Ministre quel était le montant des Bons du

Trésor placés au mois de juillet et s'il n'y avait pas moyen de mettre un terme à certaines manœuvres de spéculation qui tendent à la baisse du change français, M. Ribot a fait la réponse suivante :

Messieurs, je réponds tout de suite à la dernière question que m'a posée l'honorable rapporteur général de la commission des finances : n'y a-t-il pas un moyen d'empêcher la spéculation de s'exercer en matière de change ?

Je crains qu'il n'y en ait pas de tout à fait efficace. Nous avons pris toutes les précautions qu'il était possible de prendre. Les banquiers se sont réunis ; ils ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de monopoliser le change, que c'était d'ailleurs, pratiquement impossible, — les essais de monopolisation tentés dans d'autres pays ont échoué, — mais qu'ils devaient prendre l'engagement de ne fournir le change qu'à ceux qui justifieraient de causes légitimes, c'est-à-dire à ceux qui auraient des traites commerciales à payer et qui ne feraient pas de placements à l'étranger, ni de spéculations.

Tous les banquiers ont pris cet engagement et l'exécutent. Seulement, en matière de change, on est toujours deux : la France et l'Angleterre ou la France et les États-Unis. Il y a toujours deux marchés qui se correspondent et, si l'on refuse le change en France, on va le chercher en Angleterre et alors la baisse du change se produit en Angleterre contre nous, et elle se produit d'autant plus grande qu'on crée plus d'entraves en France à la négociation libre du change. Les étrangers jugent la situation d'un pays quelconque par leur propre marché et non par celui de ce pays.

Il ne faut donc pas se faire d'illusion : il n'y a que deux procédés pour ramener le change au taux normal : c'est exporter, si on le peut, des marchandises ou envoyer de l'or, ou bien se procurer du crédit.

Il ne dépend pas de nous d'obtenir du crédit tel que nous le voudrions. Nous nous en sommes assuré un très large tout au moins en ce qui concerne les dettes de l'Etat.

Depuis plusieurs mois, le Gouvernement ne pèse pas sur le change. Il a ses propres disponibilités ; il en use ; elles sont assurées pour de longs mois.

Si nous pouvons faire un emprunt, soit seuls, soit avec des alliés, nous ne manquerons pas de le faire, j'en puis donner l'assurance à mon honorable ami M. le rapporteur général.

A la Chambre des députés. — Le 14 août, à propos de la création de deux nouveaux sous-secrétaires d'État à la Guerre (intendance et santé) un débat s'est engagé à la Chambre.

Le 21, M. Millerand, Ministre de la Guerre, prend la parole en ces termes :

Voici huit jours qu'à propos des crédits additionnels pour les deux sous-secrétariats d'Etat, certains de nos collègues ont, pour reprendre l'expression de l'un d'eux, institué à cette tribune et même, je crois, ailleurs, le procès du Ministre de la Guerre.

Si je les ai bien compris — et je voudrais être sûr de les avoir bien compris — le procès pourrait se résumer à peu près en ces termes : depuis que j'ai le lourd honneur de diriger l'administration de la guerre, on pourrait le caractériser par ces traits : la négligence, l'inertie, l'incurie. On ne saurait d'ailleurs s'en étonner si l'on remarque que, de parti pris, le Ministre de la Guerre couvre ses collaborateurs et qu'il se refuse systématiquement, quelles que soient leurs erreurs ou leurs fautes, à prendre contre eux aucune sanction. Je ne serais pas seulement le prisonnier de mes bureaux, j'aurais — et tout à l'heure encore cette idée était exprimée par l'un des orateurs — j'aurais abdiqué devant le haut commandement l'exercice de mes prérogatives et de mes droits. Enfin — on l'a dit assez clairement à cette tribune — pour achever le tableau, je serais l'ennemi du contrôle parlementaire. Tels sont les griefs dirigés contre le Ministre de la Guerre.

On ne m'accusera, je pense, ni d'en avoir altéré le sens, ni d'en avoir affaibli la force.

Je vais y répondre. Je le ferai avec une extrême modération, avec aussi la fermeté nécessaire, sans rien dire, soyez-en sûrs, qui soit de nature ni à exciter les passions, ni à soulever de légitimes susceptibilités.

Pour garder la sérénité qui convient, je n'ai qu'à avoir présente devant les yeux, comme on nous y invitait l'autre jour, la pensée, qui ne me quitte pas, de ceux qui, en ce moment, luttent, souffrent et meurent pour nous. (*Applaudissements sur les bancs de la gauche radicale, des républicains de gauche et sur divers bancs.*)

Le Ministre aborde ensuite la question des munitions, des poudres, des approvisionnements :

Je n'ai aujourd'hui, à la date où je parle, qu'un mot à ajouter. La confiance que je manifestais a été plus que justifiée par l'événement. Nous pouvons maintenant parler comme d'un mauvais rêve de cette crise tragique des munitions de 75. Toutes les promesses faites sont tenues pour le matériel.

Sur les bancs du parti socialiste. — Grâce à M. Albert Thomas, pas à vous ! (*Protestation sur les bancs de la Fédération républicaine.*)

Un membre a gauche. — Grâce à la commission !

Le Ministre de la Guerre. — Notre service des poudres, en collaboration étroite avec nos industriels, continue de réaliser les tours de force dont j'ai déjà parlé. Quelque temps après avoir

pris possession de ses services et après en avoir fait le tour, mon collaborateur et ami, M. Joseph Thierry, me renouvelait l'assurance, déjà reçue des directeurs qui l'avaient précédé, qu'au point de vue de nos approvisionnements, tant en habillement qu'en vivres, nous n'avions pas d'inquiétude à concevoir.

Assurément, les besoins des armées croissent sans cesse, et surtout il s'en révèle chaque jour de nouveaux. A aucun moment notre vigi ance, notre sollicitude ne doivent s'endormir. Il serait fou, il serait criminel de nous tenir pour satisfaits des résultats acquis. Toujours davantage, toujours mieux, telle doit être notre règle.

Nous avons cependant le droit de constater d abord que nous n'en serions pas au point où nous en sommes si, dès le début des hostilités, tous les services du Ministère de la Guerre ne s'étaient attelés à leur écrasante besogne de toute leur énergie. (*Exclamations sur les bancs du parti socialiste. — Applaudissements sur les bancs de la Fédération républicaine et de l'Action libérale.*)

M. Franklin-Bouillon. — Alors pourquoi avez-vous renvoyé le général Baquet?

Le Ministre de la Guerre. — Messieurs, je suis tout à fait décidé à n'entendre aucune interruption.... (*Bruit sur les bancs du parti socialiste*) et à laisser à ce débat le caractère que, je crois, nous devrions tous être unanimes à vouloir lui conserver. (*Très bien! Très bien! sur divers bancs. — Mouvements divers sur les bancs du parti socialiste.*)

Sur les bancs du parti socialiste. — Nous ne pouvons pas laisser dire de pareilles choses!

Le Président. — Vous répondrez; maintenant veuillez garder le silence.

Le Ministre de la Guerre. — La dernière constatation que je veux faire, c'est que le présent justifie la confiance dans l'avenir.

M. Albert Fabre. — Mais pas en vous. (*Exclamations et bruit.*)

Le Président. — Je vous prie, monsieur Fabre, de respecter le droit de l'Assemblée et aussi celui de l'orateur. (*Très bien! Très bien !*)

Le Ministre expose que la guerre trouva notre service de santé en pleine transformation, par suite de la mise en vigueur du nouveau règlement de 1910, supérieur d'ailleurs à celui qu'il remplaçait. Il y eut des erreurs au début; elles sont réparées ou en voie de réparation. Une des erreurs les plus considérables fut l'affectation des médecins à d'autres emplois qu'à ceux où leur compétence se fût le plus utilement exercée. « Sur les 14 500 ou 15 000 médecins dont on avait besoin, il n'y en avait guère qu'un dixième qui fussent du cadre actif. »

Mais il a été remédié à cette situation. De même, la relève des officiers du service de santé va être assurée dans de meilleures conditions.

Puis le Ministre, au milieu d'une attention profonde d'abord, qui, en un clin d'œil, se transforme en des mouvements prolongés où s'entre-croisent les interruptions, aborde la question du haut commandement :

Messieurs, lorsqu'un pays a la bonne fortune d'avoir à la tête de ses armées un officier général.... (*Vives interruptions sur les bancs des partis socialistes et sur les bancs du parti républicain radical et radical-socialiste.*)

M. Simyan. — Allons-nous discuter le haut commandement ici? (*Mouvements divers.*)

Le Président. — Vous avez demandé des explications; permettez au moins qu'on les produise librement.

M. Victor Dalbiez. — Je répète que nous désirons tout entendre. (*Applaudissements sur les bancs des partis socialistes, du parti radical-socialiste et du parti radical. — Exclamations ironiques sur les bancs des droites et de l'Action libérale.*)

Le Président. — Je vous demande à tous, messieurs, de respecter d'abord la liberté de discussion qui est le principe même de la République. (*Vifs applaudissements.*)

La parole est à M. le Ministre de la Guerre. Je vous supplie de ne plus l'interrompre.

Le Ministre de la Guerre. — Répondant à un grief qui a été apporté à cette tribune même il n'y a pas une heure, je disais que lorsqu'un pays a la bonne fortune d'avoir à la tête de ses armées un officier général d'un loyalisme absolu.... (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

M. Simyan. — C'est le général Joffre que nous applaudissons ! (*Applaudissements.*)

M. Jules Cels. — Jamais personne ne l'a attaqué. C'est une diversion. (*Mouvements divers.*)

Le Président. — Veuillez ne pas interrompre.

M. Jules Delahaye. — On les voit ceux qui veulent tout entendre! Les Boches seront contents.

M. Georges Boussenot. — Je demande la parole.

Le Ministre de la Guerre — ... un officier général, dis-je, qui, en possession de la confiance du pays et de l'armée (*Applaudissements*), a su s'imposer au respect et à l'admiration de l'ennemi lui-même....

M. Jules Cels. — Mais personne ne le discute!

Le Ministre de la Guerre — ... c'est pour le Ministre de la Guerre un devoir particulièrement étroit de ne rien négliger pour que les relations de tous les jours, de toutes les heures, qui l'unissent au général en chef, soient non seulement confiantes, mais absolument cordiales. (*Applaudissements.*)

Cela m'a été d'autant plus aisé que j'avais déjà eu au ministère comme premier collaborateur le général Joffre et que j'avais appris à l'apprécier. Ces relations m'ont rendu plus aisé, loin d'y apporter un obstacle, l'exercice de l'autorité et du contrôle auxquels je ne saurais renoncer sans méconnaître le premier de mes devoirs.

Mais, messieurs, entendons-nous. N'est-ce pas hier qu'on me demandait compte d'un changement dans le commandement des armées ?...

Sur les bancs du parti radical et radical-socialiste. — Qui a dit cela?

Le Ministre de la Guerre — ... auquel je serais coupable de ne m'être pas opposé. (*Exclamations et bruit sur les bancs des partis socialistes et du parti républicain radical et radical-socialiste.*)

Le Président. — Messieurs, vous ne pouvez pas avoir la prétention de conduire la discussion de l'orateur qui est à la tribune. Ecoutez-le.

Le Ministre de la Guerre — ... et à propos duquel on ne craignait pas de jeter dans le débat des raisons politiques, sans paraître s'apercevoir qu'on créait ainsi le plus redoutable des précédents en s'autorisant, et en temps de guerre! à juger des chefs sur d'autres titres que sur leurs titres militaires. (*Vives interruptions sur les bancs du parti républicain radical et radical-socialiste.*)

M. Simyan. — Personne ici n'a prononcé de pareilles paroles. (*Mouvements divers.*)

Le Ministre de la Guerre. — Je vous renvoie, mon cher collègue, au compte rendu sténographique de la dernière séance. (*Interruptions sur les bancs du parti socialiste et du parti radical et radical-socialiste.*)

Le Président. — Je prie nos collègues de garder le silence.

M. Dalbiez. — Vous comprenez notre émotion, monsieur le président. (*Très bien! Très bien! sur les bancs du parti socialiste et du parti républicain radical et radical-socialiste.*)

Plusieurs membres sur les bancs du parti socialiste. — C'est une provocation!

Le Président. — Je comprends aussi le devoir que vous m'avez imposé, mes chers collègues, et que je tâche de remplir. (*Applaudissements.*)

M. Dalbiez. — Nous ne disons rien, nous sommes émus seulement.

Le Ministre de la Guerre. — Mon attitude vis-à-vis du haut commandement, il me suffira, pour la définir, de lire trois lignes que je m'excuse de citer, parce qu'elles sont de moi, mais que je suis heureux pourtant de pouvoir invoquer parce qu'elles n'ont pas été écrites pour les besoins de la cause. Elles datent de 1912.

Ministre de la guerre, à la tribune du Sénat, je répondais au regretté Maxime Lecomte, à propos de l'organisation légale de la défense nationale, et voici en quels termes je m'expliquais :

« *Ce que je tiens à déclarer, parce que cette idée résume et commande tout ce qui a été envisagé en vue de la mobilisation, c'est qu'à ce moment-là tout, absolument tout, devra être subordonné à l'unique pensée qui sera celle de l'unanimité des Français :* « *A tout prix et par tous les moyens, nous assurer la victoire* », *et pour l'obtenir, laisser à l'autorité militaire, chargée et responsable des opérations de guerre, sa pleine et entière liberté d'action.* » (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Laisser à l'autorité militaire sa pleine et entière liberté d'action, cela n'implique en aucune manière la suppression du contrôle parlementaire.

J'ose dire, messieurs, qu'il est ridicule de prétendre suspecter à cet égard les sentiments d'un républicain qui, dans une carrière déjà longue, n'a jamais séparé la République du régime parlementaire et qui toujours, à son poste modeste, a été au premier rang de ceux qui luttaient contre les tentatives de pouvoir personnel.

Je suis en plein accord avec les déclarations réitérées de M. le président du conseil, pour estimer que le contrôle parlementaire doit, dans l'intérêt du pays, pouvoir s'exercer aussi largement que possible : lorsque seront connues les correspondances échangées à ce sujet entre le Ministre de la Guerre et le grand quartier général, on verra que je n'ai cessé de tâcher d'élargir les facilités de contrôle en conciliant les nécessités de l'action militaire avec l'accomplissement des devoirs parlementaires.

Une autre condition m'a paru s'imposer : c'est qu'à aucun moment aucune confusion ne fût possible à l'armée entre le pouvoir parlementaire, que vous représentez, et l'autorité militaire. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Les instructions qui ont été arrêtées d'accord avec certaines des commissions parlementaires et avec le Gouvernement, soit en vue de permettre aux délégués des commissions de remplir leur devoir, soit en vue de faciliter la circulation individuelle des parlementaires, s'inspirent de ces préoccupations. Tout l'esprit qui les anime est résumé dans ces quelques lignes, que je contresigne bien volontiers :

« *En guerre, les autorités et les responsabilités ne peuvent pas être partagées. Chaque chef militaire contrôle les actes de ses inférieurs et est lui-même responsable de ses actes devant les chefs hiérarchiques. Le général commandant en chef est responsable devant le Gouvernement, qui peut le relever, s'il n'approuve pas ses actes.*

« *Il ne peut y avoir d'autre contrôle pendant l'action.* »

Je ne connais rien de plus net, de plus juste et de plus fort que cette formule du général Joffre. Qu'est-ce à dire, sinon que comme tous les citoyens, les pouvoirs publics doivent savoir en temps de guerre s'imposer une discipline volontaire, qui laisse à

l'autorité militaire, chargée et responsable des opérations, la liberté indispensable à leur réussite? (*Très bien! Très bien!*)

Cette discipline, voici un an passé que nous en donnons, que vous en donnez l'exemple.

Nos alliés comptent sur notre sagesse; nos ennemis n'ont d'espoir qu'en nos divisions. (*Applaudissements au centre, à droite et plusieurs autres bancs. — Mouvements divers.*)

Nous ne tromperons pas, j'en ai la certitude, la confiance de nos alliés. Jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale, nous demeurerons sages et unis. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

La proposition de comité secret. — Le 27 août, le président du Conseil a fait à la Chambre ces déclarations :

Il y a quelques mois, un accord tacite était intervenu pour raréfier les séances publiques et faire refluer le travail dans les commissions.

Nous avons apporté aux commissions des explications qui ont donné lieu à des rapports, puis à des contre-rapports; puis les commissions ont voulu contrôler sur place et, il y a un mois, le Ministre de la Guerre, d'accord avec les commissions, réglait les conditions de ce contrôle : liberté illimitée dans la zone de l'intérieur et liberté qui se rétrécit et s'amincit à mesure que le contrôle se rapproche du front, dans la zone des opérations militaires, où aucun député ou sénateur n'a jamais voulu s'immiscer.

Des députés se sont émus de n'être pas assez renseignés, mais les commissions ne sont pas élues au hasard, elles sont représentatives de tous les partis. Néanmoins, nous avions pensé, dans l'élan de notre bonne foi, à une procédure qui était la réunion plénière des commissions.

Des obstacles matériels se sont élevés contre cette proposition et il a été parlé ici d'une procédure réglée par l'article 54 du règlement; il s'agit de la possibilité pour la Chambre de se réunir en comité secret.

Le Gouvernement a apporté aux commissions tous les renseignements qu'il détenait; il ne pourrait en apporter un document de plus. Il n'a aucune qualité pour recommander ou déconseiller cette procédure, dont la Chambre est juge dans sa souveraineté.

Si la Chambre la croit indispensable, le Gouvernement ne peut se refuser à lui donner les renseignements qu'il a d'ailleurs versés à pleines mains dans les archives des commissions.

Oui, des fautes ont été commises par suite d'improvisations hâtives; je voudrais cependant en finir avec une légende.

La République française a été attachée à la paix, elle a fait à la paix de lourds sacrifices.

La France, sans rien oublier, a porté, pendant 45 ans, à son

flanc le poids d'une horrible blessure. Tout en se consacrant à des œuvres de paix, qui sont son essence, la République a pourvu militairement à sa propre défense. Je n'en veux d'autre preuve que cette parole de ce généralissime vers lequel se portait à la dernière séance, vos acclamations.

La République peut être fière des armées qu'elle a préparées. Elle a aménagé son armée à l'image des idées modernes. Elle lui a donné la puissance matérielle du nombre et la puissance morale de l'égalité, le culte de la justice, la haine de l'oppression.

Tous les enfants de la France, au jour du danger, se sont réconciliés sous ces hautes idées sans lesquelles il n'y a, sur les champs de bataille, que des mercenaires et non plus des hommes libres.

Je sais que les journaux allemands parlent de vos divisions. Il y a des divergences de pensée et de parole qui sont l'accompagnement de la liberté et la suite des traditions de la Révolution française.

Il y aurait une division fatale s'il y avait, dans quelque coin de la France une collectivité, si petite soit-elle, qui songerait à une paix prématurée. Je ne connais que des Français d'accord sur le but, prêts à renouveler le serment que nous ne cesserons la lutte qu'après avoir assuré le triomphe du droit; après avoir empêché le retour de pareils crimes, après avoir restauré dans son intégrité territoriale l'héroïque Belgique, après avoir repris notre Alsace et notre Lorraine.

Nos adversaires avaient cru notre pays miné par des divisions irréconciliables; ils ont vu tous les hommes de tous les partis, de toutes les confessions, accomplir leur devoir militaire et leur devoir humain : leur devoir militaire en courant à la frontière, leur devoir humain en se levant pour le droit et pour la liberté.

Ils verront un Parlement couvrant de son respect son armée héroïque, l'entourant de sa sollicitude, depuis les soldats jusqu'aux chefs suprêmes qui doivent et qui ne demandent qu'à rester en dehors de la politique.

Quant à nous, est-il donc si difficile de régler les rapports du Gouvernement et du Parlement?

Le Parlement puise dans la souveraineté nationale un droit de contrôle; il l'a pleinement exercé. Dans la même souveraineté nationale, le Gouvernement puise son autorité. A qui la demander si ce n'est à vous?

Mais, à l'heure où nous sommes, il faut que le Parlement témoigne sa confiance au Gouvernement, non par un ordre du jour qui passe, mais par l'adhésion permanente des cœurs et des esprits.

C'est au Parlement à nous donner la force nécessaire. Il faut nous garder ou nous renverser; pas de demi-mesure. Je vous convie à cette conciliation nécessaire pour conduire le pays à la

victoire; et je terminerai par cette parole : Continuons à penser au pays et tout nous sera léger.

Après le vote de l'affichage de ce discours, M. Accambray est venu présenter des observations. M. Varenne vint soutenir l'idée de la réunion du comité secret, que combattent MM. Paul Beauregard et Denys Cochin.

Finalement les crédits relatifs aux sous-secrétariats d'État à la Guerre (intendance et services sanitaires) sont votés par 539 voix contre 1.

La proposition de résolution de M. Varenne relative au comité secret est alors renvoyée aux commissions du budget et de l'armée pour examen, et la Chambre s'ajourne au 16 septembre.

La question de l'or. — M. Jules Roche écrit :

Le pays le plus riche en or est la France, — les États-Unis seuls l'emportent, sensiblement; — après nous, c'est la Russie; l'Allemagne ne vient qu'au troisième rang en Europe, au quatrième dans le monde. Mais l'essentiel à considérer c'est le groupement tel qu'on l'a vu dans le tableau, c'est-à-dire que nos ennemis ensemble possèdent à peine 7 milliards d'or.

Augmentez, si on veut, ce total, il ne saurait dépasser 8 milliards.

Du côté des Alliés, au contraire, le total dépasse certainement 18 milliards, arrive peut-être à 19; soit, en tout cas, un surplus d'or supérieur à 10 milliards chez les Alliés ; soit un total plus du double, de beaucoup, que celui de nos ennemis ensemble.

Tel est le fait capital, certain, qui se dégage des documents officiels divers les plus autorisés.

Dira-t-on qu'il n'y a rien d'étonnant à cela, à cause de la supériorité de la population des Etats alliés?

A ce point de vue, le calcul n'est pas moins décisif.

La population totale de nos trois ennemis s'élève à 150 millions d'habitants en chiffres ronds; celle des Alliés peut être évaluée à 280 millions d'habitants; calculez la répartition de l'or par tête; elle apparaît à 47 francs par tête pour les Austro-Allemands-Turcs, — mais à près de 67 francs par tête pour les Alliés, — soit 20 francs de plus par tête, représentant 42 pour 100 de plus, ce qui est encore une supériorité énorme!

Mais l'empressement des Français détenteurs d'or à mettre le métal jaune à la disposition du Gouvernement n'en est pas moins intelligemment patriotique. La supériorité dont parle M. Jules Roche diminue forcément d'une façon sensible par suite de nos achats de munitions de guerre à l'étranger.

M. Raphaël-Georges Lévy dit à ce sujet :

Chacun sait que le Gouvernement a aujourd'hui d'énormes achats à faire pour des besoins militaires, tant en France qu'au delà de nos frontières. Pour les premiers, il se sert de billets; pour les seconds, il doit faire des remises au dehors, c'est-à-dire, trouver de la monnaie étrangère. Il reçoit des billets de la Banque elle-même qui lui a consenti des avances, des contribuables qui acquittent leurs impôts; des souscripteurs aux Bons et aux Obligations 5 o/o de la Défense nationale. Ces billets sont ensuite remis en circulation par le Trésor, qui agit comme une pompe aspirante et foulante : il reçoit des milliards et les reverse ensuite dans la circulation : il paie aux agriculteurs leur blé et leur bétail, aux industriels les munitions, les armes, les approvisionnements qu'il leur commande, aux commerçants les marchandises qu'ils mettent à sa disposition.

Ces billets portent directement la signature de la Banque de France, qui est la meilleure du monde, indirectement celle de la nation française, qui représente la communauté économique la plus solide qui soit. Ce papier n'a donc pas besoin d'autre chose pour inspirer la confiance la plus absolue. Mais il n'en est pas moins désirable que la présence réelle du métal jaune, qui, dans l'univers civilisé, sert de base à la monnaie, atteste d'une façon tangible en quelque sorte, l'équivalence entre le papier et l'or. Tous les peuples le désirent; il est bon que, sur ce domaine comme sur d'autres, nous soyons au premier rang.

La situation agricole au 1er août 1915. — Le Ministère de l'Agriculture publie les renseignements suivants :

Les conditions climatériques de juillet ont été moins favorables à l'agriculture que celles du mois précédent. Les pluies et les orages ont été fréquents, et tout en ayant eu, en général, des effets heureux sur le développement végétatif proprement dit, ils ont rendu difficiles la fin de la fenaison et la moisson. Il n'est guère possible de déterminer, à l'heure présente, en raison même de l'irrégularité de la production, quel sera le rendement des céréales; on est en général satisfait dans les régions de grande culture; la qualité du grain sera bonne. Les plantes sarclées, les cultures fourragères et les prairies sont presque partout en situation excellente. Toutefois, un certain nombre de cultures de pommes de terre ont été éprouvées, souvent même fortement dans quelques régions, par le mildiou. Il en est de même de la vigne dont la production ne sera pas, en raison des maladies cryptogamiques et des dégâts causés par les insectes, celle que l'on avait espérée. Les fruits à cidre sont, par contre, abondants.

Le commerce extérieur de la France en août 1915. — L'Imprimerie nationale vient de mettre sous presse le volume

des documents statistiques publiés par l'administration des douanes sur le commerce extérieur de la France pendant les huit premiers mois de l'année 1915.

Les renseignements suivants, extraits de ce volume, donnent la valeur comparée des marchandises importées et exportées durant les huit premiers mois des années 1915 et 1914.

	HUIT 1er mois 1915	HUIT 1er mois 1914	DIFFÉRENCES pour 1915
Importations.			
Objets d'alimentation.	1.538.722.000	1.224.449.000	+ 314.273.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.996.422.000	3.048.959.000	— 1.052.357.000
Objets fabriqués. . .	1.576.552.000	959.472.000	+ 617.080.000
Totaux. . .	5.111.696.000	5.232.880.000	— 121.184.000
Exportations.			
Objets d'alimentation.	368.575.000	461.426.000	— 92.851.000
Matières nécessaires à l'industrie	414.519.000	1.147.499.000	— 732.980.000
Objets fabriqués. . .	1.036.727.000	2.166.676.000	— 1.129.949.000
Colis postaux (1). . .	105.368.000	318.769.000	— 213.401.000
Totaux. . .	1.925.189.000	4.094.370.000	— 2.169.181.000

(1) Dont 4 313 000 francs pour les colis postaux contenant des tissus de soie. Le chiffre correspondant de 1914 a été de 23 407 000 francs.

En ce qui concerne la comparaison relative aux mois d'août 1914 et 1915, c'est-à-dire entre le premier et le treizième mois de guerre, les résultats en sont résumés dans le tableau ci-dessous :

IMPORTATIONS

Objets d'alimentation.	Fr.	+	217.880.000
Matières nécessaires à l'industrie.		+	159.829.000
Objets fabriqués		+	220.862.000
Différence pour 1915. . . .	Fr.	+	598.571.000

EXPORTATIONS

Objets d'alimentation	Fr.	+	2.541.000
Matières nécessaires à l'industrie.		+	11.506.000
Objets fabriqués.		+	2.311.000
Colis postaux		—	30.871.000
Différence pour 1915. . . .	Fr.	—	14.513.000

Il suffit de lire avec un peu d'attention les chiffres précédents pour se rendre compte des modifications subies par le commerce extérieur depuis le premier mois de guerre.

Les importations ont progressé énormément (600 millions en chiffre rond de plus en août 1915 qu'en août 1914), et ce résultat, qui montre l'importance du tribut que nous devons payer à l'étranger, aussi bien pour les produits agricoles que pour les matières premières ou les objets fabriqués, n'est pas de ceux dont il faille se féliciter pleinement.

Quant à nos exportations, elles sont restées à peu près stationnaires.

La liquidation à la Bourse. — Le *Journal Officiel* publie le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les intérêts moratoires dus à raison des opérations à terme effectuées dans les bourses de valeurs et dont le règlement a été ajourné seront exigibles à partir du 2 octobre prochain.

ART. 2. — Les différences dues à la suite de la liquidation qui aura lieu à la fin du présent mois, seront payables, savoir :

10 o/o le jour des règlements de ladite liquidation et 10 o/o les jours des règlements des liquidations de fin octobre 1915 à fin juin 1916.

Quant aux différences qui seront dues à la suite des liquidations postérieures à celles de la fin de septembre, elles seront exigibles lors de ces liquidations, conformément aux règlements en vigueur.

ART. 3. — Les débiteurs pourront conformément à l'article 1244, paragraphe 2 du Code civil, obtenir des délais supplémentaires. Le président du Tribunal civil statuera par ordonnance de référé, exécutoire nonobstant appel.

ART. 4. — Les sommes dues de la fin d'octobre 1915 à la fin de juin 1916, ainsi que celles pour lesquelles des délais supplémentaires auront été accordés par le président du Tribunal civil, seront augmentées d'intérêts moratoires à raison de 6 o/o par an.

ART. 5. — Les dispositions de l'article 69 du décret du 7 octobre 1890 seront applicables aux débiteurs qui n'auront pas rempli les obligations résultant des articles ci-dessus.

ART. 6. — Sont suspendues provisoirement toutes demandes en paiement à l'égard des débiteurs présents sous les drapeaux ou habitant des portions du territoire envahi.

ART. 7. — Sous réserve des dispositions ci-dessus concernant le paiement des intérêts moratoires et les différences, demeurent provisoirement suspendues, sauf à l'égard des sujets des nations ennemies, toutes demandes en paiement et toutes actions judiciaires relatives aux ventes et achats antérieurs à la publication

du présent décret, de rentes, fonds d'Etat et autres valeurs mobilières, ainsi qu'aux opérations s'y rattachant.

Septembre 1915.

Le voyage de M. Poincaré. — Le Président de la République, accompagné de M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'État des munitions, a quitté Paris pour aller visiter, à Lyon, à Saint-Étienne et dans plusieurs autres communes de la région, Oullins, Firminy, Le Chambon, etc., les usines qui travaillent pour la défense nationale.

Nulle part le travail n'a été interrompu pendant la visite. Le Président s'est entretenu avec les industriels, les officiers d'artillerie et les ouvriers. Il s'est fait rendre compte de la situation quotidienne des fabrications et des améliorations projetées. Il a remercié les chefs d'industrie, les ingénieurs, les ouvriers de leur concours patriotique et il a insisté partout sur la nécessité de donner à la production une activité croissante.

Le Président et le sous-secrétaire d'État ont également visité les ateliers de construction de Lyon, le parc d'artillerie de la place, la manufacture d'armes de Saint-Étienne, ainsi que des usines de produits chimiques, occupées à fabriquer des explosifs.

Au cours de son voyage, le Président a remis plusieurs drapeaux à de nouveaux régiments de la division marocaine.

Il a, à cette occasion, adressé aux troupes de cette division l'allocution suivante :

Officiers, sous-officiers, soldats, zouaves et tirailleurs.

Le lendemain du jour où la France fut odieusement attaquée par un empire qu'elle n'avait jamais provoqué, et dont la folie d'orgueil était une perpétuelle menace pour la paix du monde, vous avez, à l'appel du Gouvernement de la République, quitté la belle colonie naissante que l'Allemagne nous a si âprement disputée, et vous êtes venus participer à la défense de la mère-patrie.

Durant l'année qui a suivi, et qui a enrichi de tant d'épisodes sublimes notre histoire nationale, la division marocaine n'a pas un instant cessé d'être à la peine et à l'honneur.

Dans cette gigantesque bataille de la Marne, où tous les efforts

harmonieusement groupés sous la direction du général en chef ont brisé l'offensive allemande, vous avez lutté, du 6 au 10 septembre, au sud des marais de Saint-Gond, vous avez repoussé les assauts opiniâtres de la garde prussienne et prêté à la victorieuse manœuvre de la 9e armée un concours d'une valeur capitale.

Plus tard, au mois de janvier, une de vos brigades combattait héroïquement dans la région de Nieuport; le 7e tirailleurs pénétrait d'un bond dans les tranchées du Polder et une de ses sections, qui avait enlevé la Grande-Dune, se faisait tuer sur place jusqu'au dernier homme, pour ne pas reculer.

Vos exploits n'ont pas été moins éclatants dans la bataille d'Arras, puisqu'à deux reprises, le 9 mai et le 16 juin, vous avez, dans un irrésistible élan, percé les lignes allemandes, puisque, malgré la formidable organisation des « ouvrages blancs », malgré les feux croisés des mitrailleuses, malgré la mort glorieuse de vos deux commandants de brigade, vous avez ouvert dans les positions ennemies deux brèches successives profondes, l'une de trois kilomètres, l'autre de quinze cents mètres, et atteint triomphalement les hauteurs de Givenchy.

Des ordres élogieux ont rendu hommage à votre inlassable énergie, à votre vaillance, à votre ténacité et mes félicitations ne font aujourd'hui que consacrer celles de vos vaillants chefs.

Les drapeaux que je confie à la garde vigilante de vos régiments, ne peuvent être remis à des mains plus sûres et plus fermes que les vôtres. La France, qui est fière de votre bravoure et de vos succès, est certaine que ces enseignes conduiront vos belles troupes à des victoires nouvelles.

Après cette remise de drapeaux, le Président a parcouru, en Haute-Alsace, la partie du front qui s'étend au nord, à l'est et au sud-est de Dannemarie. Il est reparti pour Paris dans la soirée et y est rentré hier matin.

Déclarations de M. Ribot à la Chambre des députés. — Le 16 septembre, à propos du projet de loi sur les douzièmes provisoires qui a été voté à l'unanimité, M. Ribot, interrogé sur son programme relativement à l'emprunt et des futurs impôts, dit, après avoir indiqué les causes de la progression des dépenses de guerre:

Je ne puis promettre d'apporter à l'heure actuelle un budget complet. Il n'y a pas de pays belligérant où l'on fasse, à l'heure où je parle, un budget complet. Je ne puis pas m'expliquer, non plus, de façon complète sur le futur emprunt. Aujourd'hui, plus de huit cents millions d'or sont entrés dans la caisse de la Banque. Cela prouve d'une façon éclatante que le pays tout entier est avec nous. Demain, nous devrons faire appel à la petite et à la grande épargne. Je suis également sûr qu'elles viendront à

nous. Mais, nos disponibilités sont telles, que nous ne devons pas envisager un emprunt de suite. Je n'ai pas non plus la liberté de m'expliquer sur la question des impôts futurs. Si je retarde mes explications, ce n'est pas pour les éluder, mais avec l'intention formelle de les donner plus décisives et plus complètes. Nous ferons avec calme tout notre devoir. Nous trouverons tout l'argent nécessaire. Travaillons tous à la défense du pays, c'est ainsi que nous arriverons à la victoire finale.

Le lendemain, le Ministre a dit à un écrivain du *Journal* :

L'emprunt est prochain, mais je ne déposerai le projet de loi qu'après le vote des douzièmes, c'est-à-dire au commencement d'octobre.

Nous ne sommes pas pressés de le faire par des nécessités de trésorerie, car les bons et obligations de la Défense nationale continuent à nous fournir d'abondantes ressources.

D'autre part, il est bon que nous laissions se produire les effets utiles de la prochaine liquidation en Bourse qui doit avoir lieu le 30 de ce mois. Et puis c'est une grosse affaire que d'organiser matériellement l'émission d'un emprunt. Je me vois obligé d'occuper de nouveaux locaux où nous pourrons installer le service des émissions du Trésor. Ce service étouffe en ce moment au Ministère des Finances.

Songez que, depuis un an, nous avons émis pour douze milliards de bons de la Défense nationale, dont il reste en circulation près de neuf milliards, et pour plus de trois milliards d'obligations. Le nombre des formules de bons que la Caisse centrale a reçu, vérifié, timbré, pris en charge comme valeurs de portefeuille et expédié en province, au fur et à mesure des demandes, dépasse huit millions et demi.

Les émissions d'obligations ont donné lieu, de leur côté, à la manutention de plus de quatre millions neuf cent mille titres provisoires et de cinq millions de titres définitifs.

Vous voyez quelle besogne considérable a été imposée à la Caisse centrale en dehors de son travail ordinaire, que la guerre a d'ailleurs augmenté dans des proportions énormes.

On aura une idée de cet accroissement par le rapprochement de deux chiffres. La masse des opérations de recettes et de dépenses effectuées par la Caisse centrale, ou pour son compte, qui, avant la guerre, se maintenait à trente-huit milliards, s'est élevée, pendant la première année de guerre, à soixante-trois milliards.

C'est merveille que les services ainsi surchargés aient pu fonctionner sans accident grave. Si le public se plaint quelquefois d'un peu de retard, vous voyez qu'on peut avoir quelque indulgence pour notre personnel.

Je ne veux pas créer de cadres nouveaux. Tout sera fait par

des employés auxiliaires que nous avons déjà recrutés et dont le nombre s'augmentera nécessairement pendant les opérations de l'emprunt.

Nous pourrons ainsi, quand le moment sera venu, licencier ce personnel. Mais il est essentiel que nous donnions, en ce moment, au public toutes les facilités possibles et que nous mettions un ordre absolu dans toutes ces opérations.

Au parquet des agents de change.

TABLEAU DE LA BOURSE AVANT LA GUERRE ET DEPUIS LA GUERRE.

(*Fonds d'États. Institutions de crédit*, etc.)

	30 Juin 1914	31 Juillet	31 Août	31 Décembre	31 Janvier 1915
3 ½	»	85,35	82	86,75	88,35
3 %	83.05	78	75	72,10	73,70
Banque de France	4.575	4.400	4.000	4.625	4.780
Comptoir d'Escompte	1.030	898	775	800	766
Banque de Paris	1.385	1.185	1.094	»	960
Foncier	890	849	»	»	705
Crédit Lyonnais	1.590	1.350	1.249	1.050	1.050
Société Générale	766	665	610	530	500
Banque d'Algérie	2.825	2.635	2.700	»	»
Banque du Mexique	482	467	»	»	395
Est	895	835	750	»	785
Lyon	1.235	1.170	1.160	»	1.115
Midi	1.180	1.000	»	925	970
Nord	1.725	1.530	1.440	»	1.300
Orléans	1.300	1.220	1.170	»	1.125
Ouest	875	847	810	750	732
Métro	510	445	420	415	463
Nord-Sud	137	116	»	96	110
Omnibus	555	458	»	400	410
Suez	4.980	4.300	»	4.200	3.995
Rio	1.700	1.400	»	1.300	1.460
Consolidés anglais	75	A Londres 68,50		»	»
Egypte unifiée	101	91,45	90	87,75	88,50
Espagne	88,65	85	»	84,25	86,15
Italien	96,50	91	»	84,10	82
Belge 3 %	76	76	70	62	63,60
Russe 4 ½ 1909	98,50	89,75	85	83,75	81,85
Russe 5 % 1906	102	94,75	89,75	93,15	91,80
Serbe 5 % 1913	89,60	78,50	»	77,25	76,50
Ottomans unifiés 4 %	80,75	76,59	»	62,25	61,20

Bilan dressé le 30 septembre par la Banque de France. — Notre encaisse or est, à l'heure actuelle, de 4 milliards 550 millions 142 225 francs et notre encaisse argent de 364 millions 146 253 francs, soit une encaisse totale de 4 milliards 914 millions 288 478 francs, supérieure de près de 50 millions à celle de la semaine précédente. Et cela en dépit d'un léger fléchissement de l'encaisse argent, affectée par la pénurie de monnaie divisionnaire.

« Sans de récentes sorties, notre encaisse or dépasserait en effet 5 milliards, c'est-à-dire un chiffre qui n'a jamais été atteint par aucune banque du monde. »

L'accord financier franco-anglais. — Entre temps s'est conclu un arrangement financier entre M. Mac-Kenna, Chancelier de l'Échiquier, et M. Ribot, Ministre des Finances de France, en vue de rechercher les moyens de paiement aux États-Unis et d'enrayer la hausse du change.

Les Gouvernements anglais et français se sont mis d'accord sur tous les points et des délégués anglais doivent partir cette semaine pour les États-Unis où ils seront rejoints par des délégués français. Cette mission conjointe a pour tâche de rechercher sur place dans quelles conditions les deux Gouvernements pourront obtenir aux États-Unis les crédits nécessaires.

Les journaux anglais disent à ce propos que l'Angleterre, la France et la Russie devront se tenir prêtes pour appuyer les négociations, à faire aux États-Unis, s'il en est besoin, de larges envois d'or.

De nouveaux entretiens des Ministres des Finances de France et d'Angleterre, auxquels se joindra le Ministre des Finances de Russie auront lieu à Londres, dans la première quinzaine de septembre, pour compléter les arrangements pris à Boulogne.

Un Sous-Secrétaire d'État à l'aéronautique. — Rapport de M. Millerand, Ministre de la Guerre :

Les besoins de l'aéronautique vont sans cesse en se développant et en se transformant. Le zèle et le dévouement du personnel, à tous les degrés, de la 12e direction du Ministère de la Guerre ont permis d'améliorer dans des proportions remarquables la situation initiale.

Les nécessités de la guerre révèlent cependant, chaque jour, l'utilité de modifier les programmes antérieurs et de créer pour des besoins nouveaux des instruments appropriés.

Ces considérations ont amené le Gouvernement à penser qu'il serait souhaitable d'adopter pour ce service une forme d'organisation dont l'expérience a démontré ailleurs les avantages.

M. René Besnard, député, rapporteur du budget de la Guerre, lui a paru pleinement qualifié pour en assumer la charge. Assisté comme ses collègues, les sous-secrétaires d'Etat de l'artillerie et des munitions, du ravitaillement et de l'intendance, de conseils pris parmi les techniciens et les industriels, il sera assurément en mesure de rendre à l'aéronautique et à l'armée d'éminents services.

Un second décret précise les attributions du nouveau sous-secrétaire d'État de l'aviation et de l'aéronautique militaires.

L'appel de la classe 1917 et le maintien de la classe 1888. — Exposé des motifs :

La classe 1916 est aujourd'hui complètement instruite; elle est encore tout entière dans les dépôts; mais il convient d'envisager son utilisation, dans les renforts à envoyer aux armées, au cours de l'automne.

Il apparaît dès maintenant nécessaire de pouvoir disposer, le cas échéant, de la classe 1917 au printemps prochain.

Or, en raison de la jeunesse des hommes de cette classe, le temps nécessaire pour leur permettre d'acquérir un entraînement suffisant doit être évalué à un minimum de cinq mois.

Dans ces conditions, il y aurait lieu d'appeler la classe 1917 en octobre, ou au plus tard en novembre, de façon qu'elle soit mobilisable au printemps 1916.

Par ailleurs, la classe 1888 devrait être normalement dégagée de toute obligation militaire à partir du 1er octobre 1915, de même que la classe 1887 aurait dû l'être normalement en 1914. Mais un décret du 3 décembre 1914, ratifié par la loi du 30 mars 1915, a maintenu les hommes de la classe 1887 à la disposition du Ministre de la Guerre jusqu'à la fin des hostilités, qu'ils soient ou non sous les drapeaux.

Une mesure analogue s'impose aujourd'hui pour les hommes de la classe 1888 : outre que les nécessités militaires ne permettent pas la libération définitive de cette classe avant la fin de la guerre, il serait illogique de dégager de toute obligation les hommes de la classe 1888, alors que ceux de la classe 1887 sont légalement maintenus à la disposition du Ministre.

Tel est le double projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, en vous demandant le bénéfice de l'urgence.

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER. — L'appel par anticipation de la classe 1917 aura lieu aux dates fixées par le Ministre de la Guerre.

Art. 2. — Les hommes de la classe 1888, qu'ils soient dans leurs foyers ou présents sous les drapeaux, demeureront à la disposition du Ministre de la Guerre jusqu'à la cessation des hostilités.

Le moratorium des loyers prorogé pour trois mois. — Rapport du président du Conseil et de tous les Ministres intéressés au Président de la République, relatif à la prorogation, pour une nouvelle période de trois mois, du moratorium des loyers :

Le décret du 17 juin dernier ayant prorogé pour une nouvelle période de trois mois, jusqu'au 30 septembre inclusivement, les mesures adoptées précédemment en faveur des locataires, il convient que, dès à présent, ceux-ci puissent connaître les dispositions qui leur seront applicables à partir du 1er octobre prochain.

Il nous paraît nécessaire de vous proposer de maintenir, sans modifications, les mesures prises par le décret du 17 juin dernier.

Le Gouvernement, en effet, a déposé sur le bureau de la Chambre des députés deux projets de loi relatifs aux loyers : l'un concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyers et l'autre les loyers échus pendant les hostilités.

Le Parlement étant saisi et sa décision devant permettre vraisemblablement de mettre fin au moratorium, il serait inopportun de modifier actuellement le régime adopté pour les périodes antérieures.

La répression des fraudes dans la zone des armées. — Le Ministre de l'Agriculture a récemment attiré l'attention du général commandant en chef sur l'intérêt qu'il y aurait à assurer d'une façon plus efficace la répression des fraudes sur les boissons et denrées alimentaires vendues dans la zone des armées.

Déjà les services de santé, de l'intendance et de sûreté aux armées exerçaient une surveillance constante à cet égard et certaines mesures ont pu être prises pour déceler et réprimer les fraudes dont il s'agit.

Mais ce personnel ne dispose parfois ni du temps, ni des moyens matériels suffisants pour suivre et conduire certaines investigations et faire les constatations et prélèvements dans les formes légales.

Par une note du 31 août dernier, le général commandant en chef vient, d'informer les préfets des départements de la zone des armées que le service des commissaires de police aux armées avait été invité à collaborer à la répression des fraudes.

De plus, dans certains cas particuliers où le personnel des armées et des services départementaux serait reconnu insuffisant, il pourra être renforcé par l'affectation aux armées d'agents mobilisés du service de la répression des fraudes que les préfets auront à demander au général commandant en chef.

Enfin, le général commandant en chef se réserve de faire appel, sur la demande des préfets, au concours temporaire de fonctionnaires et agents du service de la répression des fraudes de Paris, que le préfet de police a bien voulu, en cas de besoin, mettre à sa disposition pour des tournées spéciales.

L'anniversaire de la bataille de la Marne. — L'anniversaire de la bataille de la Marne a été célébré discrètement comme l'avait été la victoire elle-même. La France semble disposée à ne se réjouir que le jour où la France et la Belgique seront complètement libérées.

Mais les justes témoignages de gratitude n'ont pas fait défaut de la part de la députation et du conseil municipal de Paris, interprètes autorisés de la capitale. Une adresse du Conseil municipal au généralissime a reçu la réponse suivante :

Grand quartier général, commandant en chef,

à M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal de Paris.

Je vous prie de remercier les membres du Conseil municipal de Paris, du télégramme que vous avez bien voulu m'envoyer en leur nom à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne. La France victorieuse enveloppera dans la même admiration les soldats tombés pour repousser l'envahisseur, ceux qui depuis un an résistent à tous ses efforts, et ceux qui libéreront définitivement notre territoire.

JOFFRE.

Les Parisiens n'ont pas oublié davantage deux des principaux artisans de leur salut : le général Gallieni, commandant la place de Paris, et le général Maunoury.

Chez ce dernier, convalescent dans sa propriété d'Eure-et-Loir, d'une terrible blessure reçue aux tranchées, une délégation des députés de la Seine se présenta. M. Denys Cochin remit au général, entouré de sa famille, cette lettre signée de toute la députation :

Mon général,

Aujourd'hui 9 septembre 1915, le groupe des députés de la Seine s'étant réuni, nous avions tous votre nom sur les lèvres. Nous pensions à une précédente séance tenue dans ce même bureau du Palais-Bourbon, le 9 septembre 1914. Ce jour-là, chacun de nous disait en entrant : « L'espoir est bon, si Maunoury peut tenir sur l'Ourcq. »

Maunoury a tenu sur l'Ourcq. La vague allemande a été brisée.

Le 10 septembre, contemplant la déroute de l'ennemi, vous prononciez ces paroles : « Voilà ce que j'attendais depuis quarante-quatre ans. »

Votre attente avait été longue, mais la reconnaissance des habitants de Paris sera éternelle. Nous venons, en leur nom, vous donner cette assurance, mon général, nous qui avons l'honneur de les représenter au Parlement. Jamais, de leur mémoire, ces quelques mots ne seront séparés les uns des autres : « Maunoury sur l'Ourcq, et Paris sauvé des Allemands. »

Vos frères d'armes encore au front, encore en train de bien mériter de la Patrie, nous approuveront d'avoir été apporter notre premier hommage au glorieux blessé de l'Aisne.

Veuillez agréer, mon général, l'expression unanime de notre respect et de notre reconnaissance.

Le général a répondu :

Je vous remercie, messieurs, d'être venus auprès de moi. Votre démarche m'a profondément touché. Je vous en garderai une très vive reconnaissance.

Vous avez bien voulu rappeler les paroles que j'ai prononcées après la bataille de l'Ourcq. Oui, ma joie, ce jour-là, a été très grande. Elle a été la plus grande joie de ma vie. Et j'attends avec impatience l'heure promise de ma guérison, cette heure que j'attends de toute ma volonté, de toutes mes forces, car elle me permettra de prendre part aux combats qui amèneront la victoire définitive que j'ai toujours tenue pour certaine, que plus que jamais aujourd'hui je tiens pour certaine.

Et dites bien à la population parisienne que vous représentez ici, que je l'aime et que je l'admire pour sa vaillante conduite et que je la remercie de l'aide qu'elle nous a apportée dans ces rudes combats de septembre.

Octobre 1915.

La vie économique. — Diverses mesures sont discutées ou prises dans le courant du mois pour le ravitaillement des départements envahis, pour lutter contre le renchérissement de la vie, approvisionner Paris en charbon, lui procurer de la viande frigorifiée et également au sujet des créances et des dettes réciproques de la France et des Austro-Allemands, de l'élevage des chevaux, du troupeau national dont il faut aussi sauvegarder l'avenir, des créances françaises sur les pays ennemis. Un décret statue sur la nouvelle prorogation des échéances de commerce.

Les félicitations du roi George. — Le commandant en chef est heureux de transmettre aux armées l'ordre du jour que Sa Majesté le roi d'Angleterre a bien voulu leur adresser à l'issue de sa visite sur le front français :

Soldats de France !

Je suis bien heureux d'avoir pu réaliser un désir qui me tenait au cœur depuis bien longtemps et de vous exprimer ma profonde admiration pour vos héroïques exploits, pour votre élan ainsi que pour votre ténacité et ces magnifiques vertus militaires qui sont le fier héritage de l'armée française.

Sous la direction brillante de votre éminent général en chef et de ses collaborateurs distingués — officiers, sous-officiers et soldats — vous avez bien mérité de votre chère patrie qui vous sera éternellement reconnaissante de vos vaillants efforts pour la sauvegarder et la défendre.

Mes armées sont bien fières de se battre à côté de vous et de vous avoir comme camarades. Puissent les liens qui nous unissent subsister et nos deux pays rester toujours intimement liés !

Soldats ! acceptez mes salutations les plus cordiales et les plus sincères. Je ne doute pas que vous ne meniez cette lutte gigantesque à une fin victorieuse, et je tiens, au nom de mes soldats et de mon pays, à vous exprimer mes chaleureuses félicitations et mes meilleurs souhaits.

Le Président de la République, qui accompagnait le roi d'Angleterre pendant son voyage, joint ses félicitations personnelles à celles qui sont adressées par Sa Majesté.

L'assassinat de Miss Cavell. — Le Conseil municipal de Paris a adressé à Mme Cavell, mère de Miss Cavell, le télégramme suivant :

Le Conseil municipal de Paris, interprète de la population parisienne, ému par la fin tragique de Miss Cavell, vous adresse, Madame, avec l'expression de son admiration pour la noble héroïne de la patrie anglaise, l'hommage de sa sympathie douloureuse.

Signé : Adrien MITHOUARD,
président du Conseil municipal de Paris.

La « Croisade des Femmes françaises » envoie aux femmes anglaises un message où il est dit :

Sœurs d'Angleterre,

Les femmes de France s'unissent à vous dans les sentiments d'horreur, d'admiration et d'indignation dont vos cœurs sont transportés en face du martyre d'Edith Cavell.

Honneur à l'Angleterre qui s'enorgueillit de telles filles ! Les femmes de France contribueront avec vous à la glorification de cette pure héroïne.

Et nous puiserons ensemble dans son souvenir, femmes d'Angleterre et femmes de France, l'énergie d'accepter jusqu'au bout les plus dures nécessités d'une guerre qui doit libérer le monde et faire justice d'un peuple de bourreaux.

Le comité de la « Croisade des Femmes françaises » :

Mmes Juliette Adam, V. Augagneur, A. Brisson, A. Daudet, M. Delanney, J. Déroulède, C. Flammarion, marquise de Ganay, comtesse Greffulhe, Madeleine Lemaire, Daniel-Lesueur, R. Poincaré, V. Rigaud, duchesse de Rohan, J. Siegfried, duchesse d'Uzès douairière, R. Viviani, E. Zola.

Les cinq sous des soldats. — La Chambre a adopté, par acclamation, après accord entre le Gouvernement et les commissions du budget et de l'armée, un projet augmentant de 20 centimes par jour la solde des soldats.

Ce projet intéresse aussi caporaux, caporaux fourriers et brigadiers.

Un premier crédit de 70 millions a été voté qui sera inscrit dans les douzièmes provisoires de fin d'année.

Le Sénat aura à se prononcer dès sa rentrée, qui est fixée au 14 octobre, mais d'ores et déjà, il est entendu que la mesure entrera en application à la date du 1er octobre.

Déclaration du Gouvernement. — M. Viviani résume ainsi au Parlement la situation diplomatique :

MESSIEURS,

Le Gouvernement de la République vous apporte, ainsi qu'il l'avait promis, les déclarations sur la situation diplomatique. Il a eu la volonté de les rendre publiques, parce que, en ces graves conjonctures, le pays doit être informé. Il a la volonté de les faire claires et brèves.

La question balkanique s'est posée, dès le début de la guerre, avant même qu'elle ne se soit imposée à l'attention du monde. Le traité de Bucarest avait laissé derrière lui, en Bulgarie des rancunes profondes. Ni le roi, ni le peuple bulgares ne se résignaient à perdre le fruit de leurs efforts et de leurs sacrifices, et à porter la peine justifiée de la guerre qu'ils avaient faite à leurs anciens alliés.

Les Gouvernements alliés ont, dès le premier jour, envisagé les dangers d'une telle situation, et cherché les moyens d'y parer; l'orientation de leur politique a procédé de cet esprit de justice et de générosité qui, sous des formes diverses, distingue aussi bien l'Angleterre, la Russie et l'Italie que la France. Nous avons tenté de refaire l'union des peuples balkaniques, d'accord avec eux, en réalisant à leur profit leurs principales aspirations nationales. L'équilibre ainsi obtenu par les sacrifices mutuels, librement consentis par chacun, aurait été le meilleur gage de la paix future.

Malgré les efforts les plus persévérants pour lesquels la Roumanie, la Grèce et la Serbie nous ont à maintes reprises, prêté leur concours, nous n'avons pu obtenir la collaboration sincère du Gouvernement bulgare. La difficulté essentielle des négociations résidait à Sofia, la Bulgarie élevant des revendications sur ses quatre frontières et aux dépens de ses quatre voisins. Mais nous avions lieu d'espérer que la Roumanie, la Grèce et la Serbie, auxquelles de magnifiques perspectives étaient par ailleurs ouvertes, consentiraient, en définitive, les sacrifices en échange desquels elles devaient obtenir de si larges compensations : quant à la Turquie, dont le Gouvernement s'était jeté dans les bras de l'Allemagne, nous n'avions plus de ménagement à garder avec elle.

Nos efforts, du côté roumain, ne sont pas restés sans succès; la Roumanie, dont la population a manifesté maintes fois ses sympathies françaises, ne se montrait pas moins favorable à la reconstitution de l' « Entente balkanique ». L'état de demi-mobilisation dans lequel elle tient ses troupes lui permet de repousser une agression éventuelle, de se défendre contre toute pression allemande, et d'observer avec la plus grande attention sur ses frontières, tant autrichienne que bulgare. La Roumanie sait, d'ailleurs, que seule la victoire de la Quadruple-Entente peut assurer son indépendance et donner satisfaction à ses aspirations nationales.

Dans leur désir bienveillant de donner au peuple bulgare les satisfactions auxquelles il aspirait avant tout, les puissances de la Quadruple-Entente n'hésitèrent pas à demander à la vaillante

Serbie de lourdes concessions. Malgré la cruauté du sacrifice, désireux de prouver sa reconnaissance et son attachement aux alliés qui combattaient pour leur indépendance commune, le peuple serbe fit sur lui-même ce terrible effort et se résigna, en songeant aux compensations que la victoire de l'Entente lui ménageait d'autre part. L'attitude équivoque du Gouvernement bulgare a conduit le Gouvernement hellénique à maintenir une politique d'expectative.

A nos diverses propositions, le Gouvernement bulgare répondait tardivement, d'une manière dilatoire, demandant des précisions nouvelles, poussant en même temps des négociations parallèles avec nos ennemis. Enfin, à l'heure même où la Quadruple-Entente lui faisait connaître les lourdes concessions consenties par la Serbie, le roi Ferdinand signait un accord avec la Turquie et s'engageait définitivement avec l'Allemagne.

A notre question amicale sur ses intentions répondait la mobilisation bulgare à laquelle les concentrations de troupes austro-allemandes sur le Danube donnaient tout son sens contre la Serbie. En présence de cette attitude, nous avons immédiatement déclaré nuls et non avenus et définitivement caducs les avantages et garanties que nous nous étions déclarés prêts à offrir à la Bulgarie, et nous avons repris, avec les autres Etats balkaniques, notre liberté d'action vis-à-vis d'elle.

De son côté, la Serbie héroïque, dont trois guerres successives et glorieuses n'ont pas réussi à diminuer le courage, se préparait en silence à répondre aux deux fronts, aux attaques concertées entre Berlin, Vienne et Sofia. Au point de vue moral, au point de vue des conséquences militaires, nous ne pouvions accepter l'isolement de la Serbie, la rupture de nos communications avec nos alliés et nos amis.

Notre action doit être énergique pour répondre à l'effort de nos ennemis qui, dominés sur le front occidental, arrêtés sur le front oriental, essayent d'obtenir sur un front nouveau, avec l'aide de la Bulgarie, un succès impossible désormais à conquérir en France ou en Russie.

Pour secourir les Serbes, nous devons passer par Salonique et dès les premiers jours de la mobilisation bulgare, nous avons engagé à cet effet des négociations avec le président du Conseil à Athènes. Ces négociations étaient d'autant plus naturelles, que le traité définitif conclu entre la Serbie et la Grèce, à l'issue de la seconde guerre balkanique, vise une agression de la Bulgarie.

On a dit que nous violions la neutralité de la Grèce et l'on a même osé comparer notre action à celle de l'Allemagne violant la neutralité de la Belgique, parjurant sa signature et mettant à feu et à sang ce noble pays. Les conditions dans lesquelles nous sommes allés à Salonique, les conditions dans lesquelles nous avons débarqué, l'accueil que nous avons reçu, suffisent à démontrer l'inanité de ces accusations.

Cette action énergique, la Grande-Bretagne et la France, d'accord avec les Alliés, l'ont entreprise. Elles en ont pesé les difficultés. A ne considérer que notre devoir propre, il est double en ces jours difficiles : notre principale préoccupation, celle qui domine tous les problèmes, c'est la défense de notre front, la libération du territoire, les énergiques efforts auxquels nous devrons la victoire sur notre sol, certes, avec l'appui valeureux de nos héroïques alliés, par nos forces, nos sacrifices, notre sang. Aucun gouvernement n'aurait pu envisager autrement ce devoir, qui est tragique, mais qui est simple.

Mais sans affaiblir notre front, nous avions le devoir de remplir la mission que nous imposent notre intérêt et notre honneur. Nous sommes en plein accord avec le général en chef de nos armées en France. L'entente entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement de la République est complète et je ne puis mieux l'exprimer que sous la forme suivante : dès maintenant, la France et l'Angleterre, d'accord avec leurs alliés, se sont pleinement entendues pour porter secours à la Serbie qui nous a demandé notre aide et assurer au profit de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie, le respect du traité de Bucarest dont nous sommes garants, Le Gouvernement britannique et le Gouvernement français sont d'accord sur l'importance des effectifs conformément à l'avis de leurs autorités militaires.

La Russie a tenu à se joindre à ses alliés pour porter secours au peuple serbe et demain ses troupes combattront à côté des nôtres.

Messieurs, nous avons fait avec nos alliés notre devoir. Jamais l'accord n'a été plus entier et plus étroit entre les Alliés, jamais, nous n'avons eu plus de confiance dans la victoire commune.

Remaniement ministériel. — Une crise ministérielle a été officiellement ouverte le 29 octobre pour être close le soir même.

Les membres du ministère Viviani se sont réunis en conseil de cabinet, à 10 heures du matin. M. Viviani leur a exposé sa résolution de se démettre de ses fonctions et leur a exposé les motifs de sa détermination.

A l'issue de cette réunion, M. Viviani s'est rendu à l'Elysée pour remettre au Président de la République la lettre de démission collective du cabinet.

Paris, 29 octobre.

Monsieur le Président de la République,

Lors de la dernière interpellation à laquelle j'ai répondu, j'ai dû constater d'une part que, malgré mes efforts, une minorité importante s'était groupée sur la formation du comité secret que

j'avais formellement repoussé; d'autre part, que plus de cent cinquante députés s'étaient refusés par leur abstention au vote de confiance que j'avais nettement réclamé. Je juge — et j'ai exposé cet avis à mes collègues du cabinet — que plus que jamais il est nécessaire de reformer autour d'un gouvernement l'unanimité qui ne nous avait jamais fait défaut jusqu'ici au sein d'un Parlement qui a discuté, comme c'était son devoir et son droit, les affaires publiques, d'ailleurs avec une discrétion dont il faut le louer, et qui a toujours donné l'exemple de la discipline et de l'union. Je pense qu'une autre personnalité politique pourra reformer et cimenter cette union qui est le vœu de tous; et c'est pour le permettre que je remets entre vos mains, en même temps que ma démission, celle de tous mes collègues.

Veuillez agréer, etc. RENÉ VIVIANI.

Le Président de la République a reçu ensuite M. Briand et lui a offert la mission de former le nouveau cabinet.

Auparavant M. Poincaré avait, selon l'usage, conféré avec les présidents du Sénat et de la Chambre sur la situation politique.

M. Briand accepte l'ouverture présidentielle.

CHAPITRE III

CHEZ LES ALLIÉS

Août 1915.

Angleterre. — Des statistiques publiées par le chancelier de l'Echiquier, il résulte que la dette publique anglaise au 31 mars avait monté à 29 048 794 000 francs et on prévoit qu'elle sera doublée en mars 1916. Pareil chiffre n'a jamais été atteint, même au cours des guerres napoléoniennes. La dépense quotidienne s'approche de 100 millions.

Le commerce de l'Angleterre. — Le Ministère du Commerce communique la statistique suivante :

Les importations pendant le mois de juillet ont atteint 75 548 147 liv. st., en augmentation de 16 171 663 comparativement au mois de juillet 1914. Les exportations se sont élevées à 34 721 511 liv. st., en diminution de 9 683 869 sur la période correspondante en 1914.

Pour les sept derniers mois, le total des importations s'élève à 504 582 975 liv. st., en augmentation de 69 232 958 sur la période correspondante de l'an dernier et les exportations à 218 344 399 liv. st., en diminution de 81 518 592 liv. st. sur les sept premiers mois de l'année dernière.

Les grèves dans le Pays de Galles. — Le mouvement gréviste qui s'était produit aux mines de Haford le 20 août et qui n'avait pas eu de suite, les ouvriers ayant repris le travail le lendemain, s'est réveiilé dans trois autres charbonnages du sud du Pays de Galles.

Une lettre de Sir Edward Grey. — Sur le programme allemand :

L'Allemagne doit être au-dessus de tout; la liberté des autres nations doit être celle que l'Allemagne leur octroiera. Telles sont les conclusions du discours prononcé hier par le chancelier allemand. Et à ces conclusions, le Ministre des Finances ajoute qu'un lourd fardeau de milliards devra être supporté pendant plusieurs

décades, non par l'Allemagne, mais par ceux qu'il lui plaît de qualifier les instigateurs de la guerre. En d'autres termes, la prétention de l'Allemagne est que, pendant plusieurs décades à venir, toutes les nations qui lui auront résisté devront peiner afin de lui payer tribut sous forme d'indemnités de guerre.

Ce n'est pas à de pareilles conditions que la paix peut être conclue, ou bien que l'existence des autres nations que l'Allemagne peut être libre, ou même supportable.

Des discours du chancelier et de son Ministre des Finances, il ressort que l'Allemagne combat pour qu'on lui paye un tribut. S'il en est ainsi, et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, nos alliés et nous combattrons et devons combattre pour le droit de vivre, non pas sous la suprématie allemande, mais dans la liberté et la sécurité réelles. EDWARD GREY.

La Journée française en Angleterre. – La « Journée française » organisée le 7 juillet sous le nom de « France's Day », par le comité aristocratique anglais, a rapporté 21 000 livres sterling. Cette somme a été remise, fin août, à M. Cambon, ambassadeur de France, pour la Croix-Rouge française de Londres.

La fortune immortelle de la France. — Le *Times,* parlant de l'âme française, écrit :

Le peuple français regarde l'union sacrée comme le point de départ d'une nouvelle étape dans laquelle le seul amour de la France sera son guide.

En même temps, côte à côte avec nous et en union avec les autres alliés, les Français combattront jusqu'à la fin, jusqu'à ce que soit assurée la seule paix que puisse accepter la République. Les termes de cette paix ont été indiqués par M. Asquith en novembre dernier.

Ce doit être une paix stable, qui garantisse la sécurité de l'Europe et qui ruine pour jamais les ambitions excessives de l'Allemagne.

Pour obtenir cette paix, la France ceint ses reins et combat avec l'âme grave et intrépide qu'on retrouve toujours sous les manifestations les plus légères de son caractère. C'est une âme résolue et presque ascétique.

Elle est visible dans l'histoire de l'Église gallicane. Depuis l'époque des moines de Cluny, des cisterciens, de saint Bernard et de la Trappe jusqu'à celle de saint Vincent de Paul et de Bossuet. On la voit chez saint Louis et chez son frère Charles d'Anjou ; chez Louis XI et chez Louvois ; chez Carnot, chez Hoche et chez Davout. Elle a mis sa marque sur ce qu'il y a de meilleur dans la littérature française, sur les grands tragiques, sur La Rochefoucauld, sur Pascal et très profondément sur Molière.

A travers tous les changements de mode et de coutume — toutes les frivolités réelles ou imaginaires dans lesquelles les Allemands, et pas seulement les Allemands, ont quelquefois imaginé qu'ils discernaient des signes certains de décadence morale et intellectuelle — elle a été le fondement de la vie de famille et de la vie sociale parmi les masses tranquilles du peuple français qui ont toujours formé la moelle de la nation.

Aux époques de danger et d'épreuves, elle se lève et enseigne au monde, selon les paroles de la Pucelle d'Orléans, que nul ne peut « enchaîner la fortune de la France ».

Belgique. — A l'occasion de l'anniversaire du 2 août, le Comité central franco-belge a fait parvenir à S. M. le roi Albert l'adresse suivante par l'intermédiaire de la légation de Belgique :

Sire,

Les membres du Comité central franco-belge ne peuvent laisser passer l'anniversaire du 2 août 1914 sans exprimer à Votre Majesté les sentiments que cette date inoubliable évoque dans la conscience universelle.

Ce jour-là, devant le parjure, vous avez affirmé le respect du serment; devant la violation du droit, vous avez revendiqué les garanties imprescriptibles de la justice; devant la ruée de l'invasion barbare, vous avez fait appel au patriotisme de votre peuple, résolu à défendre jusqu'à la mort son indépendance et sa liberté.

L'héroïque Belgique a fait cause commune avec son roi. A partir de ce jour elle s'est élevée au rang des plus grandes nations. Illustre par son passé, fécond en leçons d'honneur et de courage, elle a ajouté une page glorieuse à son histoire, elle s'est acquis des titres immortels à la reconnaissance de l'humanité.

L'intrépidité de son souverain, l'abnégation de la reine, l'énergie de son gouvernement, la vaillance de son armée resteront à jamais dans le souvenir des hommes comme des exemples et des leçons.

Il y a quelques mois, nous demandions aux Français de témoigner leur solidarité à leurs compagnons d'armes de l'Yser et des Flandres en prenant pour emblême « le petit drapeau belge ». Aujourd'hui c'est autour du grand drapeau de la Belgique, sous les plis duquel vos soldats marchent à la victoire à côté des nôtres et préparent à leur pays les éclatantes réparations dues aux plus nobles sacrifices, que nous convions nos compatriotes à se réunir afin de vous apporter un hommage d'admiration et de respect.

L'occupation allemande. — A Anvers, comme à Bruxelles,

les autorités allemandes redoublent de vexations à l'égard des populations belges.

Tous les magasins, cafés et cinématographes devront fermer à 8 heures, à moins de permission spéciale. Les magasins qui, en manière de manifestation, fermeront avant l'heure indiquée, resteront fermés à partir du 4 août jusqu'à nouvel ordre. Défense de circuler dans les rues et places publiques passé 9 heures, à moins de permission écrite de l'autorité allemande. Défense aux tramways de circuler passé 9 heures.

Le 20 août, le gouverneur, von Bissing, publie cet ordre du jour :

Notre œuvre est pratiquement terminée maintenant à l'Est, et nous sommes sur le point de commencer dans l'Ouest. La paix est certaine en octobre.

Le marché financier en Belgique. — En Belgique, les billets français se vendent 125 et 126 francs. Le gouverneur général vient de défendre aux banques de vendre ces billets au-dessus du pair. Une même ordonnance interdit aux banques d'acheter les bons de réquisition. Le 4 pour 100 belge, émis avant la guerre à 99 1/2 pour 100 et remboursable au pair en 1917, trouve acquéreurs en Belgique à 98 fr. ; l'autre tranche du même emprunt remboursable en 1919 est recherchée à 97 francs. L'ancienne rente belge à 3 pour 100 est descendue à 68 fr. 75.

Ces valeurs commerciales belges trouvent acquéreurs, mais aucune transaction n'a lieu avec les valeurs allemandes.

Mme Carton de Wiart. — De M. François le Grix, dans la *Revue hebdomadaire* :

Les enfants de M. Carton de Wiart sont restés à Bruxelles. Mme Carton de Wiart — l'Europe entière s'en est émue — est internée à la prison de Moabit, à Berlin. Les protestations, assurément courtoises, du Saint-Siège n'y ont pu, n'y pourront rien. Mais ce qu'on ne sait pas assez, ce sont les raffinements tout germaniques qui accompagnèrent cette arrestation. On avait accusé Mme Carton de Wiart d'entretenir des correspondances avec l'étranger : vain prétexte : tout Bruxelles réussit à écrire à toute l'Europe. Plus vraiment, l'influence rayonnante de la femme du Ministre en exil faisait de sa maison, malgré elle, malgré sa discrète correction, un foyer de protestation, une permanence

d'espoir. On la fit monter dans un train de luxe à destination de l'Allemagne. A son passage dans les gares, les soldats lui présentaient les armes. Toute une livrée l'attendait à Berlin, dans un appartement luxueux. Tant d'égards étaient faits pour la confondre. Elle interrogea : « C'est en attendant, lui dit-on, que le château de X..., qui vous a été réservé par l'Empereur, soit prêt à vous recevoir »; et brusquement, après quelques jours, Mme Carton de Wiart fut internée à la prison des femmes. On lui proposa, contre argent comptant, quelques améliorations de régime. Elle refusa, ne voulant pas enrichir d'un liard les ennemis de sa patrie. Et depuis lors, pour mériter les rations de la cantine, elle travaille comme les plus pauvres détenues. Cependant, M. le gouverneur de Bruxelles n'a pas perdu huit jours pour s'installer au ministère de la justice, dans les appartements de l'absente, et il fait publier à son de trompe qu'il couche dans le lit de Mme Carton de Wiart.

Russie. — A l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre, le Tsar adresse aux troupes de terre et de mer cet ordre du jour :

Malgré vos efforts qui ont couvert nos drapeaux d'une nouvelle gloire, l'ennemi n'a pas été écrasé. Mais vous ne devez pas perdre courage devant les nouveaux sacrifices, les nouvelles épreuves nécessaires pour donner à la patrie le bienfait de la vie pacifique.

Dieu a souvent imposé de pénibles épreuves à la patrie, mais elle en est sortie chaque fois plus forte, plus puissante. J'ai une foi, une espérance inébranlable dans une issue heureuse de la lutte.

J'invoque la bénédiction de Dieu sur l'armée russe.

Une visite chez le Tsar. — M. Cruppi, ancien ministre, décrit, dans le journal *le Matin,* le cadre de l'entretien au palais Alexandre, dans le grand cabinet de travail où le souverain, dont on connaît les habitudes simples et laborieuses, lit lui-même et annote de sa main les dépêches et les rapports ; et il poursuit :

Nicolas II n'a guère changé depuis l'heure déjà lointaine où Paris l'acclamait.

Ce souverain, après vingt et un ans de règne, a l'air très jeune dans sa tenue modeste, sa blouse d'officier.

Sa simplicité est extrême et son accueil est bon et doux.

Mais sa voix s'élève très ferme et très nette quand il dit sa volonté, la volonté de toute la Russie de poursuivre la guerre jusqu'au bout, jusqu'aux victoires nécessaires pour affranchir l'Europe et assurer le triomphe du droit.

« Les paysans me tutoient, dit le Tsar ; chaque jour je reçois

d'eux plusieurs adresses. « Marche et sois ferme, m'écrivent-ils, nous sommes tous derrière toi. »

L'accent du souverain s'émeut quand, à plusieurs reprises, il veut bien me parler de la France, de notre armée héroïque, des sentiments de confiance mutuelle qui animent les deux nations alliées.

En mettant fin à l'audience, le souverain évoque de la façon la plus amicale les souvenirs du voyage de M. Poincaré.

C'était l'heure tragique où l'ambition allemande allait déchaîner la guerre.

« J'ai toujours présent à l'esprit, dit l'Empereur, le langage si ferme que m'a tenu le Président de la République le 22 juillet, au moment où il quittait la Russie. »

Et le Tsar ajoute :

« La France peut compter sur ma volonté inébranlable de lutter jusqu'à la victoire définitive. »

La paix séparée. — Pour mettre fin aux bruits persistants répandus en Russie et à l'étranger, au sujet d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, le *Novoïé Vrémia* écrit le 11 août :

Nous pouvons affirmer de source sûre que, tout récemment, en effet, l'Allemagne a proposé cette paix à la Russie, lui promettant la reconstitution de son ancienne frontière de Galicie et les Dardanelles, se réservant pour elle l'Égypte, et le droit d'écraser la France.

Cette tentative, dit le même journal, prouve que, malgré son espionnage savamment organisé, l'Allemagne est mal informée sur le véritable esprit du gouvernement et du peuple russe.

La mobilisation intérieure. — Le Ministre de la Guerre a déposé sur le bureau de la Douma un projet de loi tendant à la création d'un comité spécial qui sera chargé de l'unification de toutes les mesures intéressant la défense nationale.

L'Union sacrée en Russie. — L'Union sacrée ajourne en Russie également l'examen des responsabilités encourues. Le député Milioukow, chef du parti des démocrates constitutionnels, fait dans ce sens une déclaration qui trouve un écho sur presque tous les bancs de la Douma :

Malgré tout ce par quoi nous avons passé, dit M. Milioukow, malgré les espérances de nos ennemis, le pays continue à avoir les mêmes sentiments qu'il y a de cela six mois. Il n'oublie pas que le destin a mis actuellement en jeu : d'un côté la vraie paix

en Europe basée sur le droit — d'un autre côté une paix allemande fondée sur la violence et le droit du plus fort.

Pour la Russie, c'est la question de son existence comme État libre et indépendant.

Quand les empires du centre auraient étendu leur domination du Danube jusqu'au golfe persique, la Russie, privée de ses débouchés naturels ne serait plus libre. Dans cette guerre se joue notre avenir. L'ennemi ne doit pas se leurrer d'illusions.

Le pays ne se soulève pas actuellement pour conclure une paix boiteuse qui demain lui fera craindre de nouvelles attaques. Le pays n'a pas l'intention de plier devant l'ennemi.

Tous les jours il lui envoie de nouveaux héros combattre dans les rangs de son armée glorieuse.

Il est donc de notre devoir à nous tous réunis ici de confesser encore une fois devant le pays et devant le monde entier notre ferme intention de combattre jusqu'à la victoire finale. Cette déclaration est le salut plein d'admiration que nous envoyons à nos glorieux soldats et à la Pologne qui, plus qu'aucun autre pays, porte sur lui le poids de cette terrible guerre.

L'impôt sur le revenu. — Le 13 août, la commission financière de la Douma approuve le projet du Gouvernement établissant l'impôt sur le revenu.

Ceux qui ont un revenu de 1,000 roubles payeront une taxe de 6 roubles 1/2; ceux qui ont un revenu de 10 000 roubles payeront 325 roubles; ceux qui ont un revenu de 100 000 roubles payeront 6,000 roubles; pour un revenu au-dessus de 100 000 roubles, l'impôt sera de 650 roubles par chaque tranche de 10 000 roubles.

L'organisation économique. — La Douma a adopté le 15 août le projet de loi organisant des commissions consultatives mixtes, composées de délégués de l'industrie des villes et des zemstvos et de délégués de la Douma et du Conseil de l'Empire.

Ces commissions, adjointes aux Ministres de la Guerre, du Commerce, des Communications et de l'Agriculture, ont pour but d'améliorer les fournitures de l'armée, de régulariser l'apport du combustible et d'harmoniser les mesures du ravitaillement public et les services de transport.

Italie. — Rome, 23 août. — Une circulaire adressée par le Gouvernement aux représentants de l'Italie à l'étranger, dit qu'aussitôt la signature du traité de Lausanne qui a mis fin à la guerre libyenne, le Gouvernement ottoman a violé ce traité.

Ces attentats ont continué sans interruption jusqu'à présent.

Le Gouvernement ottoman n'a jamais adopté sérieusement une mesure quelconque pour faire cesser immédiatement en Libye les actes d'hostilité, conformément à ses engagements solennels. Il n'a rien fait pour la libération des prisonniers de guerre italiens.

Des militaires ottomans restés en Tripolitaine et en Cyrénaïque ont été maintenus sous le commandement des mêmes officiers, continuant à employer le drapeau ottoman et gardant leurs fusils et leurs canons.

Enver pacha a dirigé en Libye les hostilités contre l'armée italienne jusqu'à la fin de novembre 1912 : Aziz bey n'a quitté cette région qu'à la fin de juin 1913.

La manière dont l'un et l'autre ont été traités en rentrant en Turquie montre de manière évidente que leurs actes ont trouvé une entière approbation de la part des autorités impériales.

Après le départ d'Aziz bey, des officiers de l'armée turque ont continué d'arriver en Cyrénaïque ; il y en a actuellement plus d'une centaine dont le Gouvernement italien connaît les noms.

En avril 1915, trente-cinq jeunes gens de Benghazi, qu'Enver pacha avait conduits en décembre 1912, contre notre volonté, à Constantinople, où ils avaient été admis à l'Ecole militaire, ont été renvoyés à notre insu en Cyrénaïque.

Malgré des déclarations contraires, il résulte avec certitude que la guerre sainte de 1914 a été proclamée également contre les Italiens en Afrique. Une mission d'officiers et de soldats turcs a été chargée d'apporter des cadeaux aux chefs senoussistes rebelles contre les autorités italiennes en Libye et a été récemment faite prisonnière par les forces navales françaises.

Les relations de paix que le Gouvernement italien avait cru pouvoir établir après le traité de Lausanne avec le Gouvernement turc n'existent pas, par la faute de ce dernier, entre les deux pays.

Ainsi, puisqu'on a constaté que toute réclamation diplomatique contre les violations du traité était parfaitement inutile, le Gouvernement italien ne pouvait que pourvoir autrement à la sauvegarde des hauts intérêts de l'État et à la défense de ses colonies contre les menaces persistantes et les actes d'hostilités effectifs de la part du Gouvernement ottoman.

Une décision dans ce sens était rendue d'autant plus nécessaire et urgente que le Gouvernement ottoman a commis tout récemment des violations flagrantes des droits, des intérêts et de la liberté même des citoyens italiens dans l'empire sans que des réclamations les plus énergiques présentées à ce sujet par l'ambassadeur d'Italie à Constantinople aient eu quelque valeur.

En présence des tergiversations du Gouvernement ottoman, concernant notamment la libre sortie des citoyens italiens de l'Asie Mineure, ces réclamations ont dû revêtir, ces jours derniers, la forme d'un ultimatum.

Le 3 août, l'ambassadeur d'Italie à Constantinople, sur l'ordre du Gouvernement royal, a adressé au grand-vizir une note contenant les quatre demandes suivantes :

1° Que les Italiens puissent partir librement de Beyrouth ;

2° Que les Italiens de Smyrne, le port de Vourla étant impraticable, fussent autorisés à partir *via* Sigagio ;

3° Que le Gouvernement ottoman laissât s'embarquer librement les Italiens à Mersina, Alexandrette, Caïffa et Jaffa ;

4° Que les autorités locales de l'intérieur renonçassent à l'opposition qu'elles forment au départ des sujets italiens se dirigeant vers le littoral et tâchassent, au contraire, de faciliter leur voyage.

Avant l'expiration du terme de quarante-huit heures fixé par notre ultimatum, le Gouvernement ottoman, par une note du grand-vizir, accueillait chaque point de nos demandes.

A la suite de cette déclaration solennelle, le Gouvernement italien résolut d'envoyer deux navires à Rhodes avec des instructions et d'y attendre les ordres pour aller embarquer les citoyens italiens restés depuis longtemps dans l'attente de se faire rapatrier dans les ports susdits d'Asie Mineure; or, des nouvelles reçues par les autorités consulaires américaines auxquelles avait été remise dans plusieurs localités la sauvegarde des intérêts italiens, il est résulté au contraire qu'à Beyrouth, l'autorité militaire a révoqué le 9 août le consentement au départ accordé peu avant.

Une révocation analogue a eu lieu à Mersina.

On a déclaré aussi que les autorités militaires auraient empêché l'embarquement d'autres de nos nationaux en Syrie.

En présence de ces infractions manifestes aux promesses catégoriques faites par le Gouvernement ottoman à la suite de notre ultimatum du 3 août, provoqué par les tergiversations du Gouvernement ottoman, notamment en ce qui concerne la libre sortie des citoyens italiens de l'Asie Mineure, le Gouvernement italien a envoyé à l'ambassadeur d'Italie à Constantinople l'ordre de présenter à la Turquie la déclaration de guerre.

Les ressources de l'Italie. — Le territoire de l'Italie actuelle, territoire d'une superficie de 286 000 kilomètres carrés, était en l'an 1800 peuplé par 18 millions 300 000 habitants; en 1852, il y avait 21 200 000 ; en 1862, 25 000 000 ; en 1872, 26 800 000; en 1882, 28 500 000; en 1901, 32 500 000; en 1911, 34 600 000 habitants.

Si à ce dernier chiffre (recensement de 1911) on ajoute les 5 557 000 Italiens *vivant hors d'Italie mais ayant toujours leur nationalité*, on obtient le total, en 1911, de *quarante millions 157 mille Italiens*, soit plus que la population de la France, qui a, elle, 530 000 kilomètres carrés de superficie, c'est-à-dire presque le double de l'Italie.

Voici, au point de vue économique, les progrès accomplis pendant les trente dernières années.

En 1881, le commerce international de l'Italie s'élevait au chiffre de 2 milliards 412 millions, en 1912 il était de 5 milliards 593 millions; le portefeuille des banques d'émissions était en 1881 de 554 millions, en 1912 il était de 973 millions; les caisses d'épargne qui, en 1881, avaient dans leurs caisses un milliard 179 millions, avaient, en 1912, *cinq milliards, 530 millions!*

Et il ne faut pas oublier que l'Italien est travailleur et sobre. Il vit avec des pâtes cuites à l'eau et saupoudrées de fromage râpé *et il ne boit pas d'alcool.*

Qu'on ne croie surtout pas que l'émigration est une cause de faiblesse pour l'Italie. L'émigration est inévitable dans ce pays dont le massif montagneux est énorme et inculte et où, malgré cela, il y a *cent vingt-cinq habitants par kilomètre carré*, alors qu'en France nous n'en avons que soixante-quinze!

L'Italien qui ne peut pas vivre dans son pays s'expatrie, — sept cent quatre mille émigrants en 1907, sept cent huit mille en 1912! — mais il emporte à l'étranger des qualités de travail, de sobriété et d'ordre. Bien rares sont ceux qui ne se débrouillent pas et qui, toutes les semaines, tous les mois, n'envoient pas à la caisse d'épargne de leur village, leurs économies, contribuant ainsi à la prospérité nationale.

Les finances. — Le service des emprunts et de ceux qui, malheureusement, devront suivre, si la guerre dure encore longtemps, est assuré par la fécondité de la femme italienne, l'ardeur au travail de la population ouvrière, la richesse du sol et l'attrait incomparable exercé par le climat, les trésors d'art et les souvenirs historiques de l'Italie sur toute personne cultivée.

Après les affreux massacres de la guerre actuelle, la valeur du capital-hommes sera certainement en hausse et l'ouvrier italien par conséquent toujours plus recherché.

Les Yankees enrichis voudront jouir de leur fortune si inopinément agrandie, et nous les verrons certainement en premier lieu diriger leurs pas vers les rivages d'Italie; et ainsi la vague d'or qui, dans cette malheureuse année, a franchi l'Atlantique pour atterrir aux États-Unis refluera graduellement vers son point de départ et contribuera à

fortifier le budget italien et à lui donner l'élasticité voulue pour satisfaire à tous ses engagements.

Serbie. — A la Skoupchtina. — La Skoupchtina a adopté le 24 août, par 103 voix contre 22, l'ordre du jour suivant :

Après les renseignements que le Gouvernement a donné à huis clos, la Skoupchtina, rendant hommage aux héros tombés, affirmant sa résolution de soutenir aux côtés des alliés la lutte pour la libération et l'unité serbe-croate-slovène au prix de sacrifices indispensables pour garantir ses intérêts vitaux, approuve la politique du Gouvernement et passe à l'ordre du jour.

Trente-neuf députés étaient absents.

Dans les Balkans. — La reconstitution de l'alliance balkanique est poursuivie avec obstination par la Triple-Entente.

Le principal objectif visé a été de donner une satisfaction aux exigences de la Bulgarie. On aurait obtenu que le Gouvernement roumain, moyennant certains avantages céderait à sa voisine la Dobrutchka. Au prix également d'agrandissements à déterminer, la Triple-Entente négocie avec la Serbie et la Grèce l'abandon à peu près total à la Bulgarie des territoires macédoniens reconnus à ces deux nations par le traité de Bucarest. Enfin si la Bulgarie entrait en guerre contre la Turquie, les puissances alliées lui reconnaîtraient la frontière fixée par le traité de Londres, soit la ligne Enos-Midia.

Mais la diplomatie des puissances centrales, forte du point d'appui qu'elle trouve visiblement auprès de trois alliances de famille ne se laisse pas prendre au dépourvu. Elle presse la conclusion d'un accord entre la Turquie et la Bulgarie ayant pour base la cession par la première d'un territoire situé autour d'Andrinople.

D'autre part, M. Venizelos étant tombé pour avoir accepté l'idée d'abandonner Cavalla aux Bulgares, son successeur, M. Gounaris, paraît renoncer à une intervention armée malgré le mirage d'avantages considérables dont son pays pourrait bénéficier, et notamment en Turquie d'Asie.

Japon. — La politique du Gouvernement. — Le comte Okuma, parlant à une réception des associations de presse internationale, a exposé la situation dans les termes suivants :

La politique du cabinet, demeure la même ; il continuera la réalisation de son programme encore inachevé. Le Japon, vis-à-vis de la Chine, ne cherche pas une acquisition de territoire. Il ne désire pas opprimer la Chine, comme ses ennemis l'ont allégué. Au contraire, en prenant part à la guerre, il a assuré un commerce paisible dans le Pacifique. De même, le récent traité conclu avec la Chine a établi pour l'avenir des relations amicales entre les deux pays, ainsi que le développement pacifique des ressources de la Chine et des intérêts internationaux qui y sont engagés.

Et le président du conseil a conclu :

Le Gouvernement continuera de mériter la confiance et du peuple japonais et des peuples étrangers.

Les munitions — Une dépêche de Tokio, en date du 30 août, annonce que le Japon est décidé à utiliser toutes les ressources qui sont à sa disposition, gouvernementales et particulières, afin d'augmenter la production des munitions pour les alliés et notamment pour la Russie.

Septembre 1915.

Angleterre. — Les grèves du Pays de Galles. — A la date du 2 septembre, la grève du Pays de Galles est terminée et tous les mineurs ont repris le travail.

L'accord sera signé à Cardiff par les représentants des compagnies et ceux des mineurs. Il est probable que ceux-ci profiteront de l'occasion pour demander de nouvelles augmentations de salaires.

Le prix du charbon ayant monté, les hommes estiment, en effet, qu'ils sont en droit d'avoir leur part du bénéfice accru. On espère que cette demande sera soumise à l'arbitrage et réglée amiablement.

Des Français visitent la flotte anglaise. — Un groupe de personnalités françaises, comprenant MM. Pichon, Reinach, René Bazin, Pierre Mille, a visité, dans les premiers jours de septembre, la grande flotte britannique sous la conduite du capitaine Collard.

Ce groupe fit une tournée d'inspection en Angleterre afin de se rendre compte de l'effort de notre alliée.

Avec les réserves obligées, ces personnalités ont exprimé leur confiance dans l'effort anglais à cette heure.

M. Pichon écrit :

La vue de l'armée de terre créée par Lord Kitchener en quelques mois m'avait fait admirer les ressources et la volonté du pays qui l'a improvisée. La vue de ses forces navales, organisées et dirigées par des marins qui sont les héritiers des traditions les plus mémorables de l'histoire, me confirme dans le sentiment que rien n'abattra ni ne vaincra l'effort maritime de notre puissant allié.

Il n'y a pas que les côtes de ses îles qui soient gardées de telle manière que toute menace sérieuse contre elles soit une chimère. Ses navires, ses arsenaux, la direction et l'administration de sa flotte lui permettent d'envisager sans inquiétude toutes les éventualités d'une guerre aussi longue et acharnée qu'on la suppose, et d'aspirer à la venue du jour où il pourrait se mesurer avec toutes les forces combinées qui peuvent être mises en ligne contre lui.

Si l'Allemagne a travaillé depuis un an sans arrêt à la fabrication de ses dreadnoughts, de ses cuirassés, de ses croiseurs, de ses torpilleurs et de ses sous-marins, la Grande-Bretagne n'a pas laissé passer une heure sans poursuivre l'exécution du programme qui est la garantie de sa sécurité et de sa vie. Au moment où j'écris, j'ai sous les yeux des bâtiments prêts à lever l'ancre au premier signe de l'amiral qui les commande et qui, j'en suis sûr, n'ont à craindre aucune comparaison, ni comme construction, ni comme armement, ni comme nombre, ni comme chefs, ni comme équipages. Et je vais partir pour en voir d'autres, plus nombreux encore, sur un autre point des côtes britanniques, car ce ne sont pas ici les bases navales qui manquent... Conservons en France la même résolution, la même énergie et la même fécondité d'action que dans toutes les parties du Royaume-Uni depuis la pointe méridionale de l'Angleterre jusqu'au sommet de l'Écosse, et l'avenir nous reste avec les satisfactions de la victoire, dont nos ennemis ne parlent plus que du bout des lèvres en chuchotant un peu partout des espoirs de paix qui cadrent bien mal avec leur apparente vantardise.

De retour en France, M. Pichon, au cours d'une réception donnée à des députés anglais au Ministère du Travail à Paris, a laissé entendre que le chiffre des sous-marins allemands coulés par la marine anglaise se rapproche de la cinquantaine.

M. René Bazin, de l'Académie française, a porté à ses hôtes un toast qui s'achève ainsi :

Vous demandiez quelle serait la constance d'un peuple qu'on représente si aisément comme léger; vous le voyez maintenant, car depuis treize mois, sous les yeux de vos officiers et de vos soldats, ce peuple montre une âme courageuse et sainte.

Et, ce qui est délicieux, et digne de vous, c'est que vous le comprenez, et que vous avez une jolie manière de découvrir la France et de le dire. Ah! messieurs, le temps de la parole vaine est passé, celui des phrases où il n'y avait que de la musique et le pour et le contre balancés adroitement. Cette fausse littérature s'est cachée, comme une grouse le jour de l'ouverture de la chasse. Mais les paroles vraies et fortes, nous les avons entendues sur les lèvres des soldats, nous les avons lues, avec une émotion vive, dans certains discours de vos hommes d'État et dans certains articles de votre grande presse. Je ne sais pas en vérité, qui je remercie en ce moment. Vos écrivains ont l'habitude, la plupart du temps, de ne pas signer les articles qu'ils font dans les quotidiens. Peu importe : ce que je vais dire sera pour la nation tout entière dont ils sont la voix. Ces hommes choisis, cette élite d'ancienne et chrétienne civilisation a merveilleusement compris la France qu'elle a vu combattre près d'elle et pour la cause commune. Plusieurs de vos écrivains ont eu, pour la juger, des mots admirables, qui ont pénétré profondément dans nos cœurs, des mots d'humanité supérieure, des mots fraternels et qui font pleurer. Et l'un de vos artistes les plus personnels, une de vos gloires, Rudyard Kipling, dans une interview toute récente, ajoutait sa strophe à ce poème d'intelligence et d'amour, par lequel nos deux peuples se saluent l'un l'autre et inaugurent l'avenir.

Oui, la France et l'Angleterre se sont reconnues pour deux nations sœurs, différentes de caractère et de tempérament, mais nobles toutes deux et du même idéal. Et, du fond de mon cœur, je forme un souhait. Que Dieu les garde ainsi unies à jamais dans la guerre nécessaire et dans la paix conquise, pour la prospérité de chacune d'elles et pour l'honneur du monde; car le monde sans honneur pourrait être habité par d'autres races, mais non par des Anglais, mais non par des Français.

Les zeppelins en Angleterre. — A la requête du Ministère de l'Intérieur britannique, il a été établi un bilan des dégâts causés par les bombes jetées sur la région de Londres lors du dernier raid des zeppelins.

Au point de vue militaire, les résultats sont absolument nuls.

Tous les dégâts intéressent uniquement les propriétés privées et toutes les victimes sont des non-combattants.

Trois millions de soldats annoncés par M. Asquith. — Voici comment se décompose ce total :

Actuellement en service		3.000.000
Au début de la guerre :		
Armée régulière.	711.575	
Marine	209.482	
		921.057
Soit : enrôlements acceptés nouveaux		2.078.953

Si l'on déduit du chiffre de trois millions cité par M. Asquith, les pertes subies, soit 381 982 morts, blessés et prisonniers, il reste sous les armes 2 618 018 hommes, chiffre qui est en dessous de la vérité, puisque journellement des blessés reprennent leur place.

Il y a lieu d'ajouter que 25 p. 100 des volontaires ont été jugés inaptes au service armé.

L'hypothèse d'une invasion allemande en Angleterre. — Du colonel Repington dans le *Times* :

Le succès d'une attaque de l'Angleterre par mer est beaucoup moins probable à l'heure actuelle qu'il y a un an. Grâce à la complète destruction de la puissance et des bases navales allemandes et grâce aussi à l'entrée de l'Italie dans la guerre, nous avons pu consacrer toutes nos forces maritimes à contrôler la flotte de haute mer (qui n'a jamais mérité son nom) et à protéger nos côtes. En maintes occasions nous avons entendu parler de la préparation par l'Allemagne de navires et de troupes en vue d'un coup contre nous, et nous savons que la volonté de nous atteindre est un fait indiscutable, mais chaque fois le courage de l'ennemi lui a manqué à l'heure critique, et il y a plus de raisons chaque jour pour que le courage lui manque, car nos flottes augmentent plus rapidement que les siennes.

Le colonel Repington estime qu'il n'en faut pas moins organiser sérieusement la défense nationale.

Nous avons besoin d'un commandement en chef des forces métropolitaines avec un bon état-major et avec une responsabilité entière pour la défense de nos côtes. Si le Canada pouvait se séparer du duc de Connaught, il serait la personnalité idéale pour ce poste.

Au Parlement anglais. — A propos du vote des crédits, M. Asquith passe en revue la situation militaire.

Nos positions sur le front ouest ont été renforcées à l'aide de contingents importants et de munitions et notre ligne s'est allon-

gée considérablement ; car nous assumons maintenant la défense d'une partie des tranchées de nos alliés.

Nous n'avons pas encore réussi, en ce qui concerne les Dardanelles, à repousser les Turcs des crêtes qu'ils occupent, bien que nous ayons obtenu des gains de terrain appréciables et y possédions actuellement un front continu de plus de douze milles.

On ne saurait trop faire l'éloge des troupes qui combattent dans cette région.

A l'Est, les Allemands ont essayé d'écraser les lignes russes ; mais je tiens à bien faire remarquer que les Allemands possèdent seulement la supériorité en artillerie, grâce à laquelle ils ont réussi à faire reculer la ligne de notre vaillante alliée et pris plusieurs forteresses ; mais, tous les comptes rendus nous prouvent que la retraite russe s'est accomplie d'une façon admirable et que l'armée russe est toujours intacte.

Tandis que l'automne approche rapidement, les Allemands sont loin d'avoir atteint leur objectif.

Le fait que le Tsar assume le commandement suprême est la preuve la plus significative qui puisse être donnée de la détermination inébranlable du peuple russe, du plus humble jusqu'au plus riche.

Le Premier Ministre conclut ainsi son exposé :

Ce conflit est en somme une guerre de mécanique, d'organisation et d'endurance ; la victoire penchera très probablement du côté qui sera le mieux armé et qui pourra tenir le plus longtemps, et c'est justement ce que nous avons l'intention de faire.

Ne récriminons pas trop.

Nous avons satisfait aux désirs légitimes et aux espoirs de nos alliés et nous supportons le fardeau que nous nous sommes librement imposé par notre compréhension de l'idée du devoir et des responsabilités.

Ce que je blâme et que je tiens à bannir, ce sont les querelles intestines, afin qu'on ne puisse pas dire que, au moment le plus décisif de notre histoire, il y ait eu un relâchement quelconque des énergies et de la volonté tenace du peuple anglais.

Le budget britannique. — M. Mackenna, Chancelier de l'Echiquier, a déposé le 21 septembre aux Communes le budget pour l'année financière 1915-1916.

Sur la base des impôts actuels, les recettes sont estimées à 6 milliards 800 millions de francs et les dépenses à 39 milliards 750 millions.

Si énormes que soient nos prévisions de dépenses, dit le Ministre, j'ai la certitude que le pays est prêt à y faire face avec confiance et courage. Pour nous permettre de remplir notre tâche

colossale, toutes les classes de la nation doivent consentir de grands sacrifices.

Les impôts que je vais proposer sont établis sur une échelle sans précédent. Il est évalué qu'à la fin de l'année courante, notre dette sera de 55 milliards; mais cela n'épuisera en aucune manière nos ressources. Nous devrons prévoir 4 milliards 750 millions pour la marine, 17 milliards 875 millions pour l'armée et 10 milliards 575 millions pour avances aux alliés et aux colonies.

Autant qu'on puisse en juger, le total général des dépenses quotidiennes jusqu'à la fin de l'année financière, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1916, sera de 112 millions et demi sauf pour les dernières semaines, pendant lesquelles il pourra dépasser 125 millions.

M. Mackenna prévient la Chambre que son programme ne procède d'aucune école définie, qu'il ne satisfera complètement personne, ni les libre-échangistes, ni les protectionnistes.

Mais en un pareil moment, dit-il, nous devons laisser de côté les théories fiscales; nous devons considérer la situation des changes et décourager les importations. Nous devons obéir à la nécessité de réduire la consommation.

Le Chancelier de l'Échiquier termine par ces paroles :

L'accroissement des recettes résultant de la majoration des droits de douanes et des contributions indirectes sera pour la fin de l'exercice courant de 287 500 000 francs et pour une année fiscale entière de 626 750 000 francs. Ajoutant ce chiffre à la somme précitée de un milliard 927 125 000 francs obtenue par les augmentations proposées des recettes intérieures, on obtient le total imposant de deux milliards 553 875 000 francs pour l'augmentation de recettes ordinaires prévues.

Après une brève discussion au cours de laquelle l'assemblée a donné son approbation générale aux propositions du Gouvernement, le budget a été adopté à l'unanimité.

Chambre des Lords. — A la Chambre des Lords, Lord Kitchener donne un aperçu de la situation militaire.

Il se félicite des résultats obtenus en Mésopotamie. Les abords de l'Euphrate ont été nettoyés d'ennemis sur près de soixante milles. Il rappelle ensuite la conquête de l'Est africain.

Abordant la question du recrutement, il déclare que la réponse du pays à l'appel de recrues fut presque miracu-

leuse; mais le maintien des effectifs en campagne dépend en grande partie de l'affluence régulière des recrues :

L'obtention du nombre nécessaire pour 1916 nous causa une grande inquiétude, accentuée par la diminution du nombre des engagements. Nous sommes tous d'avis que les effectifs de nos armées doivent être maintenus jusqu'à la fin du conflit. Nous aurons donc besoin d'un plus grand nombre de recrues et nous étudions la question. La statistique et le registre national nous fourniront les bases des ressources du pays et détermineront le chiffre des hommes disponibles pour l'armée et les usines affectées à la fabrication du matériel de guerre.

Lord Kitchener termine en disant :

De la diminution des recrues, ne tirez pas des conclusions défavorables. Pensez au contraire que la façon dont toutes les classes de la société ont répondu à notre appel patriotique est magnifique. Je n'ai aucun doute que notre peuple est prêt à faire gaîment tous les sacrifices nécessaires pour arriver à la conclusion victorieuse de cette lutte gigantesque.

Belgique. — Lors de la réunion pour la restauration des monuments en Belgique, le gouverneur général von Bissing a prononcé le discours suivant :

On nous a démontré que nous devions faire preuve de tendresse vis-à-vis des Belges en reconstruisant les monuments démolis par la guerre.

Je suis persuadé qu'on ne doit pas employer la méthode brutale pour l'administration des communes, et je rends grâce à mon gouvernement civil d'avoir accompli son devoir en observant strictement la convention de La Haye.

Le Belge est un rébus psychologique. Il pousse son amour de la liberté jusqu'à l'arbitraire, mais au fond il est enchanté qu'on le force à faire certaines choses qui sont nécessaires.

La collaboration des Belges que je désire se heurte au boycottage de ceux qui veulent que tout aille de travers. C'est chez nos ennemis que se trouve l'origine de ce mauvais esprit.

On ne veut pas laisser la population belge jouir des bienfaits de la paix. Cependant, quand le gouvernement général ordonne, tout le monde est satisfait.

La Belgique est proche parente de l'Allemagne. Dans les provinces rhénanes on est très libéral, mais il est trop tôt pour que cette parenté puisse être mise en évidence. La culture de la Belgique est d'une insuffisance terrifiante. Il ne peut donc qu'être avantageux pour tous si la culture et l'énergie allemandes se mettent à reconstruire les villes détruites et à en faire de véritables monuments de la culture allemande.

Le Gouvernement belge. — Un conseil de cabinet a été tenu à Sainte-Adresse sous la présidence de M. de Broqueville.

Parmi les questions traitées, le principe théorique de la neutralité belge, au point de vue juridique et historique, a été discuté par les membres du Gouvernement. Cette question est une de celles qui se poseront quand la Belgique sera restaurée dans sa souveraineté et quand elle devra décider le renouvellement ou l'abandon du régime de la neutralité permanente qui lui fut imposée par les traités de 1839, et qui se trouve détruit en fait par l'agression allemande.

Mme Carton de Wiart. — A l'expiration de sa peine, Mme Carton de Wiart a été bannie. Dans la prison, elle a été assimilée aux prisonniers de droit commun.

Les pertes belges. — A la suite d'un article faisant l'historique de la campagne de l'armée belge depuis l'invasion et démontrant par des faits la belle attitude de l'armée, M. Roland de Marès écrit dans le *Temps* :

Les pertes, dont les Belges n'ont jamais fait le compte, parce que dans leur résolution de poursuivre la lutte jusqu'au bout ils ne voulaient céder à aucune sentimentalité, on peut en parler maintenant qu'une armée nouvelle, bien équipée, bien armée, plus puissante que celle des premiers jours de la campagne, tient dignement sa place dans le vaste ensemble des forces alliées. On a vu que lors de la mobilisation, le 31 juillet 1914, l'armée de campagne comptait 93 000 fusils, 6 000 sabres et 324 canons. Des documents officiels, il résulte que cette armée de campagne ne comptait plus, le 31 octobre 1914, après les sanglants combats de l'Yser, que 32 000 fusils, et que 200 canons étaient hors d'usage... Ces chiffres ne se commentent pas; toute l'éloquence est en eux-mêmes. Ils proclament à la face du monde, ces chiffres, qu'un peuple qui, après un tel sacrifice généreux de son sang, a su trouver dans sa volonté ardente d'être lui-même le moyen de constituer une armée nouvelle et de demeurer irréductible devant les Barbares, est digne de la liberté.

Russie. — L'Empereur Nicolas II a présidé le 2 septembre à 11 heures, a Pétrograd, la séance d'ouverture des conférences techniques convoquées pour discuter les mesures à prendre afin de donner plus d'unité à la défense nationale russe. Parmi les questions qui sont examinées se trouvent celles relatives aux entreprises publiques servant aux be-

soins de la défense : aux conditions du ravitaillement des troupes; au transport des combustibles destinés aux convois de provisions et de munitions.

Au début de la séance d'ouverture, Nicolas II a prononcé le discours suivant :

La question confiée à la conférence spéciale de la défense nationale est la plus grave et la plus importante de l'heure actuelle. Elle concerne un ravitaillement plus intense de l'armée en munitions; c'est l'unique chose que nos vaillantes troupes attendent pour arrêter l'invasion étrangère et faire revenir le succès de nos armes.

Les Corps législatifs que j'ai convoqués dans la présente session m'ont donné fermement, sans la moindre hésitation *la seule réponse qui soit digne de la Russie*, réponse que j'attendais et qui est de *poursuivre la guerre jusqu'à la complète victoire*. Je ne doute pas que telle soit la voix du pays russe tout entier.

Cependant, la grande résolution que nous avons adoptée implique aussi une plus grande intensité d'efforts de notre part; cette pensée est devenue commune; il est nécessaire pourtant de la mettre en œuvre dans le plus bref délai, et c'est précisément à quoi doit servir votre conférence.

Cette conférence réunit pour un travail commun et solidaire le Gouvernement, les délégués des Corps législatifs, des institutions publiques, de nos industriels, en un mot les représentants de tout le monde russe des affaires.

Vous ayant donné avec une pleine confiance des pouvoirs d'une importance exceptionnelle, je suivrai toujours avec la plus profonde attention vos travaux, y prenant une part personnelle au besoin.

Nous avons une grande tâche devant nous; nous y concentrons tous nos efforts, soutenus par le pays entier. Laissons de côté pour le moment toute autre préoccupation, quand même elle serait grave, quand même elle concernerait l'État, si elle n'est pas essentielle dans le moment présent. Rien ne doit distraire nos pensées, notre volonté, nos forces du but maintenant unique, qui est de chasser l'ennemi de nos frontières.

Dans ce but, nous devons avant tout assurer le complet équipement militaire de notre armée active, ainsi que des troupes convoquées sous les drapeaux.

Cette tâche vous est désormais confiée, messieurs; je sais que vous consacrerez toutes vos forces, tout votre amour pour la patrie à son accomplissement.

Au travail, avec l'aide de Dieu!

Le Tsar général en chef. — Un ordre du jour à l'armée, daté du 5 septembre, signé par le Tsar, porte :

Aujourd'hui j'ai pris le commandement de toutes les forces armées de terre et de mer dans les opérations sur le théâtre de la guerre. Avec une foi ferme dans la clémence de Dieu, avec l'assurance inébranlable dans la victoire finale, nous remplirons notre haut devoir de défendre la patrie à outrance et nous ne déshonorerons pas le pays russe.

Signé : NICOLAS.

Le Tsar a adressé au généralissime grand-duc Nicolas le rescrit qui suit :

Au début de la guerre, des motifs d'ordre supérieur m'avaient empêché de suivre l'inclination de mon âme et de me mettre à la tête de l'armée, c'est pourquoi je vous chargeai du haut commandement de toutes les forces armées de terre et de mer.

Sous les yeux de toute la Russie, Votre Altesse a fait preuve au cours de la guerre d'une vaillance inébranlable qui a fait naître une profonde confiance et les vœux pieux de tous les Russes à votre adresse lorsque vous avez connu les vicissitudes inévitables à la fortune militaire.

L'appel au service de la patrie dont Dieu me chargea m'ordonne aujourd'hui, au moment où l'ennemi pénètre à l'intérieur de l'Empire, de prendre le haut commandement des troupes actives, de partager avec mon armée les fatigues de la guerre et de sauvegarder avec elle la terre russe contre les attentats de l'ennemi.

Les voies de la Providence sont ignorées, mais mon devoir et mon désir me soutiennent dans cette résolution due aux considérations de la conservation de l'État. L'invasion ennemie sur le front occidental s'accentuant, je veux avant tout une concentration des plus intenses de toutes les autorités militaires et civiles, ainsi que l'unification du commandement de la guerre avec une activité générale de tous les éléments de l'administration gouvernementale qui nous ont fait détourner notre attention du front sud.

Dans cette conjoncture je reconnais la nécessité de votre aide et de vos conseils sur notre front sud et je vous nomme vice-roi du Caucase et commandant en chef de la vaillante armée du Caucase.

J'exprime à Votre Altesse ma profonde reconnaissance et celle de la patrie pour les fatigues de la guerre.

Signé : NICOLAS.

Le grand-duc généralissime a adressé à ses troupes l'ordre du jour qui suit :

Armée et flotte vaillantes !

Aujourd'hui l'auguste chef suprême, Sa Majesté l'Empereur, s'est mis lui-même à votre tête. Je m'incline devant votre héroïsme de

plus d'une année et vous exprime ma reconnaissance cordiale, chaleureuse et sincère. Je crois fermement que puisque le Tsar lui-même, à qui vous avez prêté serment, vous conduit, vous accomplirez de nouveaux exploits encore jamais vus, et je crois que Dieu, dès ce jour, accordera à son élu son secours tout-puissant en vous apportant la victoire.

Signé : général aide de camp, NICOLAS.

Échange de télégrammes entre le Tsar et le Président de la République. — Sa Majesté l'Empereur de Russie a adressé au Président de la République la dépêche suivante :

Zarskoë-Stawki, le 6 septembre.

Le Président de la République. — Paris.

Me mettant aujourd'hui à la tête de mes vaillantes armées, j'ai particulièrement à cœur de vous adresser, Monsieur le Président, les vœux les plus sincères que je forme pour la grandeur de la France et la victoire de sa glorieuse armée.

NICOLAS.

Le Président de la République a répondu à Sa Majesté l'Empereur par le télégramme suivant :

Paris, le 7 septembre.

Sa Majesté l'Empereur de Russie.
Zarskoë-Ztawki.

Je sais qu'en prenant elle-même le commandement de ses héroïques armées, Votre Majesté entend poursuivre énergiquement jusqu'à la victoire finale la guerre qui a été imposée aux nations alliées. Je Lui adresse, au nom de la France, mes souhaits les plus chaleureux.

Raymond POINCARÉ.

Au sujet des finances russes. — Avant de partir pour Paris, M. Bark, Ministre des Finances de Russie, a eu l'occasion de répondre à diverses questions qui lui ont été posées par les commissions de la Douma.

Voici comment la *Novoié Vrémia* résume les explications du Ministre :

Les députés ont posé à M. Bark plusieurs questions sur les mesures prises en vue d'améliorer le cours du rouble, sur la possibilité pour le Gouvernement russe de contracter un emprunt en Amérique, sur l'ouverture de la Bourse, etc.

Le Ministre a répondu en détail à toutes ces questions, et s'est arrêté plus longuement sur le cours du change.

M. Bark a ensuite déclaré, en ce qui concerne un emprunt en Amérique, que plusieurs personnes s'étaient déjà offertes comme intermédiaires, mais que leurs offres avaient été déclinées pour des motifs divers. Le Ministre des Finances a dit également qu'il ne voyait pas la nécessité d'ouvrir la Bourse pour le moment.

Au cours de la session ouverte le 1er septembre, de vives critiques sont adressées par les partis d'opposition aux dirigeants de la guerre. Étudiant les causes de la défaite russe, M. Savitch (constitutionnel modéré), stigmatise l'impréparation à la guerre, M. Efmevoff, progressiste, la légèreté du Ministre de la Guerre, Soukhomlinoff, faisant en janvier des déclarations rassurantes sur les munitions ; le chef des constitutionnels démocrates n'est pas moins virulent. Il s'écrie dans la séance du 15 :

Le départ pur et simple du Ministre de la Guerre ne satisfait pas le pays. Ce Ministre a trompé la Douma, car il lui a donné des renseignements faux... Au surplus, personne ne croit que lui seul est responsable et qu'avec son départ la gabegie a cessé : seule l'instruction judiciaire peut mettre fin au gaspillage et dire qui est coupable et qui est innocent.

... Si le Gouvernement n'a pas un programme de collaboration étroite avec la Douma, celle-ci sait ce qu'elle veut. L'opinion publique s'est prononcée dans une série de congrès et a donné son idée : c'est l'organisation autonome de toutes les forces vives du pays pour la victoire.

Le 17 septembre, l'Empereur proroge la Douma pour plusieurs semaines. L'opinion au dehors juge diversement l'acte du Tsar. La Douma manifestait des aspirations vers le régime parlementaire qui ont pu sembler inopportunes. L'essentiel est que cette mesure n'a aucun effet fâcheux sur les coopérations militaires de nos alliés. La Douma reste calme, le peuple également. Une grève, qui avait éclaté à Moscou, est presque complètement enrayée. Le même jour où il prorogeait la Douma, le Tsar accordait une amnistie aux condamnés politiques, dont on fixe le chiffre à cent mille.

Les ressources en hommes de la Russie et celles de l'Allemagne. — Le colonel K. Choumsky écrit dans le *Birjevia Viedomosty* (Pétrograd) :

Tandis que chez nous un manifeste impérial montre la nécessité de convoquer le deuxième ban, les Allemands font examiner par des commissions médicales les réformés ou reconnus inaptes antérieurement de quarante-cinq ans. Les personnes mêmes les

plus sceptiques pourront en tirer des conclusions favorables aux Russes. Ainsi donc la Russie se propose de mettre en ligne son deuxième ban quand son ennemi a déjà utilisé et dépensé cette réserve depuis longtemps. En réalité, l'organisation est un peu différente chez lui. Il classe dans le deuxième ban, le *landsturm*, les hommes âgés de plus de quarante ans, tandis que jusqu'à quarante ans les hommes font partie du premier ban de ce *landsturm*. Cette décomposition justifiait très bien le plan allemand qui prévoyait un succès immédiat, décisif et rapide.

Les succès sur mer, d'après l'*Invalide russe* :

Les combats navals de la Baltique offrent un grand intérêt moral. Pour nous ils ont de l'importance, parce que nous sommes convaincus, une fois de plus, que notre flotte est parfaitement en état de paralyser les tentatives de l'adversaire. De plus, on a constaté que les craintes du début, au sujet de la faiblesse de nos unités navales — faiblesse qui donnait à croire que la flotte serait immobilisée comme la flotte allemande — ne se sont pas justifiées. La preuve en est que nos navires sont sortis au large et ont très bien su infliger de lourdes pertes à nos ennemis. Ces pertes seront très sensibles à leur amour-propre. Du côté allemand les récents combats ont fait évanouir l'espoir d'une maîtrise de la Baltique et d'un concours efficace de la flotte sur mer en vue de développer les communications des armées allemandes avec leurs bases de ravitaillement.

Les Allemands en Courlande. — Les Allemands s'occupent activement de coloniser la Courlande. Les colons qui s'étaient enfuis en même temps que les troupes ennemies reviennent chez eux et on a mis à leur disposition les fermes et propriétés voisines des paysans lettons. En outre de ces anciens colons, des paysans allemands de l'Allemagne du centre, où ils n'ont pas de terres, arrivent en grand nombre. Ils moissonnent activement. On leur a envoyé des batteuses d'Allemagne.

Les colons disent aux paysans lettons qui sont restés chez eux que le Gouvernement allemand leur a donné en jouissance perpétuelle les propriétés lettonnes et qu'après la guerre les propriétés des paysans lettons qui se sont enfuis seront données aux colons allemands.

Les deux Impératrices de Russie. — Récit d'une conversation qu'a eue récemment la présidente d'une œuvre de la Croix-Rouge polonaise avec l'Impératrice douairière de Russie et la Tsarine, rapportée par la *Stampa*, de Turin :

... Je dis à l'Impératrice douairière la tristesse qu'éprouve la population polonaise à être sous le joug allemand et je manifeste l'espoir de toute la population de Varsovie de voir bientôt les armées victorieuses du Tsar réoccuper cette belle partie de l'empire russe. Tandis que je parle, je vois trembler les mains de l'impératrice-mère. Parfois, l'auguste souveraine, qui est toute vêtue de noir, a des gestes nerveux. Quand j'ai fini de parler, S. M. Maria Feodorowna me dit :

« Oh! comme je hais ces Allemands! Je suis Danoise : du jour où ils se sont emparés du Slesvig-Holstein, je les ai haïs. Et pendant cinquante ans, j'ai dû, à la cour, porter un masque! La Russie a été trop confiante en tous ces émigrés prussiens à qui l'empire a accordé des faveurs et de hautes situations! Un Allemand, même si on le comble de bienfaits, reste toujours Allemand. Je l'ai dit souvent quand le tsar Alexandre vivait encore. On n'a pas voulu me croire. Un homme avait prévu l'épouvantable agression germanique : ce fut le défunt roi Edouard d'Angleterre, qui fut un grand souverain. Imaginez que lorsque la guerre me surprit, alors que je traversais l'Allemagne, les Berlinois firent au passage de mon train spécial une manifestation hostile, en criant : « Russische Schweine » (cochons russes!) C'est un peuple de misérables. »

Voici les impressions de la présidente de la Croix-Rouge sur la Tsarine :

Le regard de l'Impératrice est lointain, profond, triste et mystique. Enfin la Tsarine parle. Elle s'exprime en français avec un fort accent anglais. Elle me dit : « Vous venez de Varsovie? de Varsovie qui est allemand?... Mon Dieu! quelle guerre; c'est un vrai déluge de sang! Quelle douleur! »

C'est tout : l'audience est terminée. Une dame d'honneur me fait un signe. En me retirant, j'ai le temps de remarquer que les yeux mystiques de la Tsarine sont pleins de larmes.

Italie. — Le général Joffre en Italie. — La nouvelle de la visite du général Joffre au front italien produit à Rome une très grande impression. On attache à cette visite du généralissime français en Italie, dans les circonstances actuelles, une haute signification politique et internationale, et on la considère comme étant, peut-être, le prélude d'importants événements. Une alliance indissoluble et toujours plus étroite unit l'Italie aux puissances de la Triple-Entente.

Le général Joffre s'est longuement entretenu avec M. Salandra et le général Cadorna.

L'Italie et l'Allemagne. — Depuis trente ans l'Allemagne s'était efforcée d'établir en Italie sa suprématie commerciale,

financière et industrielle, et elle y avait réussi dans une large mesure. Si l'Allemagne avait eu la patience d'attendre vingt ans de plus, elle était la maîtresse de tous les marchés européens et tous les peuples se trouvaient vis-à-vis d'elle dans un véritable état de vasselage économique. C'était le cas notamment de l'Italie, où la plupart des entreprises étaient tombées entre les mains des Allemands et où ceux-ci par leurs capitaux disposaient de toute la vie industrielle et financière du pays. Il a fallu la guerre pour amener une réaction et montrer au peuple italien le véritable état des choses. Bien qu'il n'y ait eu encore aucune déclaration, la guerre militaire existe de fait entre l'Italie et l'Allemagne et elle est le prélude de la future guerre économique.

C'est en prévision de cette lutte que l'Italie s'occupe dès à présent de nouer des accords entre tous les peuples de la Quadruplice et de compléter l'alliance politique et militaire par une alliance économique. Les gouvernements de la Quadruple-Entente, une fois la victoire obtenue, tendront à isoler complètement les empires du centre et à dresser contre ceux-ci une barrière infranchissable.

Serbie. — Le Bureau de la Presse publie le 4 septembre la note suivante :

Dans les milieux compétents, on annonce que la réponse du Gouvernement royal aux puissances de la Quadruple-Entente est prête et sera remise prochainement.

Il est permis de croire que cette note s'inspire du vote de la Chambre serbe recommandant au Gouvernement de réaliser l'idéal serbo-croate-slovène au prix de sacrifices indispensables.

Assurément, M. Pachitch a dû faire des réserves : 1° sur certains territoires macédoniens que la Serbie souhaiterait conserver; 2° sur la date à laquelle pourrait s'opérer la remise des autres territoires qui seraient rétrocédés à la Bulgarie ; 3° sur l'importance des compensations à accorder aux Serbes, notamment en Dalmatie et en Albanie, ainsi que sur la question de la Croatie.

Mais ce qu'il est permis de dire, étant donnée l'acceptation en principe par la Serbie des propositions de la Quadruple-Entente, c'est qu'il n'y a plus désormais de difficultés insurmontables entre Serbes et Bulgares.

En tout cas, si l'intransigeance des Bulgares fait échouer ces propositions et si la Serbie ne peut pas compter sur ces voisins contre une nouvelle agression autrichienne, elle ne sera pas prise au dépourvu. Depuis six mois l'armée du roi Pierre a reçu, chaque semaine, par la voie de Salonique, un chargement de munitions et d'armes. Les munitions sont aujourd'hui si nombreuses, qu'on peut affirmer que les Serbes possèdent une artillerie pourvue de tout le nécessaire.

Le typhus et les autres maladies épidémiques, grâce aux efforts de la mission sanitaire française, ont disparu.

Les aviateurs arrivés de France accomplissent un service de reconnaissance admirable. Les artilleurs ont organisé les défenses naturelles du Danube et de la Save de la façon la plus parfaite. Les cadres des officiers, fortement diminués après les terribles batailles du mois de décembre, ont été reconstitués avec des hommes jeunes et ardents, qui ont eu le temps de s'instruire pendant cette période de calme.

Les Albanais des nouvelles provinces conquises forment déjà des régiments pleins d'enthousiasme. On distribue à l'armée 609 000 rations de pain par jour : ce qui veut dire que les soldats serbes, y compris les hommes du troisième ban, atteignent ce chiffre considérable. Bientôt plusieurs milliers de volontaires bosniaques, faits prisonniers par les Russes dans les combats avec les Autrichiens, viendront s'ajouter aux contingents serbes : ils ont demandé eux-mêmes d'aller combattre à côté de leurs frères de race.

Monténégro. — Le 10 septembre, M. Voukotitch, président du conseil, a donné sa démission avec tous les autres membres du cabinet.

Le roi a chargé de nouveau M. Voukotitch de former le cabinet.

Tous les anciens Ministres conserveront leur portefeuille à l'exception de M. Plamenatz, Ministre des Affaires étrangères, et de M. Popovitch, Ministre des Finances et travaux publics qui se retirent.

M. Voukotitch a accepté, outre la présidence du conseil, le portefeuille des affaires étrangères et M. Miouchkowitch, conseiller d'État, les finances.

Ces changements ne modifient en rien les dispositions du Monténégro qui, à l'instar de la Serbie, reprendra son action après avoir réparé les brèches d'une première campagne.

Japon. — Du *Times* :

Il est satisfaisant de savoir que la tension temporaire créée par une tentative peu sage d'imposer à la Chine des demandes excessives a maintenant complètement disparu.

Les modifications ministérielles annoncées récemment impliquent évidemment qu'une politique mieux étudiée et plus pondérée sera désormais poursuivie, et les assurances données par le comte Okuma dans son discours du 15 août ont été accueillies avec faveur par toutes les puissances qui portent un intérêt légitime aux affaires d'Extrême-Orient.

Il a le grand avantage de savoir qu'il a toute liberté de poursuivre le programme qu'il a exposé en prenant le pouvoir, et dont l'exécution trouvera l'appui de toute la nation japonaise et des principaux chefs des partis politiques. Enfin, l'aide substantielle que le Japon a donnée à ses alliés est profondément appréciée et aucune nouvelle du Japon n'a plus touché ses amis d'Europe que la décision prise par lui la semaine dernière d'étendre la fabrication de son matériel de guerre, tout spécialement pour aider la Russie, dans cette heure de nécessité.

Le concours du Japon. — Le *Rouskoe Slovo* publie cette dépêche de Shanghaï.

Les journaux japonais publient la réfutation de l'ambassadeur de Russie à Tokio, M. Malievsky-Malievitch, au sujet des bruits répandus par les Allemands prétendant que la Russie avait demandé l'envoi de troupes japonaises en Europe.

Notre ambassadeur a déclaré que la Russie avait encore 8 millions d'hommes non appelés sous les drapeaux.

Le Japon ne collaborera à la mobilisation russe que par son industrie.

Octobre 1915.

Angleterre. — Miss Edith Cavell fusillée. — Miss Edith Cavell, directrice de l'Ecole d'infirmières à Bruxelles, était accusée d'avoir donné asile à des fugitifs français et belges et de les avoir aidés à passer la frontière belge pour rejoindre leurs régiments.

Le 5 août, elle était arrêtée par les autorités allemandes et condamnée à mort.

Le *Foreign Office* vient d'être informé par l'ambassadeur des États-Unis que miss Edith Cavell a été fusillée le 13 octobre.

L'exécution eut lieu dans un jardin clos, à Bruxelles. Le peloton se composait de six hommes et un officier. Miss Edith Cavell fut extraite, par les soldats, d'une maison voisine. Elle avait les yeux bandés et la tête recouverte d'un voile noir. Jusqu'à ce moment elle avait marché bravement, mais comprenant qu'elle se trouvait devant le peloton d'exécution, ses forces l'abandonnèrent. Elle chancela et tomba à une vingtaine de mètres du mur contre lequel elle devait être placée.

L'officier allemand chargé de commander le feu s'avança vers miss Edith Cavell, toujours étendue à terre. L'officier tira de sa ceinture son revolver d'ordonnance de gros calibre, s'agenouilla, visa avec calme la tête de la victime et tira. Les soldats du peloton d'exécution se contentèrent de regarder. Ensuite, l'officier ordonna aux soldats de transporter le corps de la victime dans la maison, où une femme belge le reçut, d'après des instructions données par le ministre d'Espagne.

La relation de M. H. Stirling T. Grahan. — M. Grahan, le chapelain anglais de Bruxelles, qui assista miss Edith Cavell à ses derniers moments, a transmis au *Foreign Office*, par l'intermédiaire de la légation américaine à Bruxelles, un récit du drame.

Lundi soir 11 octobre, dit M. Grahan, grâce à un passeport spécial des autorités allemandes, j'ai été admis dans la prison de Saint-Gilles, où miss Edith Cavell a été tenue prisonnière pendant dix semaines. La sentence finale avait été prononcée au début de l'après-midi.

J'ai été étonné et soulagé de trouver mon amie parfaitement calme et résignée. Mais cela n'a diminué en rien la tendresse et l'intensité de sentiment, de part et d'autre, pendant cette dernière entrevue, qui a duré près d'une heure.

Ses premières paroles furent sur un sujet la concernant personnellement, mais elles furent suivies d'une affirmation solennelle et expressive de la lumière de Dieu et de l'éternité. Elle ajouta ensuite qu'elle désirait faire savoir à tous ses amis qu'elle donnait volontiers sa vie pour son pays, et elle dit :

« Je n'ai ni crainte ni terreur ; j'ai vu la mort si souvent qu'elle ne m'est ni étrange ni effroyable. »

Elle dit également :

« Je remercie Dieu pour ces dix semaines de quiétude avant la fin. Ma vie a toujours été pressée et pleine de difficultés ; cette époque de repos a été une grande grâce. Tous ont été très bons pour moi ici. Ce que je tiens à dire, me trouvant en face de Dieu

et de l'éternité, c'est que je me rends compte que le patriotisme n'est pas assez. Je ne dois avoir de haine ou d'amertume envers personne. »

Nous avons pris la communion ensemble et elle a reçu le message de consolation de la foi de tout son cœur. A la fin du petit service, j'ai commencé à répéter les mots : « Abide with me » (Séjourne en moi), et sa voix s'est doucement jointe à la mienne.

Nous sommes restés à causer d'une manière calme jusqu'au moment où je devais m'en aller. Elle m'a chargé de ses derniers messages pour ses parents et amis. Elle m'a parlé des besoins de son âme à ce moment, et elle a reçu l'assurance de la parole de Dieu comme seule une chrétienne peut le faire.

Puis, j'ai dit : « Adieu ! » et elle a souri en me disant : « Nous nous retrouverons. »

L'aumônier militaire allemand était avec elle lors de la fin, et lui a donné ensuite une sépulture chrétienne. Il m'a dit : « Elle a été brave et animée jusqu'à la fin. Elle a professé sa foi chrétienne et a dit qu'elle était heureuse de mourir pour son pays. Elle est morte en héroïne. »

H. Stirling T. Grahan,
chapelain anglais,
Bruxelles.

Dès qu'il apprit l'exécution, M. le Ministre des États-Unis à Bruxelles, M. Brand Withlock, écrivit au baron von der Lancken, pour lui demander que le corps de miss Cavell fût transféré à l'école d'infirmières dont elle était directrice. Il informait que le comité de direction de l'école se chargerait de l'inhumation dans l'arrondissement de Bruxelles en se conformant à toutes les conditions que les autorités allemandes imposeraient.

Le ministre américain ajoutait :

Je suis persuadé qu'aucune objection ne sera faite à cette demande et qu'on ne refusera pas cela à une institution à laquelle miss Cavell a consacré si charitablement une partie de son existence. Je me permets d'appuyer auprès de Votre Excellence la requête de l'école belge d'infirmières.

Cette requête fut repoussée.

Une comparaison qui s'impose. — En automne 1914, M. Fréd. Ahlers, consul allemand à Sunderland, fut arrêté pour avoir aidé, au moyen de faux papiers, de nombreux jeunes Allemands à quitter l'Angleterre et à rejoindre leurs régiments en Allemagne. Sa culpabilité étant irréfutablement établie, il fut condamné à mort. Mais malgré un délit qui,

étant données les circonstances, était infiniment plus grave que celui dont fut accusée Miss Cavell, *Ahlers fut gracié.* Il est resté dès lors en pleine possession de sa liberté. Il habite aux environs de Londres.

La mère de Miss Cavell. — La reine Alexandra a écrit une lettre de sympathie à Mrs Cavell, la vieille mère de miss Cavel, qui vit à Norwich. Mrs Cavell avait auparavant reçu de sir Ed. Grey un télégramme disant :

Je regrette profondément de vous informer que miss Cavell a été exécutée par les autorités allemandes, sous l'accusation d'avoir aidé des soldats britanniques à s'échapper. Elle est morte comme elle a vécu, dévouée au service de son pays.

A un ami qui lui faisait observer que l'orgueil d'avoir eu une telle fille doit compenser toute tendance à se désoler, Mrs Cavell répondit : « Oui, ma fille est morte en martyre et cette pensée me soutient et me rend fière, mais je suis aussi une mère et malgré toute ma fierté dans l'héroïsme de ma fille, je ne puis m'empêcher d'être cruellement affligée. »

Les projets de Lord Derby. — Lord Derby a exposé, le 19 octobre, en présence du Lord-Maire et de plusieurs notabilités, son projet pour activer le recrutement volontaire.

Après avoir déclaré que, si ce projet ne donne pas de résultats satisfaisants, le Gouvernement devra recourir à la conscription, Lord Derby a expliqué sa méthode, dont voici les principaux points :

Les hommes auxquels il fait appel sont divisés en 46 classes, dont 23 classes formées par les célibataires et 23 par les hommes mariés. Ces derniers ne seront appelés que si le nombre des célibataires recrutés est insuffisant; l'enrôlement sera fait tout de suite. Au cas où un nombre suffisant d'engagements serait atteint, les hommes qui s'inscriraient ensuite pourraient être appelés plus tard, après 15 jours de préavis.

Tous les hommes qui s'engageront, mais ne seront pas appelés tout de suite recevront une indemnité de 3 fr. 75 par jour, pendant tout le temps qu'ils resteront dans leur famille à la disposition des autorités militaires.

Les hommes mariés seront versés de préférence dans les services auxiliaires et sanitaires.

Pour rendre le blocus plus strict. — Par un ordre en

conseil du 25 octobre, le Gouvernement britannique vient d'abroger le paragraphe 57 de la Déclaration de Londres. Cette abrogation constitue une modification de la politique navale observée par l'Angleterre jusqu'à ce jour et de son système de blocus maritime.

En vertu du paragraphe 57 de la Déclaration de Londres, la nationalité d'un vaisseau était entièrement et exclusivement déterminée par son pavillon.

Par ce paragraphe 57 l'Amirauté britannique avait rompu avec une tradition ancienne à laquelle elle revient aujourd'hui : c'est que la nationalité d'un vaisseau est déterminée non seulement par son pavillon, mais par la nationalité de son ou de ses propriétaires.

En d'autres termes, l'abrogation du paragraphe 57 de la Déclaration de Londres aura pour conséquence d'étendre au navire des règles observées jusqu'à présent pour la cargaison. Si un vaisseau bat pavillon neutre, il conviendra d'examiner s'il n'est pas en totalité ou en partie la propriété de belligérants ennemis. En ce cas, ce navire ou — suivant les cas — partie de ce navire tombera sous le coup de l'ancienne loi de prises.

Cette modification de la politique navale britannique a été rendue nécessaire par les abus que permettait le paragraphe 57 de la Déclaration de Londres. L'expérience de la guerre a montré que très fréquemment un navire battant pavillon neutre était, malgré son pavillon, la propriété exclusive ou partielle de l'ennemi.

A la Chambre des Communes. — La Chambre des Communes a adopté, le 13 octobre, en troisième lecture, le projet de loi relatif à l'emprunt anglo-français aux États-Unis.

Le 19 octobre, Sir Henri Dalziel ayant demandé si les forces italiennes vont coopérer avec les forces anglaises et françaises en Serbie, M. Lloyd George lui a répondu que la meilleure méthode avec laquelle l'Italie peut apporter l'assistance la plus efficace à la Serbie et à la cause commune, est actuellement en discussion entre les alliés. Cette déclaration a été accueillie par de vifs applaudissements.

Sir Henri Dalziel a demandé ensuite au Premier Ministre si le commandant en chef du corps expéditionnaire en Serbie serait Anglais ou Français, à quoi M. Lloyd remplaçant M. Asquith a répondu qu'il regrette de ne pas pouvoir faire de déclarations à ce sujet.

Le 26 octobre, le député sir Philip Magnus ayant, au cours de la séance tenue par les Communes, demandé à Sir Edward Grey s'il pouvait donner à la Chambre quelques renseignements sur l'offre conditionnelle de Chypre à la Grèce, le Ministre des Affaires étrangères a répondu :

Nous nous sommes crus obligés, étant donné la situation très critique dans laquelle se trouvaient nos alliés serbes, de faire tous les efforts possible pour leur procurer la seule aide susceptible de pouvoir leur être fournie immédiatement.

En conséquence, le Gouvernement britannique informa la Grèce que, si elle était disposée à donner une assistance complète et immédiate à la Serbie contre la Bulgarie, nous étions prêts à lui remettre Chypre en retour.

Comme la Grèce n'a pas cru devoir secourir la Serbie, les conditions que nous avions mises à notre offre n'ont pas été réalisées et cette dernière est conséquemment devenue caduque.

M. Lloyd George a annoncé de son côté que M. Asquith qui, rétabli, doit rentrer à Londres demain, avait l'intention de faire prochainement une déclaration complète sur la situation générale.

A la Chambre des Lords. — Lord Landsdowne fait cet exposé sur les événements d'Orient :

Nous avons pensé aider la Serbie en passant par la Grèce, laquelle est liée à la Serbie par sa position géographique, des intérêts communs et les obligations d'un traité formel.

A la demande du Premier Ministre de Grèce, M. Venizelos, nous nous sommes engagés à fournir à la Grèce des troupes pour l'aider à satisfaire à ses obligations envers la Serbie. Voilà comment nous avons envoyé à Salonique les troupes que nous avions sous la main et qui étaient nécessairement peu nombreuses.

Les Français ont expédié également des troupes. En même temps, nous préparions des troupes plus considérables pour le sud-est de l'Europe et nous envoyions des navires pour leur transport.

La promptitude était indispensable, étant donnée la position de la Serbie. Les premières mesures étaient nécessairement incomplètes. Le premier contingent anglais n'était que de 13 000 hommes et ne constituait qu'une amorce.

Entre temps, les événements se développaient rapidement au sud-est de l'Europe. La Grèce estimait que le traité serbo-grec ne l'obligeait pas à aller au secours de la Serbie.

Les progrès militaires de l'ennemi dans le nord de la Serbie et l'attaque des Bulgares rendaient très improbable que la Serbie pût résister longtemps. La France et la Grande-Bretagne convinrent

d'étudier la situation lorsque les renforts seraient arrivés sur les lieux. Leurs conseillers militaires et navals se consultent actuellement au sujet de l'emploi qui sera fait du contingent anglais. Le général Munro doit envoyer son rapport sur la question envisagée sous tous ses aspects.

Belgique. — L'armée belge et la Croix de guerre. — Un conseil des Ministres vient d'être tenu sous la présidence du baron de Broqueville, Ministre de la Guerre et chef du cabinet.

Le Ministre a annoncé ensuite la prochaine création d'une croix de guerre pour les vaillants soldats belges. Un rapport a été adressé au souverain sur cette palpitante question dont la solution est à la vieille de se produire.

Les Allemands en Belgique. — Des rapports officiels parvenus au Gouvernement belge constatent que les soldats prussiens ont, par ordre de leurs chefs, fusillé en Belgique plus de cinq mille bourgeois.

C'est un chiffre approximatif et provisoire, car de nombreuses administrations, par crainte de représailles, n'ont pas osé présenter des rapports officiels.

Le retentissement dans le monde civilisé de l'exécution de miss Cavell ne saurait faire oublier que dans ce même mois d'octobre, il y en eut d'autres, celle, par exemple, d'un soldat belge Claes, accusé d'espionnage, mais non convaincu, d'après les *Nouvelles* de Maestricht, qui ajoutent :

Claes a simplement reconnu qu'il était soldat belge et a obstinément refusé de rien dire de plus, bien qu'on lui eût promis la vie sauve s'il avouait.

Le soldat Claes est mort en héros. Conduit chaussée de Curange, à Hasselt, dans les remblais du nouveau chemin de fer, le vendredi 8 octobre, à 4 heures du matin, il refusa de se laisser placer un bandeau sur les yeux et ne cessa de protester de son innocence.

Il est mort tout droit, farouche et superbe, en criant : « Vive la Belgique ! Vive la liberté ! » Son attitude a été si belle, que les 12 soldats qui devaient le fusiller n'ont pas eu le courage de le viser. Sur douze balles qu'ils ont tirées, une seule l'a touché et il a fallu que le sous-officier qui commandait le peloton l'achevât en lui tirant lui-même une balle de revolver dans l'oreille.

D'autre part, à Bruges, six jeunes gens condamnés par le conseil de guerre de cette ville pour espionnage, ont été *pendus*. Le général commandant von Schroten a fait connaître

cette sentence et son exécution par une affiche qui est placardée dans toutes les communes de France où passent des troupes allemandes.

Enfin, à Liége, *huit* sur *vingt-cinq* civils qui avait été condamnés en juin, pour espionnage, par le conseil de guerre allemand de Liége ont été fusillés.

En outre, la *Gazette de Cologne* se fait écrire de Bruxelles, à la date du 15 octobre, que le conseil de guerre a condamné cinq personnes à mort, quatre à quinze ans de prison pour avoir aidé des soldats anglais et français et des citoyens belges à passer la frontière.

Une explication de von Bissing. — Le gouverneur général von Bissing explique les condamnations dans une proclamation où, après avoir donné la version allemande de la bataille de Champagne, il dit :

Pendant que cette bataille décisive faisait rage sur le front, j'ai dû procéder à l'arrière de l'armée allemande contre les menées hostiles. A cette occasion, j'ai été forcé d'agir contre des tendances qui sont dues à un vain espoir, à la croyance d'un prompt retour du précédent état de choses. Certains milieux, qui mieux que tous autres auraient dû veiller à la paix intérieure, ont incité les esprits à l'insubordination ; des personnes qui s'étaient déclarées prêtes à collaborer avec moi au rétablissement du bien-être du pays, ont de nouveau prêté une oreille bienveillante aux instigations du Havre et de Londres ; de faux prophètes ont propagé de faux bruits et de cette façon amené des naïfs à commettre des actes criminels. Des Belges, par patriotisme mal compris ou encore plus par amour du gain, se sont laissé entraîner à l'espionnage, qui a abouti au même échec que l'offensive ennemie.

Malgré tout cela, nous sommes quand même parvenus à garder la distance de l'ennemi lâche et méchant qui menaça d'une façon traîtresse la sécurité de l'armée allemande.

Les plus lourdes peines ont dû être appliquées sans pitié à ceux qui s'étaient rendus coupables de menées criminelles.

Le lendemain de cette proclamation, le gouverneur adressa l'avis suivant publié par le *Bulletin Officiel* des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé :

J'ai appris que, dans le territoire du gouvernement général, il existe de nombreux oiseaux, surtout des pinsons, rendus aveugles et tenus en cage. Le fait d'aveugler les oiseaux est une cruauté que je ne tolérerai pas. J'invite les gouvernements et *Kommandanturen* à éclairer la population dans ce sens et à sévir avec rigueur contre ceux qui enfreindront cette défense.

Russie. — Un port libre de glaces. — Le nouveau chemin de fer de Pétrograd à Ekaterina, port qui est libre de glaces pendant toute l'année, dans l'océan Arctique, sera ouvert pour le service de guerre au commencement de novembre.

La construction de cette nouvelle ligne a été exécutée sous la direction d'ingénieurs américains. Une armée de dix mille hommes, la plupart des prisonniers, y a été employée.

Le terminus sur l'océan Arctique est Ekaterina, sur la côte septentrionale du golfe de Kola, où de grands quais et des entrepôts ont été construits.

Ce nouveau chemin de fer, à double voie, d'une longueur de 1 950 kilomètres, a été construit en six mois. Les bateaux qui ne pourront plus atteindre Arkhangel se rendront en toute saison à Ekaterina. Il est inutile de souligner l'importance de ce grand effort.

Un Manifeste impérial. — Au sujet de l'entrée en lice de la Bulgarie aux côtés des Austro-Allemands, Nicolas II a adressé au peuple russe, le 20 octobre, le manifeste suivant :

Nous faisons savoir à tous nos fidèles sujets que la trahison de la Bulgarie à la cause slave, préparée avec perfidie depuis le commencement de la guerre mais qui paraissait pourtant impossible, s'est accomplie.

Les troupes bulgares ont attaqué notre fidèle alliée la Serbie, ensanglantée par sa lutte contre un ennemi plus fort. La Russie et les grandes puissances, nos alliées, ont cherché à détourner le gouvernement de Ferdinand de Saxe-Cobourg de ce pas fatal. La réalisation des anciennes aspirations du peuple bulgare et l'annexion de la Macédoine étaient assurées à la Bulgarie par une autre voie conforme aux intérêts du slavisme ; mais les calculs secrets et intéressés inspirés par les Allemands et la haine fratricide pour les Slaves ont triomphé.

La Bulgarie, notre coreligionnaire depuis peu affranchie de l'esclavage turc par le fraternel amour et le sang du peuple russe, s'est rangée ouvertement aux côtés des ennemis de la foi chrétienne, du slavisme et de la Russie.

Le peuple russe voit avec douleur la trahison de la Bulgarie et c'est avec un cœur saignant qu'il tire son épée contre elle, en remettant à la juste punition de Dieu le sort des traîtres à la cause slave.

Le 21, M. Sazonof a fait la déclaration suivante au correspondant du *Times* à Pétrograd :

Quoique la Grèce ait formellement protesté contre le débarque-

ment des Alliés à Salonique, elle s'est abstenue de toute opposition active à ce débarquement. Il lui sera peut-être difficile de conserver cette attitude qui paraît ambiguë.

En ce qui concerne directement la Russie, l'attaque non provoquée de la Bulgarie contre la Serbie a interrompu le transport des marchandises entre la mer Noire et la Méditerranée.

Il me semble que les Alliés seraient en droit non seulement de bloquer le port de Dedeagatch et toute la côte bulgare, mais de prendre toutes les mesures utiles pour que l'ennemi ne retire aucun avantage de la neutralité d'une autre puissance.

Les mesures financières. — Un ukase impérial, en date du 24 octobre, ordonne au Ministre des Finances de réaliser sur les marchés étrangers des opérations de crédit pour une somme globale de cinq milliards et demi de roubles. L'ukase autorise le Ministre à émettre au besoin à l'étranger des bons du Trésor en livres sterling, en francs et en dollars.

Le Ministre des Finances a reçu les représentants de la presse et leur a exposé les projets du Gouvernement pour trouver des ressources. Il leur a dit que tout le système fiscal russe serait réformé sur la base de l'impôt sur le revenu, dont le projet, déjà approuvé par la Douma, est sur le Bureau du Conseil de l'Empire. Le Ministre élabore également un projet de monopole sur le thé, le sucre et les allumettes.

Tout prochainement, le Ministre prendra une décision sur la question du nouvel emprunt intérieur 6 pour 100, dont les conditions seront exceptionnellement avantageuses pour les souscripteurs.

Le Ministre a constaté que le marché financier intérieur russe abonde en ce moment en ressources libres et en a donné comme preuve le communiqué officiel signalant que le total des dépôts et comptes courants dans les banques privées a atteint la somme extraordinaire de 4 milliards de roubles, que l'accroissement des dépôts dans la période de septembre 1914 à 1915 a été de 700 millions et enfin que l'accroissement mensuel des dépôts dans les caisses d'épargne de l'État est de 50 millions de roubles.

La mission militaire à Moscou. — La mission militaire française venant de Pétrograd est arrivée à Moscou le 25 octobre. La mission a rendu visite au commandant de la circonscription militaire de Moscou, le général Morosof, et au lieutenant général, le prince Odoef Maslov. Les membres

de la mission ont ensuite visité une des usines de Moscou qui préparent des obus et des munitions pour l'armée, puis ils sont allés à l'école militaire d'Alexis.

Le directeur de l'école, saluant le général d'Amade et les membres de la mission, a dit :

A la prospérité de la belle France, à la gloire de son audacieuse et vaillante armée, à la santé du général d'Amade, du général de la Guiche et de tous ceux qui les accompagnent! hourrah !

Italie. — Les idées de M. Giolitti. — Lettre de M. Giolitti, ex-ministre italien, au directeur d'une grande compagnie d'assurances allemandes :

Il faut douter que cette guerre puisse être décidée sur les champs de bataille. Ni le vainqueur ni le vaincu ne voudront en venir jusqu'aux conséquences extrêmes. Etant donnée la situation politique actuelle, il est absolument certain que, après la guerre, les groupements de puissances ne resteront pas ce qu'ils sont maintenant. Des ennemis se feront amis et des amis ennemis. Ce nouveau groupement politique qui pourrait se faire même pendant la guerre, provoquerait éventuellement une fin prématurée de la guerre. Le succès final dépendra beaucoup du groupement définitif des États balkaniques. Il arrivera ce qui arrive quand on joue aux échecs. Si l'on joue la partie avec attention, elle peut durer longtemps, mais un faux mouvement peut la faire perdre d'une façon extraordinairement rapide et irréparable. J'ai l'impression qu'un des deux groupements de puissances a fait un faux mouvement.

Fausses allégations allemandes. — Le 25 octobre, de Rome, la note suivante est communiquée officiellement :

Le *Fremdenblatt* de Vienne a relaté des faits entièrement inventés tendant à démontrer que dès le début de la guerre les troupes italiennes auraient accompli des actes de cruauté contre les habitants des territoires occupés. Le récit du journal viennois est absolument faux. Nos officiers et soldats pourraient plutôt être accusés de faiblesse par excès de sentiment d'humanité.

Notre armée, au contraire, a cherché à atténuer tous les malheurs causés par l'impitoyable attitude du commandement austro-hongrois. En plusieurs cas, les espions dont l'ennemi avait semé les territoires occupés par nous, firent payer par des assassinats la bonté témoignée par nos officiers et nos soldats à des gens qui n'en étaient pas dignes. Notre sévérité s'est exercée seulement contre les individus pris les armes à la main ou convaincus d'espionnage. C'est une vraie dérision que des inculpations pareilles soient élevées par la presse d'un pays qui en réoccupant la Galicie

a commis des horreurs inouïes, a opprimé systématiquement des nationalités entières et a détenu dans des camps de concentration des milliers d'innocents qui cependant sont considérés comme étant encore sujets de l'Empire.

Serbie. — Au sujet des effectifs dirigés contre la Serbie, le colonel Repington écrit dans le *Times* :

Autant que nous en puissions juger, le groupe danubien des armées du feld-maréchal von Mackensen se compose entièrement de troupes allemandes et autrichiennes prélevées sur le front russe. L'armée de von Gallwitz est allemande et il y a aussi des troupes allemandes parmi les soldats autrichiens commandés par le général Kowess von Kowess-Haza. Le commandement est exclusivement allemand et toutes les troupes identifiées jusqu'ici appartiennent à des unités récemment engagées sur le front russe. Il est possible que toutes ces forces ne soient pas encore en ligne, car les récents succès russes peuvent avoir retardé la concentration, mais il faut calculer qu'il y a ou qu'il y aura bientôt de 250 000 à 300 000 hommes sous le commandement de Mackensen et que les troupes autrichiennes sur la Drina coopéreront en s'avançant vers l'Est.

Nous ne douterions pas que la Serbie fût de taille à lutter contre cette invasion s'il n'y avait que cette attaque, mais l'addition de l'armée bulgare aux ennemis de la Serbie est un danger fatal qui se produit dans une direction fatale. A l'heure qu'il est l'armée bulgare doit être non seulement mobilisée mais concentrée. Même en comptant que 70 000 hommes feront face à la Grèce, que Dedeagatch est fortement occupée et qu'un corps d'armée sera mis en observation du côté de la Roumanie ainsi que d'autres troupes sur le littoral de la mer Noire, nous ne pouvons pas supposer que l'offensive bulgare sera menée avec moins de 300 000 soldats, et si les Turcs se chargent de Varna et du front de la mer Noire, ces effectifs peuvent être plus élevés encore. La Serbie a jusqu'ici fait presque l'impossible, nous pouvons être certains qu'elle se comportera fort bien, mais à moins que 300 000 à 400 000 hommes des troupes alliées ne viennent à son aide, et y viennent à temps, les chances d'une résistance heureuse de sa part ne sont pas grandes.

Un ordre du jour du roi Pierre. — Le 2 octobre, le roi Pierre a adressé à ses troupes l'ordre du jour suivant :

Je sais que tous les Serbes sont prêts à mourir pour leur patrie menacée. Il faut lutter, car votre roi n'a même plus la force de se mettre à la tête de ses armées pour les conduire dans cette guerre qui nous a été imposée.

Je ne suis qu'un faible vieillard qui ne peut que vous vénérer, vous soldats serbes, vous civils serbes, vous femmes et enfants serbes. Je vous ai fait une fois le serment que si nous devions être

vaincus dans cette guerre, je ne survivrais pas à la défaite. Je mourrai en même temps que la Patrie serait écrasée.

Monténégro. — Le consul du Monténégro, chargé d'une mission auprès du Gouvernement italien, fait cette déclaration :

« Le Monténégro a besoin d'armes, de munitions et d'argent pour se soutenir. Il peut constituer une position importante pour la Quadruple-Entente, car du Lowcen, elle peut aider une action navale pour la prise de Cattaro, et de Cattaro, les alliés pourraient menacer la marche des Austro-Allemands vers la Bulgarie et Constantinople. Il s'agirait en somme de mettre le Monténégro en condition de pouvoir se servir des positions stratégiques dont il est en possession. »

Japon. — Déclaration du comte Okuma. — Le comte Okuma, président du conseil du Japon, déclare au correspondant du *Matin*, à Tokio :

Dans cette guerre, la France, champion de la civilisation, l'Angleterre, la Russie et le Japon voient dans les Allemands les ennemis de l'humanité, du progrès et de la liberté.

Abordant la question de la participation du Japon, il déclara que le Japon ne peut pas envoyer de troupes, ne disposant pas des transports nécessaires; l'Angleterre et la Russie comprirent l'impossibilité de l'opération :

Nos sympathies étant toujours aussi vives, ajouta-t-il, nous souhaiterions pourtant d'apporter, tout au moins à la France, notre collaboration financière et de hâter ainsi peut-être, la fin de la guerre.

Le Japon n'est certes pas une grande puissance financière, mais il a des ressources disponibles et pour prouver à la France notre sympathie, nous serions heureux de lui donner notre concours, même modeste. L'impossibilité où nous sommes d'envoyer des troupes en Occident ne nous empêche pas de donner à nos alliés notre appui naval et militaire. Nos arsenaux sont mobilisés comme en temps de guerre. Nous assumons, d'autre part, le rôle de sentinelle en Extrême-Orient. Nous empêchons vos ennemis de soulever les peuplades musulmanes belliqueuses qui pourraient tenter de profiter de vos embarras. Nous veillons aussi pour que le Transsibérien, qui nous sert à ravitailler la Russie, ne soit pas détruit. Le principe qui guide l'action japonaise, dit en terminant le comte Okuma, est que pendant que nos alliés se battent, nous ne permettions pas qu'ils soient attaqués par derrière.

L'alliance japonaise. — Le 31 octobre, a été publié à Londres le texte des notes échangées concernant la coopération du Japon à la déclaration du 5 septembre 1914 entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie, aux termes de laquelle ces pays s'engagent à ne pas conclure de paix séparée pendant la guerre actuelle. Ce texte est ainsi conçu :

Londres, 19 octobre 1915.

Excellence, nous soussignés, dûment autorisés par nos Gouvernements respectifs, avons l'honneur d'inviter le Gouvernement impérial du Japon à signifier, par l'intermédiaire de Votre Excellence, son adhésion à la déclaration entre les Gouvernements français, russe et britannique, signée à Londres le 5 septembre 1914, dont le texte est ainsi conçu :

« Les Gouvernements français, russe et britannique s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée pendant la guerre actuelle. Les trois Gouvernements décident que lorsque les conditions de paix viendront en discussion, aucun des alliés ne demandera des conditions de paix sans l'agrément préalable de chacun des autres alliés. »

Veuillez, etc. PAUL CAMBON, BENKENDORF, E. GREY.

Dans sa réponse du 19 octobre, l'ambassadeur du Japon, M. Inouyé, déclara :

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement impérial japonais m'a autorisé à vous faire savoir son adhésion entière et complète aux termes de cette déclaration.

CHAPITRE IV

CHEZ LES ENNEMIS

Août 1915.

Allemagne. — Le Chancelier de l'Empire allemand, M. de Bethmann-Hollweg, s'exprime ainsi, le 28 mai, devant le Reichstag, sur l'intervention italienne :

Pourquoi Rome refusa-t-elle d'un cœur si léger les propositions de Vienne? Le manifeste de guerre italien qui, sous de vaines phrases, dissimule une conscience mal à l'aise, ne nous fournit aucune explication; peut-être était-on trop timide pour dire ouvertement ce que la presse et les commérages de couloirs de la Chambre répandent comme prétexte, à savoir que l'offre de l'Autriche arrivait trop tard et qu'il ne fallait pas s'y fier.

Voilà les faits. Il n'appartient pas aux hommes d'État italiens de juger à quel degré les autres nations méritent la confiance, en prenant pour mesure le degré de loyauté avec lequel eux-mêmes observent les traités.

L'Allemagne garantissait de sa parole que les concessions seraient exécutées. Il n'y avait donc aucun motif de se méfier.

Pourquoi les concessions de Vienne arrivaient-elles trop tard? Le 4 mai, le Trentin n'était pas un territoire différent de ce qu'il était en février et, à la concession du Trentin, s'ajoutaient une quantité de concessions dont il n'avait pas été question en hiver.

Il était peut-être trop tard parce que, la Triplice existant encore, cette Triplice, dont le gouvernement et le roi d'Italie avaient au début de la guerre formellement reconnu l'existence, les hommes d'Etat romains avaient depuis longtemps déjà pris avec la Triple-Entente de tels engagements qu'il ne leur était plus possible de reculer.

Déjà, en décembre, on pouvait constater des symptômes de fluctuations dans le cabinet italien. Il est toujours utile d'avoir au feu deux fers à la fois.

A une époque antérieure, l'Italie avait déjà manifesté une certaine prédilection pour des tours de danse avec des cavaliers non inscrits sur le carnet de bal; mais nous ne sommes pas ici dans une salle de bal, nous sommes sur un champ de bataille ensanglanté où l'Allemagne et l'Autriche défendent leur existence contre un monde d'ennemis. Les hommes d'Etat italiens jouèrent à l'égard de leur nation le même jeu qu'à notre égard.

Certes, la possession des territoires de langue italienne au nord de la frontière a toujours été le rêve et le désir de tout Italien, mais une bien plus grande majorité du peuple italien ne voulait pas entendre parler de guerre; il en était de même de la majorité du Parlement, et au début de mai, suivant les observations des meilleurs juges, ces deux majorités étaient encore opposées à la guerre, on y voyait même les hommes d'Etat les plus sérieux et les plus considérables.

Mais la voix du bon sens n'était plus écoutée. La populace seule régnait.

Avec la tolérance bénévole et l'appui des principaux membres d'un cabinet gorgé de l'or de la Triple-Entente, la populace menée par des agents provocateurs dénués de scrupules, fut poussée à une frénésie sanguinaire qui menaçait le roi d'une révolution et tous les modérés de l'assassinat, s'ils ne se laissaient pas aller au délire de la guerre.

On laissa, de propos délibéré, ignorer au peuple italien la marche des négociations avec l'Autriche et l'étendue des concessions autrichiennes, de sorte qu'après la démission du cabinet Salandra il ne se trouva personne qui eut le courage d'accepter de former un nouveau cabinet, et que, au cours des débats décisifs, aucun membre des partis constitutionnels du Sénat ou de la Chambre n'essaya même d'apprécier la valeur des concessions si étendues de l'Autriche.

Dans cette frénésie de guerre, les politiciens honnêtes devinrent muets, mais quand, à la suite des opérations militaires, comme nous l'espérons et le désirons, le peuple italien sera rentré dans son bon sens, il reconnaîtra combien frivolement on le poussa à participer à cette guerre mondiale. Nous avons fait tous nos efforts pour éviter que l'Italie se détache de la Triple-Alliance.

A nous échut le rôle ingrat de demander à l'Autriche, notre loyale alliée, dont les armées partagent chaque jour avec nos troupes les blessures, les morts et la victoire, d'acheter la loyauté du troisième partenaire de l'Alliance, au moyen de la cession de territoires de son ancien héritage. Que l'Autriche soit allée jusqu'à la dernière limite possible, chacun le sait. Le prince de Bulow, qui reprit du service actif, s'efforça par tous les moyens, mettant en œuvre son habileté diplomatique, sa connaissance profonde de la situation italienne et des personnages italiens, d'aboutir à une entente. Quoiqu'il n'ait pas réussi, tout le pays lui est reconnaissant.

Cette tempête aussi nous la supportons. A mesure que les mois s'écoulent, notre intimité grandit avec notre alliée. Pendant des mois nous avons, de la Pilica à la Bukovine, résisté avec nos camarades austro-hongrois, malgré la gigantesque supériorité de l'ennemi, et enfin nous avons avancé victorieusement.

De même nos nouveaux ennemis périront, grâce à l'esprit de loyalisme, d'amitié et de bravoure des puissances centrales. Dans

cette guerre, la Turquie célèbre sa régénération. Le peuple allemand tout entier suit avec enthousiasme les différentes phases de cette résistance acharnée et victorieuse qui permet aux loyales armées ottomanes de terre et de mer de repousser les attaques de leurs ennemis en leur portant de grands coups.

C'est en vain que nos ennemis, à l'Ouest, se sont jusqu'à présent lancés à l'assaut de la muraille vivante que leur opposent nos guerriers. Si sur certains points le combat a des fluctuations, si çà et là une tranchée ou un village sont perdus ou gagnés, la grande tentative, que nos adversaires annonçaient depuis cinq mois et qui était de pratiquer une trouée, n'a pas réussi et ne réussira pas. La bravoure de nos soldats fera périr nos adversaires. C'est en vain que jusqu'à présent nos ennemis ont fait contre nous appel à toutes les forces du monde et à une gigantesque coalition de braves soldats. Car nous, nous ne méprisons pas nos ennemis, comme aiment à le faire nos adversaires.

Au moment même où la populace des villes anglaises danse autour des bûchers sur lesquels brûlent les effets appartenant à des Allemands sans défense, le Gouvernement britannique ose publier un document contenant la déposition de témoins, dont il ne fournit pas les noms, relativement aux prétendues cruautés commises en Belgique, cruautés si monstrueuses qu'il n'y a que des cerveaux de fous qui puissent y ajouter foi. Et tandis que la presse anglaise ne se laisse jamais priver de nouvelles, la terreur de la censure règne à Paris.

Aucune liste de pertes n'est publiée; aucun communiqué allemand ou autrichien n'est publié; on cache aux parents les listes des grièvement blessés et des invalides échangés. Une crainte réelle de la vérité semble être la règle du Gouvernement.

Et, ainsi, il arrive que, suivant les observations de gens dignes de foi, faites dans des cercles très étendus et très nombreux, on ne sait rien des grandes défaites subies par les Russes, même de celles de l'année passée. On continue à s'imaginer que le grand rouleau compresseur russe est en train de marcher sur Berlin, où régneraient la famine et la misère, comme l'on a confiance dans la grande offensive à l'Ouest, offensive qui, depuis des mois, n'a pas eu lieu.

Si les Gouvernements des pays ennemis croient, en trompant le peuple et en déchaînant des haines aveugles, se soustraire au blâme du crime de cette guerre et retarder ainsi le jour du grand réveil, nous, au contraire, comptant sur notre bonne conscience, sur la justice de notre cause, sur nos armes victorieuses, nous ne nous permettrons pas de dévier d'une ligne de la voie que nous avons toujours reconnue comme juste. Au milieu de cette confusion des esprits qui règne parmi nos adversaires, le peuple allemand poursuit sa route calme et sûre.

Dans cette guerre, ce n'est pas la haine qui nous inspire, c'est

l'indignation, la sainte indignation. Plus est grand le danger auquel nous avons à faire face, entourés que nous sommes de tous côtés par des ennemis, plus profondément l'amour de nos foyers étreint nos cœurs, plus jalousement nous devons veiller à la protection de nos enfants, de nos petits-enfants, plus nous devons tout endurer et tenir bon jusqu'à ce que nous ayons conquis toutes les garanties d'assurance possible qu'aucun ennemi, soit seul, soit coalisé, n'osera jamais plus se mesurer avec nous les armes à la main.

Plus sauvagement sévit la tempête autour de nous, et plus solidement nous devons établir les fondations de notre maison. Pour cette conscience de l'union de ses forces, pour ce courage inébranlable, pour ce dévouement sans borne que lui affirme le peuple tout entier, et pour la loyale coopération que vous, messieurs, n'avez, dès les premiers jours, jamais cessé d'accorder à la patrie, je vous apporte, à vous, les représentants de la nation tout entière, les remerciements chaleureux du Kaiser.

Pleins de la confiance mutuelle que nous sommes tous unis, nous vaincrons en dépit d'un monde d'ennemis.

Un manifeste de Guillaume II. — Le 1er août, à l'occasion de l'anniversaire du début de la guerre, l'empereur Guillaume a adressé au peuple allemand, du grand état-major, le manifeste suivant :

Un an s'est écoulé depuis que je fus obligé d'appeler le peuple aux armes. Une époque sanguinaire inouïe est arrivée pour l'Europe et pour le monde. Devant Dieu et devant l'Histoire, je jure que ma conscience est nette; je n'ai pas voulu la guerre.

Après dix ans de préparation, les puissances de l'Entente, pour lesquelles l'Allemagne devenait trop puissante, ont cru le moment venu d'humilier l'empire, qui loyalement soutenait son alliée l'Autriche-Hongrie, dans une cause juste, ou de l'écraser sous des forces accablantes de tous côtés.

Ainsi que je l'ai déjà annoncé, aucun désir de conquête ne nous a poussés à la guerre. Aux jours d'août, quand tous les hommes sains se sont précipités autour du drapeau et que les troupes sont parties pour la guerre défensive, tous les Allemands du monde se sont sentis d'accord, à l'exemple unanime du Reichstag, que c'était une lutte pour le bien le plus élevé de la nation, pour sa vie et sa liberté.

Ce que nous pouvons attendre, si l'ennemi réussit à décider du sort de notre peuple et de l'Europe, on peut en juger par les malheurs de notre chère province de la Prusse orientale.

Le sentiment que la lutte nous était imposée a réalisé des miracles. Les conflits politiques se sont tus; d'anciens adversaires ont commencé à se comprendre et à s'estimer; un esprit de vraie camaraderie a régné dans le peuple entier.

Avec notre entière reconnaissance, nous pouvons dire aujourd'hui que « Dieu était avec nous ».

Les armées ennemies, qui se vantaient qu'elles entreraient à Berlin après quelques mois, ont été repoussées par des coups formidables loin à l'Est et à l'Ouest. Le grand nombre des champs de bataille sur des points divers de l'Europe et les combats navals sur des côtes proches et lointaines démontrent ce que la colère allemande, agissant sur la défensive et la stratégie allemande peuvent accomplir.

Aucune violation des lois internationales par l'ennemi ne peut ébranler le fondement économique de notre conduite de la guerre.

Les associations d'agriculture, d'industrie, de commerce, de science, d'art, ont essayé d'adoucir les peines de la guerre. Se rendant compte de la nécessité de mesures pour le libre échange des marchandises, et entièrement dévoués à leurs frères combattant sur les champs de bataille, les habitants de l'Allemagne ont exercé toutes leurs énergies pour écarter le danger commun.

Avec une grande reconnaissance, la patrie se souvient aujourd'hui, et se souviendra toujours de ses guerriers, de ceux qui, au mépris de la mort, offrent à l'ennemi un front courageux, de ceux qui sont blessés et qui sont revenus malades, de ceux surtout qui reposent après le combat sur le sol étranger ou au fond de la mer.

Je partage la douleur des mères, des veuves et des orphelins pour leurs bien-aimés qui sont morts pour la patrie.

La force intérieure et la volonté unanime de la nation, animées par l'âme des fondateurs de l'empire garantissent la victoire. Les digues que ces fondateurs ont bâties parce qu'ils prévoyaient la nécessité de défendre encore ce que nous avions gagné en 1870 ont repoussé la marée la plus haute de l'histoire du monde.

Après les preuves sans précédent de l'habileté individuelle et de l'énergie nationale, j'ai la vive confiance que le peuple allemand, se maintenant fidèlement dans la purification résultant de la guerre continuera de tenir sur les lignes anciennes déjà éprouvées et s'engagera avec confiance sur de nouvelles voies.

Les grandes épreuves donnent à la nation la fermeté du cœur. En agissant héroïquement, souffrons et travaillons sans fléchir jusqu'à ce que la paix arrive, une paix qui nous offre les garanties militaires, politiques et économiques nécessaires à notre avenir, une paix qui remplisse les conditions pour le développement de notre énergie productrice chez nous et sur la mer libre.

De cette façon, nous sortirons honorablement de cette guerre pour le droit et la liberté de l'Allemagne, si longtemps qu'elle puisse durer, et nous serons dignes de la victoire devant Dieu que nous prions dans l'avenir de bénir nos armes.

Un télégramme de Guillaume II. — Guillaume II adresse le télégramme suivant à sa sœur, la reine de Grèce :

Mon épée destructive s'est abattue sur les Russes. Ils auront besoin de six mois pour se reformer. Dans peu de temps, je t'annoncerai de nouvelles victoires de mes braves, qui se sont montrés invincibles dans leur lutte contre le monde presque entier. Le drame de la guerre touche à sa fin.

Salutations à Tino (le roi Constantin).

GUILLAUME.

Un autre télégramme de Guillaume II. — Télégramme envoyé par l'Empereur à son armée, après la prise de Novo-Georgiewsk, le 22 août :

Grâce à l'assistance divine, à la direction expérimentée du général von Beseler, vainqueur d'Anvers, au courage héroïque de nos troupes splendides, à l'excellente artillerie de forteresse allemande et austro-hongroise, la plus grande forteresse russe, Novo-Georgiewsk, est à nous. Profondément ému, j'ai déjà exprimé ma reconnaissance aux troupes qui étaient dans un état d'âme magnifique. Je leur ai distribué des croix de fer. La citadelle brûle. J'ai croisé en entrant de longues files de prisonniers. Les villages en grand nombre ont été complètement détruits par les Russes dans leur retraite. Ce fut une journée sublime dont je remercie humblement Dieu.

Lettre de l'Empereur au chef des Sénoussistes. — Le 29 août Guillaume II a adressé la lettre suivante au chef des Sénoussistes :

Gloire à Dieu tout-puissant : Guillaume empereur, fils de Charlemagne, envoyé d'Allah, protecteur de l'Islam, au très illustre chef des Sénoussistes.

Nous prions Dieu de conduire tes armes à la victoire. C'est notre volonté que tes valeureux guerriers expulsent les infidèles du territoire qui appartient aux croyants. Pour cette fin nous t'enverrons des armes, de l'argent, des chefs expérimentés. Nos ennemis communs — qu'Allah les anéantisse jusqu'au dernier ! — fuient épouvantés devant toi.

L'emprunt de douze milliards cinq cent mille francs. — Le nouvel emprunt de guerre allemand de 10 milliards de marks sera émis dans le courant du mois de septembre.

Le 18 août, les grandes lignes sont dès maintenant fixées : l'émission sera faite à 99 o/o, sans limite, et à 5 o/o d'intérêts. On donnera de plus grandes facilités qu'auparavant aux petits rentiers en permettant le placement par ver-

sements gradués de sommes de 1 000 marks et au-dessous.

Un article du *Vorwärts*, appréciant les combinaisons de l'emprunt allemand, fait remarquer que les réserves monétaires du pays ont diminué et que ses approvisionnements ont été consommés et convertis en emprunts de guerre. Il reconnaît qu'on peut cependant tenir pour certain que de très grandes sommes se présenteront à la souscription du troisième emprunt de guerre, parce que le premier paiement devra être effectué en octobre, époque à laquelle une grande partie de la récolte est réalisée. Les capitaux devenus ainsi liquides seront donc disponibles pour l'emprunt.

L'article continue comme suit :

Ce fait est d'une importance beaucoup plus considérable qu'une grande partie du troisième emprunt a déjà été employée jusqu'au mois d'octobre, les dépenses de guerre seront au moins de 20 à 22 milliards, dont l'empire a déjà fourni 13 milliards et demi par des emprunts. Il restera de 6 milliards et demi à 8 milliards et demi que l'on devra couvrir par des bons du Trésor. Les conséquences financières du nouvel emprunt de 30 milliards sont évidentes. Les intérêts seuls exigent une dépense de 1 milliard et demi.

Si l'on ajoute les charges de recouvrement, d'administration, des compensations aux États fédéraux et aux municipalités, et le déficit à combler au budget, nous arrivons à la somme approchée de 2 milliards.

Il ne faut pas oublier que la guerre entraîne d'énormes dépenses en pensions et allocations aux invalides, dépenses qui avant la guerre absorbaient déjà près de 142 500 000 marks.

La Dette impériale a exigé, en 1913, un service de plus de 238 000 000 marks qui, ajoutés aux pensions, font un total de 380 000 000 de marks.

Après la guerre, le service de la Dette et celui des pensions demanderont deux milliards et demi au moins, c'est-à-dire presque autant que l'ensemble des dépenses ordinaires et extraordinaires de 1912.

Jusqu'à présent, les recettes de l'empire suffiront à peine à faire le service de la Dette. Toutes les autres dépenses devront être couvertes par de nouveaux impôts. Mais pour qui se rappelle les discussions auxquelles donnèrent lieu les réformes fiscales de 1909 et 1908, il est évident que nous courons à une véritable guerre civile.

L'Empire ne mendie pas. — Une phrase de M. Hellfferich au Reichstag au sujet du nouvel emprunt :

Le Gouvernement veut développer le plus possible l'activité industrielle, mais il croit pouvoir se dispenser de la réclame sen-

sationnelle faite par l'Angleterre. L'Empire allemand ne mendie pas; le citoyen allemand ne fait pas l'aumône à sa patrie, il remplit son devoir.

Krupp déplace une voie ferrée. — Le *Journal officiel* allemand publie le 2 septembre, un arrêté autorisant la maison Krupp à déplacer une voie ferrée et à exproprier certains terrains afin de procéder à un agrandissement de son exploitation.

Au sujet de l'emprunt allemand. — Le 22 août, l'emprunt est voté au Reichstag. Avant de lever la séance, le président prononça l'allocution suivante :

Avec une unanimité dont nous sommes fiers, ne pensant qu'à notre armée et à celle de nos alliés, qui offrent leur vie pour le droit allemand et l'honneur allemand, par amour pour la patrie, devant lequel tout doit céder, le Reichstag a accordé les sommes nécessaires pour continuer avec vigueur la grande lutte pour notre existence. Pendant que nous discutions les mesures qui prouveront au monde que le peuple allemand saura faire face aussi au point de vue économique aux difficultés occasionnées par l'immense conflit, nos canons et nos colonnes d'assaut et ceux de nos alliés ont fait entendre à Kovno, à Novo-Georgievsk et à Brest-Litowsk un langage qui devra être enfin compris par l'ennemi.

L'Allemagne regarde sans orgueil déplacé, mais avec le sentiment de sa force, avec confiance, l'approche des grands combats décisifs qui hâteront notre victoire et celle de nos alliés. Que l'inscription qui s'appliquera dès maintenant à cette maison sur la proposition du chancelier de l'empire, à savoir : « Pour le peuple allemand », retentisse partout pleine de promesses. Je souhaite que l'Allemagne puisse, comme il y a cent ans, être célébrée comme un pays qui, par le sacrifice de ses biens et de son sang, s'est acquis le droit de rester un rempart de la paix pour lui-même et pour le monde entier. Avec une confiance inébranlable dans l'avenir de l'Allemagne, nous nous séparons en criant : « Vive l'Empereur, le peuple et la patrie allemande! »

Les députés de tous les partis s'étaient levés pendant ce discours. Les partis bourgeois et les députés socialistes Gœhre et Cohen se joignirent aux vivats et aux applaudissements.

Chômage obligatoire dans les tissages allemands. — Le *Reichsanzeiger* de Berlin publie le texte d'une ordonnance du Conseil fédéral fixant à cinq par semaine au maximum les

journées de travail dans les filatures et ateliers de tissage.

Crise des immeubles. — La ville de Berlin a dû verser, au mois de juin seulement, 1 100 000 marks à des propriétaires de maisons éprouvés par la guerre.

Le bâtiment chôme d'une manière presque complète : d'avril à juin 1914, 301 permissions de bâtir avaient été données à Berlin, et dans la période correspondante de 1915, il n'en a été délivré que 49 ; encore étaient-elles destinées à autoriser de simples réparations.

Saisie de cuivre. — Les autorités militaires de la province de Brandebourg réquisitionnent tout le cuivre, même dans les maisons particulières.

En Saxe, les commandants des 12e et 19e corps d'armée ont ordonné la saisie de tous les objets de cuivre, laiton et nickel, y compris les casseroles et baignoires.

Le tissu d'orties. — Les *Leipziger Neueste Nachrichten* conseillent, pour remplacer le coton les tissages d'orties. Si l'on établit pendant la guerre des fabriques de tissus d'orties, non seulement on pourvoira aux besoins du pays pendant cette période, mais on pourra, après la guerre, faire concurrence aux étoffes de coton de l'étranger.

Le charbon monopolisé. — Le Gouvernement allemand a institué, par une simple ordonnance du conseil fédéral, une gigantesque organisation qui monopolise la production et la vente du charbon de terre.

Le docteur Hachenburg publie, dans la *Revue de droit allemand*, un article sur cette organisation. Elle a la forme d'un « syndicat forcé », qui englobe tous les producteurs de charbon et même de lignite. Les membres de ce syndicat ne peuvent ni démissionner, ni être exclus, ni décider la dissolution du syndicat. Parmi eux siège, comme propriétaire de grandes mines de charbon, l'État prussien.

Le principe du syndicat est que les membres doivent abandonner toute leur production de charbon au syndicat, pour qu'il la vende. Ils n'ont donc plus le droit de faire des contrats pour écouler leur charbon, et les contrats antérieurs qui se trouvent en cours d'exécution sont soumis à des restrictions très étroites. Le Gouvernement se réserve même de décider si les grandes sociétés à la fois minières et métallurgiques, comme *Gelsenkirchen*, seront autorisées à utili-

ser librement dans leurs hauts fourneaux et dans leurs fours, la houille qu'elles auront produite.

Le commerce du pétrole. — Le *Reichsanzeiger* de Berlin publie le 31 août un arrêté réglant le commerce du pétrole pour l'exercice 1915-1916. Le sucre brut sera livré aux fabriques à raison de 15 o/o en octobre et 20 o/o en novembre.

Le même journal contient un décret ordonnant un recensement général du bétail à la date du 1er octobre. Le gouverneur de Coblentz a interdit l'exportation du foin hors de la zone de la place. Le commandant militaire de Brandebourg a interdit d'exporter le foin et la paille hors de la zone du 3e corps d'armée.

La récolte de l'or. — Selon une dépêche de Berlin en date du 31 août à la *Gazette de Cologne*, les élèves des lycées ont recueilli jusqu'à la fin de juillet 26 millions d'or. La dépêche ajoute qu'étant donné qu'il y a encore un milliard d'or qui se cache en Allemagne, l'activité scolaire ne doit pas se ralentir.

Pour obvier à la pénurie du cuir. — Les *Leipziger Neueste Nachrichten* recommande aux Allemands de revenir à l'usage de marcher pieds nus.

Il faut compter que jusqu'à la fin de la guerre, et même après la conclusion de la paix, le prix des chaussures en cuir restera élevé. Pour les remplacer, on recommande instamment l'emploi de sabots et galoches en bois. Pendant l'été, on pourra aussi revenir à l'ancien usage de marcher pieds nus. Il est intéressant de remarquer, au point de vue de l'économie du cuir, que les souliers ferrés durent trois ou quatre fois plus longtemps que ceux qui ne le sont pas. Le ministère des cultes a permis aux enfants de marcher pieds nus et de porter des sabots ou galoches à l'école, toutes les fois que cela sera possible.

La disette de glycérine. — Le département de la vente en gros de la Deutscher Apotheker Verein a fusionné avec la Kriegschemikalien Aktiengesellschaft (Société des produits chimiques de guerre), pour la réglementation de la vente de la glycérine et des nitrates en pharmacie. Les règlements qui ont été formulés et publiés dans l'*Apotheker Zeitung* fixent le maximum de glycérine obtenable par chaque pharmacien à trois kilos par mois, mais à condition que le pharmacien s'engage à ne l'employer que dans la préparation

des ordonnances des médecins et dans la fabrication des préparations médicinales dont les formules figurent dans la pharmacopée allemande. L'emploi de la glycérine dans la fabrication des cosmétiques et autres préparations pour la toilette est expressément prohibé.

Cette sévère réglementation est la conséquence des grands besoins de l'Allemagne pour la fabrication des explosifs et de la diminution des importations de corps gras depuis le début de la guerre. Il est recommandé de faire cesser le gaspillage qui prévalait jusqu'à présent dans les industries textiles et du savon. Les corps gras doivent être maintenant séparés en acides et glycérine de façon que seuls les acides gras soient employés dans la fabrication du savon.

La crise alimentaire. — Le pain. — La municipalité de Francfort, qui possédait une certaine quantité supplémentaire de farine, avait décidé, au commencement d'août, d'augmenter la ration de pain des ouvriers. Il y eut une telle avalanche de demandes que satisfaction n'a pu être donnée.

Un offfce pour la distribution du blé a été créé pour la Prusse afin de surveiller dans le pays l'exécution des règlements du Conseil fédéral et organiser la répartition aux communes.

La bière. — Le *Berliner Tageblatt* écrit que la production de la bière est diminuée de 40 o/o. A côté de cela on en diminue encore la consommation, par égard aux troupes auxquelles les brasseries doivent envoyer le 20 o/o de leurs provisions.

La viande. — D'après un rapport de l'Association américaine de commerce de Berlin, l'Allemagne se trouve en présence d'une disette de viande qui entraînera la nécessité de réduire de 40 ou 50 o/o la consommation de la viande pour la population civile.

L'Association prédit l'introduction d'un système de bons de viande analogue à celui des bons de pain, qui diminua d'environ 20 o/o la consommation du pain.

Les rapports de l'Association font habituellement montre d'un tel optimisme qu'on les croit inspirés par le Gouvernement allemand. Aussi trouve-t-on le dernier d'autant plus important.

Des bagarres. — Des bagarres sérieuses provoquées par la cherté des aliments se sont produites. Après les désordres à Kœnigshütte et sur plusieurs points de la Thuringe, des rixes d'un caractère semblable et provoqués par la même raison ont eu lieu à Gera et à Weissenfels. La foule a attaqué les marchands à coups de cannes et de parapluies. Elle s'est emparée de toutes les denrées mises en vente. Des paniers ont été renversés et leur contenu éparpillé de toutes parts. A Sonneberg, les prix élevés atteints par les pommes de terre ont exaspéré le public, et les marchands ont été l'objet de plusieurs assauts. Les mêmes faits sont enregistrés dans de nombreuses régions en Allemagne.

La nourriture du soldat allemand. — Le journal socialiste le *Vorwärts* écrit à ce sujet :

Il est notoire que la ration de nos soldats est insuffisante. Un grand nombre d'entre eux ne sont pas nourris et reçoivent le prêt franc, mais celui-ci est insuffisant, étant donné la cherté des vivres. Les troupes en marche reçoivent 1 mark 20 et les troupes sédentaires 60 pfennigs. Ce système présente de graves inconvénients, car les troupes sont tantôt en marche, tantôt sédentaires.

La commission du budget, au Reichstag, a approuvé la proposition tendant à payer 1 mark 20 à tous.

On dit que le Ministre de la Guerre paye un grand nombre de suppléments, en sorte que, en réalité, il est peu de soldats qui reçoivent seulement 60 pfennigs.

Raison de plus pour que la proposition ci-dessus soit acceptée.

Ce que serait la paix allemande. — D'importantes notabilités allemandes ont dressé un plan minutieux d'annexions ou de sphères d'influences qui équivalent à la conquête.

La Belgique d'abord au point de vue monétaire, financier et fiscal sera soumise à la législation de l'Empire. Ses chemins de fer et ses voies fluviales doivent être étroitement reliés à nos communications. En constituant un territoire wallon et un territoire flamand prépondérant et en mettant en des mains allemandes les entreprises et les propriétés économiques si importantes pour dominer le pays, on organisera le gouvernement et l'administration de telle manière que les habitants ne pourront acquérir aucune influence sur les destinées politiques de l'empire d'Allemagne.

Quant à la France, toujours en raison de notre situation vis-à-vis des Anglais, il est pour nous d'un intérêt vital, en vue de notre avenir sur mer, que nous possédions la région côtière voisine de la Belgique à peu près jusqu'à la Somme, ce qui nous

donnera un débouché sur l'océan Atlantique. L' « hinterland », qu'il faut acquérir en même temps, doit avoir une étendue telle qu'économiquement et stratégiquement les ports où aboutissent les canaux puissent prendre leur pleine importance. Toute autre conquête territoriale en France, en dehors de l'annexion nécessaire des bassins miniers de Briey, ne doit être faite qu'en vertu de considérations de stratégie militaire. A ce sujet, après les expériences de cette guerre, il est très naturel que nous n'exposions pas nos frontières à de nouvelles invasions ennemies en laissant à l'adversaire les forteresses qui nous menacent, surtout Verdun et Belfort, et les contreforts occidentaux des Vosges situés entre ces deux forteresses. Par la conquête de la ligne de la Meuse et de la côte française avec les embouchures des canaux, on acquerrait, outre les régions de minerais de fer déjà indiquées de Briey, les territoires charbonniers des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ces augmentations territoriales — la chose va de soi après l'expérience faite en Alsace-Lorraine — supposent que la population des territoires annexés ne sera pas en mesure d'obtenir une influence politique sur les destinées de l'empire allemand, et que tous les moyens de puissance économique existant sur ces territoires, y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes : la France indemnisera les propriétaires et les recueillera.

Pour ce qui est de l'Est, la considération qui doit nous diriger est celle-ci : donner à la grande augmentation de puissance industrielle que nous attendons à l'Ouest, un contrepoids par l'annexion d'un territoire agricole situé à l'Est et qui soit de valeur semblable. Durant cette guerre, la structure économique actuelle de l'Allemagne a si bien montré son heureux équilibre que la nécessité de le conserver doit être, pour un avenir déterminé, considérée comme une conviction générale de notre peuple.

Il est nécessaire de renforcer la base agricole de notre économie nationale; il faut rendre possible une colonisation agricole allemande de grande envergure, ainsi que le rapatriement en pays d'Empire de paysans allemands vivant à l'étranger, notamment en Russie, et actuellement mis hors la loi; il faut enfin accroître fortement le chiffre de nos nationaux capables de porter les armes; tout cela exige une extension considérable des frontières de l'Empire et de la Prusse vers l'Est par l'annexion d'au moins certaines parties des provinces baltiques et de territoires situés au sud de celles-ci, sans perdre de vue qu'il faut aussi rendre possible la défense militaire de la frontière allemande orientale.

Pour reconstituer la Prusse orientale, il est indispensable de protéger sérieusement ses frontières en les élargissant de quelques bandes de territoire ; la Prusse orientale, la Posnanie et la Silésie ne peuvent rester les marches extérieures et exposées qu'elles sont maintenant.

Pour ce qui est des droits politiques à accorder aux habitants

des nouveaux territoires et des garanties à prendre en faveur de l'influence et de l'économie allemandes, nous nous référons à ce que nous avons dit au sujet de la France. L'indemnité de guerre à exiger de la Russie devra, dans une large mesure, consister en cessions territoriales.

Des annexions comme celles des régions de minerais et de charbonnages ne doivent pas seulement étendre notre puissance industrielle; elles représentent des nécessités militaires ainsi qu'il ressort des considérations suivantes :

Si la forteresse de Longwy, avec les nombreux hauts fourneaux français de la région, était rendue aux Français, et s'il éclatait une nouvelle guerre, avec quelques canons à longue portée, les hauts fourneaux suivants allemands et luxembourgeois seraient paralysés en quelques heures :

Rodange	7	kilomètres de distance de	Longwy.
Diferdange	10	—	—
Esch	16 à 17	—	—
Œttange-Rumelange. .	21	—	—
Dudelange	25	—	—

De la sorte, 20 % environ de la production de fer brut et d'acier allemands seraient supprimés.

Un coup d'œil sur la carte montre que, par exemple, Jarny (la mine de « minette » du Phœnix) est à 35 kilomètres de Verdun, et que les concessions de minerai les plus occidentales de Landres et de Conflans commencent à 26 kilomètres tout au plus de Verdun. Nous bombardons aujourd'hui Dunkerque à 38 kilomètres. Croit-on vraiment que les Français dans une prochaine guerre négligeraient de placer des canons à longue portée à Longwy et à Verdun pour nous laisser continuer à extraire notre minerai de fer et notre fer brut?

Disons, en passant, que la production élevée d'acier étiré de la « minette » offre la seule possibilité de fournir à l'agriculture allemande, quand l'importation de phosphates est bloquée, l'acide phosphorique nécessaire.

La sécurité de l'empire d'Allemagne dans une guerre future nécessite donc impérieusement la possession de toutes les mines de « minette », y compris les forteresses de Longwy et de Verdun sans lesquelles cette région ne saurait être défendue.

La possession de grandes quantités de charbons et principalement de charbons riches en bitume, qui abondent dans le bassin du nord de la France, est au moins aussi importante que le minerai de fer pour l'issue de la guerre.

La Belgique et le nord de la France produisent ensemble plus de 40 millions de tonnes.

Déjà aujourd'hui (la défense d'exportation du charbon faite par les Anglais, le 15 mai, nous le prouve à nouveau), le charbon est un des moyens d'influence politique les plus décisifs. Les États

neutres iudustriels sont obligés d'obéir à celui des belligérants qui peut leur assurer leur provision de charbon. Nous ne le pouvons pas suffisamment en ce moment, et nous sommes obligés dès aujourd'hui d'avoir recours à la production de charbons belges, pour ne pas laisser nos voisins neutres tomber complètement dans la dépendance de l'Angleterre.

Il est vraisemblable que le développement systématique de la production de houille belge aura déjà dans cette guerre la plus grande importance pour le maintien de la neutralité de plusieurs Etats voisins.

Que le charbon susceptible d'être transformé en coke ou bien en gaz soit en même temps la base de nos explosifs les plus importants, cela est connu de tout le monde, aussi bien que l'importance de la houille pour la fabrication de l'ammoniaque.

En nous donnant le benzol, la houille nous permet de remplacer la benzine qui nous manque: elle nous fournit le goudron aussi bien que les huiles de chauffage indispensables à la marine; par l'huile d'anthracène elle remplace, de façon jusqu'ici la plus satisfaisante, les lubrifiants; et avec la naphtaline, elle nous donnera probablement la matière première pour le pétrole artificiel.

Nous rappelons qu'un perfectionnement des torpilleurs ou des sous-marins semble impossible sans un combustible liquide abondant. Cette guerre a montré la supériorité du chauffage à l'huile sur le chauffage au charbon pour les torpilleurs, de sorte que ce serait une impardonnable négligence de ne pas en tirer pour l'avenir toutes les conséquences.

Si les voisins avec qui nous sommes en guerre s'assurent les sources d'huile minérale, il faut que l'Allemagne s'assure la houille à gaz et la houille grasse nécessaires, et il faut qu'en temps de paix, elle les transforme en des sources d'huile de benzol, de toluol, d'ammoniaque et de naphtaline, non seulement pour l'augmentation du bien-être en temps de paix, mais pour l'indispensable préparation de la guerre. En résumé, on peut dire que les buts que l'on se propose pour nous assurer une économie durable sont en même temps ceux qu'il faut viser pour garantir notre force militaire, notre indépendance et notre puissance politique, d'autant plus qu'étendre nos possibilités économiques, c'est multiplier les occasions de travail et servir ainsi toute la classe ouvrière.

La Ligue des agriculteurs : pour le comité directeur, Docteur Rœsicke; *la Ligue des paysans allemands* : pour le comité, Wachhorst de Wente; *le Groupement provisoire des associations chrétiennes de paysans allemands, actuellement Association des paysans westphaliens* : signé : Baron de Twichel; *l'Union centrale des industriels allemands* : signé, Rœtger; *la Ligue des industriels* : signé, Friedrichs; *l'Union des classes moyennes de l'Empire* : signé, Eberle.

Discours du Chancelier au Reichstag. — Le 19 août à l'ouverture de la séance du Reichstag, après le discours du président, le Chancelier de l'Empire, M. de Bethmann-Hollweg, s'est exprimé en ces termes :

De grands événements se sont produits depuis que la Chambre s'est séparée. Toutes les tentatives des Français, en dépit de leur mépris de la mort et de leur prodigue sacrifice d'existences humaines, n'ont eu aucun succès pour percer notre front, elles ont échoué devant la résistance inébranlable de nos vaillantes troupes.

L'Italie, qui pensait s'emparer aisément du bien d'autrui qu'elle convoitait, a été jusqu'à présent brillamment repoussée malgré la supériorité numérique et les grands sacrifices de vies qu'elle fait.

Aux Dardanelles, l'armée turque oppose à l'ennemi une résistance invincible.

Quant à nous, nous avons pris l'offensive, nous avons battu et refoulé l'ennemi; nous avons avec nos alliés délivré des Russes presque toute la Galicie, la Pologne, la Lithuanie et la Courlande, Ivangorod, Varsovie, Kovno sont tombés entre nos mains.

Au milieu des horreurs de la guerre, nous tournons des regards reconnaissants vers les manifestations pratiques d'amour et d'humanité que nous ont témoignées les Etats voisins à l'occasion du retour des civils dans les pays ennemis et de l'échange des prisonniers.

J'exprime du fond du cœur, à ces nations, la reconnaissance du peuple allemand, et j'ajoute un mot tout particulier de remerciement à l'adresse de Sa Sainteté le Pape, qui a manifesté une sympathie si vive pour l'idée de l'échange des prisonniers.

Le Chancelier dénonce ensuite « les articles belliqueux » que provoqua le Ministre de la Guerre russe en 1914, le « langage provocateur » de la France, puis il polémique contre l'Angleterre, et l'accuse d'étrangler les libertés des neutres sur mer et d'avoir attenté à la neutralité de la Grèce.

C'est, d'ailleurs, surtout l'Angleterre qu'il prend à partie. Il lui reproche d'avoir annexé les républiques boers, l'Egypte, une partie de la Perse.

Ceux qui poursuivent une pareille politique n'ont pas le droit d'accuser d'aspirations belliqueuses et de convoitises territoriales le pays, qui, pendant quarante-quatre années, a protégé la paix européenne et qui, pendant que presque tous les autres pays faisaient des guerres et conquéraient des terres nouvelles, ne s'occupait que de son développement paisible : c'est de l'hypocrisie.

Le Chancelier tire argument des documents qu'il a fait

dérober à Bruxelles, et insiste encore sur son amour de la paix.

Une partie importante du discours est consacrée aux efforts qu'il prétend avoir tentés pour se rapprocher de l'Angleterre.

Je serais plutôt mort dans la lutte, dit-il, que de m'être dérobé à cette œuvre. Le roi Edouard a cru que sa tâche principale était d'activer la politique anglaise d'isolement contre l'Allemagne. Après sa mort, j'espérais que les négociations pour un accord inaugurées par nous en 1909 feraient de plus solides progrès. Les négociations traînèrent; elles traînèrent jusqu'au printemps de 1911, sans aboutir à un résultat. Ensuite l'immixtion de l'Angleterre dans notre discussion avec la France sur la question du Maroc démontra au monde entier comment la politique anglaise, dans le but de s'imposer au monde entier, menaçait la paix du monde. En même temps, le peuple anglais ne fut pas renseigné de façon précise sur le danger de la politique de son gouvernement. Lorsque, après la crise, il se rendit compte de la manière dont il n'avait échappé à l'abîme d'une guerre mondiale que de très peu, alors dans les cercles étendus de la nation anglaise surgit un sentiment en faveur de l'établissement de relations avec nous qui fussent de nature à empêcher des complications belliqueuses.

C'est là ce qui fournit l'occasion de la mission de lord Haldane au printemps de 1912. Lord Haldane m'assura que le cabinet anglais s'inspirait d'un désir sincère d'entente. Notre projet de budget naval à cette époque lui causait de l'inquiétude. Je lui demandai si un accord avec nous, qui rendait impossible non seulement une guerre anglo-allemande, mais toute guerre européenne, n'aurait pas plus de valeur pour lui qu'un ou deux dreadnoughts allemands de plus ou de moins. Lord Haldane paraissait disposé à entrer dans ces vues. Il me demanda cependant, si, ayant notre sécurité garantie du côté de l'Angleterre, nous ne nous jetterions pas sur la France pour la détruire.

Je lui répondis que la politique de paix que l'Allemagne avait poursuivie pendant plus de quarante années devait vraiment nous mettre à l'abri d'une pareille question. Si nous avions eu des desseins de nous livrer à des attaques de brigands, nous aurions trouvé pendant la guerre sud-africaine et la guerre russo-japonaise de meilleures occasions pour nous livrer à notre fièvre guerrière. L'Allemagne, qui souhaitait sincèrement de vivre en paix avec la France, ne songeait pas davantage à attaquer quelque autre pays que ce fût.

Le Chancelier revient sur les propositions de neutralité qu'il fit à l'Angleterre.

Il lui offrit d'abord un engagement de neutralité sans con-

ditions, puis l'engagement d'une neutralité plus limitée. L'Angleterre soumit la note suivante :

« L'Angleterre n'entreprendra pas d'attaque non provoquée contre l'Allemagne, elle s'abstiendra d'une politique agressive envers l'Allemagne, une attaque contre l'Allemagne n'est comprise dans aucun accord ou combinaison quelconque dont l'Angleterre fait actuellement partie, et l'Angleterre n'adhérera à aucun accord quelconque visant une telle attaque. »

Mon avis fut que, entre puissances civilisées, il n'était pas d'usage d'attaquer les autres puissances sans provocation ou d'adhérer à des combinaisons entretenant de pareils desseins. En conséquence, la promesse de s'abstenir de pareilles attaques ne pouvait pas faire l'objet d'une convention solennelle.

Le cabinet anglais proposa alors d'ajouter à la formule précitée ce qui suit : « Attendu que les deux puissances contractantes désirent réciproquement assurer entre elles la paix et l'amitié, l'Angleterre déclare qu'elle n'entreprendra pas d'attaque non provoquée », etc.

« J'aurais pu rompre les pourparlers, dit le Chancelier, je ne le fis point. »

Il demanda qu'on ajoutât ce paragraphe :

En conséquence, l'Angleterre observera naturellement une neutralité bienveillante si on impose la guerre à l'Allemagne.

Sir Edward Grey s'y refusa et la négociation tomba.

M. de Bethmann-Hollweg polémique longuement contre M. Asquith, qu'il accuse d'avoir dénaturé les faits dans son discours de Cardiff. Puis il fait appel à l'histoire. C'est l'Angleterre, d'après lui, qui a empêché que la paix du monde fût assurée. Il interprète, toujours dans son sens, les échanges de lettres qui ont eu lieu lors de l'ouverture de la crise entre M. Paul Cambon et sir Edward Grey.

Puis il passe aux rapports avec la Russie.

En ce qui concerne la Russie, j'ai toujours agi selon la conviction que les relations amicales avec les membres individuels de l'Entente pourraient diminuer la tension. Nous en étions venus à une bonne entente avec la Russie sur des questions isolées. Je vous rappelle la convention de Potsdam. Les relations entre les deux gouvernements n'étaient pas seulement correctes, mais s'inspiraient d'une confiance personnelle. Mais ce n'était pas là la solution de la situation générale, car les idées de revanche en France et les efforts belliqueux pour l'extension des panslavistes russes se voyaient toujours encouragées par la politique d'équilibre germanophobe du cabinet londonien. La tension s'accrut telle-

ment qu'elle ne pouvait pas résister à une épreuve sérieuse, ainsi qu'il arriva au cours de l'été 1914.

En Angleterre, on déclare maintenant qu'on aurait pu éviter la guerre si j'avais adhéré à la proposition de sir Edward Grey de participer à la conférence pour régler le conflit russo-autrichien.

M. de Jagow estima qu'une conversation directe entre Vienne et Pétersbourg valait mieux.

Le Chancelier espère que l'occupation actuelle des frontières polonaises orientales représente le commencement d'une ère qui éloignera tous les différends séculaires entre les Allemands et les Polonais, et amènera le pays, délivré du joug russe, vers un avenir heureux, de façon que puisse se développer sa vie individuelle.

M. de Bethmann-Hollweg, conformément à la tactique qu'il a toujours suivie depuis un an, prétend que la mobilisation russe rendit la guerre inévitable.

Puis il entame la question qui était la plus palpitante pour son auditoire : celle de Pologne.

Nos troupes et celles de l'Autriche sont arrivées jusqu'aux frontières orientales de la Pologne. Nous avons, nos alliés et nous, maintenant, la tâche de gouverner le pays. Pendant des siècles, le destin géographique et politique a obligé les Allemands et les Polonais à se battre entre eux. Le souvenir de ces anciens conflits n'amoindrit pas le respect devant la passion de patriotisme et la ténacité avec lesquelles le peuple polonais a défendu sa vieille civilisation occidentale et devant l'amour de l'indépendance maintenue dans les souffrances sévères sous la domination russe, et qui se maintint aussi pendant les malheurs de cette guerre.

Nous gouvernerons le pays occupé autant que possible avec le propre concours du peuple, nous chercherons à remédier aux difficultés inévitables et à guérir les blessures que la Russie a infligées.

Le Chancelier examine maintenant ce que doit être l'Europe de demain, telle que l'Allemagne la conçoit évidemment :

Plus longtemps durera la guerre et plus se multiplieront les plaies dont saignera l'Europe.

Le monde qui surgira alors ne doit pas être et ne sera pas le monde dont rêvent nos ennemis; ils visent au rétablissement de la vieille Europe avec une Allemagne impuissante, tributaire, en quelque sorte, du gigantesque empire russe.

Non, cette immense guerre universelle ne restaurera pas la

vieille situation d'autrefois : il faut que surgisse une situation nouvelle. L'Europe ne peut obtenir la paix qu'avec une Allemagne dans une position forte et inviolable.

La politique anglaise de l'équilibre des puissances doit disparaître parce que c'est, comme l'a dit dernièrement le poète anglais Shaw, le foyer d'incubation des guerres.

La majorité de la presse joint à sa jactance habituelle une note de haine toujours grandissante. De la *Gazette de Voss* :

Retenons dès à présent que le règlement final ne doit être influencé par aucune considération sentimentale. Nous n'avons à consulter que notre intérêt. Retenons que notre intérêt, c'est l'intérêt de l'humanité elle-même. Comme nous sommes le peuple suprême, notre devoir est désormais de conduire la marche de l'humanité. C'est un péché contre notre mission que de ménager les peuples qui nous sont inférieurs.

De la *Rheinische Zeitung* :

En des circonstances anormales comme celles-ci la haine est une vertu supérieure. Qui aime sa patrie a pour devoir de haïr ceux qui ont juré sa perte. Si aujourd'hui il est sans haine, c'est qu'il n'aimait pas hier sa patrie. Les mots creux de réconciliation et de fraternité universelle sont de simples pavillons pour tromper les imbéciles.

Un article de von der Goltz. — Le maréchal von der Goltz, dans la revue *Jeune Allemagne*, de Stuttgart, dit que les Allemands doivent faire tout ce qui est humainement possible pour élever les enfants dans la conscience de leurs forces et dans un amour fanatique de la patrie. C'est une énigme psychologique, ajoute-il, que l'Allemagne ait accumulé une telle haine contre elle-même.

Autriche-Hongrie. — Le 1er août, l'empereur François-Joseph adresse à ses troupes combattant sur le front italien une proclamation qui se termine ainsi :

Avec le cœur plein de reconnaissance, j'admire vos splendides faits d'armes. Avec admiration la patrie regarde ses fils héroïques qui combattent sur terre et sur mer. Pleine de confiance, elle a les yeux sur vous qui êtes la sentinelle fidèle au midi et à l'occident.

La question du blé. — La société de guerre autrichienne pour la distribution du blé a décidé de faire acheter la moisson prochaine par les commissionnaires aux prix établis

et de faire vendre la farine par des comités locaux. Le blé doit être moulu et consommé aux endroits où il a été récolté. Les règlements sur les mélanges de farines sont suspendus. Le système des cartes de pain demeure en vigueur ; il sera même étendu.

Crise économique. — L'énorme renchérissement du bois en Hongrie inquiète très vivement le public. La presse attaque les intermédiaires et le Gouvernement. En effet, le prix a monté de 120 à 380 couronnes par wagon.

A Vienne, les charretiers ont doublé le prix du transport du charbon qui menace aussi de doubler également.

Les producteurs de pétrole de la Galicie ont protesté, dans une réunion tenue à Vienne, contre le séquestre de leur marchandise, qui finira par être un danger pour l'industrie.

Pénurie de savon à Budapest. — Le prix du savon, qui fut de 70 à 80 couronnes les 100 kilos, est monté à 170 et 180 couronnes, soit une augmentation de 130 o/o.

A vrai dire, explique la *Gazette de Lausanne*, le public ne mange pas le savon tout fait, mais il consomme la matière première. La guerre fait accepter toute sorte de nourriture que l'estomac eût refusé avec indignation dans le passé. On ne mangeait jamais de suif à Budapest, maintenant les bouchers en pourraient vendre le double de ce qu'ils ont. Aussi le prix est-il monté de 0,60 à trois couronnes. Pour tous les déchets de boucherie et de charcuterie, pour autant qu'ils n'entrent pas dans la confection des saucisses, dont on peut s'imaginer la qualité, les acheteurs se ruent. On vend même une nouvelle spécialité, la « graisse brune », qui est tout simplement le produit obtenu en levant à froid la graisse sur l'eau dans laquelle a bouilli le jambon en y ajoutant de l'oignon pour neutraliser l'odeur nauséabonde.

Avant la guerre les plus pauvres n'en voulaient pas pour 0,40 le kilo ; on la vendait à 0,30 aux fabricants de savon; aujourd'hui cette graisse se vend 2 couronnes.

Les graisses végétales sont inabordables; l'huile de coco, quand on en trouve, coûte aujourd'hui 360 couronnes au lieu de 96.

Les fabricants de savon ont une ultime mesure : l'huile de poisson scandinave, qu'un procédé de catalysation transforme en une graisse blanche et solide, apte à la fabrication du savon. Mais gare si le public finit par découvrir et consommer l'huile catalysée !

Les atrocités allemandes. — Un prêtre autrichien a fait, à la demande d'une association de prêtres autrichiens, et avec

l'approbation du cardinal Pifl, archevêque de Vienne, une enquête sur les crimes commis en Belgique par l'armée allemande. Les conclusions du rapport rédigé par cet ecclésiastique sont accablantes pour les troupes et les autorités allemandes : « Jusqu'ici, constate le prêtre autrichien, le ministre de la Guerre allemand a déjà reconnu fausses certaines accusations portées contre les prétendus francs-tireurs belges ».

Il dit encore, à propos du curé d'Oyenbrugge, « que ce malheureux, le 25 août 1914, retournant à sa cure et venant de l'abbaye des Prémontrés de Grimbergen, fut arrêté sans motif, emprisonné avec vingt-huit civils. »

Il dut rester debout, les mains en l'air, pendant plusieurs heures. Quand le pauvre homme, vaincu par la faiblesse, s'affala, il fut cruellement frappé à coups de baïonnette et de crosse de fusil. Les Allemands contraignirent deux civils à le frapper et à lui cracher à la figure. Les soldats lui déchirèrent son bréviaire et lui en lancèrent les morceaux au visage. Ils versèrent ensuite un seau d'eau sur le corps étalé à terre et, au moindre mouvement, ils recommençaient. Dans un geste de prière, le prêtre voulut, d'une main tremblante, écarter une arme qui touchait son visage. Il fut alors tué d'une balle. »

Le prêtre autrichien dit, en conclusion, que le peuple allemand ignore la vérité sur tous ces faits épouvantables.

Turquie. — Les massacres d'Arménie. — L'extermination des Arméniens se poursuit par trois moyens : le massacre, l'abjuration, la transportation. Elle est absolument générale sur toute la surface du pays. Les mêmes atroces mesures se répètent dans toutes les villes et dans tous les villages.

A Marsovan, le Gouvernement a mis en prison 600 hommes. Il a formé une sorte de comité chargé de recueillir les armes cachées. Pendant le temps de ces recherches, on choisissait chaque jour 50 ou 60 de ces hommes, on les emmenait en dehors de la ville et on les fusillait. Puis on prit dans le reste de la population d'autres victimes, hommes et femmes. Enfin on décida l'exode de toute la population vers une destination inconnue. On ne garda que ceux qui déclarèrent vouloir passer à l'islam.

La même chose s'est passée dans chacune des villes du pays. Toute la population de Sivas a été envoyée vers le Sud, probablement à destination de Mossoul. On fait partir femmes, hommes et enfants par troupes de 500 à 600 sans qu'on leur permette de

rien emporter. S'ils ont pu cacher quelque argent sur eux, on le leur vole en route avec la dernière brutalité. Une fois partis de la ville, on donne leurs magasins et leurs maisons aux Turcs.

Le Gouvernement turc a fait sortir de prison 34 000 criminels de droit commun qu'il a organisés et enrôlés. Ce sont eux qui sont chargés d'escorter ces convois et il n'est sorte de brutalités auxquelles ils ne se livrent.

Lorsque l'ordre fut donné au début de la guerre d'expulser les Arméniens du district de Van. les hommes furent massacrés, les femmes noyées dans l'Euphrate, les jeunes filles livrées aux soldats turcs. Le consul américain tenta, mais vainement, d'intervenir auprès des autorités.

Quand les troupes russes entrèrent victorieuses dans Van, elles furent accueillies par les acclamations de la population sauvée.

Les cruautés commises par les Kurdes et les soldats turcs, sur les ordres de leur gouvernement, étaient prouvées par les monceaux de cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards ayant les extrémités coupées, les yeux crevés.

L'expulsion des Grecs. — Le ministre turc Galib Kemali Bey dit a un correspondant du *Berliner Tageblatt* :

C'est une simple mesure militaire qui a exigé l'éloignement de plusieurs familles grecques sur certains points du territoire et non le désir de molester nos voisins. Loin de vouloir détruire l'élément grec en Turquie, nous désirons rendre toujours plus cordiales nos relations avec la Grèce.

Le mouvement arabe. — Le mouvement arabe en Syrie semble plus important qu'on ne le pensait tout d'abord, et tous les jours les autorités turques découvrent l'existence de nouvelles sociétés qui travaillent dans l'ombre pour l'instauration d'un gouvernement arabe. A Tyr et à Saint-Jean-d'Acre, un comité secret, composé surtout de chiites, étendait son influence sur toute la région. Vingt-six chefs viennent d'être arrêtés et traduits devant la cour martiale siégeant à au Liban. Cinq ont été condamnés à la peine capitale; parmi eux, se trouvent l'ancien député de la province de Beyrouth pour cette région et le mufti de Saïda. Les autres ont été condamnés à la prison.

La révolte à Bagdad. – Les débris de l'armée turque détruite par les Anglais en Mésopotamie dans la première

quinzaine d'août s'étant repliés en désordre vers Bagdad, la population de cette ville se souleva et ne voulut point les laisser entrer. Le gouverneur civil, Soliman Nazif bey, s'étant mis du côté des troupes, fut chassé avec tous les fonctionnaires turcs.

Nazif bey se dirigea alors avec les restes de l'armée turque vers les villes saintes du Nedjed et de Kerbela, sanctuaires des musulmans chiites. Là aussi, la population s'ameuta contre les Turcs. Les imans exhortèrent, du haut de la chaire sacrée du khalife Ali, les fidèles à marcher contre les alliés des Allemands. Dans sa fureur, le vali turc dirigea ses canons contre la coupole de Seyedna-al-Hossein ; mais les obus ne purent l'atteindre. Devant ce sacrilège, la colère fut à son comble dans les tribus et la population civile chiite, qui marchèrent aussitôt contre les Turcs. Une rencontre sanglante eut lieu et la lutte se poursuivit pendant une journée entière avec un égal acharnement de part et d'autre. Enfin les Turcs furent défaits; les révoltés prirent deux canons et une grande quantité de fusils et de munitions.

Les chefs chiites, vainqueurs, firent leur entrée triomphale à Kerbela et arrachèrent le drapeau ottoman du palais du gouvernement, dont ils prirent possession après avoir envoyé le kaïmakam les mains liées à la ville de Samarra, Ils allèrent ensuite au tombeau de l'iman Ali et de son fils Al Hossein et jurèrent une inimitié éternelle « aux Turcs sacrilèges, esclaves des Allemands. »

Septembre 1915.

Allemagne. — Le Kaiser et ses fils en campagne. — La *Tribuna* donne, d'après son correspondant de Zurich, ces détails :

L'empereur d'Allemagne a longtemps caché ses déplacements et Berlin ne les connaissait que par les journaux. C'était l'Empereur invisible, excepté sur les deux fronts.

Au contraire, son fils, le Kronprinz, n'a jamais caché sa résidence. Il habite une maison de campagne en territoire français, et l'on dit qu'il ne s'y ennuie pas, voulant des distractions entre chaque action engagée par lui. Il prend un plaisir tout particu-

lier à entendre l'acteur triestin Alexandre Moïssi, qui, après s'être fait naturaliser Prussien, s'est engagé dans l'armée allemande comme volontaire. Il amuse le Kronprinz avec ses récitations ou avec sa guitare.

Dans des maisons de campagne habitent aussi les autres fils du Kaiser; jusqu'ici, ils ne se sont guère ressenti de la guerre, sauf l'un d'eux, qui a eu une légère blessure.

Quant à l'Empereur, il n'a pas besoin de la maison des autres; il a la sienne, qui le suit partout. *Omnia mea mecum.* C'est évidemment une petite maison et non un château, quelque chose comme un chalet suisse. Il est en bois ignifugé et recouvert d'amiante. Il se monte et se démonte très facilement. Il est sans luxe, mais rien n'y manque. L'appartement impérial se compose de trois grandes pièces : salle à manger, cabinet de travail et chambre à coucher. La table de la salle à manger est faite pour douze couverts, mais table et chaises se replient facilement. La cuisine impériale est hors de là; c'est une grande automobile qui contient tout le nécessaire, fourneaux et glacière.

Les larmes de l'empereur Guillaume. — L'empereur Guillaume a reçu l'écrivain socialiste Fendrich. Ce dernier a fait un récit de sa visite :

L'Empereur parla non sans larmes de la France. Sur ce sujet sa douleur était la mienne. Il avait espéré comme nous tous, spécialement comme nous autres Badois, arriver à un accommodement avec la France. Nous avions prisé trop haut la France, comme du reste les autres nations. Les Français sont un peuple en décadence. La façon dont ils conduisent leur guerre est pleine de choses horribles, de celles que seul un livre secret sur la guerre pourra raconter. Pendant une demi-heure, le Kaiser avec une répugnance intime, comme entraîné par la monstruosité des choses qu'il racontait, me communiqua des faits attestés par le serment sur la conduite des médecins français, non seulement contre l'ennemi, mais contre leurs compatriotes, faits qui ne laissent pas espérer de salut pour la France. La France est un pays jugé. Et les larmes qui montèrent plus d'une fois aux yeux de l'Empereur étaient souvent des larmes de honte pour la dégénérescence d'un peuple considéré encore comme chevaleresque et noble, tombé victime d'une idée fixe.

Un mot du Konprinz. — M. Malcolm, député anglais, a, il y a vingt ans, comme attaché à l'ambassade de Berlin, connu le Kronprinz. Il l'a revu en janvier 1914. Il raconte aujourd'hui son entrevue.

Sur sa remarque « qu'actuellement personne ne désirait une guerre qui fait du mal à un égal degré aux vainqueurs

et aux vaincus », le prince impérial répliqua énergiquement : « Je vous demande pardon. Je désire la guerre. Je désire donner une secouée à ces cochons de Français aussi vite que je le pourrai. »

Les effets de leur « Kultur ». — Lettre adressée au *New-York Herald* (édition européenne) par le docteur Rochard :

Dans un sanatorium de Friedrichsrod, en Thuringe, le docteur Lippelt a profité du moment où ses pensionnaires russes étaient allés prendre leur bain de vapeur pour faire fouiller leurs vêtements, s'approprier tout ce qu'ils avaient de précieux : montres, bagues, argent... après quoi il les a tous mis à la porte, et dans le nombre il y en avait plusieurs incapables de marcher.

A Francfort, on met dehors une femme souffrante qui venait d'accoucher et qui arriva à Berne avec un enfant mort dans les bras.

Mme Congane, femme d'un chambellan du Tsar et récemment opérée, a été jetée dans une prison de Breslau, où les geoliers ont arraché le bandage qui recouvrait une plaie béante, suite de l'opération. Mise ensuite dans un wagon à bestiaux, elle est cependant arrivée à la frontière ; on l'a jetée sur un talus où les douaniers russes l'ont relevée, et elle n'est pas morte ! ce qui lui a permis de raconter ces horreurs.

Citons encore le professeur Valpius, homme de grande science, paraît-il, qui charmait ses loisirs en volant l'argent des blessés et de ses confrères les médecins français ! Et où la chose devient d'une inconscience toute teutonne, c'est quand un chirurgien allemand, après avoir pratiqué une opération sur un soldat français et d'un pronostic fatal, s'écrie pour s'excuser : « Un soldat de moins pour la guerre future ! »

Les Finances allemandes. — Du correspondant à Londres du *Belgische Standaard* :

La grande question du jour est : *L'Allemagne pourra-t-elle, financièrement, continuer la guerre?*

L'Allemagne n'avait, avant la guerre, qu'une dette d'État s'élevant à 5 milliards 1/2, tandis que la France avait une dette de 30 milliards, la Russie de 22 milliards 1/2 et l'Angleterre de 19 millards.

Tout ceci peut être exact en théorie, mais en réalité ! En temps ordinaire, l'empire allemand est assez puissant pour supporter l'emprunt de plusieurs milliards. Mais ce déplacement d'argent occasionne actuellement une telle perturbation que les difficultés doivent être terribles. L'Allemagne ne gagne rien ; son commerce chôme. Représentons-nous un État où tous les hommes sont appelés jusqu'à l'âge de 48 ans, et cela dans un État fermé de

toutes parts. Quelle perte incalculable en main-d'œuvre ne vient pas s'ajouter aux dépenses de la guerre? Ensuite le crédit était beaucoup plus étendu en Allemagne que dans les autres pays. La perturbation doit donc être plus grande aussi.

Ensuite l'État vient encore d'extraire des caisses de banque et des industriels ce qu'ils ont en valeurs. Ils convertirent l'argent disponible en emprunt du gouvernement. Plus tard, ils empruntèrent eux-mêmes sur leur argent des marchandises et des propriétés pour en donner l'argent en prêt à l'État? Est-ce que ces citoyens continueront à imposer leurs biens pour prêter à l'État? Est-ce que leur confiance est illimitée?

Et puis, que deviennent les grandes sociétés, les sociétés maritimes par exemple, qui travaillaient avec des capitaux étrangers. Elles ne gagnent rien et perdent d'autant plus que cela dure, en intérêts, en entretien de bateaux, sans espoir de ne refaire leur clientèle qu'après un grand nombre d'années.

Comment l'État allemand remboursera-t-il au peuple allemand, aux grands industriels allemands, aux banquiers allemands? A défaut d'argent, comment ceux-ci reprendront-ils leurs affaires? Tout cela les Allemands l'examinent et l'envisagent plus que nous-mêmes. Mais ce qui doit être terrible c'est l'influence que ces perturbations doivent produire sur la situation actuelle. Des centaines de milliers de femmes et d'enfants sans gagne-pain. Nous pouvons nous imaginer la situation de l'Allemagne en la comparant à celle de la Belgique. Mais en Belgique, un million et demi de personnes sont nourries par l'intermédiaire du Comité américain. Imaginons-nous une ville de port comme Hambourg où aucun navire n'entre ni ne sort. Qui nourrit les milliers de ménages qui vivaient du port?

Puissant appel aux souscripteurs. — La presse allemande ne cesse de publier des articles pour stimuler les souscripteurs du troisième emprunt de guerre.

La *Taegliche Rundschau* de Berlin expose en une sorte de prospectus le mécanisme des caisses de prêt.

Le fait que pour souscrire il faudrait emprunter de l'argent, dit le journal, ne doit pas empêcher un bon Allemand de souscrire. En prenant part à la souscription on rend service à la patrie; il faut donc s'adresser aux caisses de prêt.

Si les souscripteurs souscrivent à crédit où s'ils empruntent l'argent nécessaire à la souscription, leurs chances dépendent absolument de l'issue de la guerre. Il est impossible de les évaluer avec une pleine certitude. Cependant si les souscripteurs qui paient comptant croient en prenant de l'emprunt à 99 % faire une affaire offrant les plus grandes chances de réussite, il est bien sûr que l'affaire est encore avantageuse pour le souscripteur à crédit si celui-ci achète non plus à 99 %, mais à 99,25 %, ces

25 pfennigs sont les frais payés par celui qui emprunte à la caisse de prêt.

La propagande allemande pour l'emprunt. — Le *Berliner Lokal-Anzeiger* publie les « dix commandements » suivants :

1. — Ne laissez pas s'écouler un seul jour sans songer que pour la guerre il faut de l'argent.
2. — N'oubliez pas que vos frères du front qui versent leur sang pour vous, ont le droit d'exiger que vous leur facilitiez la victoire.
3. — Gardez fermement cette conviction que la victoire n'est possible que si l'Empire est débarrassé de tout souci pécuniaire.
4. — Songez que le devoir de payer est le plus léger des sacrifices qu'exige la guerre.
5. — Soyez reconnaissants à l'Empire de ce qu'en échange de votre argent il vous offre un présent aussi précieux que l'emprunt de guerre à 5 %.
6. — Notez bien qu'un emprunt de l'Empire allemand à 5 % constitue une exception rare, et qu'après le 22 septembre vous ne pourrez y participer qu'en payant un prix beaucoup plus élevé.
7. — Sachez apprécier ce fait qu'un débiteur tel que l'Empire allemand garantit la sécurité de l'emprunt de guerre et qu'il n'y a pas de garantie supérieure à celle-là.
8. — Soyez toujours persuadés que la puissance de l'Empire et sa force économique sont les fondements inébranlables de son crédit.
9. — Facilitez-vous la décision à prendre par la certitude que pour souscrire au nouvel emprunt il n'est nullement besoin d'argent comptant.
10. — Faites-vous donner au guichet d'un bureau de poste ou dans une caisse de dépôts ou à la caisse d'épargne une notice sur l'emprunt de guerre, et rendez-vous compte des facilités offertes à tout Allemand pour qu'il participe à la souscription.

Pressions. — La *Gazette de Cologne* annonce qu'à Berlin la chambre de commerce tient à la disposition des employés de commerce des feuilles de souscription de l'emprunt permettant d'engager leurs traitements pour l'avenir.

A Dusseldorf, le gouverneur de la province vient d'émettre une circulaire rappelant que les caisses pour frais de funérailles du district ont souscrit 2 millions au dernier emprunt. Le gouverneur les invite à accomplir cette fois encore leur devoir patriotique.

Le directeur de la Reichsbank a adressé une circulaire aux chambres de commerce, déclarant « qu'il faut que le prochain emprunt soit un succès et que ce résultat ne peut être

obtenu uniquement par les gros versements ». La circulaire ajoute que les employés de commerce devront être invités à souscrire. Les maisons de commerce se chargeront elles-mêmes de cette petite souscription d'un minimum de 100 marks, qui seront retenus par fractions sur les gages des employés.

Le Ministre de l'Intérieur en Prusse, M. Loebell, a adressé à toutes les caisses d'épargne du royaume une circulaire pour leur rappeler qu'il était de leur devoir de souscrire au nouvel emprunt. Il déclare que par une opération analogue à celle qui fut effectuée lors du second emprunt de guerre, les caisses d'épargne pourront déposer les titres des deux premiers emprunts qu'elles détiennent dans les caisses de prêts (Reichsdarlehenskassen) et acheter avec l'argent qu'on leur avancera des titres du troisième emprunt.

Les titres d'emprunt de guerre déjà acquis lors des deux premières souscriptions par les caisses d'épargne, dit la circulaire, peuvent, comme tous les titres d'empire ou d'État, être déposés dans les caisses de prêts de l'Etat pour y servir de gage contre des prêts représentant 75 % de leur valeur. Ces titres constituent une première mise de fonds pour une contribution au nouvel emprunt d'empire.

Les fonctionnaires de Strasbourg et l'emprunt. — Le maire de Strasbourg, récemment décoré de la Croix de fer, avait autorisé les fonctionnaires municipaux à se faire payer d'avance trois mois d'appointements afin de leur permettre de souscrire à l'emprunt allemand. Ces fonctionnaires ont préféré ne pas user de cette faculté et ont décidé, en comité privé, qu'il valait mieux, à l'approche de l'hiver, avoir pour se nourrir de l'argent en espèces que des titres de l'emprunt de guerre allemand. Il y a lieu de rappeler à ce propos que d'importantes maisons françaises en Alsace-Lorraine ont dû souscrire à l'emprunt, sur l'initiative de leurs séquestres allemands.

Le dernier jour de l'emprunt. — Le premier terme de souscription avait été prorogé jusqu'au 22 septembre. Et depuis des semaines les journaux allemands ont publié des notes et des appels pour encourager à la souscription du troisième emprunt de guerre. Dans un de ses plus récents numéros, la *Gazette de Cologne* publiait un article intitulé : « Un mot d'exhortation aux négligents », où on lisait :

Il y a encore de nombreuses personnes qui n'ont pas souscrit à l'emprunt devant être clos le 22 septembre.

Certainement, neuf ou dix millions d'hommes peuvent disposer d'un ou de deux cents marks comme prêts à la patrie.

2 690 000 personnes seulement ont souscrit à l'emprunt. Où sont les six ou sept millions de souscripteurs restant ?

L'appel se terminait en exhortant les Allemands à démontrer au monde la fausseté des rumeurs représentant l'Allemagne comme épuisée et à bout de ses ressources financières.

La statistique qu'on vient de lire et dont le chiffre n'a pas dû beaucoup grossir prouve que l'emprunt n'a pas rencontré d'empressement parmi les petits épargnants.

Le résultat de l'emprunt. — On télégraphie de Berlin à la date du 23 cette note officieuse :

La souscription au troisième emprunt de guerre allemand a produit 12 milliards 30 millions ; de petits résultats partiels manquent encore.

Le Kaiser adresse au Ministre des Finances d'Allemagne, le docteur Hellfferich, le télégramme suivant :

Merci de l'annonce du résultat brillant des souscriptions au troisième emprunt de guerre. Je vous félicite de ce beau et nouveau succès de la guerre financière confiée à vos soins. Ainsi le peuple allemand, plein de confiance dans sa propre force, démontre à nos ennemis et à tout le monde que désormais il est unanimement uni pour poursuivre avec une détermination inébranlable, jusqu'à sa fin glorieuse, cette guerre qui nous a été imposée par un coup de main criminel, et qu'il est joyeusement prêt à faire le sacrifice de son sang pour la protection et la liberté de la patrie.

Signé : GUILLAUME, empereur.

Du *Temps* :

En réalité, ces milliards n'existent que sur le papier, et un papier dont la couverture, qui pis est, n'est en grande partie constituée que par des titres de l'emprunt précédent sur lesquels les caisses de prêts instituées par l'État ont avancé, aux taux de 75 %, les fonds qui ont permis à une grande partie des petits souscripteurs de prendre part à l'opération. C'est donc quelque chose comme un emprunt sur un emprunt, mise en scène analogue à celle de ces ingénieux régisseurs qui font défiler deux et trois fois les mêmes figurants pour donner au public l'illusion d'un grand cortège. Sur les 12 milliards 30 millions du troisième emprunt, combien y a-t-il de souscriptions sincères, c'est-à-dire

de fonds nouveaux et réels apportés par le public et qui ne lui ont pas été fournis sur le gage des papiers précédents par les caisses d'État elles-mêmes ? C'est ce que le ministre impérial des finances serait bien en peine de dire. C'est ce qu'il n'avouera certainement jamais.

Le blocus. — L'insuffisance du blocus de l'Allemagne est apparue nettement à la fin de décembre 1914 dès la publication des importations dans les pays neutres limitrophes de l'Allemagne. Le blocus est devenu beaucoup plus strict, peut-être, mais les tolérances accordées aux exportateurs de tel ou tel article dans les pays neutres a permis l'envoi de quantités considérables d'huile, de graisse, par exemple, qualifiées produits alimentaires et en réalité destinées aux explosifs.

Pour l'huile de lin, c'est en janvier que le trafic a commencé, écrit M. Lucien Chassaigne dans le *Journal*. Sur des demandes très fortes de la Hollande, une hausse se manifesta qui attira finalement l'attention du Gouvernement anglais et le détermina à interdire toute exportation avec ce pays.

On se rabat alors sur nous. C'est de la Suisse que viennent les gros ordres. Les cours montent, montent. Le ravitaillement s'opère en Allemagne. Un décret intervient et nous interdisons la sortie des huiles. Simple palliatif. Le trafic reprend vite, il atteint tout près de 5000 quintaux en juillet. Le décret a manifestement plié devant certains privilegiés qui obtiennent, sans aucune peine et sans raison valable, des autorisations de sortie.

D'où sont parties ces quantités d'huile de lin ? Directement des usines de fabrication, mais aussi, ce qui est intéressant à constater, du stock de Paris. Celui-ci qui était, à fin juillet 1914, de 105000 quintaux, c'est-à-dire le plus important qui ait été jamais réuni, n'était plus que de 38000 à la date du 10 septembre 1915.

Ces chiffres sont publics, il suffit d'ouvrir le *Bulletin des Halles* pour en avoir jour par jour connaissance.

Il est donc plus qu'inconcevable que l'administration des douanes *qui le publie dans son recueil mensuel* n'ait pas jugé à propos de s'en émouvoir.

Une simple enquête, soit aux magasins généraux de Saint-Ouen, où est entreposé le stock de Paris, soit à la gare de départ voisine, aurait montré l'anomalie de pareilles exportations. On aurait vu que presque toute l'huile de lin vendue depuis le mois de décembre est partie vers la Suisse, qui ne nous en achetait pas auparavant, et qu'elle était expédiée à des gens que rien ne désignait pour la recevoir, qui n'en pouvaient faire aucune utilisation avouable.

Il y a là manifestement une preuve de l'indifférence coupable

qui préside aux enquêtes : pas de qualification alimentaire possible, chiffres de sorties exceptionnels, destination plus que suspecte, utilisation possible pour la fabrication des explosifs, autant d'éléments dont un seul aurait dû suffire pour attirer l'attention de ceux qui en ont la charge, s'ils avaient tant soit peu la notion que la France est en guerre, que toute la nation souffre et qu'ils paralysent du fond de leur bureau les efforts admirables de nos soldats au front.

En Angleterre, dès qu'on s'est aperçu du danger, mesure énergique, sans rémission, sans marchandage, et les cours baissent régulièrement jusqu'à la normale.

Chez nous, on prend aussi la mesure salutaire. Elle produit son effet. En mars 1915, les exportations sont nulles, au grand dommage des ennemis. Puis, peu à peu, la rigueur fléchit devant d'inexplicables influences et deux mois après le décret est lettre morte. Cette matière, dont la sortie est théoriquement défendue par le décret de février, sort de France, en réalité, en quantité double du temps de paix. La fabrication de la dynamite est à nouveau prospère — en Allemagne.

En Hollande, ce n'est pas l'initiative des alliés, c'est celle d'un Hollandais, écrit M. de Maizière dans le *Petit Parisien*, qui arrête, en partie au moins, la contrebande.

M. Van Aalst, une des personnalités les plus notoires et les plus respectées de la Hollande, fit cette proposition aux alliés :

« Ce que le Gouvernement ne peut faire officiellement, des particuliers sur l'honorabilité et la solvabilité desquels on ne peut élever aucun doute peuvent le tenter. Que les alliés reconnaissent l'existence d'une administration officieuse, composée de toutes les grandes compagnies de navigation du pays et de toutes les grandes banques, qui se chargera de donner la garantie réclamée, et le commerce hollandais, autant que les alliés eux-mêmes, recevront pleine satisfaction. Nous allons nous engager à ce que les marchandises importées en Hollande par les compagnies qui feront partie de notre association soient consommées sur place et non pas réexpédiées en Allemagne. En échange de cette garantie, que les croisières laissent passer nos bateaux ».

Les alliés acceptèrent et ainsi naquit le *trust* ou la N. O. T., ces trois lettres initiales de trois mots hollandais très compliqués, désignant l'association reconnue. Chaque bâtiment faisant partie de ce trust recevrait une marque spéciale (un cône strié de noir et blanc hissé en tête du mât), destinée à le désigner aux croiseurs anglais et français. L'officier chargé de la visite en mer, sur le vu de ce signal, après avoir contrôlé que le connaissement du navire était bien à l'adresse ou consignation du trust ou N. O. T.

et non pas d'une maison particulière, devait laisser le bateau continuer sa route.

C'est ce système qui fonctionne aujourd'hui au gré de tous. La croisière aperçoit-elle en haute mer ou aux approches d'un port hollandais un bâtiment qui ne porte pas la marque de la N. O. T., elle l'arrête et le séquestre le juge suspect *ipso facto*. Très peu, d'ailleurs, se risquent maintenant à une navigation aussi dangereuse.

Cependant, des bâtiments espagnols et suédois, tous chargés de minerais à l'adresse de l'Allemagne, ont pu, au début, échapper à la croisière et débarquer à Rotterdam leur cargaison, qui fut réexpédiée en Allemagne, — ce à quoi la Hollande n'avait pas le pouvoir de s'opposer, à raison du traité dont nous avons parlé.

La croisière, au contraire, rencontre-t-elle un bâtiment porteur du cône de la N. O. T., elle l'arrête, envoie à bord un officier qui contrôle le connaissement et s'assure qu'il est bien à l'adresse du trust — puis laisse passer.

Arrivé au port, le bâtiment décharge sa marchandise sous la surveillance du trust, qui, sous sa propre responsabilité morale et pécuniaire, s'assure qu'elle sera tout entière employée aux besoins hollandais, et que pas une parcelle n'ira en Allemagne.

La haute honorabilité des organisateurs de la N. O. T. était hors de conteste; cependant il fallait une sanction capable d'empêcher un négociant fraudeur, après s'être affilié au trust, de négliger l'engagement qu'il avait signé lors de son affiliation. La fraude, en effet, est tentante, si l'on pense à la différence du prix de certains articles en Hollande et en Allemagne. Le caoutchouc, qui vaut ici 4 fr. la livre, est payé couramment 25 fr. la livre en Allemagne. Se faire recevoir au trust, signer l'engagement de ne pas revendre en Allemagne, faire venir du caoutchouc à 4 fr. pour, au mépris de son engagement, le revendre en seconde ou troisième main 25 fr. à l'Allemagne, l'opération est enfantine autant que malhonnête. La N. O. T., pour l'empêcher, fait signer à ses adhérents un contrat aux termes duquel ils s'engagent, en cas de fraude, à subir une amende calculée sur le bénéfice probable qu'ils retireraient de leur duplicité.

Le coton contrebande absolue. — L'Angleterre et la France considèrent désormais le coton comme contrebande de guerre.

Cette décision figure au *Journal Officiel*. Elle s'étend au coton brut, aux fibres appelées *linters*, aux déchets et enfin aux filés de coton. Elle range ces marchandises sur la liste de la contrebande absolue — c'est-à-dire, suivant la doctrine traditionnelle des jurisconsultes anglais, parmi les objets dont l'usage militaire ne peut pas être regardé comme un usage accidentel ou un usage accessoire. L'opinion publique, des deux côtés de la Manche, est una-

nime à féliciter les gouvernements alliés de l'acte qu'ils viennent d'accomplir : c'était la meilleure réponse qu'on pût faire à la piraterie allemande.

L'Allemagne s'inquiète de la mesure :

L'autorité militaire a fait procéder deux fois au moins au recensement du coton et des tissus de coton. A partir du 1er août, elle a interdit la fabrication de tous tissus composés exclusivement ou principalement de coton. C'est le chômage imposé à des populations entières, et l'on ne décrète pas une crise semblable quand on n'a pas de sérieuses raisons pour être préoccupé. Ainsi, la privation de coton sera pour l'Allemagne une très dure épreuve, et peut-être quelque chose de pire. Souhaitons donc, écrit M. Jean Herbette, dans l'*Écho de Paris*, que la contrebande soit réprimée avec une vigilance impitoyable. La victoire est à celui qui ne néglige rien. Et les contrebandiers, ici, ne sont pas seulement les pourvoyeurs de l'Allemagne : ils sont les meurtriers de nos soldats.

Les cartes de graisse. — On lit dans la *Gazette de Cologne* :

Un lourd cauchemar pèse sur l'alimentation du peuple allemand et s'appelle la question de la graisse. On sait, en effet, qu'une certaine proportion de graisse doit nécessairement entrer dans l'alimentation de l'homme et que, d'autre part, toute importation est complètement arrêtée par suite du blocus. Nous sommes donc réduits aux ressources de beurre et de graisses fournis par le troupeau national qui est très loin de suffire aux nécessités les plus urgentes. L'administration s'est donc préoccupée des moyens d'empêcher, autant que possible, l'aggravation de la crise.

Le principal est la création d'une carte de graisse, qui fonctionnera comme les cartes de pain et de pétrole, et donnera à chaque bénéficiaire droit à soixante grammes de graisse par jour. Cette quantité pourrait être sensiblement abaissée par l'introduction des tourteaux de noix dans la nourriture populaire et l'interdiction de séparer désormais le son de la farine dans la confection du pain, puisque le son contient 4 % de matières grasses. Les graines de soleil, les noyaux de fruits, les pépins de raisin serviront d'autre part à fabriquer une huile fort convenable. Les cadavres des chevaux fourniront des savons, de la graisse industrielle et même de la margarine comestible, quand il sera constaté par le service sanitaire qu'ils ne sont pas morts de maladies contagieuses. Les eaux des égouts qui, à Berlin par exemple, charrient vingt grammes de graisse par tête d'habitant, seront dépouillées mécaniquement de leur résidu au bénéfice de l'industrie.

La cherté des vivres. — Des informations parvenues de l'Allemagne dans le courant de septembre, à travers la Suisse, ne laissent plus aucun doute sur le terrible renchérissement des vivres.

Le prix de la plupart des denrées a presque doublé. Le *Berliner Tageblatt* fournit à ce sujet d'intéressants détails. Ainsi le prix de la viande de première qualité, qui en septembre 1914 oscillait entre 69 et 90 marks par quintal, est monté aujourd'hui à 107 et jusqu'à 122 marks. Le prix des autres viandes, de qualité inférieure, a augmenté dans des proportions analogues. La viande de vache, qui se payait l'année dernière 64 marks le quintal, se vend aujourd'hui 98 marks. Le renchérissement ne provient pas du manque de bétail, mais de l'augmentation du prix des fourrages et de la main-d'œuvre. Un garçon boucher qui doit préparer la viande se paie actuellement en Allemagne 35 marks par jour. En outre, comme le fourrage a diminué, les vaches donnent moins de lait et le prix du beurre s'est élevé d'autant. La viande de porc, au contraire de ce qu'on pourrait croire, est actuellement en Allemagne la plus chère de toutes. Dans la vente en gros, elle coûte 60 marks de plus que la viande de bœuf. Ce renchérissement est dû au fait que le Gouvernement allemand, pour empêcher la diminution des provisions de pommes de terre, a fait tuer 6 millions de porcs, c'est-à-dire le quart du nombre de porcs qui existaient en Allemagne. Ces viandes avaient été mises en conserve, mais comme, par suite du manque d'ouvriers, elles avaient été mal préparées, il s'en est perdu plus de 30 %. Le manque de légumes se fait également sentir; le prix des raves et des carottes a doublé. Le prix des fruits, par contre, n'a pas augmenté.

Quant au gibier et à la volaille, le renchérissement est très sensible. Les poules n'étant plus nourries avec des céréales, la production des œufs a considérablement diminué.

Comme on le sait, le Gouvernement allemand a interdit récemment la fabrication de la crème fouettée, dont on faisait en Allemagne une très grande consommation. A Berlin seulement, cette consommation s'élevait à 20 000 litres par jour.

Pétition des femmes socialistes au Reichstag. — Louise Zietz, au nom des femmes socialistes, a adressé une pétition au sujet des allocations de guerre :

De nombreuses catégories parmi les familles des mobilisés peu aisés sont dans une grande misère. Les allocations de l'État sont minimes : 12 marks par mois pour les femmes et 6 marks pour les enfants ; des milliers de communes n'y ajoutent aucun supplément, des milliers en payent un très faible ; rares sont celles qui allouent une indemnité égale à 100 % et plus de l'allocation d'État. D'amères plaintes des femmes des mobilisés continuent à

nous arriver touchant leur situation précaire, surtout là où les allocations communales manquent ou atteignent un taux très peu élevé.

La pétition continue en exposant que la hausse considérable des prix des denrées rend le peuple hors d'état de se procurer une nourriture à peu près suffisante. Des mesures intempestives de l'administration viennent empirer encore cette situation critique : en Saxe et dans plusieurs provinces de Prusse, les femmes de mobilisés se voient supprimer leur allocation, si elles ont trouvé un travail quelconque, même peu rémunéré. La pétition conclut en ces termes pressants :

La conséquence de cette misère générale des familles de mobilisés se résume dans leur nourriture insuffisante, en définitive dans une atteinte à leur santé et une croissante amertume sur leur triste sort. Assurément, les soldats se sentent déprimés, quand ils apprennent que les êtres qui leur sont chers souffrent, tandis qu'ils consacrent leur existence à la guerre.

Les femmes socialistes prient donc le Reichstag de prendre l'initiative d'une élévation immédiate des allocations de l'État aux familles des mobilisés, et d'obliger les communes d'ajouter à ces allocations des suppléments, dont l'empire supportera la charge là où les communes sont financièrement trop faibles.

Les femmes socialistes espèrent que la Chambre accédera à la prière qui lui est adressée dans l'intérêt des familles des mobilisés, qui sans cela souffrent très durement de la guerre.

Le Reichstag a pris en considération ces vœux.

Les métaux. — Les journaux allemands poursuivent leur campagne pour inviter le public à donner tout le métal qu'il possède encore.

C'est ainsi que la *Gazette de Cologne* déclare :

Toutes les valeurs qui peuvent nous servir pour la continuation de la guerre et pour la victoire doivent être utilisées. Pour cela celui qui a encore chez lui des monnaies étrangères en or, argent ou cuivre, ou des papiers qui ont cours, devrait en faire cadeau à la Croix-Rouge, qui accepte également de vieux bijoux et autres objets en métal de valeur. Chaque donateur d'une valeur au-dessus de 25 marks reçoit une distinction sous forme d'un médaillon d'art.

Les *Münchener Neueste Nachrichten* écrivent :

Au sujet des pièces d'or frappées en souvenir du règne de 99 jours de l'empereur Frédéric l'on dit que ces pièces sont

toujours soigneusement cachées par crainte des propriétaires de les perdre, la Banque d'empire fait connaître que chaque donateur de ces pièces en recevra une pareille après la guerre.

Le même journal écrit, au sujet de la monnaie en nickel, que les commerçants des communes occupées en France reçoivent de grandes quantités de pièces de nickel et d'argent par nos soldats et qu'on devrait ordonner que cet argent soit ramassé partout et rendu en échange de billets allemands.

La *Gazette de Voss* s'adresse aux chasseurs, qu'elle prie de ne pas jeter les cartouches usées.

Les objets fabriqués en laiton. — Les journaux allemands ont caché le plus soigneusement possible la gravité des mesures que l'autorité militaire a prises en inventoriant et en réquisitionnant toutes sortes d'objets de cuivre et de laiton. Mais dans une revue technique, *Der Kontektonnaer*, on trouve une liste des objets dont la vente est désormais interdite et qui se trouvent frappés de saisie (*beschlagnahmt*). En voici quelques extraits :

Montures pour becs Auer (ordinaires). — Articles de toilette en laiton nickelé, quand ils sont obtenus par les procédés de fabrication les plus simples (estampes, etc.). — Boutons en métal. — Épingles à cheveux en laiton. — Dés à coudre en pur laiton. — Boutons à pression en laiton (non mis en place). — Tringles à rideaux, dès qu'elles contiennent au moins 10 % de laiton. — Anneaux de rideaux, massifs ou creux. — Plateaux à thé ou à café en laiton ou en cuivre. — Chaudières. — Pelles à tartes, pinces à asperges. — Clous à crochet en laiton, clous à tapis en laiton. — Vis de 5 grammes et au-dessus. — Chaînes en laiton. — Têtes de robinets. — Tubes en laiton. — Service de fumeurs. — Timbales de laiton fermant des bouteilles *thermos*. — Pots à cure-dents (modèle le plus simple). — Poids pour pèse-bébé.

De son côté, le journal technique *Elektrotechnische Zeitschrift* publie un long article sur la réquisition du cuivre. Il y est dit :

L'industrie électrotechnique doit défendre énergiquement le point de vue suivant : les administrations doivent employer d'abord les quantités de cuivre dont il est le plus facile de se passer ou qui peuvent être le plus aisément remplacées. Les installations électriques ont un caractère d'intérêt public. Leur exploitation ne peut être interrompue. D'autre part, les machines, transformateurs, etc., construits mais non encore en service, coûtent

un prix tellement plus élevé que la valeur du cuivre qu'ils contiennent qu'on ne peut songer à les modifier pour en extraire le cuivre que dans les cas d'urgence absolue. Il faudra d'abord songer à employer les toitures en cuivre des églises et des châteaux. Les cloches des églises renferment de grandes quantités de cuivre. L'industrie électrique doit insister pour que ces stocks soient utilisés d'abord. Avant de s'adresser à l'industrie électrotechnique, il faudra remplacer les boîtes à feu des locomotives. Cette mesure suffirait à fournir 150 000 tonnes de cuivre.

Le manque de caoutchouc. — On essaie d'y suppléer. Le docteur Scheermesser vient de trouver le moyen de fabriquer, avec des sortes de plantes euphorbes, du caoutchouc et de la graisse. La récolte de 30 ares de ces plantes donnerait 10 kilogrammes de caoutchouc et 30 kilogrammes de graisse non alimentaire. Avec ce moyen, le herr doktor croit pouvoir produire assez de caoutchouc pour l'Allemagne. Le journal ne veut pas donner plus de détails sur cette invention, de crainte que les alliés puissent l'utiliser.

L'or allemand. — Les journaux allemands ont annoncé qu'il devait y avoir encore un milliard d'or en Allemagne qui n'a pas été versé. Cet or a très probablement déjà franchi la frontière, car depuis quelque temps les rentiers allemands mettent prudemment leur or en sûreté à l'étranger. En trois mois, les banques suisses ont reçu d'Allemagne 12 712 325 marks en or et des dépôts d'or beaucoup plus considérables auraient été faits dans d'autres pays neutres. Dans le même laps de temps, la Suisse a reçu de France seulement 9 000 francs et 1 560 francs d'Angleterre.

Les secours de chômage à Berlin. — La ville de Berlin a dépensé 3 054 000 marks pour les ouvriers sans travail du 1er septembre 1914 au 29 août 1915, les syndicats 2 191 000 marks. Le nombre des chômeurs doit être très élevé, car la commune n'accordait que 5 marks de pension par semaine à l'ouvrier avec famille et 4 marks à l'ouvrier seul.

La diminution des naissances à Berlin. — En juillet 1914, il y a eu 3 373 enfants et en juillet 1915 2 520 seulement. La diminution atteint plus de 25 o/o. Pour les trois mois de mai, juin et juillet, il y a eu en 1914 10 030 naissances et en 1915 7 523 seulement, soit une diminution de 2 507, ou exactement 25 o/o.

La diminution extraordinaire des naissances n'a commencé

à se faire sentir qu'au mois de mai de cette année. Voici le nombre moyen des naissances par jour, pendant les sept premiers mois de l'année.

	1914	1915
Janvier	112	107
Février	113	109
Mars	109	110
Avril	112	102
Mai	113	86
Juin	105	78
Juillet	109	81

L'état d'âme en Allemagne. — Le ministre allemand des colonies, le docteur Solf, a écrit, pour un *Calendrier colonial*, publié sous la direction de l'écrivain impérialiste, le docteur Paul Rohrbach, une introduction, qui est un véritable programme. La voici :

Etant donnée la situation politique et économique de l'Allemagne, il nous paraît indispensable, qu'après la fin de la guerre, nos possessions coloniales soient maintenues et agrandies, quels que soient l'accroissement éventuel de territoires en Europe et la nouvelle modification des relations réciproques des Etats européens. Pour celui qui connaît les questions économiques, il n'est pas besoin de preuves spéciales, mais lui aussi s'étonnera en voyant exprimée en chiffres l'importance extraordinaire que présente la possession des colonies pour un Etat moderne.

Le besoin de l'Allemagne en produits coloniaux s'élève à plusieurs milliards. Les colonies que nous avions jusqu'ici, ne peuvent couvrir qu'une partie infime du besoin en matériaux pareils, à peu près trois pour cent. On a le droit de présumer que les tendances de développement de la politique coloniale moderne augmenteront d'une façon sensible après cette guerre. Les grandes puissances coloniales aspireront non seulement à un agrandissement de leurs possessions, mais elles s'efforceront aussi, à la suite de l'aggravation des antagonismes nationaux, à concentrer, autant que possible, les capitaux, la production en matières premières et le commerce d'outre-mer sur leurs propres colonies.

Des empires coloniaux d'un seul tenant et aussi aptes à la défense que possible, complétant nos propres forces économiques, constitueront probablement la solution politico-coloniale après la guerre. Des égards spéciaux concernant l'état particulier de notre économie populaire vont être nécessaires. Nous ne devons pas nous laisser intimider en ce qui concerne la réalisation de notre politique coloniale, même si des parties de nos possessions colo-

niales succombent temporairement aux forces supérieures de l'ennemi. *Per aspera ad astra.*

Une réponse à la propagande allemande. — Le ministre d'Allemagne à Stockholm a, dans le courant de septembre, essayé de lancer dans la presse modérée un acte d'accusation contre la France et l'Angleterre, coupables d'employer à la guerre des troupes africaines et asiatiques. Un journal suédois, le *Sozialdemocraten*, répond à ce document :

C'est avec une véritable stupeur que le lecteur neutre voit l'Allemagne invoquer l'esprit de conventions internationales. Ce n'est assurément pas cet esprit qui a inspiré les actes ni les proclamations officielles des autorités allemandes en Belgique et dans la France du Nord, où elles ont voulu frapper les populations de terreur.

Le document allemand dit que les alliés font la guerre d'une façon qui est une honte pour le vingtième siècle. Voilà une expression qui, malheureusement, peut trouver un meilleur emploi que pour désigner les méthodes semi-primitives de troupes coloniales. Bien pire est la barbarie civilisée, qui se croit autorisée pour vaincre à fouler aux pieds méthodiquement et de sang-froid tout droit international et tout sentiment d'humanité.

Une chanson sur la « Lusitania ». — La Kultur allemande tout entière s'est réjouie de la destruction de la *Lusitania* qui, aujourd'hui encore, sert de thème à une des chansons favorites des cafés-concerts en Allemagne. Les divers couplets de cette chanson énumèrent la foule bigarrée d'Américains, d'Anglais, de Français, de Grecs, de Hollandais que le paquebot emmenait vers la mort — et parmi lesquels on regrette que ne se soit pas trouvé Sir Edward Grey. On se réjouit de voir tous ces gens morts et au fond de l'eau — et l'assistance reprend en chœur :

Elle allait en Angleterre, quelle honte!
  Youp heidi, youp heida
De New-York avec de la contrebande, houp heidi heida
Il y avait des milliers d'invités.
Mais le sous-marin a flairé le rôti!
  Youp heidi, youp heida, youp heidiheitralala
Youp heidi, youp heida, youp heida, youpheiditralala
Entonnons la chanson des morts, youp heidi
Construisons encore des masses de sous-marins, youp heidi
Et envoyons l'ennemi au fond du froid tombeau
Pour que l'Allemagne ait la tranquillité.
Youp heidi, youp heida, youpheiditralala.

L'offensive française en Champagne. — Après la bataille de Champagne, la *Gazette de Voss* écrit :

Il faut, pour bien comprendre ce qui s'est passé, s'entretenir avec les blessés qui arrivent en longues colonnes, car les pertes, dans cette lutte titanique, n'ont vraiment pas été légères. Autobus, voitures, chariots, transportent les hommes les plus légèrement atteints : ils en descendent, qui les mains, qui les bras, qui le visage bandés. Leurs uniformes sont couverts de la poussière crayeuse de la terre de Champagne et de la boue des tranchées...

... Tous parlent avec un honnête respect de la valeur de l'ennemi. bien que ceux qui se battent n'emploient pas de mots ronflants, « Comment ont chargé les Français, et comment ont-ils, avancé ensuite? — Avec rage et impétuosité, les grenades à la ceinture!

Le bilan des conquêtes. — On dresse à cette heure en Allemagne le bilan des *conquêtes* réalisées par un an de guerre; pour entretenir la griserie populaire et l'exaltation nationaliste, on étale des chiffres fabuleux : on déclare dans la *Gazette de Francfort* que les empires du centre ont fait jusqu'à ce moment 1 million 900000 prisonniers. On dit que leurs armées occupent en territoire ennemi 150000 kilomètres carrés ; on magnifie la prise de 6000 canons sur l'ennemi. Les finances de l'Etat allemand sont satisfaisantes; l'encaisse des banques d'émission a monté de plus d'un milliard; les dépôts dans les caisses d'épargne se sont accrus. Malgré le blocus, l'Allemagne vit de son propre fonds. En un mot, comparée à celle des Etats de la Quadruple-Entente, la situation est, au dire du grand journal financier francfortois, extrêmement favorable.

La victoire de la Marne avouée par les Allemands. — Dans son numéro du 12 septembre, le journal pengermaniste de Berlin, *Die Post*, publie un récit de la bataille de la Marne dont voici la traduction. Il est capital par l'aveu — le premier dans la presse allemande — qu'il fait de la victoire française :

Les opérations qui précédèrent la bataille étaient terminées le 6 septembre. Quelques jours auparavant les avant-gardes de l'armée Klück étaient arrivées devant Paris. L'aile droite allemande commandée par Klück se trouvait auprès de Senlis; puis venaient l'armée Hausen et la troisième armée commandée par Bülow.

La répartition des forces du côté franco-anglais était telle que

l'aile gauche, commandée par French, se trouvait composée d'Anglais. A côté de French étaient les trois armées de Maunoury (Meaux, Nanteuil sur l'Ourcq), Franchet d'Espérey (Esternay, Montmirail) et enfin Foch (Sézanne, Fère-Champenoise).

Le général Joffre avait le commandement en chef.

Les alliés se lancèrent dans cette bataille avec un grand enthousiasme. Leur zèle était stimulé par un ordre du jour du général Joffre qui avait dû à son grand regret battre en retraite pendant les premières semaines de la guerre.

Joffre voyait enfin l'occasion de montrer ses capacités.

Le combat fut, d'après les rapports anglo-français, une grande victoire anglo-française. On en célèbre aujourd'hui l'anniversaire. Il est certain que la fortune des armes sourit ce jour-là à l'ennemi. Mais cette fortune est trompeuse et inconstante.

Disposant d'une supériorité numérique énorme les Anglais et les Français s'élancèrent, et grâce à leur nombre, obligèrent les armées allemandes à abandonner les positions peu favorables d'ailleurs qu'elles occupaient et à aller s'établir plus au Nord-Est sur les rives de l'Aisne.

Les Français s'étaient organisés très solidement à Nanteuil et à Vitry, tandis que les Allemands devaient franchir des rivières et des canaux qui les exposaient à un feu terrible de leurs adversaires. Après que les troupes anglaises eurent fait sauter près de Meaux tous les ponts de la Marne, elles disposèrent leur artillerie sur le plateau de Brie qui est traversé par les vallées du Grand et du Petit-Morin.

Le 6 septembre l'attaque générale préparée par les Allemands commença. L'aile gauche de la première armée commandée par Klück chercha à envelopper l'aile des alliés. Ce plan, parfaitement juste, au point de vue tactique, aurait dû aboutir à un succès, si le projet de Klück n'avait pas été réduit à néant par l'intervention inattendue de deux armées venues de Paris qui agirent au nord de Meaux.

Cette apparition subite d'une force très supérieure ne pouvait être prévue par le général allemand. En outre, il devait tenir compte des extraordinaires fatigues que ses troupes avaient endurées dans les marches interminables qui les conduisirent jusque sous les murs de Paris. Les troupes françaises, au contraire, qui avaient été transportées par chemins de fer, étaient absolument fraiches. Dans ces conditions, c'eût été une faute d'accepter une bataille qui eût engagé tous les résultats obtenus jusqu'à ce moment.

Klück décida donc de *battre en retraite*, après s'être assuré par des aviateurs et des patrouilles de cavalerie qu'il avait affaire à une force trois ou quatre fois supérieure.

Pour masquer cette retraite, il redoubla ses efforts contre les Anglais, qui subirent des pertes très lourdes.

Le combat entre la deuxième armée allemande et l'armée de

Franchet d'Espérey fut très vif. A Courgivaux, les Allemands s'étaient retranchés. A Châtillon-sur-Morin, on se battit de maison à maison.

A Sézanne, au centre de l'armée Foch, se trouvaient les quartiers généraux de Joffre et de French. Au nord de ce point la garde prussienne était engagée dans un combat contre les contingents d'Afrique. C'est en cet endroit que le général Foch chercha à percer les lignes allemandes sur un point qui se trouvait entre l'armée de Bülow déjà en retraite et l'armée Hausen.

Il poussa contre nos lignes son centre composé de forces si supérieures en nombre que les troupes allemandes, plus faibles, *durent, le cœur lourd, se résoudre à battre en retraite* et à abandonner ce terrain difficile.

Vers la paix. — Une lettre écrite le 1er mai par un certain nombre d'intellectuels allemands proteste contre les annexions. Ces intellectuels ne délirent jamais, dit le *Corriere della Sera.* Ils ont nom : MM. Gustave Schmoller, le criminaliste Listz, le comte Monts, ex-ambassadeur d'Allemagne à Rome, l'économiste Max Weber, l'ancien ministre du commerce Berlepsch, le prince Henckel de Donnersmarck, le directeur du *Berliner Tagblatt* (ces deux derniers ont habité Paris), le major de Parseval, inventeur des aérostats qui portent son nom, Stein, rédacteur de la *Gazette de Francfort,* l'écrivain Paul Rohrbach.

M. Dernburg, un des signataires, l'ancien secrétaire d'Etat aux colonies, de retour des Etats-Unis, qui a pris la présidence d'une ligue commerciale allemande pour l'Amérique du Sud, expose à son auditoire que pendant des générations le commerce allemand n'aurait rien à craindre des concurrents étrangers.

Cependant, il a envisagé une éventualité dans laquelle « il deviendra difficile, avec le temps, de regagner le terrain perdu ». Et quel est cet unique danger qui menace l'expansion commerciale de l'Allemagne ? C'est le cas où « la guerre se prolongerait » de sorte que « le commerce serait finalement obligé de chercher d'autres chemins », des chemins qui ne partiraient plus de Brême ni de Hambourg.

Il dit encore :

A côté du développement de notre influence économique, il est important aussi de nous assurer une certaine influence morale. Jusqu'à présent, nous avons toujours estimé cette seconde partie de notre tâche au-dessous de sa véritable valeur.

Nous nous sommes mépris sur l'âme des Sud-Américains, et

non pas sur celle des Sud-Américains seulement, de sorte qu'en général nous avons trop peu d'amis parmi les neutres. C'est une erreur de dire que la jalousie et l'hostilité de nos ennemis en soient les seules causes. Nous-mêmes, par notre manière d'agir nous avons souvent blessé l'âme des neutres.

Certainement, l'énergie et la force productrice de l'Allemagne sont extraordinaires, mais il ne plaît pas aux peuples latins et anglo-saxons d'être obligés de toujours sentir cette supériorité. C'est pourquoi il faut nous adapter à leur mentalité et introduire chez eux les créations de la science et de la technique de telle façon que nous ne nous représentions pas, sans aucun tact, comme les plus savants et les plus habiles. Nous avons souvent péché contre ce principe, et l'étranger nous a souvent été décrit comme une humanité de deuxième classe qui a encore beaucoup à apprendre.

Trop souvent ceux de nos commerçants qui vont au dehors manquent d'amabilité, ce qui est particulièrement important chez les peuples latins. Nous ne devons pas nous poser vis-à-vis d'eux en professeurs, mais en amis. Si nous négligeons ces choses, nos concurrents nous prendront notre place, non pas en dépit de notre valeur, mais à cause de notre valeur même.

Autriche-Hongrie. — On compte sur nos divisions :

Nous sommes en guerre avec la France, dit la *Zeit*, de Vienne mais nous devons espérer que la crise actuelle prendra un développement avantageux pour le peuple français et pour la République. Car l'intérêt de la paix européenne, pour laquelle nous combattons (*sic*), se confond avec l'intérêt de la République en France.

Bismarck avait déjà reconnu que si la forme de gouvernement républicaine existe en France, c'est une garantie pour la paix de l'Europe. On a pu remarquer au cours des 44 dernières années que la paix de l'Europe a toujours eu l'air d'être menacée par la France (?) quand des monarchistes ou des militaristes tendaient la main vers le gouvernail.

Sans doute les adversaires du cabinet Viviani ne songent point à la paix ; mais, par le fait qu'ils combattent le régime Poincaré en France, ils travaillent — tout en criant violemment contre nous — pour la paix que nous voulons ensemble, eux et nous, et que nous conclurons ensemble.

Il apparaît des présages en France. Puissent-ils être des présages heureux !

La question des vivres. — Malgré les améliorations apportées, on continue à se plaindre du pain ; la farine allemande envoyée ces derniers temps était humide ; elle ne sera employée que jusqu'au 10 septembre ; le pain actuel se

compose de 50 o/o de froment et de 50 o/o de seigle ; il sera remplacé par un pain exclusivement fait de farine austro-hongroise qui contient 75 o/o de seigle et 25 o/o de froment.

La *Zeit* se fait aussi l'écho du mécontentement causé par la prochaine limitation de la production de la bière, qui devra être réduite de 50 ou 60 o/o.

Ce journal fait remarquer la perte que cela représentera pour le fisc, puisque la production annuelle de la bière est évaluée à 280 millions de couronnes.

Un troisième emprunt autrichien serait décidé. — Le 12 septembre, on mande de Vienne à la *Gazette de Francfort*: « Des pourparlers sont engagés pour un troisième emprunt autrichien. »

D'autre part, à l'office des caisses d'épargne postales a eu lieu fin septembre, sous la présidence du gouverneur Leth, une séance de consortium financier, formé pour exécuter des opérations de crédit d'Etat.

La séance s'est occupée de l'émission du troisième emprunt de guerre. Toutes les questions relatives à cet objet ont été discutées en détail. Aussi bien le moment actuel que la situation du marché ont été trouvés favorables pour le lancement de l'emprunt.

M. Leth soumettra les propositions du consortium à M. von Engel, Ministre des Finances.

Le brillant second. — L'entente entre l'Allemagne et l'Autriche ne va pas jusqu'à permettre à la seconde de ces puissances d'essayer à sortir de son rôle de brillant second. La presse de Berlin et de Francfort appelle victoires allemandes les combats où l'armée autrichienne a figuré même avec de notables effectifs.

C'est l'épée allemande qui triomphe, écrit la *Gazette de Francfort*. Si l'ennemi a été chassé au delà de la frontière austro-hongroise, c'est parce que l'Autriche nous est restée fidèle. Si nos alliés se mettent à discourir sur la valeur de leur armée, c'est à nous de leur rappeler les faits.

La situation des armées. — La note dominante sur l'issue de la guerre est exprimée par la *Neue Freie Press*, de Vienne :

Ce serait une erreur de croire dès maintenant à une défaite complète des armées ennemies. Dans les nombreux conseils de guerre que les généraux des armées ennemies ont tenus entre

eux, ils ont reconnu que le mieux était de ne plus entreprendre d'offensive pour le moment, d'attendre l'instant propice, lorsque le généralissime russe disposerait de son armée « rétablie » de 8 millions d'hommes, et lorsque Kitchener entrerait en scène avec son armée si désirée de 3 millions d'hommes. La patience optimiste de la France sera mise à une rude épreuve, et la déception qui s'ensuivra probablement sera encore plus déprimante, après une si longue attente.

Turquie. — L'armée turque. — Voici, au sujet de l'armée turque, les informations que fournit un colonel turc de l'armée de la Thrace :

La Turquie a pu mettre sur pied de guerre depuis le commencement de cette guerre 1 300 000 hommes.

Les deux tiers de cette force ont été formés par des rédifs (classe de réserve) âgés de 35 à 50 ans, auxquels ont été incorporés des nizams (armée active) dans une proportion de 30 o/o.

Les pertes subies par l'armée turque jusqu'ici sur tous les théâtres de la guerre sont évaluées à 500 000 hommes en tués, blessés et prisonniers. Une cinquantaine de milliers de blessés ont pu retourner au feu, en sorte que l'armèe turque actuelle serait de 850 000 hommes environ, répartie comme suit :

En Thrace, le 2e corps d'Andrinople, soit 50 000 hommes.

A Tchataldja, le 6e corps d'Adoua, soit 40 000 hommes.

A Gallipoli et aux Dardanelles, le 3e corps de Rodosto, le 4e corps de Smyrne et le 5e corps d'Angora, plus quelques divisions indépendantes formant en tout une force de 190 000 hommes.

A Constantinople, le 1er corps de Constantinople comptant 70 000 hommes.

Une force de 150 000 hommes composée de divisions indépendantes est éparpillée en Asie Mineure avec de fortes concentrations à Smyrne et aux environs.

En Syrie siègent une partie des 7e et 8e corps de Syrie comptant environ ensemble 50 000 hommes.

Le reste de l'armée turque, soit 300 000 hommes, se bat au Caucase contre les Russes.

Dans le chiffre de 850 000 soldats dont dispose actuellement la Turquie sont compris 100 000 chrétiens et juifs, qui avec les vieilles classes des rédifs turcs forment le point faible de l'armée turque.

Mais c'est surtout le manque de munitions qui affecte gravement la valeur de l'armée turque.

Si l'impossibilité de ravitaillement par l'Allemagne continue, l'armée turque sera réduite faute de munitions à l'état d'une armée assiégiée qui se rend par la famine.

Octobre 1915.

Allemagne. — Un ordre du jour que l'état-major français a pu se procurer.

STRICTEMENT SECRET
Division Ditfurth VIIIe C. R.
I. N° 215 SECRET

A communiquer aux officiers seulement.

ORDRE DE LA DIVISION

J'ai eu l'impression, ces temps derniers, que l'infanterie, sur quelques points, borne son action à la simple défensive.

Aussitôt que l'ennemi commence à lancer des bombes, elle se hâte d'ouvrir le feu ou de réclamer l'appui de l'artillerie, et se tient pour satisfaite quand le tir des bombes ennemies a été momentanément arrêté. Parfois même on semble croire qu'il est habile de tirer le moins possible pour ne pas provoquer le feu de l'ennemi.

Je ne saurais m'élever assez énergiquement contre de pareilles conceptions qui aboutissent nécessairement à tuer l'esprit d'offensive chez nos propres troupes, *à éveiller et à fortifier chez l'ennemi le sentiment de sa supériorité.* On laisse à l'ennemi toute sa liberté d'action et on subordonne sa propre action à la volonté de l'ennemi.

Il est possible qu'en manifestant de notre côté peu d'activité offensive, nous y gagnons momentanément un peu plus de tranquillité pour achever de consolider nos propres positions; mais cet avantage est bien peu de choses en comparaison de l'inconvénient qu'il présente pour nous de fournir également à l'ennemi le moyen de continuer à fortifier ses positions.

Nos efforts doivent tendre à préparer tous nos moyens en vue du jour prochain, je l'espère, où nous passerons à l'offensive décisive. Elle sera d'autant plus difficile que nous trouverons l'ennemi plus solidement retranché et moralement plus fort que nous.

Les photographies les plus récentes prises par nos aviateurs montrent nettement que l'ennemi a profité habilement du répit que lui laissait notre peu d'activité pour consolider ses positions. Nombre de nouvelles tranchées de position et d'approche ont été établies par lui en quelques semaines.

MM. les commandants de brigade et de régiment sont invités à faire les plus grands efforts pour entretenir au plus haut degré sur tous les points de notre front l'activité offensive : il faut que

notre action s'inspire de l'idée d'offensive et non de défensive et qu'au lieu de subir la volonté de l'ennemi, nous lui imposions au contraire, la nôtre. Nos troupes utiliseront à fond, de jour et de nuit, toutes les ressources et tous les moyens de fortune mis à leur disposition pour combattre l'ennemi et lui nuire sans relâche. *L'artillerie ne peut intervenir que dans la limite des munitions dont elle dispose et l'infanterie aura le plus souvent à se tirer d'affaire toute seule.*

MM. les commandants des pionniers sont invités à faire amener aussi vite que possible sur le terrain les engins de toutes sortes destinés au combat à courte distance et à satisfaire, selon leurs moyens, aux besoins de l'infanterie.

Signé : DITFURTH.

Pour copie conforme : Kœthe,
Capitaine d'État-Major.

Les discours du Kaiser. — En réponse au télégramme du président du Reichstag à l'occasion du cinq centième anniversaire des Hohenzollern, l'Empereur a remercié en ces termes :

Le lien solide de mutuelle confiance qui s'est formé au cours des siècles entre le prince et le peuple, à la fois dans le Brandebourg et la Prusse, constitue la base véritable de la force et de l'élasticité du peuple allemand et de ses princes. Ce lien n'a pu encore être affaibli dans la présente guerre, qui est la plus terrible des guerres.

A la garde prussienne, il a dit, le 26 octobre :

La dernière fois que j'ai vu votre régiment, c'était aux environs de Douai ; la division a eu de dures journées dans l'Ouest ; la garde prussienne a vaincu l'ennemi à l'Ouest comme à l'Est ; les ennemis doivent savoir ce que cela signifie quand le roi de Prusse envoie sa garde en avant ; avec l'aide de Dieu, votre régiment s'est toujours montré vaillant au cours des 70 batailles et des 29 places fortes qu'il a aidé à remporter ou à prendre.

Votre roi vous appelle à de nouvelles victoires ; sur ce chemin, ce m'est une joie de vous regarder les yeux dans les yeux et de vous exprimer mon royal merci.

Ma garde a de beaucoup dépassé ce que j'attendais d'elle ; le nom de la garde restera inscrit dans l'histoire universelle ; des Beskides à la mer du Nord et du Pripet à la Champagne, l'armée allemande a été victorieuse.

Aussi je vous remercie, grenadiers, pour l'antique manière prussienne avec laquelle vous avez fait votre devoir.

Napoléon, qui était fier de sa garde, a dit : « La garde est la citadelle mouvante de l'empereur. »

La puissante foi en Dieu avec laquelle nos pères ont toujours combattu a fortifié votre bras et votre courage; nous luttons pour une juste cause; Dieu a été et sera encore avec nous; c'est le vœu que je forme pour vous.

La paix allemande. — Le *New York American* publie le 17 octobre une interview du professeur Hans Delbrück sur les conditions de la paix que l'Allemagne a l'espoir d'obtenir, si le président Wilson et le pape Benoît XV consentent à intervenir comme médiateurs. Cette interview, qui a été approuvée par la censure allemande, se termine ainsi :

Il est très possible que la paix puisse être obtenue par la cession à l'Allemagne de colonies comme l'Ouganda, les Congo français et belge, à titre de rançon pour l'évacuation du Nord de la France et de la Belgique.

Il y aurait aussi à régler la question de l'indemnité à payer à l'Allemagne. J'estime que ce serait à l'Angleterre de la payer, car le coût d'une autre année de guerre serait pour elle beaucoup plus élevé que le prix de la paix, si elle est conclue maintenant.

Le journaliste ayant demandé à M. Hans Delbrück s'il avait signé la pétition au Chancelier contre l'annexion de la Belgique, le professeur répondit :

Ceux qui ont signé cette pétition représentent une minorité dans la nation. La majorité du peuple allemand désire l'annexion de la Belgique par l'Allemagne.

M. Delbrück a insisté sur le propos des annexions en ces termes :

Naturellement, les provinces baltiques, où la population est en grande partie allemande, resteront entre les mains de l'Allemagne. Comme nous l'avons proclamé, l'Allemagne dans cette guerre veut libérer les petites nationalités.

Des personnages considérables vendent ainsi avec assurance la peau de l'ours. Le 25 octobre, M. Ballin, directeur général de la « Compagnie Hamburg America Linie » à l'assemblée annuelle de l'Association des armateurs de Hambourg a dit :

L'Allemagne doit en première ligne s'efforcer d'acquérir les bases navales qui permettraient de porter remède à la situation dont nous souffrons actuellement. Déjà aux dernières fêtes de Noël j'ai eu l'occasion de dire que pour être sûr de l'avenir, nous

devrions avoir la garantie que notre flotte ne pourrait plus être bloquée dans le triangle humide de la mer du Nord.

On a conclu que nos aspirations maritimes et navales pourraient être satisfaites par la possession de Zeebrugge. Ce n'est point le cas. Évidemment nous avons besoin de bases navales à l'entrée et à la sortie de la Manche. Mais nous avons également besoin de fortes bases navales sur les grands océans du globe.

A la suite de ce discours, la réunion des armateurs de Hambourg a décidé l'envoi de trois télégrammes à l'Empereur, au Chancelier et à l'amiral von Tirpitz. Le télégramme adressé à l'Empereur se termine par cette phrase :

Nous avons besoin de la liberté des mers garantie, non point par des conventions ou des accords, mais par l'acquisition de bases navales pour notre flotte en Europe et sur les océans.

Les télégrammes adressés au Chancelier, reproduits dans le même numéro du *Hamburger Fremdenblatt*, contiennent des affirmations analogues.

Une interview du général von Klück. — Le 19 octobre, le général von Klück dit au correspondant berlinois de *Daily News* qu'il ne croit pas que les alliés puissent percer la ligne allemande sur le front franco-belge, et cela pour la raison suivante :

Nous nous sommes établis solidement dans des tranchées nombreuses et bien construites ; l'offensive des alliés n'arrivera pas à nous en déloger. Sur le front oriental, l'armée russe s'était, elle aussi, solidement installée dans ses tranchées, mais notre artillerie était très supérieure à celle des Russes, tandis que l'artillerie franco-anglaise n'est pas supérieure à la nôtre.

Le reporter américain lui ayant parlé de la Belgique, le général von Klück continua :

Les soldats n'éprouvent aucune haine contre leurs adversaires : mais ils se révoltent contre la barbarie des populations ; on l'a bien vu en Belgique, où nos troupes ne s'étonnaient pas de rencontrer des adversaires luttant comme eux à coups de fusil ou de canon, mais où la perfidie des femmes les mettaient en furie. Quand de telles choses se produisent, la guerre devient cruelle, et il est impossible de contrôler alors les actes des soldats.

Le général confia ensuite qu'il était très fier d'avoir commandé l'armée d'invasion en Belgique et en France.

Cette armée-là, voyez-vous, c'est la plus vaillante et la plus brave de toutes ; et c'est encore, à l'heure actuelle, celle qui est la plus près des portes de Paris !

En terminant, von Klück a déclaré qu'il lui était impossible de dire où aurait lieu la décision finale.

C'est là une question politique plutôt qu'une question militaire, a-t-il déclaré. Il est possible que ce soit dans les Balkans, mais qui pourrait l'affirmer ?

Le général venait de recevoir ce télégramme impérial :

Vous pouvez avec orgueil et satisfaction jeter un regard sur vos cinquante ans de services militaires. Dans votre jeunesse, vous avez participé à des guerres glorieuses : pendant de longues années de paix, vous vous êtes consacré avec une vigueur infatigable au développement de l'armée et, l'année dernière, vous avez constaté les résultats de votre œuvre grâce aux héroïques exploits de vos troupes; vous alliez enfin couronner votre œuvre par un beau succès lorsque des blessures honorables vous ont arraché à vos travaux.

Pour les services que vous avez rendus à moi et à mon armée, je vous exprime mes félicitations les plus cordiales, ma reconnaissance et mes remerciements royaux, et, comme marque de mon estime, je vous adresse mon portrait.

Les syndicats ouvriers. — Une requête présentée par le comité central des syndicats ouvriers conclut ainsi :

Nous affirmons encore une fois que la hausse des prix que nous impose l'agriculture allemande met gravement en péril notre alimentation populaire. Pour remédier à ce péril, nous demandons au Gouvernement et nous le prions de renoncer à ses scrupules quand ses mesures atteignent un fort groupement politique d'intérêts. Le bien du peuple tout entier exige que nous parvenions à une situation tolérable dans la question de l'approvisionnement alimentaire.

Doléances de femmes de mobilisés. — Le *Vorwärts* signale dans un de ses numéros d'octobre, les plaintes présentées par les femmes de mobilisés de la ville de Kattowitz, centre manufacturier important de Silésie.

Kattowitz, dit le journal, est une des villes où les femmes de mobilisés ne reçoivent aucun supplément au secours que leur donne l'État. La réelle insuffisance de l'indemnité a soulevé une indignation qui, vendredi dernier, au moment du payement, s'est manifestée de la façon la plus claire. Environ 50 femmes de mobilisés se sont présentées à l'hôtel de ville. Quand le maire parut, elles réclamèrent une indemnité plus élevée, disant qu'à cause de l'extraordinaire cherté des vivres elles ne pouvaient se procurer le nécessaire. Le bourgmestre leur promit de tenir compte de

leurs vœux, et les femmes, dont beaucoup avaient amené avec elles leurs enfants mal nourris, se dispersèrent.

La *Kattowitzer Zeitung*, continue le *Vorwärts*, rapporte des scènes beaucoup plus sérieuses auxquelles prirent part de malheureuses femmes de mobilisés en bien plus grand nombre. De telles scènes de misère ne se reproduiront plus à l'avenir si l'État sait réprimer énergiquement la spéculation sur les vivres.

Les usuriers de la guerre. — De la *Gazette de Cologne* :

L'exaspération s'étend parmi le peuple par le fait que son pouvoir de résistance pendant cette longue guerre est encore rendu plus difficile par ceux qui ne voient dans les conditions économiques actuelles qu'un moyen de gagner de l'argent.

La tension est si grande qu'une mesure quelconque d'apaisement doit être trouvée.

En dépit de l'immense récolte des pommes de terre et bien que le Gouvernement ait fixé les prix moyens entre 1 mark 75 et 3 marks 05 par quintal, ni les communes, ni les ménages de l'ouest de l'Allemagne qui est si populeux, n'ont pu s'approvisionner pour l'hiver prochain à des prix raisonnables.

Les fermiers sont accusés de retenir les provisions dans l'espoir d'en obtenir plus tard des prix plus élevés. Si la situation ne change pas, le Gouvernement procédera à la saisie générale des stocks.

Précaution ou pénurie? — Toujours est-il que l'on continue à réquisitionner le cuivre et le laiton (le cuivre se payant 4000 francs la tonne). On cherche partout de l'huile et des graisses pour les explosifs. On va distribuer des cartes de pétrole. On utilise les laines brûlées « recueillies » en France et en Belgique.

Le commandant du XXIe corps d'armée à Metz publie l'arrêté suivant, qui a aussi force de loi pour la zone du XVIe corps :

Afin de remédier à la consommation intempestive de matières dont il n'y a pas surabondance, il est nécessaire de renoncer, pendant la journée des Morts, à orner comme de coutume les tombes des défunts de cierges allumés.

Les exhortations de Maximilien Harden. — Dans le numéro du 23 octobre de la *Zukunft*, Maximilien Harden fait ces exhortations qui interprètent en un langage saisissant le sentiment de plus en plus général :

Maîtrisez votre joie quand vous lisez nos bulletins de victoires. Éveillez votre conscience et celle de vos voisins. Sans doute, nos armées combattent en avant de nos frontières; la guerre pourtant peut se prolonger au delà de l'hiver.

Ne soyons pas des braillards qui, loin du front, réclament des soldats la conquête de mondes nouveaux. Il est facile de parler ainsi. La populace applaudit. Mais de telles phrases répugnent à ceux qui se battent.

Nous ne voulons pas entendre des exhortations au patriotisme de la bouche de ceux à qui la guerre emplit la bourse, double la solde, augmente le pouvoir....

Nous ne voulons pas de requins dans notre empire, de gens qui exigent pour des denrées indispensables à la vie des prix qui dépassent de beaucoup les frais de revient et les limites d'un honnête bénéfice.

Spéculer sur les vivres est un péché mortel.

Ceux qui font à cette heure de l'argent dans les « affaires » de viande, de grains, de légumes, de pommes de terre sont des scélérats.

Ceux qui accaparent le beurre pour en faire hausser le prix mériteraient d'être pendus.

Ceux qui jeûnent pour envoyer un peu de graisse et de lard à leurs enfants au front devraient avoir le droit de passer la corde au cou des accapareurs et de les hisser en haut de la potence.

Soyons silencieux, réservés, modestes; soyons pieux et recueillis; n'élevons pas d'idoles; ne crions pas; ne soyons pas fiers parce que nos soldats, pour nous, meurent sur le front.

Les séquestres. — Le 13 octobre, à l'occasion de la promulgation du décret de séquestre des biens des ressortissants de pays ennemis, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* écrit notamment :

Les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie ont pris une série de mesures tendant à mettre complètement entre leurs mains les biens des Allemands se trouvant soumis à leur juridiction. De déclarations faites en Angleterre et en France par des représentants des deux Gouvernements, il résulte que ces derniers ont l'intention de réaliser ces biens comme gage pour les futures négociations de paix. Dans toutes les questions issues de la violation du droit privé, au détriment des ressortissants allemands par les Gouvernements ennemis, le Gouvernement allemand a constamment suivi le principe que des mesures de représailles — mais de représailles seulement — sont licites et nécessaires. Il faut qu'on sache, dans les pays ennemis, que les biens des ressortissants anglais, français et russes se trouvant sous la juridiction allemande sont menacés dans leur ensemble du fait que les Gouvernements de leurs pays respectifs prennent des mesures contre les biens des Allemands soumis à leurs pouvoirs. En conséquence, le Gouvernement allemand ne tardera pas plus longtemps à répondre, par la déclaration obligatoire et par le séquestre de tous les biens de ressortissants des

pays ennemis aux mesures prises dans ces pays contre les biens des Allemands.

Le patriotisme français et les Allemands. — Un officier bavarois, en garnison à Tourcoing, écrit en octobre aux *Dernières nouvelles de Munich :*

La misère est grande à Roubaix et à Tourcoing. Dans ces deux villes, les ouvriers sans travail, qui sont l'énorme majorité de la population, reçoivent de la municipalité une allocation de 75 centimes par tête et par jour. La viande coûte 4 francs la livre ; le beurre 4 fr. 50 ; un œuf coûte 35 centimes. On paye les pommes de terre 50 centimes le kilo, à condition d'en trouver, et le plus souvent elles manquent. Il n'y a plus dans toute la région une seule goutte de pétrole, et les bougies sont hors de prix. Le charbon lui-même est rare. Les trois cinquièmes de la population passent les longues soirées d'automne sans feu ni lumière. »

Les habitants, privés de toutes ressources, attendent l'hiver, qui redoublera leurs souffrances, avec un stoïcisme qui mérite le respect. Ni les privations physiques, ni les souffrances morales n'abattent ces âmes bien trempées, qui espèrent encore contre toute évidence et sont inaccessibles au découragement. Quand nous essayons de leur faire comprendre leur véritable situation, leur réponse est toujours la même : « Patience, *ils* vont revenir ; nous allons quand même gagner. » Une femme du peuple me disait aujourd'hui même : « Si les Allemands veulent que nous mourions de faim, eh bien, nous mourrons de faim. Ce sera pour la Patrie. »

L'officier termine sa lettre en proposant l'héroïsme des Français du Nord comme exemple à la population allemande, qui ne voudrait pas se montrer moins patiente, ni moins forte que ses ennemis.

« *Encore un Noël sous les armes!* » — Le *K. u. K. Kriegsministerium* — impérial et royal Ministère de la Guerre — (de Vienne) publie un appel à la population, recommandant les cadeaux aux soldats pour le second Noël de guerre. La *Neue Freie Presse* écrit à ce sujet :

Un second Noël sous les armes ! Nos sentiments intérieurs se révoltent contre cette pensée. Ce n'est quand luttant beaucoup que nous pourrons restreindre nos sentiments afin que la raison, l'intelligence puissent les dominer, afin de pouvoir envisager que cette fête sera fêtée de nouveau dans les luttes acharnées, avec des meurtres, avec du sang, avec des massacres.

Un triste pressentiment nous dit que malgré notre confiance d'hier, nos soldats ne pourront pas rentrer pour le prochain Noël.

Les cadeaux pour nos soldats ne doivent donc être pires que ceux de l'année dernière....

Puérilités allemandes. — La police berlinoise a convoqué les représentants des divers métiers pour un accord au sujet de la germanisation des mots étrangers. L'initiative a été prise par diverses associations linguistiques dont les membres assistaient à la réunion.

Des résistances se sont produites.

Les coiffeurs ne veulent pas renoncer au mot *salon*. Les hôteliers à *hôtel*. Les typographes font des difficultés pour remplacer *cliché* par *Druckstock*.

En revanche, le comité linguistique a fait admettre *Korset* au lieu de *corset* et *Seidenlappen* (littéralement *déchets de soie* pour *chiffon*).

Leurs mœurs. — Si certains prédicateurs jugent l'Allemand digne d'être le soldat de Dieu, l'archevêque de Bromberg semble faire des réserves au cours d'une procession faite en l'honneur de la guerre. Il s'est élevé contre « la conduite légère d'une partie du peuple allemand, particulièrement des femmes qui ne semblent pas du tout comprendre la gravité de l'heure actuelle, voient même dans l'exercice du noble service d'infirmières l'occasion de se distraire, et ne renoncent pas à leurs toilettes inspirées par des sentiments sensuels, souvent choquants, qu'elles portent même dans la sainteté de l'église ». Puis il a blâmé « l'esprit mercantile sans cœur, qui veut s'enrichir aux dépens de la collectivité, l'égoïsme abominable qui cherche son profit dans la disette générale, et s'occupe d'accaparer injustement les denrées alimentaires pour faire hausser les prix d'une façon condamnable, ce qui n'est rien autre qu'une spéculation de la pire espèce ».

Autriche-Hongrie. — Ordre du jour de François-Joseph. — On mande de Vienne à la date du 31 octobre l'ordre du jour suivant adressé par l'empereur François-Joseph à ses troupes du front italien :

Par mon ordre du jour du 29 juillet, je vous ai dit que des jours pénibles vous attendaient. Cela est arrivé. Vous avez trois mois de lutte terrible derrière vous. La bravoure héroïque, la persévérance tenace, les sacrifices admirables des troupes, le brillant commandement et la coopération intelligente, joints à la meilleure fraternité de toutes les armes, ont accompli des exploits en main-

tenant la garde loyale du Sud-Ouest et ont écrit une page glorieuse de notre histoire militaire.

C'est avec une pleine confiance que je pense à la lourde tâche que vous avez à remplir contre de braves ennemis. Je sais que non seulement vous avez fait votre devoir, mais qu'avec le cœur battant pour votre empereur et votre patrie, vous avez accompli de grandes choses, vous vous êtes montrés des héros. Du fond de mon cœur, je vous envoie mes remerciements et mes souhaits.

La vie à Vienne. — A Vienne, les classes riches « tiennent ». Une dame neutre, en voyage, écrit :

Contrairement à la consigne de Berlin, dont elles sont les premières à rire, les élégantes Viennoises ne veulent que des modes de Paris. Les couturières suisses qui les leur apportent font des affaires d'or. Une institutrice française que je rencontre me confie qu'elle n'a jamais eu à Vienne de difficultés. Nous parlons français à haute voix dans la rue. Je lui apprends la grande victoire de Champagne; elle pousse de tels cris de joie, et se répand contre les Allemands en de telles invectives, que je crois devoir la rappeler à la prudence. Elle me répond que dans les rues de Vienne on en entend bien d'autres.

Nous entrons tous deux dans un grand magasin de fourrures. Elle m'y présente comme une dame française, et chacun, le plus aimablement du monde, de s'empresser autour de moi.

Partout on m'adresse la parole en français. Au restaurant, la carte est rédigée mi-partie en français, mi-partie en allemand. Je commande un bifteck à la béarnaise. Il est excellent, mais coûte 5 couronnes. Tout est hors de prix. Et, signe des temps, la crème, la fameuse crème des cafés viennois a disparu.

Chez les classes laborieuses, ce n'est pas seulement la crème qui fait défaut à Vienne, la situation est pire dans les provinces, des femmes de Linz se sont rendues à l'hôtel de ville, où elles ont attendu le bourgmestre pour lui exprimer leurs doléances au sujet du renchérissement exorbitant de toutes les denrées.

Le bourgmestre, le docteur Dinghofer, leur a indiqué toutes les mesures prises jusqu'à présent par la municipalité, mais les femmes ne se sont pas déclarées satisfaites de ces explications et ont exigé que le bourgmestre les accompagnât chez le président du conseil municipal. Là, l'affluence devint considérable, et lorsque le président annonça que la ville allait recevoir des pommes de terre et de la graisse, des voix irritées se sont écriées : « Oui, mais à quel prix ? »

En effet, depuis un certain temps on ne trouve plus à Linz, ni pommes de terre, ni beurre, ni graisse. Le manque de

pommes de terre est imputable à ce fait que les paysans ne veulent pas en livrer pour quatorze hellers, prix maximum fixé par la ville.

La crise n'est pas moins grave en Hongrie.

Le *Budapesti-Hirlap*, journal du comte Tisza, président du conseil, écrit qu'il reçoit des monceaux de lettres adressées par des fonctionnaires de l'État déclarant qu'ils ne peuvent plus vivre de leurs traitements.

Ces lettres, dit le journal, sont écrites sur un ton et avec des expressions tels qu'il y a un an et demi, nous en aurions été consternés. Aujourd'hui cela ne nous étonne plus. Nous y sommes habitués.

Voici l'hiver. Le lard et la graisse sont à 7 ou 8 couronnes le kilo. L'on ne peut plus se procurer ni bois, ni charbon. Il faut des vêtements chauds et notre traitement suffit à peine pour acheter des pommes de terre. Pendant l'été nous avons pu vivre de légumes. C'est fini. L'État nous a promis des avances enfin. Mais d'innombrables formalités nous empêchent de les toucher....

Les vivres, remarque le journal, ont commencé à s'acheminer vers les prix d'hiver. Si les fonctionnaires ne peuvent s'approvisionner maintenant, ils risquent, en novembre, de ne plus trouver de quoi manger.

Tchèques et Slaves. — L'hostilité des Tchèques et des Slaves du Midi s'accentue. De continuelles arrestations se font pour crime de haute trahison. Jusqu'à présent, les insurgés appartenaient à la jeunesse intellectuelle du pays. Aujourd'hui, la contagion gagne même des personnes jadis dévouées au Gouvernement, telles que le président du grand conseil ecclésiastique de Bosnie-Herzégovine.

Bulgarie. — L'Armée bulgare. — Théoriquement elle compte dix divisions, plus deux divisions de cavalerie indépendantes. Mais les divisions bulgares n'ont rien de commun avec les nôtres. Forte de quatre régiments d'infanterie active, d'un régiment d'artillerie, d'un régiment de cavalerie, d'un bataillon de génie et des formations de réserve, chacune constitue une masse de plus de vingt mille combattants. Les dix divisions de première ligne réunissent plus de 250 000 hommes, avec plus de mille canons, et elles n'absorbent que les cinq ou six premières classes. Or, la Bulgarie en a appelé vingt-huit. C'est dire quelle erreur on commettrait en limitant à ce chiffre l'effort bulgare. Une règle empirique fixe à 10 pour 100 de la population les ressources disponibles d'un

État soumis à un entraînement intensif. Sur ces bases, les Bulgares pourraient utiliser 450 000 hommes, auxquels il faut ajouter quelque 50 000 volontaires macédoniens. Au total : 500 000 combattants.

L'infanterie bulgare est armée des fusils Mannlicher, auxquels s'appliquent également les cartouches allemandes, dont la Bulgarie profitera vraisemblablement en cas de besoin. Une partie des troupes bulgares est armée des fusils type Mauser, qui furent pris à la Turquie lors de la précédente guerre balkanique. Les réserves de cartouches existant en Bulgarie et la capacité de production des usines bulgares s'évaluent à quelques centaines de cartouches par fusil.

L'artillerie bulgare est pourvue de 30 canons de campagne système Schneider-Creusot; la plupart de ces canons sont d'un calibre de 75 mm.; 150 canons environ, du même calibre, ont été pris aux Turcs. La Bulgarie possède en outre 250 canons d'un tir moins rapide; leur calibre est de 80 mm.; à cette même catégorie appartiennent les 50 autres canons d'un calibre de 75 millimètres. Les deux genres de canons proviennent des usines Krupp. Le nombre de pièces de campagne à tir rapide dépasse 40; ces pièces furent fabriquées dans les usines Schneider. Des usines Krupp provient un nombre égal de canons de 120, mais à tir moins rapide, ainsi que 25 pièces lourdes de 150. L'artillerie de montagne dispose de 30 canons de 75 à tir rapide, modèle Schneider; de 50 canons du même calibre, modèle Krupp, et de 60 pièces Krupp du même calibre, mais d'un tir moins rapide.

Au point de vue des obus, la Bulgarie dispose comme réserves de : 450 obus pour un canon de campagne à tir rapide; 300 obus pour un canon Krupp de 80 à tir moins rapide; 125 obus pour un canon de campagne de 75 à tir moins rapide; 1500 obus pour une pièce Schneider à tir rapide; 315 obus pour un canon Krupp de 120 à tir moins rapide, et enfin 300 obus pour une pièce à tir moins rapide de 150.

Toutes ces réserves, étant donné l'effrayante consommation des munitions dans la guerre actuelle, doivent être considérées comme étant de beaucoup au-dessous de ce qu'exigerait la nouvelle campagne dans les Balkans. Il convient encore de remarquer que les pièces prises aux Turcs ont été adaptées aux obus bulgares, et qu'à rebours plusieurs pièces bulgares ont été appropriées aux obus turcs.

Manifeste du roi à son peuple. — Le roi Ferdinand de Bul-

garie adresse le 14 octobre, à son peuple, le manifeste suivant :

Bulgares,

Vous êtes tous témoins des efforts inouïs que j'ai faits pendant toute une année depuis le commencement de la guerre européenne pour le maintien de la paix des Balkans et la tranquillité du pays. Moi et mon gouvernement nous nous sommes efforcés par la neutralité observée jusqu'à présent de réaliser les idéals de la nation bulgare.

Les deux groupes de grandes puissances reconnaissent la grande injustice qui nous fut faite par le partage de la Macédoine. Les deux partis en guerre sont d'accord que cette province doit en grande partie appartenir à la Bulgarie. Seule, notre perfide voisine, la Serbie, est restée inflexible devant les conseils de ses amis et alliés. Loin d'écouter leurs conseils, la Serbie dans son animosité et sa cupidité, a attaqué notre propre territoire et nos braves troupes ont dû combattre pour la défense de notre propre sol.

Bulgares,

Des idéals nationaux qui nous sont chers m'ont seuls obligé, en 1912, à appeler notre vaillante armée à la lutte dans laquelle elle déploya les drapeaux de la liberté et brisa les chaînes de la servitude.

Nos alliés serbes furent alors la cause principale qui nous fit perdre la Macédoine. Epuisés et fatigués, mais non vaincus, nous dûmes plier nos drapeaux pour de meilleurs jours.

Les jours heureux sont arrivés beaucoup plus vite que nous ne pouvions nous y attendre. La guerre européenne touche à sa fin. Victorieuses, les armées des empires du centre sont en Serbie et avancent rapidement.

J'appelle la nation bulgare armée à la défense du sol natal, souillé par son voisin félon, et à la délivrance du joug serbe de nos frères asservis.

Notre cause est juste et sacrée. J'ordonne donc à notre vaillante armée de chasser l'ennemi des limites du royaume et d'écraser le voisin félon ; nous combattrons les Serbes en même temps que les braves empires du centre.

Que le soldat vole de victoire en victoire. En avant ! Que Dieu bénisse nos armées !

Turquie. — A la Chambre ottomane. — Le président de la Chambre, Halil bey, et le Ministre de la Guerre, Enver pacha, ont fait à la Chambre ottomane des exposés du point de vue turc de la situation politique et militaire.

Halil bey a déclaré :

Au moment des plus vifs combats dans les Dardanelles et à

Gallipoli, je me trouvais à Berlin ; j'ai pu m'y rendre compte personnellement des sentiments de haute et sincère admiration provoqués chez les Allemands par l'extraordinaire bravoure avec laquelle nos armées ont repoussé de terribles attaques.

La nation allemande félicita publiquement son Gouvernement, qui, au moment où même les plus petites nations nous méprisaient, signait fièrement l'alliance avec nous.

Cette alliance comporte des obligations pour un lointain avenir et elle unit dans une amitié sincère et inébranlable trois grandes armées et trois grandes nations.

Les canons qui ont grondé sur le Danube et se sont tus pendant quelque temps vont bientôt se faire entendre de nouveau et porter dans les Balkans un secteur important de la guerre.

Après le rétablissement des communications — on assure que ce sera dans peu de temps — notre armée pourra mieux remplir sa tâche sur tous les fronts de manière irrésistible.

Les espérances de l'ennemi sombreront pour toujours devant Constantinople et les détroits, enjeux principaux de cette guerre, et ne renaîtront jamais.

Le résultat le plus important de cette guerre est que, de la mer à l'océan Indien, sera créé un groupe puissant qui s'opposera toujours à l'égoïsme anglais, cause de la perte de millions de vies humaines et de milliards d'argent, et qui se dressera devant l'orgueil russe, la revanche française et la trahison italienne.

Pour assurer cet heureux résultat, la nation turque sera fière de consentir tous les sacrifices.

Le président termine en saluant la mémoire de ceux qui sont tombés dans cette guerre sainte.

Le Ministre de la Guerre, Enver pacha, a déclaré entre autres choses :

Après une guerre qui a conduit à la perte d'un territoire et porté atteinte à notre dignité, le ministère de la guerre a suivi l'exemple d'autres départements tendant à la renaissance de la patrie et a cherché à rassembler les éléments épars de l'armée.

Les événements se sont précipités de manière inattendue ; nous avons fait tout ce qu'il était possible pour éviter la guerre. Le premier coup de canon provenant de l'offensive russe dans la mer Noire nous a obligés à participer à la guerre. Nous avons compris tout de suite que nos ennemis étaient prêts depuis longtemps à franchir notre frontière ; l'offensive russe, qui a débuté par un premier coup de canon au Caucase, a paru un moment devoir progresser ; mais un mois plus tard, par nos contre-attaques, nous avons poursuivi les Russes jusque sur leur propre territoire et nous avons alors mis leur armée hors d'état de nuire.

Entre temps, des événements importants se préparaient aux Dardanelles ; mais auparavant nous avions entrepris une expédi-

tion contre l'Egypte; après des préparatifs, nous avons franchi le Sinaï et nous avons occupé les territoires avoisinant le canal qui étaient considérés comme indispensables pour les opérations futures.

Dans l'intervalle, la flotte anglo-française a entrepris quelques petites attaques contre les Dardanelles; les forts extérieurs, qui n'ont aucune valeur militaire, se sont tus après avoir opposé une résistance inattendue.

L'ennemi, encouragé par des succès faciles, a attaqué le 18 mars, les détroits avec une flotte réputée invincible. Mais, avec l'aide de Dieu, nous avons coulé une partie de cette flotte, ce qui a obligé les assaillants battus à se retirer.

Après que l'entreprise eut échoué, l'ennemi a conçu le projet de nous vaincre sur terre, de forcer les détroits et de prendre Constantinople.

Jusqu'à présent, les Français et les Anglais n'ont pas réussi dans leur tentative.

Actuellement, les trois armées alliées combattent victorieusement et avec l'aide de Dieu remporteront finalement la victoire.

Comme ce qui était resté des guerres balkaniques était insignifiant, et que d'un autre côté les communications étaient coupées avec l'intérieur, nous nous sommes contentés des produits de notre pays; nous vous annonçons que l'interruption des communications, qui ne comporterait aucun danger, même si elle devait durer, va enfin disparaître; en conséquence, les besoins de notre armée en armes et en munitions et autre matériel vont être assurés.

CHAPITRE V

CHEZ LES NEUTRES

Août 1915.

Espagne. — Le roi et le manifeste des intellectuels. — Le célèbre littérateur Perez Galdos narre ainsi l'entretien qu'il a eu avec Alphonse XIII :

Le roi m'a déclaré qu'il avait vu mon nom au bas du manifeste que les intellectuels espagnols ont publié en faveur de la cause des alliés et qu'il avait également lu l'article que j'ai publié dans la revue hebdomadaire *la Esfera*, sur l'Angleterre.

J'ai répondu au souverain que les idées exprimées dans le manifeste comme dans mon article étaient inspirées par des raisons très profondes, et que j'étais convaincu que mon devoir était de manifester à haute voix mon opinion, qui est entièrement favorable à la cause des Français et des Anglais. Je suis, en effet, franchement francophile et anglophile, ai-je déclaré au souverain. Et celui-ci m'a écouté avec une grande attention et en souriant.

Le roi et moi nous sommes longuement entretenus de la guerre; j'ai pu me rendre compte qu'Alphonse XIII a un idéal patriotique très élevé. Pour ma part, j'ai annoncé au roi mon intention de continuer ma polémique et de montrer toute l'erreur de ceux qui, poussés par leur germanophilie, se livrent à une campagne irrédentiste à propos de Gibraltar.

Hollande. — Une « Ligue hollandaise contre la guerre » commence une nouvelle agitation en faveur de la paix dans les Pays-Bas.

Cette campagne passe pour être organisée d'après les instructions de M. de Jagow, sous-secrétaire d'Etat allemand.

La paix allemande. — Un journal important d'Amsterdam écrit :

Il est désormais certain que le Gouvernement allemand luttera pour la suprématie allemande complète en Europe. Il est également certain que la guerre sera plus acharnée et plus longue que personne ne le croyait. Toutes les informations indiquent que l'Angleterre et la France sont devenues très fortes; les armées françaises gagnent constamment en nombre, en équipement et en

capacités guerrières. Il est bien certain qu'il faudra anéantir ces armées avant que les deux pays consentent à la paix acceptable du Chancelier. Nous ne croyons guère à cette possibilité, même si la campagne russe s'aggravait par le progrès victorieux ininterrompu des armées de Hindenburg et de Mackensen.

Pas un Hollandais ne pourra, sans concevoir de l'inquiétude, envisager les ambitions allemandes. La supériorité totale d'un État qui se moquera des réclamations, des souhaits et des droits des autres États signifie que l'indépendance de notre pays existera aussi longtemps que les intérêts du pays supérieur le permettront.

Danemark. — Excuses allemandes. — Le ministre du Danemark à Berlin, à l'occasion de la violation de la neutralité du Danemark, commise le 19 août, près de Saltholm, où le sous-marin *E-13* fut détruit par un torpilleur allemand, a reçu, le 24 août, du secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, une note dans laquelle le Gouvernement impérial exprime ses regrets sincères et ses excuses de ce qui s'est passé. La note ajoute que les instructions précédemment données aux commandants de respecter la neutralité leur ont été de nouveau recommandées rigoureusement.

Suisse. — La situation économique. — Le Président de la Chambre de commerce française de Genève a fait, le 12 août, la déclaration suivante :

Parmi mes compatriotes, beaucoup croient que la Suisse fournit à l'Allemagne de grandes quantités de denrées ; je voudrais exposer les raisons qui ne permettent pas de faire peser une accusation aussi injustifiée sur le Conseil fédéral.

Il résulte du simple examen de l'article 7 de la Convention de La Haye que la Suisse ne pouvait pas empêcher le transit en Allemagne ou en Autriche sans prendre la même mesure à l'égard des alliés.

La situation de la Suisse est parfois inquiétante. Rappelez-vous les longues journées où le pétrole, le sucre, le charbon et l'alcool à brûler ont manqué.

Le peuple suisse, dont l'amitié s'est noblement manifestée à notre égard, pouvait-il être condamné à la famine ? L'Allemagne et l'Autriche, qui ont à fournir à la Suisse des produits que les alliés ne sauraient envoyer, exigeaient d'elle, pour cela, des compensations.

Il n'est pas douteux que des industriels ou des intermédiaires cherchent à réaliser de gros bénéfices en s'efforçant d'obtenir des pays alliés des marchandises qu'ils essaient de réexporter dans les empires de l'Europe centrale.

Il nous appartient de veiller sur eux avec une attention scrupuleuse.

Le sentiment suisse. — Du *Petit Parisien*, sous la signature de M. Étienne Lamy, de l'Académie française.

A cette demande de M. Lamy :

« Défendrez-vous vous-mêmes par les armes votre indépendance ? », un Suisse répond :

« Demandez-le à ce passant. »

Le passant, c'était un fantassin qui, sa période d'appel terminée, revenait chez lui. Selon l'usage, il y rapportait son équipement et ses armes.

« Avez-vous, répondit-il, vu une image faite après la visite du kaiser en Suisse ? On ne la trouve plus aux étalages, paraît-il, mais elle est restée en légende dans la mémoire des troupes. Le kaiser est en face d'un soldat suisse et le félicite : « — Votre armée est une belle armée de 400 000 hommes. — Oui, Majesté. — Nous serons toujours amis ? — Oui, Majesté. — Pourtant, si j'entrais chez vous avec 400 000 de mes soldats, que feriez-vous ? — Majesté, nos 400 000 fusils viseraient de leur mieux. — Et si mes soldats étaient 800 000 ? — Majesté, nous tirerions deux fois ! »

Roumanie. — Le transit des munitions. — L'attaché commercial allemand a posé officiellement devant M. Costinesco, Ministre des Finances, la question du transit des munitions de cette manière :

Le Gouvernement allemand ne demande pas le transit des munitions pour la Turquie, mais bien pour la Bulgarie, pays neutre.

Vous ne pouvez donc pas vous y opposer. Si vous persistez à refuser le transit, l'Allemagne agira en conséquence. En attendant que vous preniez une décision, j'ai donné l'ordre de cesser tout envoi de marchandises pour la Roumanie, et d'arrêter l'envoi de wagons vides pour l'exportation des céréales.

M. Costinesco, dans sa réponse à l'attaché commercial allemand, a défendu le principe de la neutralité, disant qu'il croyait savoir que les munitions étaient à destination, non pas de la Bulgarie, mais de la Turquie.

Admettons, a ajouté M. Costinesco, que ces munitions soient destinées à la Bulgarie, je dois vous rappeler que la Roumanie a commandé et payé à l'Allemagne des munitions, du matériel de guerre et du matériel sanitaire ; rien n'a encore été livré, sous le prétexte des difficultés et des exigences des circonstances actuelles. Or, si l'Allemagne n'a pas de munitions pour la Roumanie, elle en trouve pour la Bulgarie ou pour la Turquie.

Le conseil des ministres a examiné la question du transit des munitions et a approuvé la réponse de M. Costinesco à l'attaché commercial allemand.

Il a, en conséquence, décidé à l'unanimité de maintenir une stricte neutralité.

Norvège. — Le 21 août, un sous-marin allemand a saisi un bateau norvégien, le *Haakon V*, violé la correspondance postale et en a jeté le contenu à la mer. La Norvège proteste contre cet abus de la force.

D'autre part, après avoir arrêté les paquebots postaux norvégiens et pillé leur courrier, les Allemands maintenant, garnissent toute la côte ouest de Norvège d'un cordon de sous-marins. Ils en font stationner à l'entrée des fjords principaux, et c'est journellement que des navires norvégiens sont torpillés. On est ici très préoccupé dans tous les milieux par ces derniers incidents. L'impression se précise que les Allemands cherchent à provoquer la Norvège et désirent un conflit qui leur permettrait de s'emparer d'une base d'opérations sur ses côtes.

Bulgarie. — Le 4 août, un consortium de banques allemandes et autrichiennes verse 250 millions à la Bulgarie, qui s'empresse de rassurer la Quadruple-Entente par la voie de la presse.

Elle est, dit-elle, libre de ses mouvements. Elle a demandé cet argent dans un moment aussi délicat parce que l'échéance du premier versement tombait ces jours-ci. Elle ne pouvait pas renoncer à ce premier versement parce qu'elle avait donné des gages au consortium des banques austro-allemandes. Ces gages consistent dans la cession d'une mine de houille, dans la cession du du droit de pêche à Porto-Lagos, dans la concession de la construction du chemin de fer qui devra relier Porto-Lagos à Sofia. Le prêt avait déjà eu un commencement d'exécution de la part de la Bulgarie : rien de plus naturel qu'à l'échéance du premier versement, elle ait demandé les millions promis.

L'intervention bulgare. — La *United Press* publie une interview de son correspondant à Sofia avec le président du Conseil, M. Radoslavof. Celui-ci a exposé que la Bulgarie est complètement préparée, qu'elle attend, pour entrer en guerre le moment où les garanties lui seront données absolument qu'elle obtiendra ce que les autres nations qui se battent cherchent à obtenir, c'est-à-dire la réalisation des idéals nationaux.

L'ensemble de ces aspirations est représenté par la Macédoine serbe, qui, avec une population bulgare de 1 500 000 âmes, nous était assignée après la première guerre balkanique. Elle est nôtre en vertu du principe des nationalités.

Lorsque les puissances de l'Entente pourront assurer que ce territoire revient à la Bulgarie et que nos réclamations d'ordre secondaire dans la Macédoine grecque et ailleurs seront reconnues, elles nous trouveront prêts à combattre avec elles.

M. Radoslavoff continue en ces termes :

Ces garanties que nous demandons doivent être réelles et absolues. On ne peut accepter de simples papiers. La certitude, seule, peut amener les Bulgares à verser de nouveau leur sang.

Nous avons accepté franchement et ouvertement les offres des deux groupes de puissances pour négocier dans ce but. Ce n'est qu'en discutant avec les deux parties que nous pouvons nous assurer les meilleures garanties que ce que nous désirons sera obtenu.

On nous demande de la part de la Quadruple-Entente une participation directe à la guerre, avec le concours entier de notre armée, dont le monde connaît bien la valeur. Du côté de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Turquie, on nous demande seulement de maintenir notre neutralité jusqu'à la fin de la guerre.

En toute sincérité, nous y répugnons. Nous pourrions concéder le maintien de notre neutralité pendant une période moins longue, mais si nous restons neutres ou si nous combattons, le but que nous poursuivons et les motifs qui gouvernent notre décision restent toujours les mêmes.

L'accord turco-bulgare. — Pendant que les diplomates bulgares de Sofia notifient encore les plus rassurantes déclarations à la Quadruple-Entente, la *Gazette de Francfort* publie le texte d'un accord intervenu entre la Turquie et la Bulgarie. A cette dernière, la Porte cède la portion turque du chemin de fer qui part de Dédéagatch pour aboutir à Mustapha-Pacha. C'est environ cent kilomètres de longueur, vingt-cinq à soixante de largeur qu'acquiert le gouvernement de Sofia. La nouvelle frontière suit le cours de la Maritza, depuis Kadikeui jusqu'à Demotica et Soufli, et laisse aux Bulgares, outre Kirk-Kilissé, Karagatch, un faubourg d'Andrinople et une bande de territoire pour la protection stratégique de la voie ferrée. Il s'ensuit que les communications de Constantinople avec Andrinople ne peuvent plus s'effectuer qu'à travers la Bulgarie, sur un trajet de quarante kilomètres environ.

La *Gazette de Francfort* déduit de cet accord « que les Bulgares resteront neutres et n'attaqueront pas Tchataldja ». Elle va même jusqu'à envisager une intervention bulgare, qui ne serait pas celle que recherche la Quadruple-Entente.

Au 30 août, il paraît certain que la convention est conclue mais non encore signée.

Luxembourg. – L'occupation allemande. — La rigueur de l'occupation allemande dans le Luxembourg devient de jour en jour plus odieuse. En moins d'un mois, trois citoyens luxembourgeois ont été arrêtés et condamnés à mort. D'autres se sont vu infliger des peines de prison plus ou moins prolongées.

En outre, les Allemands ont saisi toute la récolte. Ils en gardent les deux tiers pour eux.

Grèce. — Le 15 août, le roi Constantin, tout en croyant de plus en plus au succès des armes de son beau-frère, mais obligé de se conformer aux indications des récentes élections, a demandé à M. Venizelos s'il se chargerait de constituer le nouveau cabinet. M. Venizelos veut un délai de quatre jours pour se mettre au courant des questions à débattre.

Le 19 août, le délai expiré, M. Venizelos forme un cabinet dont le dessein est, selon son organe officieux le *Patris*, d'utiliser les circonstances pour le plus grand profit des intérêts nationaux, mais le chef du parti libéral est toujours absolument convaincu que la place de la Grèce reste au côté des puissances qui, de tous temps, prêtèrent leur appui et leur concours à la nation hellène, et qui combattent aujourd'hui la Turquie, ennemie héréditaire de la Grèce.

Saint-Siège. — Benoît XV a fait un appel personnel aux présidents des républiques américaines, au président de la Confédération helvétique, au roi d'Espagne et aux souverains scandinaves, les invitant à s'unir à lui pour obtenir, du moins, une trêve générale qui permettrait d'entamer les négociations de paix.

États-Unis. — Le complot allemand. — Le 16 août, le journal le *New-York World* commence la publication d'une série de documents, lettres de hauts personnages, devant dévoiler le réseau d'intrigues allemandes, et dénoncer la prodigieuse et déloyale propagande allemande depuis et

avant la guerre. Des documents plus importants établiront les plans de l'Allemagne pour contrôler la presse américaine, fonder un service de journaux et de nouvelles à la dévotion de l'Allemagne, subventionner des cinématographes et des conférenciers professionnels, enrôler des citoyens américains et publier des livres avec le but de fomenter des désaccords parmi le peuple américain pour l'avantage de l'Allemagne. Des preuves seraient données que plus de douze millions ont été dépensés chaque semaine. De larges sommes auraient été versées à des écrivains notables et offertes à l'Association de la presse américaine; il y aurait également des preuves que l'Allemagne soudoya les grèves de manufactures de munitions et dépensa des sommes considérables. D'autres révélations doivent prouver encore le double jeu de la campagne contre l'embargo et du complot politique et financier contre le gouvernement. Enfin, la preuve serait fournie que toute la propagande fut inspirée et dirigée, de Berlin, par le Chancelier de Bethmann-Hollweg.

En outre, le même journal publie, le 18 août, des documents qui montrent que l'Allemagne, pendant qu'elle réclamait hautement qu'on mît l'embargo sur les munitions alliées, manœuvrait pour assurer la fabrication et l'envoi clandestin d'armes et de munitions à elle-même.

Un contrat et deux lettres révèlent que l'agent de l'Allemagne Hugo Schmidt avait assuré le contrôle financier de la compagnie de projectiles de Bridgeport à la Deutsche Bank de Berlin. Une instructive disposition du contrat porte que la compagnie devait accepter et rechercher les commandes de munitions pour la Russie et l'Angleterre en stipulant qu'aucune indemnité ne serait versée si la commande n'était pas livrée.

Un autre document expose le plan allemand pour arrêter et monopoliser la fabrication d'armes.

Le *World* n'est pas seul à faire des révélations sensationnelles, écrit de Washington M. Lechartier, du *Petit Parisien*. Le *Providence Journal* dévoile aujourd'hui un autre complot impliquant l'attaché militaire allemand Papen dans l'attentat de Horn contre le pont de Vanceboro.

Horn avoue avoir exécuté les ordres de Papen. Le *Providence Journal* publie également des messages sans fil envoyés du poste de Sayville au comte Bernstorff, suivant quotidiennement la marche du *Lusitania* jusqu'au jour où le paquebot fut torpillé. Le même journal assure que le Gouvernement des États-Unis possède les

preuves que 1 700 000 dollars ont été payés par un agent de l'Allemagne pour fomenter des grèves parmi les ouvriers des ports, afin d'empêcher l'embarquement des munitions destinées aux alliés.

D'autres documents sont promis ; l'opinion, fiévreuse, les attend et attend aussi la sanction gouvernementale.

Le 19 août, le *World* publie un fac-similé du rapport de l'expert agent commercial allemand Waetzoldt au Chancelier de Bethmann-Hollweg qui dévoile le plan d'arrêter complètement l'exportation de certains produits et de les retenir en Allemagne parce que « c'est le plus sûr moyen d'entretenir l'agitation secrètement créée par le Gouvernement impérial contre le blocus anglais ».

Un autre document est une lettre d'un conseiller intime du Gouvernement à l'ambassadeur allemand, stipulant qu'un million de dollars sont affectés aux fonds secrets. Les dépenses de la propagande allemande aux Etats-Unis sont fixées à deux millions de dollars par semaine.

Les publications du *World* sont soutenues et confirmées par le leader du parti du travail, Samuel Gompers, qui a dénoncé déjà l'influence allemande dans les fabriques de munitions.

Le 20 août, après trois jours de silence, l'entourage du comte Bernstorff se décide à prendre position. Il ne nie pas l'authenticité des documents publiés et qui démontrent le complot allemand contre la neutralité américaine, mais il affirme que les faits incriminés ne violent pas la neutralité et qu'ils ne sont nullement contraires au droit.

Après de nombreux conciliabules secrets les officiels allemands et chefs du parti pangermain affectent de considérer la divulgation comme peu importante.

Les explications données que les énormes achats de phénol et d'acide carbonique avaient seulement un but pharmaceutique, amusent mais ne convainquent personne, et comme aucun démenti sérieux n'a été apporté, les documents sont considérés officiellement comme d'une extrême importance.

Un marin, actuellement détenu pour une affaire de faux passeport américain, est reconnu comme un réserviste agent allemand. Il est l'auteur de l'empoisonnement de chevaux envoyés à destination de l'Italie, à bord du steamer *Evelyn*.

Le fait considéré comme le plus grave par les cercles officiels, au point de vue international, est l'effort dévoilé par

une lettre pour obtenir une pression sur le Congrès en vue d'obtenir l'embargo sur les munitions. Le fait reconnu constituerait un attentat qualifié contre la neutralité. Le gouvernement étudie minutieusement le dossier avant de se prononcer.

L'opinion et les journaux américains expriment leur indignation et réclament des sanctions.

Le *World* reprend le 22 août la publication des documents sur la propagande allemande. Le plus sensationnel d'entre eux montre que l'Allemagne avait un agent au département d'Etat lui-même. Le personnage, désigné par les initiales M. P., avait ses entrées chez le président et chez le secrétaire d'Etat. Il obtenait communication des secrets d'Etat. Par des moyens détournés, il faisait parvenir ses informations au Gouvernement impérial. Un autre document montre les agents allemands expédiant des marchandises en stocks considérables pour le ravitaillement de l'Allemagne et les faisant passer par la Suède, le Danemark, la Suisse, la Roumanie et l'Argentine.

L'armée et la marine des Etats-Unis. — Une dépêche de Washington donne dans leurs grandes lignes les rapports des secrétaires à la marine et au département de la guerre sur les projets d'augmentation de leurs services. Ces rapports, après approbation du président, seront soumis au Congrès.

M. Garrison, secrétaire du département de la guerre, demandera des crédits pour une armée régulière et une milice dont les effectifs s'élèveront au moins à 410 000 hommes et qui s'appuieraient sur une force de réserve comprenant des citoyens ayant fait leur service militaire ; pour l'équipement d'un million d'hommes ; pour une académie militaire sur la côte du Pacifique et pour de plus gros canons destinés à la défense des côtes.

Ces mesures donneront-elles suffisamment satisfaction à M. Roosevelt dont l'énergique campagne continue ? Devant une foule immense, le 16 août, l'ancien président s'est écrié aux applaudissements de tous :

Le seul moyen de ne pas être attaqué, c'est d'être assez forts pour enlever à quiconque l'idée de nous attaquer. La préparation contre la guerre évidemment ne préserve pas invariablement de la guerre, pas plus que les pompiers n'empêchent les incendies.

Si la Suisse avait été aussi mal préparée que la Belgique, elle aurait été envahie comme elle.

Les avocats de la paix à tout prix veulent implanter en Amérique le mépris des armes qu'avaient les Chinois d'autrefois, un genre d'erreur qui les a conduits à la servitude et sur lequel ils sont complètement revenus depuis vingt ans.

Je ne veux pas voir chinifier (*chinafy*) l'Amérique !

Perse. — Le consul allemand à Kermanchah ayant déclaré, malgré la neutralité de la Perse, son intention de s'opposer par la force au retour des consuls russes et anglais à Kermanchah, marche avec un détachement armé contre ces deux consuls. Il a, au préalable, adressé au gouverneur de Kermanchah chez qui les consuls se trouvent dans le courant d'août, un ultimatum lui signifiant que si lesdits consuls ne sont pas renvoyés, lui-même accomplira cette expulsion de force.

Le Gouvernement persan demeure entièrement impuissant en raison de la durée de la crise ministérielle.

Dans le sud de la Perse, le mouvement antianglais continue.

Dans les environs de Bouchir, les locaux de la compagnie British India ont été saccagés et la maison du directeur de la banque a été attaquée.

Les communications sont interrompues entre Bouchir et Chiraz.

Les attaques isolées contre les Anglais et les assassinats de cipayes deviennent de plus en plus fréquents.

Septembre 1915.

Hollande. — La reine a adressé le 21 septembre au Parlement un discours du trône par lequel la Couronne exprime en premier lieu sa profonde satisfaction de voir que la patrie est préservée des horreurs de la guerre.

Le discours ajoute :

La ferme volonté du Gouvernement et des représentants du peuple de conserver notre intégrité et d'observer strictement les devoirs de la neutralité est unanimement approuvée; nos relations avec toutes les puissances étrangères sont restées amicales;

nos forces maritimes et terrestres sont prêtes à protéger nos intérêts nationaux.

La sympathie hollandaise pour la France. — Désireux de manifester utilement ses sympathies pour la France, un important comité hollandais ayant pour président d'honneur M. J.-B. Van Meutsz, ancien vice-roi des Indes néerlandaises, a constitué tout un personnel d'hôpital qu'il a envoyé à Paris avec le matériel nécessaire.

Ce personnel composé de trois médecins, dix-huit infirmières et cinq infirmiers professionnels est arrivé hier, à 11 heures à la gare Saint-Lazare. Il a été reçu par M. Bergeron, sous-chef de cabinet de M. Justin Godart, représentant le sous-secrétaire d'État ; le général Dziewouski, directeur du service de santé du gouvernement militaire de Paris ; Maurice Herbette, ministre plénipotentiaire.

Suède. — La neutralité. — Le Ministre de l'Intérieur de la Suède a affirmé, le 3 septembre, solennellement, dans un discours, la ferme volonté du Gouvernement de conserver une neutralité « loyale ».

Soucieux à la fois de maintenir la paix et d'observer une attitude conforme à sa dignité, a déclaré le ministre, la Suède ira, s'il le faut, jusqu'à la dernière limite des concessions possibles, mais pas au delà.

Le ministre conseille le calme à ses concitoyens et demande que les activistes et les antiactivistes veuillent bien discuter l'appel à la modération que leur adresse le Gouvernement.

Suisse. — Un journal suisse écrit :

Le personnel étranger — surtout allemand — prend des proportions tout à fait inquiétantes et mêmes dangereuses dans nos hôtels. Beaucoup de jeunes Suisses sont obligés de se rendre en France, en Angleterre, en Amérique même, parce qu'ils se voient refuser les places sur lesquelles ils seraient en droit de compter dans leur propre pays. Je ne crois pas être loin de la vérité en évaluant à 60 pour 100 la proportion des étrangers occupés dans nos diverses industries, et spécialement dans l'industrie hôtelière. Toutes les meilleures places sont en leur possession.

Roumanie. — La Roumanie continue d'annoncer qu'elle tient la main à l'interdiction du passage sur son territoire de munitions venant d'Allemagne. L'Allemagne et l'Autriche de leur côté ferment leurs marchés aux céréales roumaines.

Une baisse s'étant produite au début du mois sur la rente roumaine à Paris est expliquée par le fait que plus de la moitié de ce titre est dans les mains allemandes.

Le traité turco-bulgare apparaissant comme de nature à isoler la Roumanie, la mobilisation de l'armée s'accentue. Il est procédé, dit le *Messagero*, à la façon italienne, graduellement.

La presse allemande avoue la sympathie de la population pour la France. Le correspondant du *Lokal Anzeiger* de Berlin se trouvait dans un restaurant de Bucarest lorsque l'orchestre attaqua la *Marseillaise*. Tous les assistants se levèrent, mais l'Allemand resta assis. Aussitôt un officier roumain vint vers lui et lui demanda pourquoi il avait cette attitude. Le journaliste répondit qu'il était de nationalité allemande. L'officier riposta et déclara qu'en Roumanie lorsqu'on jouait la *Marseillaise* tout le monde devait se lever y compris les hôtes du pays. L'Allemand refusant, le public voulut lui faire un mauvais parti. Il termine son article en disant : Le Dieu des Roumains est la France.

L'armée bulgare. — Le lieutenant-colonel Rousset écrit dans le *Petit Parisien* :

L'armée bulgare compte en temps de paix, 10 divisions d'infanterie et 3 divisions de cavalerie, celles-ci à 2 brigades seulement. En tout, 80 bataillons, 37 escadrons, 105 batteries (dont 12 de montagne) et 6 compagnies d'artillerie de forteresse. Du moins, ce sont là les renseignements fournis par l'état militaire de 1914.

A côté de cette armée active, dont l'effectif ne dépasse guère 60000 hommes, il existe une réserve, qui compte 18 classes pour l'infanterie, 16 pour les autres armes, plus une milice ou armée territoriale, qui en compte six ou sept, suivant le cas. Chaque classe étant d'environ 32000 hommes, on aurait ainsi de 600000 à 700000 hommes à mobiliser, en tenant compte des déchets progressifs.

Cependant, on n'a jamais évalué les forces mises sur pied en 1912-1913 à plus de 550000 hommes, y compris tous les services. La différence est, comme on le voit, assez sensible.

L'armement de l'armée bulgare est, bien entendu, tout à fait moderne : fusil Mannlicher (sauf pour la milice qui a encore le fusil russe Berdan, d'un calibre plus fort); canons du Creusot à tir rapide, modèle Schneider-Canet, de 75 mm. et nouvelles batteries Krupp. Avant la guerre, c'est en France que la plupart des officiers bulgares venaient faire leur instruction, et l'on sait que nos méthodes n'ont pas peu contribué aux succès si rapides qui ont marqué les débuts de la première campagne balkanique. Mais

les Serbes ont montré plus tard qu'eux aussi avaient été à notre école, et leurs récentes victoires contre l'Autriche sont là pour prouver qu'ils n'ont rien oublié de ce qu'ils y avaient appris.

Il convient de remarquer maintenant que la mobilisation bulgare a commencé par les quatre divisions les plus rapprochées de la frontière occidentale. Trois d'entre elles, celle de Vratza, de Sofia et de Dubnitza, visent directement la Serbie. La dernière semble former réserve en arrière. Ces forces constituent d'ailleurs l'inspection d'armée de Sofia.

Grèce. — Athènes, 23 septembre. — Le *Journal officiel* publie le décret de mobilisation de l'armée grecque. Les classes appelées sont celles des années 1892 à 1911.

Un communiqué officiel dit que la mobilisation hellène est une mesure de prudence rendue nécessaire par la mobilisation bulgare.

Vingt classes ont été appelées sous les drapeaux. Or quatre classes étaient actuellement sous les armes, la classe de 1912 qui allait être libérée ayant été prévenue ces jours derniers qu'elle ne partirait pas à la date fixée, c'est de vingt-quatre classes, soit environ 300 000 hommes, dont dispose actuellement le gouvernement. Tous les sujets grecs de vingt et un à quarante-cinq ans étant appelés, la mobilisation actuelle est plus importante que celle qui fut opérée durant la guerre balkanique.

Chaque homme a reçu l'ordre de se présenter à son centre de recrutement dans le délai de quarante-huit heures, à dater de la publication du décret de mobilisation. Tous auront donc rejoint leur poste ce soir, à minuit.

L'enthousiasme à Athènes. — Les opérations de la mobilisation ont commencé. Les réservistes se présentent en masse avec enthousiasme. Plusieurs milliers portant déjà leur uniforme. On prévoit que la majeure partie des réservistes sera sous les drapeaux après-demain.

Un avis aux Grecs de Paris. — La légation de Grèce communique la note suivante :

La mobilisation générale ayant été décrétée en Grèce, la chancellerie de la légation hellénique à Paris informe les intéressés que, conformément à la loi, ils devront se présenter dans un délai de six jours aux bureaux de cette chancellerie, 17, rue Auguste-Vacquerie, pour obtenir leur feuille de route.

Le roi Constantin et M. Venizelos. — Un communiqué officiel annonce que M. Venizelos a eu le 25 septembre une longue conférence avec le roi Constantin, et qu'au cours de

cet entretien un complet accord s'est établi entre le roi et le président du conseil, tant au sujet des mesures prises que des mesures à prendre et de la ligne de conduite à suivre en raison des événements actuels.

La mobilisation se poursuit dans tout le pays au milieu d'un grand calme. Le Gouvernement prend toutes les mesures nécessaires pour qu'elle s'accomplisse dans un ordre parfait. La Chambre est convoquée pour le 29 septembre.

Discours de M. Venizelos à la Chambre grecque. — Voici le texte des déclarations faites le 29 septembre à la Chambre par M. Venizelos :

Quand, au début de la grande guerre européenne, la Chambre se réunit au mois de septembre de l'année dernière, j'eus l'honneur de lui exposer quelle était la politique du Gouvernement au sujet de la situation faite à la Grèce par cette guerre.

Au mois de février de cette année, le cabinet que j'avais également l'honneur de présider a estimé qu'une modification de cette politique s'imposait; mais, sur ce point, il se trouva en désaccord avec la couronne et dut quitter le pouvoir.

Après les élections, appelé de nouveau au pouvoir, le même cabinet jugea que les circonstances s'étant modifiées, dans l'intervalle, il devait revenir à la politique qu'il s'était tracée au début de la guerre, ainsi que je l'avais exposée en septembre dernier.

Mais la mobilisation bulgare ne pouvait appeler une autre réponse que le décret de mobilisation de notre armée.

Je dois cependant informer la Chambre qu'après les décrets ordonnant ces deux mobilisations, des déclarations rassurantes ont été faites des deux côtés. M. Radoslawoff a déclaré à notre ministre à Sofia que la mobilisation bulgare n'avait aucun but agressif ni contre nous, ni contre nos alliés, les Serbes ; qu'elle avait été imposée à la Bulgarie par sa proximité du théâtre de la guerre et qu'elle visait à rendre désormais possible à la Bulgarie le maintien de la neutralité armée.

Nous avons répondu que tant que le caractère de la mobilisation bulgare serait ainsi défini, notre mobilisation fatalement provoquée par la sienne, devrait être considérée non comme impliquant un but agressif, mais comme visant également le maintien de la neutralité armée.

Toutefois, malgré ces assurances mutuelles, la situation doit être considérée comme grave. Une mobilisation générale qui amène, avec le système moderne des armées nationales, un ébranlement profond dans la vie économique et sociale d'un pays et entraîne de colossales dépenses ne peut se prolonger sans entraîner des conséquences redoutables pour la paix.

Ces dangers sont beaucoup plus grands quand un des pays mobilisés ne dissimule pas qu'il ne juge pas acceptable le *statu*

quo territorial établi par les traités conclus entre lui et ses voisins.

Je ne dis pas cela pour dépeindre la situation sous des couleurs plus sombres qu'elles ne le sont réellement, mais je n'ai pas le droit de dissimuler au pays le véritable état des choses, car, si tous, en Grèce, nous souhaitons ardemment la paix, je sais aussi avec quel esprit d'incomparable abnégation le peuple grec en armes est prêt à défendre son intégrité ainsi que les intérêts vitaux du pays, et à s'opposer à toute tentative d'un Etat balkanique quelconque tendant à créer en sa faveur une situation prépondérante qui marquerait la fin de l'indépendance politique et morale des autres.

Je serais cependant heureux si les explications rassurantes données des deux côtés par les Gouvernements des deux Etats qui ont décrété la mobilisation pouvaient amener promptement la démobilisation simultanée, et écarter ainsi les dangers dont la paix est naturellement menacée par la prolongation indéfinie de la mobilisation.

Saint-Siège. — Le Pape a répondu par le message suivant à la conférence des évêques réunis à Fulda (Allemagne).

Vous pouvez vous représenter quelle est Notre douleur dans les circonstances actuelles d'avoir jour et nuit devant les yeux la vision de tant d'hommes tués, de tant de peuples malheureux. Dans les masses qui souffrent plus vivement des maux de la guerre, Nous voyons s'élever un désir ardent de la paix, mais Nous souhaitons surtout que cet espoir général conduise à la paix par la tolérance et par l'amour du prochain.

Celui qui se croirait permis de blâmer par la parole ou par la plume l'attitude des catholiques des autres pays, commettrait une grossière erreur, car il entretiendrait par là l'incendie que la raison humaine et le sentiment de la charité devraient éteindre; c'est pourquoi Nous multiplions nos supplications pour aboutir à la paix, à une paix qui satisfasse les aspirations de l'humanité et les droits des peuples, et Nous exhortons les catholiques à abandonner toute dissension et, par amour fraternel des uns pour les autres, à aider d'un commun accord à l'avènement d'une telle paix.

États-Unis. — Le chantage allemand aux États-Unis. — (Extraits d'un manifeste de l'*Union nationale allemande-américaine* qui a été publié à l'issue du congrès tenu par cette Union à San-Francisco :

Il faut que les États-Unis s'habituent à l'idée que les citoyens américains d'origine allemande ne sont pas simplement un élément qu'on tolère dans la population américaine, ni qu'ils se

contenteront d'occuper la seconde place dans la vie publique. Nous réclamons une égalité absolue de droits et nous ne nous laisserons plus dépouiller de l'influence que nous exerçons sur la situation à venir....

En qualité de libres citoyens de cette République, nous exigeons le droit d'exprimer ouvertement notre avis sur les agissements du Gouvernement, car nous plaçons le bien de la communauté avant l'obéissance aveugle aux idées de n'importe quel fonctionnaire élu par le peuple.

Nous déclarons que nous nous associons à toutes les démarches qui seront entreprises pour mettre fin à l'immoral et sordide trafic des armes, et nous déclarons prêts à soutenir de la manière la plus énergique tous les efforts qui seront tentés à l'avenir pour y arriver. Nous demandons en outre qu'on vote une loi pour interdire aux voyageurs de s'embarquer sur des navires qui portent du matériel de guerre.

Cette série de brutales mises en demeure est reproduite par la *Gazette de Cologne*, sous le titre significatif : « Il faut que les États-Unis s'habituent... »

L'emprunt des alliés. — New-York, 14 *septembre.* — Le projet de la commission financière anglo-française consiste à emprunter un milliard de dollars sur des bons du Gouvernement français, sans garanties aléatoires. On ajoute que si l'argent est obtenu, il sera en totalité dépensé aux États-Unis.

Les personnalités financières, au courant du projet, déclarent qu'il y a tout lieu de croire que le Gouvernement américain n'interviendra pas dans l'opération, parce que, si les banquiers acceptent la garantie directe des Gouvernements français et anglais, l'opération ne constituera pas une violation de la neutralité.

Berlin, 17 *septembre.* — Le correspondant particulier de l'agence Wolff à New-York rapporte que la campagne contre l'emprunt franco-anglais semble avoir commencé dans tout le pays. Les membres de la commission financière anglo-française de l'emprunt ont reçu des lettres de menace qui ont été communiquées à la police.

New-York, 16 *septembre.* — Étant donnée la violente campagne des Allemands contre l'emprunt des Alliés, la garde attachée aux membres de la commission financière a été doublée. Plus de cinquante lettres de menaces qui ont été

remises à la police ont été adressées à la commission financière.

On mande de Washington au *Times* :

Avec l'aide des journaux qui appartiennent à M. Hearst, l'Allemagne mène une terrible campagne contre l'emprunt américain des Alliés. On ne néglige rien pour essayer d'exploiter des jalousies entre M. Morgan et d'autres financiers, pour faire croire que les Américains qui prêteront leur argent rendront un mauvais service à l'humanité en prolongeant la guerre, et pour faire croire que l' « inévitable victoire de l'Allemagne » laissera les Alliés dans la banqueroute.

Mais les meilleures informations montrent que, si la somme prêtée ne doit pas être tout à fait aussi grande qu'on le croyait et si certaines difficultés restent à surmonter, l'emprunt n'en réussira pas moins d'une façon suffisamment satisfaisante.

D'autre part, on a reçu de banquiers éminents des assurances positives que 500 millions de dollars au moins seront facilement souscrits. Ce fait pourra peut-être amener les commissaires anglo-français à modifier leur maximum d'un milliard de dollars ; et il se pourrait que la première émission fût représentée par une tranche moins importante.

Étant donné que la commission a déclaré hier que les exportations de l'Amérique en Angleterre et en France sont évaluées à un milliard de dollars, on prétend savoir que le principal désir de la commission est d'obtenir des crédits pour couvrir le commerce ordinaire avec les États-Unis.

D'après les déclarations recueillies dans les banques de toutes les parties du pays, il ressort que l'emprunt sera certainement placé, et la discussion porte actuellement sur les détails précis de l'opération.

On considère comme grandement indiqué que la propagande allemande a fait fiasco.

Les gestes isolés d'opposition allemande contre l'emprunt ont été traités sommairement par les banques. C'est ainsi que deux gros clients d'une d'entre elles ayant menacé de retirer leur argent, la banque leur a immédiatement demandé de le faire.

Le financier Hill, le roi des chemins de fer, à qui l'on demandait si l'opposition allemande aurait sur les banquiers quelque influence, a déclaré que cette opposition serait refoulée aussi énergiquement qu'elle se produirait.

Les banquiers principaux étant absents de leurs bureaux,

ce fait est considéré comme une preuve que des séances secrètes ont lieu.

On explique que le secret est principalement motivé par les lettres de menaces et d'injures qui sont parvenues aux divers membres de la commission.

La présence de la commission à New-York et la publicité accordée aux négociations ont eu un effet salutaire sur le change étranger, la livre sterling et le franc étant maintenant plus fermes qu'ils n'ont jamais été depuis trois semaines.

De New-York au *Petit Parisien* à la date du 21 septembre :

L'accord semble obtenu sur les grandes lignes de l'emprunt.

Tandis que la totalité sera souscrite par l'ensemble des syndicats des banques de tout le pays, chaque syndicat particulier pourra garder du numéraire dans ses coffres-forts jusqu'à un appel qui se fera au fur et à mesure des besoins des alliés. Ceux-ci ne paieront les intérêts que dans la mesure des versements partiels effectués et ils n'auront pas à payer dès le début de formidables intérêts sur la totalité du milliard de dollars.

Enfin, l'emprunt pourra être convertissable, après la guerre, en emprunts nationaux anglais et français, les premières obligations recevant un intérêt de 4 1/2 pour 100 et profitant de la prime sur les marchés étrangers.

La presse progermaine continue un effort désespéré contre la négociation. M Hearst fait paraître d'étranges déclamations sur le ton prophétique. Il invoque Isaïe et la Bible contre l'emprunt « de meurtre ». Il laisse entendre que les changements de gouvernements et de politique qui suivront la guerre pourront empêcher la reconnaissance des charges acceptées. Il annonce au peuple américain que l'argent prêté sera pour toujours perdu, tandis que la honte et le remords resteront.

Les négociations se trouvent facilitées par une cause qui semble indirecte.

Les Universités qui sont l'honneur des États-Unis et dont les manifestations ne sont jamais aveuglées comme en Allemagne par l'esprit de parti, continuent d'apporter à la cause des alliés un appui moral qui impressionne jusqu'au monde

des affaires. Columbian et Haward, les deux émules, sont en communion avec le président de la première de ces institutions, M. Buttler, qui dans son discours de rentrée a dit :

Dans cette guerre mes préférences sont pour ceux qui, ne l'ayant pas voulue, demeurent sans reproche; pour ceux qui, respectueux du droit, comme l'Angleterre, épris d'idéal humain, comme la France, prompte à se sacrifier à la parole donnée, comme la Belgique, méritent l'approbation des hommes à l'esprit sain et au cœur droit.

La presse autorisée tient un langage analogue. M. Fred Pitney, correspondant de guerre, ayant visité les tranchées françaises, écrit :

J'ai vu des milliers de soldats français. Je n'en ai pas rencontré un seul qui ne fût prêt à accepter volontiers la tâche qu'on lui assignait. Je n'en ai pas vu un seul qui ne fût entièrement confiant dans le résultat final.

On ne peut imaginer de tranchées plus solidement exécutées que celles du front français. Je ne crois pas que les Allemands puissent forcer cette ligne. Si après cette campagne de Russie, ils se retournent sur le front français, ils s'useront contre une forteresse imprenable.

J'ai été avec le poilu derrière ses lignes et dans son camp; je l'ai vu quitter ses cantonnements avec un air de farouche détermination pour de longues marches et de longues veilles dans les tranchées de première ligne. Je l'ai vu dans les tranchées se tenant le fusil à la main derrière son créneau. Je l'ai vu se donner une heure de sommeil dans des abris sous le feu de l'artillerie. Je l'ai vu revenir des tranchées sale et fatigué, mais toujours de bonne humeur. Je l'ai vu porter des gamelles et des sacs de pain à ses camarades de première ligne. Je veux le voir et être avec lui dans cette heure de victoire finale pour laquelle il travaille et qu'il attend maintenant si patiemment. Le soldat français est une révélation : il révèle le cœur profond de la nation.

République Argentine. — Le docteur Cales Madariaga a offert le 13 septembre un brillant banquet pour célébrer l'anniversaire de la bataille de la Marne. Au nombre des convives on remarquait les ministres des nations alliées, M Villanueva, président du Sénat, et de nombreuses personnalités argentines. M. Madariaga, les ministres de France et de Belgique, le poète Almafuerte ont porté des toasts à la France, à la Belgique, à l'Angleterre, à la Russie et à l'Italie qui ont été longuement applaudis.

Les sympathies argentines. — Des éleveurs argentins offrent 600 chevaux à la France.

Uruguay. — Une plaisante mystification a été faite à la colonie allemande à Montevideo.

Celle-ci avait organisé un grand festival de bienfaisance au profit de la Croix-Rouge allemande, austro-hongroise et turque, bien que l'œuvre turque pour les blessés s'appelle le Croissant-Rouge. Le programme de la fête au théâtre Solis avait été imprimé sur un petit carnet noué d'une faveur aux couleurs allemandes. Le verso de la couverture était timbré d'un écusson aux armes de l'Allemagne avec l'aigle noire éployée et la devise *Deutschland über alles*. Mais cette inscription n'était pas la seule que portât l'écu. Un fureteur armé d'une loupe découvrit un mot, puis un deuxième, puis des phrases entières, enfin toute une série d'inscriptions étranges. Mais le dessinateur ayant pris soin de les tracer à l'envers, ces légendes ne devenaient lisibles qu'à l'aide d'un miroir.

Dans les trois mots les plus apparents au-dessus de l'aigle éployée était inscrite la phrase biblique « *Mane, Thecel, Pharès* ». En réalité, l'inscription allemande porte « *Des Teufels Krieg* » (la guerre du diable). Au-dessous se trouve une phrase en français parfaitement lisible : « L'Allemagne au-dessus de tout par le vice, le vol, le massacre et tous autres crimes. » Et plus bas : « Par lui-même asphyxié. »

Et ce qui n'est pas moins étonnant que l'aveuglement qui empêcha les organisateurs du gala de découvrir le mauvais tour joué par l'artiste auteur de l'écusson, c'est qu'ils aient volontiers accepté comme aigle héraldique un volatile qui, à la loupe, apparaît misérable, étique, qui perd sa couronne et dont le plumage arraché s'éparpille au vent dans le champ de l'écusson.

Chili. — Au Chili, un incident diplomatique a surgi avec l'Allemagne.

Le 7 mai, un câblogramme au *Times* faisait savoir que le Chili avait décidé d'informer le ministre d'Allemagne qu'il refusait de recevoir toute nouvelle communication si dans un délai d'un mois aucune réponse aux cinq protestations présentées à Berlin contre la violation de la neutralité chilienne n'était remise.

En conséquence le ministre allemand envoya divers rap-

ports par l'intermédiaire du capitaine Luedecke afin de prouver l'inexactitude des déclarations exposées dans la note anglaise au Chili.

En réponse, le Ministre chilien des Affaires étrangères vient d'envoyer la notification suivante à Berlin :

J'ai eu l'honneur de recevoir votre dépêche numéro 1295 du 31 mai, par laquelle vous êtes assez bon de m'aviser de certaines observations que le capitaine Luedecke a pensé utile de faire sur la réponse du Gouvernement anglais aux réclamations de la République chilienne relativement à l'attaque et au coulage du *Dresden*.

En attendant la réponse du Gouvernement de Votre Excellence à la protestation provoquée par des actes commis par ce croiseur, le soussigné considère qu'il n'appartient pas à son département de prendre en considération toutes autres communications que celles que le Gouvernement de Votre Excellence peut adresser à notre ministre à Berlin.

Octobre 1915.

Hollande. — Les pacifistes néerlandais. — On nous écrit de La Haye :

L'Association néerlandaise pour la paix vient de publier la nomenclature des sociétés qui ont adhéré à son programme.

Leur nombre est de 1072. Sur cette liste on relève d'abord les « hommes de la paix », les « suffragettes », les « végétariens », les « espérantistes », les « chambres de commerce », etc. Ensuite viennent l'école gardienne de Dordrecht, la clinique des nourrissons de La Haye, une association hollandaise des sourds-muets, la loge internationale pour la lutte contre l'épilepsie, l'Association pour l'examen médical avant le mariage, l'asile des animaux malades, à Amsterdam, l'Association des commerçants de pommes de terre à Dordrecht, puis des sociétés de droguistes, de dentistes, de commerçants en tulipes; nombre de sociétés qui font l'élevage des moutons et des bœufs; des éleveurs de pigeons; les « Amateurs de canaris », des clubs de vœt bal », etc.

Boycottage des produits allemands. — On vient de fonder à La Haye une ligue dont le but est d'éliminer des marchés hollandais ceux des produits allemands que l'industrie des Pays-Bas serait capable de fabriquer.

La contrebande en Hollande. — A Rotterdam, des poteaux

étaient chargés à destination de l'Allemagne. Un fonctionnaire des douanes fut surpris de l'humidité que dégageait un de ces poteaux Il le fit briser, et on découvrit alors que ces poteaux contenaient de la benzine, chacun à raison de dix litres.

L'exportation des sacs d'emballage est interdite, mais les sacs peuvent naturellement être exportés avec les marchandises qu'ils contiennent. Des négociants peu scrupuleux recourent à l'artifice suivant, pour exporter des sacs: ils remplissent les sacs de marchandise de valeur insignifiante, voire même d'herbe, et exportent ainsi de grandes quantités de sacs en Allemagne, qui servent notamment à construire les tranchées.

Maintenant que des mesures ont été prises pour mettre fin à l'exportation en masse de margarine et d'huiles à Losser et à Putte, des contrebandiers essayent de renouveler à Gennep des pratiques semblables à celles qui ont été enrayées. C'est ainsi que les autorités ont saisi à Gennep une charrette transportant de la margarine.

On assure que ce premier transport n'était qu'un essai, et que plus de 50 charrettes d'huile attendent encore à Rotterdam une occasion favorable pour passer la frontière en fraude.

Suisse. — Les journaux de la Suisse allemande eux-mêmes s'émeuvent de certains procédés employés par divers commerçants d'outre-Rhin. Ils viennent s'établir dans les grandes villes et même dans les villages importants où ils fondent des « filiales » de leurs maisons, en les affublant d'un titre suisse. Les naturels du pays demandent qu'on interdise formellement l'inscription au registre du commerce d'entreprises de ce genre qui n'ont de suisse que le nom. Fondées par des étrangers, elles n'occupent, la plupart du temps, que des étrangers. Ils ne peuvent comprendre qu'on tolère l'inscription de raisons sociales sous le titre de « Société zurichoise pour la fabrication du.... » ou de « Compagnie suisse de.... », quand ce n'est pas « Association suisse des.... », alors que les patrons sont des sujets allemands.

Roumanie. — Un discours du roi de Roumanie. — Le 18 octobre, à l'occasion de l'anniversaire du prince héritier, le roi a prononcé devant celui-ci et les ministres un long discours, dans lequel il a tracé les devoirs royaux. Exa-

minant la situation, il a dit que le souverain a de très grands devoirs envers le peuple qui lui a confié ses destinées, mais que son pouvoir est limité. Personne ne doit observer avec plus de scrupules la Constitution et les lois, en travaillant d'accord avec ses conseillers et en pleine confiance avec eux, que le souverain. Il ne doit pas oublier que ses conseillers ont une lourde charge, que sur eux retombent les responsabilités des actes du souverain. « Tu es aimé du peuple, a dit le roi à son fils, garde cet amour qu'il te porte, mais dans toutes tes actions, n'oublie jamais qu'il est plus facile de perdre que de gagner l'affection et la confiance du peuple. »

Les germanophiles. — MM. Marghiloman, Carp, Majoresco font une propagande intensive dans la presse pour reprendre vigoureusement une campagne insidieuse, quelquefois agressive, vantant la puissance invincible de l'Allemagne, jetant le discrédit sur les forces morales et matérielles de l'Entente, répandant le bruit de désaccord entre les alliés, surtout entre l'Italie, la France et l'Angleterre.

L'état-major roumain. — Un conseil général de l'état-major a eu lieu le 31 octobre pour discuter sur l'éventualité d'une action militaire de la Roumanie. Le tiers des généraux s'est prononcé pour l'intervention et les deux tiers se sont déclarés favorables à la guerre aux côtés de la Quadruple-Entente.

Bulgarie. — *Le conflit serbo-bulgare.* — M. Boscovitch, ministre de Serbie à Londres, fait ce résumé de la situation :

On admettra, je suppose, que nous avons fait tous les efforts possibles pour acquérir la coopération de notre voisin. Bien que la Bulgarie nous ait obligés à faire contre elle la guerre de 1913, nous consentions à rendre le territoire que nous avons gagné dans cette guerre, sans recevoir le moindre dédommagement pour tout le sang et tout l'argent que nous dépensâmes dans cette campagne.

Si nous nous étions décidés à un pareil sacrifice, c'était en vue de restaurer à peu près l'Entente balkanique de 1912, car nous croyons que tous les Etats des Balkans ont des intérêts communs et que ces intérêts ne peuvent être mieux servis que par une action commune. Malheureusement, tous nos efforts furent vains et il semble établi qu'il y a déjà longtemps que le Gouvernement de Sofia avait décidé que les aspirations nationales des Bulgares seraient satisfaites plus sûrement par son entrée dans l'alliance

germano-turque. Cependant, il se peut que cet infortuné développement de la situation soit producteur de bons effets. La Bulgarie est depuis longtemps l'élément de trouble dans les Balkans, de même que l'Allemagne l'est dans l'Europe entière.

La Quadruple-Entente et le conflit. — Déclarations de Sir Edward Grey, à la date du 1er octobre :

D'après d'importantes informations que nous avons reçues, des officiers allemands et autrichiens seraient arrivés depuis plusieurs jours en Bulgarie, où ils auraient pris en main la direction de l'armée bulgare. Cet acte est en tous points semblable à celui qui s'est produit en Turquie, où des officiers allemands obligèrent les Turcs à attaquer, l'année dernière, sans provocation, la Russie.

Puisque les puissances alliées se sont engagées à soutenir les Etats qui seraient menacés par la Bulgarie, on peut considérer comme très graves les nouvelles que nous recevons que l'armée bulgare se trouverait maintenant sous la direction des Austro-Allemands.

Les représentants de la Quadruple-Entente à Sofia ont informé le Gouvernement bulgare de leur décision de venir au secours de la Serbie si elle est attaquée par la Bulgarie.

La déclaration de guerre de la Bulgarie. — De Londres, à la date du 16 octobre :

Il est dit dans un communiqué publié par le Foreign Office que « le Gouvernement de Sa Majesté informe le Gouvernement bulgare, par l'entremise du ministre de Suède à Londres, qui est chargé des intérêts bulgares, que l'état de guerre existe entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie, à partir de 10 heures du soir ».

En réalité, cette déclaration n'est pas encore faite; elle aura lieu sous la forme d'une déclaration générale des Alliés qui constatera qu'ils sont tous ensemble en état de guerre avec la Bulgarie.

La déclaration de guerre de l'Italie est du 19. La nôtre également.

Grèce. — L'armée grecque. — Elle a été complètement réorganisée depuis les guerres de 1912-1913 sous la direction des missions françaises commandées par les généraux Eydoux et de Villaret. D'après le nouvel ordre de bataille l'armée de première ligne comprend cinq corps d'armée à trois divisions de trois régiments, soit quarante-cinq régiments d'infanterie, dix d'artillerie de campagne, autant de cavalerie et des bataillons d'evzones.

L'effort militaire grec remonte à une date beaucoup plus récente que celui des autres Etats ; on ne peut donc en attendre une utilisation aussi complète du matériel hommes. On ne peut guère prévoir la mise en ligne de plus de 360 000 hommes. Mais ce sont de bonnes troupes qui ont fait leurs preuves.

La flotte. — Tout en n'étant pas de premier rang au point de vue numérique, la flotte grecque dispose d'un personnel et d'un équipage bien expérimentés et audacieux. Plus d'une fois, les marins grecs se sont distingués dans la dernière guerre, et l'activité couronnée de succès du cuirassé *Georgios-Averoff* est une des pages les plus glorieuses de l'histoire de la marine grecque.

Les unités les plus importantes sont les vaisseaux *Kilkis* et *Lemnos*, achetés aux Etats-Unis en 1914, dont toute la presse professionnelle a, à cette époque, reconnu et vanté la valeur.

Les bateaux les plus anciens sont les trois croiseurs cuirassés garde-côtes *Psara*, *Spetzsai* et *Hidra* ayant chacun 5 000 tonnes, 17 nœuds, 3 canons de 27 cm., 5 de 15 cm. et un équipage de 440 hommes.

Les petites unités sont relativement très nombreuses.

Au début de la guerre, la Grèce possédait déjà 14 torpilleurs, 14 destroyers et 2 sous-marins ; depuis, ces nombres ont été considérablement augmentés.

Parmi les destroyers, se trouvent des bâtiments tout à fait modernes, tels que *Vulkan*, d'une vitesse de 32,5 nœuds.

L'instruction de la flotte grecque, confiée dans les derniers temps aux Anglais, a été dirigée par les amiraux Mac-Kerr et Tufnell, secondés par des officiers de marine anglais de premier rang.

Saint-Siège. — L'intervention du Pape en faveur des condamnés en Belgique. — Une note de l'*Osservatore Romano*, organe du Vatican, en date du 19 octobre, assure qu'il est parvenu à la connaissance du Pape que la comtesse de Belleville, Mlle Thulier et sept autres Belges et Français ont été, selon les lois martiales, condamnés à mort, sous l'inculpation d'avoir favorisé l'évasion de prisonniers français et belges.

De vives instances, notamment de la part des légations d'Angleterre et de Belgique, ont été tentées auprès du Souverain Pontife pour le prier d'intervenir auprès de l'Empereur

d'Allemagne, afin que les peines soient graciées ou commuées.

Le cardinal secrétaire d'Etat a télégraphié alors au cardinal Hartmann, archevêque de Cologne, en le priant de transmettre aussitôt ce télégramme à l'Empereur afin que l'exécution, qui devait avoir lieu lundi dernier, soit renvoyée.

La réponse télégraphique est arrivée au Vatican; l'Empereur a ordonné de différer l'exécution et demandé un rapport plus approfondi sur l'affaire.

Une interview du cardinal Amette. — Le cardinal Amette, archevêque de Paris, présent à Rome, a dit, le 22 octobre, à un journaliste italien :

Il serait possible d'établir une entente entre les catholiques italiens et français.

Pour la mener à bien, il suffirait de suivre l'exemple récent donné par les « jeunesses catholiques » de France et d'Italie. Il faudrait mettre en rapport les organisations sociales catholiques italiennes avec les organisations similaires françaises, diocésaines ou autres, telles par exemple que les « Semaines sociales » de M. Henri Lorin.

Après avoir ainsi exposé le rôle qui incombe à la presse religieuse, l'archevêque de Paris poursuit :

Si les catholiques italiens représentaient un élément peu sûr on de mauvaise foi au sein de leur pays, on s'expliquerait que les autorités françaises, en nouant des relations avec les autorités italiennes, conservassent contre eux certaines préventions. Il en serait de même si les catholiques français étaient suspects à leur patrie.

Mais aujourd'hui, après les preuves magnifiques de patriotisme que les catholiques ont données et qu'ils continuent à donner dans les deux pays, comment douter de leur loyalisme?

Ce serait une pure et simple manœuvre de sectaires que de se méfier d'un rapprochement aussi désiré du Saint-Siège et des hommes politiques éclairés.

Une autre « manœuvre sectaire », selon l'archevêque de Paris, est celle qui consiste à représenter le Pape comme hostile à la France, en ce moment solennel de son histoire :

Le Pape a dû nécessairement observer une certaine réserve qui s'imposait à sa position. On en a profité pour diriger contre lui des accusations et des insinuations par lesquelles on espérait mettre le Saint-Siège en mauvaise posture. Mais tout esprit non prévenu devra reconnaître que ces attaques sont injustifiées et démenties par la réelle et généreuse bienveillance que le Pape a toujours témoignée à notre patrie.

États-Unis. — L'emprunt des alliés. — La liste des membres du syndicat souscripteur de l'emprunt anglo-français a été fermée le 5 octobre à New-York, l'emprunt ayant été complètement garanti. M. Morgan refuse de dire de combien les souscriptions ont dépassé le montant de l'emprunt, mais on évalue le surplus à 500 ou 750 millions de francs.

Parmi les souscriptions les plus importantes on remarque celles de la famille Dupont (du Trust des explosifs), 175 millions de francs ; de M. C.-M. Schwab, 125 millions ; M. J.-D. Rockefeller, 50 millions ; M. Otto Kuhn (de la banque Kuhn et C°), 25 millions, MM. William Rockefeller, James Stillman et sir Ernest Cassel, 25 millions.

On offrira prochainement les obligations aux souscriptions du public. Quelques jours s'écouleront probablement avant cette émission publique, car il faut imprimer les obligations et un *Act* du Parlement est nécessaire en Angleterre pour assurer la validité de l'émission.

Signature du contrat de l'emprunt. — Le 15 octobre, à New-York, dans le grand salon de la banque Morgan, a été signé avec une certaine solennité le traité définitif relatif à l'emprunt franco-anglais de 500 millions de dollars, soit, au taux actuel, de deux milliards huit cent millions de francs, le plus gros emprunt qui ait été jamais contracté sur un marché étranger.

MM. Octave Homberg et Ernest Mallet ont signé pour la France, lord Reading pour l'Angleterre.

Soixante et un chefs de banques, de trusts ou de maisons de banque de New-York ont signé pour 800 maisons qui, dans tous les États-Unis, font partie du syndicat de garantie.

Une foule nombreuse a manifesté sa sympathie à la mission, à sa sortie de la banque Morgan.

La vente des titres par des agents du syndicat dans les principales villes des États-Unis a commencé et de grandes pages d'annonce ont été réservées par tous les journaux au prospectus d'émission.

Contrairement au bruit répandu par certains journaux français, les Gouvernements anglais et français ont les mains complètement libres pour l'emploi des fonds, aussi bien en ce qui concerne les munitions de guerre qu'en ce qui concerne les avances à faire éventuellement à leurs alliés. La seule restriction est que tous les produits de l'emprunt devront être employés exclusivement aux États-Unis.

Les complots allemands aux Etats-Unis. — L'ex-lieutenant Fay, qui vient d'être arrêté, a fait le 25 octobre les déclarations suivantes :

L'idée de détruire les navires transportant des munitions aux alliés m'est venue après une action à laquelle mon régiment prit part au début de l'année. Ma décision s'affermit quand j'appris chaque jour les terribles ravages causés par le feu insensé de l'artillerie française pendant la grande offensive en Champagne. Le succès des armes françaises provient de la possibilité d'envoyer par leur terrible 75 autant de projectiles que possible.

Il y avait une batterie française, alors que j'étais dans les tranchées, extrêmement désagréable pour mon régiment. Nous essayâmes de la détruire par le feu de notre artillerie, mais sans résultat. Finalement, nous fîmes un assaut de nuit, et nous atteignîmes les canons. Nous dynamitâmes la batterie, mais, à notre grande surprise, le lendemain matin elle était remplacée par une autre. C'est alors que la pensée me vint que la seule manière d'arrêter les canons français et anglais était d'empêcher les munitions d'arriver pour les alimenter.

Je me rendis près du colonel de mon régiment. Il m'accorda un congé et m'adressa au quartier général du service secret à Bruxelles. Pendant mes loisirs, j'avais établi un système pour faire sauter les tranchées ennemis sans employer de fils électriques, mais mon système ne réussit pas à cause de l'humidité de la température.

Le service secret confectionna mon passeport pour les États-Unis et me donna pour instructions de voir le capitaine Boy-Edd et le capitaine von Papen pour leur demander si mon système de mine pouvait être employé efficacement aux États-Unis ou au Canada. Je partis à bord du *Rotterdam* avec un passeport me signalant comme négociant. J'arrivai à New-York le 23 avril. La première personne avec laquelle je me rencontrai fut le capitaine von Papen. Je lui fis part de mes instructions. Il refusa de me répondre tant que je n'aurais pas vu le capitaine Boy-Edd. Ce dernier refusa immédiatement d'examiner le plan que je lui soumettais et le capitaine von Papen me déclara aussi qu'il était impossible de l'appliquer. L'un d'eux, cependant, me dit :

« Nous pouvons toutefois trouver quelque emploi de votre mine au Canada. »

Après avoir passé trois jours à New-York et avoir appris du capitaine von Papen et du capitaine Boy-Edd qu'ils m'avertiraient si mes services étaient réclamés, je vins à Union-Hill avec mon beau-frère et je commençais à expérimenter mon invention pour mon propre compte. Nous n'avons pas agi d'après les ordres du Gouvernement allemand.

Nous décidâmes de fabriquer des bombes et de nous rendre compte des dommages que nous pourrions causer, pour le bien

de notre patrie, d'une façon humaine. Nous admettons les charges relevées contre nous et nous en acceptons toutes les conséquences.

Fay a avoué qu'en plus du placement de bombes sur les vaisseaux, il avait également pour mission d'essayer de corrompre les commandants de navires russes, pour qu'ils conduisent les cargaisons de cuivre en Allemagne, où ils auraient été récompensés.

Dasche, le troisième accusé arrêté, nia d'abord comme Fay, être agent allemand, mais finalement il avoua. Il déclara que leur arrestation était un rude coup à leurs plans.

Nous étions occupés à chercher les moyens pour empêcher le trafic des munitions entre les États-Unis et les alliés. Si nous n'avions pas été arrêtés, l'œuvre de nos sous-marins aurait été bien petite à côté de la nôtre.

Les révélations faites par les prisonniers ont amené les autorités à prévenir par sans fil les navires en mer pour que leurs capitaines recherchent s'il n'y a pas de bombes à leur bord.

M. Max Breitung, secrétaire et trésorier de la Oil Well Supply Company de New-York, a été arrêté pour avoir aidé financièrement les auteurs du complot. C'est lui qui acheta le *Dacia*.

Le Gouvernement va citer comme témoin, dans le nouveau complot découvert, le nommé Seibe, ancien soldat allemand.

L'accusé Scholz dit qu'il ne fallait pas plus de dix-huit minutes pour fixer la machine infernale à la poupe des navires. Il a ajouté qu'il croyait que le lieutenant Fay avait reçu quatre mille dollars du Gouvernement allemand. Le coût de la fabrication d'un engin était de 70 dollars. Les accusés travaillaient depuis trois mois au perfectionnement de leurs machines, qui étaient presque terminées quand ils ont été arrêtés.

Le lendemain 29, le lieutenant Fay a fait une nouvelle confession, qui indique définitivement que Berlin était la source de la conspiration. Les aveux de Fay ont été transmis à Washington.

C'est, en effet, avec des instructions précises du bureau de renseignements de la Wilhelmstrasse qu'il est venu aux États-Unis, dans le but de détruire les usines travaillant aux munitions de guerre, les ponts de chemin de fer, wagons et

docks de New-York et des autres villes de la côte de l'Atlantique. Il avait reçu l'ordre de se servir de tous les moyens pour arrêter les envois de munitions aux alliés. Il reconnaît également avoir conféré avec les attachés navals et militaires allemands de Washington au sujet de ses plans.

Bien qu'elle puisse étonner, la confession du lieutenant Fay peut se comprendre du fait que celui-ci a été rendu furieux par les dénégations de l'Allemagne qu'il soit officier allemand.

D'après la dernière déclaration de Fay, celui-ci s'était rencontré dans la Wilhelmstrasse avec un agent du service secret, nommé Johannson, qui lui avait remis une lettre écrite par un certain docteur Kienzle, adressée à son père, directeur d'une compagnie d'horlogerie dans la Forêt-Noire et contenant une liste de bâtiments transportant des munitions, avec leur date de départ et la route suivie par eux.

Sur une autre liste se trouvaient les fabriques de munitions, leur emplacement et les voies ferrées qui s'occupaient de leur trafic.

Fay a dû lire la lettre, en retenir le contenu et la retourner. Il vint ensuite immédiatement aux États-Unis, d'où il se mit en relations avec Kienzle et commença son œuvre néfaste.

Au cours d'une entrevue avec les capitaines Boy-Edd et von Papen, ce dernier lui dit : « Cela pourrait nous être utile de couler quelques bâtiments, mais cela pourrait aussi conduire à des complications politiques. »

Breitung, le cinquième parmi les inculpés dans la conspiration, a été arrêté et remis en liberté sous caution de 25 000 francs.

Deux nouveaux conspirateurs. — Le docteur Herbert Krienzle, gérant d'une maison de commerce, a été arrêté le 26 octobre, sous l'inculpation de comploter la destruction des vapeurs se rendant de New-York à l'étranger. Il a été mis en liberté sous caution de 25 000 dollars.

Une quatrième arrestation a eu lieu. C'est celle du nommé Paul Diche, sujet allemand, naturalisé Américan depuis 1912. Il a avoué être le complice du lieutenant Fay et de Scholty.

La police déclare qu'elle possède des preuves suffisantes pour démontrer que le nommé Holtz, qui tenta d'assassiner M. Pierpont Morgan, appartient à la même bande.

Depuis le début de la guerre, des explosions mystérieuses se sont produites dans 22 usines fabriquant des munitions

pour les alliés. Elles ont fait 86 victimes, dont 36 morts et 50 blessés.

Des incendies et des explosions ont également eu lieu à bord de 14 navires chargés de munitions pour les alliés.

On espère que les arrestations qui sont opérées mettront fin à ces manœuvres criminelles.

Les preuves du complot allemand. — Suivant des télégrammes de Washington, le Gouvernement est en possession, depuis quelque temps, des rapports complets donnant :

1° Un état des sommes dépensées aux États-Unis dans un but allemand et ce qu'il en coûterait pour paralyser les fabriques de munitions américaines ;

2° Un relevé de ce qui a déjà été fait dans cet ordre d'idées et de ce qui devrait être fait pour paralyser les moyens de transport des ports américains à ceux des alliés ;

3° Un récit des tentatives faites pour perpétuer l'anarchie au Mexique, en même temps qu'une estimation des sommes nécessaires à maintenir la république mexicaine en état de soulèvement pour une période indéterminée.

Projet d'augmentation de l'armée américaine. — M. Wilson a approuvé le projet de M. Garrison, Ministre de la Guerre, tendant à augmenter de 100 000 hommes l'armée américaine et à ajouter 400 000 hommes aux forces de réserve.

Les dépenses annuelles pour l'armée seraient ainsi portées, selon les évaluations, à 184 millions de dollars, soit une augmentation de 75 millions de dollars.

Le Président est également décidé à appuyer un projet portant augmentation de 80 millions de dollars du budget de la marine.

On parle de couvrir cet excédent de dépenses par l'émission de bons.

Les deux projets seront probablement présentés sous peu au Congrès.

TROISIÈME PARTIE

A CÔTÉ DE LA GUERRE

CHAPITRE I

ÇÀ ET LÀ

Août 1915.

Pertes maritimes. — L'Association des assureurs maritimes de Liverpool a préparé un rapport sur les pertes maritimes résultant des principaux accidents survenus pendant le premier trimestre 1915.

Les pertes totales pour les vapeurs s'élèvent à 6 353 700 liv. sterling.

Celles pour la même période 1914 s'élevaient à 1 130 000 liv. st. et à 2 315 000 liv. st. pour la même période 1913.

Les pertes de voiliers s'élèvent à 700 100 liv. st. pour 1915; à 142 000 liv. st. pour 1914; à 204 000 liv. st. pour 1913.

Aux risques de guerre, ce rapport attribue : 3 485 900 liv. st. pour les vapeurs; 469 000 liv. st. pour les voiliers.

En déduisant les pertes dues aux « risques de guerre » l'on remarquera que les pertes dues aux « risques maritimes » proprement dits sont sensiblement supérieures à celles des deux années précédentes.

En somme, les pertes de vapeurs sont de 150 pour 100 supérieures à celles de 1914.

Il en est de même en France, avec cette seule différence que les assureurs maritimes anglais peuvent toujours augmenter le taux des primes lorsque le fret ou le coût des réparations augmente de 10 à 50 pour 100, ce qui est le cas depuis un an, faculté que n'ont pas les assureurs maritimes français.

Un magistrat allemand condamne les méfaits des sous-

marins. — Le docteur Wehberg, assesseur d'un tribunal, écrit :

Je ne veux pas discuter la question de savoir si les navires marchands de l'ennemi ont le droit de résister, car cette question est une des plus controversées et une des plus délicates du droit international. Toutefois il est certain que la question est discutée, et que non seulement la majorité des théoriciens, mais encore la majorité des jurisprudences établies par les gouvernements considèrent la résistance comme permise.

L'Angleterre et les Etats-Unis ont constamment soutenu que la résistance est permise, et l'Institut de droit international, qui se compose des hommes de science les plus distingués de tous les pays, a reconnu cette manière de voir dans le règlement qu'il a élaboré sur les prises navales. En Allemagne, ce point de vue est défendu, par exemple, par le conseiller intime Niemeyer et par moi.

Sans doute, nos sous-marins ont le droit de torpiller sans aucune formalité (*ohne weiteres*) les navires de commerce ennemis qui sont armés, car la nécessité de se défendre l'exige. Mais le fait d'offrir une résistance n'est pas en soi-même une chose injustifiable, car il n'existe pas de droit coutumier international qui interdise de résister. Les États-Unis, qui, dans l'article 10 de leur Code de la guerre navale, considèrent la résistance comme admissible, sont en conséquence obligés d'ouvrir leurs portes à des navires de commerce armés.

Les sous-marins allemands. — Le capitaine Persius, dans le *Berliner Tagblatt*, dit :

Au commencement de février dernier, la guerre sous-marine nous donnait de très vastes espoirs. Mais, dans la semaine qui a fini le 4 août, où un millier de navires purent entrer dans les ports britanniques et en sortir, nos victimes n'ont été que de six navires marchands et neuf navires de pêche ; cela ne satisfera pas les profanes qui avaient conçu des espoirs extravagants.

Nous avons toujours dit que, étant donné le nombre de sous-marins, le succès et l'effet de la guerre sous-marine n'apparaîtrait qu'après un temps considérable.

Il faut un grand nombre de sous-marins pour attaquer les quinze cents navires britanniques qui quittent chaque semaine les ports britanniques. Nous possédions vingt-huit sous-marins complétés en mai 1914 ; or, les sous-marins modernes de haute mer jaugent plus d'un millier de tonnes, renferment une combinaison de mécanisme fort compliquée exigeant une grande précision et qu'il faut loger dans un minimum d'espace ; ils ne se construisent donc pas aussi rapidement que des torpilleurs. Puis il faut le temps au commandement et à l'équipage de se familiariser avec la manœuvre.

On fait remarquer que les sous-marins ne coulent plus aujourhui des séries de navires de guerre comme au début de la guerre; cela provient de ce que les Anglais, qui ne sont pas de mauvais marins, ont été instruits par l'expérience et ont appris à se protéger; il devient de plus en plus difficile à nos sous-marins d'approcher leurs navires et de décharger des torpilles.

Il faut à nos sous-marins une habileté presque prodigieuse pour éviter les pièges, se garer des contre-torpilleurs et attaquer avec succès.

Un service de sous-marins exige une extrême tension des forces physiques et mentales; à la quantité et à la qualité d'un matériel de choix, il faut appliquer la qualité du personnel.

Une protestation de la Croix-Rouge française au sujet des camps de représailles. — M. le marquis de Vogüé, président du Comité central de la Croix-Rouge française adresse la lettre suivante en date du 4 août, à M. Ador, président du Comité international de la Croix-Rouge, à Genève :

Monsieur le Président,

M. le baron d'Anthouard, ministre plénipotentiaire accrédité par le Gouvernement français comme représentant de la « Croix-Rouge française » auprès des dépôts de prisonniers de guerre, vous a déjà directement saisi de la création, par le Gouvernement impérial allemand, de chantiers dans lesquels des prisonniers français, appartenant à des professions libérales, sont soumis, sous prétexte de représailles, à un régime inhumain. L'honneur de la « Croix-Rouge » se trouvant intéressé dans cette question, je crois de mon devoir de vous en entretenir à mon tour.

Je résume rapidement les faits exposés par M. le baron d'Anthouard :

Plusieurs milliers de prisonniers français, appartenant à l'élite intellectuelle et sociale de leurs groupements respectifs, ont été extraits des camps d'Erfurt, Ohrdruf, Darmstadt, Friedrichsfeld, Münster, Merseburg, et dirigés sur les marais hanovriens, notamment sur ceux d'Ahlen-Falkenberger, région d'une insalubrité notoire, pour y être employés à l'assainissement et au défrichement du sol. Pour la plupart de ces hommes inaptes à ce genre de travail, c'est la torture physique et morale, la fatigue meurtrière dans la misère des installations improvisées. Pénalité barbare, infligée froidement à des innocents, avec l'intention non déguisée de terroriser leurs familles et d'exercer par elles une pression morale sur l'opinion et le Gouvernement français.

Pour la justifier, le Gouvernement allemand a allégué trois faits qu'il reproche au Gouvernement français : l'internement des prisonniers allemands au Dahomey et dans la région insalubre du Maroc; l'humiliation infligée en France à des prisonniers alle-

mands, en les faisant surveiller par des soldats noirs; et enfin des travaux manuels excessifs imposés à des prisonniers allemands appartenant à des professions libérales.

Le rapport de M. le baron d'Anthouard établit, par des preuves formelles et d'une authenticité absolue, que ces griefs sont imaginaires.

Les seuls prisonniers allemands internés au Dahomey avaient été pris au Togoland et au Cameroun, c'est-à-dire dans des pays de même constitution climatérique; encore n'y sont-ils restés que très peu de temps, ayant été spontanément transférés dans les provinces agricoles du Maroc, où les conditions d'existence et de travail ont été officiellement reconnues normales et conformes aux lois de l'humanité.

Quant aux prisonniers internés en France, la preuve officielle a été également faite de la manière satisfaisante et humaine dont ils sont traités.

Je n'insiste pas, n'ayant pas qualité pour parler au nom du Gouvernement français, auquel il appartient de justifier ses actes par les voies officielles dont il dispose. Mais je ne saurais taire que, parmi les pièces dont M. le baron d'Anthouard a invoqué le témoignage et sur lesquelles le Gouvernement français pourra baser sa légitime protestation, se trouve un document, et non le moins important, qui porte le nom et la garantie de la Croix-Rouge.

C'est le rapport rédigé par le colonel de Marval, des services sanitaires de l'armée suisse, après une enquête poursuivie par lui, en qualité de délégué du comité international de la Croix-Rouge, à la suite d'un accord établi entre les gouvernements belligérants et neutres, conformément aux stipulations des conventions internationales.

Je n'ai pas à vous faire l'éloge, monsieur le Président, de M. de Marval. Vous savez avec quelle loyauté, quelle scrupuleuse délicatesse, il a accompli sa mission; avec quel souci de ce qu'il devait à la Croix-Rouge, à la vérité historique, de ce qu'il se devait à lui-même. Toutes les portes lui ont été loyalement ouvertes par le Gouvernement français. Il a tout visité, tout contrôlé par ses propres yeux, au Maroc aussi bien que dans les provinces de France. C'est lui qui a affirmé, sur son honneur, sous sa responsabilité, sous la responsabilité de la Croix-Rouge, que les conditions du travail des prisonniers soit au Maroc, soit en France, étaient normales et conformes aux lois de l'humanité.

Il est impossible que le Gouvernement impérial allemand n'ait pas eu connaissance de ses conclusions et, pourtant, il n'en tient nul compte. Il prend pour base de cruelles pratiques qu'il a ordonnées, des faits qu'elles ont d'avance formellement et définitivement récusés comme imaginaires. Il y a, dans ce procédé, non seulement une atteinte à la vérité, mais une atteinte à l'honneur de la Croix-Rouge elle-même.

L'affront atteint toutes les sociétés de la Croix-Rouge, aussi bien celles des pays neutres, toutes solidaires dans le souci de leur honneur collectif, toutes également intéressées à ce qu'aucun doute ne puisse être jeté sur leur loyauté, sur leur volonté inébranlable de rester fidèles aux nobles principes sur lesquels leur œuvre est fondée et dont la Croix-Rouge est, et doit rester le symbole immaculé.

C'est au nom de cet honneur menacé que je m'adresse à vous, monsieur le Président, vous qui en êtes le gardien vigilant, autorisé et respecté.

Les prisonniers allemands au Dahomey. — Notre Ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, a cru devoir aussi répondre à des allégations allemandes concernant les traitements soi-disant rigoureux imposés aux prisonniers internés dans nos colonies africaines.

Le travail des prisonniers de guerre au Dahomey consiste dans la préparation de leurs aliments, la réparation et la confection de leurs vêtements; les plus robustes seuls ont été chargés de l'entretien des camps et des routes les avoisinant; ils étaient tous pourvus contre le soleil du casque colonial. Le service médical était confié à des médecins français qu'assistaient des médecins allemands. Les prisonniers fatigués par le séjour colonial ont été, sur l'avis du service de santé renvoyés en France; plus de 40 Allemands avaient déjà bénéficié de cette mesure lorsque, en raison de l'approche de la mauvaise saison et sur l'avis des autorités sanitaires locales, le Gouvernement de la République a décidé, au mois de mai, de faire transporter l'ensemble de ces prisonniers dans nos possessions de l'Afrique du Nord aussi rapidement que le permettait le nombre restreint des courriers qui touchent au Dahomey; ce transfert a déjà eu lieu pour la grande majorité des prisonniers qui ont été débarqués à Casablanca, et il s'effectue pour le restant.

Le ministre des Etats-Unis à Monrovia a affirmé officiellement que les prisonniers allemands au Dahomey n'ont nullement été maltraités, et leur faible mortalité d'ailleurs témoigne d'elle-même en faveur des conditions de vie qui leur ont été assurées.

Soit par l'entremise de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, soit par celle de l'ambassade d'Espagne à Berlin, le Gouvernement français a donné à plusieurs reprises aux autorités impériales tous les renseignements désirables sur la situation de leurs nationaux prisonniers en Afrique.

Le Gouvernement impérial se refusant à ajouter foi tant à ces renseignements qu'au témoignage des observateurs neutres, le Gouvernement de la République s'est vu obligé de faire notifier au Gouvernement allemand, par l'ambassade d'Espagne à Berlin, que le maintien des mesures injustifiables, prises vis-à-vis d'un

certain nombre de prisonniers français en Allemagne, entrainerait à bref délai l'emploi de mesures similaires vis-à-vis d'un nombre égal de prisonniers allemands en France. Le Ministre des Affaires étrangères a ajouté que les autorités allemandes ayant choisi, de préférence, pour l'envoi dans les régions marécageuses, des prisonniers qui n'appartenaient pas à des professions manuelles, le Gouvernement de la République désignerait, de son côté, à titre de représailles, des prisonniers allemands choisis dans les mêmes catégories que les prisonniers français, s'il n'était promptement porté remède à la situation actuelle.

Depuis ce moment, plusieurs centaines de prisonniers français qui travaillaient dans les marais ont déjà été ramenés dans leurs camps d'origine. Les négociations continuent par l'entremise des puissances neutres; il y a lieu d'espérer que le Gouvernement allemand, reconnaissant enfin l'inexactitude des informations par lesquelles il prétendait justifier sa conduite et les dangers mêmes qui résultent de cette conduite pour ses ressortissants, renverra sous peu dans leurs camps primitifs la totalité des prisonniers français envoyés en région marécageuse.

Fin des représailles à Cüstrin. — Sous le prétexte fallacieux que les officiers allemands internés au fort d'Entrevaux avaient à se plaindre du régime de leur captivité, le Gouvernement allemand, agissant par représailles, disait-il, avait appliqué des mesures sévères au camp des officiers français prisonniers à Cüstrin. Cette décision provoqua une vigoureuse protestation du Gouvernement français. Par une lettre adressée le 13 août à M. le baron d'Anthouard, le Ministre de la Guerre annonce que ces représailles ont pris fin. Les critiques allemandes étaient absolument injustifiées, écrit le Ministre. Aussitôt que le Gouvernement impérial a été exactement informé du régime à Entrevaux, il a décidé de revenir sur les mesures prises à l'égard des officiers français à Cüstrin.

Violation du droit des gens. — La Commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens (Décret du 23 septembre 1914), publie son rapport adressé au président du Conseil.

Cette enquête conduite avec une impartialité scrupuleuse, écartant les témoignages pouvant paraître passionnés et contrôlant les autres avant de les tenir pour valables, aboutit à la conclusion suivante :

Nous voulons arrêter ici, monsieur le Président du Conseil, ce rapport, que nous aurions pu faire beaucoup plus long si nous

n'avions craint de répéter indéfiniment le récit de faits sans cesse renouvelés dans des conditions presque identiques. Aussi bien, les exemples déjà nombreux que nous avons extraits de la volumineuse enquête dont nous vous apportons aujourd'hui un résumé, suffisent amplement à vous renseigner sur les procédés de guerre de nos ennemis et à vous permettre d'apprécier combien l'armée allemande qui, comme nous l'avons établi précédemment, se montre si cruelle à l'égard des populations civiles, méconnaît aussi, vis-à-vis des combattants, les lois les plus élémentaires du droit des gens et les devoirs les plus sacrés de l'humanité.

Veuillez agréer, monsieur le Président du Conseil, l'expression de notre respectueux dévouement.

G. Payelle, *président*. Armand Mollard. G. Maringer. Paillot, *rapporteur*.

M. Payelle est premier président de la Cour des Comptes, M. Armand Mollard, ministre plénipotentiaire; M. Maringer, conseiller d'État; M. Paillot, conseiller à la Cour de Cassation.

Un témoignage irréfutable. — Dans sa brochure *les Crimes allemands d'après les témoignages allemands*, M. Joseph Bédier signalait un ordre du jour du général Stenger, commandant la 58e brigade allemande, lequel ordonnait à ses troupes de massacrer les prisonniers, d'achever les blessés. Ledit ordre du jour, on avait eu soin de le communiquer aux troupes oralement, de telle manière qu'un papier compromettant ne fût pas saisi par nous. Si quelque doute subsistait là-dessus, c'est fini. M. Davignon publie en *fac-simile* plusieurs pages de carnets trouvés sur des soldats boches, où on lit : « Les mutilations de blessés sont à l'ordre du jour ». (Carnet du soldat Paul Glöde, 9e bataillon de pionniers); « les Bavarois ne font plus de prisonniers ». (Carnet d'un sergent à la 2e compagnie de la garde à pied); « nous fîmes mille prisonniers, au moins cinq cents furent tués ». (Carnet d'un soldat du 1er régiment de la garde); « le capitaine nous fit faire le cercle et dit : « Je désire ne voir dans la compagnie aucun prisonnier anglais. Un bravo d'assentiment unanime fut la réponse. » (Carnet du sous-officier Göttsche, du 85e régiment d'infanterie).

Lord Kitchener et M. Millerand sur le front. — Débarqué en France dans la nuit du 15 au 16 août, Lord Kitchener arrivait dans nos lignes dans la matinée du 16, par une petite

ville du Nord, où l'attendait le Ministre de la Guerre français, accompagné du général commandant en chef.

Le 16 et 17, le maréchal parcourut le front de l'armée française de la gauche à la droite. Il put ainsi se rendre compte du plan d'ensemble de nos lignes de tranchées, de nos positions successives de défense et d'artillerie et de l'organisation générale de nos moyens de guerre.

Après la revue d'une division, dans laquelle se trouvaient des troupes indigènes de l'armée d'Afrique, lord Kitchener voulut adresser quelques mots en arabe à un officier indigène de spahis algériens. Il lui dit que les chefs et soldats indigènes pouvaient avoir une entière confiance dans le succès final de la cause des Alliés. Après une seconde d'étonnement, l'officier indigène répondit au maréchal que tous avaient une foi absolue en la victoire définitive.

Dans l'après-midi de lundi, raconte l'*Écho de Paris*, il y eut une minute curieuse et symbolique! C'était la fin du jour dans les grands vallonnements de Champagne. L'automobile dans laquelle se trouvait le maréchal quitta la route et se trouva subitement en face d'une division de cavalerie massée dans la plaine et que le Ministre de la Guerre britannique devait voir défiler. Ce dernier descendit aussitôt, et s'avança au-devant du général de division, qui saluait l'hôte illustre de la France d'un geste large de son sabre. Et Lord Kitchener, le sirdar Kitchener de Kartoum reconnut alors le général Baratier, l'ancien lieutenant de la mission Marchand. Lord Kitchener, heureusement surpris et amusé de la rencontre, serra la main du général Baratier et, rappelant en quelques mots le rapprochement de leurs carrières sur la terre d'Afrique, lui demanda des nouvelles du colonel Marchand, aujourd'hui général, commandant une division sur le front..., et la cavalerie défila au galop devant le maréchal.

A l'armée anglaise. — M. Maurice Barrès au camp anglais :

Il faut aller jusqu'au bout. Là-dessus, ils sont unanimes.

« N'est-ce pas, monsieur Barrès, qu'après la guerre aucun Français ni aucun Anglais voudront jamais serrer la main d'un Allemand ? »

Ils n'éprouvent que mépris pour la manière dont « les Boches ont déshonoré la guerre ».

« Au début, me disent-ils, nos soldats ne détestaient pas les Allemands. Maintenant ils les passent à la baïonnette en criant : *Lusitania!* »

Je crois distinguer des hommes de sport, qui tiennent pour honteusement disqualifié celui qui a manqué aux règles du jeu.

Après dîner, réception à la mairie. Les conseillers municipaux et les notables ont invité les officiers anglais. Echange de discours. Le maire exprime cette idée que toute la population sait gré aux Anglais du concours qu'ils apportent à la défense de la terre française. Un général répond : « Vous ne nous devez aucune gratitude. C'est l'Angleterre que nous défendons ». Si les allocutions officielles ont ce caractère vrai, les conversations privées peuvent serrer de plus près encore la réalité. Je demande au maire, entre quatre yeux, si ses administrés s'entendent bien avec les Anglais ?

« Tout à fait bien. Ils n'ont pas eu avec les habitants une seule difficulté qui soit allée jusqu'à un procès. Nos commerçants gagnent beaucoup d'argent. La classe bourgeoise, les propriétaires sont plus contrariés. Les Anglais ont beau payer largement, c'est gênant, vous le comprenez, d'être réduit à quitter sa propre maison ou d'y habiter quelques chambres étroites. Mais tous les chefs anglais sont des gentlemen irréprochables et leurs soldats sont très aimés dans les villages où ils partagent volontiers avec nos paysans leurs rations très abondantes. »

La Croix de guerre. — Le *Journal officiel* publie l'avis suivant :

Depuis l'insertion au *Journal officiel* du décret du 23 avril 1915, pour l'application de la loi du 8 du même mois, instituant la Croix de guerre, un grand nombre de demandes d'insignes sont journellement adressées au ministère de la guerre.

Il est rappelé à ce sujet que les ayants droit (militaires, anciens militaires, civils et parents des militaires décédés) en résidence dans la zone de l'intérieur doivent, pour obtenir la Croix de guerre, s'adresser au commandant de la subdivision sur le territoire de laquelle ils sont domiciliés en fournissant, à l'appui de leur demande, avec justification de leur identité ou de leur degré de parenté, une copie certifiée conforme par le maire ou le commissaire de police, de la citation ou des citations à l'ordre obtenues au cours de la campagne.

Aucune demande de Croix de guerre ne doit être adressée au ministère de la guerre.

Les permissions des soldats. — Pour éviter toute injustice au sujet de la durée des permissions accordées aux soldats sur le front depuis au moins six mois, le Ministre de la Guerre a décidé de fixer uniformément à six jours pleins passés en famille la durée de ces permissions.

Les militaires des places fortes de Belfort, Épinal, Toul

et Verdun peuvent obtenir des permissions dans les mêmes conditions que les militaires faisant partie des armées.

La proportion des hommes qui pourront partir en même temps est fixée à 5 pour 100 de l'effectif pour les unités de première ligne, et à 10 pour 100 dans les unités au repos.

Contre les indiscrétions. — L'*Union républicaine de la Marne* publie cet avis à la population civile :

Il est rappelé à la population civile que dans l'intérêt de la défense nationale, toute indiscrétion d'ordre militaire, commise sous quelque forme que ce soit, notamment par correspondance privée, est rigoureusement interdite et tombe sous le coup de la loi pénale.

Par indiscrétion d'ordre militaire, il faut entendre toute indication donnée à qui que ce soit sur les emplacements, les mouvements, les effectifs des unités — soit qu'il s'agisse de grandes unités, divisions ou corps d'armée, ou de simples bataillons, escadrons ou batteries — sur la nature, l'importance des fortifications, les travaux militaires de toute nature, les ravitaillements et l'état moral des troupes.

Les délinquants seront poursuivis devant les conseils de guerre par application, suivant le cas, soit des articles 205 et 206 du Code de justice militaire, soit de la loi du 18 avril 1886.

En ce qui concerne la divulgation d'informations qui échapperaient à toute sanction pénale, mais qui seraient cependant de nature à nuire au succès des opérations militaires, des arrêtés d'évacuation pourraient être pris contre les personnes qui s'en seraient rendues coupables.

Fait au quartier général, le 22 août 1915.

Le général commandant l'armée,
Général DE LANGLE.

La situation sanitaire en France. — Le docteur C. Kling, professeur adjoint à la Faculté de Médecine, avait été chargé par le Gouvernement suédois de la mission d'étudier en France les mesures prises pour empêcher la propagation des maladies contagieuses considérées comme inévitable en temps de guerre, et spécialement les mesures de protection de la population civile. De retour, il a accordé le 14 août à un quotidien de Stockholm une longue interwiew, où il exprime sa vive admiration pour toutes les mesures détaillées qui ont été prises, insistant surtout sur ce fait étonnant que, malgré la présence de troupes coloniales en France, pas un seul cas de typhus exanthématique, la maladie de guerre par

excellence, n'a été constaté. Il résume ainsi ses impressions :

Seul celui qui aura vu de ses propres yeux pourra se faire une idée du travail intense qui se déploie en France contre les microbes pathogènes. Tous, depuis le chef suprême du service de santé, jusqu'au dernier soldat infirmier n'ont qu'une pensée, celle de défendre la santé des héroïques soldats pour contribuer ainsi à la défense de la patrie. Aussi ce travail semble-t-il avoir amené des résultats qui ne laissent pas d'émerveiller : l'état sanitaire en France, malgré les concentrations formidables de troupes, est même meilleur qu'en temps normal.

Ce résultat brillant est évidemment l'aboutissant des efforts récents de la bactériologie et de la médecine — l'activité de l'Institut Pasteur a été grande — qui ont amené l'application des principes de l'hygiène dans les armées modernes.

Les effectifs allemands après treize mois de guerre. — A quel degré d'usure est parvenue l'armée allemande après plus d'un an de guerre? C'est là un des problèmes qui passionnent en ce moment l'opinion publique française : qui en aurait la clef pourrait pronostiquer le terme fatal — fatal pour les empires du centre — de cette terrible guerre d'usure. Mais ce problème est à deux inconnues : effectifs dont peut disposer l'Allemagne, pertes de l'armée allemande.

Des pessimistes vont répétant : l'Allemagne a 12 millions de soldats, l'Allemagne a 15 millions de soldats! Mais, dès 1914, M. Paul Leroy-Beaulieu, l'éminent économiste, faisait remarquer, qu'il ne fallait pas tenir compte, pour calculer les effectifs de l'armée allemande, du chiffre actuel de la population : 68 millions, mais bien du chiffre de la population en 1896, date à laquelle sont nés les plus jeunes soldats allemands de la guerre actuelle : or, ce chiffre ne dépassait pas 53 millions.

Nous avons tenu à chiffrer les effectifs allemands, classe par classe, en mettant en application l'idée émise par M. Paul Leroy-Beaulieu, et en étendant ses calculs jusqu'aux classes les plus anciennes. Nous donnons dans le tableau ci-dessous le résultat de ce travail. Les inscrits de chaque classe y figurent pour les huit centièmes de la population à la même date, proportion généralement admise pour les pays européens. Les « bons pour le service » représentent les 80 pour 100 des inscrits. Enfin un déchet progressif, calculé d'après les tables de mortalité, a été observé sur toutes les classes ayant dépassé vingt et un ans.

Tableau des effectifs maxima de l'armée allemande.

CLASSE	AGE EN 1915	POPULATION ALLEMANDE vingt ans avant	INSCRITS (8 % de la population)	BONS POUR le service (80 %)	% DU DÉCHET d'après les tables de mortalité	RESTE EN 1915
1880	55	39.000.000	312.000	249.600	68	79.872
1881	54	39.100.000	312.800	250.240	65	87.690
1882	53	39.200.000	313.600	250.880	62	95.384
1883	52	39.400.000	315.200	252.160	59	103.421
1884	51	39.600.000	316.800	252.440	56	111.536
1885	50	39.800.000	318.400	254.720	53	119.729
1886	49	40.000.000	320.000	256.000	50	128 000
1887	48	40.200.000	321.600	257.280	48	133.824
1888	47	40.400.000	323.200	258.560	56	139.650
1889	46	40.600.000	324.800	259.840	44	143.528
1890	45	40 800.000	326.400	261.120	42	151.458
1891	44	41.200.000	329 600	263.680	40	158.240
1892	43	41.500.000	332.000	265.600	38	164.672
1893	42	41.800.000	334.400	267.520	36	171.220
1894	41	42.200.000	337.600	270.000	33	180.980
1895	40	42.600.000	340.800	272.640	30	190.860
1896	39	43.000.000	344.000	275.200	28	198.144
1897	38	43.500.000	348.000	278.400	26	206.018
1898	37	44.100.000	352.800	282.240	24	214.503
1899	36	44.600.000	356.800	285.440	22	222.644
1900	35	45.200.000	361.600	289.280	20	231.424
1901	34	45.600.000	364.800	291.840	18	239.307
1902	33	46.000.000	368.000	295.000	16	247.800
1903	32	46.400.000	371.200	296.960	14	255.386
1904	31	46.800.000	374.400	299.520	12	263.578
1905	30	47.100.000	376 800	301 440	10	271.296
1906	29	47.500.000	380 000	304.000	9	276.640
1907	28	47.900.000	383.200	306.560	8	282.036
1908	27	48.400.000	387.200	309.760	7	288.077
1909	26	48 900.000	391.200	312.960	6	294.183
1910	25	49.400.000	395.200	316.160	5	300.352
1911	24	50 000.000	400.000	320.000	4	307.200
1912	23	50.500.000	404.000	322.000	3	313.310
1913	22	51.000.000	408.000	326.000	2	319.480
1914	21	51.600.000	412.800	330.240	1	326.938
1915	20	52.200.000	417.600	334.080	0	334.080
1916	19	52.800.009	422.400	337.920	0	337.920
						7.892.300

Ce tableau fait ressortir un chiffre définitif de 7 892 300 combattants, soit 8 millions en chiffres ronds. Ajoutons que ce chiffre est un maximum que l'armée allemande n'aura jamais atteint en fait, car :

1° Ces calculs englobent les hommes jusqu'à cinquante-cinq ans inclus. Or, toutes les personnes ayant voyagé en Allemagne, et en particulier les médecins, savent que les Allemands, énormes buveurs de bière, sont plus vieux, à âge égal, quand ils ont dépassé la quarantaine, que les Français. De plus, l'Allemagne moderne, qui est la nation la plus industrialisée de l'Europe, est un pays de grandes villes, où la vie est plus déprimante;

2° Ces calculs admettent que les jeunes gens de vingt ans et au-dessous, reconnus bons pour le service, sont ou vont être *tous* en état de porter les armes. En réalité, les autorités allemandes, quoi qu'elles en aient, doivent s'attendre sur ce point à un déchet plus ou moins considérable.

Quant aux pertes depuis le début de la guerre, quelles ont-elles été? Les listes publiées en Allemagne, augmentées de celles qui seront publiées ultérieurement, portent à croire que les *tués, blessés et disparus, défalcation faite des hommes revenus au front après guérison, atteignent* 4 *millions*. Cette proportion de 50 pour 100 de pertes ne paraît pas exagérée.

Les forces totales allemandes ne doivent donc plus dépasser 4 millions d'hommes.

Les pertes austro-hongroises. — D'après les calculs d'un statisticien hongrois disposant des listes officielles des pertes, des rapports particuliers des commandants de sections ainsi que des rapports mensuels des hôpitaux, les pertes austro-hongroises s'élevaient, au 1er juin dernier, à environ deux millions et demi de morts, blessés et prisonniers. Des blessés et malades, un demi-million retournèrent, après guérison, sur le front, de sorte que les pertes effectives s'élèvent à environ deux millions d'hommes.

Au cours des deux derniers mois, les armées austro-hongroises perdirent encore environ un demi-million d'hommes.

A la date du 1er août, 239 listes avaient été publiées.

D'après le correspondant à Bucarest du *Telegraaf* d'Amsterdam, les pertes officielles des armées austro-hongroises se subdivisent comme suit :

Guerre contre la Russie. — Tués, jusqu'au 1er août 1915 :

421 800; blessés et malades, jusqu'au 1er août 1915 : 1 741 500; prisonniers, jusqu'au 1er août 1915 : 580 000.

Guerre contre l'Italie. — Tués, jusqu'au 1er août 1915 : 17 200; blessés et malades, jusqu'au 1er août 1915 : 73 700; prisonniers, jusqu'au 1er août 1915 : 13 500. La guerre contre l'Italie avait coûté, à cette date, 104 400 hommes.

Guerre contre la Serbie. — Tués, jusqu'au 1er août 1915 : 50 400; blessés et malades, jusqu'au 1er août 1915 : 95 900; prisonniers, jusqu'au 1er août 1915 : 78 000.

En Belgique et en France. — Au cours de l'hiver dernier, des troupes autrichiennes combattirent également en Belgique. Elles y perdirent 1 600 tués, 4 000 blessés et 600 prisonniers.

Le total général. — De sorte que les troupes austro-hongroises perdirent au total, au 1er août : 501 000 tués, 1 915 000 blessés et 672 000 prisonniers, soit en tout : 3 088 200 hommes. Mais ce chiffre ne comprend pas les 200 000 hommes qui succombèrent par suite de maladies contagieuses, de tuberculose, etc.

Le total général des pertes austro-hongroises, au 1er août 1915, était donc de 3 288 200 hommes.

Les généraux allemands. — L'empereur allemand vient de porter au commandement de corps d'armée trois généraux qui appartenaient exclusivement à l'artillerie : les généraux von Scholtz, von Gallwitz et von Lauenstein.

La tendance de l'empereur Guillaume II, ces dernières années, était de rajeunir le haut commandement. L'expérience des premiers mois de l'année a amené le chef suprême de l'armée à maintenir ou à rappeler aux plus hauts commandements des généraux âgés. Ainsi le feld-maréchal von Hindenburg a 69 ans, von der Goltz en a 72; von Bülow, 70; von Heeringen 69; von Woyrsch, 68; von Mackensen, 65; von Hausen, ancien ministre de la guerre de Saxe, 68; von Kluck, 67; von Below, 65; von Gallwitz et von Scholtz, 68 chacun.

L'opinion du prince Oscar de Prusse sur l'artillerie française. — Dans un livre que vient de publier le prince Oscar de Prusse, fils du Kaiser, et intitulé : *La Campagne d'hiver en Champagne*, l'auteur déclare que la bataille qui a duré du 16 au 18 mars en Champagne est la plus grande bataille de défensive que l'Histoire ait jamais enregistrée.

Les Français se battent très bien, dit-il, attaquent avec entrain, mais ce qui a rendu le combat difficile, c'est l'immense artillerie qu'ils employaient et le nombre infini de munitions qu'ils avaient à leur disposition. L'artillerie française a changé nos tranchées en

enfer. Les fils de fer barbelés furent totalement détruits, les tranchées aplaties. Aucun moyen de fortification de campagne ne pouvait tenir, même un laps de temps très court. Dès que l'artillerie française commençait c'était un chaos indescriptible soulevant une immense poussière.

Combien de temps durera la guerre? — Je sais tout a ouvert une enquête auprès de personnalités en vue sur le point de savoir combien de temps encore durera la guerre. Nous résumons ici les réponses recueillies, dans l'ordre où ce magazine les publie :

M. Emile Boutroux, de l'Académie française : « *La sagesse est d'augurer une guerre longue encore.* »

Le général Bonnal, ancien directeur de l'Ecole de guerre : « *Je ne crois plus à une lutte très longue.* »

M. Stéphen Pichon, sénateur, ancien Ministre des Affaires étrangères : « *La durée de la guerre dépend de notre persévérance.* »

M. Alfred Capus, de l'Académie française, rédacteur en chef du *Figaro* : « *J'estime que la « bataille » pourra cesser avant la guerre : l'Allemagne se flétrira comme une fleur.* »

M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, ancien Ministre des Affaires étrangères : « *La guerre durera longtemps, très longtemps peut-être.* »

M. Adolphe Carnot, président de l'Alliance républicaine démocratique : « *La guerre désormais peut être assez courte.* »

M. Whitney-Warren, de l'Institut : « *La guerre durera encore un ou deux hivers.* »

Le contre-amiral Degouy : « *Deux ans pour ruiner le colosse germain ce n'est pas trop.* »

M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal : « *La prolongation des hostilités n'est pas invraisemblale.* »

M. Henry Simond, directeur de l'*Echo de Paris* : « *Je crois à une issue assez prochaine.* »

M. Jean Finot, directeur de la *Revue* : « *Il nous faudra deux ou trois ans avant de terrasser l'ennemi.* »

Enfin, M. Blasco Ibanez, l'écrivain espagnol dont les sentiments francophiles sont bien connus, exprime cette opinion : « *Nous en avons au moins pour jusqu'en* 1917 ! »

Septembre 1915.

La rééducation des mutilés de la guerre. — Le Gouvernement s'est préoccupé d'assurer aux mutilés de la guerre une rééducation professionnelle qui leur permettra d'ajouter au montant de leur pension, dont le bénéfice leur sera entièrement acquis, le produit d'un travail rémunérateur.

Le Ministre de l'Intérieur, d'accord avec le Ministre de la Guerre, a créé l'école de rééducation de Saint-Maurice, et a suscité sur tous les points de la France le concours des assemblées départementales et communales et des initiatives privées : des œuvres se sont formées et des centres de rééducation ont été constitués à Lyon, Bordeaux, Montpellier, Bayonne, Pau, Toulouse, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Bourges, Thiers, Limoges, Tours, etc. D'autres écoles sont en voie d'organisation.

D'autre part, le Ministère du Commerce et le Ministère de l'Agriculture, de concert avec le Ministère de l'Intérieur, organisent dans leurs écoles professionnelles respectives des sections spécialement réservées aux mutilés et estropiés de la guerre.

On ne saurait trop engager nos grands blessés à suivre les cours et à profiter de cet apprentissage, qui contribuera à améliorer leur avenir.

Pour cela, ils n'ont qu'à écrire, soit directement au Ministre de l'Intérieur, soit au préfet de leur département, qui transmettra leur demande. Toute diligence sera faite pour assurer, dans le plus bref délai, leur admission.

Les glorieux blessés de Champagne. — L'arrivée des blessés de Champagne à Paris a été particulièrement émouvante. « Blessés, crottés, mais enthousiastes ». Lignards, chasseurs à pied, Algériens ont charmé et touché le cœur de Paris par leur belle allure, leur gaieté, leur joie de la victoire se traduit dans toutes les bouches par le familier : « Nous les avons eus ».

Le Service de santé pendant la bataille de Champagne. — M. Godard, sous-secrétaire d'Etat, s'exprime ainsi devant un rédacteur du *Journal* :

« Il y avait deux questions à résoudre : transporter vite les blessés; les répartir convenablement. Sur le champ de bataille les automobiles ont été multipliées et elles sont venues jusqu'au poste de secours toutes les fois que cela était possible. Elles ont marché jour et nuit sans arrêt. Le séjour du blessé sur place a donc été réduit au minimum. Des ambulances de première ligne aux gares mêmes dispositions. Puis, d'accord avec les Compagnies de chemins de fer, nous avons porté de 30 à 35 kilomètres la vitesse moyenne des trains sanitaires. Dans l'ensemble, voici les résultats. Lss blessés sont arrivés en Bretagne vingt-quatre heures après avoir reçu leurs blessures; à Paris quatorze heures après; à Fontainebleau seize heures. Trente heures ont été le délai maximum pour qu'un blessé soit dans son lit définitif. La répartition avait été étudiée par région. Nous savions combien de blessés chaque région pouvait recevoir. Chacune d'elles possédait une gare de triage ayant à sa tête un chirurgien éprouvé. Les blessés arrivaient porteurs de fiches indiquant la nature et la gravité de l'atteinte. Le chirurgien savait immédiatement où expédier les blessés, connaissant les ressources chirurgicales de sa région. A chaque gare de triage était jointe une ambulance pour pouvoir, en cas de besoin, procéder à une opération d'urgence. Les trains n'ont pas stationné plus d'une heure dans les gares. Ils étaient chauffés et aérés. Leur désinfection a été complète après chaque voyage. Enfin chaque blessé — automatiquement — a reçu son injection antitétanique.

— Qu'ont donné les ambulances chirurgicales automobiles?

— D'excellents résultats. On y a pratiqué un nombre considérable d'opérations dans d'excellentes conditions. Cependant telles qu'elles sont constituées, il semble qu'elles ont un rôle mal défini. Trop mobiles, elles ne rendent pas assez de services; sédentaires elles font double emploi avec les ambulances fixes. Il faut une autre formule : la salle d'opération et de stérilisation, sans personnel chirurgical, venant au secours des formations encombrées.

— Et les voitures radiologiques?

— Résultats parfaits aussi. Elles ont permis des diagnostics rapides et des interventions précoces dont nombre de blessés se trouveront bien.

— La protection contre les gaz toxiques est-elle suffisante?

— Oui. La preuve en est dans le peu d'accidents survenus malgré l'énorme quantité de ces gaz employée par les Allemands. Masques et cagoules protègent bien le soldat. Mais, dans la fureur de l'assaut, il est bien difficile de les leur faire conserver.... Mais, à ce moment, ils ont vite franchi la colonne délétère et n'en sont point incommodés.

— Est-on satisfait du nouveau casque?

— Autant que possible. Il a évité un nombre considérable de blessures. Les balles de shrapnells sont absolument impuissantes

contre lui. C'est, à coup sûr, une innovation des plus heureuses.

— Quel est l'état sanitaire général?

— Excellent. Le tétanos a à peu près disparu. La gangrène gazeuse a fortement diminué. Le sérum de Leclainche et Vallé donne de bons résultats. Au point de vue général, l'état sanitaire des troupes est également bon grâce aux prescriptions rigoureuses et sages du général Joffre. Il a donné des ordres excessivement sévères pour l'enlèvement des immondices et leur incinération dans les cantonnements, pour la désinfection des locaux, pour la lutte contre les mouches. Les soldats cantonnés ne couchent pas directement sur la terre, mais toujours sur lits de clayage élevés. Enfin, les médecins chefs des régiments ont ordre de s'entendre avec les municipalités et d'obtenir d'elles à tout prix une propreté rigoureuse de leurs agglomérations. De plus, des camions laveurs avec sécheurs permettent le nettoyage parfait du linge. Grâce à cela la maladie si meurtrière dans les guerres précédentes est à peu près inconnue. Tout n'est pas parfait, certes. Notre tâche est lourde. Il en est du service de santé comme de la fabrication des canons et des munitions : il y faut un travail sans relâche. Mais nous y mettrons toute notre ardeur et toute notre bonne volonté : le premier droit du soldat qui a versé son sang sur le champ de bataille est d'être vite et bien soigné. »

Pour le bien-être des soldats. — M. Chéron, sous- secrétaire d'Etat à la guerre, dit au *Matin* :

La commission de l'armée, nous dit M. Henry Chéron, s'est tout particulièrement préoccupée de contrôler l'approvisionnement des effets chauds pour la campagne d'hiver. Les délégués de la commission ont visité des magasins administratifs, des entrepôts d'effets, des magasins de réserve générale. La commission s'est fait remettre l'état complet des stocks existants. Elle a fait toutes observations et réclamé en temps utile toutes améliorations indispensables.

Les familles peuvent être sans inquiétude sous ce rapport. Nos soldats seront abondamment pourvus de tous les vêtements nécessaires pour les garantir contre l'humidité et le froid. Nous possédons une quantité considérable de chemises, de caleçons, de chaussettes, de tricots, jerseys, chandails, ceintures de laine ou de flanelle, cache-nez, passe-montagne, couvertures et couvre-pieds. Aucun de nos braves n'en manquera. Ils recevront en surplus des chapes en peau de mouton, certains même des peaux de bique contre les grands froids. Enfin des galoches, chaussons et bottes imperméables pour tranchées seront mis à leur disposition.

Que cela n'empêche pas nos excellentes Françaises de tricoter pour nos soldats. Tous les lainages sont nécessairement les bienvenus. On n'en a jamais trop. Des effets en pure laine seront tou-

jours substitués avec avantage à ceux des effets en laine et coton, qui figurent dans les approvisionnements.

Le général commandant en chef a justement songé au chauffage. Tous les braseros nécessaires ont été commandés pour être livrés en temps utile; de même les poêles pour les cantonnements.

L'intendance a vraiment donné un effort des plus considérables. Les délégués de la commission en vérifieront d'ailleurs sur place la réalisation au cours de l'hiver. Et comme il ne faut pas oublier qu'un des meilleurs moyens de résistance au froid est une bonne nourriture, ils iront se rendre compte dans les cantonnements de la quantité, de la qualité et de la variété de l'alimentation.

Bref, nous nous assurerons que rien n'est négligé pour protéger nos soldats contre les rigueurs de l'hiver.

Et c'est en vérité le plus élémentaire de nos devoirs.

Les Permissionnaires. — Du journal *Le Gaulois,* sous la plume du général Zurlinden, ancien Ministre de la Guerre :

Ils nous mettent à même de recueillir quelques détails vécus. Chacun est heureux de les consulter, de les entendre. Tout dernièrement, le digne curé de ma paroisse nous disait, en chaire, l'émotion patriotique que lui avaient fait éprouver ses conversations avec de très nombreux permissionnaires, officiers et soldats.

Ce qui l'a le plus frappé, c'est l'estime réciproque de grade à grade, c'est la confiance absolue et sans forfanterie dans le succès, c'est cette phrase qui se retrouvait dans toutes les bouches : « Nous les tenons! Nous les aurons! »

Laissons-nous aller à cette saine et noble confiance, qui nous vient du front. Malgré les hourras de commande des Allemands, ayons comme nos soldats foi dans l'avenir, foi dans nos chefs, dans « notre Joffre », qui saura, à temps, donner le grand signal. Nous les tenons. Nous les aurons!

L'échange des grands blessés. — L'échange des grands blessés français et allemands a recommencé dans la seconde moitié de septembre.

Le retour de ces vaillants si éprouvés a été fêté sur tout leur parcours, mais la gratitude française doit aller particulièrement à la Suisse qui, dès leur arrivée à la frontière, leur a prodigué les plus touchantes attentions.

Prisonnier évadé d'Allemagne. — Du *Journal* :

Soldat au 1er régiment du génie, M. Louis Chaussivert, âgé de vingt-sept ans, était parti en campagne dès les premiers jours.

Après plusieurs combats en Belgique, il était fait prisonnier le 25 août 1914, et interné au camp d'Ohrdruf.

Onze mois passèrent, et M. Chaussivert résolut de fuir; il prépara longuement son plan d'évasion, fabriqua une fausse clé qui devait lui donner la liberté et ayant bien étudié la direction qu'il devait suivre, muni d'une boussole et d'une longue-vue, dans la nuit du 23 août dernier, bien résolu à vendre chèrement sa vie, s'il était repris, il mit son projet à exécution. Profitant du sommeil des sentinelles et se servant de sa clé pour ouvrir les deux portes derrière lesquelles il était enfermé, il sortit de sa prison en passant par un égout qui aboutissait, à une centaine de mètres de là, dans la campagne.

Il parcourut plus de 400 kilomètres, toujours à travers champs, ou dans les bois, en ayant bien soin d'éviter les agglomérations. Trois fois il fut poursuivi par des paysans, mais il eut la chance de leur échapper. Une fois, il dut engager une courte lutte avec l'un d'eux; l'ayant terrassé, il réussit à s'enfuir, mais essuya plusieurs coups de feu d'un chasseur qui avait été témoin de la scène.

M. Chaussivert avait bien emporté avec lui quelques provisions provenant des colis que lui envoyait sa famille, mais elles s'épuisèrent vite et, pendant cinq jours, il n'eut pour toute nourriture que des carottes et des navets arrachés dans les champs qu'il traversait.

Enfin, après des péripéties de toutes sortes et d'atroces souffrances endurées, le fugitif parvint à gagner, le 12 septembre dernier, la frontière hollandaise, à Winterswyk, où il reçut un touchant accueil de la part des habitants. Ensuite, à Rotterdam, il se rendit chez le consul de France qui le rapatria par Flessingue, Folkestone et Dieppe.

Les prisonniers austro-allemands en Russie. — Le nombre des prisonniers allemands et autrichiens en Russie s'élevait au 17 septembre à 1 100 000 hommes.

Les « autobus » de ravitaillement. — Ces véhicules, destinés, en principe, à approvisionner en viande fraîche les troupes sur le front, servent également au transport rapide de tout ce dont on peut avoir un besoin urgent en fait d'alimentation. Ils sont peints en gris-vert et leur carrosserie, très simplifiée, a été aménagée pour que les viandes suspendues à des crochets fixés à des cadres soient préservées des mouches; à cet effet, les « glaces » ont été remplacées par des plaques métalliques à mailles très serrées, qui permettent l'aération.

En raison de leur destination spéciale, ces voitures por-

tent sur leurs panneaux les initiales R. V. F. (Ravitaillement viande fraîche). Elles peuvent transporter plus de 2 000 kilos.

Inutile de dire que, dans des cas d'extrême urgence, elles sont susceptibles d'être utilisées pour le déplacement, sur telle ou telle partie du front, de troupes combattantes.

Montées sur les mêmes châssis que les « autobus » destinés aux soldats, ces voitures sont actionnées par un moteur de vingt-cinq chevaux donnant une moyenne de vingt-cinq kilomètres à l'heure.

Les grenades allemandes. — La grenade appelée *Haubitz-Granate* pèse 1 kilogramme; elle contient 210 balles et une charge d'explosif de 200 grammes. Elle peut être lancée soit avec la main à une distance de 40 mètres, soit avec l'aide de la *Haubitze* à 300 mètres.

La *Haubitze* est un instrument qui se compose d'un tube qui pèse 12 kilos et qui peut se porter comme un fusil.

Les balles de cette grenade couvrent un espace semi-circulaire d'une superficie de 80 mètres carrés au moins; elles ne partent qu'en avant ou de côté, et elles ne reviennent pas en arrière contre le tireur. Les grenades de ce genre sont donc particulièrement utiles pour les combats à petites distances. Elles sont construites de manière à ne pas éclater tant qu'elles n'ont pas franchi au moins 8 mètres dans la direction du but.

La grenade à main pèse 1 kilo et contient 190 balles de 2 gr. 40 chacune, avec une charge d'explosif de 110 grammes. Contrairement à ce qui arrive avec le modèle précédent, les balles partent dans toutes les directions, de sorte qu'elle ne convient que pour être lancée du fond d'un abri.

La dernière espèce de grenades est la « grenade-mine ». Elle pèse environ 4 kilos et contient 400 balles de 3 gr. 30 chacune, avec 200 grammes d'explosif. On enterre les grenades de ce genre à 50 centimètres environ au-dessous du niveau du sol, et on les relie par un circuit électrique, de sorte qu'elles sont entièrement invisibles pour l'ennemi. Quand on ferme le contact, elles montent à 75 centimètres environ du sol et lancent leurs balles dans toutes les directions, parallèlement au sol. A une distance de 10 mètres, elles traversent au moins 10 centimètres de bois et à 50 mètres de distance elles sont encore capables de tuer.

Les gaz et les obus asphyxiants. — L'attaque par les gaz semble être en ce moment le procédé de prédilection de nos ennemis. Inférieurs au point de vue de l'armement, inférieurs aussi au point de vue des munitions, inférieurs encore au point de vue des effectifs, ils ont recours à la seule arme — si l'on peut appeler ça une arme — qui leur permette soit de s'assurer quelque avantage provisoire, à défaut de succès sérieux, soit de nous forcer à être attentifs sur tous les points du front à la fois, soit de nous faire du mal sans gros risques pour eux, soit plus simplement encore de nous impressionner.

Les produits utilisés par les Allemands se classent en trois catégories : les produits seulement suffocants, dont l'effet ne laisse pas que d'être provisoire ; les produits asphyxiants, dont les traces dans l'organisme sont ou peuvent être plus durables ; les produits lacrymogènes dont l'action est toute locale.

Nous laissons de côté les acides et liquides enflammés, dont la projection ne saurait s'effectuer sur une grande profondeur et lesquels, par suite, ne peuvent affecter que la toute première ligne.

Les procédés au moyen desquels sont formées les nappes de gaz se ramènent à trois : les jets en avant de la première ligne, lesquels à force d'être alimentés arrivent à former des nappes épaisses et étendues; les obus et bombes et les grenades.

Les nappes, créées par les jets qui simultanément partent de plusieurs points de la tranchée ennemie, progressent lentement, aidées par le vent favorable. La hauteur de ces nappes atteint généralement plusieurs mètres.

Les obus, presque toujours des obus de gros calibre, servent à former un barrage sur une ligne déterminée et aussi à augmenter la densité des nappes et à supprimer dans celle-ci les lacunes ou solutions de continuité.

Les grenades, lancées avec divers appareils ou à la main, n'ont qu'une efficacité restreinte et ne sont utilisées que sur de courtes distances.

Les moyens de préservation mis à la disposition de nos soldats garantissent la parfaite innocuité des gaz, mais il reste des inconvénients qui ne sont point négligeables et qu'il n'est pas possible de supprimer complètement : l'obscurité créée par les gaz rend l'observation difficile ; la transmission des ordres est forcément plus lente ; l'exécution s'en

ressent. N'oublions pas qu'il est recommandé aux gradés de ne point parler et de se faire comprendre de leurs hommes par gestes.

Le « camouflet ». — Le « camouflet » est une sorte de contre-mine employée dans la guerre de siège pour détruire, de l'intérieur d'une de nos propres galeries de mine, les travaux que l'assiégeant effectue au-dessus ou aux environs de cette galerie. Quand un mineur s'aperçoit que l'ennemi travaille à proximité, il perce rapidement, avec une tarière à rallonges suffisantes, un trou dans la paroi de notre galerie, et vers la direction de l'ennemi.

Lorsque ce trou, qui mesure en moyenne de 10 à 15 centimètres de diamètre, est suffisamment profond, on y introduit une charge explosive que l'on bourre avec des mandrins de bois préparés à l'avance. Après quoi, s'étant retiré, on y met le feu.

L'effet de ce « camouflet » est de détruire en partie le travail de l'ennemi que l'on oblige à se retirer ainsi momentanément, et l'on en profite pour terminer les travaux de sape qui permettront de détruire définitivement les ouvrages de l'adversaire.

L'Anniversaire. — L'évocation de la bataille de la Marne et des journées qui la précédèrent est la pensée dominante de la presse en ce premier anniversaire.

De M. Henri de Régnier, de l'Académie française, dans le *Journal* :

Sombres jours! Quelle anxiété dans tous les cœurs, quelle angoisse dans toutes les âmes! Et, cependant, l'espoir demeurant, mais un espoir meurtri et taciturne qui puisait sa force dans la volonté de nouveaux sacrifices, un espoir silencieux où l'on percevait le souffle haletant d'un peuple tout entier, son attente mystérieuse en quelque mystérieux prodige qui dissiperait la nuit maudite sous laquelle se courbait sa destinée.

Et puis, tout à coup, ce fut l'aurore, une aurore de sang et de gloire! Ce fut comme si un voile se déchirait, un immense frémissement de joie et de fierté. Pour le provoquer, il avait suffi d'un simple « chiffon de papier ». Tenu par des mains tremblantes de fièvre et d'orgueil, lu par des millions d'yeux éblouis, il ne contenait que quelques mots, mais quels mots! L'armée de France avait vaincu. La Victoire avait posé son pied sur le sol sacré, teint du sang français!

La victoire, cette victoire, notre victoire, appelons-la comme on

voudra : la victoire de la Marne ou la victoire des Trois Rivières, et célébrons pieusement dans nos cœurs sa commémoration. Songeons, en ce jour d'anniversaire, à ce qu'elle fut pour la France. Elle fut la revanche du passé et le gage de l'avenir. Elle fut la récompense héroïque. Elle est notre inépuisable trésor de sang et de gloire, notre patrimoine de certitude. En elle, nous avons doublé nos courages; par elle, raffermi tous nos espoirs. Chaque jour, nous lui demandons la foi au lendemain. Elle nous a fait hardis et tenaces : hardis, parce que nous savons que nous pouvons la renouveler; tenaces, parce que nous voulons qu'elle se renouvelle. Elle est notre beau trésor, parce que c'est dans le sang glorieux de nos fils que nous l'avons recueilli à genoux et parce qu'il porte, sur son métal immortel, l'effigie sainte de la patrie.

Octobre 1915.

Le nouveau gouverneur militaire de Paris. — Le Président de la République a, sur la proposition du Ministre de la Guerre, désigné, au cours du conseil des ministres, le général Maunoury pour succéder au général Gallieni, comme gouverneur militaire de Paris.

Le général Maunoury, qui est âgé de soixante-huit ans, a déjà occupé ce poste en 1912, date à laquelle il fut atteint par la limite d'âge.

Lorsque la guerre éclata, il était dans le cadre de réserve. Après la retraite de Charleroi, le général Maunoury prit le commandement de la 6e armée, qui joua un si brillant rôle en attaquant le flanc gauche de l'armée de von Klück qui marchait jusqu'alors victorieusement sur Paris. Il aida puissamment à gagner la bataille de la Marne et fut fait, à cette occasion, grand-croix de la Légion d'honneur.

Au printemps dernier, alors qu'il était dans une tranchée de première ligne pour se rendre compte de la situation de l'ennemi, une balle traversa le créneau et vint le frapper à l'œil, le blessant grièvement. Il dut subir l'ablation d'un œil et faillit perdre complètement la vue.

Le général Maunoury est aujourd'hui, en bonne voie de guérison et, en attendant qu'il puisse reprendre complètement la direction de ses services au gouvernement militaire de Paris, le général Clergerie assurera l'intérim.

L'Union des colonies étrangères à Paris. — M. Bernard J. Shoninger, président de cette œuvre, adresse au directeur du *Temps* la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

Pour répondre aux vœux d'un grand nombre d'étrangers de différentes nationalités résidant en France, il vient de se créer à Paris, sous le nom d'Union des colonies étrangères en France en faveur des victimes de la guerre, une œuvre nouvelle dont le titre seul résume tout le programme.

En tête de leurs statuts, et comme charte de leur association, les membres fondateurs de cette Union des colonies étrangères expriment le désir de témoigner à la France leur reconnaissance pour l'hospitalité qu'ils y ont toujours reçue.

L'objet de l'association, disent encore les statuts, est de faire œuvre durable et humanitaire, et de contribuer dans la mesure de ses forces et de ses moyens au soulagement des infortunes causées en France par la guerre européenne, et plus particulièrement de venir en aide aux estropiés et mutilés des armées françaises de terre et de mer.

M. Raymond Poincaré a accepté la présidence d'honneur. M. Bernard J. Shoninger, ancien président de la chambre de commerce américaine de Paris, est président du conseil d'administration. M. Philippe L. Van Hemert, vice-président de la chambre de commerce néerlandaise, est l'actif trésorier.

Le siège de l'Union des colonies étrangères en France est 3, rue Scribe, dans les bureaux de la chambre de commerce américaine.

Officiers de réserve et de territoriale. — Le Ministre de la Guerre a soumis à la signature du Président de la République un décret, en date du 17 octobre, modifiant les conditions d'avancement des officiers de réserve et des officiers de l'armée territoriale : ce décret est ainsi conçu :

En temps de guerre, les officiers de réserve et de l'armée territoriale peuvent obtenir l'avancement au choix, dans les mêmes conditions d'ancienneté que les officiers de l'armée active, mais au titre de la réserve ou de l'armée territoriale.

Comment sont accordées les citations. — Seules les citations à l'ordre du jour pour services rendus aux armées en dehors de la zone immédiate des hostilités sont soumises

à l'approbation du commandant en chef ou à celle des commandants d'armée, suivant le cas.

Quant aux citations pour faits de guerre, elles sont accordées en toute indépendance à chaque échelon de la hiérarchie, mais l'échelon supérieur conserve le droit et a le devoir d'exercer un rôle de surveillance sur l'attribution de la Croix de guerre comme sur toutes les autres parties du service.

Il a paru en effet indispensable, en l'absence de toute définition précise du « fait de guerre » de rappeler aux autorités hiérarchiques que si elles n'avaient pas qualité pour statuer sur les citations faites à l'échelon inférieur, il leur appartenait néanmoins d'attirer l'attention de leurs subordonnés sur celles qui ne leur paraîtraient pas répondre à l'esprit de la loi du 8 avril 1915.

Ces dispositions, qui ne comportent pas, d'ailleurs, la suppression des citations par les supérieurs hiérarchiques des autorités militaires qui les ont accordées, sont à maintenir intégralement, dit le Ministre de la Guerre, si l'on veut sauvegarder le prestige de la Croix de guerre.

Nos colonies et la guerre. — Le concours très actif de notre empire colonial s'est traduit par l'envoi en France de nombreux combattants, d'un matériel de guerre important et de munitions abondantes, par un ravitaillement continu et précieux de produits très utiles, par des souscriptions très élevées en faveur des victimes de la guerre.

L'Afrique occidentale française a levé, depuis le début de la guerre, un nombre considérable de tirailleurs qui sont venus s'ajouter à ceux qu'elle avait sur pied au moment de l'ouverture des hostilités — et le recrutement n'est pas arrêté; nous nous occupons de l'intensifier par l'offre de primes d'engagement plus élevées et par des avantages sérieux accordés aux familles des tirailleurs. Nul doute que ces nouvelles mesures ne nous permettent d'accroître très sensiblement le nombre de ces merveilleux soldats.

Nous sommes en train de faire l'expérience des troupes malgaches par l'envoi chez nous de quelques compagnies.

L'Indo-Chine nous a fourni plus d'un demi-million d'ouvriers mécaniciens spécialistes très appréciés par les services industriels de la guerre. Elle est en train de nous envoyer 4 000 autres ouvriers, qui seront répartis dans les usines où l'on fait du matériel de guerre. Un premier contingent est arrivé tout récemment. Nous ne nous en tiendrons pas là.

Il y a actuellement en route un léger contingent de tirailleurs annamites. Sans doute, ceux-ci ne sont ni aussi robustes ni aussi forts que les tirailleurs sénégalais, mais nous étudierons les moyens d'utiliser leur bonne volonté, leur courage et leurs aptitudes, afin de pouvoir faire un plus large appel à eux....

Les colonies nous ont aussi envoyé des canons de 75, de 90, de 80 de montagne, de 155 court, de 240, en tout : 172 pièces, avec 110 000 projectiles de divers calibres. Ajoutez à cela 40 000 fusils et 11 000 000 de cartouches, plus des effets d'habillement de grand et petit équipement, du matériel de campement et de couchage, des ustensiles, qui représentent une somme élevée....

Mais nos colonies n'ont pas seulement contribué à ravitailler la métropole par l'envoi de leurs produits, elles l'ont aidée encore par le magnifique élan de solidarité dont toutes, sans exception, ont donné des preuves touchantes. Il n'arrive pas de courrier qui ne nous apporte d'abondantes offrandes, venues soit des particuliers, soit des collectivités. La Réunion envoie des conserves et des vêtements ; la Guadeloupe ajoute au vêtement de la bonneterie. De la Martinique et de la Guyane arrivent aussi des envois ; de la Nouvelle-Calédonie également. L'Inde a fait parvenir des effets d'hiver et 60 000 cigares ; l'Indo-Chine, 1000 gilets de kapock et 25 000 couvertures ; un industriel de la côte des Somalis expédie 40 000 cigarettes aux troupes ; le gouvernement de Madagascar, plus de 60 000 paquets de tabac, près de 700 000 cigarettes et 1 million et demi de cigares ; en outre 2 600 chemises de coton et du café.

L'avion-canon. — L'avion-canon est un aéroplane-biplan qui porte, en plus de l'habituelle mitrailleuse, un petit canon Hotchkiss à son plan supérieur.

Expérimenté en janvier 1915, par les capitaines Rémy et Faure, l'avion-canon, par suite d'une fausse manœuvre, vint s'écraser sur le sol, à Issy-les-Moulineaux. Les deux aviateurs, furent tués.

Depuis, diverses modifications furent apportées à l'avion-canon qui est entré maintenant dans la pratique.

La puissance de l'artillerie française. — Dans le *Lokal Anzeiger*, M. Hans Horsten raconte les effets d'un bombardement par l'artillerie et par nos gros lance-mines (les Alle-

mands appellent ces lance-mines les « grosses tortues ») :

Des gaz empoisonnés et corrosifs, échappés aux obus qui éclatent, nous montent au nez. La seule chose qui continue à m'étonner, c'est que je n'ai pas l'air d'être encore devenu fou. Peut-être est-ce simplement parce que nous n'avons pas le temps de le devenir....

La terre au-dessous de nous ressemble à un tamis. Ce ne sont que trous et trous, grands ou petits, profonds ou larges, de toutes formes et de toutes les dimensions En fin de compte, ils se valent tous. Et cependant, il y en a un qui ne cesse d'attirer nos regards. Nous n'en parlons pas, mais chacun des trois que nous sommes là-haut, sait ce qu'il en est. Dès que nous pouvons, nous regardons ce trou. Pourtant, il a exactement la même apparence que les autres. Peut-être est-il un peu plus noir.

Mais voilà : c'était notre abri souterrain, dans lequel, avant la grande offensive des Français nous avions passé bien des heures agréables. Quand les obus commencèrent à pleuvoir, on ne s'est plus senti à l'aise là-dedans. A chaque coup qui tombait dans le voisinage les murs tremblaient.

Le lieutenant qui l'avait bâti affirmait pourtant chaque fois que son abri ne craignait rien, quelque fût le calibre des projectiles ennemis. Il venait justement de s'y asseoir, avec le deuxième observateur et le téléphoniste, — c'étaient ceux qui nous relevaient, — quand un obus, lancé par une pièce de marine, tomba dessus en sifflant. L'abri tout entier, avec sa double rangée de rondins de chêne, ses rails de chemins de fer et son toit de pierres et de terre épais d'un mètre, fut simplement écrabouillé en compagnie de celui qui l'avait construit.

Le transport des troupes allemandes d'un front à l'autre. — L'Allemagne a pris à temps ses précautions pour l'avenir, également au point de vue de la préparation des voies stratégiques de chemins de fer. Il n'y a qu'à songer notamment aux chemins de fer avec des stations de débarquements énormes aux frontières de Belgique et du Grand-Duché du Luxembourg.

Avant 1890, quatre lignes de chemin de fer à voie double circulaient à travers l'Allemagne, de l'Est à l'Ouest : lors du déchaînement de la guerre, il y avait six voies.

En un jour de temps, un train militaire peut franchir une distance de 400 kilomètres, c'est-à-dire 18 heures de trajet à raison de 22 km. 5 par heure et un corps d'armée complet a besoin de 124 trains normaux, 30 trains par jour peuvent passer un point déterminé d'une ligne à double voie, c'est-à-dire 5 périodes de 4 heures, chacune de 6 trains, ce qui peut encore être considéré comme un trafic modéré.

Un corps d'armée est donc transporté de Kœnigsberg à Maubeuge (de la Prusse orientale au nord de la France), c'est-à-dire sur un trajet de 1600 kilomètres, en 8 jours environ.

D'après ces calculs, il est dès lors possible de transporter 6 corps d'armée en 8 jours, au moyen de 6 lignes à double voie.

Les 124 trains d'un corps d'armée parcourent un rayon déterminé en 4 jours. Si les 96 premiers trains transportent la partie combattante, ils parcourent ce rayon en 3 jours.

Si l'on évalue un corps d'armée à 40 000 hommes, 7 à 8 jours après l'émission de l'ordre de transport, 80 000 hommes peuvent être débarqués chaque jour, pendant 3 jours.

Si les corps d'armée de réserve précèdent les trains des corps d'armée active correspondants, dans l'hypothèse la plus favorable, 2 armées de 6 corps, soit environ 500 000 hommes peuvent être débarqués entre les 7e et 12e jours qui suivent l'émission de l'ordre, lorsqu'ils arrivent du front de Kœnigsberg-Allenstein, au front Maubeuge-Montmédy.

En tenant compte que les circonstances soient moins favorables et du matériel de chemin de fer disponible, il faudrait alors procéder par deux échelons.

Dans ce cas, le transport de 500 000 hommes durera près de 3 semaines.

Canons allemands éclatés. — Au cours des derniers combats livrés en Artois et en Champagne, il est tombé entre nos mains de nombreux documents militaires allemands, entre autres la note du Ministère de la Guerre numéro 2653/8 où on lit la phrase suivante :

> Il a été signalé qu'on avait photographié sur le front des canons éclatés par suite d'explosions dans l'âme et qu'on en avait envoyé à l'intérieur des épreuves sur cartes postales. Le ministre fait ressortir que cela est inadmissible à cause de l'inquiétude qui pourrait être créée dans le pays et à cause du risque que ce fait ne soit exploité par les adversaires d'une façon peu désirable.

Il résulte de documents antérieurs également en notre possession que les éclatements se sont produits non seulement dans les canons de 77, mais encore dans des obusiers de 105 et même dans des mortiers de 210.

Pertes anglaises. — M. Tennant a déclaré à la Chambre des Communes que les pertes dans les Dardanelles s'élevaient

le 9 octobre à 96 899 hommes, soit 1185 officiers et 17 772 hommes tués, 2632 officiers et 66 220 hommes blessés, et 383 officiers et 8707 hommes manquants.

Les contingents australiens et nouveaux-islandais entrent dans cette statistique pour les chiffres suivants :

Officiers : tués, 335 ; blessés, 814 ; manquants, 52 ; total : 1201. Soldats : tués, 5664 ; blessés, 20 180 ; manquants, 2076 ; total : 27 920.

M. Tennant avait dit que les pertes au 27 août s'élevaient à 87 630. Du 21 août au 9 octobre, soit 49 jours, elles se sont accrues de 9269 hommes.

Les pensions des réformés n° I. — Le tableau de la page suivante fait connaître pour chaque catégorie et pour chaque grade le taux de la pension.

Comment un militaire peut-il faire valoir son droit à la pension ? Il n'a qu'à produire les deux pièces que voici :

1° Un certificat d'origine de blessures établi par l'autorité militaire, d'après les déclarations de témoins, ou, à défaut de cette pièce, un duplicata du billet d'hôpital qui doit lui être remis dès qu'il a été évacué du front et soigné dans une formation sanitaire ;

2° Un acte de naissance.

L'aide nécessaire. — M. Deville, ancien président du Conseil municipal de Paris, écrit :

Il n'y a peut-être pas de question plus angoissante qui se soit posée depuis le début de la guerre que celle du sort des blessés mutilés et il n'y a pas beaucoup de spectacles plus navrant que celui de ces malheureux qui, réformés ou libérés temporairement, promènent devant tous les yeux leur noble, mais pénible infirmité.

Il était donc naturel que les pouvoirs publics, les œuvres diverses, tous ceux qui se donnent à tâche de réparer ou d'adoucir se préoccupassent de cette catégorie si intéressante de victimes de l'affreuse guerre.

Ils sont nombreux ; ils le seront plus encore. Qu'attendent-ils ? Que demandent-ils ?

Leur conception à presque tous est simple ; elle part d'une idée juste, mais ils n'aperçoivent pas les difficultés de sa réalisation. « On nous doit, disent-ils, de nous rendre au moins l'apparence de notre intégrité physique en nous fournissant des appareils qui, remplaçant les membres absents, nous donnent une satisfaction au point de vue de l'esthétique et nous facilitent la vie des valides. Et on nous doit aussi de nous assurer les ressources néces-

DÉSIGNATION des GRADES	PERTE TOTALE de la vue ou amputation de 2 membres	AMPUTATION d'un membre ou perte absolue de 2 membres	BLESSURES OU INFIRMITÉS occasionnant la perte de l'usage d'un membre	Blessures ou infirmités mettant l'officier hors d'état de rester en activité ou le sous-offic., caporal ou soldat hors d'état de servir ou de pourvoir à sa subsistance
Soldat	975 fr.	750 fr.	600 + 7 fr. 50 par année de service.	600
Caporal ou brigadier	1,170	900	700 + 10 fr. par année de service.	700
Sergent	1,430	1,100	800 + 15 fr. par année de service.	800
Sergent-Major	1,560	1,200	900 + 15 —	900
Aspirant	1,625	1,250	950 + 15 —	950
Adjudant	1,690	1,300	1,000 + 15 —	1,000
Adjudant-chef	1,820	1,400	1,100 + 15 —	1,100
Sous-lieutenant 1er échelon	2,990	2,300	1,500 + 40 fr. par année de service.	1,500
— 2e échelon	3,640	2,800	1,800 + 50 —	1,800
Lieutenant 1er échelon	3,705	2,850	1,850 + 50 —	1,850
— 2e échelon	3,900	3,000	2,000 + 50 —	2,000
— 3e échelon	4,095	3,150	2,150 + 50 —	2,150
— 4e échelon	4,290	3,300	2,300 + 50 —	2,300
Capitaine 1er échelon	4,290	3,300	2,300 + 50 —	2,300
— 2e échelon	4,550	3,500	2,500 + 50 —	2,500
— 3e échelon	4,810	3,700	2,700 + 50 —	2,700
— 4e échelon	5,070	3,900	2,900 + 50 —	2,900
Chef de bataillon	5,200	4,000	3,000 + 50 —	3,000
Lieutenant-colonel	6,500	5,000	3,700 + 65 fr. par année de service.	3,700
Colonel	7,800	6,000	4,500 + 75 —	4,500
Général de brigade	9,600	8,000	6,000 + 100 —	6,000
Général de division	12,600	10,000	7,000 + 175 —	7,000

saires à notre existence sans que nous ayons besoin de faire, pour améliorer notre situation, des efforts dont nous sommes difficilement capables. » Ils veulent donc compter, en même temps que sur les appareils prothétiques, sur des pensions raisonnables et des emplois qui ne nécessitent qu'un travail facile, bureaux de tabacs, gardiennages, surveillances, et autres semblables.

Les pensions, elles, sont faibles; on pense à les relever, mais elles n'atteindront jamais, en raison des charges de toutes sortes de l'État, un taux qui puisse être déclaré raisonnable, c'est-à-dire qui assure l'existence oisive et honorable. La pension moyenne que la loi permet de leur attribuer n'atteint guère qu'au double du secours de l'assistance obligtaoire (30 francs par mois). Admettons qu'on l'élève au triple, le mutilé aura 3 francs par jour. Pour ceux-là même à qui on pourra procurer les emplois qu'ils désirent et qui représenteront peut-être une moyenne de 600 francs par an, les ressources atteindront 1 500 ou 1 800 francs, 5 francs par jour pour toute la vie ou même seulement jusqu'à l'âge de la retraite.

L'association nationale des mutilés de la guerre. — Du général Malleterre, dans le *Petit Journal* :

Je sonne le rappel aux mutilés, à tous les mutilés. Notre formule est :

« *Aidons-nous nous-mêmes, entre mutilés !* »

Mais nous savons que nous avons besoin de tous les concours. Nous ne fondons pas une œuvre nouvelle d'assistance, nous ne voulons ni absorber ni concurrencer les œuvres qui fonctionnent. L'article 1er de nos statuts est très net à cet égard :

» Article 1er. — L'Association dite *Association nationale des mutilés de la guerre*, fondée en 1915, a pour but d'apporter à ses membres l'assistance morale et matérielle dont ils ont besoin, notamment en les aidant dans les démarches auprès des pouvoirs publics, en leur facilitant la recherche d'un travail compatible avec leurs infirmités, en leur attribuant des secours, en étudiant toute question intéressant leur sort et en provoquant la création de sociétés mutuelles et professionnelles. »

Nous voulons mettre les mutilés en rapport avec toutes les sources de travail, avec toutes les œuvres d'assistance. Notre bureau central sera le grand office où les mutilés viendront eux-mêmes chercher ou demander travail, appui, protection. Mais ce que nous voulons avant tout, c'est organiser la reprise du travail, et du mutilé qui fut un soldat héroïque, refaire un citoyen, un père de famille, un homme comme avant !

Quand la France victorieuse aura donné au monde la paix durable et féconde, dans la réfection de la vie nationale qui suivra, les mutilés seront doublement honorés, parce qu'ils contribueront comme tous à l'œuvre de réparation et de grandeur, et parce

qu'ils auront donné un nouvel exemple de l'énergie nationale et de la vertu de la race.

Mariage d'un capitaine aveugle. — Une touchante cérémonie s'est déroulée à Saint-Cloud. Devenu aveugle à la suite d'une très grave blessure à la tête, le capitaine Henri Izaac, du 2e zouaves, actuellement en traitement à l'hôpital auxiliaire, épousait une infirmière de cet établissement, Mlle Marthe Babin, fille du lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, réincorporé depuis la guerre.

Les témoins étaient : pour la mariée, Mme Jeanne Valton, infirmière générale, et Mme Jeanne Sarret ; pour le marié, le capitaine Léon Legros, du 4e zouaves, et le docteur Baratoux.

Le règlement allemand sur la nourriture des prisonniers. — Le Ministre des Affaires étrangères fait savoir, le 25 octobre, que le règlement allemand au sujet de la nourriture des prisonniers de guerre, vient d'être édicté à la suite des premières mesures de rétorsion prises par le Gouvernement français.

La ration journalière moyenne d'un prisonnier de guerre doit comporter :

15 grammes d'albuminoïdes, 40 grammes de matières grasses, 475 grammes d'hydrates de carbone, le tout correspondant à 2700 calories, plus une augmentation de 10 pour 100 pour les prisonniers qui sont occupés à des travaux fatigants.

Le règlement allemand ne fixe aucun chiffre de grammes pour la ration journalière de la viande. Il dit, d'autre part, que, dans une règle générale, il convient de donner aux prisonniers, le matin une soupe contenant 100 grammes de substances solides; au repas de midi, soit un mélange contenant 500 à 600 grammes de pommes de terre, soit 90 à 120 grammes de viande, soit 200 grammes de poisson, soit 150 grammes de soja ou de féveroles ou autres assaisonnements, 500 grammes de légumes verts ou une proportion équivalente en légumes ou conserves.

Comme repas du soir, le Gouvernement allemand donne 500 grammes de pommes de terre en robe de chambre et 40 grammes de margarine ou un hareng et du thé avec 50 grammes de sucre, ou un morceau de fromage de 100 à 130 grammes et un hareng; enfin, une soupe ou bouillie se composant par exemple de 150 grammes de riz avec 50 grammes de sucre.

Le règlement allemand a provoqué de la part du Gouvernement français des observations en ce qui concerne la ration de pain et la ration journalière de viande.

Il a provoqué en outre des réclamations au sujet de l'insuffisance manifeste du repas du soir tel qu'il est officiellement fixé par le Gouvernement allemand.

Quant à la nourriture fixée aux prisonniers de guerre français en Allemagne, les renseignements fournis par les médecins et infirmiers rapatriés, les grands blessés libérés, les rapports officiels des délégués de l'ambassade d'Espagne, montrent qu'elle varie dans une large mesure non seulement suivant la situation du prisonnier (malade ou blessé, travailleur, prisonnier inoccupé), mais aussi suivant le camp dans lequel ils sont internés.

Ces renseignements établissent d'autre part que les prisonniers malades ou blessés paraissent recevoir une nourriture variable, non seulement suivant leur état mais aussi dans des proportions insuffisantes.

En règle générale, la nourriture allouée aux prisonniers français est absolument insuffisante en quantité comme en qualité.

En particulier le taux moyen de la ration de viande ne dépasse pas respectivement 50 grammes et 300 grammes par jour.

C'est ce qui justifie pleinement les réclamations que le Ministre des Affaires étrangères a adressées aux autorités impériales en leur annonçant que les rations de viande seront réduites au même taux pour la catégorie correspondante des prisonniers allemands en France à partir du 30 novembre prochain.

Prisonniers allemands en France. — M. Gomot, ancien ministre, écrit dans le *Petit Journal* :

L'emploi des prisonniers de guerre a été difficile à déterminer. C'était toute une organisation nouvelle et on a passé par d'interminables tâtonnements. L'administration de la guerre avait d'étranges préoccupations ; elle allait jusqu'à se demander si le travail des prisonniers était licite, suivant les règles de la Convention de La Haye. Scrupule bien exagéré avec une nation comme l'Allemagne qui foule aux pieds les traités internationaux et les règles universellement reconnues du droit des gens.

Au début, les prisonniers furent employés aux travaux d'utilité générale. Toutes ces entreprises furent menées avec succès, grâce à la discipline qui courbe les soldats des deux empires du

centre. Des mois se sont écoulés avant qu'on prît le sage parti de les verser dans nos campagnes pour prendre part à tous les labeurs de la vie rurale. Je ne dirai pas ce qu'il a fallu de circulaires pour en arriver là. Espérons que nous n'en verrons pas éclore de nouvelles et que les captifs pris aux derniers combats seront mis à la besogne sans plus attendre.

La question du *fractionnement*, c'est-à-dire l'emploi des prisonniers par petits groupes ou individuellement, est celle qui préoccupe le plus les esprits, et, sur ce point, nous recevons des plaintes qui ne sont que trop justifiées. Nous ne voudrions pas faire de différence entre les grands domaines et les tènements parcellaires, mais tout le monde sait que la petite culture est celle qui a le plus besoin d'aide et on lui marchande les secours. Qu'on lui donne des prisonniers par escouades de dix et même de cinq, ce n'est pas suffisant; il importe de descendre au-dessous de ce chiffre, car en général les petits propriétaires ou fermiers demandent un ou deux ouvriers. Il existe une circulaire qui permet d'arriver à cette tolérance, mais nous pouvons affirmer qu'elle est rarement appliquée, ou qu'elle l'est dans des conditions qui la rendent précaire ou vaine. A quel mobile obéit l'administration? Ne pouvant fournir assez d'hommes de garde, elle redoute les évasions, nous a-t-elle répondu. Cette crainte nous paraît chimérique. Les évasions ne peuvent guère être tentées que la nuit, et pendant la nuit les prisonniers sont tous au cantonnement où la surveillance est sérieuse. S'il s'en produisait dans la journée, elles seraient immédiatement signalées. Du reste, ce ne sont pas les paysans silésiens, poméraniens ou autres, ignorants de notre langue, qui essayeraient de fuir. Il suffit de voir leurs figures béates pour se convaincre qu'ils sont heureux d'avoir échappé aux horreurs de la guerre. Quant aux officiers, ils ne sont jamais employés aux travaux agricoles.

Pas de quartier. — Le *Bulletin des armées* publie ces deux lettres trouvées sur les cadavres de soldats allemands.

24 septembre 1915.

... Le 14, nous avons pris d'assaut une tranchée française. A midi, l'attaque se déclenche. Notre capitaine se précipite en criant : « Marche! Marche! »..... Je sautai le premier dans la tranchée, qui était si pleine qu'on l'aurait crue remplie de puces. *Nous n'avons pas fait de prisonniers.* Il faut une bonne fois en finir avec cette vermine.

Cela nous a coûté beaucoup de sang....

29 septembre.

... Nous sommes actuellement au repos en Lorraine. Nous avons eu de grosses pertes. Le 14, nous avons pris d'assaut une tranchée française. Cela nous a encore coûté beaucoup de sang.

Je croyais bien qu'il me serait impossible de passer sous le feu de l'ennemi. Votre Henri fut cependant le premier dans la tranchée française. *Nous n'avons pas fait de prisonniers; nous avons tout tué à la baïonnette en masse.* Avec moi, il n'y a pas de merci : il faut en finir avec ces sales Français, les obliger à signer la paix ou tous les tuer.

Vingt et une déclarations de guerre. — C'est le chiffre du 28 juillet à aujourd'hui :

28	Juillet.	— L'Autriche-Hongrie à la Serbie.
1er	Août.	— L'Allemagne à la Russie.
3	—	L'Allemagne à la France.
4	—	L'Angleterre à l'Allemagne.
5	—	L'Autriche-Hongrie à la Russie.
6	—	La Serbie à l'Allemagne.
11	—	Le Monténégro à l'Allemagne.
11	—	La France à l'Autriche-Hongrie.
13	—	L'Angleterre à l'Autriche-Hongrie.
23	—	Le Japon à l'Allemagne.
28	—	L'Autriche à la Belgique.
2	Novembre.	— La Russie à la Turquie.
5	—	La France à la Turquie.
5	—	L'Angleterre à la Turquie.
7	—	La Belgique à la Turquie.
7	—	La Serbie à la Turquie.
24	Mai.	— L'Italie à l'Autriche-Hongrie
21	Août.	— L'Italie à la Turquie.
14	Octobre.	— La Bulgarie à la Serbie.
16	—	L'Angleterre à la Bulgarie.

On pourrait ajouter la guerre du Monténégro à la Turquie qui existe de fait bien que n'ayant fait l'objet d'aucun acte diplomatique.

Vingt-sept guerres sont en cours. — Après l'Italie, la Russie vient de déclarer la guerre à la Bulgarie.

La Russie va donc être en guerre, comme la France, l'Angleterre, la Serbie et le Monténégro, avec quatre puissances, ci : 20 guerres.

L'Italie se trouve en guerre avec l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie : 20 et 3 = 23.

Le Japon est en guerre avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie : 23 et 2 = 25.

La Belgique est en guerre avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie 25 et 2 = 27.

Le Japon et la Belgique n'ont plus de relations diplomati-

ques avec la Turquie, mais ne sont pas en etat de guerre avec cette puissance.

M. Pierre Loti aux tranchées. — M. Pierre Loti termine ainsi le récit d'une visite aux tranchées :

De ce réduit voûté où nous sommes en ce moment, et où il nous faut, pour regarder au dehors, soulever des œillères d'acier, on voit toujours le mail avec son herbe verte, le mail si tranquille dans la lumière atténuée du soir; on n'entend plus les Barbares, ils ne parlent plus, ni ne remuent, ni ne soufflent et on garde seulement la tristesse inquiète, je dirais presque la tristesse découragée de les sentir si près.

Mais pour reprendre espoir et joyeuse confiance, il suffit de rebrousser chemin dans ces boyaux, où le souper s'achève, au beau crépuscule. Là, dès qu'on est assez loin *d'eux* pour que nos soldats puissent librement causer et librement rire, on est tout de suite comme baigné de saine gaieté et de consolante, d'absolue certitude. Là est le vrai réservoir de notre irrésistible force; là se trempent et se retrempent tous les meilleurs ressorts pour nos élans et pour notre finale victoire. Ce qui frappe dès l'abord autour de ces tables, c'est cette entente de si bon aloi et cette sorte de familiarité affectueuse entre les chefs et les hommes. Depuis longtemps nous pratiquions cela dans la marine, où les longs exils et les dangers partagés dans les nefs étroites nous rapprochent forcément les uns des autres; mais je ne pense pas que mes camarades de l'armée de terre m'en veuillent de dire que cette familiarité-là, si conciliable avec la discipline, est un peu plus nouvelle chez eux que chez nous. C'est l'un des bienfaits que leur réservait la guerre de tranchées, de les obliger ainsi à vivre plus près de leurs soldats, et de s'en faire aimer davantage encore. Ils connaissent à présent presque tous les camarades aux galons de laine, les appellent par leur nom, causent en amis avec eux. Aussi quand viennent les heures solennelles de l'assaut, quand, au lieu de les pousser par derrière à coups de fouet comme cela se ferait chez les sauvages d'en face, ils passent les premiers à la manière française, à peine ont-ils besoin de se retourner pour voir si tout le monde les suit. Ils sont bien assurés d'ailleurs que, s'ils tombent, ces humbles compagnons ne manqueront pas d'accourir au risque de tout, pour les défendre et tendrement les emporter. Or, c'est à cette guerre surhumaine et c'est surtout à la vie en commun, dans la tranchée, que nous sommes redevables de cette union qui nous grandit, redevables de ces réciproques dévouements sublimes devant lequels on serait tenté de plier le genou. N'est-ce pas aussi à la vie de tranchée et à ces longues causeries plus intimes entre les officiers et leurs hommes que nous devons un peu ces lueurs de beauté qui sont venues pénétrer toutes les intelligences, même les moins ouvertes et les plus frustes? Ils savent maintenant,

nos soldats, jusqu'aux derniers d'entre eux, que notre France n'a jamais été si admirable et que sa gloire les illumine tous; ils savent qu'une race où se réveillent ainsi les cœurs, est impérissable, et que les pays neutres, même ceux qui semblent avoir sur les yeux les plus lourdes écailles, finiront un jour par voir clair et nous donner le beau nom de libérateurs.

Oh! bénissons-les, nos tranchées, où se mêlent toutes nos classes sociales, où des amitiés se sont nouées qui hier n'eussent pas semblé possibles, où les « gens du monde » auront connu que l'âme d'un paysan, d'un ouvrier, d'un manœuvre peut se rencontrer aussi belle et noble que celle d'un très élégant seigneur, et plus intéressante même, par ce que plus prime-sautière et translucide, avec moins de placage autour.

Tranchées, boyaux, petits labyrinthes obscurs, petits souterrains pour la souffrance et l'abnégation, c'est là que ce sera tenue notre meilleure et notre plus pure école de socialisme. Mais par ce mot de socialisme, trop souvent profané, j'entends, comme bien on pense, le véritable, celui qui est synonyme de tolérance et de fraternité, celui enfin dont le Christ était venu nous donner cette claire formule qui, dans sa simplicité adorable, résume toutes les formules : « Aimez-vous les uns les autres. »

CHAPITRE II

LES MUNITIONS

Août 1915.

Les visites aux usines. — Dans le courant du mois, de nombreux journalistes français et étrangers n'ont pu parler qu'avec la discrétion justement exigée de leur visite à nos principales usines de la guerre, mais à travers leurs réticences il est clair de voir que la production est intensifiée en même temps que de formidables engins partent sur le front, prêts à se mesurer avec l'outillage de l'Allemagne et aussi de l'Autriche son émule dans le domaine de l'artillerie lourde.

M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, déclare :

Notre artillerie de campagne se trouve aujourd'hui pourvue par une production journalière qui va même au delà des vœux du général en chef... mais il faut s'organiser, aménager à l'avance les productions, réserver à la petite industrie les fabrications qu'elle peut assumer, ordonner selon l'urgence les fabrications de la grande, de celle qui veut pour travailler avec fruit les longs programmes et les vastes conceptions.

Quelques-uns se sont étonnés de me voir établir un service ouvrier, un service industriel ou d'études économiques. Qu'on me cite donc une grosse maison qui puisse se passer de ces organes ! Si j'avais à déplorer quelque chose, ce serait plutôt l'insuffisance de nos moyens. Et pourtant, par la bonne volonté de tous, par un travail qui ne se dément pas, nous arriverons, je vous l'assure, à répondre à l'ardeur des industriels, à discipliner leur effort et à les mener ainsi à la victoire dans cette lutte de science et d'industrie qu'est la guerre moderne.

M. Albert Thomas ne sera « à demi satisfait que le jour où par une accumulation énorme de moyens, nous aurons fait sentir à la nation que la victoire est là toute proche et qu'il n'y a qu'à la vouloir. »

En dépit de toutes ces démonstrations et déclarations

réconfortantes, le cri : « Des munitions et encore des munitions ! » ne saurait être poussé trop haut en présence de la déclaration suivante du directeur d'une grande usine suisse qui revient d'Allemagne.

Mes sympathies personnelles vont aux alliés, mais je dois confesser que j'admire beaucoup l'organisation des Allemands. A l'heure qu'il est, ceux-ci fabriquent par milliers des mitrailleuses, par vingtaines des aéroplanes et de nombreux sous-marins, aussi vite qu'ils le peuvent. Pour triompher, dans cette guerre, les alliés doivent se tenir éveillés et donner à la question « mécanique » plus d'attention qu'à la question « hommes ».

Sous l'impression de l'effort énorme tenté par l'ennemi, M. Charles Humbert ne semble pas encore éprouver la demi-satisfaction à laquelle aspire le sous-secrétaire d'État aux Munitions. Il écrit dans le *Journal* :

Sans doute les usines ont repris leur activité, peu à peu les ouvriers y rentrent et la production se réorganise. Mais le mouvement n'a été ni aussi rapide ni aussi large qu'il aurait fallu. Il faut compter avec les lenteurs administratives, avec les obstinations ou les susceptibilités d'autorités subalternes mal éclairées. J'en ai déjà dit quelque chose dans un récent article. Je suis obligé aujourd'hui de citer de nouveaux exemples.

Tel établissement de première importance réclamait, le 7 juillet, six cents ouvriers, nécessaires pour certaine fabrication dont il est chargé. Un mois après, il n'en a pas encore reçu un seul.

Il est des généraux qui s'opposent presque systématiquement au départ des ouvriers dont on leur demande le renvoi, prétextant l'affectation spéciale qu'ils ont reçue sur le front. Or, on me signale à l'instant que deux ouvriers — un mécanicien sous-chef d'atelier et un chef électricien — refusés à leur patron chacun comme « indispensable à l'unité à laquelle il appartient », sont chargés des importantes fonctions de cuisiniers !

Vraiment, c'est à se demander si le mauvais génie qui s'applique à paralyser, dans notre organisation militaire, tous les efforts et à réduire à néant les meilleures intentions, n'a pas frappé d'aberration certains chefs !

La même question vient à l'esprit lorsqu'on apprend que certain officier, dans un service important, s'alarme de voir les fournisseurs en avance sur leurs marchés, et se préoccupe des mesures à prendre pour restreindre des fabrications qu'il juge trop actives et trop abondantes !

Hier même, un industriel, désireux de connaître à quelles conditions il pourrait obtenir une commande d'obus de 75, a entendu cette étrange réponse : « Nos marchés en projectiles de cette catégorie sont suffisants. Il n'en sera plus passé de nouveaux. »

N'est-ce pas toujours cette néfaste conception des programmes

limités contre laquelle j'ai tant protesté, et qui nous a déjà valu de si amers déboires ?

Combien de places fortes, après Varsovie, faudra-t-il encore voir occupées, pour que l'on comprenne enfin que, dans cette lutte industrielle, où la puissance du matériel est prépondérante, nous ne devons assigner à nos efforts d'autres limites que celles de nos possibilités chaque jour élargies ?

Nous avons le nombre, nous avons le courage, nous avons les ressources. Ayons la volonté et le sens de l'organisation; nous aurons la victoire.

Une idée de M. Lloyd George. — Le nouveau Ministre des Munitions anglais vient de réaliser un projet qui était en préparation depuis quelque temps : il a constitué une section des inventions ayant trait aux munitions utilisées ou utilisables dans la guerre terrestre, ainsi qu'aux questions s'y rattachant. Le directeur et le personnel de cette section seront assistés de personnalités compétentes en cette matière, et l'on trouve, parmi celles qui ont déjà promis leur concours, des officiers supérieurs, des professeurs, des ingénieurs, des chimistes, etc. Il est certain qu'une impulsion considérable va être donnée à la fabrication des munitions dans le Royaume-Uni.

Le coton et la fabrication des poudres. — L'Angleterre a interdit l'exportation du coton, indispensable à la fabrication des poudres de guerre. Il sera désormais impossible à l'Allemagne, qui a épuisé son stock depuis longtemps de se ravitailler par la Hollande et les pays scandinaves. A ce sujet, l'illustre chimiste anglais, sir William Ramsay, président de la commission chargée de surveiller la contrebande de guerre, écrit :

Dans les débuts, on a voulu ménager les intérêts américains, alors qu'il eût suffi d'acheter en bloc tout le stock disponible. La dépense eût été d'environ 30 millions de livres sterling, opération des plus avantageuses qui permettait de revendre avec de gros bénéfices. Il ne s'agit plus d'agio; il faut qu'on sache que chaque obus allemand ne peut être lancé sans que l'on fasse usage de coton importé.

On a envisagé chez eux la substitution au coton de la fibre de bois. Je prétends, en tant que chimiste, que cela est impossible. On ne peut fabriquer le coton-poudre — du moins d'après les procédés actuels — qu'avec du coton absolument « propre ». Évidemment on peut essayer, mais si l'on ne transforme pas tout l'outillage, les usines sauteront. On peut utiliser la fibre de bois

pour les poudres qui, autrefois, suffisaient à alimenter les canons tirant à boulets, mais en ce qui concerne l'armement moderne : fusils, mitrailleuses, canons de campagne, canons de marine, canons de siège, etc., il faut pour les « nourrir » de la nitrocellulose très soigneusement préparée et extraite de matières premières méticuleusement choisies.

La mobilisation des inventeurs. — En Angleterre, un « Comité des inventions vient d'être constitué.

Il aura pour mission non seulement de s'occuper des inventions déjà mises au point, mais aussi de faciliter les recherches des inventeurs, c'est-à-dire de donner les moyens nécessaires à sa réalisation à ceux qui apportent une idée heureuse, mais qui n'ont pour la faire ni les ateliers ni l'argent indispensables.

La question des munitions en Russie. — La Russie, dont l'armée sait par expérience le prix des munitions abondantes et surabondantes, répare avec ardeur le temps perdu.

Les matières premières : minerai de fer, charbon, acier, ne lui manquent pas. Il suffit de procéder à une simple réorganisation, de prendre quelques mesures radicales, pour augmenter rapidement la production métallurgique. En temps normal la Russie fabrique trois fois plus d'acier Martin que la France. Elle est le plus grand producteur du monde en manganèse, métal particulièrement précieux pour cette catégorie d'acier, de sorte qu'elle se trouve mieux partagée que les alliés, qui éprouvent une certaine gêne à cet égard depuis la fermeture des Dardanelles.

Pour le chrome, les dix-sept mines ouvertes à l'exploitation dans l'Oural produisent 60 tonnes par jour et suffisent non seulement anx besoins de l'armée russe, mais alimentent encore les alliés.

Si divers métaux font défaut, la Russie s'adresse à l'étranger. C'est ainsi qu'elle reçoit des quantités considérables de cuivre par Vladivostock. Pour la fabrication des obus elle a recours à l'industrie privée outillée à la moderne à Pétrograd.

D'autre part, le congrès des industries militarisées qui s'est tenu à Pétrograd a préconisé toute une série de mesures qui, appliquées, résoudront complètement la crise de la main-d'œuvre, entre autres : le rappel du front de tous les ouvriers qualifiés, des ingénieurs, des techniciens, et l'octroi du droit de résidence dans toute la Russie aux ouvriers et artisans sans distinction de religion.

Il convient de noter, enfin, que la Russie possède trois grandes fabriques de fusils, à Toula, à Sestrorjezk (au nord-ouest de Petrograd) et à Djevisk (gouvernement de Voronège). La plus importante de ces usines est celle de Toula où 9000 ouvriers, sous la direction d'officiers d'artillerie, arrivent à produire 900 à 1000 fusils par jour (calibre de 7,6 millimètres). Djevisk, où sont des fonderies d'acier, arrive à produire journellement une moyenne de 800 fusils de trois modèles (pour l'infanterie, pour les dragons et les cosaques). Les ateliers de Sestrorjezk sont moins importants. Ils n'occupent que 1000 à 1200 ouvriers et leur production ne dépasse pas 30000 fusils annuellement; encore tirent-ils une partie des pièces de Djevisk.

L'enquête sur les munitions en Russie. — On annonce officiellement l'institution de la commission suprême chargée de rechercher les causes du retard et de l'insuffisance des fournitures pour l'armée.

La production italienne de munitions. — L'Italie possède un total de 76 hauts fourneaux, dont 67 fours Martin-Siemens. En période d'activité forcée, ces fourneaux peuvent produire 1300000 tonnes d'acier par an. Étant donné qu'il y a sous les armes un contingent de 2 millions d'hommes, il y a entre la production nationale d'acier et le nombre de combattants un rapport numérique de 0,65, qui est peu supérieur à celui de la Russie à son entrée en campagne (0,536).

60000 projectiles par jour, d'un poids moyen de 25 kilogrammes, ce qui n'est pas exagéré, représentent 1500 tonnes d'acier par jour, proportion équivalente à 50 pour 100 de la production italienne.

Une consommation de 100000 projectiles par jour absorberait toute la production intérieure, qui doit aussi pourvoir aux besoins généraux de l'industrie.

C'est là un problème particulièrement important.

Les munitions et les États-Unis. — Les Allemands font aux États-Unis une campagne contre l'exportation des munitions. Le général Heinrich Heine affirme que les Alliés ont tiré sur le front occidental seul pour deux milliards et demi de munitions.

Sans aucun doute, écrit le *World*, les munitions américaines ne représentent qu'un faible pourcentage dans la consommation des

Alliés : 5 % tout au plus. La production des Alliés croissant chaque jour, l'appoint américain restera très faible. Son effet sur les pertes et sur la durée de la guerre sera comparativement négligeable.

Cependant la *Gazette de Cologne* annonce que la Smith Boat and Engine Company de New-York vient de recevoir d'importantes commandes de canots automobiles. Ces derniers devront être assez forts pour être armés d'un ou deux canons pour détruire les sous-marins. Leur vitesse sera considérable : de 50 milles à l'heure. Tout en n'offrant qu'une cible minime aux torpilles sous-marines, ces canots, par leur vitesse, seront capables de poursuivre les sous-marins avec efficacité. L'Angleterre aurait commandé 100 canots, la Russie 30 à 40.

Et d'autre part le chiffre des commandes est assez élevé aux États-Unis pour que la nécessité de payer en or fasse au change français une situation préoccupante.

Les attentats allemands aux États-Unis. — Une dépêche de Pittsburg annonce qu'une explosion dans une fabrique de shrapnells de la compagnie Westinghouse a tué deux hommes et en a blessé six.

On télégraphie d'Ottawa qu'à Windsor (Ontario) un nommé Lefter a été condamné à dix ans de travaux forcés pour complicité dans un complot ourdi pour faire sauter les fabriques de munitions de la ville.

La fabrique de poudre Dupont de l'Eure, à Wilmington (Delaware), a été détruite en partie par une explosion. Il y a eu deux victimes. Des Allemands sont soupçonnés d'être les auteurs de l'explosion.

La poudrerie Dupont de l'Eure est de beaucoup la plus considérable des États-Unis. Elle a eu en quelque sorte le monopole de la fourniture des poudres à la flotte américaine jusqu'au moment où le département de la marine a développé la fabrication des explosifs par l'industrie d'État. Elle fabrique pour la flotte une poudre à la nitrocellulose à peu près identique à celle qui est fabriquée en France. Après une période d'accidents, la poudre américaine à la nitrocellulose n'a pas donné lieu depuis plusieurs années à des mécomptes.

Simultanément, les usines de la Compagnie de force américaine à Acion (Massachusetts) et une usine de shrapnells à Canton, près de Baltimore (Maryland), ont eu toutes leurs

vitres démolies, tandis qu'un train chargé de fulmicoton était presque détruit peu après avoir quitté Gary (Indiana).

Tous ces attentats sont attribués à des agents allemands.

Les autorités ont renouvelé leurs avertissements aux fabricants de munitions et de matériel de guerre en faisant ressortir l'urgente nécessité de garder leurs établissements contre les incendiaires allemands.

L'arrestation de six capitaines de voiliers ayant à leur tête un Allemand a révélé l'existence d'un complot ayant pour but d'incendier les steamers *Minnehaha*, *Kirkoswald*, *Knutsford*, *Devon-City* et trois autres vaisseaux, dans le but de dissimuler des vols considérables de sucre.

Des bombes ont été découvertes à bord des navires ci-dessus, qui sont tous anglais.

Septembre 1915.

Une Commission des contrats au sous-secrétariat des Munitions. — Un arrêté ministériel en date du 3 septembre 1915 a institué, auprès du sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, une commission des contrats. Cette commission a été instituée à la suite d'un rapport de M. Albert Thomas au Ministre de la Guerre. Voici les passages essentiels de ce rapport :

A mesure que s'étendent et se développent les programmes de fabrications que le général commandant en chef demande au sous-secrétariat d'Etat de réaliser, croissent aussi l'importance, la difficulté et la complication des tractations nécessaires à cette réalisation.

Ce n'est pas seulement la complexité et l'importance des marchés qui augmentent en ce moment. Par suite de l'état général des productions, par suite des conditions auxquelles se trouve réduite l'industrie française, par le fait de l'occupation des régions les plus industrielles, par suite des limitations apportées à l'utilisation des ressources étrangères, le département se trouve placé en face de problèmes de plus en plus vastes et souvent d'un caractère nouveau. Il n'a plus simplement, à cette heure, à passer des commandes à des industriels qui seraient outillés, qui sauraient s'approvisionner eux-mêmes et qui seraient capables de réaliser par leur propre force les productions dont ils ont reçu la charge.

Dans le moment même où elle traite avec eux, l'administration est maintenant dans l'obligation de les aider à se procurer, ou même de leur assurer elle-même l'outillage, les matières premières, les fonds de mise en train ou de roulement.

Pour pousser à des productions nécessaires, pour mettre en train des fabrications nouvelles se révélant indispensables, elle doit envisager des formes nouvelles de coopération avec l'industrie ou de participation de l'Etat aux entreprises.

Dirigeant ou contrôlant ainsi des productions et des acquisitions d'un chiffre total énorme, en même temps que dépendantes les unes des autres, ou encore que concurrentes entre elles, elle est dans l'obligation aussi de coordonner toutes les parts de cet ensemble et d'assigner à chacune et à temps sa place et son rôle propre.

Dans ces conditions, quels que soient le zèle et la compétence des chefs de service à qui incombe cette lourde tâche, il paraît utile de les assister aujourd'hui d'un conseil technique, chargé d'examiner les conditions nouvelles de ces diverses tractations.

C'est dans cette intention que j'ai l'honneur de proposer d'instituer au sous-secrétariat de l'artillerie, une commission qui pourrait s'appeler « Commission des Contrats » qui serait consultée par mes services sur les contrats préparés du sous-secrétariat, sur les conditions de prix, de quantités et de règlements, sur les participations diverses de l'Etat, sur les entreprises nouvelles à encourager ou à créer; les rapports de cette commission permettraient, j'en ai la conviction, des décisions à la fois plus rapides et plus assurées.

La mobilisation des savants. — De M. Edmond Perrier, directeur du Muséum, président de l'Académie des Sciences, dans le *Matin* :

Les hommes de science eux aussi se sont mobilisés spontanément. Les physiciens, les chimistes, les physiologistes et les médecins français, s'ils ne disposent pas des moyens de travailler en grand de certains savants allemands, s'ils n'ont pas avec les industriels partie liée comme beaucoup de leurs confrères d'outre-Rhin, ils les ont assez souvent devancés pour que leur science ne puisse leur cacher aucun secret. Ils se sont respectivement mis à l'œuvre et, simultanément, ils ont cherché à découvrir de quoi étaient faits leurs explosifs et les diverses catégories de gaz qu'ils ont employés dans leurs attaques. Certains de ces gaz teutons étaient compliqués; nos chimistes n'ont éprouvé aucune difficulté à découvrir leur constitution.

On n'est pas demeuré d'ailleurs en arrière, quant aux moyens de protection.

La commission compétente a choisi, parmi beaucoup d'autres, un type qui donne toute sécurité, qui est en pleine fabrication

industrielle et qui annihile d'un seul coup les effets nocifs de tous les gaz, qu'ils soient lacrymogènes, suffocants ou mortels. Pourvus de cet appareil de protection, nos poilus peuvent se jouer des atmosphères les plus méphitiques.

Les physiciens n'ont pas été moins heureux que les chimistes. Chaque semaine ils se réunissent en commissions, combinent des appareils qui savent trier les vibrations de l'air et de l'eau, celles même de l'éther, les plier aux besoins de la guerre et parviennent à recueillir et à interpréter des renseignements qui échappent à nos yeux et à nos oreilles.

D'autres choses encore sont, comme on dit, sur le tapis; mais il sera temps d'en parler après la guerre, lorsqu'elles auront contribué à nous donner la victoire.

J'ai reçu de pays neutres ou même alliés des lettres où l'on s'étonne que nous ne répondions pas aux Allemands du tac au tac et interprètent comme de la faiblesse ou de la crainte notre mansuétude. Le commandement sait ce qu'il a à faire; il a déjà montré qu'il ne redoutait pas les représailles; le rôle des hommes de science était de mettre à sa disposition tout ce qui était nécessaire pour les pousser jusqu'au bout; on peut dire qu'ils ont accompli leur tâche.

La main-d'œuvre. — La main-d'œuvre ne manque pas. Pour en donner un exemple, au jour de la mobilisation, 13 000 ouvriers travaillaient dans les vastes usines du Creusot. En août, il n'y en avait plus que 6 500. Les 13 000 sont maintenant revenus, les ateliers peuvent en contenir sans encombre deux fois plus. Nos colonies nous fournissent aussi un précieux concours.

Ainsi le paquebot *Amiral-Magon*, qui est arrivé le 12 septembre à Marseille, venant d'Extrême-Orient, avait à bord 574 ouvriers annamites qui vont être occupés à Tarbes et à Pau à la fabrication des munitions.

Très prochainement, 4 000 autres seront expédiés en France et avant trois mois plus de 10 000 de ces professionnels travailleront dans nos arsenaux.

Les grandes usines de guerre. — M. Batault, de la *Gazette de Lausanne*, écrit :

J'ai visité successivement :

I. La *Manufacture d'armes de Châtellerault* qui fabrique les fusils et les mitrailleuses, les sabres et les baïonnettes et diverses pièces pour l'artillerie, comme les berceaux porte-canons, les caissons, les fusées d'obus. Cinq à six mille ouvriers se relaient dans ces usines qui, comme du reste toutes celles que j'ai vues, travaillent nuit et jour.

II. Les *Ateliers de construction de Bourges*, où a été établie et fabriquée la plus grande partie du matériel de guerre en usage en France, et dont provient le fameux canon de 75, tout le matériel de 155 court à tir rapide du colonel Rimailho et le nouveau canon de 140 à tir rapide et à longue portée. Les *Ateliers de construction* fabriquent aussi un grand nombre de projectiles ; ils occupent environ cinq mille ouvriers en ce moment.

III. La *Pyrotechnie* de Bourges. où travaillent aujourd'hui plus de onze mille ouvriers, s'occupe principalement de la fabrication des fusées et du chargement des projectiles, des douilles et des détonateurs. Elle produit aussi le fulminate de mercure pour les amorces des fusées.

IV. Les *Forges de Commentry-Fourchambault*, qui se sont spécialisées dans la production des projectiles en fonte aciérée.

V. Les *Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons*, où a été établi sous la haute direction du colonel Deport, le fameux matériel qui porte son nom et qui obtient un triomphe si éclatant sur le front austro-italien. Ici encore l'effort principal porte sur les munitions, la production des aciers « Martin » atteint 250 pour 100 de celle du temps de paix ; dans les usines Saint-Jacques à Montluçon et aux Forges de Commentry la production des trains d'aciers marchands a été poussée jusqu'à 250 à 300 pour 100 de la production ordinaire. Une forte proportion des produits de Commentry ne sont pas usinés par la société, mais sont livrés directement pour la transformation en obus aux Établissements de l'Etat.

VI. Les *Établissements Schneider au Creusot*, la plus grande usine de guerre de la France, où près de quinze mille ouvriers poursuivent un labeur ininterrompu. Les différentes usines en France des Etablissements Schneider emploient actuellement plus de 30000 ouvriers qui tous travaillent pour la défense nationale. La fabrication du matériel d'artillerie ne représente en temps normal que le cinquième de la production totale des Etablissements Schneider, aujourd'hui c'est le cent pour cent, les cinq cinquièmes.

Sans compter les canons — ce qui comporte entre autres tout le matériel de 105 à tir rapide — les Établissements ont fabriqué depuis le début de la guerre, rien qu'en munitions de tous calibres, plus de cinq millions d'obus, dont deux millions ont été livrés entièrement terminés, chargés et prêts à être tirés.

Quand j'aurai ajouté à ce rapide programme résumé de mes visites qu'il y a en France beaucoup d'autres grandes usines qui travaillent dans les mêmes conditions, avec la même énergie forcenée, on comprendra que le cri bien connu : *Des canons, des munitions!* a été entendu et qu'aucune surprise n'est plus à craindre.

L'opinion du sous-secrétaire d'État aux Munitions. — M. Albert Thomas, après la dernière bataille de Champagne, s'exprime ainsi :

De divers côtés, il m'est revenu que nos troupes avaient attaqué avec une bravoure et un enthousiasme indescriptibles. Ce n'est pas atténuer la splendeur de leur héroïsme que de constater la corrélation des effets de cet héroïsme et du développement des moyens matériels de la guerre moderne.

La préparation avait été ce qu'elle devait être.... Eh bien nous devons viser encore plus haut, nous devons vouloir davantage.

Je crois même qu'on peut ajouter ceci : c'est que nous ne verrons jamais assez grand. Il faut aller aussi loin que le permettent les ressources du pays, plus loin que les ressources actuelles, car il y a encore des ressources à créer.

Au fond, les premières nouvelles — et je n'en ai pas d'autres que celles qui sont publiées dans les communiqués — m'induisent à penser qu'il faut faire plus encore, toujours plus.

Le Gouvernement a élaboré un projet de fabrication qui peut paraître énorme, qui peut suggérer le mot de mégalomanie.... Il sera tout juste suffisant.

La fabrication des munitions en Angleterre. — M. Addison, secrétaire parlementaire du Ministère des Munitions, annonce, le 1er septembre, que d'importantes commandes de munitions sont passées à Londres, où 50 000 ouvriers spécialistes seront embauchés à très bref délai, sinon immédiatement. Ce nombre sera augmenté plus tard.

L'effort anglais. — M. Joseph Galtier, écrit d'Angleterre au *Temps* :

Toutes facilités m'ont été données pour visiter, parmi beaucoup d'autres, les établissements Vickers, Armstrong, Cammel-Laird, Firth, Beardmore, qui sont, comme vous savez, les plus puissants du Royaume-Uni. Ces maisons occupent ensemble des centaines de milliers d'ouvriers. Vous aurez une idée de leur importance par cette constatation que Vickers et Armstrong, notamment, en emploient chacun une soixantaine de milliers. Cuirassés, bâtiments de guerre de toutes sortes, plaques de blindage, tourelles, canons monstres sont les produits ordinaires de ces usines. Elles fournissent surtout la marine, mais elles livraient à la guerre ce dont elle avait besoin en temps normal. Leur outillage les désignaient pour prendre les commandes du Ministère de la Guerre lorsqu'on eut besoin d'un stock formidable de munitions. Beaucoup d'autres maisons moins importantes et moins connues ont reçu également des ordres ou bien ont sous-traité avec ces maisons principales.

Sur la question de la production, je ne peux que vous apporter

des assurances réconfortantes. Je suis contraint de renoncer à des chiffres précis, — étant soumis à la censure du Ministère des Munitions. Mais il ne m'est pas défendu de vous donner des proportions. Si nous répartissons les usines qui fabriquent des munitions en deux catégories : celles qui fournissaient des munitions avant la Guerre et celles qui ont été créées depuis, voici les proportions qu'on trouve. Dans telle maison, dès que l'enseignement tiré des premières batailles a dicté les commandes du Ministère de la Guerre et dès qu'on a pu les exécuter — ce qui a pris du temps, on le devine — la production a décuplé; actuellement, elle est soixante fois plus élevée. Ailleurs, où on livrait, mettons *une tonne* de projectiles pour la marine et l'armée, on est arrivé à décupler cette livraison, et dans quelques mois cette proportion elle-même aura doublé, ce qui fait qu'on sera passé de 1 à 20. Si vous saviez le nombre de tonnes exact qui se cache sous ces proportions, vous seriez surpris. C'est un chiffre formidable. Dans des maisons nouvelles, entendez aussi des installations nouvelles dans d'anciennes usines, la production, qui avait été lente au début, ce qui s'explique, puisqu'on en était à la période d'installation, est en train de prospérer, suivant presque une progression géométrique. Elle était, en juillet, douze fois plus élevée que quelques mois avant; fin août, elle aura triplé ce chiffre. Entre un mois et le mois suivant, il y a et il va y avoir des écarts, des bonds extraordinaires. L'explication de ces phénomènes, c'est que les machines — et on en a commandé une quantité invraisemblable — arrivent au fur et à mesure; il s'agit de machines nécessaires à la fabrication des munitions. A cette heure, les usines de la Grande-Bretagne répondent de mieux en mieux aux appels pressants de M. Lloyd George, et lorsqu'on les visite on prend de plus en plus la conviction que cet effort suivi, énergique, pourra avoir une influence décisive. Pour le mesurer, il ne faut jamais oublier que l'Angleterre n'avait pas d'usines pour la fabrication intensive des munitions, qu'elle manquait d'ouvriers dans cette partie, qu'elle a dû approvisionner une armée plus de dix fois supérieure à celle qu'elle avait pu prévoir et qu'enfin la guerre actuelle exige une dépense de munitions formidable.

Le Canada et les munitions. — Les rapports reçus fin septembre des fabriques canadiennes de munitions indiquent qu'un chiffre de production de dix mille douilles d'obus par jour a été atteint dans la région de Montréal. Les expéditions de munitions du Canada en Angleterre vont bientôt commencer sérieusement. Les maisons canadiennes ont été fortement handicapées au début par le manque de machines-outils convenables.

Depuis quelque temps, à ce qu'on déclare dans les milieux bien informés, la situation s'est considérablement améliorée.

Les machines convenables sont plus nombreuses et les ouvriers sont mieux exercés.

De plus en plus, le Canada pourra envoyer en Europe de très grandes quantités d'obus.

La question des munitions et l'emprunt aux États-Unis. — Dans les cercles financiers on exprime l'opinion qu'on ne permettra pas que la question de l'achat des munitions de guerre vienne entraver le succès de l'emprunt franco-anglais. Un grand banquier qui a conféré presque chaque jour avec la commission franco-anglaise a déclaré qu'il s'agissait surtout de stabiliser le change et que la question du payement des munitions se réglerait alors d'elle-même.

Prisonniers russes employés à la fabrication de munitions en Allemagne. — Des soldats russes faits prisonniers et qui sont parvenus à s'évader d'un des forts de Rastadt où ils étaient internés étaient occupés, au nombre de 2 500 environ, à la fabrication de munitions pour les armées allemandes.

Les ouvriers de l'usine Krupp. — Le nombre des ouvriers de la maison Krupp s'est accru du double. Aucun n'a été envoyé au front.

Pourquoi la Russie manque de munitions. — Au moment de la retraite des Russes, du Dunajec à la ligne des Carpathes, il était imprudent de signaler la vraie raison du désastre de nos alliés; mais aujourd'hui on peut parler. La Russie avait mis presque tous ses œufs dans le même panier. Plus de la moitié de son armée combattante était approvisionnée de poudre sans fumée et d'explosifs fabriqués par une usine de munitions à Ochta, qui est à quelques kilomètres de Pétrograd. Parmi les principaux ouvriers se trouvaient des hommes d'origine allemande, appartenant à la population allemande des provinces russes occidentales. Le service d'espionnage allemand semble avoir acheté quelques-uns de ces hommes, et le résultat fut qu'à l'heure critique de l'histoire de la Russie, toutes les usines d'Ochta sautèrent. Une série d'explosions terrifiantes fut provoquée dans les réservoirs de nitrate. Pétrograd sentit comme une secousse de tremblement de terre. Un millier d'ouvriers furent tués et tous les bâtiments furent détruits.

La plupart des canons étaient hors de service faute de projectiles, et même la fourniture de poudre sans fumée

pour les munitions d'infanterie semble avoir manqué un moment. On fabriquait alors de grands canons de siège aux usines Putilof pour rivaliser avec les plus grandes pièces fabriquées par Skoda et Krupp. Mais après la destruction d'Ochta, il y avait une telle pénurie de munitions, que rien ne pouvait être tenté contre l'artillerie lourde employée par le général von Mackensen.

C'est alors que la Russie dut passer à la défensive et se borner à retarder autant que possible la marche en avant de l'ennemi, pendant que la France et l'Angleterre lui expédiaient par la voie d'Arkangel toutes les munitions que ces puissances avaient accumulées en prévision des grandes opérations offensives projetées pour le printemps.

Les Allemands firent ainsi coup double, car tandis qu'ils paralysèrent les forces russes, ils immobilisaient l'armée franco-anglo-belge sur le front occidental.

L'effort. — A la première nouvelle de mobilisation technique, les petits fabricants de Pétrograd se sont réunis en vue d'offrir leurs services à l'État. « Si dans cette magnifique armée du travail national, ont-ils dit, les grandes unités industrielles sont à l'avant-garde, les industries moyennes en seront les sous-officiers et les soldats. Toutes demandent à apporter à la grande œuvre du salut national la collaboration de leur personnel et de leurs outils ».

La même émulation anime les provinces. Plusieurs usines ont offert au Gouvernement de s'organiser à leurs frais, demandant seulement l'envoi de techniciens et de spécialistes pour les guider dans leur adaptation à une industrie nouvelle. Cinquante fabricants de Moscou et de Vasnisiensk travaillent exclusivement pour l'armée et les nombreuses et importantes fabriques de l'Oural s'organisent activement.

Les étudiants des Ecoles techniques ont renoncé à leurs vacances afin de les employer à travailler pour l'armée. Les sociétés pédagogiques ont donc procédé à l'utilisation méthodique de ces bonnes volontés. Les jeunes gens ayant terminé le cours technique commencent à être employés avec succès dans diverses fabriques.

Octobre 1915.

Ce que la guerre actuelle consomme de munitions. — Du *Bulletin des Armées :*

Pendant la totalité de la campagne de 1870, l'artillerie allemande tira environ 817 000 obus à savoir 479 000 sur des forteresses françaises et 338 000 en rase campagne. La dixième partie de ce dernier chiffre représente les projectiles tirés au cours de la bataille de Saint-Privat, qui fut la plus grande mangeuse d'obus de toute la guerre. Dans la guerre russo-japonaise, qui a été plus longue, mais où les forces en présence étaient bien inférieures et où les journées de combat alternaient à de grands intervalles, l'artillerie tira seulement 954 000 obus, en grande majorité avec les canons de campagne.

Pour ce qui est de la guerre présente, les indications précises font encore défaut. Cependant, de quelques faits connus et officiellement enregistrés, on peut déduire que la consommation des munitions a dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer.

Il est arrivé, par exemple, qu'en une seule journée l'un des belligérants ait lancé plus de 100 000 obus sur un front de 8 kilomètres. Le nombre de coups par mètre de front est en moyenne six fois supérieur à celui des journées les plus chaudes de la guerre de 1870.

On sait que, d'après les communiqués russes, les Allemands, au cours de la bataille de Galicie, prodiguèrent 700 000 obus, amenés par un millier dc wagons.

D'après un communiqué français du 17 juin, notre artillerie a tiré au nord d'Arras, en vingt-quatre heures, 300 000 obus, c'est-à-dire presque autant que toute l'artillerie de campagne allemande en 1870-1871.

Le poids de ces 300 000 coups de canon peut être évalué à 4 millions 500 000 kilogrammes, c'est-à-dire que leur transport a exigé plus de 300 grands fourgons, soit plus de six convois de chemins de fer. Ce transport eut demandé par route, 4 000 voitures à six chevaux. La dépense ressort à environ 9 millions 375 000 francs.

La situation militaire des ouvriers employés dans les usines de guerre. — La situation militaire des hommes actuellement employés dans les établissements privés travaillant aux fabrications de guerre (artillerie, poudre, génie, aéronautique), ayant provoqué quelques incertitudes, le sous-

secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, par une circulaire en date du 15 octobre, précise cette situation telle qu'elle résulte de leur affectation militaire prescrite par le paragraphe 1er de l'article 7 de la loi du 17 août 1915 (loi Dalbiez) et de leur emploi comme ouvriers dans les usines et ateliers travaillant pour la défense nationale.

Ces hommes sont tous considérés comme affectés à l'établissement qui les emploie et ne peuvent le quitter qu'en vertu d'une mutation régulière.

Ils bénéficient de l'ensemble de la législation ouvrière et sociale et notamment de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail qui leur est seule applicable, à l'exclusion de toutes prescriptions contraires : ils restent soumis à la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et doivent recevoir un salaire au moins égal au salaire normal et courant de leur spécialité dans la région. En tout ce qui concerne leur travail, ils sont régis uniquement par la discipline et la hiérarchie de l'atelier.

Recevant leur salaire normal, ils ne peuvent prétendre aux congés et permissions militaires, à la franchise postale ou au tarif militaire en chemin de fer, mais peuvent profiter des tarifs ouvriers. En principe, sauf s'ils sont employés hors de leur résidence habituelle, et en ce cas, sur délibération motivée de la commission spéciale, leurs familles n'ont pas droit aux allocations de la loi du 5 août 1914.

D'autre part, affectés spécialement dans l'intérêt de la défense nationale aux établissements et usines travaillant pour l'armée, ils restent à la disposition du Ministre de la Guerre; ils doivent être constamment porteurs de leur insigne distinctif et du titre établissant leur situation particulière et relèvent disciplinairement de l'autorité militaire en dehors de leur travail. C'est ainsi qu'ils doivent observer toutes les mesures réglementaires et de police sur les mobilisés et notamment celles relatives à la fréquentation des débits de boissons.

L'effort anglais. — M. Lloyd George a annoncé le 29 octobre au Parlement que plus de mille établissements travaillent jour et nuit avec la plus grande intensité possible à la fabrication d'armes et de munitions. Toute la région du Midlond est transformée en une immense usine.

On travaille beaucoup pour la Russie, la Belgique et la Serbie.

D'autre part, le comité présidé par M. Lloyd George examine toutes les inventions et les utilise quand il y a lieu.

La plus grande partie du travail est confiée à des femmes. A Birmingham, des fabriques en occupent, en tout, près de 150 000.

La production des munitions en Russie. — M. Bark, Ministre des Finances en Russie dit à un envoyé du *Journal* :

Vous abordez maintenant une question d'actualité, celle des canons et des munitions. En vérité, elle a existé non seulement en Russie, mais chez tous les alliés. Votre directeur le sait mieux que personne. Mais la Russie, comme la France et l'Angleterre, fait de son mieux pour réparer les erreurs du passé et regagner le temps perdu. Le Gouvernement a soumis à la Douma et fait sanctionner par S. M. l'Empereur une loi chargeant une commission, composée de membres de la Douma et du Conseil d'Empire, de coordonner les efforts des ministres et des représentants du peuple. Sa Majesté a tenu à présider la séance d'inauguration de cette commission, qui promet de faire œuvre très utile. Qu'il me suffise de vous dire que *la production des munitions a déjà sextuplé en six mois*. Oui, il est exact, comme vous le signalez, que la production de houille a diminué dans le midi de la Russie de 11 pour 100 et celle de fonte de 14 1/2 pour 100, pendant le premier semestre de l'année 1915. Vous avez raison aussi de me dire que le nombre d'ouvriers a fléchi de 200 000 à fin juin 1914, à 160 000 à fin juin 1915. Mais ce phénomène a été observé chez tous les alliés, au début de la guerre. Je crois pouvoir vous déclarer qu'il a été remédié à cet état de choses. *Le Gouvernement a donné des ordres formels pour que toute la main-d'œuvre demandée par les mines, usines et fabriques travaillant pour la défense nationale, soit immédiatement mise à leur disposition.*

Les usines russes pourront ainsi continuer à développer leur production de canons, de munitions et de matériel de guerre.

Révélations par des lettres allemandes. — L'effort de la Quadruple-Entente ne saurait être trop soutenu, car celui des Allemands ne faiblit pas en dépit de plusieurs accidents et d'une véritable catastrophe révélée en ces termes par des correspondances saisies sur des prisonniers :

Blankenburg, juin 1915.

Avez-vous appris que la fabrique de poudre de Cubeland a sauté ? Les causes du sinistre, les détails ne sont pas encore connus. Il est probable que l'explosion est due à une bombe d'avion ennemi ou à des espions.

Delitsch, 13 août 1915.

Le 11 août, un terrible accident s'est produit à Reinsdorf, près de Wittenberg. La fabrique de munitions a sauté en l'air. Une partie du réservoir d'huile est heureusement restée sans dommage; si elle avait également explosée, tout Wittenberg aurait été détruit. Vers 8 h. 45 du soir, je me trouvais à la maison; tout à coup un choc épouvantable m'a fait croire que la maison s'écroulait. Tout le monde se précipitait hors des maisons. A Reinsdorf, toutes les maisons ont leur toit arraché et toutes les fenêtres sont démolies. On dit que 300 ouvrières ont été tuées. On ne le publie pas parce qu'il faut évidemment que l'ennemi ne l'apprenne pas. Deux trains-hôpitaux remplis de blessés sont partis pour Halle. La catastrophe a été épouvantable. Un grand nombre de cadavres sont restés sous les débris. Il fallait que cela arrivât; on dit que la catastrophe a été causée intentionnellement; quelqu'un aurait reçu quelque chose des Français; mais il ne faut rien dire.

Coswig, 23 août 1915.

Tu nous parles dans ta lettre de 88 tués; il y en a en réalité 217 et autant de blessés. On trouve en déblayant les décombres des débris humains déjà en décomposition. Le plus grand nombre des sinistrés sont des femmes; il y a naturellement aussi beaucoup d'hommes. De Coswig, il ne reste que trois personnes en vie... Les journaux ne parlent naturellement pas de l'accident; tout cela doit rester caché.

La production des canons et des munitions au Japon. — De l'*Osaka Asahi* :

On sait que le Japon a reçu récemment une forte commande de munitions et de canons de la Russie; mais le Japon ayant déjà fourni tout son stock disponible est obligé, pour faire face à la nouvelle commande, de faire fabriquer tout spécialement à cet effet.

Si la Russie accepte certaines conditions émises par le Japon, le gouvernement du Mikado est fermement décidé de mettre à exécution le projet consistant à augmenter les quantités de fabrication des canons et munitions; il est du reste, sur le point d'augmenter aussi le nombre d'ouvriers à l'arsenal de Tokio.

Dans ce projet, il est fortement question d'acquérir le nombre nécessaire d'ouvriers pour le mois de novembre au plus tard. Ce nombre serait porté au chiffre d'en temps de guerre, et dès lors équivaudrait à la mobilisation générale des arsenaux militaires gouvernementaux, laquelle ne peut être exécutée qu'après ratification de l'Empereur.

D'après les exposés du Ministre de la Guerre à ce sujet, le pre-

mier Ministre, le comte Okuma, a déjà exprimé son opinion au Mikado.

Cependant, il serait encore prématuré d'en déduire qu'une alliance d'armements est déjà conclue avec la Russie.

Notre principal fournisseur à l'étranger. — Les usines de munitions de Bethlehem, en Amérique. — Il y a dix ans, quand M. Charles Schwab déclara qu'il ferait de Bethlehem pour l'Amérique ce que Krupp avait fait d'Essen pour l'Allemagne, on demeura sceptique.

Aujourd'hui, la « Bethlehem Steel Corporation » est la plus grande productrice sur terre d'armement et d'acier fin. Son établissement principal est à Sud-Bethlehem et est la plus grande du Nouveau-Monde. Sa production avait dépassé celle de Krupp avant le commencement de la guerre.

La compagnie a actuellement des commandes pour un milliard et demi de francs, et elle envisage la nécessité d'agrandir ses locaux, qui couvrent déjà une superficie de plus de quatre kilomètres de côté. Un de ses ateliers de machines mesure près de 300 mètres de longueur.

Le chiffre d'affaires annuel atteint maintenant un milliard et demi.

CHAPITRE III

PAGES HÉROIQUES

Août 1915.

Mort du commandant Xavier Claudot. — Le commandant X. Claudot fut tué glorieusement le 9 mai 1915, dans une charge victorieuse, à la Maison-Blanche, devant Neuville-Saint-Vaast, à la tête d'un des bataillons de la division de fer. Il avait à peine 40 ans.

D'origine lorraine, du pays de Jeanne d'Arc, il était le fils du médecin inspecteur-général Claudot, ancien président du comité de santé des armées, et son grand-père, le Dr Claudot, sénateur des Vosges, fut pendant plus de quarante ans le fidèle représentant du canton de Coussey d'où dépend Domrémy.

Soldat jusqu'aux moelles, le commandant Claudot s'était longuement préparé à la tâche qui incombe à nos officiers dans cette rude guerre. Il avait brillamment servi en Afrique, à Madagascar et au Tonkin et depuis la mobilisation il se dépensait sans compter partout où l'appelait la confiance de ceux qui connaissaient son courage et sa valeur. Deux fois à Mulhouse, puis à Ypres, il s'était toujours fait remarquer au premier rang ; il était adoré de ses hommes qu'il entraînait par son exemple, mais savait aussi les ménager toutes les fois qu'il le pouvait et que cela était compatible avec les nécessités de la situation.

Il n'a cessé d'avoir pleine confiance dans la victoire complète et c'est pour elle qu'il a donné sa vie.

Le 9 mai, à 1 heure du matin, le commandant Claudot se réveillait pour appeler l'aumônier de son bataillon, entendre la messe et communier.

Plein d'ardeur et d'enthousiasme, prêt au sacrifice suprême pour Dieu et pour la France, il conduisait ses hommes à leur poste de combat et s'élançait bientôt à leur tête à l'attaque des positions ennemies. Frappé d'une balle en pleine figure, il payait de sa vie son héroïsme et méritait une brillante citation à l'ordre de l'armée.

Cités à l'ordre de l'armée. — Brugère, général, commandant un groupe de divisions territoriales :

A commandé pendant un mois avec la plus grande énergie un groupe de divisions territoriales avec lequel il a combattu en première ligne à côté des corps d'armée actifs, a résisté aux plus violentes attaques de l'ennemi et fait reculer la garde prussienne. Pendant ces dures journées, a constamment fait sentir son action personnelle et a su communiquer à tous la foi qui l'animait et son dévouement absolu au pays.

Le général Brugère a été, on se le rappelle, secrétaire général de la maison militaire du président Carnot, plus tard gouverneur militaire de Paris, puis généralissime.

Le général Brugère était placé dans le cadre de réserve depuis plusieurs années quand la guerre éclata. Malgré ses 73 ans révolus, il demanda à être rappelé.

Un autre général, le général Féraud, commandant une brigade de dragons, est également cité à l'ordre de l'armée pour ses qualités militaires et son courage.

Le sous-lieutenant Dumas, député socialiste unifié du Cher :

Dumas, sous-lieutenant du 1er régiment d'artillerie : sous-lieutenant d'artillerie territoriale, n'est venu au front qu'à la suite de son insistance pour y être appelé. Y a fait preuve de courage et de sang-froid. Observateur aux tranchées de première ligne pendant tout le mois de juillet 1915, y a rendu avec héroïsme les services les plus sérieux.

Les citations à l'ordre de l'armée affichées dans les mairies. — Il a été décidé que le texte des citations à l'ordre de l'armée serait affiché dans les mairies des communes dont sont originaires les militaires qui en sont l'objet.

Les préfets ont été priés d'inviter les municipalités à ne pas manquer de rendre cet hommage à ces derniers. Suivant le désir exprimé par le Ministre de la Guerre, cette publicité s'appliquera à tous ceux, morts ou vivants, que leur courage ou leur dévouement a rendus dignes d'une citation ou d'une distinction.

Le capitaine N.-R. Bazin, fils aîné du membre du l'Académie française, vient d'être cité à l'ordre du jour en ces termes :

Officier qui exerce sur ses hommes un ascendant considérable et qui a fait de sa compagnie de territoriaux une compagnie mo-

dèle, à laquelle on peut demander les efforts les plus considérables. Dans le courant de juillet, a maintenu sa compagnie au travail sous un bombardement violent. Vient de se signaler tout particulièrement en faisant exécuter, à moins de cinq cents mètres de l'ennemi, un blockhaus en béton armé.

Le 24 août, deux pilotes d'une escadrille, les adjudants Bertin et Boyer, étaient chargés en même temps d'une reconnaissance à l'intérieur des lignes allemandes.

Le village auprès duquel devait atterrir le pilote Bertin était environ à six kilomètres plus loin que le point d'atterrissage indiqué au pilote Boyer. Les deux aviateurs, qui sont camarades d'escadrille et amis intimes, s'entendirent pour partir et voyager ensemble. En traversant les lignes, Bertin était canonné et blessé à la cuisse. Néanmoins, il continuait. Arrivés au premier champ d'atterrissage qui était celui de l'adjudant Boyer, les appareils se quittèrent. L'adjudant Boyer se rapprocha de terre, atterrit et capota. Il mit immédiatement le feu à son appareil et s'apprêta à fuir pour se cacher dans les bois.

Pendant ce temps, l'adjudant Bertin terminait les six kilomètres qui le séparait de son point d'atterrissage.

Au retour, il aperçut à terre l'appareil de son ami qui flambait : malgré le risque et malgré sa blessure, il atterrit, prit l'adjudant Boyer comme passager et rentra dans nos lignes.

L'adjudant Bertin a été cité à l'ordre du jour et a été décoré de la Légion d'honneur.

Voici le texte de sa citation :

Pilote remarquable d'entrain, de courage et de dévouement : le 24 août 1915, chargé d'une mission périlleuse en pays ennemi, a été atteint par un éclat d'obus à 3200 mètres et blessé à la cuisse, a eu son appareil criblé de 98 éclats et un des trois haubans d'aile coupé. Sachant le hauban coupé, a poursuivi sa route et a rempli heureusement sa mission. S'est porté au secours de l'adjudant Boyer, qui avait brûlé son appareil cassé à l'atterrissage, l'a pris comme passager et l'a ramené dans les lignes françaises.

M. Henri Balleyguier, lieutenant observateur, ingénieur des manufactures de l'État, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur avec cette mention :

Observateur plein d'entrain et d'énergie. A fait de nombreux réglages d'artillerie depuis le mois de décembre 1914 et a mis toute son intelligence à perfectionner le réglage de l'artillerie par l'ap-

plication de méthodes nouvelles et l'emploi de projecteurs. A été, le 14 juillet 1915, pris à partie par un avion ennemi, s'est trouvé à faible hauteur des tranchées ennemies. A essayé d'obturer avec les mains les trous faits par les balles dans le réservoir d'essence : l'appareil ayant pris feu en l'air, a été gravement brûlé et a conservé tout son sang-froid pour porter secours à son pilote grièvement blessé.

Le lieutenant Balleyguier aura droit à la Croix de guerre avec palme.

Son frère, François Balleyguier, sous-lieutenant de réserve au 51e d'infanterie, élève architecte à l'École des Beaux-Arts, a reçu la croix de la Légion d'honneur, à 24 ans, en novembre dernier. Il a été blessé trois fois, est retourné au front pour la quatrième fois.

Médaille d'honneur des épidémies. — Est décernée :

Une médaille d'honneur des épidémies en argent à Mme E. Barillé, qui a contracté la scarlatine au chevet des malades atteints de cette affection à l'hôpital militaire de Brest.

Un geste du général de Maud'huy. — Il y avait remise par le général de Maud'huy de décorations, de médailles militaires, ou quelque autre cérémonie; je ne sais plus au juste. Quoi qu'il en soit, cette cérémonie avait amené devant le front des troupes cinq ou six braves petits soldats que le général se mit à interroger paternellement.

« Et toi, d'où es-tu ? demanda-t-il à l'un d'eux.

— Je suis de X..., mon général.

— Mais c'est à quelques kilomètres d'ici. Il y a longtemps, sans doute, que tu n'as pas vu les tiens ?

— Pas depuis la guerre, mon général.

— Eh bien ! prends mon automobile et va vite les embrasser. »

Héroïnes russes. — Efimovna Lagareva, est officier dans un régiment de cosaques du Don. Avec plusieurs de ses soldats, elle a été faite prisonnière par les Allemands et enfermée dans une église ; mais elle put s'enfuir avec ses soldats, en passant par une fenêtre, et elle tua, elle-même, avec une pierre, la sentinelle qui les gardait. Le peloton retrouva ses chevaux et revint au camp russe en faisant prisonniers dix-huit uhlans qui portaient des documents de grande valeur.

Une Lithuanienne, Olga Jelweiser, connaissait déjà le

métier des armes quand la guerre éclata : elle avait fait la campagne de Mandchourie sous les ordres du général Renenkampf. Elle a rendu dernièrement de grands services par sa connaissance du pays aux environs de Grodno.

Il y a aussi « Maria la blonde », qui à Sokatever, arracha un drapeau russe aux Allemands. Le porte-drapeau était tombé ; Maria s'en aperçut tandis que ses camarades battaient en retraite ; elle alla seule reprendre le drapeau et tua deux Allemands qui la poursuivaient.

Au conseil de guerre. — Le soldat Pierre Coby, du 174e régiment d'infanterie, qui s'est fait une réputation d'héroïsme méritée, comparaissait le 25 août devant le conseil de guerre de la 8e région. La faute était heureusement légère ; la cause en fut un verre de vin absorbé en trop. Voilà qui justifie les mesures prises contre l'alcoolisme.

Coby, classé dans le service auxiliaire, fit à la déclaration de guerre toutes les démarches en vue de se faire verser dans le service armé ; il y réussit.

Depuis son départ pour le front, il ne cessa plus de se signaler par des actions d'éclat. Ses supérieurs le donnent en exemple à tous ses camarades pour son courage, son mépris du danger et de la mort.

Deux fois, il est félicité publiquement devant tout le régiment assemblé sur le front, non loin du canon qui tonne.

Voici quelques-uns des exploits de Coby : Sous une pluie de balles, il a ramené dans nos lignes son capitaine, un lieutenant, un soldat de la compagnie grièvement blessés.

Puis, chargé de porter un ordre, au cours de sa mission, il est grièvement blessé au pied. Ce brave soldat quitte sa chaussure et continue sa route pied nu. Il remet l'ordre dont il était porteur.

Coby est cité trois fois à l'ordre de l'armée et du corps d'armée. Il est proposé pour la Légion d'honneur.

Blessé sérieusement, il fut dirigé sur Nevers.

Convalescent, il allait conduire un parent à la gare, quand, après avoir bu, Coby s'oublia et outragea un agent de police.

Traduit en conseil de guerre, Coby, après l'éloge de son passé par le commissaire du gouvernement, est acquitté.

Un mariage de soldat aveugle. — On a célébré ces jours-ci, à la mairie du XIe arrondissement, le mariage d'un

héros, M. Auguste Frimbault, un soldat devenu aveugle sur le champ de bataille, qui est décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre.

Au cours d'un engagement sur la Meuse, M. Frimbault, qui appartenait au 100e d'infanterie, vit tomber autour de lui la plupart de ses compagnons. Sommé de se rendre, il refusa héroïquement et fut alors atteint d'une balle qui le priva de de la vue. Rapatrié comme grand blessé, il commença son apprentissage de brosserie, le termina dans l'atelier Valentin-Haüy. Il épouse une gracieuse jeune fille, Mlle Maria Frondelle.

M. Paul du Chayla, vice-président de l'Association Valentin-Haüy, était l'un des témoins.

M. Viel, maire du XIe arrondissement, qui présida au mariage civil, rappela les services rendus à la France par l'héroïque soldat. Puis, le curé de l'église Saint-Ambroise, qui a procédé à la cérémonie religieuse, a dit ce que pouvait promettre de bonheur l'union de deux êtres ennoblis, l'un par son héroïsme, l'autre par son dévouement Un grand nombre de soldats aveugles assistaient à cette cérémonie aussi émouvante que simple.

Le doyen des poilus. — Le doyen de l'armée française se trouve à Troyes, comme engagé volontaire au 47e territorial d'infanterie. Ce vaillant patriote, Alcide Vert, est né en avril 1843, à Rompont (Ardèche) ; il est donc dans sa soixante-treizième année. En 1870, il faisait son service actif. Prisonnier à Sedan, il fut emmené dans un camp de concentration en Silésie. En janvier 1915, il demanda à reprendre du service pour la durée de la guerre. Depuis il a toujours fait preuve d'un entrain remarquable.

Gilbert à Paris. — Du *Journal* :

Gilbert n'a sur la poitrine aucune décoration. Nous en faisons la remarque.

« Ce n'est pas par modestie, répond-il, car je suis trop fier de mes trois décorations. »

En même temps, le lieutenant aviateur sort de sa poche un papier de soie dans lequel sont enveloppées une croix de chevalier de la Légion d'honneur, la Médaille militaire et la Croix de guerre avec quatre palmes.

« Oui, ajoute-t-il, en les contemplant, c'étaient les seules choses qui pouvaient me trahir. J'ai sacrifié ma moustache, j'ai laissé là-

bas des souvenirs chers, mais je n'ai pu me résoudre à abandonner mes décorations gagnées à la guerre.

— C'est votre trésor de gloire.

— Enfin, me dit-il, me voici arrivé. Je n'ai plus aucune crainte. Je vais recommencer la chasse aux Boches.

— Elle a été déjà fructueuse pour votre part ?

— Oui, j'ai eu neuf combats particuliers à soutenir; je suis certain d'avoir abattu cinq avions allemands : quatre aviatiks et un taube. »

Gilbert nous montre sa dernière citation à l'ordre du jour, la quatrième, qui lui a été remise hier matin. Elle date du 17 juin. Il avait abattu un aviatik quelques jours plus tôt.

Comment fut tué Pégoud. — Au cours d'un combat héroïque livré mercredi matin au-dessus de Petit-Croix, le sous-lieutenant Pégoud a trouvé une mort glorieuse.

L'aviateur, qui était seul à bord de son appareil, avait courageusement attaqué un avion allemand et tiré sur lui plusieurs bandes de mitrailleuse, lorsqu'il fut atteint par une balle qui le tua sur le coup.

L'appareil est aussitôt tombé sur le sol à l'intérieur de nos lignes.

Depuis qu'il se livrait à ses extraordinaires exploits aériens, Pégoud n'ignorait pas qu'il était particulièrement visé par l'ennemi, désireux de se débarrasser d'un aussi redoutable adversaire.

Dans la chasse aux avions allemands, à laquelle il se livrait chaque jour, Pégoud avait sa méthode. Il savait que du fait de la construction de leurs appareils, les aviateurs allemands ne peuvent pas manœuvrer efficacement la mitrailleuse qu'ils ont à bord pour un tir vertical de haut en bas. Aussi attaquait-il toujours son adversaire en volant *au-dessous* de lui. S'il ne tuait pas le pilote du taube ou de l'aviatik, il réussissait presque toujours à crever le réservoir à essence, mettant ainsi son rival dans la nécessité de regagner ses lignes au plus vite.

Samedi dernier, Pégoud, qui faisait une reconnaissance au-dessus de Mulhouse, fut attaqué par un avion allemand, qui tira sur lui plusieurs coups de feu : une balle creva le réservoir à essence de son appareil.

Très habilement, bien qu'ayant coupé l'allumage, pour éviter un incendie, à cause de l'essence qui s'échappait, Pégoud réussit à regagner nos lignes, non sans avoir essuyé le feu nourri des soldats allemands qui, des tranchées de

première ligne, le voyaient passer à moins de 400 mètres de hauteur.

Rentré à son hangar, Pégoud dit à ses amis :

« Les cochons se sont méfiés du coup. Ils avaient un fusil et ont tiré sur moi comme j'étais au-dessous d'eux. »

On peut supposer maintenant que la réalité est tout autre. Les Allemands reconnaissant leur infériorité dans la tactique employée par Pégoud ont dû spécialement modifier un de leurs appareils, en plaçant la mitrailleuse dans une position permettant un tir vertical de haut en bas.

Pégoud ne réfléchit pas à cela. Mardi matin, un aviatik survolant nos lignes, il prit son vol pour engager la lutte avec lui. D'en bas, nos chasseurs suivaient les péripéties de la chasse ; tout à coup, comme notre aviateur arrivait sous l'appareil ennemi, ils entendirent le crépitement d'une mitrailleuse ; presque aussitôt notre avion piquait droit sur le sol et tombait dans nos lignes. Pégoud avait été tué d'une balle dans la tête.

Une prise d'armes aux Invalides. — Une prise d'armes très émouvante a eu lieu devant une foule considérable, dans la cour d'honneur des Invalides. Le général Parreau, commandant le département de la Seine, présidait cette cérémonie ; les honneurs ont été rendus par des bataillons du 29e territorial et du 4e zouaves et par un détachement de fusiliers marins. Cent trois décorations ont été remises par par le général Parreau, dont quatre croix d'officier de la Légion d'honneur aux officiers suivants : le colonel Thiébault, le lieutenant-colonel Ferrand, neveu de Mistral ; le médecin principal Pereau, le capitaine Thomas du 3e zouaves. Neuf croix de chevalier ont été ensuite distribuées au capitaine Martel et aux lieutenants Rose, Thulerem, Bultez, Laurent, Dagneau, Cicile, Le Tas, Thomas. Parmi les quatre-vingt-dix titulaires des médailles militaires qui ont été distribuées, citons le soldat Henri Charlet, qui près de Morhange, reçut sept balles de mitrailleuse à la cuisse gauche et deux autres à la cuisse droite, ainsi qu'un prêtre de Saint-Sulpice, M. Baisné, professeur au grand séminaire de Baltimore, déjà titulaire de la Croix de guerre, et qui fut blessé à l'ambulance de Langenac, le 26 octobre 1914.

Le général Parreau a accompagné chaque remise de décoration d'un mot de sympathie à l'adresse du titulaire, et cette innovation au cérémonial traditionnel a été fort appréciée.

Un exploit du sous-marin « Papin ». — Est cité à l'ordre du jour de l'armée, le sous-marin *Papin* avec son commandant, le lieutenant de vaisseau Cochin, et son équipage. Le *Papin*, étant en mission dans l'Adriatique, rencontra un champ de mines autrichiennes, dont quelques-unes émergeaient. Après les avoir détruites, le *Papin* a continué sa périlleuse exploration à travers le champ de mines, et ses hommes, plongeant avec une rare audace, sont parvenus à couper ainsi les attaches d'une centaine de mines, qui furent détruites.

L'odyssée de trois prisonniers français évadés. — Voici les péripéties de l'évasion d'Allemagne de trois prisonniers de guerre français :

Alexis Bellange, caporal aviateur; F. Gagnau et F. Pissavy, soldats aviateurs avaient été faits prisonniers le 10 septembre 1914, lors de l'occupation de Maubeuge et envoyés à .... Voyant l'impossibilité de s'évader du camp, ils avaient demandé à être employés comme ouvriers agricoles et envoyés à cet effet à ... il y a peu de jours. On les faisait coucher dans une église, à laquelle était adossé un petit bâtiment à usage de cabinets d'aisances éclairé par un vasistas muni de barreaux de fer en forme de croix et de fils de fer barbelés qu'ils ont pu couper avec des tenailles qu'ils avaient pu se procurer.

A 9 heures du soir ils répondirent encore à l'appel, mais à minuit ils purent avec beaucoup de précautions passer par le vasistas et sauter dans la rue; l'un d'eux qui est assez râblé ayant fait un peu de bruit, un chien se mit à aboyer et l'alarme fut donnée. On se mit à leur poursuite, mais au lieu de se diriger vers la frontière, ils allèrent du côté opposé. Ils avaient eu la précaution de se munir de quelques boîtes de conserves et d'une carte qu'ils avaient dessinée eux-mêmes. Ils ne marchèrent que la nuit, se cachant le jour dans les bois et les blés. Leurs vêtements et leurs chaussures étant mouillés à cause de la traversée de plusieurs ruisseaux, ils ont souffert du froid et aussi de la soif. Enfin, la troisième nuit, ils arrivèrent à une petite rivière qu'ils furent obligés de traverser à la nage après y avoir bu avec avidité.

Ils se remirent en marche et peu après, étant dans un champ de pommes de terre enclavé dans deux champs de blés, ils virent deux hommes qui avaient l'air de les attendre. Ils firent demi-tour et gagnèrent un bois où des chiens aboyèrent. Ils changèrent de direction, et n'entendirent plus rien. Ils se croyaient bien cependant en Hollande et en effet, peu après, ils trouvèrent un journal hollandais. Un peu plus tard, ils en trouvèrent deux et, apercevant des maisons, ils se dirigèrent vers .... Ils purent gagner la France par Rotterdam et l'Angleterre. Ils se déclarent très tou-

chés de l'accueil qu'on leur a fait en Hollande et disent qu'ils ne l'oublieront jamais. Dès leur arrivée en France, ils se sont présentés à leur dépôt.

Lettre d'un jeune instituteur. — M. Malavielle, lieutenant de réserve et fils d'un instituteur de la Lozère, vient d'être tué d'une balle au front au cours d'une attaque dans les environs de Metzeral. Il a été cité à l'ordre du jour pour sa brillante conduite.

Mon cher père,

C'est pour demain. Demain ma compagnie part pour l'assaut, et comme on ne sait jamais ce qui peut arriver, j'ai voulu vous dire adieu à tous avant de m'élancer dans l'inconnu. Je suis très calme, très confiant même. Je vous ai, au cours de ma campagne, écrit trois ou quatre lettres semblables à celle-ci qui ne sont jamais parties. Mais sait-on jamais?

Le général est venu ce matin. Il a parlé à nos hommes. Contre toute discipline, nos soldats l'ont acclamé : « Bravo, mon général! Nous les aurons! Vous pouvez compter sur nous! » Le général, les yeux mouillés, est parti en balbutiant : « Au revoir, mes enfants! Merci, mes enfants! » J'avais les larmes aux yeux. Oh! c'était grand, c'était beau! Et je crois qu'il sera content de nous, le général. Nous avons une entière confiance en lui. Et puis l'attaque paraît mûre, bien préparée matériellement, et nos hommes, malgré quarante jours bientôt de grandes fatigues, ont un moral superbe. Nous irons de l'avant d'un seul bond, et le résultat n'est pas douteux. Ce sera un succès.

Père, je suis calme, très calme. Avant l'action je me domine. Je marcherai comme toujours. Si je tombe, tu peux être tranquille : j'aurai eu la mort d'un bon soldat, et vous pourrez tous penser à moi l'âme sereine Si je tombe, je tomberai face à *eux*, sans plainte, en pleine conscience de ma force, de ma lucidité d'esprit, de ma volonté. La guerre que nous faisons vaut bien que l'on meure ainsi. Et puis je compte sur mes frères Robert et Henri pour me venger.

Lettre d'un soldat de la classe 1915 à sa mère. — Mme Lannois, qui habite un faubourg de Troyes, a reçu de son fils, soldat de la classe de 1915, la belle lettre suivante :

Châteauroux, 24 juillet 1915.

Chère mère et frère,

Me voilà encore vert pour ma permission, mais ce coup-ci, ce n'est pas une permission de moisson qui m'en empêche, ce coup-là c'est plus grave ; je passe au ...e hussard qui est à Verdun, en

temps de paix, mais c'est pour partir au feu. Nous sommes déjà habillés, mais je ne pars pas à cheval, nous formons un escadron à pied comme soutien pour l'artillerie lourde. Nous serons toujours à 4 ou 5 kilomètres en arrière des lignes de feu ; je ne serai pas beaucoup en danger, il n'y a que les obus, mais pas les balles ni les charges à la baïonnette.

J'ai bien un peu le cœur gros en pensant à vous, mais je t'assure que cela ne me fait pas peur, je suis même content. Et puis, le capitaine commandant m'a dit ce matin qu'il me donnerait un petit galon avant de partir.

Surtout ne te fais pas de bile, je reviendrai sûrement, mais je ne serai pas tout seul et tu seras fière de moi. Mais si des fois, il y avait un « avaro », tu te consoleras en pensant que c'est pour la France, pour toi, pour tous.

Je te jure que je ne ferai pas d'imprudence mais jamais je ne reculerai. Enfin ne te tourmente pas, tâche de ne pas y penser.

Je t'écrirai le plus souvent possible et je penserai toujours à toi, votre fils et frère qui vous aime de tout son cœur.

LUCIEN.

Un héros de dix-huit ans. — Du *Temps*, signé P. R. :

Il venait de terminer brillamment ses études. Il n'avait pas encore dix-huit ans. Au mois de septembre dernier, il s'engagea dans un bataillon de chasseurs alpins, en garnison à Grenoble. A peine instruit, sur sa demande expresse, il part pour le Nord. Du 10 novembre au 15 décembre, il se bat rudement dans la région d'Ypres, puis dans celle du Mont-Saint-Éloi. Sous un feu très vif, dans des conditions très périlleuses, il va chercher un de ses camarades blessé et l'emmène à l'ambulance. Il est blessé lui-même dans le trajet, obligé de quitter le front, ce dont il ne se console pas. Il lui faut des semaines pour se remettre. Sur son lit d'hôpital, il en rage. Enfin, au mois de juin, il est guéri. Il repart comme aspirant et reçoit tout de suite le commandement d'une section. Pendant douze heures, à la tête de ses hommes, qu'il maintient et qu'il encourage énergiquement, il subit un bombardement violent. Il donne à tous l'exemple de la plus belle bravoure, du sang-froid et du sacrifice. A l'attaque d'une tranchée, où il montre la plus magnifique intrépidité, il est tué, le 2 juillet, d'une balle à la tête, en se défendant les armes à la main et au moment où il déchargeait son revolver sur un soldat allemand qui, à la faveur de l'obscurité, cherchait à pénétrer dans nos lignes.

Et ce jeune héros, à qui sa belle conduite en cette journée, après bien d'autres faits glorieux, avait valu la Croix de guerre et la citation à l'ordre du bataillon, avait nom Raymond Pinat. Il était le fils du capitaine d'artillerie Noël Pinat, attaché en ce moment à l'état-major de la 14e brigade d'artillerie, à Grenoble, à qui nous adressons, ainsi qu'à sa famille, nos plus respectueuses condoléances, en souvenir de leur glorieux enfant.

Un jeune brave. — Le lieutenant-colonel commandant le dépôt du 46e d'infanterie, à Fontainebleau, a adressé ses félicitations au jeune soldat Dehon, engagé volontaire, à l'âge de dix-sept ans, pour la durée de la guerre. Dehon s'est échappé de son domicile d'Anzin (Nord), occupé par l'ennemi. Il a traversé à pied toute la Belgique, a pu gagner la frontière hollandaise, d'où il a été dirigé sur l'Angleterre et Boulogne, puis sur Fontainebleau. Le lieutenant-colonel a nommé soldat de première classe le jeune Dehon, qui a fait preuve d'initiative, d'intelligence et de sang-froid.

Lettre d'un colonel à un écolier de douze ans.

Mon cher Pierrot,

J'ai reçu ta charmante lettre dans laquelle tu me demandes le nom d'un soldat de mon régiment dont tu serais le parrain, le petit frère. Pour combler tes vœux, voici ce que j'ai fait : J'ai demandé à tous mes capitaines de m'indiquer le nom d'un vaillant soldat n'ayant plus de famille : tu lui en tiendras lieu. Puis, j'ai tiré moi-même au sort. L'heureux élu est le soldat R..., de la 18e Cie du 359e, secteur postal 97.

Tu n'auras qu'à lui écrire; il t'aimera bien. Ton bon petit cœur a compris ce qu'il y a de plus triste, pour un soldat, c'est de n'avoir plus de papa, de maman, de frère ou de sœur. Tu veux être le frère d'un de mes soldats; mais tu deviens ainsi mon fils, car tous les hommes de mon régiment sont mes enfants. Je t'adopte d'autant plus volontiers que moi aussi, j'avais un bon et beau fils, que j'aimais comme t'aime ton papa. Les Allemands me l'ont tué à vingt ans. Il est mort mon cher fils, pour l'Alsace et pour la France, comme tu l'aurais fait si tu avais été plus grand !

Je t'embrasse de tout mon cœur.

Lieutenant-Colonel,
BUHLER.

Un orphelin de 10 ans décoré à la place de son père. — Les remises de Médailles militaires ou de Croix de guerre sont toujours et partout d'émouvantes cérémonies. Celle qui a eu lieu le 15 août à Blois a eu cependant un caractère plus empoignant encore.

Devant une foule de plusieurs milliers de spectateurs, du milieu de laquelle émergeaient les étendards des Médaillés militaires et coloniaux, des Anciens combattants de 1870, des vétérans, des sociétés de gymnastique, des sections de boy-scouts, le commandant Destenay qu'accompagnaient les

colonels Courboulès et Huin, a remis une Médaille militaire et neuf Croix de guerre.

Parmi les récipiendaires, on remarquait un enfant de 10 ans, Hubert de Montaigu, qui recevait la décoration décernée à son père, le capitaine Louis Tassin de Montaigu, du 7e hussards, tombé glorieusement en chargeant l'ennemi, à Attigny, le 30 août 1914. Ce valeureux officier avait obtenu la citation suivante :

Le général Foch cite à l'ordre de l'armée le capitaine de Montaigu, du 7e hussards. Chargé de couvrir le flanc de la 17e division d'infanterie qui se portait à l'attaque, a arrêté par une charge magnifique une contre-attaque de l'ennemi. Est tombé glorieusement à la tête de ses cavaliers.

La veuve et les quatre enfants du capitaine de Montaigu habitent le château de La Vrillère, à Saint-Lubin-en-Vergonnais (Loir-et-Cher).

Quand le commandant Destenay, s'approchant du jeune Hubert de Montaigu, lui épingla sur la poitrine la Croix de guerre et l'embrassa, l'enfant se prit à sangloter. Toute l'assistance fut profondément remuée à ce spectacle.

Deux lettres du maire de Lille. — A la suite d'un conflit qui mit aux prises M. Delesalle, maire de Lille, avec l'autorité militaire allemande, parce qu'il refusait énergiquement de faire confectionner des sacs à terre pour les tranchées boches, ce dernier écrivit au gouverneur général :

Je crois devoir vous faire respectueusement remarquer qu'il m'est impossible d'entrer dans vos désirs. Obliger un ouvrier ou un patron à travailler est absolument contraire à mon droit; lui conseiller de travailler, absolument contraire à mon devoir que me dicte impérieusement l'article 52 de la Convention de La Haye. Vous avez reconnu vous-même la justesse de mes observations lorsqu'il s'est agi, au début de l'occupation, de trouver des ouvriers pour les tranchées, et vous n'avez pas insisté pour que je m'entremette. Ce sont les mêmes raisons que j'invoque aujourd'hui. Quant à la solution que vous me proposez de donner à la ville même le soin de confectionner les sacs, elle ne peut pas même être envisagée, car mon devoir de maire français me l'interdit plus formellement encore. Quelque risque que je puisse encourir, je regrette de ne pouvoir vous donner satisfaction. Vous êtes soldat, Excellence, vous placez trop haut le sentiment du devoir pour exiger que je trahisse le mien. Si j'agissais autrement, vous n'auriez pour moi que du mépris.

A la suite des mesures de rigueur prises par les Allemands, M. Delesalle déclara, dans une seconde lettre :

Parce que quelques ouvrières, de leur plein gré et après réflexion, refusent de confectionner de leurs mains des sacs à sable pour les tranchées, à l'heure même où leurs maris et leurs frères se font héroïquement tuer devant ces mêmes tranchées, — parce que le maire refuse d'intervenir et de conseiller de faire ce qu'il considère, en son âme et conscience, comme un crime contre sa patrie, — vous sévissez contre une immense population innocente, qui, jusqu'ici, a fait preuve, malgré ses souffrances, du plus grand calme. Vous m'enjoignez, en outre, de verser à l'intendance, le 10 juillet, une somme de 375 000 francs pour la confection de 600 000 sacs en Allemagne. Je regrette de ne pouvoir acquiescer à cet ordre : d'abord, vous savez que je n'ai plus en caisse d'espèces françaises ou allemandes; de plus, je ne reconnais pas que cette dépense puisse m'être imposée. Il ne s'agit pas, en effet, de frais d'entretien de vos troupes, auxquelles je dois pourvoir, mais de véritables dépenses de guerre, auxquelles mon devoir m'interdit de contribuer. Je vous le répète encore, Excellence, j'ai fait et je ferai tout ce que me prescrit mon devoir, mais je n'irai pas au delà. Ma bonne volonté est à bout, et ma santé, très ébranlée, s'épuise sous le poids d'incessantes préoccupations. En internant mes adjoints à la Citadelle, vous rendez, pour moi, le fardeau plus écrasant.

Les versements d'or. — Le Directeur de la Banque de France a reçu de deux petits Parisiens la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Avec les billets de 5 francs que vous nous avez remis contre notre or, nous nous sommes empressés de courir au bureau de poste pour y acheter nos bons, série ···, n° ···.

Nous garderons ces précieux bons jusqu'au retour de notre cher papa et ensuite nous en ferons don à de pauvres enfants, orphelins de père et de mère.

En attendant, nous crions de toutes nos forces : « Vive la France, notre chère patrie! Vivent ses alliés! » Et nous formons des vœux pour que tous les papas reviennent en bonne santé et victorieux, de même que tous ceux qui combattent pour la cause sacrée.

Sylvain et Raymonde G...

Ce qu'est la France. — Extrait d'une lettre écrite de Paris par Rudyard Kipling, le grand écrivain anglais :

Je croyais savoir quelque chose de ce que fait la France. Je m'aperçois maintenant que je commence seulement à comprendre ce qu'est la France. Je puis dire seulement, pour me défendre, que

je doute si la France elle-même le savait il y a douze mois.

La France ne lutte pas seulement dans cette guerre : elle la vit, elle la vit avec une gaieté de cœur qui, si vous y regardez de près ne cache pas pour une seconde le sérieux mortel et la ténacité de sa résolution.

J'ai été dans les villes et dans les villages de France, et je puis témoigner que les hommes et les femmes se montrent également résolus, sans ostentation et sans plainte.

Nous avons pris le thé l'autre jour dans une ville que les Boches bombardent chaque jour, parce qu'elle est pleine de femmes et d'enfants et parce qu'elle possède une magnifique vieille église. Les caves de la maison étaient transformées en hôpital. Mais autour de la table où rien ne manquait à l'étiquette habituelle, pas un mot ne fut prononcé qui suggérât ou évoquât la tension perpétuelle sous laquelle se poursuit l'existence. C'étaient des Français, et tant qu'il y avait du travail à faire, ils travaillaient et ils travaillent !

Pour autant que je puisse voir, il n'est pas d'action individuelle, d'un bout de la France à l'autre, qui ne soit guidée par cette forte détermination. Nous en arriverons là nous-mêmes avec le temps; mais, à présent, nous n'avons pas encore complètement compris la manière dont les Français, comme je l'ai dit, vivent cette guerre. Nous autres Anglais, nous devons comprendre cela pour nous-mêmes autant que pour eux, et l'exemple de la France ne peut être montré trop souvent ni avec trop d'insistance.

Vous connaissez naturellement l'état de choses comme tout étranger peut le connaître, mais avez-vous jamais imaginé la France comme un pays où il n'y a pas un homme jeune ou d'âge moyen qui ne soit au poste de devoir que les autorités militaires lui ont assigné, ni une femme qui ne soit engagée dans une occupation concernant directement la guerre, pas une femme qui ne sache ce qu'on attend d'elle, pas une qui ait du temps pour autre chose que la guerre? Et elles ne perdent cependant rien de leur charme ni de leur grâce.

La bonne volonté et l'endurance, et puis la gaieté du cœur, parmi les hommes, sont merveilleuses. Ils ne discutent pas, ils sont d'accord que seul un Boche mort est un bon Boche, et ils travaillent dans ce sens joyeusement et avec zèle. Leurs tranchées sont construites et drainées comme si la guerre devait durer encore cinq ans.

J'ai eu la chance rare, dans cette guerre, d'assister à la revue d'une armée.

Il n'y avait pas de cérémonial; c'était seulement le passage de combattants endurcis, et ce n'en était que plus impressionnant. C'étaient la santé radieuse et la qualité de ces hommes qui me rendaient si heureux.

J'ai vu également les 75, eux aussi ne se soucient pas de cérémonies, mais leur œuvre est magnifique et le mécanisme de la culasse est un rêve de simplicité.

Mais lorsque tout est dit, ce sont encore les hommes et les femmes qui sont les merveilles. Je pourrai remplir un livre avec des détails de leur vie à l'arrière ou bien dans les lignes, des détails sur la patience, la ferveur et le labeur terrible de tout le pays.

Mais il faut le voir pour le croire, et lorsque vous l'avez vu, il faut témoigner, comme j'espère le faire, que tout ce que l'Angleterre pourra faire ne sera pas de trop pour rester à la hauteur d'un pareil allié.

Septembre 1915.

Actes d'héroïsme. — Ils sont trop, depuis les magnifiques journées de Champagne, dont nous devrions citer les noms, d'aristocrates, de plébéiens, de prêtres, d'instituteurs, d'écrivains, d'artistes, d'industriels, de commerçants de toutes les confessions ou sans confessions, de tous les partis, ou tombés ou vivants encore Dieu merci, tous dignes de figurer dans un livre d'or destiné à eux seuls. Ils nous excuseront d'avoir à limiter faute de place aujourd'hui cette revue de la gloire des armées de terre, de mer et de l'air.

Le général Marchand. — Le général Marchand est inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur, pour être élevé à la dignité de grand officier. Voici le motif qui accompagne la promotion :

M. Marchand (Jean-Baptiste), général de brigade à titre temporaire, commandant par intérim une division d'infanterie coloniale : a donné dans la préparation et l'exécution des attaques dont il était chargé de nouvelles preuves des plus hautes vertus militaires, et d'une bravoure devenue légendaire. A tracé lui-même sur le terrain découvert devant les lignes ennemies les tranchées à pousser en avant. Grièvement blessé en conduisant sa division à l'assaut. A su inspirer à tous la volonté indomptable de suivre partout un tel chef, digne d'être donné comme exemple aux plus vaillants.

Le général Gallieni. — Le *Journal officiel* publie la citation à l'ordre de l'armée du général Gallieni. Cette citation précise la part prise par le gouverneur militaire de Paris à la victoire de la Marne :

Gallieni, général gouverneur militaire et commandant des armées de Paris.

Commandant du camp retranché et des armées de Paris, et placé

le 2 septembre 1914 sous les ordres du commandant en chef, a fait preuve des plus hautes qualités militaires :

En contribuant par les renseignements qu'il avait recueillis à déterminer la direction de la marche prise par l'aile droite allemande ;

En orientant judicieusement, pour participer à la bataille, les forces mobiles à sa disposition ;

En facilitant par tous les moyens en son pouvoir l'accomplissement de la mission assignée par le commandant en chef à ces forces mobiles.

Le général Lyautey. — Le général Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, est inscrit au tableau spécial de la Médaille militaire. Voici la mention qui accompagne son nom.

Nommé commissaire résident général de la République française au Maroc, au mois d'avril 1912, dans la période difficile qui suivit les émeutes de Fez, a fait preuve depuis cette époque, des plus belles qualités militaires, sachant toujours allier à un commandement énergique des dons d'organisation et d'administration remarquables.

Dès la déclaration de guerre, a su discerner avec perspicacité les moyens de venir le mieux en aide à la mère-patrie. A poussé l'abnégation jusqu'à ne pas demander à prendre le commandement des forces qu'il embarquait pour la France et est resté à son poste, donnant à tous ceux que le devoir maintient dans les colonies le plus bel exemple de patriotisme. A continué son œuvre avec tant de dévouement et d'habileté que, malgré la guerre, jamais notre colonie marocaine n'a connu plus de calme prospérité.

Le contre-amiral Ronarc'h. — Le contre-amiral Ronarc'h, le héros de Dixmude, a reçu les trois étoiles.

Un décret soumis à la signature du Président de la République confère, en effet, le grade de vice-amiral au commandant de la brigade des fusiliers marins qui s'illustra sur les rives de l'Yser.

L'amiral Ronarc'h en ces circonstances a montré une fois de plus quel ascendant merveilleux il savait prendre sur ses hommes.

Mais il avait déjà, depuis longtemps, fait ses preuves dans les divers commandements à la mer qni lui avaient été confiés, et notamment lorsqu'il fut placé à la tête des flottilles de la Méditerranée, ce qui lui valut les étoiles de contre-amiral.

Il est en outre, l'inventeur du drague-mines adopté par la marine anglaise.

Octobre 1915.

Médailles d'honneur. — Le Ministre de la Guerre a décerné les Médailles d'honneur des épidémies ci-dessous :

Médaille d'argent. — Mlle Marsy, infirmière de l'Union des femmes de France, directrice de l'hôpital auxiliaire n° 101 à Amiens.

Médaille de bronze. — Mme Gouttenègre (en religion sœur Saint-Antoine de Padoue), infirmière à l'hôpital temporaire n° 10 à Amiens; Mlle Martin, infirmière de la Société française de secours aux blessés militaires à l'ambulance 5/57; Mme Robert, infirmière à l'ambulance 5/51; Mlle Cahon, infirmière bénévole de la Société française de secours aux blessés militaires, à l'ambulance 5/57; Mme Vallière, née Feuillerade, infirmière-major de l'Union des femmes de France.

Citations à l'ordre du jour de l'armée.

Mme Léonie de l'Église (sœur Vincent), des Filles de la charité, supérieure de l'hospice d'Albert. A montré sous le feu de l'ennemi un constant et admirable dévouement. Blessée par un obus en soignant des vieillards qui avaient refusé de quitter l'hospice.

Mme Joséphine Kromer (sœur Marie) de la Flagellation, supérieure de l'hospice d'Harbonnières. A efficacement protégé et soigné les blessés français pendant l'occupation ennemie, et, en s'exposant gravement elle-même, a assuré leur liberté. A donné pendant ce temps et depuis, des preuves répétées d'un dévouement sans bornes.

Le *Journal officiel* publie le 20 octobre cette liste :

Mme Carrel-Billiard (Anne), infirmière-major à l'hôpital temporaire n° 21, à Compiègne. A dirigé à Compiègne l'installation d'un hôpital modèle et des laboratoires qui y sont annexés au nom de l'Institut Rockefeller. S'est dévouée aux blessés qui y sont traités et qui sont, par principe, sélectionnés parmi les plus graves, est restée l'âme de cette formation malgré les bombardements de la ville par la grosse artillerie allemande.

Mme Jacquet (Thérèse), veuve Chibert, infirmière-major, directrice du service des infirmières à l'hôpital auxiliaire n° 105, à Compiègne. A rempli avec le plus grand zèle, depuis l'ouverture de l'hôpital n° 105, à Compiègne, même pendant l'occupation allemande, ses fonctions d'infirmière-major et de directrice du service des infirmières et a fait preuve de beaucoup de courage et de sang-froid pendant les bombardements de Compiègne.

Mlle Leconte (Jeanne), infirmière, chef de salle à l'hôpital auxiliaire n° 105, à Compiègne. A rempli ses fonctions de chef de salle depuis l'ouverture de l'hôpital, même pendant l'occupation allemande. A tenu son service avec une régularité, un sang-froid et une intelligence parfaite, malgré des bombardements de grosse artillerie.

Mlle Lambert (Marthe), aide-infirmière à l'hôpital auxiliaire n° 105, à Compiègne. A donné ses soins aux malades et blessés avec le plus grand dévouement depuis l'ouverture de l'hôpital, même pendant l'occupation allemande. A contracté au chevet des malades la fièvre typhoïde et a repris son service aussitôt sa guérison, continuant à l'assurer pendant les bombardements de Compiègne par la grosse artillerie allemande.

Mme la baronne Fain (Magdeleine), infirmière-major, présidente du comité de Compiègne. Est restée à son poste de présidente et d'infirmière-major de l'hôpital du château de Compiègne au moment de l'occupation allemande; a fait face aux différentes difficultés de tout genre avec sang-froid, énergie et une attitude pleine de dignité et de fermeté, se tenant prête à toutes les éventualités, et réconfortant sans cesse son personnel. N'a pas quitté ses fonctions depuis le début de la guerre, malgré les bombardements ennemis.

Mlle Cleret (Marie), infirmière-major, à l'hôpital annexe du collège (Compiègne). A fait campagne au Maroc. Est restée à son poste pendant l'occupation allemande, a organisé au prix de difficultés sans nombre l'hôpital du collège de Compiègne qu'elle n'a cessé de diriger depuis sa fondation avec un dévouement digne d'éloges et malgré des bombardements de grosse artillerie.

Mlle Barbier (Jeanne), infirmière-major à l'hôpital annexe du palais de Compiègne. Est restée à son poste pendant l'occupation allemande. A dirigé l'hôpital 34, à Compiègne pendant cette occupation avec une énergie et une attitude peu communes et n'a pas un seul jour, depuis le début de la guerre, quitté ses fonctions, malgré des bombardements de grosse artillerie.

Mme Trivioz (Eugénie), en religion sœur Jeanne-Marie, supérieure du couvent de la Compassion, hôpital annexe du palais de Compiègne. Au moment où les Allemands allaient occuper Compiègne, a refusé de quitter son couvent, se tenant ainsi résolue et prête à toutes éventualités. A mis tout son personnel à la disposition du service de santé, en a imposé aux Allemands par son attitude digne et ferme, et n'a cessé depuis le début de la guerre de consacrer à l'œuvre des blessés son temps et les ressources de la communauté avec un dévouement et une intelligence au-dessus de tous éloges, et cela, malgré des bombardements de grosse artillerie.

Mme Hermann (Marie), infirmière à l'hôpital annexe du palais de Compiègne. Est restée à son poste pendant l'occupation allemande de Compiègne. S'est consacrée aux soins des grands blessés

de l'hôpital 34, depuis le début de la guerre avec un courage et une énergie qui ne se sont jamais démentis, et cela, malgré des bombardements de grosse artillerie.

Mme la comtesse Pillet-Will (Antoinette), infirmière à l'hôpital annexe du palais de Compiègne. A accompagné jusqu'à Rouen un convoi de blessés anglais évacués de l'hôpital 34 à Compiègne. Trouvant à son retour la ville occupée par l'ennemi, y est rentrée le lendemain du départ des Allemands. N'a pas quitté son poste depuis cette époque, malgré des bombardements de grosse artillerie, consacrant au service des blessés un dévouement et une énergie vraiment remarquables.

De non moins éloquentes citations concernent Mmes Hélène Boltenski, Juliette Perdon, sœur Joseph du Saint-Rosaire, sœur Blanche du Saint-Cœur de Marie, sœur Marguerite, infirmières à Villers-Cotterets et Senlis.

Mort au champ d'honneur. — Le capitaine Ismaïl de Lesseps, du 3e chasseurs d'Afrique.

Blessé très grièvement au Maroc (il avait eu les deux poumons traversés), le capitaine de Lesseps, à peine sur pied, voulut revenir en France et reprendre sa place au combat. Le 30 septembre dernier, à 4 heures de l'après-midi, le 2e escadron, qu'il commandait, reçut l'ordre d'attaquer à la grenade un boyau aux deux tiers comblé par le bombardement. Laissant ses hommes en arrière, il s'avança seul pour reconnaître la position. Au moment où il allait appeler son escadron pour le lancer à l'attaque, il fut reçu par une violente fusillade. Une balle lui traversa de part en part la poitrine. Il put néanmoins avoir assez de force pour revenir tomber au milieu de ses soldats. On le porta dans un abri où il expira au bout de quelques minutes.

Le capitaine Ismaïl de Lesseps était le troisième des sept fils encore vivants de Ferdinand de Lesseps. Cinq de ses frères sont au front. Ce sont : Mathieu de Lesseps, sous-lieutenant au 5e hussards ; Bertrand, capitaine au 4e chasseurs à cheval ; Paul, maréchal des logis aviateur : Robert, sous-lieutenant au 4e cuirassiers ; Jacques, sous-lieutenant aviateur, qui vient d'être décoré. De plus, le gendre du grand Français, le marquis de Miramon, quoique libéré de tout service militaire, s'est engagé comme sous-officier au 8e dragons et vient d'être nommé sous-lieutenant ; un beau-frère, le capitaine de La Bégassière, a été tué le 17 septembre 1914, à côté du général Bridoux. Enfin, un autre beau-frère, le baron Lacaze, lieutenant au 6e dragons, est au front.

Le Livre d'or de l'armée. — Citations à l'ordre du jour :

Calais-Pheasant, lieutenant au 14e bataillon de chasseurs : officier

remarquable, d'une belle intelligence et d'une superbe bravoure. Cité à l'ordre de l'armée au début de la campagne. Bien que blessé, est allé au feu les 20, 22 et 26 juillet 1915 avec la main en écharpe, donnant à ses chasseurs un magnifique exemple. A été de nouveau blessé à leur tête.

De La Rochefoucauld, lieutenant observateur à l'escadrille M. S. 15 : le 4 juillet, exécutant une reconnaissance à longue portée par un temps difficile et dans une zone particulièrement défendue par l'artillerie ennemie, a accompli courageusement sa mission et a dû atterrir après avoir eu son appareil gravement atteint par le feu ennemi.

Peretti, sous-lieutenant, pilote-aviateur à l'escadrille M. S. 31 : pilote hors ligne, d'une habileté et d'une audace éprouvées. Depuis son arrivée au front, au début de septembre, a exécuté des reconnaissances hardies, se faisant remarquer par un sang-froid et une endurance à toutes épreuves. Le 11 décembre, a eu son appareil atteint de plusieurs éclats d'obus et a été touché au bras par un éclat. A exécuté de nombreux vols de chasse contre les avions ennemis, en particulier le 13 avril, où il a obligé un avion et, le 18 avril, deux avions à faire demi-tour.

Weiller, chef de bataillon au 79e d'infanterie : au cours d'un combat de nuit (nuit du 7-8 octobre 1914), a assuré avec 50 hommes la défense d'un village attaqué par 7 compagnies allemandes. A résisté avec la plus grande énergie à toutes les attaques de l'ennemi et a permis ainsi aux éléments de contre-attaque de cerner les assaillants et de faire un grand nombre de prisonniers. A fait lui-même avec son détachement un lieutenant-colonel et 123 Allemands prisonniers.

De Villèle, capitaine de réserve au 10e bataillon de chasseurs : officier de réserve des plus distingués, tant par sa bravoure que par l'expérience qu'il avait acquise du commandement. Blessé mortellement le 4 mars, a passé le commandement à son lieutenant avec le plus grand calme et a quitté sa compagnie en criant : « Adieu, vive la France! »

Du Perron de Revel, capitaine au 10e bataillon de chasseurs : officier des plus distingués, tant par ses services que par ses hautes qualités militaires. Adoré de ses subordonnés, dont il savait tout obtenir. Tué à son poste de commandement, le 3 juin, par un obus.

Goubeau, lieutenant-colonel à titre temporaire, commandant le 140e d'infanterie : chef de corps de haute valeur, par son énergie, son activité, sa décision, a su, en payant largement de sa personne, faire réaliser par son régiment des gains importants dans des circonstances difficiles (8 juin).

Lamarche, chef de bataillon à titre temporaire au 137e d'infanterie : s'est distingué depuis le début de la campagne. S'est porté, le 7 juin, à l'attaque avec deux de ses compagnies. Est resté sur la première ligne et a organisé la position. A maintenu ensuite

son bataillon pendant quatre jours consécutifs sous un violent bombardement, réconfortant ses hommes par sa présence, son calme et sa bonne humeur.

Quesnel, soldat à la compagnie de mitrailleuses du 202e d'infanterie : a donné à ses camarades le plus bel exemple de bravoure et de sang-froid pendant le bombardement du 23 juin. Son chef de section ayant été tué, ainsi que le caporal chef de la pièce voisine, a maintenu chacun à son poste jusqu'à l'arrivée du lieutenant et s'est dépensé très activement sous un bombardement intense pour retirer des abris éboulés les corps des hommes tués et la deuxième pièce qu'il a immédiatement remise en batterie.

Berthin, lieutenant pilote à l'escadrille C 17 : officier aviateur d'élite. A été blessé dans un accident d'atterrissage le 26 janvier 1915, au retour d'une chasse contre un avion allemand. A eu à plusieurs reprises son avion atteint par des éclats d'obus, en particulier le 2 juin, où il a réussi, grâce à son sang-froid, à atterrir avec un appareil si gravement endommagé que son remplacement a été jugé nécessaire.

Larrue, sous-lieutenant observateur à l'escadrille M. F. 5 : excellent officier observateur qui rend des services particulièrement appréciés. A effectué en avion de nombreuses reconnaissances périlleuses et s'est particulièrement distingué le 23 mai en attaquant résolument à coups de mousqueton un avion allemand qu'il a obligé à rentrer dans ses lignes.

Ragouillaux, soldat de 2e classe au 164e d'infanterie : grièvement blessé dans la tranchée le 4 juin 1915; ayant le pied droit presque entièrement sectionné par un éclat d'obus, a dit au commandant de la compagnie : « Serrez-moi la main, je suis fichu, mais cela ne fait rien, c'est pour mon pays. »

Saint-Paul, soldat au 128e d'infanterie : au cours de l'assaut, a abandonné sac et fusil pour rattraper plus vite un Allemand qui fuyait devant lui; l'a terrassé et réduit à l'impuissance.

Compagnie du génie 7/13 : sur le front depuis six mois, a pris part, en tête de colonne, à dix assauts. Pendant une période d'attaque, elle a, par ses approches à la sape et à la mine et malgré les bombardements journellement répétés, contribué, pour une grande part, à l'enlèvement d'une position allemande importante. Depuis, elle a su défendre par ses travaux de mine un front de 4 kilomètres, désorganisant complètement les travaux de mine de l'ennemi et réduisant celui-ci à l'impuissance.

Légion d'honneur. — Le lieutenant observateur Lamasse est inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur pour la croix de chevalier.

Mlle Jaquier, infirmière-major; Mmes Armagnac, de Chabannes, de la Tour-Maubourg, Mlle Le Bail et de Lyrot, infirmières de la Société de Secours aux blessés militaires : ont prodigué leurs

soins à de nombreux blessés pendant le bombardement et l'investissement de Maubeuge. Libérées après trois mois passés près des blessés français et allemands, se sont mises immédiatement à la disposition de leur société et ont continué leur mission dans différents hôpitaux, où elles n'ont cessé de montrer un dévouement digne des plus grands éloges.

André Combes, médecin auxiliaire au 303e régiment d'infanterie : a, en toutes circonstances, depuis le début de la campagne, fait preuve d'un dévouement et d'un mépris du danger dignes d'éloges. S'est distingué en particulier en enlevant des blessés sous le feu et à proximité des lignes ennemies le 20 avril 1915.

Une héroïne. — Sur le front nord-ouest, pendant un combat acharné, la sœur de charité Ivanova pansait des blessés sous un feu terrible de l'ennemi. Voyant le commandant et tous les officiers du bataillon tués et consciente de l'importance du moment décisif de la bataille, elle réunit autour d'elle les soldats survivants, désorientés par la perte de leurs chefs, les entraîne, prend d'assaut, avec eux, la tranchée ennemie et en chasse les Allemands. Elle tombe ensuite percée d'une balle.

Citations à l'ordre de l'armée navale. — Le *Journal officiel* publie les citations à l'ordre du jour des militaires dont les noms suivent :

M. Picot, capitaine de frégate, chef d'une mission à l'étranger : officier supérieur, énergique et de grande valeur. A, par son exemple, entretenu constamment la belle attitude au feu des officiers et marins placés sous ses ordres.

M. Levillain, enseigne de vaisseau de 1re classe de réserve : au cours d'une mission de bombardement ordonnée, comme observateur d'avion, a aidé un pilote blessé dans le pilotage de l'appareil et a, par son sang-froid, permis au pilote de conserver sa connaissance jusqu'à l'atterrissage de l'avion dans nos lignes.

Armée aérienne. — Citations à l'ordre du jour :

Védrines, adjudant-pilote à l'aviation d'une armée. Pilote adroit et courageux ayant accompli plus de cent vingt heures de vol depuis le début de la campagne. Depuis son arrivée à l'escadrille, n'a cessé de réclamer pour lui l'honneur d'exécuter les vols les plus périlleux. A notamment, en mai et juin 1915, rempli brillamment cinq missions spéciales, particulièrement dangereuses et difficiles. S'est particulièrement distingué aux opérations du 5 au 15 juin 1915.

Surcouf, capitaine à titre temporaire, commandant la 26e compagnie d'aérostiers de campagne. Officier remarquable à tous points

de vue. Commande sa compagnie avec une grande compétence et en obtient un excellent rendement. Aéronaute réputé. A donné de nombreuses preuves de bravoure et d'adresse.

Le chef des volontaires grecs décoré de la Légion d'honneur. — Le lieutenant Epaminondas Valsamachi, chef de la légion des volontaires grecs qui combattent avec les armées françaises contre l'Allemagne, qui avait déjà, il y a quelque temps, été cité à l'ordre du jour de l'armée pour sa brillante conduite au feu, vient d'être décoré de la Légion d'honneur.

Un concierge décoré de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur. — Il y avait, avant la guerre, au lycée Condorcet un ménage de braves gens qui vendait aux élèves de menues friandises et des fournitures scolaires.

C'étaient les concierges Davous. Ils menaient une vie simple, régulière et tranquille et on aurait été bien surpris si quelqu'un à cette époque eût prédit que Barthélemy Davous, ce paisible concierge de la rue du Havre, deviendrait un héros.

La guerre éclata. Davous, qui était adjudant de réserve, reprit du service le 6 août 1914 au 124e régiment d'infanterie.

Au mois d'octobre suivant il était promu sous-lieutenant, sur le champ de bataille, puis lieutenant, toujours sur le champ de bataille en mars 1915, après avoir été trois fois cité à l'ordre du jour de son corps d'armée et une fois à l'ordre du jour de l'armée.

Le 25 mars 1915, le général Joffre passant une revue décora Barthélemy Davous de la Légion d'honneur.

Les vieux au front. — Au début de la guerre, M. Victor Rey, gouverneur des colonies en retraite, s'engagea comme simple soldat, bien que son titre l'assimilât au grade de général. Agé de soixante-deux ans, M. Victor Rey a fait, à ce jour, douze mois de campagne. Il n'a quitté le front qu'à son tour de permission.

Les belles familles. — Les époux Plessy-Beaulu, habitant à Sandillon (Loiret), ont huit enfants, sept garçons et une fille. Les sept garçons, depuis le début de la guerre, sont sous les drapeaux. Le mari de la sœur de ces sept braves, M. Jean Colomb, est mort au champ d'honneur, dans les Vosges, après onze mois de campagne. Sa veuve a quatre enfants à élever.

La famille Grévot, de Villemoisson-sur-Orge, a six fils à l'armée.

Le père est décoré de la médaille de 1870. Ce brave homme avait, en outre, un petit-fils, Henri, de la classe 1911. Blessé grièvement au début de la guerre, il a été brûlé vif par les Allemands, en Belgique. Un autre, Robert, classe 1917, est prêt à partir.

Trois frères cités à l'ordre du jour. — Voici trois citations dont les frères Lhôte ont été l'objet :

M. Georges Lhôte, sous-lieutenant der éserve au 31e d'artillerie : « Officier brave et énergique, tué à Roye, le 27 septembre, aux côtés du chef de corps (ordre du régiment du 30 mai 1915). »

M. Léon Lhôte, adjudant au 117e d'infanterie : « Chef de section plein d'allant, rempli de sang-froid, a eu une très belle attitude au feu depuis le début de la campagne, et particulièrement au combat du 24 septembre (Liancourt), où il fut blessé à la tête de sa section. Revenu au front le 13 novembre 1914 (ordre de la brigade du 3 août 1915). »

M. Émile Lhôte, sous-lieutenant au 130e d'infanterie : « A montré des qualités d'entrain et de bravoure remarquables jusqu'au 1er octobre, date où il a été blessé (Goyencourt, ordre du corps d'armée de 26 mai 1915). »

M. Georges Lhôte était ingénieur des arts et manufactures. M. Léon Lhôte est licencié en droit. M. Émile Lhôte a fait partie de la promotion dite « de la Croix du drapeau » de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr.

Aux Invalides. — Dans la cour d'honneur des Invalides, le général Cousin, commandant la 165e brigade d'infanterie, a remis, avec le cérémonial habituel, cinq rosettes d'officiers, quatorze croix de chevaliers de la Légion d'honneur et cent onze Médailles militaires à des officiers, sous-officiers et soldats blessés et convalescents.

Bien avant l'heure indiquée pour la cérémonie, une foule énorme envahit les galeries du rez-de-chaussée et du premier étage de la cour. Les troupes sont formées en carré. Elles se composent d'un bataillon du 237e régiment territorial et de deux compagnies de sapeurs-pompiers avec drapeaux. A 9 heures précises, aux accents de la *Marseillaise*, le général Cousin fait son entrée, passe devant les troupes, puis vient se placer au centre du carré, en face des nouveaux promus.

Sont promus officiers de la Légion d'honneur :

MM. Manuet, lieutenant-colonel, sous-chef d'état-major du gou-

verneur militaire de Paris; Pauleau, pharmacien princip. de 1re classe; Brissach, capit. au 130e d'inf.; Chatray, capit. au 9e tirail. algérien; Cuvillier-Fleury, capit. au 46e d'inf.

Sont nommés chevaliers :

MM. Le Merle, chef de bat. au 3e rég. de marche du 1er étranger; Pognon, cap., 11e d'art.; Legouze de Saincenne, cap., 23e drag.; Martel, cap., 48e d'art.; Vidal, chef de musique, 20e d'inf.; Boueher et Deker, officiers d'administ. de 1re cl.; Guillaume, vétér. de 1re cl.; Gaulier et Minet, pharmac.-majors de 2e cl.; Lomart, lieut. au 21e d'inf.; Rochet et Laroque, officiers d'administ. de 2e cl ; Desforges, lieut. au 51e d'inf.

Le général Cousin a remis ensuite cent onze médailles militaires aux sous-officiers et soldats qui se sont distingués au feu.

Le défilé des troupes devant les nouveaux décorés a eu lieu aux accents entraînants de la marche de *Sambre-et-Meuse* et cette imposante cérémonie s'est terminée au milieu de l'émotion générale de la foule.

Mort au Champ d'honneur. — Le sergent Jacques Benoist de Laumont a été tué le 23 septembre en Champagne. Son père, le baron Benoist de Laumont, venait de mourir. On aurait voulu que le fils pût embrasser son père avant la fermeture du cercueil. Mais on se battait là-bas. Les heures passèrent. « Mort au champ d'honneur » devait être la réponse définitive à la familiale requête. Voici la lettre adressée par l'héroïque jeune homme à sa sœur, la comtesse Marquiset, la veille de l'assaut, la veille de sa mort, lui ignorant toujours que son père, l'ancien combattant de 1870, qu'il savait malade, lui eût montré le chemin de la tombe....

24 septembre 1915 (9 h. soir).

Ma sœur aimée,

Je t'écris cette lettre à tout hasard, j'ai écrit à maman en antidatant... tu comprends?

Demain matin, à l'aube, vers les 3 h. 30, nous partons à la charge.

Comme nous l'espérons tous, comme nous en sommes tous sûrs, nous devons percer, nous percerons. Or, le ...e a l'honneur d'attaquer, et le premier bataillon en tête, c'est le mien. Je suis fier que le général nous ait jugés dignes de cet effort.

La mort peut me prendre ou me laisser ; dans l'un ou l'autre cas, sœur aimée, je ferai mon devoir. Si je suis tué, annonce-le à maman d'abord, puis à papa avec grand ménagement.

Ma seule douleur sera votre chagrin, ô vous que j'aime tant! Mais n'est-ce pas la plus belle mort qui soit au monde... mourir pour son pays, et quand ce pays s'appelle « la France! »

Aussi ne me pleurez pas, j'aurai eu la mort qui me plaît le plus. Je veux être enterré où je serai tombé, au milieu de mes hommes... de mes amis... Je serai mieux ainsi, dans le champ arrosé par mon sang....

Adieu, ma sœur chérie, car si tu lis cette lettre, c'est que je vous aurai quittés.

Comment nos soldats se battent. — Un mot d'officier sur ses soldats en désignant une colline où ils combattent : « Je ne trouve pas d'hommes pour conduire les prisonniers — disait un officier — ils veulent tous rester là-haut ».

Héroïsme civil. — Il y a quelque temps, la ville de Sainte-Menehould a été soumise a un très violent bombardement par les gros canons allemands. Plusieurs civils furent tués ou blessés. En la circonstance, un adjoint au maire, M. Bocquillon, avoué, fit preuve du plus grand courage et paya de sa vie son héroïsme.

Il remplaçait le maire, M. Moulins, malade depuis de longs mois.

Dès les premières détonations, il quitta son domicile et se rendit à l'Hôtel de Ville pour faire mettre en sûreté les archives de la mairie. Comme il traversait la place, il fut atteint par un obus et blessé mortellement. A l'hôpital, où il avait été transporté, il exprima le désir d'être enterré au cimetière militaire de Sainte-Menehould parmi les soldats morts pour la patrie et sans aucun apparat.

D'innombrables officiers et soldats conduisirent son deuil. Sur sa tombe, le général d'armée déposa la Croix de guerre avec palme et lut le motif de sa citation à l'ordre de l'armée :

A été tué par un obus alors que, sous le bombardement, il circulait dans la ville pour remplir les devoirs de sa charge municipale.

Des deux fils de M. Bocquillon, l'un est blessé et prisonnier, l'autre a, lui aussi, été cité à l'ordre de l'armée.

Les parents du jeune héros. — Du *Courrier de l'armée belge*, à la date du 13 octobre :

Il y a quelques jours mourait dans un hôpital belge établi en France, un jeune garçon, caporal volontaire dans un régiment de ligne. Il avait eu les poumons traversés par une balle.

Ses parents, des Namurois, dont la maison avait été incendiée par les Allemands, étaient réfugiés dans une commune de la Sarthe. Le directeur de l'hôpital leur télégraphia que leur fils — un enfant unique — était à toute extrémité.

Quand ils arrivèrent à l'hôpital, il était trop tard : le vaillant garçon avait succombé depuis la veille.

On conduisit les infortunés parents au funèbre chevet.

« De quoi est-il mort? demande le père au directeur, après un moment de recueillement.

— D'une blessure au poumon.

— Nous tenons à voir la blessure, insiste la mère, car on nous a dit que notre fils était mort d'un froid. »

Sur un ordre, une religieuse infirmière écarte le linge et désigne du doigt la blessure.

« Merci, fait la mère; maintenant, nous sommes satisfaits et nous pouvons pleurer en paix : notre fils est vraiment mort en combattant. »

Une promesse du général Marchand. — De M. Allen, représentant la presse anglaise au quartier général français :

Avant l'attaque, le général commandant visita la division Marchand. Devant ses troupes, le général Marchand, dont le nom sera toujours associé à la bataille de Champagne, prononça les paroles suivantes : « Mon général, le jour de l'attaque, nous atteindrons la ferme Navarin en une heure. »

Pour atteindre la ferme, les soldats devaient franchir deux milles de tranchées et de fortifications. Néanmoins, ce fut pour eux un point d'honneur de tenir la promesse faite par leur général, et en une heure ils avaient dépassé la dernière tranchée les séparant de la ferme.

Ce fut dans cette attaque glorieuse que le général Marchand fut blessé; ce brave officier était d'ailleurs partout où il y avait du danger et où ses hommes avaient besoin d'encouragement. Il tomba à la tête de ses troupes, la pipe à la bouche, la canne à la main, au moment où il menait l'assaut des tranchées ennemies.

Le Barreau de Paris. — Le Barreau parisien peut être fier de ses mobilisés et de ses volontaires de tout âge.

Cinquante-sept de ces braves ont été cités à l'ordre du jour; cinq ont reçu la Médaille militaire; un a été décoré par le Tsar de la croix russe de Saint-Georges et vingt-deux ont été nommés ou promus dans la Légion d'honneur.

Cette statistique est fournie par l'*Ambulance*, qui enregistre aussi soixante-dix-neuf avocats parisiens morts au champ d'honneur.

Ce qu'ont fait, ce que font les cheminots depuis la mobilisation. — De M. Bidegaray, secrétaire général du syndicat national des travailleurs des chemins de fer, dans le *Petit Parisien :*

Dire ce qu'ont fait, ce que font encore les cheminots, déborderait de beaucoup le cadre de cet article; je voudrais toutefois montrer avec quelle constante abnégation, quel dévouement de toutes les heures, de toutes les minutes, ils ont fait face au labeur formidable que représente, pour eux, le trafic ininterrompu qui règne sur nos réseaux depuis bientôt quinze mois de guerre.

Le Gouvernement a proclamé comment les agents de chemins de fer ont modestement et méthodiquement rempli leur tâche, lors de la mobilisation, et nous n'oublierons jamais que le généralissime a dit après la bataille de la Marne : « La première victoire appartient aux cheminots ».

On ne peut raconter, en effet, ce qu'a été, depuis Charleroi jusqu'à la Marne, le surmenage intense, écrasant, subi par tous, de grand cœur, en ces instants tragiques et douloureux, où il fallait non seulement envoyer des troupes au front, mais en transporter d'un point à un autre pour la formation de nouvelles armées; où, sans retard, devait être assuré l'approvisionnement des combattants, en armes, munitions et vivres; où il importait d'évacuer d'urgence l'artillerie, les blessés, les malades et les prisonniers et de ramener en lieu sûr le matériel, machines et wagons de Belgique et du territoire envahi. On se demande même, après coup, comment ont pu être assurés les services publics si extraordinairement chargés; comment a pu être effectué, sans accident et sans accroc, le déplacement du Gouvernement et de toutes les branches administratives et financières du pays; comment, enfin, ont été évacués les femmes, les vieillards, les enfants des régions exposées et les nombreux Parisiens que leur prévoyance incitait à ne pas gêner l'action militaire en cas de siège.

Les vieux au front. — Un des plus beaux exemples de vaillance vient d'être donné par un Nantais, M. Jourdain, âgé de 69 ans, professeur de chant, le ténor renommé qui fut le créateur de « Sigurd ». Après avoir perdu l'un de ses deux fils sur le front, il s'engagea il y a quelques semaines au 65e de ligne avec le grade de sergent-major qu'il avait gagné, en même temps que la Médaille militaire, pendant la guerre de 1870-1871. Le vieux sergent-major Jourdain, très vigoureux, avait demandé à servir au front ; il vient d'y recevoir la Croix de guerre avec citation à l'ordre de la division, pour avoir assuré, aux combats des 6 et 10 juin, sous un bombardement extrêmement violent, le ravitaillement des unités de première ligne.

M. Lalaut, de Montereau, ancien combattant de 1870, vient de contracter un engagement pour la durée de la guerre. Ce vétéran, qui fut blessé en 1870, est âgé de 71 ans et est père de huit enfants, dont trois sont sur le front.

Quatre sous-officiers. — A Sainte-Adresse, dans une salle du Ministère de la Guerre belge, un colonel a rassemblé quatre sous-officiers remplissant les fonctions de dessinateurs et leur dit :

« A X... (en Belgique), l'importante usine Z... est transformée par les Allemands en une très active fabrique de munitions. Un raid d'avions doit tenter après-demain un bombardement et la destruction de cette usine. Mais nous manquons de plans précis pour la repérer utilement. Quelqu'un de vous peut-il rapidement et sûrement établir ces plans? »

Un des sous-officiers, très pâle, s'avance et balbutie :

« Moi, mon colonel !

— Vous connaissez bien l'établissement et son voisinage?

— J'y suis dessinateur depuis dix ans, et je possède, enclavé dans l'usine, un petit pavillon dans lequel habitent encore mes parents, ma femme et mes deux enfants. »

Le colonel pâlit à son tour légèrement, maîtrise son émotion, et, serrant énergiquement la main du sous-officier, lui dit :

« Je compte sur vous. Merci ! »

Lettres du front. — M. René Bazin, de l'Académie française, cite dans l'*Echo de Paris* les lettres suivantes.

Lettre d'un sous-lieutenant à sa femme :

Quant à mon moral, je suis en proie à un sentiment de paix et d'allégresse indéfinissable. On est impressionné par le changement de vie si radical, si subit, mais on n'a aucune pensée d'épouvante. Puis, on est unis tout d'un coup par un sentiment de solidarité étroite, affectueuse qui va du plus grand au plus petit. Pour ma part, je me sens si bien sous la protection immédiate de Dieu, que je suis aussi tranquille que peut l'être un mortel. Dites-vous bien, en ce moment, que votre mari est à un poste d'honneur, et que, dès aujourd'hui, c'est un vrai guerrier, qui n'a pas froid aux yeux, et encore moins au cœur.

Lettre d'un soldat philosophe :

Ah! la réalité de la patrie est dans nos âmes, et rien ne la fortifie comme la puissance du sentiment d'immortalité qui y est dé-

posé, qu'il serait impie et sacrilège de contrarier, de diminuer ou de détruire. Ce ne sont pas des lieux communs mystiques que je rapporte; c'est le sentiment exact né en moi au contact quotidien avec ceux qui combattent et souffrent, ceux pour qui la guerre est un renoncement total, une austérité continuelle. La qualité de leurs espérances est aussi un facteur trop important de la France de demain, pour qu'on n'ait pas le souci de les vouloir supérieures.

Lettre d'un ouvrier de carrière :

Je suis près d'Arras, à la veille d'une grande attaque de notre part. Ces jours-ci on a distribué des casques, des masques contre les gaz. Tous nous nous sommes préparés à la mort; nous avons fait nos petits testaments entre camarades. Je m'en vais, sans soucis matériels, très heureux de donner ma vie, si Dieu la demande, pour la France.

Témoignage américain. — Le sénateur Lodge, membre du comité des affaires étrangères, a dit à Lowell, devant un immense auditoire :

Qui donc pourrait refuser ses hommages au peuple français quand il se bat comme un seul homme, en silence et en ordre, avec un splendide courage, pour l'indépendance de son territoire et la liberté de ses enfants? Regardez-le dans ses tranchées sanglantes, dans ses villages dévastés, ce peuple héroïque. Au-dessus de lui flotte au vent le drapeau de Valmy et de Jemmapes, le drapeau tricolore, frère aîné du nôtre. Citoyens, souvenons-nous de La Fayette et de Rochambeau et de leurs vaillants compagnons d'armes qui nous ont donné leur cœur et leur vie et, devant le drapeau de la France, découvrons-nous! »

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PREMIÈRE PARTIE : FAITS DE GUERRE.

CHAPITRE I. — *FRONT OCCIDENTAL* 1

A l'assaut du Lingekopf et du Schratzmaennele. — Résumé de la situation militaire du mois d'août. — L'offensive de septembre : Champagne ; Artois. — Résumé des deux offensives. — La journée du 7 octobre. — La prise de la Courtine. — Résumé de la situation militaire des mois de septembre et d'octobre.

CHAPITRE II. — *FRONT ORIENTAL* 60

Résumé de la situation militaire sur le front russe. — Résumé des opérations militaires sur le front serbe. — Résumé de la situation militaire dans les Balkans.

CHAPITRE III. — *HORS D'EUROPE*. 82

DEUXIÈME PARTIE : DIPLOMATIE ET POLITIQUE.

CHAPITRE I. — *NÉGOCIATIONS ET ACTES DIPLOMATIQUES*. . 87

Les négociations de l'Entente avec la Bulgarie. — Les États-Unis et l'Angleterre. — Les manœuvres pro-germaines aux États-Unis. — Déclarations des Puissances à la Bulgarie. — Déclarations de M. Radoslavoff. — Nouvelle note de l'Autriche aux États-Unis. — Les troupes franco-anglaises débarquent à Salonique. — La démission de M. Venizelos. — Proclamation du roi Ferdinand de Bulgarie. — Proclamation du Tsar. — Déclaration de Sir Edward Grey aux Communes. — La Grèce entre ses intérêts et son Roi.

CHAPITRE II. — *EN FRANCE*. 107

Télégrammes de George V et de M. Poincaré. — L'émission des Bons du Trésor et des Obligations de la Défense au Sénat. — Création des sous-secrétariats

Pages.

d'État à la Guerre (intendance et santé). — La question de l'or. — Le commerce extérieur de la France en août 1915. — La liquidation à la Bourse. — Une allocution de M. Poincaré. — Au parquet des agents de change; tableau de la Bourse avant la guerre et depuis la guerre. — Un sous-secrétaire d'État à l'aéronautique. — L'appel de la classe 1917 et le maintien de la classe 1888. — La répression des fraudes dans la zone des armées. — L'anniversaire de la bataille de la Marne. — Félicitations du roi George aux troupes françaises. — L'assassinat de miss Cavell. — Les cinq sous des soldats. — La situation diplomatique. — Remaniement ministériel.

CHAPITRE III. — *CHEZ LES ALLIÉS*. 135

Le commerce de l'Angleterre. — Une lettre de Sir Edward Grey. — La « Journée française » en Angleterre. — La fortune immortelle de la France. — Adresse du Comité central franco-belge au roi Albert. — Mme Carton de Wiart. — Ordre du jour du Tsar. — Une visite chez le Tsar. — L'Union sacrée en Russie. — Circulaire du Gouvernement italien au sujet de la violation du traité de Lausanne commise par la Turquie. — Les ressources de l'Italie. — L'alliance balkanique. — La politique du Gouvernement japonais. — Des Français visitent la flotte anglaise. — L'hypothèse d'une invasion allemande en Angleterre. — Le budget britannique. — Un discours de von Bissing. — Le Tsar général en chef. — Les deux impératrices de Russie. — Miss Edith Cavell fusillée. — Pour rendre le blocus plus strict. — Un manifeste impérial en Russie. — Les idées de M. Giolitti. — Un ordre du jour du roi Pierre de Serbie. — Déclaration du comte Okuma. — Le Japon et le pacte de Londres.

CHAPITRE IV. — *CHEZ LES ENNEMIS*. 176

Discours du Chancelier allemand au sujet de l'entrée en scène de l'Italie. — Un manifeste de Guillaume II. — Ce que serait la paix allemande. — Discours du Chancelier au Reichstag le 19 août. — Proclamation de l'empereur François-Joseph à ses troupes. — Les atrocités allemandes. — Les massacres d'Arménie. — Le Kaiser et ses fils en campagne. — Les effets de leur « Kultur ». — La propagande allemande pour l'emprunt. — Le blocus de l'Allemagne. — Le coton contrebande de guerre. — La cherté des

Pages.

vivres en Allemagne. — L'état d'âme en Allemagne. — Une chanson sur *la Lusitania*. — La victoire de la Marne avouée par les Allemands. — Le brillant second. — L'armée turque. — Ordre du jour d'une division allemande. — Une interview du général von Klück. — Les exhortations de Maximilien Harden. — Le patriotisme français et les Allemands. — La vie à Vienne. — L'armée bulgare. — Manifeste du roi de Bulgarie à son peuple.

CHAPITRE V. — *CHEZ LES NEUTRES*. 237

Le roi Alphonse XIII et le manifeste des intellectuels. — Le sentiment suisse. — L'occupation allemande au Luxembourg. — Un appel du Saint-Siège pour la paix. — Le complot allemand aux États-Unis. — L'armée et la marine des États-Unis. — La sympathie hollandaise pour la France. — Discours de M. Venizelos à la Chambre grecque. — Le chantage allemand aux États-Unis. — Un discours du roi de Roumanie. — L'intervention du Pape en faveur des condamnés en Belgique. — Une interview du cardinal Amette. — L'emprunt des alliés aux États-Unis. — Projet d'augmentation de l'armée américaine.

TROISIÈME PARTIE : A COTÉ DE LA GUERRE.

CHAPITRE I. — *ÇA ET LA*. 269

Les sous-marins allemands. — Une protestation de la Croix-Rouge française au sujet des camps de représailles (Marquis de Vogüé). — Les prisonniers allemands au Dahomey. — Violation du droit des gens. — M. Maurice Barrès au camp anglais. — La Croix de guerre. — Contre les indiscrétions. — La situation sanitaire en France. — Combien de temps durera la guerre. — La rééducation des mutilés de la guerre. — Le service de santé pendant la bataille de Champagne. — Pour le bien-être des soldats (M. Chéron). — Les permissionnaires (général Zurlinden). — Les gaz et les obus asphyxiants. — L'anniversaire (Henri de Régnier). — Le nouveau gouverneur militaire de Paris. — L'Union des colonies étrangères à Paris. — Nos colonies et la guerre. — La puissance de l'artillerie française. — Les pensions des réformés n° 1. — L'Association nationale des mutilés de la guerre (général Malleterre). — Prisonniers allemands en

Pages

France (M. Gomot). — Pas de quartier. — Vingt et une déclarations de guerre. — Dans les tranchées (Pierre Loti).

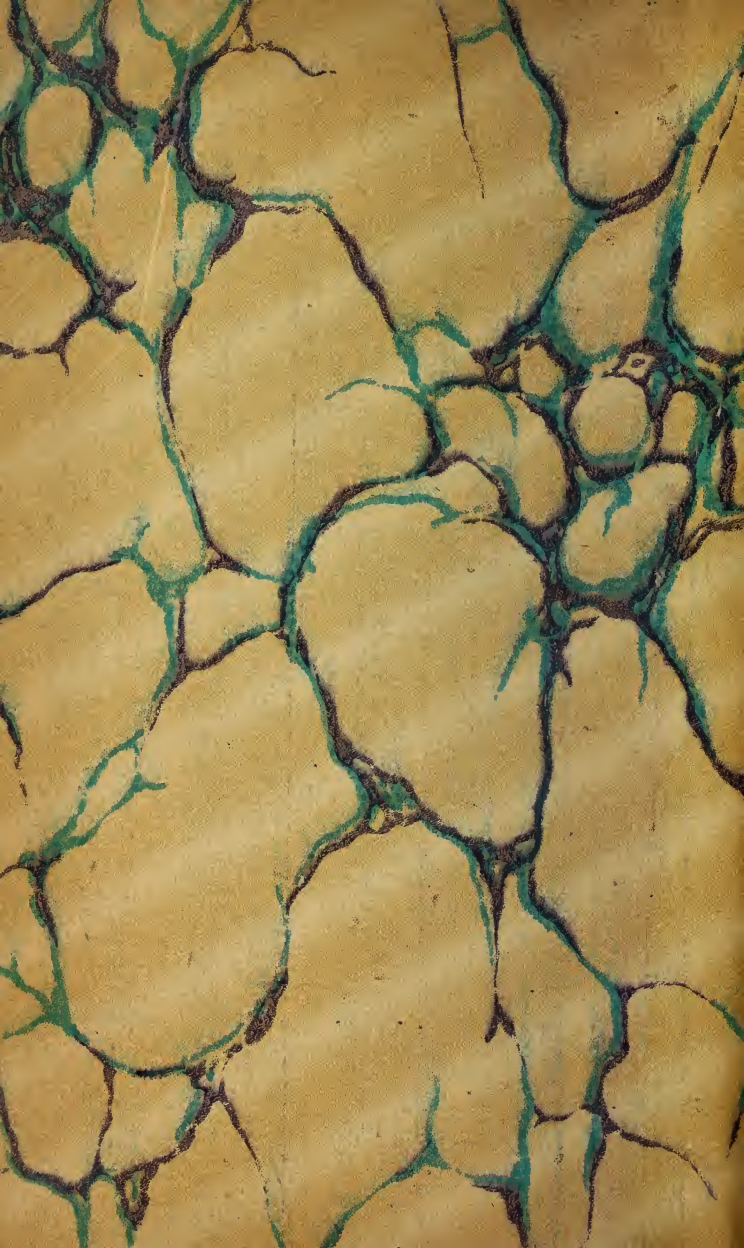
CHAPITRE II. — *LES MUNITIONS*. 307

Les visites aux usines. — Une idée de M. Lloyd George. — Le coton et la fabrication des poudres. — La question des munitions en Russie. — La production italienne de munitions. — Les munitions et les États-Unis. — Une Commission des contrats au sous-secrétariat des Munitions. — La mobilisation des savants (M. Edmond Perrier). — Les grandes usines de guerre (M. Batault). — L'opinion du sous-secrétaire d'État aux Munitions. — L'effort anglais (M. Joseph Galtier). — Le Canada et les munitions. — Ce que la guerre actuelle consomme de munitions.

CHAPITRE III. — *PAGES HÉROIQUES*. 326

Mort du commandant Xavier Claudot. — Les belles citations. — Un geste du général de Maud'huy. — Héroïnes russes. — Un mariage de soldat aveugle. — Le doyen des poilus. — L'aviateur Gilbert. — Comment fut tué Pégoud. — Un exploit du sous-marin *Papin*. — L'odyssée de trois prisonniers français évadés. — Lettre d'un jeune instituteur. — Lettre d'un soldat de la classe 1915 à sa mère. — Un héros de dix-huit ans. — Lettre d'un colonel à un écolier de douze ans. — Deux lettres du maire de Lille. — Ce qu'est la France (Rudyard Kipling). — Le général Marchand. — Le général Gallieni. — Le général Lyautey. — Le contre-amiral Ronarc'h. — Mort au champ d'honneur. — Le Livre d'or de l'armée. — Armée aérienne. — Héroïsme civil. — Les parents du jeune héros. — Une promesse du général Marchand. — Le Barreau de Paris. — Ce qu'ont fait, ce que font les cheminots depuis la mobilisation. — Les vieux au front. — Lettres du front. — Témoignage américain.

IMPRIMERIE LAHURE
9, rue de Fleurus. Paris.



G. E. Stechert & Co.
Alfred Hafner
New York

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 052741003